CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques n[os] 19 à 21	Questions au Gouvernement
p. 03-05	p. 06-07	p. 07-66	p. 66-99

2022-2023
N°06

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-05

Nouvelles lois .... p. 06-07

Séances .... p. 07-66

19e séance du mardi 13 décembre 2022 p. 07-15

20e séance du mercredi 14 décembre 2022 p. 15-32

21e séance du mercredi 14 décembre 2022 p. 32-66

Questions au Gouvernement .... p. 66-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
22/05/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Journée de l'Europe 2023

Une Journée de l'Europe sous le signe de la solidarité avec l'Ukraine

Défendre les valeurs européennes et s'échanger avec les citoyens : c'est dans ce but que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et des députés ont participé au festival « Europe Day » le 9 mai 2023 sur la Place de l'Europe au Kirchberg. Le Parlement luxembourgeois y était représenté parmi les quelque 70 stands d'information.

« Et ass wichteg, sech haut um Europadag op eis Wäerter an op eist Engagement fir d'Unioun ze besënnen. Eenheet, Solidaritéit, Pluralismus a Fridden: Wäerter, déi engem virun net esou Laangem nach selbstverständlech erschénge konnten, mee dat hautzudaags awer leider net méi ëmmer sinn », a rappelé M. Etgen à l'occasion de la cérémonie officielle pour la Journée de l'Europe. « La guerre d'agression russe en Ukraine [...] nous a montré à quelle vitesse nos acquis démocratiques peuvent être bafoués, piétinés », a ajouté le Président de la Chambre dans son discours tenu en luxembourgeois et en français. D'où l'importance de défendre ces valeurs, selon M. Etgen : « Les pays autocratiques forment des pactes et tentent ainsi de saper la crédibilité des démocraties. Il est temps de réagir. Brandissons ensemble l'étendard de la paix et de la démocratie ! »

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a rappelé l'importance des acquis démocratiques et des valeurs de pluralisme au sein de l'Union européenne.

« Brandissons ensemble l'étendard de la paix et de la démocratie ! »

En plus de la solidarité et du soutien indéfectible à l'Ukraine, le Président de la Chambre a également souligné l'importance de l'autonomie stratégique de l'Europe, assortie à son ouverture vers le monde : « Je suis confiant [...] que, à aucun moment, l'Europe ne sera en repli, ni par rapport à ses propres valeurs de pluralisme, ni par rapport à ses partenaires et alliés dans le monde. [...] L'Europe a une responsabilité d'autonomie. L'Europe a – tout autant ! – une responsabilité de coopération dans le monde. »

Tout au long des festivités sur la place symbolique qui se situe au pied des institutions européennes présentes au Kirchberg, le stand du Parlement luxembourgeois était un lieu de rencontre privilégiant le contact entre les citoyens et les différents représentants de la Chambre des Députés.

C'était également l'occasion pour les citoyens de s'informer entre autres sur le travail du Parlement luxembourgeois.

Retrouvez les photos de l'événement en scannant le code QR suivant :

Visite d'une délégation parlementaire du Seimas de la République de Lituanie

M. Yves Cruchten, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile (2e à droite), et Mme Stéphanie Empain, Présidente de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense (2e à gauche), ont rencontré le 3 mai 2023 une délégation du Parlement lituanien dans le cadre d'une visite de travail. Celle-ci a été reçue par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen (3e à droite), à l'Hôtel de la Chambre.

Remise du rapport 2022 du Centre pour l'égalité de traitement (CET)

« Un partenaire fort pour une Chambre forte »

De gauche à droite : M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint de la Chambre, Mme Sylvie Kerger, membre du collège du CET, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. Patrick Hurst, Président du CET, et Mme Nathalie Morgenthaler, Directrice du CET

Le nombre de dossiers de discrimination traités par le Centre pour l'égalité de traitement (CET) reste à un niveau élevé. C'est ce qui ressort du rapport annuel relatif à l'année 2022 qui a été remis au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, le 3 mai 2023. Des pistes ont été évoquées pour renforcer davantage les missions de cet organe rattaché à la Chambre des Députés.

Le Président de la Chambre a souligné l'importance du travail effectué par les différents acteurs qui sont actifs dans le domaine des droits de l'homme. « Le CET est un partenaire fort pour une Chambre forte », s'est réjoui M. Etgen. La mission du CET consiste à lutter contre les différentes formes de discrimination. Plusieurs éléments d'actualité contribuent à accentuer son rôle, comme la nouvelle législation pour protéger les lanceurs d'alerte, qui fait du CET un point de contact en la matière.

Dans le but de renforcer davantage le CET et les autres organes rattachés au Parlement – l'Ombudsman et l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) –, un nouveau cadre légal, plus précis et mieux adapté aux activités des différents organes, est actuellement en préparation.

L'origine ethnique, premier motif des discriminations

« L'activité du CET est en constante évolution », a expliqué son Président, M. Patrick Hurst, face au Président de la Chambre des Députés. Le nombre de discriminations rapportées au CET reste à un niveau élevé : le CET a reçu 221 nouveaux dossiers et en a traité 240 en 2022, contre 245 dossiers en 2021 et 150 en 2019. « En six ans, le nombre de dossiers a doublé », a expliqué la Directrice du CET, Mme Nathalie Morgenthaler.

Pour la deuxième année consécutive, la majorité des cas dont le CET a été saisi est liée à l'origine ethnique alors qu'auparavant, le handicap était le motif le plus fréquent des discriminations dénoncées auprès de l'organisme. Toujours selon ces statistiques, la plupart des cas de discrimination signalés au CET concernent le travail.

Conférence multidisciplinaire « Megatrends 2050 »

Comment penser le futur et se donner les moyens d'agir ?

« La recherche, le dialogue et l'échange d'idées nous permettent certainement d'identifier aujourd'hui ce qui pourra nous servir demain », a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

M. Philip Crowther lors de son discours liminaire

Personne ne sait prédire l'avenir, mais on peut se donner les moyens d'observer le monde et les données existantes afin de construire des scénarios d'avenir et d'agir pour le bien commun. C'est un des constats dressés lors des différentes interventions et tables rondes qui ont structuré la conférence « mégatendances 2050 », coorganisée par la Chambre des Députés et le Fonds national de la recherche (FNR) les 4 et 5 mai 2023 au Cercle Cité.

Les mégatendances, ce sont les grandes tendances qui donnent une structure à ces projections. Leur influence est importante sur les plans politique, économique, environnemental, technologique, social et culturel. Lors de son discours liminaire, M. Philip Crowther a exposé le point de vue des journalistes, qui sont le relais de l'information aux citoyens. Cette intervention particulièrement éclairante a mis en lumière les défis propres à leur métier : celui de couvrir l'avenir.

L'approche multidisciplinaire de la conférence consistait à faire réfléchir ensemble plus de 300 acteurs du monde politique et de la science, des citoyens et plus particulièrement les jeunes membres du Parlement des jeunes. Le public a participé aux discussions via un outil de sondage en temps réel et a assisté à différentes expérimentations scientifiques.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Conférence parlementaire « Les élections en temps de crise : défis et opportunités »

Mme Cécile Hemmen, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, lors de son intervention sur le thème « Élections et pandémie »

« Des élections à elles seules ne peuvent être garantes du respect de l'État de droit, mais aucune nation ne peut se vanter d'être une démocratie sans élections libres et équitables. » C'est avec ces propos que le Président du Conseil national suisse, M. Martin Candinas, a ouvert la conférence parlementaire portant sur les élections en temps de crise, qui s'est tenue du 9 au 10 mai 2023 à Berne. À l'occasion du 60e anniversaire de l'adhésion de la Confédération suisse au Conseil de l'Europe, le Parlement suisse a rassemblé des parlementaires de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), des administrations électorales et des universitaires pour débattre de l'organisation, de la gestion et de l'observation d'élections libres et équitables en temps de crises sanitaires, de catastrophes naturelles et de conflits armés.

Pandémie et scrutin

Un premier panel dédié à « l'impact à court et à long terme de la Covid-19 sur les élections » a mis en exergue les défis logistiques pour le déploiement d'observateurs à un moment où la plupart des frontières étaient fermées. Une exception avait par exemple été faite pour les présidentielles américaines en octroyant aux missions d'observation électorale des Assemblées parlementaires de l'OSCE et du Conseil de l'Europe le statut de mission d'intérêt national. L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) recommande de légiférer en dehors des temps de crise pour réviser le cadre électoral législatif. Ce dernier devrait prévoir l'éventualité d'ajournement d'élections, une période de vote étendue ou encore offrir aux électeurs de nouveaux moyens de faire valoir leur voix.

Le Luxembourg ne figurant pas dans le rapport de la Commission de Venise « Observatoire des situations d'urgence », Mme Cécile Hemmen, en tant que représentante de la Chambre des Députés, a évoqué l'état de crise décrété par le Gouvernement luxembourgeois en mars 2020 puis prolongé pour une durée de trois ans par le Parlement. « Cette situation exceptionnelle nécessitait des mesures exceptionnelles », a-t-elle indiqué avant de revenir sur la délocalisation des séances plénières au Cercle municipal, permettant ainsi au Parlement luxembourgeois de continuer à exercer son pouvoir législatif. Mme Hemmen a par ailleurs souligné qu'au cours de la crise sanitaire, aucune élection n'était prévue au Grand-Duché et que le Gouvernement luxembourgeois n'a donc pas dû trancher entre « repousser, annuler ou maintenir » des élections. Le cas de figure d'un maintien aurait été particulièrement intéressant dans un pays où le vote est obligatoire. La députée a insisté sur le fait qu'en période postpandémique, il est temps de dresser un bilan des expériences respectives ainsi que d'établir un recueil regroupant certaines bonnes pratiques échangées.

Élections et intelligence artificielle

Une autre session a porté sur les dangers potentiels qui peuvent découler de l'utilisation abusive des nouvelles technologies. Comment le vote électronique, l'intelligence artificielle (IA) et la cybernétique peuvent-ils transformer les élections ? Les panélistes ont échangé sur les différentes manières d'atténuer les menaces d'une instrumentalisation manipulative et d'en endiguer les capacités d'influence. Ils ont conclu qu'il faudrait repenser les pratiques en ayant recours aux innovations durables, tout en protégeant l'intégrité du processus électoral et en œuvrant pour le rendre plus résilient.

Selon Mme Hemmen, les bienfaits de l'adaptation des normes électorales à l'environnement numérique pourraient être nombreux : simplification du système électoral, hausse de la participation, inclusion d'un corps d'électeurs plus considérable, fiabilité et rapidité des résultats. Toutefois, une certaine défiance, voire méfiance, risquerait de s'installer parmi les électeurs pouvant entrainer le contraire de ce que l'on aurait espéré : une baisse de la participation aux élections, une polarisation accrue et, de façon générale, une remise en question de la légitimité des résultats. L'élue luxembourgeoise a plaidé dans ce contexte pour une réglementation de l'utilisation de ces technologies en concertation avec la Commission de Venise, la société civile, le marché privé et le secteur académique. Selon elle, un cadre juridiquement contraignant s'avère être essentiel. Elle a conclu son intervention en exprimant son espoir que la déclaration du 4e Sommet du Conseil de l'Europe les 16 et 17 mai 2023 sera l'occasion à la fois de réaffirmer des normes internationales pour l'organisation d'élections et de référendums et de mettre la priorité sur la finalisation de la convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

... S. E. M. Alain Gendron, Ambassadeur du Canada

Budget de l'État pour l'exercice 2023 et programmation financière pluriannuelle 2022-2026

8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et modifiant :
1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
3° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
4° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
5° la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;
6° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;
7° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
8° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
9° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;
10° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;
11° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement 2.0

Le budget de l'État pour l'exercice 2023 est arrêté aux montants suivants :

– Recettes courantes	21.480.269.006 euros
– Recettes en capital	112.377.963 euros
– Recettes des opérations financières	4.661.381.700 euros
– Dépenses courantes	21.239.691.553 euros
– Dépenses en capital	2.937.895.897 euros
– Dépenses des opérations financières	2.065.784.763 euros

L'article 3 (4) permet de redéfinir la valeur locative d'une habitation afin que sa fixation intervienne dès que le propriétaire peut librement en disposer pour ses besoins personnels d'habitation ou bien habituels et prépondérants ou bien secondaires.

Aussi, le propriétaire d'une habitation est imposable au titre de la valeur locative, qui reste néanmoins à zéro euro, lorsqu'il l'occupe personnellement, lorsqu'il ne l'occupe pas parce qu'il la met bénévolement à disposition de quelqu'un d'autre et lorsqu'il ne l'occupe pas parce qu'elle est en cours de rénovation, de transformation, fait l'objet de travaux quelconques ou reste inoccupée pour toute autre raison.

L'article 3 (6) a) a pour objectif d'accorder, sur option annuelle, la possibilité de calculer le seuil de 5 % par rapport à la somme algébrique positive des résultats des membres du groupe intégré (au sens de l'article 164bis), pour autant qu'une intégration fiscale ait existé au cours de l'année d'octroi de la prime participative ainsi que de l'année précédant immédiatement celle de l'octroi de ladite prime.

L'article 3 (6) b) modifie le seuil de rémunération minimal requis pour bénéficier du régime des impatriés afin de tenir compte d'un certain nombre de critiques occasionnées par le relèvement de ce seuil en 2021. Le seuil actuel de rémunération minimal de 100.000 euros est abaissé à 75.000 euros dans un souci de maintenir l'attractivité du pays à l'international dans un contexte de difficultés accrues de recrutement de main d'œuvre qualifiée dans certains secteurs économiques.

L'article 3 (7) majore le montant maximum de l'abattement de revenu imposable pour enfant ne faisant pas partie du ménage du contribuable (prévu à l'article 127bis L.I.R.) de 4.020 euros à 4.422 euros afin de maintenir le parallélisme avec l'augmentation du montant des allocations de toute nature en dessous duquel de telles allocations n'impliquent pas une réduction du crédit d'impôt monoparental en vertu de l'article 154ter, alinéa 3.

L'article 3 (10) relève le montant maximal du crédit d'impôt monoparental (CIM) de 1.500 euros à 2.505 euros. Outre cette augmentation du montant maximal du CIM, le revenu imposable ajusté jusqu'auquel le montant maximal du CIM s'applique, est augmenté de 35.000 euros à 60.000 euros. En d'autres termes, les contribuables ayant des revenus imposables ajustés se situant entre 0 euro et 60.000 euros pourront dorénavant bénéficier d'un CIM à hauteur de 2.505 euros. Par cette hausse, le cercle des contribuables pouvant bénéficier du CIM maximal est sensiblement élargi.

L'article 4 fixe au 31 décembre (au lieu du 31 mars) le délai pour le dépôt des déclarations d'impôt (impôt sur le revenu des personnes physiques, impôt sur le revenu des collectivités, impôt commercial communal et impôt sur la fortune).

L'article 5 (2) permet l'application en matière de TVA du taux réduit de 8 % à la réparation d'appareils ménagers.

L'article 5 (3) permet l'application en matière de TVA du taux réduit de 8 % à la vente, la location et la réparation de bicyclettes, y compris les cycles à pédalage assisté dits « vélos électriques ».

L'article 5 (4) permet l'application en matière de TVA du taux super-réduit de 3 % à la livraison de panneaux solaires et leur installation.

L'article 6 (1) exonère les biocarburants et bioliquides à l'état pur du droit d'accise additionnel autonome dénommé « Taxe CO_2 ».

L'article 8 exclut les investissements concernant le gaz naturel et le nucléaire de l'avantage fiscal qu'est la taxe d'abonnement réduite pour fonds d'investissement.

L'article 39 confère au ministre ayant le Trésor dans ses attributions l'autorisation d'émettre des emprunts pour un montant maximum de 6.000 millions d'euros. Ce montant s'oriente au niveau anticipé des liquidités disponibles en fin d'année 2022, au déficit prévisible de l'Administration centrale ainsi qu'au besoin de refinancement de la dette à moyen et long terme venant à échéance au cours des années 2023 et 2024, tout en prévoyant une marge pour parer à des situations imprévues. Il ne présente aucune indication quant au besoin de financement effectif ou prévisible au cours des exercices en question. Le paragraphe 2 de l'article annule le solde disponible des anciennes autorisations d'emprunts qui n'ont pas été utilisées jusqu'à présent.

8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026

L'article 1er du projet de loi a pour objet de fixer l'objectif budgétaire à moyen terme (OMT) sur toute la période dont le présent projet de loi fait l'objet : il le fixe à +0,5 % du PIB pour 2022 et à +0,0 % du PIB pour la période 2023-2026.

Les soldes nominaux et structurels de la trajectoire d'ajustement vers l'objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2022 à 2026 :

En % du PIB	2022	2023	2024	2025	2026
– Administration centrale	-1,7 %	-3,4 %	-2,3 %	-2,1 %	-1,7 %
– Administrations locales	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
– Administrations de sécurité sociale	1,3 %	1,2 %	1,1 %	0,9 %	0,7 %
– Administrations publiques :					
Solde nominal	-0,4 %	-2,2 %	-1,1 %	-1,1 %	-0,9 %
Solde structurel	-0,2 %	-2,0 %	-0,9 %	-1,0 %	-0,8 %

Dépôt des projets de loi 8080 et 8081 par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 12/10/2022
Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

18/07/2022	Désignation d'un rapporteur
14/10/2022	Échange de vues avec des représentants de l'Administration des douanes et accises
	Échange de vues avec des représentants de l'Administration des contributions directes
19/10/2022	Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA
24/10/2022	Échange de vues avec des représentants du Statec
18/11/2022	Présentation de l'évaluation du Conseil national des finances publiques
21/11/2022	Présentation du budget du département Finances
25/11/2022	Présentation de l'avis de la Cour des comptes
28/11/2022	Examen des avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
05/12/2022	Présentation de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg
09/12/2022	Examen des avis complémentaires du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

10/11/2022	Échange de vues avec M. le Ministre de la Défense

21/11/2022 Présentation des volets relevant de la compétence du Ministère des Affaires étrangères et européennes

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :
24/11/2022 Examen du volet Affaires intérieures

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
25/11/2022 Présentation des volets Classes moyennes et Tourisme

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente : Mme Djuna Bernard) :
17/11/2022 Présentation du volet Culture

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :
31/10/2022 Présentation du volet Éducation nationale, Enfance et Jeunesse
Présentation du volet Enseignement supérieur et Recherche

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
11/11/2022 Présentation des volets Énergie et Aménagement du territoire
02/12/2022 Examen des volets Environnement, Climat et Développement durable

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Max Hahn) :
25/10/2022 Présentation des volets Famille et Intégration

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
29/11/2022 Présentation et examen du volet Institutions

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
16/11/2022 Examen du volet Justice

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
08/11/2022 Présentation du volet relevant de la compétence du Ministère des Sports
15/11/2022 Présentation du volet relevant de la compétence du Ministère de la Santé

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :
10/11/2022 Échange de vues avec M. le Ministre de la Défense

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :
10/11/2022 Examen du volet Travail et Emploi ainsi que du volet Sécurité sociale

Vote en séance publique du projet de loi 8080 : 15/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 649, page 1

Vote en séance publique du projet de loi 8081 : 15/12/2022
Loi du 23 décembre 2022
Mémorial A : 2022, n° 651, page 1

19e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 08**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** **p. 08**
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Changement de composition d'une commission parlementaire** **p. 08**
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Ordre du jour** **p. 08**
   M. Fernand Etgen, Président
5. **8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et modifiant :**
   1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
   2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
   3° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
   4° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
   5° la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;
   6° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;
   7° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
   8° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
   9° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;
   10° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;
   11° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement 2.0
   8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 **p. 08**
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Max Hahn

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Corinne Cahen, Ministre | Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 13 décembre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8113 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 08/12/2022

8114 – Projet de loi portant création d'une allocation complémentaire pour personnes âgées

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 08/12/2022

8115 – Projet de loi instituant un régime d'aide en faveur de la primo-création d'entreprise

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 08/12/2022

8116 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 08/12/2022

8117 – Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 12/12/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2551 – Demande de pétition publique : Contre la suppression des bus pour la Goodyear!!

Dépôt : M. Stéphane Brunel, le 07/12/2022

2552 – Demande de pétition publique : Plus de congés pour raisons familiales pour les monoparentaux

Dépôt : Mme Raquel Gomes da Silva, le 07/12/2022

2553 – Demande de pétition publique : Begleitpersonen / Krankenschwester im Bus auf dem Weg nach Hause bei Kindern mit Behinderung

Dépôt : Mme Natascha Schleich, le 08/12/2022

2554 – Demande de pétition publique : D'Recht, dass de Loyer, deen de Bierger zu Lëtzebuerg muss bezuelen, fir iwwerhaapt en Ënnerdaach ze hu fir ze wunnen, soll däerfe vun de Steieren ofgehale ginn

Dépôt : Mme Rita Berens, le 08/12/2022

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission de la Justice ugeet, huet d'LSAP-Fraktioun ugefrot, datt den Här Mars Di Bartolomeo d'Madamm Cécile Hemmen all Kéier fir de Punkt iwwert d'Proposition de loi 8049 iwwert déi penal Responsabilitéit vu Regierungsmemberen ersetzt, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëser Proposition de loi.

Ass d'Chamber mat der Ofännerung, wat d'Zesummesetzung vun der parlamentarescher Kommissioun ugeet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et och esou decidéiert.

5. 8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
3° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
4° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
5° la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;
6° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;
7° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
8° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
9° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;
10° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;
11° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement 2.0

8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026

Mir kommen de Mëtten zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 8080 vum Staatsbudget fir d'Joer 2023 an iwwert de Projet de loi 8081 iwwert déi finanziell Programmatioun fir d'Joren 2022–2026. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësen zwee Projet-de-loien, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Hären, léif Membere vun der Regierung, ech erënnere mech, wéi wann et gëschter gewiescht wier, un dee sonnegen Dag am Mäerz viru bal dräi Joer, wou hei am Land d'Schoulen hir Dieren hu missen zoumaachen. Kuerz drop si vill Betriber an d'soziaalt Liewe vun eis alleguerten op Äis geluecht ginn.

Ech erënnere mech u laang Schlaangen an de Supermarchéen an un déi mënscheneidel Stroossen dobaussen. Keen hätt deemools geduecht, wéi laang dee Virus eist Liewen am Gréff géif halen. Kaum hate mir bei der Pandemie Liicht um Enn vum Tunnel gesinn, huet Russland mat sengem Ugréffskrich an der Ukrain d'Welt aus de Fuge bruecht. D'Sécherheetslag an Europa an an der Welt ass nohalteg verännert a mir sti viru grousse Erausfuerderungen.

Jo, mir liewen an engem Joerzéngt vu kolossalen Ëmbréch, dat wësse mer, och wa mir nach ganz am Ufank vun den 2020er-Jore stinn. Villes, wat eis gëschter vertraut a sécher erschéngt huet, ass haut fundamental a Fro gestallt. D'Welt ass eng aner wéi virun dräi Joer. D'Welt an och eist Zesummeliewen sinn haut anescht ewéi nach virun dräi Joer.

Wa mir an zéng Joer op dës Epoch zréckkucken, wäerte mir feststellen, dass déi global Evenementer, déi eis säit 2020 iwwerrennen, nohalteg en déifgräifenden Impakt op eist Land an eis Gesellschaft haten, deels am Groussen an deels am Klengen.

Et ass un eis alleguer, dofir ze suergen, dass den Impakt, dee bleift, e positive wäert sinn. Krise sinn eis net friem, mir haten der scho vill an der Geschicht vun eisem Land a bis ewell si mer ëmmer gestäerkt doraus ervirgaangen. Mir sollten alles drusetzen, dass eis dat och dës Kéier geléngt!

Eis Zukunft, déi fänkt haut un, well d'Decisiounen, déi mer haut huelen, d'Leitplanke fir eist Zesummeliewe vu muer sinn. Dofir däerfe mir d'Verännerungen a Krisenzäiten net einfach iwwer eis ergoe loossen, mee mir musse selwer op dës Verännerungen awierken, léieren, domadder ëmzegoen, a si souguer aktiv matgestalten!

An de leschte Krisejoren hunn d'Regierung an d'Chamber eise Bierger a Frontalieren an Zäite vu grousser Onsécherheet Sécherheet a Perspektive ginn. An dëst spigelt sech och am Budget erëm, deen ech Iech haut presentéieren, e Budget vun der sozialer Kohäsioun, e Budget vun der Responsabilitéit, e Budget fir e bessert Zesummeliewen.

D'Efforten, déi sech am Budget fir d'nächst Joer erëmfannen, déi si beispillos: 2,5 Milliarden Euro huet d'Regierung mobiliséiert, fir de Leit an de Betriber d'Moyenen ze ginn, fir dës schwiereg Zäiten ze iwwerstoen. Dëst ass e risegen Éischt-Hëllefs-Pak, fir d'Präisdeierecht ze bremsen an d'Kafkraaft ze erhalen. An dësen Éischt-Hëllefs-Pak dréit och seng Friichten, wéi déi lescht Zuele vum Statec beleeën.

Eng Éischt Hëllef ass essenziell, mee genee sou wichteg ass d'Versuergung duerno. Bei engem Staatsbudget sinn déi beschten Noversuergungsmesuren Investitiounen an d'Zukunft. E Land, dat net investéiert, dat verspillt seng Zukunft! D'Regierung dergéint setzt op d'Zukunft: 3,8 Milliarden, fir d'Offer un abordabelem Wunnraum an d'Luucht ze setzen, fir d'Efforten am Kampf géint d'Klimakris ze verstäerken a fir eis Infrastrukturen auszebaue wéi Schoulen, Spideeler, Altersheemer a fir eis Mobilitéit vu muer ze preparéieren!

Déi Investitioune sinn och méi néideg wéi jee! Et ass net de Moment, sech vun der Kris lämen ze loossen. Et ass de Moment, d'Efforte vun de leschte Jore konsequent weiderzeféieren a virun allem och nei Akzenter ze setzen, fir gestäerkt aus dëser Kris erauszekommen!

Jo, den Defizit beim Zentralstaat ass mat 2,8 Milliarde ganz substanziell. Mee a Krisenzäite sinn héich Ausgaben net just akzeptabel, si sinn onëmgänglech. D'Fro ass net: Kënne mer eis déi Depensë leeschten? D'Fro ass: Kënne mer eis et leeschten, se net ze maachen?

Här President, ech wäert a mengem mëndleche Rapport fir d'éischt de Budget fir dat nächst Joer an déi finanziell Programmatioune fir d'Joren 2023–2026 presentéieren. Ech sinn awer och dervunner iwwerzeegt, dass déi zentral Froen, mat deene sech d'Politik déi nächst Jore beschäftege muss, ronderëm e bessert Zesummeliewen hei am Land dréien. Dorop wäert ech a mengem zweeten Deel vun der Ried agoen.

Här President, vun Ingenieure gëtt gäre mol behaapt, dass si reng an Zuelen denken. An effektiv, als Ingenieur sinn ech iwwerzeegt, dass Zuelen hëllefen, eis wirtschaftlech a budgetär Situatioun anzeuerdnen, mee ech wäert awer probéieren, an dësem finanztechneschen Deel hannert déi deels abstrakt Zuelen ze kucken.

Momentan dréit d'Weltwirtschaft méi lues. No enger staarker wirtschaftlecher Reprise d'lescht Joer hu fir d'éischt d'Liwwerenkpäss an duerno d'Energiekris der Weltwirtschaft séier erëm d'Loft aus de Seegele geholl. Wann ee sech déi lescht Previsioune vum Internationale Wärungsfong aus dem Oktober ukuckt, da gesäit een, dass dës par rapport zu den Zuelen aus dem Abrëll no ënne revidéiert goufen. Aktuell gesäit et esou aus, wéi wann d'Weltwirtschaft sech eréischt um Enn vum nächste Joer erëm géif ufänken ze erhuelen.

D'Inflatioun, déi gréisstendeels duerch déi héich Energiepräisser bedéngt ass, ass ouni Zweifel am Moment déi gréisst wirtschaftlech Erausfuerderung fir Lëtzebuerg an Europa. Mëttlerweil gesäit een och, dass d'Inflatioun net méi just op déi héich Energiepräisser zréckzeféieren ass, et gesäit een och, dass d'Inflatioun all d'Secteure vun der Wirtschaft trëfft.

D'Inflatioun läit zu Lëtzebuerg aktuell bei 6,4 % op ee Joer gekuckt. Fir ze vergläichen: 2019 louch se bei 1,7 %, 2020 bei 0,8 % an 2021 bei 2,5 %. An der Eurozon läit d'Inflatioun iwwerdeems aktuell bei ronn 10 %. Dës Inflatiounszuele leie wäit iwwert deem vun der europäescher Zentralbank gesatenen Zil vu maximal 2 %, fir eng Präisstabilitéit fir d'Bierger ze garantéieren.

Wa mer eis déi international Landschaft méi am Detail ukucken, da gesi mer, dass déi héich Inflatioun an déi schwaach wirtschaftlech Croissance alleguer déi grouss Industrienatioune virun déi selwecht Problemer stellt. China ass den Abléck virun allem wéinst senger Null-Covid-Politik mat engem niddrege Wuesstum konfrontéiert. Reegelméisseg a grossfläceg Confinementer hunn der chineeseschen Wirtschaft zougesat. Wat déi kierzlech annoncéiert Oplackerunge vun de Coronamesuren a China bréngen, bleift ofzewaarden.

Fir d'USA bleift d'Inflatioun, gradesou wéi an Europa, ee vun de gréisste Problemer. D'Unhiewe vum Leetzëns wäert d'Wirtschaft weider kuerzfristeg ausbremsen. Wat d'Inflatioun ugeet, gëtt virausgesot, dass se an den USA eréischt Enn 2024 erëm a vun der amerikanescher Zentralbank ugestriefte Barragë leie wäert.

Grad als kleng an oppen Ekonomie si mir besonnesch un déi wirtschaftlech Entwécklung am Ausland gekoppelt. Déi Lëtzebuerger Wirtschaft war d'lescht Joer mat engem Wuesstum vu 5,1 % no un der Moyenne aus der Europäescher Unioun. Am Pandemiejoer 2020 ass eis Wirtschaft awer nëmmen ëm 0,8 % zréckgaangen, am Verglach zu 5,7 % an der Europäescher Unioun. D'Lëtzebuerger Wirtschaft huet sech also an der Kris besser gehale wéi déi vun eisen Noperen, dat dank den Hëllefsmesuren souwéi der Struktur vun eiser Wirtschaft.

Fir dat aktuellt Joer läit de Wuesstum vun eisem PIB bei 1,7 %. D'nächst Joer soll dëse bei 1,5 % leien. Dat sinn déi aktuellsten Zuelen aus der Dezembernott vum Statec.

D'Situatioun um Aarbechtsmaart gesäit weiderhi gutt aus, och wann d'Evolutioun déi lescht Méint manner dynamesch war. De Chômage-Taux ass säit sengem relative Pic vu 7 % am Mee 2020 kontinuéierlech gefall, op 4,7 % vum Februar bis Juni dëst Joer. An de leschte Méint ass de Chômage-Taux allerdéngs liicht eropgaangen op 4,9 %.

Wann ee vun der Situatioun um Aarbechtsmaart schwätzt, dann dierf een ee Problem net vergiessen, dat ass déi unhalend Penurie u qualifizéiertem Personal. Enn Oktober huet d'ADEM 13.000 fräi Poste gezielt. Dat ass eng generell Problematik, déi ëmmer erëm an Entrevuen, déi ech déi lescht Méint hat, opkomm ass.

Als Beispill kann een de Bausecteur nennen. Hei soen zwee Drëttel vun den Entreprisen, dass si Recrutementsschwieregkeeten hunn. A souguer wann de Problem vum Feele vu qualifizéiertem Personal sollt duerch déi aktuell Konjunktur temporär reduzéiert ginn, brauche mir eng laangfristeg Strategie fir qualifizéiert Fachpersonal, well eng Energietransitioun ass ouni gutt ausgebilte Leit net ze meeschteren.

Wann een zu Lëtzebuerg vu Kafkraaft an Inflatioun schwätzt, dann ass een och ganz séier bei eisem Indexsystem. De Statec geet dovun aus, dass eng Indextranche Ufank d'nächst Joer kënnt, an do kënnt dann nach am Abrëll déi Indextranche vum Juli 2022 derbäi, déi am Kader vum éischten Tripartite-Accord no hanne verréckelt ginn ass. Et ass doriwwer eraus méiglech, dass Enn 2023 eng drëtt Indextranche ufält.

Am Kader vun der leschter Tripartite-Ronn hat de Statec ausgerechent, wéi d'Mesurë sech géifen op d'Inflatioun auswierken. D'Begrenzung vum Gaspräis op plus 15 % géif d'Inflatioun ëm 2 % drécken an d'Stabiliséierung vum Stroumpräis géif 1 % manner Inflatioun bedeiten. De Statec huet deemools gerechent, dass all Tripartite-Mesuren zesummegeholl d'Inflatioun ëm ganzer 3,8 % bremse géifen.

Rezent huet de Statec de konkreeten Impakt vun den Energiemesuren op d'Kafkraaft vun de Stéit berechent. De Statec huet verglach, wéi d'Situatioun dank den Energiemesuren ausgesäit par rapport zu engem Zenario ouni Mesuren, deemno en Zenario, wou d'Indextranchen normal erfall wieren. Relativ gesi klëmmt de Kafkraaftgewënn vun de Stéit mat niddregem Revenu dank de Mesurë méi staark, wéi wann den Index erfall wier a keng Mesurë geholl gi wieren. Also sinn d'Energiemesuren an deem Sënn sozial cibléiert.

Déi verschidde Krise wierke sech net d'selwecht op déi ënnerschiddlech Secteure vun eiser Wirtschaft aus. De Finanzsecteur bleift weiderhin dat wichtegst Standbee vun eiser Ekonomie. Dank ënner anerem dem Teletravail huet dee Secteur sech an der Pandemie gutt gehalen a konnt weider fonctionéieren.

Mir ziele momentan 121 Banken zu Lëtzebuerg. D'CSSF, déi d'Bankeplaz surveilléiert, zielt iwwer 950 Mataarbechter. An dat ass e Plus vun iwwer 135 % verglach mat virun zéng Joer.

Am Moment ginn iwwer 5 Billiounen Euro an eise Fonge geréiert – 5 Billiounen oder anescht ausgedréckt: 5.000 Milliarden! D'Recetten, déi mir iwwert d'Taxe d'abonnement erakréien, bleiwen, de Previsiounen no, bis op d'mannst 2026 stabel. Dëst Joer kommen iwwert dee Wee geschaten 1,4 Milliarden an d'nächst Joer 1,2 Milliarden Euro eran.

D'Joer huet och am Bausecteur gutt ugefaangen, mee d'Stëmmung bei den Entreprisë verschlechtert sech, well hir Commande-Carneten net méi esou gefëllt sinn ewéi virdrun. D'Baukäschte klamme mat 15 % op d'Joer gesinn am Moment méi séier wéi d'Verkafspräisser vun den Immobilien.

Wat d'Industrie ugeet, sou ass och dëse Secteur, fir net ze soe besonnesch dëse Secteur, staark vum Krich an der Ukrain an den héijen Energiepräisser betraff. D'Vertraue vun der Industrie an d'Zukunft hëlt weider of, sou wéi dat och europawäit de Fall ass.

De Secteur vun den netfinanziellen Déngschtleeschtungen huet par konter gutt Perspektiven. Mam Ophiewe vun de sanitäre Restriktiounen hunn d'Aktivitéite vum Horeca-Secteur souwéi d'Reesen nees kënne weidergoen. Am Handel gesäit et allerdéngs manner gutt aus, well d'Consommatioun noléisst.

D'Perspektive fir d'Kontabilitéits- a juristesch Servicer sinn och manner virdeelhaft. Dat dierf een net vernoléissegen, well dëse Soussecteur e groussen Deel vun eiser Wirtschaft ausmécht.

Här President, d'Perspektive fir eis Wirtschaft bleiwen ongewëss. Mee generell ass de Constat, dass d'Wirtschaft no der kuerzer Postcovidreprise erëm e Coup kritt huet. Fir Finanzpolitik maachen ze kënnen, sinn dës Previsiounen immens wichteg. D'Finanzpolitik beweegt sech awer och am Kader vun den Ziler, déi sech d'Politik déi lescht Joerzéngte ginn huet. Dëse besteet engersäits aus den Ziler, déi am Koalitiounsaccord festgehale goufen, an anerersäits och aus den Obligatiounen, déi mir um europäeschen Niveau geholl hunn.

Am Abrëll krute mer an deem Kader de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm vun der Finanzministesch Yuriko Backes hei an der Chamber presentéiert. Deemools, also knapp zwee Méint nom Ufank vun der russescher Invasioun vun der Ukrain, hunn d'Previsioune kloer missen no ënnen ugepasst ginn. Fir d'Joer 2022 gouf als Konsequenz d'Wuesstumsprognos ëm ganzer zwee Prozentpunkten no ënne revidéiert.

Am Kader vum Europäesche Semester krut Lëtzebuerg dann och Recommandatioune vum Conseil gemaach. Virun allem gëtt dem Land geroden, déi lafend Depensen am A ze behalen, fir d'Viabilitéit vun de Staatsfinanzen ze garantéieren, a gläichzäiteg d'Investissementer an d'Energietransitioun eropzeschrauwen.

De Gesetzesprojet iwwert de Budget pluriannuel setzt d'Jalone fir d'ëffentlech Finanzen an der Period 2022–2026.

De Solde vum Gesamtstaat louch d'lescht Joer nach bei méi wéi 500 Milliounen Euro Iwwerschoss. Dëst Joer ass dëse Solde awer op en Defizit vu bal 300 Milliounen Euro gefall. Fir dat nächst Joer gëtt souguer mat engem Minus vu ganzer 1,8 Milliarden Euro

gerechent. Eréischt ab dem Joer 2024 geet et erëm lues a lues biergop.

Den Haaptgrond fir d'Verschlechterung vum Solde sinn déi sëllege Krisen, mat deene mer konfrontéiert sinn, virun allem déi aktuell Energiekris. Duerch déi zwee Solidaritéitspäck geet eis Staatsverscholdung weider an d'Luucht, wat och en Impakt op d'Staatsfinanzen huet.

Wann een de Budget pluriannuel vun dësem mam leschte Joer vergläicht, dann ass déi Verschlechterung vun de Staatsfinanze kloer ze gesinn. De Solde vum Gesamtstaat wäert op der Period 2023–2025 ënnert de Previsiounen aus dem Oktober zejoert leien.

D'Depensë vum Gesamtstaat, sprëch Zentralstaat, Sozialversécherung a Gemengen, klammen ëm 5,4 % pro Joer an der Moyenne tëscht 2023–2026. D'Recettë klammen an der selwechter Period awer nëmmen ëm 5,1 %.

2022 sinn d'Depensen ëm 9,5 % geklommen, dat, wéi gesot, gréisstendeels wéinst de staatlechen Hëllefsmesuren. Gläichzäiteg sinn d'Recetten ëm 6,6 % eropgaangen, dat, ënner anerem, well ugangs des Jores d'Wirtschaft ugefaangen hat, sech ze erhuelen, a well duerch den Index d'Masse salariale an d'Luucht gaangen ass a soumat och d'Recetten op der Lounsteier.

Et muss een awer bedenken, dass d'Evolutioun vun de Steierrecettë manner héich ausgefall ass duerch den Energiesteierkreditt. Dëse gouf jo decidéiert, fir de Leit séier a geziilt ënner d'Äerm ze gräifen, fir hir Kafkraaft ze erhalen an d'Verréckele vun der Indextranche auszegläiche respektiv esouguer ze iwwerkompenséieren.

Den Zentralstaat schreift op der ganzer Period 2021–2026 rout Zuelen. De Solde louch d'lescht Joer bei minus 0,6 % vum PIB, dëst Joer fält en op minus 1,7 %. D'nächst Joer fält de Solde mat minus 3,4 % op den niddregste Punkt vun der Period a geet dann erëm progressiv erop, bis en 2026 dann nees um selwechten Niveau ass wéi dëst Joer.

De Solde vun de Sozialversécherunge bleift bis zum Schluss vun der Period positiv. Dës Iwwerschëss huelen awer ab dësem Joer kontinuéierlech of, vu knapp iwwer 1 Milliard Euro elo bis erof op 679 Millioune Euro am Joer 2026.

Och d'Gemenge verbuchen op där ganzer Period alljoers Iwwerschëss, mee d'selwecht wéi beim Gesamtstaat gesi mir hei, dass d'Depensë méi séier klamme wéi d'Recetten.

No dësem Iwwerbléck iwwert d'Staatsfinanze vun de leschte Joren ass et wichteg, sech ee makroekonomeschen Indicateur méi am Detail unzekucken: d'Staatsschold par rapport zum PIB.

D'Staatsverscholdung louch 2019 bei 22,4 % vum PIB. Duerno koumen d'Pandemie an d'Energiekris. Fir d'Joer 2020 mécht d'Verscholdung am Kader vun der Covidkris 3,8 Prozentpunkte vun eiser Staatsschold aus an d'Energiekris 3,2 Prozentpunkten. Dës Scholde wäert de Staat iwwert déi nächst Jore musse mathuelen, soudass d'Staatsschold Enn 2026 bei 29,5 % leie wäert. Wann een den Impakt vun der Pandemie an der Energiekris erausrechent, da géif sech d'Schold am Joer 2026 op 23,5 % vum PIB belafen.

Am Verglach mat der Eurozon leie mir zwar wäit ënnert der Moyenne, mee dat dierf eis net doriwwer ewechtäuschen, dass trotz eisen Efforten, fir d'Wirtschaft ze diversifizéieren, Lëtzebuerg ganz staark vun der Finanzplaz ofhängeg ass. Mir importéieren och de Gros vun eise Wueren, déi hei consomméiert a verschafft ginn. E wierkleche Bannemaart hu mir net, deen eis géif schützen. Als klengt Land si mir also besonnesch vulnerabel a mussen dowéinst ëmsou méi virsichteg sinn.

Derbäi kënnt, dass d'Zäiten, an deenen de Grand-Duché zu ganz gudde Konditioune Sue léine konnt, leider eriwwer sinn. D'lescht Joer hu mir 118 Millioune Scholdzënse bezuelt, 2026 wäerte mir 440 Millioune fir eis Schold bezuele mussen.

Här President, éier ech d'Recetten an d'Depensë fir d'nächst Joer méi am Detail analyséieren, wäert ech nach kuerz op d'Exécution budgétaire vum leschte Joer a vum aktuellen Exercice agoen.

D'lescht Joer waren eis Depensen 863 Milliounen Euro méi héich wéi geplangt, dat nach wéinst der Covidpandemie. Op där anerer Säit sinn d'Recetten zejoert awer nach e gutt Stéck besser ausgefall wéi ugeholl, dat zemools well d'Wirtschaft erëm ugezunn huet, mat 5,1 % Croissance vum PIB.

Den Defizit vum Zentralstaat läit dem Compte annuel no bei 800 Milliounen Euro, an dat obwuel am Budget 2021 en Defizit am Zentralstaat vun 2,4 Milliarden Euro virgesi war. Hei muss ee sech drun erënneren, dass de Budget 2021 am Pandemiejoer 2020 opgestallt gouf, e Joer gepräägt vu Confinementer an Ongewëssheet. Virsichteg Previsioune sinn nun emol ee vun de Leetprinzippie vun enger gudder Budgetsgestioun.

Wa mir eis déi neisten Zuele vun dësem Joer ukucken, da gesäit een en änlecht Bild. D'Recettë si par rapport zum Joer virdrun ëm 8 % geklommen. Mir hunn awer, Stand Enn September, prozentual gesi manner vun de budgetiséierte Recetten ageholl wéi 2021.

Den Exercice ass nach net ofgeschloss an de Solde vum Zentralstaat geet kontinuéierlech erof. D'Ekonomie dréint manner séier, d'Inflatioun bleift historesch héich an d'Käschte vun den Hëllefspäck aus de leschte Méint wäerte sech och eréischt no an no an de Bicher weisen, mam Resultat, dass de Solde vum Zentralstaat sech an den nächste Méint weider verschlechtere wäert.

Deen Trend weist sech och am Budget 2023: Previsiounen, déi vu Mount zu Mount méi schlecht ginn, Recetten, déi zwar wuel duerch d'Inflatioun klammen, mee och Depensen, déi vill méi séier klammen. Schlussendlech ass also 2023 erëm mat engem däitlechen Defizit ze rechnen, en Defizit, deen awer a Krisenzäite berechtegt ass.

Mee elo zum Detail. Éier e Kuch verdeelt gëtt, muss en als Alleréischt emol gebak ginn.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Loosst eis dowéinst emol kucken, wou d'Suen 2023 iwwerhaapt genau hierkomme sollen.

Wéi alljoers maachen déi direkt Steiere mat Ofstand de gréisste Deel vun de Staatsrecetten aus. Bal d'Hallschent vun de Recettë kommen iwwert d'direkt Steieren eran. Am meeschte Sue kommen iwwert d'Lounsteier eran. Déi mécht 6,1 Milliarden Euro aus. Op der zweeter Plaz steet hei d'Kierperschaftssteier mat 2 Milliarden Euro an op der drëtter Plaz d'Akommessteier mat 1,1 Milliarden Euro.

Déi zweetwichtegst Kategorie, dat sinn déi indirekt Steiere mat 38 % vun de Gesamtrecetten. Hei ass virun allem d'TVA mat 5,4 Milliarden Euro den Haaptposten. Duerno kënnt d'Taxe d'abonnement mat 1,2 Milliarden Euro, déi op de Fongen erhuewe gëtt. Dat ass eng Tax, déi a bal kengem anere Land weltwäit erhuewe gëtt. Se läit bei 0,05 % vun den Avoiren am Fong. Taxonomiekonform Fongen dierfe säit 2021 vun engem reduzéierten Taux vun 0,01 % profitéieren. D'Regierung huet an deem Kader en Amendement deposéiert, fir dass déi Avoire vun engem Fong, déi zwar den Taxonomiekrittären entspriechen, mee déi an Nuklearenergie oder Gas investéiert sinn, net méi vum reduzéierten Taux profitéiere kënnen.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Här President, zesummegeholl wäert de Staat d'nächst Joer Recettë vu ronn 24,5 Milliarden Euro erakréien. D'Previsiounen um Niveau vun de Recettë baséieren op den Donnéeën, déi de Finanzministère Enn September vum Statec krut.

Op der Säit vun den Depensë vum Staat am Joer 2022 maachen d'Sozialleeschtungen, d'Subsiden, d'Subventiounen an d'Transferte bal d'Hallschent aus; 47 %, fir genau ze sinn.

Un zweeter Plaz stinn d'Paie vum ëffentlechen Déngscht. Si maachen 23 % aus, also knapps e Véierel vun den Depensen.

Op der drëtter Plaz kommen d'direkt an d'indirekt Investitioune mat 14 %, duerno d'Fonctionnements- an d'Entretienskäschte mat 9 % a schlussendlech d'Transferten un d'Gemenge mat 7 %.

Wann ee sech d'Depensë vum Staat fir d'Joer 2023 ukuckt, dann dierfen natierlech och d'Mesurë vum Energiedësch an den zwou Tripartitten net feelen. Mat de Staatsgarantien abegraff läit de Käschtepunkt heivu fir dëst an d'nächst Joer bei iwwer 2,5 Milliarden Euro. Dat ass e substanzielle Montant, fir d'Kafkraaft vun de Leit an der Kris ze erhalen an derfir ze suergen, dass eis Wirtschaft iwwert déi nächst Joren nach weiderdréint. Well just, wann eis Wirtschaft fonctionéiert, kënnen d'Recettë geschaf ginn, op deenen eise Sozialsystem berout.

Här President, mir kruten eng ganz Rei Avisen eran. De Staatsrot, d'Chambre-professionellen, d'Gewerkschaften, den CNFP, d'Cour des comptes, d'Zentralbank hunn hir Avisen eraginn an hu ganz, ganz wäertvoll Contributioune gemaach, déi derwäert sinn, gelies ze ginn. Ech wäert elo mëndlech net am Detail op déi eenzel Avisen agoen a verweisen dofir hei op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, aussergewéinlech Zäiten erfuerderen aussergewéinlech Mesuren, an dëse Budget spigelt dat erëm. D'Politik war an ass an der Flicht, d'Effete vun externe Schocken op eis Bierger ofzefiederen an der Wirtschaft e Kader ze ginn, an deem si Planungssécherheet huet, fir propper ze fonctionéieren. D'Regierung huet couragéiert a séier gehandelt, net nëmme fir de sozialen Zesummenhalt ze garantéieren, mee och fir d'Jalone fir e bessert Zesummeliewen ze setzen.

D'Stäerke vun der Kafkraaft, sozial Gerechtegkeet, d'Inklusioun vun alle Bevëlkerungsgruppen an eis Gesellschaft an de Kampf géint d'Aarmut sinn elementar Bedingunge fir e bessert Zesummeliewen an eiser Gesellschaft.

Besonnesch déi méi vulnerabel Stéit sinn am meeschte vun der Präisdeierecht betraff. Grad si leiden am meeschten ënnert dem Kafkraaftverloscht. An et sinn och grad déi Stéit, fir déi d'Energie- an d'Liewensmëttelkäschten de gréissten Deel vun hiren Ausgaben ausmaachen. Aus der Energiekris däerf keng Sozialkris ginn!

Här President, viru sechs Méint war d'Suerg grouss, ob mer genuch Energie wäerten hunn, fir iwwert de Wanter ze kommen. Vill Leit hu sech Suerge gemaach, ob se mat den annoncéierte Präishaussë vum Oktober hir Stroum-, Gas- oder Masuttsrechnungen iwwerhaapt bezuele kéinten.

D'Regierung huet mam Energiedësch a mam éischten an zweete Solidaritéitspak eng ganz Rei sozial cibléiert Mesuren decidéiert an ëmgesat, déi grad deenen zeguttkommen, déi et am meeschte brauchen.

Ech denken hei un d'Energieprimm fir d'Empfänger vun der Allocation de vie chère, wou de Seuil, fir eligibel ze sinn, ëm 25 % gehéicht gouf a wou een 200 bis 400 Euro pro Stot ka kréien. Dës Primm gëtt, nodeems se dëst Joer agefouert gouf, och fir d'nächst Joer verlängert.

Et sief och drun erënnert, dass d'Allocation de vie chère op den 1. Januar 2022 ëm 200 Euro pro Stot gehéicht gouf, dat nodeems se 2021 schonn ëm 10 % an d'Luucht gesat gouf.

Et sief dann och nach un d'Kannergeld erënnert, dat op den 1. Januar vun dësem Joer reindexéiert gouf, d'Indextranche vum Oktober 2021 mat abegraff, an am Kader vum Solidaritéitspak 1.0 och weider indexéiert bliwwen ass.

Ech denken och un de sozial gestaffelten Energiesteierkreditt, duerch deen d'Leit, déi manner verdéngen, nach bis Abrëll d'nächst Joer zum Deel all Mount däitlech méi an de Portmonni kréie wéi duerch d'Indextranche, déi verréckelt gouf.

Gläichzäiteg ass den Indexmechanismus an dëser Kris och keng Sekonn vun der Regierung a Fro gestallt ginn. Den Index ass schliisslech net just eng bedeitend sozial Errungenschafft, déi et ausser zu Lëtzebuerg op net ville Plazen an der Welt gëtt, mee et ass och de Garant fir de soziale Fridden.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Et ass zënter dem Ufank vun der Kris keng Tranche annuléiert ginn an och dat nächst Joer ginn all d'Tranchen normal ausbezuelt.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Ech denken och un d'Wunngeld, dat zwee vun dräi Locatairen um Privatmarché kënnen ufroen an dat op den 1. August adaptéiert gouf, soudass een zanterhier an der Moyenne ronn 50 % méi kritt. Eng eenzel Persoun kann esou bis zu 200 Euro de Mount bei hirem Loyer bäigeluecht kréien. Fir e Stot mat dräi Kanner sinn et bis zu 400 Euro de Mount.

Mam Budget 2023 ginn zousätzlech dozou weider Mesuren ëmgesat, fir déijéineg ze entlaaschten, déi Schwieregkeeten hunn, d'Enner um Schluss vum Mount beieneenzekréien.

Virun allem Famillje mat nëmmen engem Elterendeel sinn engem iwwerduerchschnëttlech héijen Aarmutsrisiko ausgesat. De Crédit d'impôt monoparental gëtt dowéinst ëm iwwer 1.000 Euro an d'Luucht gesat, vun 1.500 op 2.505 Euro. D'Unzuel vun deenen, déi vum maximale Montant profitéiere kënnen, geet och substanziell erop, andeems de Seuil vun aktuell 35.000 Euro op 60.000 Euro gehéicht gëtt, mat enger Degressioun bis 105.000 Euro op 750 Euro.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Och de Fräibetrag vun aneren Allocatioune wéi eng Pension alimentaire, déi en elengerzéienden Elterendeel ka kréien, ier de CIM impaktéiert gëtt, gëtt eropgesat vun 2.208 op 2.424 Euro. Doduerch gëtt d'Zuel vun de Leit, déi vum CIM profitéiere kënnen, och nach eng Kéier substanziell an d'Luucht gesat.

Wéi am Solidaritéitspak 2.0 festgehale gouf, ginn de Mindestloun, de REVIS an den RPGH op den 1. Januar ëm 3,2 % an d'Luucht. Fir sécherzestellen, dass déi Suen och tatsächlech bei de Leit ukommen an d'Steierlaascht net och an engems klëmmt, gëtt parallel dozou de Crédit d'impôt salaire social minimum ugepasst.

Dëst sinn alles cibléiert Mesuren, déi grad déi Schwächst an eiser Gesellschaft entlaaschten. Mee och déi Moossnamen, déi éischter an der Breet solle wierken, virun allem d'Gas- an d'Stroumpräisbrems, kommen deene Stéit am meeschten zegutt.

Een Haaptzil vun der Gas- a Stroumpräisbrems ass kloer: déi generell Inflatioun däitlech ze drosselen an domat d'Kafkraaft ze erhalen.

De Statec huet d'Effekter vun den Héllefsmesuren analyséiert a kënnt zur Konklusioun, dass se hiert Zil erreechen. No den aktuellen Estimatiounen hätte mer ouni Héllefsmesuren dat nächst Joer zu Lëtzebuerg eng Inflatioun vu 6,6 %. Duerch de Solidaritéitspak 1 an 2 gëtt d'Inflatioun allerdéngs viraussiichtlech op nach just 3,4 % gedréckt. Domat géif d'Inflatioun zwar 0,6 % iwwert den Estimatioune vum September leien, wou de Statec nach vun 2,3 % ausgaangen ass, mee d'Präisdeierecht géif awer nach ëmmer duerch d'Aidë vun der Regierung substanziell ofgebremst ginn.

Et ass iwwregens net ongewéinlech, dass d'Zuelen an dësen ongewëssen Zäiten ännere kënnen. Et ass dowéinst wichteg, d'Situatioun weider am An ze behalen, an esou, wéi de leschten Tripartite-Accord et virgesäit, wäerten d'Sozialpartner am Fall, wou et zu enger däitlecher Verschlechterung sollt kommen, sech nach eemol gesinn.

Här President, Solidaritéit, sozialen Zesummenhalt an de Kampf géint den Aarmutsrisiko sinn och ausserhalb vu Krisesituatiounen elementar fir e bessert Zesummeliewen. An Zäite wéi dëse si se et nach vill méi.

Den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg louch 2021 bei 18,1 %, wann een d'Verdeelung vum Akommes kuckt. No dëser Berechnung fält een an den Aarmutsrisiko, wann ee manner wéi 60 % vum Medianakommes zur Verfügung huet. Dat sinn 2.124 Euro pro Erwuessene pro Mount.

Et muss een awer och soen, dass eng Approche, déi eleng d'Verdeelung vum Akommes kuckt, net déi eenzeg Manéier ass, den Aarmutsrisiko ze analyséieren. Eng aner Approche ass de Referenzbudget, deen ugëtt, wat een u Budget brauch, fir zu Lëtzebuerg en dezent Liewen ze féieren an um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen. Dat heescht, et gëtt e Panier u Produiten a Servicer opgestallt, deen d'Besoinen an alle Beräicher vum Liewen ëmfaasst wéi d'Iessen, Logement, Gezei, mee och Fräizäitaktivitéiten.

Wann een all déi verschidden Allocatiounen, Aiden a Sozialtransferte kuckt, déi et gëtt an op déi een als Stot Urecht huet, a mam Referenzbudget fir de Stot a senger jeeweileger Kompositioun vergläicht, da stellt ee fest, dass an deenen allermeeschte Fäll déi finanziell Besoine gedeckt ginn an zum Deel esouguer méi wéi gedeckt ginn.

Mir hunn zu Lëtzebuerg e staarkt soziaalt Netz an et gëtt, wéi gesot, eng ganz Panoplie un Héllefen, déi ee kann ufroen, fir finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen an e wierdegt Liewen ze féieren.

Allerdéngs ass et och wouer, dass, wann een net vun allen Aidë profitéiert, op déi een Urecht huet, da gëtt de Referenzbudget net erreecht. Besonnesch déi Leit, déi de Mindestloun verdéngen an elengerzéiend sinn, hunn et dacks schwéier, ouni zum Beispill d'Allocation d'inclusion vum REVIS iwwert d'Ronnen ze kommen.

Et ass dowéinst immens wichteg, derfir ze suergen, dass d'Héllefen och do ukommen, wou se gebraucht ginn. Et nëtzt näischt, ee vun de beschte Sozialsystemer op der Welt ze hunn, en auszebauen, nei Aiden anzeféieren, wa se net bei de Leit ukommen.

Wa mer eleng d'Wunngeld kucken, da gesi mer, dass knapps 20 % vun de Locatairen, déi eligibel sinn, dëst och ufroen. Ech sot et virdrun: Am Kader vum Solidaritéitspak 1.0 ass d'Wunngeld nach eemol ugepasst ginn, mee et ass dann och wichteg, dass dës Mesuren och hir Wierkung entfale kënnen.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Et mussen also nach weider Efforten a puncto Kommunikatioun an Informatioun gemaach ginn, fir dass d'Leit och Bescheed wëssen, wat et un Héllefe gëtt, an déi dann och ufroen. Dat kann engersäits iwwer geziilt Campagnë gemaach ginn, souwuel digital, an de Medie wéi och iwwert de Pabeierwee. Anerersäits wier et eng vu menge Recommandatiounen, en neit Instrument auszeschaffen, wou ee sech ka ganz onkomplizéiert informéieren a wou een op ee Bléck direkt gesäit, wéi eng Aiden et gëtt a wat d'Eligibilitéitskrittäre sinn.

Ech denken do zum Beispill un en Tool wéi de Simulator vun der Klimaagence, just eebe fir de soziale Beräich. Dat Ganzt kéint am Kader vun engem digitalen Office social realiséiert ginn, deen en éischten Uspriechpartner fir d'Leit do wier a besonnesch eebe fir déi, déi Héllef brauchen, kéint e wichtegen éischten Uspriechspunkt duerstellen. Op déi Manéier géif een et deene Leit och méi einfach maachen, Héllef ze froen, well mir wëssen, dass et dacks och eng Saach vun der Angscht virun enger gesellschaftlecher Stigmatiséierung ass, déi Verschiddener dervun ofhält, an en Office social ze goen.

Wat de Personalschlëssel vun de physeschen Office-socialle betrëfft, sou gëtt dëse mam Budget ëm 50 % an d'Luucht gesat. Effektiv ass d'Unzuel un Dossieren, déi et ze traitéiere gëtt, an de leschte Joren ëmmer weider geklommen an dowéinst ass et nëmme richteg, och genuch Ressourcen zur Verfügung ze stellen, fir sécherzegoen, dass d'Office-sociallen um Terrain eng gutt Aarbecht kënne maachen.

Ech wëll op dëser Plaz awer och nach un all déi sëlleg Saachleeschtungen erënneren, déi am Laf vun de leschte Joren agefouert goufen. An de Berechnunge vum Aarmutsrisiko ass et méi schwéier, dës matzeberücksichtegen, well et eebe Saachleeschtungen a keng finanziell Transferte sinn a vun deenen och net jiddereen d'selwecht profitéiert.

Ech denken hei zum Beispill un de gratis ëffentlechen Transport, un d'gratis Schoulbicher am Secondaire, un déi 20 Stonne gratis Kannerbetreiung, un d'gratis Maison-relaisen an och un d'gratis Mëttegiessen an de Schoulkantinnen, fir nëmmen déi ze nennen.

Besonnesch Famillje mat Kanner ginn hei substanziell entlaascht an et sinn Entlaaschtungen, déi kee brauch unzefroen an déi och direkt do ukommen, wou se sollen.

E ganz wichtege Punkt ass, dass iwwert dee Wee och kee Kand stigmatiséiert gëtt. Kee Kand brauch ze fäerten, dass zum Beispill de Geck mat em gemaach gëtt, wéi dat eventuell de Fall wier, wann et zum Beispill Bonge géif kréien, fir an d'Kantinn ze goen, a seng Kolleegen dat da géife matkréien.

Här President, wa mer vun Aarmutsrisiko schwätzen a vun engem besseren Zesummeliewen, da féiert kee Wee laanscht de Logement. De Logement ass zu Lëtzebuerg ouni Zweifel deen een zentrale Facteur, deen den Aarmutsrisiko substanziell verschäerft. Fakt ass nämlech, an dat brauch ech kengem ze soen, dass et ëmmer méi schwéier gëtt, eppes ze fannen, dat ee sech leeschte kann. Den Dram vun den eegene véier Wänn kënne sech ëmmer manner Leit leeschten.

De Logementsmarché war iwwer all déi lescht Joren immens dynamesch zu Lëtzebuerg. Vu dass eist Land iwwert déi lescht Joren ëmmer immens attraktiv war, vill Leit hei wunnen a schaffe wollten, war d'Demande enorm an d'Offer ass bei Wäitem einfach net nokomm.

Zousätzlech dozou hunn d'Liwwerenkpäss, déi scho virum Krich an der Ukrain opgetruede sinn, de Bauindex an d'Luucht gedriwwen. Zënter dem 24. Februar huet sech dës Entwécklung nach eemol verstäerkt. De Bauindex ass dat zweet Semester vum leschte Joer ëm 9,3 % geklommen, dat éischt Semester vun dësem Joer ëm 13,9 %, jeeweils op ee Joer gekuckt.

Hëlt een do nach d'Zënshaussë vun der Europäescher Zentralbank derbäi, déi de Leetzëns an Zäit vu véier Méint vun 0 op 2 % gehéicht huet, dann ass et evident, dass all déi Facteuren net derzou bäidroen, d'Situatioun ze berouegen – am Géigendeel.

Zum enge ginn d'Präisser duerch d'Inflatioun weider an d'Luucht gedriwwen, zum anere kréien ëmmer manner Leit e Prêt. D'Resultat ass, dass d'Demande abrécht an dass dowéinst och manner gebaut gëtt. Wéi de Statec eis matdeelt, ass d'Unzuel un neie Baugeneemegungen déi éischt sechs Méint vun dësem Joer ëm 20,2 % zréckgaang. Wat d'Unzuel vun de Gebaier betrëfft, op d'Wunnunitéite gekuckt, ass et souguer e Réckgang vu 36,5 %.

Wien also gemengt huet, d'Offer an d'Demande géife sech duerch déi aktuell Kris e bësse méi no kommen an d'Präisser géifen dowéinst erofgoen, deen huet sech geiert. De Réckgang vun der Demande huet och d'Offer mat erofgezunn. Et gëtt am Moment vill manner gebaut, wéi néideg wier. Mir mussen u sech an normalen Zäite schonn all Joer e puer dausend Wunnengen zousätzlech bauen, fir net just mat der Entwécklung vum Land Schratt ze halen, mee och den historesche Retard opzehuelen.

(Interruption)

Elo riskéiere mer, dass der nach manner gebaut ginn.

Et ass evident, dass weider grouss Efforten néideg sinn, zousätzlech zu deem, wat bis elo alles ëmgesat gouf. Et sinn an de leschte puer Joer eng ganz Rei Mesurë realiséiert ginn respektiv befanne sech verschiddener an der legislativer Prozedur, déi duerchaus e Paradigmewiessel duerstellen.

Ech denken zum engen un de Pacte Logement 2.0, deen derfir suergt, dass net nëmme systematesch bei all neiem PAP abordabele Wunnraum fir déi ëffentlech Hand geschaf gëtt, mee och insgesamt 10 % méi gebaut wäert kënne ginn, wéi dat ursprénglech am PAG virgesi war.

Zum aneren huet d'Regierung eng Grondsteierreform op den Dësch geluecht, zesumme mat enger Mobiliséierungs- a Leerstandsteier, fir weider Bauterrainen ze viabiliséieren a Wunnraum, dee schonn existéiert, op de Marché ze bréngen. Besonnesch eidel stoend Wunnenge kënne séier mobiliséiert ginn an d'Offer an d'Luucht setzen.

An deem Kader wier et nëtzlech, d'Gestion locative sociale weider ze fërderen an ze analyséieren, wéi een dëst finanziell méi attraktiv kéint maachen. D'GLS ass insoufern interessant, well souwuel Wunnenge fir méi sozial schwaach Persounen zur Verfügung gestallt ginn, mee och d'Proprietären all Mount e garantéierte Loyer kréien an eeben eng Garantie, dass se innerhalb vun dräi Méint hir Wunneng am Originalzoustand zréck kënne kréien.

Als Budgetsrapporteur wier et dowéinst eng weider Recommandatioun, dëse Modell weider ze fërderen, méi bekannt ze maachen an och ze kucken, wéi een en nach méi attraktiv kéint maachen.

Fir d'Mobiliséierung vu Bauterrainen ze vereinfachen, sinn ech donieft och der Meenung, dass en anere Modell weider gefërdert soll ginn, an zwar deen, dass ee säin Terrain fir eng bestëmmten Zäit verloune kann, fir eng modular Konstruktioun dropzesetzen. Dëst kéint méi Proprietären incitéieren, eppes mat hirem Terrain ze maachen, well si eng gewësse Flexibilitéit behalen, wa si hiren Terrain no x Joren dann erëm selwer brauchen. Fir dass dee Modell fonctionéiert, misst een d'Mindestdauer vum Bail emphytéotique vun aktuell 50 op zum Beispill 10 oder 15 Joer reduzéieren.

Déi nei Mobiliséierungssteier an aner Instrumenter wéi de Baulandvertrag an de Remembrement ministériel wäerten iwwert déi nächst Joren zu engem Paradigmewiessel an der Logementspolitik féieren, andeems d'Proprietäre vu ville Bauterraine méi staark an d'Verantwortung geholl ginn an nei PAPe méi séier deblockéiert kënne ginn.

Mee et ass och um Staat selwer, fir vill méi aktiv um Logementsmarché ze ginn a massiv an d'Schafe vun abordabelem Wunnraum ze investéieren.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | De Fonds spécial ass genee zu deem Zweck geschaf ginn a wéi de Budget pluriannuel weist, si fir déi nächst Joren och bedeitend Zomme virgesinn. Sou si fir 2023 Depensen an Héicht vun 317 Millioune programméiert, fir 2024 387 Milliounen a fir 2025 410 Milliounen.

Et ass virun allem grad an dësen Zäite wichteg, dass de Staat a sengen Investitiounen an deem Beräich net noléisst. Et zeechent sech e klore Réckgang bei der Aktivitéit am Bausecteur of. Mir riskéieren net nëmmen, dass vill manner gebaut gëtt an d'Efforten, fir d'Offer an d'Luucht ze setzen, e grousse Réckschlag erleiden, et besteet och de Risiko, dass et zu enger Rei Faillitten an der Baubranche kënnt an Aarbechtsplazen ofgebaut ginn.

Et ass dowéinst wichteg, d'Aktivitéiten an der Baubranche ze stäipen an d'Demande, déi zréckgeet, duerch ëffentlech Opträg opzefänken. Et ass evident, dass de Staat dofir genuch Sue muss an de Grapp huelen. D'Investissementer iwwert de Fonds spécial weisen hei kloer an déi richteg Richtung. Mir mussen dee Wee konsequent weidergoen!

Déi héich Wunnpräisser sinn och fir eis Betriber vun Nodeel, fir neit Personal unzezéien. Eng weider Recommandatioun wier dowéinst, dass och privat Entreprisë solle kënnen abordabel Wunnenge fir hir Mataarbechter bauen an dass si an deem Kader och vu Subventioune kënne profitéieren.

Här President, d'Konzept vum Housing First ass a mengen Aen eng ganz villverspriechend Approche, fir deene Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn. Iwwert dëse Wee solle si geholfef kréien, sech ze stabiliséieren an nees kënnen en Deel vun der Gesellschaft ze ginn. D'Iddi ass, an engem éischte Schrëtt eng Wunneng zur Verfügung ze stellen, ouni Konditiounen, dass ee muss eng Therapie oder en Entzuch maachen. Et ass eréischt an enger zweeter Etapp, wou d'Persounen en Encadrement ugebuede kréien, dee se unhuele kënnen oder och net.

D'Approche huet op internationalem Niveau schonn däitlech gewisen, dass se fonctionéiert. Zu Lëtzebuerg ginn et e puer där Projeten, mee et ass wichteg, dës Offer konsequent auszebauen an och an Zukunft derfir ze suergen, dass déi néideg Ressourcen zur Verfügung gestallt ginn, fir dëse Programm weiderzeentwéckelen.

Här President, de Logementsproblem kréie mer schlussendlech nëmmen an de Gréff, wa mer méi bauen, méi séier bauen, méi dicht bauen a wa jiddereen un dësem Effort bedeelegt ass. De Budget 2023 weist unhand vun de Montanten, déi ech genannt hunn, dass de Logement eng absolutt Prioritéit ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Här President, besser zesummeliewen heescht och méi inklusiv zesummeliewen. Et heescht, dass keen ausgeschloss gëtt, an et heescht, derfir ze suergen, dass jidderee seng Plaz an dëser Gesellschaft fënnt, onofhängeg vun enger Behënnerung, vum Alter oder vun den Originnen. All Eenzele vun eis ass gefuerdert, fir en Effort ze maachen, fir seng eege Stereotyppen a Fro ze stellen a fir d'Inklusioun am Alldag ze liewen.

Gläichzäiteg ass et natierlech un der Politik, dee richtege Kader ze setzen, an deem dat geschéie kann. D'Accessibilitéit vum ëffentleche Raum ass hei e ganz wichtege Sujet, grad och well d'Barriären am Alldag vu Mënsche mat enger Behënnerung dacks fir déi aner onsichtbar sinn.

Mam neien Accessibilitéitsgesetz gi mer zu Lëtzebuerg e grousse Schratt a Richtung Barriärefräiheet. Nom Prinzipp „Design for all" mussen ëffentlech Gebaier wéi Verwaltungen, Gemengen a generell all d'Gebaier, déi fir de Public zougänglech sinn, wéi Dokteschpraxen a Commercen, barriärefräi sinn. Dozou ziele Penten, Lifter a breet Dieren, mee och akustesch a visuell Signaler a villes méi.

Här President, eis Ambitioun muss et sinn, dass all Persoun, onofhängeg vun enger Behënnerung, Fouss um éischten Aarbechtsmarché faasst. Zu den Efforten, déi an de leschte Joren an déi Richtung gemaach goufen, gehéiert d'Schafe vun engem Assistant à l'inclusion.

Den Assistant à l'inclusion huet hei d'Roll vun engem Facilitateur, deen déi berufflech Inklusioun begleede soll, andeems en déi spezifesch Besoine vun der betraffener Persoun identifizéiert an och dat beruffflecht Ëmfeld deementspriechend sensibiliséiert.

Fir dass dëst nach méi praxistauglech gëtt, wier et eng Iddi, e Contingent u Stonne virzegesinn, fir den Assistant à l'inclusion och an den Atelier-protégéen ze integréieren, fir do zesumme mat de Leit ze versichen, fir um éischten Aarbechtsmarché eng Aarbecht ze fannen. Esou kéinten déi betraffe Leit vun Ufank u begleet a guidéiert ginn, fir d'Erfollegschancen ze erhéijen.

Och wann d'Integratioun an den éischten Aarbechtsmarché e wichtegt Zil duerstellt, sou wäert net jiddereen dat Zil d'selwecht gutt erreeche kënnen. D'Atelier-protégéen erfëllen eng ganz wichteg Funktioun a wäerten dat och an Zukunft nach maachen.

Et ass dowéinst wichteg, dass de Staat seng Investitiounspolitik an deem Beräich weiderféiert a genuch Ressourcen zur Verfügung stellt, fir de Besoinen um Terrain gerecht ze ginn.

Rezent Beispiller sinn déi nei Konstruktioun fir d'Ligue HMC zu Capelle fir 29 Milliounen, den Ausbau an d'Sanéierung vun den Ateliere vun der Fondation Kräizbierg zu Diddeleng fir 49 Milliounen oder nach den neie Projet zu Péiteng, wou 100 Milliounen investéiert ginn, fir Wunnenge fir autistesch Persounen a fir Eltere mat enger Behënnerung ze schafen.

Besser zesummeliewe bedeit och e bessert Zesummeliewen tëscht de Generatiounen. D'Inklusioun an déi aktiv Participatioun vun eisen eelere Matbierger um gesellschaftleche Liewe gradewéi de Kampf géint déi sozial Isolatioun am Alter gehéieren zu

den Haaptprioritéiten an deem Beräich. Dëst ass ëmsou méi wichteg, wann ee berücksichtegt, dass d'Liewenserwaardung an eiser Gesellschaft ëmmer weider klëmmt an d'Leit ëmmer méi laang a gréisstendeels gudder Gesondheet doheem liewen. Et gëllt dowéinst, derfir ze suergen, dass se weider aktiv um soziale Liewen deelhuele kënnen, dass Méiglechkeete geschafe ginn, wou hir Liewenserfarung an hir Kompetenz valoriséiert ginn an d'Lienen tëscht de Generatioune gestäerkt ginn.

Besonnesch am Beräich vum gesellschaftlechen Engagement am Benevolat spillen eis eeler Matbierger eng wichteg Roll. Ouni si géife vill Clibb net esou gutt fonctionéieren, wéi se dat maachen.

Do dernieft wier et eng weider Pist an deem Kader, forméierte Leit, déi an der Pensioun sinn, d'Méiglechkeet ze ginn, sech zum Beispill stonneweis an enger Maison relais ze engagéieren.

Här President, ab deem Moment allerdéngs, wou eng Persoun net méi eleng doheembleiwe kann, muss derfir gesuergt ginn, dass se eng Plaz an enger Struktur mat engem qualitativ héichwäertegen Encadrement kritt. Mam neien ASFT-Gesetz, dat aktuell um Instanzewee ass, wäert de gesetzleche Kader fir d'Qualitéitskrittären nach eemol kloer verschäerft ginn.

Donieft gëllt et och sécherzestellen, dass d'Unzuel u Better an de Strukturen och de Besoinen entsprécht. Vu dass dee Besoin iwwert déi lescht Jore kontinuéierlech geklommen ass, ass et wichteg, d'Investitioune weider op héijem Niveau ze halen. Tëscht 2004 an 2019 si bal 1.900 nei Better derbäikomm an et sinn och eng ganz Partie Projeten an der Pipeline, déi iwwert déi nächst Jore realiséiert wäerte ginn respektiv drop an dru sinn, fäerdeggestallt ze ginn. Ech denken hei un déi nei Maison de soins zu Déifferdeng oder och déi zu Käerjeng, mee och u Projeten zu Rëmeleng, zu Stengefort an zu Bartreng, déi geplangt sinn.

An deem Kader kéint et och sënnvoll sinn, d'Integratioun vu Crèchen an oder bei den Altersheemer virzegesinn, vu dass de reegelméissege Kontakt tëscht de Generatioune souwuel den eelere Leit wéi och de klenge Kanner zeguttkënnt. Doriwwer eraus wier et natierlech och e Virdeel fir d'Personal vun den Altersheemer, wa se op hirer Aarbechtsplaz eng Crèche fir hir Kanner hätten.

Här President, Lëtzebuerg ass traditionell e multikulturellt Land mat ganz villen Nationalitéiten, mat ville verschiddene Sproochen a Kulturen aus aller Welt. Dës enorm Villfalt ass ouni Zweifel eng grouss Beräicherung a Stäerkt vun eisem Land. Gläichzäiteg geet et net duer, nëmmen niefteneen a laanschteneen ze liewen, mir musse matenee liewen!

E wichtegt Instrument an deem Kader ass de Pakt vum Zesummeliewen. D'Gemenge sinn an der Reegel deen éischte Repère souwuel fir déi, déi op Lëtzebuerg kommen, wéi och fir déi, déi an eng nei Gemeng plënneren.

Och déi politesch Begleedung ass immens wichteg. Jidderee soll kënnen e Wuert matschwätzen, well jiddereen ass och vu politeschen Decisioune betraff, déi a senger Gemeng geholl ginn.

Mat der rezenter Reform vum Walgesetz gëtt d'Residenzklausel vu fënnef Joer fir eis auslännesch Matbierger ofgeschaaft, déi sech op eng Wallëscht aschreiwe wëllen. Och den Delai fir sech anzeschreiwe gëtt verlängert. Op déi Manéier kréie vill méi Bierger d'Méiglechkeet, sech politesch ze bedeelegen.

Här President, eis Gesellschaft lieft vum Engagement. Dat gëllt besonnesch och fir d'Benevolat, an dat an alle Beräicher. Ouni Leit, déi sech fräiwëlleg engagéieren, géif villes an eiser Gesellschaft net fonctionéieren. Ouni fräiwëlleg Pompjeeë kéinte mer zu Lëtzebuerg beispillsweis esouguer esou essenziell Servicer wéi d'Noutdéngschter net garantéieren.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | De Benevolat ass näischt anescht wéi dat, wat d'gesellschaftlecht Liewen um Lafen hält. D'Férderung vum Benevolat ass onëmgänglech, fir déi sozial Kohäsioun an den Zesummenhalt ze stäerken. Den Ausbau vum Congé sportif an d'Aféierung vum Congé culturel si wichteg Pisten, fir dat ze erreechen.

Gläichzäiteg mussen och weider Efforten a Saachen Informatioun a Sensibiliséierung gemaach ginn. Vill Leit si bereet, sech méi ze engagéieren. Dat ass kierzlech bei enger Etüd iwwert de Benevolat erauskomm. Allerdéngs hu vill Leit hautdesdaags och net méi déi Zäit oder Loscht, sech dauerhaft an op laang Dauer ze engagéieren, si siche vläicht éischter eng flexibel Manéier, fir sech punktuell ze engagéieren.

Zënter Kuerzem huet d'Agence vum Benevolat en neie Portail, wou ee vill relevant Informatioune ka fannen, wann ee sech engagéiere wëllt, wéi zum Beispill: Wéi eng Organisatioune ginn et bei sech an der Géigend? Wou kann ee sech engagéieren? Wou gi Leit gebraucht? Et ass op alle Fall e ganz gudden Outil, deen awer ausgebaut a méi bekannt gemaach muss ginn.

Här President, d'Klimakris stellt eis virun déi gréisste Erausfuerderung, mat där mer et bis elo an der Geschicht vun der Mënschheet ze dinn haten. Mir si forcéiert, an alle Beräicher vun eisem Liewen eis Gewunnechten ze iwwerdenken, eis Aart a Weis ze liewen, d'Manéier, wéi mer schaffen, wéi mer bauen, wéi mer eis fortbeweegen. D'Wëssenschaft léisst keen Zweifel un der Urgence, mat där mer d'Klimakris musse bekämpfen.

D'Konsequenze vum Klimawandel kréie mer awer och haut scho kloer ze spieren. Déi lescht Jore ware mer ëmmer nees mat längeren Drécheperioden, Canicullen, Héichwaasser an Iwwerschwemmunge konfrontéiert, déi zum Deel en enorme Schued hannerlooss hunn.

D'Klimakris verschount keen. Mir sinn alleguerte gefuerdert, fir dës grouss Erausfuerderungen unzepaken an derfir ze suergen, dass mer och an Zukunft gutt zu Lëtzebuerg zesumme liewe kënnen.

Méi nohalteg zesummeliewe bedeit dowéinst, d'Dekarboniséierung vun eiser Gesellschaft an eiser Wirtschaft mat aller Kraaft virunzedreiwen, déi erneierbar Energien auszebauen, vu Pëtrol, Kuel a Gas fortzekommen, eng méi lokal an nohalteg Liewensmëttelproduktioun, e méi intelligenten Ëmgang mat eise begrenzten natierleche Ressourcen an eng méi nohalteg Gestaltung vun eisen Uertschaften, fir d'Auswierkunge vum Klimawandel ofzefiederen.

De Krich an der Ukrain huet eis däitlech gewisen, wéi ofhängeg mer vu fossille Brennstoffer sinn a wéi erpressbar mer eis domadder maachen. Dëst muss e weideren Usporn sinn, weider massiv a Wand- a Solarenergie ze investéieren an och an déi energeetesch Sanéierung vun de Gebaier.

Mir mussen eis Klimapolitik konsequent virundreiwen a gläichzäiteg derfir suergen, dass aus der Klimafro keng Sozialfro gëtt. Am Kader vun zwee Solidaritéitspäck sinn eng ganz Rei Mesuren am Klimabonusprogramm zousätzlech no uewen adaptéiert ginn an et ass en Top-up social agefouert ginn, fir besonnesch déi sozial Schwaach méi staark ze ënnerstëtzen.

Lëtzebuerg huet déi lescht zwee Joer seng Klimaziler kënnen erreechen. Dat weist, dass mer um gudde Wee sinn. Allerdéngs bedeit et net, dass mer eis elo op d'Schëller klappe sollen. Mir mussen eis Efforte weider héichhalen an iwwert déi nächst Jore weider verstäerken. De Budget fir d'Joer 2023 gesäit massiv Investitiounen an d'energeetesch Transitioun vir. Fir d'Ëmsetzung vum nationale Klima- an Energieplang sinn net manner wéi 2,3 Milliarden Euro virgesinn, déi an den nächste Joren nach weider wäerte klammen. Fir 2024, 2025 an 2026 sinn all Joer méi wéi 2,4 Milliarde virgesinn.

Donieft gi mat dësem Budget och weider wichteg Mesuren ëmgesat wéi d'Reduktioun vum TVA-Taux fir Fotovoltaikanlagen op 3 %, fir den Ausbau vun erneierbaren Energien ze beschleunegen.

Mir musse beim Ausbau vun erneierbaren Energië besser ginn a mir kënne besser ginn. Ech hunn am Kader vu mengem Rapport vill Acteure vum Terrain gesinn an ech krut bestätegt, dass Lëtzebuerg nach vill Potenzial huet, fir erneierbare Stroum selwer ze produzéieren. Eleng wat d'Wandenergie ugeet, kéinte mer eis Ziler fir 2030 scho fënnef Joer éischter, nämlech 2025, erreechen.

Dacks sinn et allerdéngs d'Prozeduren, déi d'Projeten onnéideg an d'Längt zéien. Déi Europäesch Kommissioun huet eng Propos gemaach an deem Sënn, wou se den Delai vu maximal engem Mount upeilen bei zum Beispill der Autorisatioun, fir Fotovoltaikanlagen a Betrib ze huelen. Zu Lëtzebuerg sollte mer eng genee Analys maachen, wéi mer d'Prozeduren an deem Beräich vereinfachen a beschleunege kéinten.

De Premier huet a senger Ried zur Lag vun der Natioun d'Aféierung vun enger Obligatioun, fir Fotovoltaikanlagen op Neibauten ze installéieren, an d'Spill bruecht, wat ouni Zweifel en enorme Schrëtt no vir duerstellt. En zentrale Volet vun där Propos ass de Finanzéierungsmodell, wou de Staat fir déi, déi sech et net kënnen oder wëlle leeschten, d'Solaranlag selwer virfinanzéiert a se de Leit da schenkt, wa se bis amortiséiert ass.

Op där anerer Säit soll och all Mënsch vun enger energeetescher Sanéierung vu senger Wunneng profitéiere kënnen. Et sinn nämlech an der Reegel éischter déi Stéit, déi sech manner gutt stinn, déi Locatairë sinn an a schlecht isoléierte Wunnenge liewen, mat dacks enger aler Masuttsheizung, an déi riskéieren, hei den Uschloss bei der Klimatransitioun ze verpassen.

Déi annoncéiert Mesurë sollen dowéinst och zäitno ëmgesat gi fir sécherzestellen, dass mer all Mënsch an eiser Gesellschaft mat an d'Klimaboot huelen.

D'Klimabank kann e weidert Instrument an deem Kader ginn, fir d'Leit ze ënnerstëtzen, hir Wunneng ze sanéieren. Wärend enger laanger Zäit konnt dëst Instrument seng Wierkung net entfalen, well d'Zënsen niddreg an déi fossill Energië bëlleg waren. An där Situatioun, an där mer awer elo sinn, wou am Géigendeel d'Zënsen héich an de Gas a Masutt deier sinn, kënnt der Klimabank eng méi wichteg Roll zou. Et sollt een deemno d'Leit verstäerkt informéieren a méi Reklamm fir dëst Instrument maachen.

Här President, den Transportsecteur ass mat ronn 60 % vun den nationalen Emissiounen ee vun den Haaptchantieren zu Lëtzebuerg, wa mer eis Klimaziler erreeche wëllen. D'Regierung wäert hir massiv Investitiounen an den Ausbau vum ëffentlechen Transport och 2023 weiderféieren, mat 393 Milliounen Euro, déi fir den Ausbau vum Tram an dem nationalen Zuchreseau virgesi sinn. Fir déi nächst Jore klammen d'Investitiounen op iwwer 437 Milliounen am Joer 2025.

Op ville Plazen am Land kann ee gesinn, wéi a wat mat deene Sue konkreet geschitt. An der Stad lafen d'Aarbechten um Tramsreseau op Héichtouren. No an no sinn an de leschte Joren nei Tronçonen a Betrib geholl ginn. Och an Zukunft wäerten nei Gleiser fir

den Tram geluecht ginn, soudass een an e puer Joer vum Findel bis op d'Cloche d'Or fuere kann. Donieft gi scho weider Extensioune geplangt, virop um Kierchbierg, op der Areler Strooss an zu Hollerech oder nach tëscht der Stad an Esch.

Wat den Zuchreseau ugeet, sti virun allem e puer grouss Projeten am Vierdergrond: déi nei Streck tëscht der Stad a Beetebuerg, déi nei Gare zu Ettelbréck oder nach de Bau vun neie Parkingen zu Käerjeng, Rodange, Miersch an Ëlwen, net ze vergiessen dat neit rullend Zuchmaterial, dat scho méi laang bestallt ass an am Laf vum nächste Joer ufänkt, geliwwert ze ginn. Mir schwätzen hei ëmmerhi vun engem Käschtepunkt vu méi wéi 350 Milliounen Euro.

Déi héich Investitiounen an d'Mobilitéit sinn absolutt noutwendeg, fir dass den ëffentlechen Transport eng reell Alternativ zum Auto ka ginn. Gläichzäiteg gëllt et, derfir ze suergen, dass d'Offer net just komfortabel, praktesch an zouverlässeg ass, mee och de Besoinen um Terrain ugepasst ass. Et ass dowéinst wichteg, reegelméisseg eng Evaluatioun an där Hisiicht ze maachen, och a grad a Bezuch op de reforméierten RGTR-Reseau.

Allerdéngs muss een eent kloer soen: Egal wéi gutt an attraktiv den ëffentlechen Transport ass, den Auto wäert och an Zukunft seng Plaz an der Mobilitéit behalen. Den Defi hei ass, d'Elektrifizéierung vun der nationaler Autosflott esou séier wéi méiglech virunzedreiwen.

Dank de staatlechen Hëllefen huet sech d'Unzuel vun den Immatrikulatioune vun neien Elektroautoen tëscht 2018 an 2021 méi wéi verzéngfacht, vu 430 op iwwer 4.600. A Prozent gekuckt hunn déi reng Elektroautoen d'lescht Joer knapps 10 % vun den Immatrikulatiounen ausgemaach. Wann een dat mat engem Land wéi Norwege vergläicht, wou am November vun dësem Joer iwwer 80 % vun den Neizouloossunge reng Elektrogefierer waren, ass et evident, dass mer do nach musse besser ginn. D'Subventioune sinn hei e wichtegen Ureiz, souwuel fir de Kaf vun engem Gefier wéi och fir d'Installatioun vun de Bornen.

Déi ëmweltfrëndlechst Manéier sech fortbeweegen ass nieft dem Zefoussgoen de Vëlo, besonnesch op kuerzen Distanzen. Mam Budget 2023 gëtt déi aktiv Mobilitéit weider geférdert, andeems den TVA-Taux fir de Kaf, d'Locatioun a Reparature vu Vëloen oder Pedelecken op 8 % reduzéiert gëtt.

Wa mer gären hätten, dass méi Leit op de Vëlo klammen, muss un éischter Stell och d'Infrastruktur stëmmen, dat heescht sécher an zesummenhängend Vëlosweeër getrennt vum Rescht vum Verkéier. D'Efforten an deem Beräich mussen dowéinst nach verstäerkt ginn.

Här President, mir mussen den Ëmgang mat eisen natierleche Ressourcen iwwerdenken, fort vun enger linearer Notzung hin zu enger Kreeslafwirtschaft. Mam Budget 2023 gëtt e weideren Ureiz an déi Richtung geschaaft, andeems d'TVA op de Reparature vun Haushaltsgéigestänn och op 8 % reduzéiert gëtt. Domat encouragéiert d'Regierung net just d'Leit, e Géigestand flécken ze loossen, amplaz en ewechzegeheien, mee si ënnerstëtzt och eis Betriber.

Här President, ech hu bis elo virun allem vun de Bierger an de Stéit geschwat, wat déi verschidde Krise fir si bedeiten a wat mer musse maachen, fir d'Repercussiounen dovun ofzefiederen. Mee eis Betriber si geneesou konfrontéiert mat héijen Energiepräisser, mat Käschte vu Rostoffer, déi an d'Luucht ginn, a mat der digitaler an energeetescher Transitioun.

Am Kader vun den zwee Solidaritéitspäck huet d'Regierung vun Ufank un eng ganz Rei Mesurë geholl an Aiden en place gesat, fir de Betriber geziilt ënnert d'Äerm ze gräifen, fir net just gutt duerch d'Kris ze kommen, mee och de strukturelle Wandel, deen d'Digitaliséierung an d'Dekarboniséierung mat sech bréngen, ze bewältegen.

Zum engen ass decidéiert ginn, d'Indextranche vu Juli 2022 op Abrëll 2023 ze verréckele fir ze evitéieren, dass d'Betriber duerch en ze séiert Unzéie vun de Lounkäschten a finanziell Schwieregkeete kommen, a fir ze verhënneren, dass et zum Ofbau vun Aarbechtsplaze géif kommen. Zum anere si spezifesch Hëllefen agefouert ginn, fir déi Betriber, déi am meeschte vun den héijen Energiepräisser betraff sinn, ze ënnerstëtzen. Zousätzlech dozou sinn och geziilt Hëllefen decidéiert ginn, fir de Betriber bei der energeetescher an der digitaler Transitioun ënnert d'Äerm ze gräifen.

Eng vun de gréisste Erausfuerderungen, mat deenen all d'Betriber, queesch duerch all déi verschidde Secteuren, ze kämpfen hunn, ass de Manktem u qualifizéiertem Personal. Mat dësem Budget ginn zwou Mesuren ëmgesat, fir géint dës Penurie virzegoen, fir Leit op Lëtzebuerg unzezéien an d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ze stäerken.

Zum enge gëtt de Régime d'impatrié méi attraktiv gemaach, andeems de Seuil vum Revenue, fir eligibel ze sinn, vun 100.000 op 75.000 Euro erofgesat gëtt. Zum anere gëtt de Regimm vun der Prime participative adaptéiert, fir de Betriber méi Flexibilitéit ze ginn a fir dass méi Salariéen dovu profitéiere kënnen.

Doriwwer eraus mussen awer weider Pisten analyséiert ginn, fir méi qualifizéiert Leit op Lëtzebuerg ze kréie respektiv hei auszebilden. Huele mer nëmmen d'Beispill vun der energeetescher Transitioun. Ouni qualifizéiert Handwierker, déi Fotovoltaikanlagen a Wärmepompelen installéieren, d'Wandrieder opriichten oder d'Haiser isoléieren, kënnen eis Subventiounen an Ziler sou gutt sinn, wéi se wëllen, wa mer net genuch Leit hunn, fir dës ëmzesetzen, da komme mer trotzdeem net virun.

Et ass dowéinst zum Beispill wichteg, eng kloer Strategie ze entwéckelen, mat konkreete Mesuren an Usätz, fir dee Problem Meeschter ze ginn. Eist Zil muss et sinn, zu engem reegelrechte Champion an der energeetescher Transitioun ze ginn. An dat packe mer nëmme mat de qualifizéierte Leit, déi dat um Terrain ëmsetzen!

Donieft musse mer d'Situatioun genee am Bléck behale fir sécherzestellen, dass eis Betriber net nëmme gutt duerch dës Krise kommen, mee och konsequent an d'Digitaliséierung an an d'Dekarboniséierung investéieren, fir och an Zukunft kompetitiv ze bleiwen.

Dat gëllt besonnesch fir déi méi kleng a mëttel Betriber, déi d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft duerstellen, mee gradesou fir d'Industrie, déi anerefalls riskéiert, hir Produktioun ze delokaliséieren.

Här President, d'Zil, fir e bessert Zesummeliewen an eiser Gesellschaft ze erreechen, muss den Ausgangspunkt vun eiser Politik an alle Beräicher sinn. Ech hu mech a mengem Rapport op e puer spezifesch Theeme konzentréiert: déi aktuell Energiekris an d'Inflatioun, de Logement, d'Klimakris an d'Erausfuerderunge fir eis Betriber. Dat heescht awer net, dass aner Beräicher manner wichteg wieren oder keng Roll fir e bessert Zesummeliewe spillen. Et géif allerdéngs de Kader vun dësem Rapport sprengen, op all eenzelne Punkt am Detail anzegoen, dowéinst wéilt ech gär e puer dovunner just kuerz uschneiden.

Ech wéilt zum Beispill den Noutdéngscht an eise Gesondheetssystem ervirhiewen. Eng gutt Couverture vun Éischt-Hëllef-Servicer an en Accès fir all Bierger zu enger gudder medezinnescher Versuergung sinn onverzichtbar fir d'Wuelbefanne vun de Leit.

D'Pandemie huet gewisen, wéi wäertvoll eis Gesondheet ass, net just déi kierperlech, mee och déi mental. Duerch d'Pandemie huet och déi mental Gesondheet bei ville Leit gelidden. Mir mussen dowéinst hei fir eng besser Prise en charge suergen.

D'Éischt Hëllef an d'Noutdéngschter leie mir besonnesch um Häerz. Eng gutt Couverture ass och hei essenziell. Zu engem gudden Zesummeliewe gehéiert och, dass een deem aneren hëlleft, och am Noutfall.

D'Aféiere vun enger Liewensretter-App, iwwert déi een op fräiwëlleger Basis geolokaliséiert a bei engem Noutfall an direkter Ëmgéigend alertéiert gëtt, ass a mengen Aen eng villverspriechend Pist, fir d'Couverture hei nach weider ze verbesseren, a sollt onbedéngt a Betruecht gezu ginn.

Donieft ass d'Deelhuelen un engem Éischt-Hëllef-Cours haut gréisstendeels fräiwëlleg. Och wann déi Coursë Succès hunn, sollt een zousätzlech driwwer nodenken, d'Participatioun un esou engem Cours an déi schoulesch Ausbildung oder d'Fürerschäistonnen anzebannen.

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Donieft sinn d'Kultur an de Sport e weidere wichtegen Aspekt fir e bessert Zesummeliewen. Si bréngen d'Leit beieneen, erméiglechen en Austausch tëscht de Bierger a sinn och e wichtege Vecteur fir d'Integratioun an eiser multikultureller Gesellschaft.

Wat d'Kultur ugeet, esou stécht Esch als Europäesch Haaptstad als ee vun de Projet-pharen an der Lescht eraus. D'Regierung an d'Gemengen hunn hei net just an d'Infrastrukturen investéiert, mee och besonnesch déi Kulturschaffend geférdert an ënnerstëtzt. Als Süddeputéierte sinn ech hei sécher e bësse befaangen, mee et ass immens wichteg, dass mir déi Dynamik vum Kulturjoer notzen, fir an nohalteg Projeten am Interessi vun de Kulturschaffenden am Süden an am ganze Land ze investéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Här President, ech sot et uganks vu menger Ried, dass eist Land scho vill Krisen a senger Geschicht gemeeschtert huet. De Budget, deen ech haut presentéiert hunn, stellt och d'Weiche fir e Land, wat muer besser soll dostoe wéi haut.

D'zentral Pisten, fir Lëtzebuerg ze stäerken, hunn ech probéiert, a menger Ried ze developpéieren. Ech wëll dofir zum Schluss just kuerz dräi Stéck rappeléieren, déi mir besonnesch wichteg sinn:

– Jidderee muss sech Wunne kënne leeschten. Dofir musse mer weider massiv an de Logement investéieren an derfir suergen, dass de Marché kapabel ass, genuch Wunnengen ze liwweren, fir der Demande nozekommen; besonnesch an dësem Moment, wou de Secteur riskéiert, méi lues ze dréien.

– Jidderee muss déi Hëllefe kréien, déi him zoustinn. Mir mussen dofir sécherstellen, dass déi sozial Hëllefen och do ukommen, wou se gebraucht ginn. Den digitalen Office social als éischten Uspriechspunkt fir Leit, déi Hëllef brauchen, wier eng weider villverspriechend Pist.

– Jiddereen huet e Recht op Zukunft, also op Klimaschutz. Dofir musse mer nei Weeër goen, fir den Ausbau vun erneierbaren Energien ze beschleunegen a jidderee mat op de Wee vun der energeetescher Sanéierung huelen. Contraignant Mesuren, sozial begleet Mesuren, innovativ Finanzéierungsmodeller an eng Vereinfachung a Beschleunegung vun de Prozedure mussen heifir Hand an Hand goen. Dat geet awer nëmmen, wa mer genuch qualifizéiert Leit hunn, déi dat och kënnen ëmsetzen.

Här President, léif Kolleegen: Kommt, mir ginn zesummen dës zentral Erausfuerderunge weider konsequent un, fir e bessert Zesummeliewe vun eis all!

Une voix | Très bien!

M. Max Hahn (DP), rapporteur | Här President, erlaabt mer, zum Schluss nach e puer Mercie lasszeginn. E Budgetsrapport ze schreiwen, ass e bësse wéi eng Rees: Ier et lassgeet, muss ee wäit am Viraus plangen, wéi een dorun erugoe wëllt, et preparéiert ee sech, et liest ee sech eran an et informéiert ee sech.

Mee esou eng grouss a wichteg Rees mécht een net eleng. Et gëtt een dobäi vu ville Mënschen ënnerstëtzt a begleet, déi ee beroden, engem d'Richtung weisen an engem eng Hand upaken. Ech wéilt dowéinst alle Membere vun der Finanz- a Budgetskommissioun Merci soen, dass si mir dës Aufgab uvertraut hunn. A merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun! E besonnesche Merci dem Caroline Guezennec, Secrétaire-administrateur vun der Kommissioun, fir déi gewëssenhaft Aarbecht.

Och e grousse Merci un d'Finanzministesch Yuriko Backes an hir ganz Ekipp an déi eenzel Verwaltungen, déi mer op all meng Froe Ried an Äntwert stoungen.

Merci mengen Deputéiertekolleegen aus der DP-Fraktioun fir hiert Vertrauen an d'Ënnerstëtzung, besonnesch dem President vun der Finanz- a Budgetskommissioun, dem André Bauler.

(Exclamations et brouhaha)

Ech wéilt awer och de Mataarbechter aus der DP-Fraktioun Merci soe fir hiren Engagement an hir vill Aarbecht, déi an dëse Rapport matagefloss sinn. E besonnesche Merci geet hei un de Yan Sales an un de Pitt Sietzen.

Op enger Rees begéint een och ganz vill Mënschen, et léiert een nei Leit kennen, et mécht ee vill interessant Erfarungen. Ech hat am Kader vu mengem Rapport iwwer 40 Entrevuë mat Organisatiounen aus den ënnerschiddlechste Beräicher. Hinnen alleguerten e ganz grousse Merci fir déi interessant Abléck an dee spannenden Austausch!

Mam Ofschloss vu mengem mëndleche Rapport ass déi Rees elo fir mech eriwwer. Zum Schluss wéilt ech dann nach e ganz besonnesche Merci lassginn: Merci menger Fra a mengen zwee Kanner, déi mech all déi Zäit ënnerstëtzt hunn. Ouni hir Gedold an hiert Versteesdemech fir mäin Engagement wier dëst net méiglech gewiescht.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Budgetsrapporter, dem honorabelen Här Max Hahn.

Muer de Moien héiere mer den Exposé vun der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.47 heures.)

20e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 15**
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]**
   8081 – Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite) **p. 15**
   Exposé : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
3. **8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]**
   8081 – Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite) **p. 19**
   M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
   Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de M. Laurent Mosar, M. Mars Di Bartolomeo et M. Dan Kersch) (dépôt de la motion 1) | M. Gilles Baum (interventions de M. Gilles Roth et M. Fernand Kartheiser) | M. Yves Cruchten (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles, M. Franz Fayot, M. Georges Engel, Mme Yuriko Backes et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. 8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]

8081 – Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite)

Mir héieren de Moien den Exposé vun der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes iwwert de Staatsbudget vum Joer 2023 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle. Madamm Finanzministesch, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léif Regierungskolleegen, mir liewen an immens onsécheren a volatillen Zäiten; ech mengen, dat wësse mer alleguerten. Kee vun eis kann an d'Zukunft gesinn. Dëst Joer, wéi all Joer, kann de Budget nëmmen op Basis vun deenen Zuelen opgestallt ginn, déi zu deem Moment eis och zur Verfügung stinn. An all Joer ass de Finanzministère virsiichteg genuch an den Zuelen, fir dass méiglech Schwankungen eis net aus der Bunn geheien.

Ech wëll dës Ried mat engem kuerzen Iwwerbléck vun deene leschten Entwécklungen um geopolitesche Plang ufänken; ech erklären dann, wat dat fir déi budgetär Eckdate bedeit; duerno ginn ech dann op déi grouss Prioritéite vum Budget 2023 an.

Fir d'éischt wëll ech natierlech dem Budgetsrapporteur, dem Här Max Hahn, e ganz grousse Merci soe fir säi wierklech ganz exzellente Rapport. Säi Rapport beliicht net nëmmen déi grouss Orientatioune fir d'nächst Joer, mee och eng ganz Rei interessant Pisten, wéi mir nach besser zesumme liewe kënnen an eisem schéine Land.

E grousse Merci och un all déi Institutioune fir hir ganz nëtzlech Iwwerleeungen, fir hir Analysen an och fir hir Iddien, déi si am Kader vun hiren Avise gemaach hunn. Ech wäert op eng Rei vun deene Punkten och agoen.

Wéi ech de Budget hei deposéiert hunn, hunn ech gesot, dass dëse Budget realistesch, solidaresch a responsabel ass. Et ass e Krisebudget fir Krisenzäiten. Dëst huet sech och an deene leschten zwee Méint androcksvoll confirméiert.

De brutalen an den illegale Krich géint d'Ukrain ass a sengem zéngte Mount. D'Ukrainer wiere sech mat internationaler Hëllef. Och Lëtzebuerg dréit säin Deel dozou bäi mat Suen a mat Material. Säit Februar huet Lëtzebuerg d'Efforte vun der Ukrain mat 75 Milliounen Euro ënnerstëtzt. Dat si ronn 16 % vun eisem Defensebudget.

Kee weess haut, wéi sech d'Situatioun an deenen nächste Méint wäert weiderentwéckelen. Op ekonomeschem Plang bleift den Drock op Europa domadder weider ganz héich, zemools wéinst dem President Putin sengem perfide Spill, fir d'Energie als Waff ze benotzen.

D'EU ass an dësem ganz schwéieren Ëmfeld bis elo awer trotzdeem besser duerch d'Kris komm, wéi mer nach virun e puer Méint hätte fäerte kënnen. D'Gasspäicheren an Europa sinn zu iwwer 90 % gefëllt, an den Hierscht war duerchschnëttlech méi waarm wéi ugeholl.

Och konnt vill Energie gespuert ginn. Lëtzebuerg huet esou iwwert déi éischt eelef Méint vum Joer 33 % manner Gas verbraucht par rapport zu der Moyenne vun deene leschte fënnef Joer. Dëst ass e

Beweis derfir, dass mir verantwortungsvoll an och solidaresch handelen. Ech wëll dat och hei wierklech ënnerstraïchen.

Solidaritéit an Unitéit si genausou wichteg um europäeschen Niveau. D'Resultat vun all dësen Ustrengunge weise sech och elo schonn: D'Energiepräisser ginn erof an d'Präisser op der Pompel sinn erëm esou niddreg wéi säit leschtem Wanter net méi.

D'Energiesécherheet bleift natierlech och eng ganz wichteg an indispensabel Prioritéit. Déi europäesch Koordinatioun ass hei natierlech essenziell. Bis Ufank 2023 brauche mer eis keng gréisser Suergen ze maachen, mee et ass manner kloer, wéi sech d'Situatioun den nächste Wanter da presentéiert. Dofir musse mer och weider ganz virsiichteg bleiwen.

Dës Kris huet gewisen, dass mir eis esou séier wéi méiglech op nohalteg Energie ëmstelle mussen. Och op dësem Punkt setzt de Budget déi néideg Akzenter.

Zwou international Entwécklunge wéilt ech ganz kuerz ervirsträichen:

Éischtens, a China erliewe mer elo e radikale Revirement an der Covidpolitik. A ville Stied ginn déi strikt Covidreegele relaxéiert, wat eng éischt gutt Nouvelle fir déi global Liwwerkette bedeite kéint.

Bis mer awer hei eng komplett Normaliséierung vun der Situatioun gesinn, wéi mer se och bei eis an Europa dann hunn, bis dohinner schéngt et mer awer nach e wäite Wee ze sinn. Hei musse mer iwwert déi nächst Méint nach mat Problemer rechnen.

Eng aner Situatioun, déi mir ganz vill Suerge mécht, dat sinn déi protektionistesch Tendenzen, déi weider zouhuelen. An dës negativ Entwécklung gesi mer op verschiddene Plaze vun der Welt.

Ech denken hei zum Beispill un den „Inflation Reduction Act", deen dem President Biden seng Administratioun op de Wee bruecht huet, fir déi gréng Transitioun an Amerika ze acceleréieren. Dat ass u sech begréissenswäert. Allerdéngs hunn d'Subventiounen, mat deenen dës Entwécklung ënnerstëtzt gëtt, en negativen Impakt op d'europäesch Industrie.

Et soll een awer elo net mat protektionistesche Mesuren op europäescher Säit reagéieren, mengen ech, mee Léisunge wierklech am Dialog mat den Amerikaner sichen. Grad fir Lëtzebuerg als kleng an oppen Ekonomie kënnen international protektionistesch Tendenzen, wat wierklech bedenklech Entwécklunge sinn, en direkten Afloss op eise Wuelstand hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, wéi entwéckele sech an dësem schwieregen geopolitesche Kontext déi wirtschaftlech Perspektiven?

Ech war virun zwou Wochen zu New York an zu Toronto, fir mat de groussen Acteure vun der Finanzwelt ze schwätzen, déi hei zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, an och mat potenziellen neien Acteuren. Ech krut iwwert déi lescht Méint Froen iwwert d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz gestallt, och hei an der Chamber. Ech kann Iech berouegen: Lëtzebuerg ass a bleift déi Plaz, vun där aus déi grouss nordamerikanesch Banken, mat deenen ech geschwat hunn, hiert Geschäft um europäesche Maart entwéckelen.

Ech hunn nach eng zousätzlech gutt Nouvelle: An deenen nächste Méint wäert sech e weidere grousse Finanzacteur an eisem Land etabléieren.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ee Sujet vun deenen Echangë waren awer och déi wirtschaftlech Perspektiven. De Wuesstum huet weltwäit un Dynamik verluer, an d'Inflatioun ass geneesou en Theema an Nordamerika wéi bei eis. D'Zentralbanken op béide Säite vum Atlantik versichen, se duerch eng Normaliséierung vun der Geldpolitik an de Grëff ze kréien.

An der EU huet d'Ekonomie u Schwong verluer. An hirem Autumn Forecast vum November geet d'Europäesch Kommissioun dovunner aus, dass d'Eurozon nach zum Schluss vun dësem Joer an eng liicht Rezessioun fale wäert. D'Kommissioun huet d'Croissancezuelen no ënne revidéiert. Fir dat ganzt Joer 2023 erwaart se sech nëmmen nach e klenge Wuesstum vun 0,3 %. 0,3 %!

Och d'Entwécklungslänner kréien den allgemengen Ofschwong ze spieren. Dofir ass et wichteg, dass Lëtzebuerg an dëser Situatioun weider solidaresch bleift an d'Mëttel fir d'Entwécklungshëllef konsequent héich hält.

Wéi ass d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg?

Wann et an Europa schlecht geet, da kréie mir dat natierlech och hei ze spieren. De Statec ass am Oktober vun 2,5 % Wuesstum fir dëst Joer ausgaangen. Elo erwaart e sech just nach 1,7 %. Fir d'nächst Joer huet e seng Estimatioun vun 2 % op 1,5 % erofgeschrauft. Och d'Inflatioun schätzt de Statec fir 2022 an 2023 entre-temps liicht méi héich ewéi nach virun dräi Méint.

A ville Secteuren huet d'Aktivitéit iwwert déi lescht Wochen ofgeholl. De Finanzsecteur, eist wirtschaftlecht Zuchpäerd, konnt sech bis ewell nach halen. Dat allgemengt Vertraue bei de Consommateure weist awer no ënnen. D'Leit si besuergt, an dat kann een och verstoen.

Mat de méi héijen Tauxen ass d'Zäit vun de bëllege Prêten eriwwer. E Liichtbléck bleift awer weiderhin den Aarbechtsmaart. D'Dynamik schwächt awer och hei liicht am Hierscht of. De Chômage wäert am nächste Joer vu 4,8 % op 5,1 % eropgoen.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, wat heescht dat alles fir eise Budget?

Heiansdo ass et gutt, mengen ech, an engem Debat op fundamental Prinzippien zréckzekommen. Wat ass de Budget? De Budget ass kee Gesetz, mat deem ekonomesch Zenarie festgeluecht ginn oder Previsiounen an de Stee gemeesselt ginn. De Budget, dat ass dat Gesetz, mat deem d'Recetten an d'Depensë vum Joer autoriséiert ginn. All Joer ass et esou, dass de Budget op deenen Zuele baséiert, déi Enn September respektiv ufangs Oktober disponibel sinn.

An all Joer ass et esou, dass, nodeems de Budget deposéiert gouf, de Statec seng Zuelen à jour setzt, nach éier de Projet gestëmmt gouf. All Joer gëtt et Variatiounen zwëschent deene Recetten an Depensen, déi am Budget autoriséiert woren, an deenen, déi herno wierklech gemaach gi sinn.

Dofir leet d'Regierung och all Joer e Compte général vir, an deem déi Ënnerscheeder dokumentéiert an och erkläert ginn. All Joer geschéie Saachen, déi kee konnt virausgesinn, wat da mat sech bréngt, dass Depensë gemaach ginn, déi net am Budget virgesi sinn. An dat selwecht ass bei de Recetten de Fall.

Dofir kommen ech och all Trimester an d'Chamberskommissioun, fir d'Entwécklung vun de Recetten a vun den Depensen ze presentéieren. Et gëtt ëmmer an et gouf nach ëmmer Variatiounen an déi eng oder an déi aner Richtung. An dat wäert och an Zukunft ëmmer esou sinn. Dofir gi mer awer och net all Trimester d'Budgetsgesetz entspriechend änneren! A geneesou gëtt et och an dem Budgetsprojet elo net amendéiert, well eng Previsioun ëm en hallwe Prozent erop- oder erofrevidéiert gouf. A souguer wann ech dat géif maachen, wären déi Zuele schonn nees den Dag drop net méi aktuell.

Wat zielt, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dat sinn déi politesch Prioritéiten, d'Mesuren an d'Projeten, déi am Budget opgelëscht ginn. An et ass op déi, wou et ukënnt.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Gläichzäiteg gehéiert zu enger responsabeler Budgetspolitik, d'Tendenzen och ze anticipéieren an all Evolutioun och genau ze suivéieren.

Jo, et ass richteg, déi manner gutt Croissance an déi méi héich Inflatioun kéinten en Impakt op d'Staatsfinanzen hunn. D'Recettë kéinte méi déif sinn an d'Depensë méi klamme wéi geduecht. Dat läit am Beräich vun de Variatiounen, déi och mat dësem Budget anticipéiert ginn.

Zu Lëtzebuerg si mer ëmmer gutt domat gefuer, virsiichteg ze si bei der Opstellung vum Budget. Och bei dësem Budget sinn d'Zuelen op eng virsiichteg Manéier ageschat ginn. Reegelméisseg gi mer dofir och vun de Ratingagencë gelueft. Dat dréit awer och zum Vertraue bäi, dat si, dës Ratingagencen, an eis Staatsfinanzen hunn. Dat Vertrauen, dat ass eppes, wat fir mech extreem wichteg ass, mee haaptsächlech ass dat wichteg fir eist Land!

Meng Virgänger sinn awer och oft kritiséiert ginn, dass d'Zuelen herno besser waren, wéi se am Budget virgesi waren. Op där enger Säit hu mer Leit, déi mengen, dass eis Zuelen ze vill pessimistesch sinn an dass mer a Wierklechkeet nach vill Sputt hätten, fir gréisser Steiererliichterunge kéinten ze finanzéieren. Op där anerer Säit hu mer Leit, déi soen, dass den Defizit an och d'Schold vill ze vill héich wieren. Et géif mech elo net wonneren, wann herno am Debat vun haut a muer Eenzelner mer souwuel dat eent an och dat anert géife reprochéieren oder souguer déi zwee zesummen, an dat an engem Otemzuch!

(Interruptions)

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech sinn an deem Kontext ëmsou méi frou ze gesinn, dass de Conseil d'État dovunner ausgeet, dass d'Estimatiounen am Budgetsprojet realistesch a virsiichteg sinn.

Och d'Chambre de Commerce ass der Meenung, dass beim Budget 2023 eng ganz virsiichteg Approche zréckbehale gouf. Am selwechte Sënn schreift de Conseil national des finances publiques, de CNFP, dass de Sold fir d'Administration publique fir d'Joren 2022 an 2023 als a priori „d'être qualifié de prudent" agestuuft ka ginn. Et gëtt zu dësem Zäitpunkt eebe keng absolutt Wourecht.

Huele mir d'Estimatioune vum Sold vum Gesamtstaat fir d'nächst Joer. D'Europäesch Kommissioun ass am November vun engem Sold vu minus 2,1 % vum PIB ausgaangen. D'OCDE ass vu minus 2,2 % ausgaangen. Dat ass genee deen Niveau, deen och am Budget steet.

A senger leschter Note de conjoncture geet de Statec vu minus 2,8 % vum PIB aus. Wa mer elo nach géifen den FMI froen, géife mer warscheinlech nach eng aner Zuel kréien.

Ech stellen awer fest, dass all d'Schätzungen an déi selwecht Richtung ginn: e Sold, dee fir dëst Joer besser ass wéi geduecht, eng Verschlechterung d'nächst Joer, am Joer 2023, an erëm eng Verbesserung d'Joren duerno. Dëst erkläert sech duerch den Impakt vun de Mesuren, déi mer am Kader vun deenen zwou Tripartitte geholl hunn, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen, fir den Entreprisen och duerch d'Kris ze hëllefen an, ganz wichteg, d'Inflatioun ze drécken. De

Budget 2023 ass eeben dovunner och ganz staark impaktéiert.

Vu wéi enge Mesurë schwätze mer konkreet?

Erlaabt mer, nach eng Kéier kuerz do driwwer ze goen:

– de Crédit d'impôt énergie, vun deem bal 620.000 Leit profitéieren, dee sech op 495 Milliounen Euro beleeft, dovunner 165 Milliounen Euro fir d'nächst Joer;

– d'Verlängerung vun der Prime énergie fir d'vulnerabel Stéit an hir Verlängerung bis op d'nächst Joer; 22 Milliounen Euro sinn dat, dovunner 7 fir d'nächst Joer;

– d'Deckele vun de Gaspräisser bei engem Maximum vu plus 15 %; 470 Milliounen Euro, dovunner 319 fir d'nächst Joer;

– d'Stabiliséierung vum Stroumpräis, dat sinn 110 Milliounen Euro fir 2023;

– d'Erofsetze vum Bensinnspräis a Masuttspräis: 112 Milliounen Euro, an dovunner 28 Milliounen Euro fir d'Joer 2023;

– d'Erofsetze vun den TVA-Tauxen, dat sinn 317 Milliounen Euro fir d'nächst Joer;

– d'Aidë fir d'Entreprisen an der Energiekris, do sinn 125 Milliounen Euro fir 2023 virgesinn.

Dës Mesurë sinn deier. Mee, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech mengen, se si wierklech extreem wichteg!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech ginn elo dodrop an, wéi se dann och wierken.

Déi lescht Berechnunge vum Statec weisen, dass d'Inflatioun zu Lëtzebuerg duerch dës Mesuren effektiv gedréckt gouf. D'Inflatioun ass zwar weider héich, mee se bleift ënnert dem Duerchschnëtt vun der Eurozon. Dëst erkläert sech virun allem doduerch, dass d'Energiepräisser bei eis manner staark zougeholl hunn. Esou ass zu Lëtzebuerg de Gaspräis am Joresverglach ëm 40 % geklommen. An der Eurozon ass en duerchschnëttlech ëm 80 % geklommen. Dem Statec no läit d'Inflatioun dëst Joer bei 6,4 % an 2023 bei 3,4 %. Ouni d'Tripartite-Mesurë géif se d'nächst Joer bei 8 % leien. 8 %!

De Beweis derfir, dass dës Mesurë wierken, gesi mer elo schonn. Esou war den Index..., den Inflatiounstaux, pardon, am Oktober vun dësem Joer 6,9 % an am November elo 5,9 %, dat heescht 1 % manner.

An hirem Avis ënnerstäicht d'Zentralbank, dass, andeems d'Energiepräisser ënner Kontroll bleiwen, d'Incertitudë ronderëm d'Inflatioun considerablement erofginn.

Dat ass meng Äntwert dann och op déi Kritik, déi sech zum Beispill am Avis vun der Chambre des Métiers erëmfënnt. Laut deem Avis wär et besser gewiescht, méi cibléiert Mesurë virzegesinn. Mee et ass nëmmen, well d'Mesurë breet gräifen, dass den Impakt op d'Inflatioun eeben esou spierbar ass.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Mat dëse Mesurë gëtt och d'Kafkraaft gestäerkt. An dodrop wëll ech och nach emol agoen.

Ech rappeléieren hei déi wichteg Mesuren, vläicht net alleguerten, mee op d'mannst e puer: de Crédit d'impôt énergie, d'Aféieren an d'Verlängerung vun der Prime énergie, d'Eropsetze vum Crédit d'impôt monoparental, d'Eropsetze vum Mindestloun a vum Crédit d'impôt salaire social minimum, dem CISSM, an d'Hausse vun der Subvention de loyer. Net ze vergiessen och d'Mesurë vum Budget vum leschte Joer: d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère, d'Reindexatioun vun den Allocations familiales ab dem Januar 2022.

Ech wëll och drun erënneren, dass de Staat d'Käschte vun enger Rei Prestatioune ganz iwwerholl huet, zum Beispill vum ëffentlechen Transport, vun de Schoulbicher, vum Accueil vun de Kanner an de Maisons relais, vum Iessen an der Kantin vun de Schoulkanner.

Dës Mesurë weisen elo schonn hir Wierkunge bei der Kafkraaft vun de Leit.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Deemno ass et dann och net erstaunlech, dass laut dem leschte Politmonitor 79 % vun de Leit der Meenung sinn, dass hir finanziell Situatioun gutt ass oder souguer besser ginn ass. D'Kafkraaft gëtt an der Kris net nëmmen erhalen, mee laut dem Statec souguer gestäerkt. Se soll d'nächst Joer ëm 2 % wuessen.

Duerch dee ganzen Akommesspektrum geet de Pouvoir d'achat erop. Ech mengen, dat muss een awer och nach eng Kéier ënnerstäichen. Allerdéngs gëtt d'Kafkraaft vun de Menagen aus den ënneschten zwee Quintille proportionell méi gestäerkt wéi déi vun den héchsten Akommesklassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëll op dëser Plaz och nach op zwou aner Mesuren agoen, déi d'Kafkraaft vun de betraffene Leit zousätzlech stäerke wäerten, nämlech den neie Gehälteraccord mat der Fonction publique an déi eventuell Steiererliichterungen, déi ech fir am Fréijoer an d'A faassen.

Wat den neie Gehälteraccord an der Fonction publique ugeet: Ech wëll souwuel der CGFP wéi dem Minister Hansen hei e grousse Merci ausschwätze fir dee wierklech räsonabelen a verantwortungsvollen Accord, dee si zesummen ausgehandelt hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Et ass en Accord, dee fir d'Joren 2023 an 2024 gëllt. Zu engem Moment, wou d'Onsécherheeten esou grouss sinn, wär alles anescht net verstänneg gewiescht. Et ass en Accord, deem säin Impakt op de Budget am Joer 2023, do, wou mer elo scho mat engem staarken Defizit rechnen, vill méi limitéiert wäert si wéi am Joer 2024, wou mer, wéi ech och virdrun erkläert hunn, schonn erëm besser Perspektive gesinn. Am Joer 2023 wäert en de Budget ëm ronn 50 Milliounen Euro belaaschten an am Joer 2024 mat ronn 80 Milliounen Euro.

Et ass en Accord, dee solidaresch a sozial ass, well en am Joer 2023 proportionell deenen Agente mat deene méi niddrege Salairë méi Kafkraaft bäigëtt wéi deene mat de méi héije Salairen. Domadder iwwerhëlt de Staat och seng Verantwortung als Employeur vis-à-vis vu senge Mataarbechter.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dir Dammen an Dir Hären, dësen Accord kann elo net – nach net – am Budget berécksichtegt ginn, well den Accord gëtt jo duerch verschidde Gesetzesprojeten ëmgesat, an déi gi jo elo eréischt geschriwwen, an den definitive Brutto- an och Nettoimpakt muss mat der néideger Prezisioun ausgerechent ginn. Dës Zuele wäerte sech dann natierlech an de Fiches financières vun de Gesetzesprojeten erëmfannen.

Le moment venu kënnen déi entspriechend Paiementer op Basis vum aktuelle Budgetsprojet awer gemaach ginn, well d'Paienartikelen non limitatifs sinn.

E Wuert zu eventuelle Steiererliichterungen. An enger ganzer Rei vun Avise gëtt eng gréisser Steierreform respektiv eng Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun gefuerdert. D'Staatsbeamtekummer, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers stellen allerdéngs an hiren Avise fest, dass den néidege Sputt fir eng Steierreform net méi ginn ass respektiv dass an Zäite vun héijer Onsécherheet esou eng Reform net ze maachen ass.

D'Chambre des Salariés freet par contre no enger kompletter Reorganisatioun vum Barème, wat och Steiererhéijunge mat sech bréngе géif. Fir mech wär dat am aktuelle Kontext dat falscht Signal. Fir aus der Kris erauszekommen, brauche mer eng kompetitiv Wirtschaft an en attraktiivt Ëmfeld. Mir brauche Vertrauen a keng Veronsécherung duerch nei oder méi héich Steieren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Déi Zuelen, déi ech virdru genannt hunn iwwert d'Entwécklung vun der Kafkraaft weisen, dass eng Upassung vum Barème zu dësem Zäitpunkt net onbedéngt néideg ass, fir en eventuelle Verloscht u Kafkraaft ze kompenséieren. Déi Kompensatioun gëtt largement schonn iwwer aner Weeër gemaach.

Trotzdeem, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, halen ech u mengem Verspriechе fest, dat ech beim Depot vum Budget ginn hunn. Wa mer am Fréijoer gesinn, dass deen néidege Sputt do ass, da wäert ech sozial gestaffelt Steiererliichterungen op de Wee bréngen, déi dann, wa méiglech, och bis an d'Mëttelschicht ginn.

Wat heescht dat konkreet?

Éischtens, ech wëll gesinn, wéi mer d'Joer 2022 ofschléissen. Am Moment gesäit et esou aus, wéi wann den Defizit méi niddreg kéint ausfale wéi virgesinn. Mee dat muss sech effektiv awer nach confirméieren.

Zweetens wëll ech gesinn, wéi sech d'Recetten an d'Depensen am Laf vum éischten Trimester 2023 entwéckelen.

An drëttens wëll ech gesinn, a wéi eng Richtung sech d'Conjoncture an d'Inflatioun entwéckelen a wéi d'Projektioune fir 2023 an och fir 2024 bis dohin ausgesinn.

All dës Donnéeë wäerten an de Pacte de stabilité et de croissance, de PSC, afléissen, deen ech Iech Enn Abrëll hei an der Chamber wäert virstellen. Wann d'Trajectoire am PSC sech iwwert déi nächst Jore verschlechtere géif, da musse mer verstänneg sinn. Ech mengen, och da muss ee soen: Dann hu mer kee Sputt.

Wann d'Trajectoire sech awer verbessert, dann hu mer de Sputt, an da wäert ech dem Regierungsrot och konkreet Mesurë proposéieren an déi dann och op den Instanzewee bréngen. Dës wäert ech dann hei an der Chamber zesumme mam PSC presentéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech si frou ze gesinn, dass an enger Rei Avisen, wéi zum Beispill deem vun der Chambre des Métiers, ënnerstrach gëtt, dass déi 2,5 Milliarden, déi de Staat mobiliséiert huet am Kader vum Energiedësch a vun den zwee Solidaritéitspäck, gutt investéiert Sue sinn.

Ouni dës Mesurë wären zwëschent 2022 an 2023 bis zu fënnef zousätzlech Indextranchen ausgeléist ginn, wat, mengen ech, eng ganz ontragbar Belaaschtung fir d'Entreprisë mat sech bruecht hätt.

D'Entreprisë profitéieren ausserdeem vum Stäerke vun der Kafkraaft vun de Leit. Si profitéieren och vum Fait, dass de Staat d'Investissementer iwwert déi nächst Joren héich hält. Dat gëtt d'ailleurs an enger ganzer Rei vun Avisen och begréisst.

Wat ass, wann et 2023 zu enger drëtter Indextranche kënnt? Am Avis vun der Chambre des Métiers an och an deem vun der Chambre de Commerce liesen ech Remarken iwwert de Fait, dass eng eventuell drëtt Indextranche fir d'nächst Joer net budgetiséiert ass. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dat ass awer nëmmen normal an et ass och net anescht méiglech. Éischtens ass et zu dësem Zäitpunkt nach net kloer, ob esou eng drëtt Indextranche erfale wäert, a wa jo, wéini se erfale wäert. Et ass also onméiglech, elo schonn e Montant dropzesetzen. Zweetens, an der Staatskontabilitéit, anescht wéi dat bei den Entreprisen de Fall ass, gi keng Provisioune virgesinn.

Drëttens, et gëtt nach keen Accord, deen déi genee Modalitéite vun der Kompensatioun festleet, déi d'Entreprisen dann zegutt hätten.

Ech ginn dovunner aus, dass een och hei am Fréijoer méi kloer wäert gesinn, wou d'Rees dann higeet. Eng virsiichteg a responsabel Budgetspolitik ze fuere bleift also weiderhi ganz wichteg. Nëmmen esou hale mir den néidege Sputt, fir wann d'Kris sech awer nach verschlëmmere géif. An nëmmen esou kënne mer och Ufank 2024 nach Tripartite-Mesurë verlängeren, wann et da sollt néideg sinn.

Ech kommen dann elo op d'Prioritéite vum Budget vum nächste Joer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, de Budget 2023 ass, wéi ech scho gesot hunn, e Krisebudget, an dëst spigelt sech och ganz kloer an de Prioritéiten erëm. Et ass awer virun allem e Budget mat enger ganz staarker sozialer Komponent. Et ass also och d'Resultat vun engem Sozialdialog, deen an eisem Land ganz gutt fonctionéiert, wat jo grad a Krisenzäite wichteg ass.

Erlaabt mer, op eng Rei Pisten anzegoen, déi de Rapporteur ugeschwat huet, fir de sozialen Zesummenhalt an de Wuelstand an eisem Land an Zukunft och weider ze stäerken.

Éischtens: eng ambitiéis Sozialpolitik. A sengem Rapport geet de Max Hahn ausféierlech op den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg an. Hien ënnersträicht och, firwat et beim Festleeë vun deem net duergeet, sech nëmmen um Revenu ze orientéieren, fir méi e komplett Bild ze kréien.

Wichteg awer ass, dass mir zu Lëtzebuerg e staarkt soziaalt Netz hunn. Mam Budget 2023 gëtt dat nach weider gestäerkt, well all Persoun, déi duerch dëst Netz fält, ass eng Persoun ze vill.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | De Rapporteur ënnersträicht zu Recht, dass nach Efforten néideg sinn, well vill Menagen net onbedéngt wëssen, vu wéi engen Aidë se profitéiere kënnen. D'Regierung hëlt sech dat zu Häerz a wäert och dorop schaffen.

De Rapporteur ënnersträicht och eng wichteg Mesure aus dem Budget 2023, fir deene Leit geziilt bäizestoen, déi riskéieren, an d'Aarmut ze rutschen: De Personalschlëssel vun den Offices sociaux gëtt ëm 50 % eropgesat, fir d'Leit um Terrain besser kënnen ze encadréieren. Dëse Punkt gëtt an enger Rei Avisen, notamment an deene vum Syvicol an och vun der Chambre des Salariés, positiv ervirgehuewen.

Ech fannen och dem Rapporteur seng Iddi interessant, fir hei méi op Digitaliséierung zréckzegräifen.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | E puer Wierder iwwer eng kohärent Logementspolitik. Am leschte Politmonitor hu 75 % vun de Leit gesot, dass den Zougang zu bezuelbarem Wunnraum eng grouss Suerg fir si ass.

De Budget 2023 gëtt dorobber och konkreet Äntwerten. D'Dotatioun vum Fonds spécial de soutien au développement du logement geet weider erop, fir méi abordabele Wunnraum ze schafen. Am Joer 2023 sinn do 192 Milliounen Euro virgesinn. An dee Budget wäert bis d'Joer 2026 op 305 Milliounen Euro klammen.

Dernieft geet och de Budget erop fir Hëllefe beim Lounen a Kaf vun enger Wunneng. Dës Aidë ginn och nach weider verbessert. 58 Millioune sinn do fir d'nächst Joer virgesinn.

D'Reform vun der Grondsteier an d'Aféiere vun der Mobilisatiouns- an der Leerstandssteier sinn och ganz wichteg Mesuren, fir Terrainen a Wunnengen iwwert déi nächst Joren ze mobiliséieren. Och dat si Mesuren, déi nach net am Budget pluriannuel chiffréiert sinn, well d'Gesetzer eeben nach um Instanzewee sinn.

Ech wëll och drun erënneren, dass den Amortissement accéléré weider ageschränkt gëtt mam Budget vum nächste Joer. An Zukunft ass et fir all Steierzueler just nach méiglech, den Amortissement accéléré zweemol am Liewe spillen ze loossen. Hei ginn d'Avise vun de Chambren allerdéngs wäit auserneen. Fir d'Chambre de Commerce kéint déi Reduktioun zu méi Drock um Locatiounsmaart féieren, well d'Offer kéint erofgoen. D'Chambre des Salariés par contre ass fir eng direkt Ofschafung vun dëser Mesure. Mir hunn hei, mengen ech, de gudde Mëttelwee fonnt.

Och op dësem Gebitt, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, kann d'Fiskalitéit net alles maachen. De Schlëssel, fir de Logementsproblem zu Lëtzebuerg ze léisen, ass – wéi de Rapporteur et och ënnerstrach huet –: méi bauen, méi séier bauen, méi dicht bauen. Dozou gehéiert, mengen ech, plazeweis an do, wou et och urbanistesch Sënn mécht, méi héich ze bauen.

E puer Wierder zum Schwéierpunkt Energietransitioun. A mengem Exposé am Oktober war ech op d'Efforten agaangen, fir d'Energietransitioun an eisem Land weider no vir ze bréngen.

Am Budget 2023 si ganzer 2,3 Milliarden Euro virgesinn, fir d'Land weider ze dekarboniséieren a méi energieeffizient ze maachen. An deem Kontext wéilt ech och op en Amendement gouvernemental kuerz agoen.

Virun zwou Woche gouf en Amendement deposéiert, fir iwwert d'Budgetsgesetz de Mechanismus vun der Taxe d'abonnement réduite unzepassen. Dëst geschitt als Reaktioun op d'Inklusioun vun der Atomenergie an dem Äerdgas an d'Taxonomie vun der EU.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt bekanntlech Éistraich, dat géint dës Decisioun geriichtlech virgeet. D'Regierung setzt awer elo schonn e ganz kloert Signal an äntwert domadder op eng Motioun vun der Chamber, déi am Kader vun der Budgetsdebatt gefrot gouf, och dëse Problem eeben ze analyséieren.

An Zukunft wäerte vun der reduzéierter Taxe d'abonnement, déi mam Budget d'Joer virdrun, 2021, fir nohalteg Investissementer agefouert ginn ass, nach just déi taxonomiekonform Avoire vun de Fonge profitéiere kënnen, déi net a Projeten am Beräich vun der Atomenergie a vum Gas investéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Esou bleiwe mer eisem Zil, fir eng vun deenen nohaltegste Finanzplazen an Europa ze sinn, trei. Lëtzebuerg ass aktuell déi drëttgréisste Finanzplaz an der EU, an der Welt sti mer op Plaz siwen. Dës Rankinge weise ganz kloer, dass nohalteg Finanzen eng Prioritéit sinn an och bleiwen.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | E puer Wierder iwwer eng nohalteg Investitiounspolitik. D'nächst Joer sinn 3,8 Milliarden Euro Investissementer virgesinn, wat ronn 4,6 % vum PIB entsprécht. Dat sinn iwwer 600 Millioune méi wéi dëst Joer. Nëmmen esou kann eist Land weider moderniséiert ginn an eis Liewensqualitéit héich gehale ginn. Den Akzent läit op der duebeler, dat ass, déi gréng an déi digital Transitioun.

D'Chambre des Métiers, d'Chambre des Salariés an och d'Staatsbeamtekummer approuvéieren ausdrécklech de Choix, d'Investissementer och grad a Krisenzäiten héich ze halen. Mir maachen eng antizyklesch Budgetspolitik. Austeritéit wär elo net d'Äntwert, well mir géifen domadder de Wuesstum ofwiergen. Dat ass och d'Lektioun aus der Kris vun 2008.

E puer Wierder zu enger responsabeler an zukunftsorientéierter Steierpolitik. Am Budgetsprojet fir d'nächst Joer sinn eng ganz Rei Steiermesurë proposéiert. Loosst mech hei, fir och e bësse méi kuerz ze bleiwen, op zwee Punkten agoen: Dat sinn, éischtens, d'Talenter an, zweetens, d'Monoparentallen.

Wat d'Talenter ugeet, do freeën ech mech ze gesinn, dass de Rapporteur dee Sujet och opgegraff huet. A menge Gespréicher, och mam Finanzsecteur, mierken ech ëmmer erëm, dass et eng grouss Suerg ass vu villen Entreprisen, déi richteg Leit ze fannen, si zu Lëtzebuerg ze halen a si och hei ze fideliséieren.

Mir brauchen zu Lëtzebuerg gutt ausgebilte Spezialisten, fir eis Finanzplaz an och eis Wirtschaft méi allgemeng weiderzeentwéckelen.

Une voix | Richteg!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dëse Sujet ass fir mech wierklech eng ganz grouss Prioritéit.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Op dem 1. Januar gëtt de Régime des impatriés méi attraktiv. Domadder kréien d'Entreprisë gehollef, Talenter aus dem méi wäiten Ausland och unzezéien. Am selwechte Sënn wäerte mer de Regimm vun der Prime participative méi breet gestalten, fir dass dann och méi Firmen d'Méiglechkeet kréien, hire Salariéen dësen Avantage ze accordéieren.

Ech sinn och frou, dass d'Chambre de Commerce an hirem Avis dës Mesuren ausdrécklech begréisst, och wa se hir vläicht net wäit genuch ginn. Ech muss soen, do ginn ech hir och Recht. Hei muss een nach méi wäit goen am Interêt vun der Kompetitivitéit vun eisem Land.

Am aktuellen Ëmfeld ass de finanzielle Spillraum allerdéngs limitéiert, an awer schaffen ech un enger Rei vu Proposen, déi ech op den Dësch leeë wäert, wann d'Perspektiven et och erëm zouloossen.

D'Monoparentalle wëlle mer geziilt ënnerstëtzen. Wéi gesot, dat ass eng Mesure, déi mir och ganz besonnesch um Häerz läit. Mam Budget 2023 gëtt de Steierbonus fir Elengerzéier méi favorabel gemaach. Dëse Bonus läit haut bei 1.500 Euro pro Joer fir en Akommes bis 35.000 Euro d'Joer. An Zukunft wäert e

bei 2.505 Euro fir en Akommes bis 60.000 Euro d'Joer leien, an da progressiv erofgoen.

Dat kléngt vläicht e bëssen abstrakt. Ech wëll dofir kuerz illustréieren, wat d'Upassung vun deene verschiddene Steierkreditter d'nächst Joer konkreet ausmécht fir d'Leit. Een Elengerzéier mat engem Kand, deen den onqualifizéierte Mindestloun verdéngt, kritt am Januar, ab 1. Januar, 225 Euro méi an d'Täsch pro Mount. Nom Oflafe vum CIE, dat ass de Crédit d'impôt énergie, also vum 1. Abrëll d'nächst Joer un, sinn dat ëmmer nach 141 Euro de Mount. Dës Rechnung berücksichtegt elo net déi zwou Indextranchen, déi am éischte Semester da fale wäerten.

Mam Budget 2023 gëtt och de Crédit d'impôt salaire social minimum ugepasst. Fir eng Persoun, déi ongeféier 3.000 Euro pro Mount verdéngt, mécht dat all Mount 70 Euro méi aus. Wann een dann nach den CIE matrechent, sinn dat 154 Euro méi pro Mount.

Donieft gëtt jo och de Maximum vun den Allocatioune fir d'Kanner, déi net am Stot vum Steierzueler liewen, ëm 10 % eropgesat.

Dëst sinn also wierklech geziilt Mesuren, fir deenen ze hëllefen, déi et an dësen Zäiten och wierklech am meeschte brauchen.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech verstinn, dass an eenzelnen Avise gesot gëtt, dass dat net duergeet, mee ech freeë mech och ze gesinn, dass d'Erhéijung vum Crédit d'impôt monoparental am Prinzipp awer emol begréisst gëtt, an dat och zum Beispill vun der Chambre des Salariés.

Zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, nach e puer Wierder zur Entwécklung vun eiser Staatsschold. Duerch déi vill Mesuren, déi mir wärend der Pandemie an elo an der Kris op de Wee bruecht hunn, geet d'Schold iwwert déi nächst Joren erop. Haut steet se bei 24,6 % vum PIB, am Joer 2023 si mer da bei 26,3 % a fir 2026 bei 29,5 %.

Deemno wäert d'Schold zu all Moment ënner 30 % vum PIB leien. Dëst gëtt och vum Conseil d'État, dem CNFP an der Cour des comptes an hiren Avisen ervirgehuewen. Ech stelle fest, dass laut dem Politmonitor eng Majoritéit vun de Lëtzebuerger der Meenung ass, dass den Triple-A och wichteg ass.

D'Cour des comptes gesäit dat och esou a schreift, an ech zitéieren d'Cour des comptes: „La notation de crédit AAA devient de plus en plus importante et permettra au Luxembourg de se financer à des taux plus avantageux que d'autres États souverains."

D'Chambre de Commerce fir hiren Deel mécht sech Suergen, dass d'Imprevue kéinten d'Dette iwwer 30 % eraus drécken an esou och en Impakt op eisen Triple-A hunn. Op där anerer Säit gëtt et Institutiounen, zum Beispill d'Chambre des Salariés, déi d'Limitt vun den 30 % an den Interêt vum Triple-A a Fro stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech mengen net, dass mer eis op deem Punkt wäerten eens ginn. Mee wou mer eis awer alleguer, mengen ech, eens sinn, ass, dass gesond Staatsfinanzen néideg sinn, fir dem Staat ze erlaben, a Krisenzäiten déi Mesuren ze huelen, déi absolutt indispensabel sinn.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dofir mécht d'Regierung eng realistesch, eng solidaresch an eng responsabel Budgetspolitik, déi de Wee zréck a Richtung equilibréiert Staatsfinanze virzeechent an awer déi néideg Mëttel zur Verfügung stellt, fir d'Land – dat sinn eis Bierger, dat sinn eis Entreprisen – gestäerkt aus der Kris erauszeféieren.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Här President, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Madamm Finanzministesch.

3. 8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]

8081 – Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite)

D'Chamber fänkt elo u mat den Debatten iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2023 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht, an et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Gilles Baum, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis, den Här Marc Spautz, den Här André Bauler, den Här Dan Kersch, den Här Léon Gloden, den Här Laurent Mosar an den Här Max Hengel. An d'Wuert huet elo als éischten ageschriwwene Riedner den honorabelen Här Gilles Roth.

Den Här Premierminister wëllt nach eppes soen.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech wollt just vis-à-vis vum Här Roth an och vis-à-vis vun den aneren Orateuren net ze verstoe ginn, dass d'Regierung aus Onhéiflechkeet net kéint sëtze bleiwen, mee mir hu Regierungsrot. Ech riskéieren nämlech och, muer an iwwermuer Conseil européen ze hu wéinst den Energiefroen. An dowéinster, dass mer elo fort sinn, ass net par malpolitesse, mee well mer dee Regierungsrot och musse maachen. Mee d'Madamm Backes bleift selbstverständlech hei. Mee ech wollt dem Här Roth dat och direkt matdeelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Premierminister fir déi Prezisiounen.

(Interruptions)

An da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eist Land, dat steet viru grousse Erausfuerderungen an d'Suerge vun de Leit dobaussen, déi sinn net kleng, net ëmmer ausgeschwat, mee duerfir awer spierbar do: héich Energiepräisser, grouss Präisdeierecht, steigend Zënsen, sozial gerechten Zougang zu bezuelbarem Wunnen, fir nëmmen déi ze nennen.

D'Leit hunn eigentlech e sensibelt Gespier, wat am Land geet a wat net klappt. Si hunn e bannenzegten, ugebuerene Sënn fir gesellschaftlech Gerechtegkeet. Et ass un der Politik, deen ze erfaassen an déi richteg Äntwerten dorobber ze ginn, eigentlech, de Leit hir Suergen ze spieren.

Als CSV si mer och verflicht, dem Land eis Léisungsusätz dorobber ze proposéieren. Dat wëlle mir mat enger kritescher, mee och konstruktiver Approche an eise Budgetsbeiträg maachen. Mir soen dobäi, wat eis gefält, wat eis net gefält a wat mir géifen aneschters maachen.

Als CSV ass eist Haaptuleies do den Zesummenhalt vun de Leit, déi hei wunnen an déi hei schaffen, mam Zil, virun allem, vun enger fairer a gerechter Gesellschaft, an där jiddweree seng Plaz huet, keen Ausernanerdrifte vun deenen, deenen et gutt geet, an deenen, déi et am Alldag schwéier hunn, villméi en Zesummewuesse vun deem, wat auserneen ass. Well de sozialen Zesummenhalt ass eigentlech déi Stäerkt vun deem klenge Lëtzebuerg iwwert d'Joerzéngte gewiescht, an dat soll an eisen Aen och muer esou bleiwen!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Jiddwereen an eisem Land huet eppes, an zesummen hu mer vill. A fir de soziale Fridde brauche mer virun allem e gesonde Sozialdialog, an dee muss all Dag gefleegt ginn. Dat ass eng traditionell Positioun vun eiser Partei – als Regierungs-, mee och als Oppositiounspartei.

A mir stinn do zu eisem Wuert. Mir hunn all Tripartite-Beschloss konstruktiv an dëser Chamber matgedroen. Mir hunn eis Inputte ginn, si goufe berücksichtegt – e gelongent Beispill vu geliefter Demokratie.

An och am Sënn vun enger geliefter Demokratie, erlaabt mer, vun dëser Plaz dem Budgetsrapporter, dem Max Hahn, ze felicitéiere fir säi ganz extensive schrëftlechen an och fir säi mëndleche Bericht, deen e gëschter hei virun dem Plenum vun der Chamber gemaach huet. Geliefte Demokratie heescht, dass de Budgetsrapporter objektiv Zuele virliest an och virleet, an dat huet e gëschter gemaach. Demokratieverständnis an enger parlamentarescher Demokratie heescht awer och, dass Dir a mir déi Zuelen ënnerschiddlech bewäerten. Merci nach eng Kéier!

Här President, et ass um Staat, de gesellschaftlechen Zesummenhalt mat ze garantéieren. An duerfir brauche mer och zolidd ëffentlech Finanzen. An ob déi Nohaltegkeet do ass, dat gesi mir, Madamm Minister, méi nuancéiert.

2014 ass d'blo-rout-gréng Majoritéit ugetruede mam Motto: „Mir maachen alles aneschters, mir maachen alles besser, mir rappen d'Fënstere grouss op an de Mief", jo esou war et, „de Mief vun der CSV, dee muss eraus!" Esou housch et deemools eigentlech relativ erofloossend.

Et gouf deemools och vun enger katastrophaler Finanzsituatioun geschwat an et misst duerfir, ech zitéieren, eng „kopernikanesch Finanzrevolutioun" hier. Wann een awer elo iwwert déi lescht bal zéng Joer kuckt, hält een eigentlech do fest: Eidel Wierder an éischter leere Worthülsen.

Eng Politik mat eidele Verspriechen: De Lëtzebuerger Staat, Dir Dammen an Dir Hären, hat nach ni méi Schold wéi elo. Den Aarmutsrisiko, an domat d'Schéier tëschent Räich an Aarm, war nach ni esou grouss wéi elo. D'Leit hunn déi leschten 30 Joer nach ni méi Steiere bezuelt wéi elo. D'Wunnengsbaupräisser an d'Wunnengsnout waren nach ni esou grouss wéi elo. D'Leit stoungen nach ni méi laang am Stau wéi elo. Den Iwwerschoss an eisem Pensiouns- a Rentesystem war zanter 2000 nach ni esou niddreg wéi elo.

2019 sot de Staatsminister Bettel am RTL-Neijoerschinterview, an erlaabt mer, en ze zitéieren: „Ech kann Iech haut soen", seet den Här Bettel, „dass ech alles wäert maachen, dass mir a fënnef Joer e Land hunn, wou de Stau net den Alldag ass vun all Bierger, wou d'Wunnengsproblematik net d'Suerg ass vun all jonkem Stot a wou d'Schéier tëschent Aarm a Räich net méi grouss ginn ass." Esou de Xavier Bettel am RTL-Neijoerschinterview 2019.

Här President, Fakt ass: De Lëtzebuerger Staatsbudget verzeechent fir 2022, also dat lafend Joer,

viraussiichtlech en Defizit vun 1,35 Milliarden Euro, 2023 2,8 Milliarden Euro, 2024 1,98 Milliarden Euro, 2025 geschaten 1,86 Milliarden Euro an 2026 nach eng Kéier geschaten 1,5 Milliarde Defizit.

D'Staatsschold, d'Ministesch ass virdrun dorobber agaang, déi dierft 2026 da bei insgesamt 27 Milliarden Euro oder 29,5 % vum Bruttoinlandsprodukt leien.

D'Cour des comptes rechent an hirem Avis zu dem Staatsbudget vir, dass de Staat d'nächst Joer fir 2,6 Milliarden Euro nei Emprunte muss ophuelen, mee derzou kënnt och nach een Emprunt vun 2 Milliarden, fir Prêten, déi auslafen, ze refinanzéieren. Also kritt de Staat dat nächst Joer Emprunte fir insgesamt 4,6 Milliarden Euro.

An ech erënneren do un den Artikel 5 aus dem Kontabilitéitsgesetz vun 1999: „Les recettes provenant de l'émission d'emprunts ne peuvent servir qu'au financement de projets d'investissements de l'État."

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Investissementer gëtt et am Joer 2023 viraussiichtlech vun insgesamt 3,8 Milliarden Euro. Mir ginn awer 4,6 Milliarden Euro léinen. D'Cour des comptes rechent weider, dass bis 2026 weider 9,36 Milliarde Schold derbäikommen.

An am Staatsbudget, d'Ministesch huet et virdru gesot, ass nach net den Impakt vun enger drëtter Indextranche mat aberechent. Dës soll awer laut Tripartite-Accord vum Staat kompenséiert ginn.

D'Chambre des Métiers, also d'Handwierkskummer, déi seet an hirem Avis, dass bei enger Masse salariale vun 3,28 Milliarden Euro de Mount – Dir musst Iech dat virstellen: déi gesamt Léin a Gehälter, déi am Land bezuelt ginn, déi belafe sech op 3,28 Milliarden Euro de Mount – eng drëtt Indextranche, déi jo da laut dem Tripartite-Accord vum Staat muss kompenséiert ginn, eng zousätzlech Laascht fir de Staatsbudget vun 82 Milliounen Euro de Mount oder 250 Milliounen Euro d'Trimester wier.

De Conseil national des finances publiques hält fest, dass et keng Strategie vun der Regierung gëtt, fir d'Staatsfinanzen an d'Riicht ze bréngen an domat déi selwer gestache Budgetsziler ze erreechen. An ech zitéieren do de Conseil national des finances publiques, en net politescht Gremium; dree seet ganz kloer a sengem Avis – erlaabt mer, op Franséisch ze zitéieren –: „les finances publiques du Luxembourg, sur base des projections macroéconomiques et budgétaires retenues au PLPFP 2022-2026, ne seraient plus en ligne avec les dispositions légales actuellement applicables sur le plan national, c.-à-d. pour l'année 2024", also iwwernächst Joer, „et en l'absence d'une réforme entrée en vigueur en amont de cette date." Also, mir hunn nach genau ee Joer Zäit.

Am Kloertext: Et gëtt keng Strategie verlaangt fir d'Joer 2000, et gëtt eng Strategie verlaangt fir d'Joer 2024, mee et ass ganz einfach näischt do. Keng Strategie, fir d'Staatsfinanzen erëm an d'Riicht ze bréngen, a virun allem Oneenegkeet – an d'Ministesch huet et tëschent den Zeilen eigentlech haut nach eng Kéier op der Chamberstribün ënnerstrach – an dem Kader vun der Regierung, wéi ee soll mat der faméiser Scholdegrenz vun den 30 % ëmgoen.

Kuckt een den Avis vun der Cour des comptes zu eisem Staatsbudget, da kritt een eigentlech och d'Äntwert drop, an zwar: 30 %-PIB-Verscholdungsgrenz ass net ganz einfach d'Resultat vu 60 gedeelt duerch 2. An engem Schreiwes vun der Finanzministesch mat hirem Ministère un d'Cour des comptes – an dat ass zitéiert am Avis – gëtt gesot, dass déi 30 % schonns 2013 am Koalitiounsvertrag festgehale waren. 2018 gouf déi 30 %-Scholdebrems och nach eng Kéier am Koalitiounsvertrag erneiert.

Wat awer de sprangende Punkt an deem Ganzen ass: De Plaffong vun den 30 % gouf och reegelméisseg – an dat ass dat, wat esou wichteg ass – mat der OCDE vu Paräis, mat dem FMI vu Washington a virun allem mat de Ratingsagencen esou festgehalen: „Le seuil", steet an dem Avis vun der Cour des comptes – si zitéiert de Bréif vun der Finanzministesch –, „de 30 % tient compte de plusieurs facteurs, mis en exergue [...] entre le ministère des Finances et la Trésorerie [...] d'une part, et les organisations internationales telles que l'OCDE et le FMI, ainsi que les agences de notation d'autre part. [...] Force est de constater", dat ass d'Konklusioun, „que l'engagement du gouvernement à respecter le seuil des 30 % constitue un élément pris en compte pour le rating."

Also, der Regierung hiert Engagement, fir déi 30 % ze respektéieren, ass ganz einfach en Element vun deem Rating. An et kuckt een och net eleng déi 30 %, mee et kuckt ee virun allem d'Trajectoire vun der Schold. An en Opgi vun den 30 %, seet och ganz kloer de Bréif, dat wier en Opgi vun der Budgetsdisziplinn. An et gëtt op rezent Beispiller higewise vun de Problemer, déi een an Irland als internationalem Finanzzentrum an och rezent – kënnt Der Iech erënneren – mat der kuerzzäiteger Premierministesch an England hat.

Fakt ass: D'Regierung ënnersträicht offiziell eng Scholdegrenz mat Verweis op den Triple-A an op d'Wichtegkeet vun enger Trajectoire vun de Staatsfinanzen, awer eng Trajectoire, Dir Dammen an Dir Hären, ass net ze gesinn, an um Plaffong vun den 30 % gëtt et keng Eenegkeet.

Fir d'CSV ass d'Positioun kloer: Mir si keng Prozentfetischisten, mee mir halen awer op den Triple-A. A wann dat sollt 30 % beinhalten, jo, da musse mir och de Wee dohinner fannen. D'Zil soll fir eis do de Plaffong bestëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | De Wee féiert eis awer net – an dat ënnersträichen ech gradesou däitlech – iwwer eng permanent méi grouss Steierbelaaschtung vun de Bierger. A grad dat stelle mir an de leschte Jore fest. D'Leit bezuelen eigentlech permanent méi Steieren an nawell kritt de Staat d'Enner net zesummen. Dat kann eigentlech net sinn, an dat ass och de richtege strukturelle Problem vun de Staatsfinanze bei döser Regierung!

2013 louch d'Staatsschold bei 11 Milliarden Euro. 2023 wäert d'Staatsschold bei 22 Milliarden Euro leien. An dobäi housch et 2013 vun dem deemolegen DP-Finanzminister, dee jo elo neien ESM-Chef ass – mee dat ass eng aner Geschicht –, dat wier „eng katastrophal Finanzsituatioun". Haut heescht et bei der Verduebelung vun der Schold, dës Kéier vun enger DP-Finanzministesch, eis Staatsfinanzen, déi wiere „resilient".

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat kann dach net sinn, dat do!

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, Här Mosar, sinn dann eis Staatsfinanze resilient?

(Brouhaha et hilarité)

Ech mengen ...

Une voix | En hätt bal säin Asaz verpasst!

(Interruption par M. Gilles Baum)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wann Der fäerdeg sidd, sëtzt Der zu zwee op der Tribün!

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Ech mengen, et vergësst een do vläicht ze soen, dass viraussiichtlech den Defizit 2023 beim Staat bei minus 3,4 % läit. A geet een eigentlech vun deem positiven Ausglach aus, deen duerch de positiven Iwwerschoss bei de Sozialversécherunge geschitt, da géif eist Land ouni deen op deem Punkt vum Defizit haut schonns d'Maastricht-Krittären net méi erfëllen. An och den Iwwerschoss vun de Sozialversécherunge wäert an den nächsten dräi Joer vun enger Milliard op 679 Milliounen Euro, also erëm 30 %, erofgoen.

Dobäi war awer iwwert déi leschte Joren de Sold vun de Sozialversécherungen duerch en héije Beschäftegungstaux positiv beaflosst. Mee dee positive Sold ass net an Zukunft eng sécher Bänk: D'Leit gi méi al, et mussen an Zukunft méi Pensiounsleeschtungen ausbezuelt ginn, an ob d'Lounmass weider esou steigt, dat steet nach an de Stären. An duerfir schreift och d'Inspektioun vun de Sozialversécherungen eigentlech ganz sibyllinesch: „Le régime des pensions est confronté à des risques potentiels à long terme."

Derzou kënnt, dass de geschate Wirtschaftswuesstum an den nächste Jore wäert manner staark sinn – d'Ministesch huet drop higewisen – wéi an der Vergaangenheet. A wann d'Ministesch seet, si géif kee politeschen Harakiri maachen an duerfir wier keng oder keng richteg Steierreform zouzeloossen, da soen ech Iech ganz éierlech: Wann dat hir Liesaart ass, da wäert et mat der DP zu kenger Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell kommen. Well déi Zuelen, déi ech virdru genannt hunn, weisen, dass dat mat där dote Politik net besser gëtt.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, d'Staatsfinanzen, et muss een et einfach esou soen, déi sinn aus dem Rudder gelaf, well keen d'Rudder richteg an der Hand gehalen huet. Hei weist et sech nach eng Kéier ganz kloer: Et ass an deene fette Joren, wou mer ëmmer nees drop higewisen hunn als CSV – 2018, 2019 an 2020, virun allem am Ufank –, verpasst ginn, de Leit eppes vun de spruddelende Recetten ënnert der Form vu manner Steieren zréckzeginn, an eis Kofraktiounspresidentin, d'Martine Hansen, huet ëmmer dorobber higewisen, dass keen Apel fir den Duuscht op d'Säit geluecht ginn ass.

An et huet een eigentlech deemools d'Sue geholl, fir – loosse mer soen – Gadgetspolitik ze maachen, wou fir all Koalitiounspartner eppes huet misse fir de Koalitiounsfridden derbäi sinn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An du koum, jo, du koum leider eng Kris. Du koum nach eng Kris, eng Multikris, an d'Resilienz, wou d'Madamm Backes oft dervu schwätzt, déi ass fort. Et feelt elo un der Strategie, fir d'Rudder eigentlech erëmzebéien. An nach ëmmer ass kee klore Kurs vun der Regierung do festzestellen, jiddefalls net a Richtung Entlaaschtung vun de Leit. An dobäi misst een awer grad „matzen am Stuerm", wéi d'Madamm Finanzministesch et seet, d'Rudder besonnesch fest am Grapp hunn.

Jo, d'Investissementer vum Staat, déi sinn ambitiéis, mee déi lafend Käschten – an do läit d'Kromm an der Heck –, d'Dépense-couranten, wéi de Staatsrot et vermierkt, explodéieren. „Il reste", seet de Staatsrot, „très réservé quant au maintien en temps de crise et d'incertitudes, d'un rythme de croissance des dépenses courantes de plus de 15,3 % par rapport au budget voté de 2022".

Dir Dammen an Dir Hären, do ass ganz einfach de strukturelle Problem vun eise Staatsfinanzen. Wann déi lafend Käschte vun engem Joer op dat anert ëm

15,3 % an d'Luucht ginn, jo, da kritt Der weeder beim Staat nach bei enger Gemeng nach bei engem Privatbetrib d'Enner zesummen. An dat ass de Problem.

A fir elo ze soen, d'Leit missten ëmmer duerfir méi Steiere bezuelen, jo, da gëtt et eng Spiral, wou mer net méi erauskommen. D'Leit kënnen net fir explodéierend direkt a lafend Konsumausgabe vun dem Staat an et ass net un de Leit, deem mat permanent méi héije Steieren entgéintzewierken.

D'CSV plädéiert duerfir och – iwwregens wéi de Staatsrot – fir d'Neesaféierung vun enger sougenannter „Norme budgétaire", wéi dat Enn vun de 70er-Joren de Fall war. Esou soll an eisen Aen d'Progressioun vun de lafenden Ausgabe beim Staat un de Wirtschaftswuesstum, un d'Inflatioun an och un d'Einname gekoppelt sinn.

Bei den Investitiounsausgabe gëtt ëmmer nees vu Rekorder geschwat. Fir 2023 wieren dat 3,8 Milliarden Euro, viraussiichtlech 19 % méi wéi 2022. Dobäi seet een awer net, datt all déi Staatshëllefen, déi am Kader vun der Tripartite ausbezuelt ginn, och als Investissementer kontabiliséiert ginn. Et seet een net, dass fir de Militärsatellitt, de LUXEOSys, 180 Milliounen Euro d'nächst Joer kontabiliséiert sinn. Et seet een net, dass de Bauindex vun 2022 op 2023 ëm 13,9 % geklommen ass.

D'CSV plädéiert duerfir um Niveau vun den Investissementer derfir, dass se héich bleiwen, mee dass een awer och – dat muss een och däitlech soen – eng Kéier emol e Screening vun den Investitiounsausgaben mécht, well a Krisenzäiten muss net alles, wat „nice to have" ass, duerfir och noutwendeg sinn.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Virun allem net, wann een de Leit da seet, et wier kee Sputt do fir eng Steiererliichterung. Also, et kann een net engersäits vu Rekordinvestitioune schwätzen, an d'Leit mussen ëmmer, ëmmer, ëmmer an ëmmer méi Steiere bezuelen. An duerfir si fir eis Rekordinvestitiounen net d'Wonschlëscht vun eenzelne Ministèren, mee et ass virun allem eng Prioritéitelëscht vun enger ganzer Regierung.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, muss weeder beim Staat, nach bei de Gemengen oder soss enzwousch bei all ëffentlechem Investitiounsprojet d'Ham an der Mëllech gekacht ginn. Wann ech kucken, bei 3,8 Milliarden Euro zwëschent 5 an 10 % anzespueren – an ech mengen, déi sinn anzespueren, wann een dat kritesch kuckt –, jo, dann hunn ech eng Zomm vun iwwer 300 Milliounen Euro bei deene selwechte Projeten, déi realiséiert ginn, iwwert d'Joren agespuert.

D'CSV plädéiert, jo, dass d'Investissementer héich bleiwen, mee se musse rationell gekuckt ginn. A wat fir eis virun allem do zielt, dat sinn Investissementer an d'Mobilitéit, souwuel an d'Schinn, mee och an d'Strooss. An dorop huet de Serge Wilmes, eise Stater Schäffen an CSV-Deputéierten, des Ëfteren a sengen Interventioun op der Chamberstribün higewisen. Mee leider gi grad an der Mobilitéit d'Investissementer zréck. Well am Fonds du rail, am Fonds des routes a fir den Tram waren 2022 177 Milliounen Euro virgesi fir d'Period 2022 bis 2025. Abee, an dësem Budget sinn der nach genau 103 virgesinn, an dat fanne mir net richteg!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no där allgemenger Analys vun eiser Situatioun vun de Staatsfinanze wëll ech op e puer Punkte méi am Detail agoen. An duerfir zielt fir eis: „Mat manner méi: Jo zu enger Steierreform." A virun allem sinn d'Bierger do net d'Mëllechkou vum Staat.

Zanter 2017 gouf et bis elo fënnef Indextranchen; 2023 kommen der viraussiichtlech nach eng Kéier dräi derbäi. A kenger – kenger! – vun deenen Indexupassungen ass an der Steiertabell Rechnung gedroe ginn. Am Kloertext: De Staat beräichert sech domat um Ausgläich, deen d'Leit fir d'Präisdeierecht kréien. Dat entspréicht net dem Sënn an Zweck vum Index als Garant vum soziale Fridden.

D'Regierung huet de Leit 2018 am Koalitiounsvertrag grouss Steiererliichterunge versprach, a si schéckt se haut mat Steiererhéijungen heem.

D'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, dat ass och keng philosophesch Diskussioun. Et ass eng Steiererhéijung duerch d'Hannerdier. Si trëfft verhältnisméisseg am meeschte Leit mat klengem a mëttlerem Akommes. An ouni Inflatiounsberengegung geet d'Steiergerechtegkeet an eisem progressive Steierbarème – nom Motto: „Breet Schëlleren droe méi" – ganz einfach verluer.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Ech verweisen hei op den Avis vun der Salariatskummer zu dem Staatsbudget. Eng Persoun – an do gesitt Der, wat dat ausmécht – an der Steierklass 1 mat engem Revenu vu 4.000 Euro brutto 2017, déi huet haut mat fënnef Indextranchen e Bruttoloun vu 4.525 Euro. Netto hat se 2017 2.980 Euro. Netto huet se haut 3.252 Euro. Mat Inflatiounsberengegung – an do gesitt Der, wéi dat zu Buch schléit – hätt déi betraffe Persoun 115 Euro netto de Mount weider. Mam 13. Mount wieren dat 1.500 Euro netto d'Joer, also en hallwe Monatsloun. Dat si vill Suen an dat ass déi Steierlaascht, déi dës Regierung där Persoun opbrummt.

Elo stinn 2023 nach dräi Indextranchen un, a fir déi ass och keng Inflatiounsberengegung virgesinn. Derzou kënnt, dass eenzel Steierkreditter fir d'Salariéen, fir déi Pensionéiert och net an deem Mooss zënter 2017 ugepasst goufen. A vu Plaffonge wéi Assurancen, Scholdzënsen, Werbungskäschten, Fahrtkosten net ze schwätzen, déi awer jiddwereen am Alldag méi wéi concernéieren.

Resultat vun deem Ganzen ass, dass mer eigentlech vun engem progressive Steiertariff – progressive Steiertariff heescht jo: „Breet Schëlleren droe méi", an dat ass déi sozial Gerechtegkeet – lues, mee sécher eigentlech zu engem Dräistufentariff kommen. Konkreet: Vu 75.000 Euro versteierbaarem Joresakommes bezuelt Der ronn 25 % fir all 1.000 Euro, déi Der méi kritt, Steieren. Vun 100.000 Euro u bezuelt Der ronn 30 % vun all 100 Euro (veuillez lire: 1.000 Euro), déi Der weider kritt, als Steieren. A vu 500.000 Euro u bezuelt Der ronn 40 % fir all 1.000 Euro, déi Der weider kritt. An dat ass an eisen Aen alles, mee net sozial, well grad déi breet Mëttelschicht – an dat Beispill hei verdäitlecht et – ass mëttlerweil d'Mëllechkou vun der Natioun ginn.

Gerechtegkeet, Zesummenhalt an Nohaltegkeet gesinn do fir d'CSV aneschters aus! Vun den eidele Wal- a Koalitiounsverspriechen, „d'Steierklass 2 fir jiddwereen a kee verléiert eppes", emol net ze schwätzen. Dat ass fir d'CSV och keng fair a gerecht Laaschteverdeelung.

An duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, widderhuele mir nach eng Kéier eis generell Tarifffuerderungen: Éischtens si mir der Meenung, dass et muss zu enger Inflatiounsberengegung vum Steiertariff kommen, mat Verbreederung vun de Steiertranchen zum Beispill op 2.500 Euro. Mat der Inflatiounsberengegung si mer souwisou net méi wäit dovunner ewech.

Zweetens, den Agangssteiersaz, dat heescht, de Montant, op deen een iwwerhaapt Steiere bezilt, dee soll op 15.000 Euro an der Steierklass 1 an d'Luucht gesat ginn. Dat sinn an der Steierklass 1a 30.000 Euro, dat heescht, all Alengerzéienden, all Wittfra oder Wittmann bezilt eréischt Steieren ab engem Joresverdéngscht vu méi wéi 30.000 Euro.

An drëttens soll awer och am Sënn vun enger sozialer Gerechtegkeet zousätzlech d'Steiertranche fir Spëtzeverdénger vu 45 % derbäikommen.

Da frot Der: Wat kascht dat do? Jo, dat wiere 600 Milliounen Euro Lounsteier d'Joer manner. Oder aneschters ausgedréckt, de Staat géif akzeptéieren, dass vun 2022 op 2023 d'Lounsteier net ëm geschaten 900 Milliounen Euro géif an d'Luucht goen, mee just ëm 300 Milliounen Euro. Oder, wéi d'Chambre des Fonctionnaires, also d'Staatsbeamtekummer, et eigentlech virrechent: keng Steierreform, duerfir sans gène 250 Millioune fir Spacemining mat Etüden – si hunn dat op hirer Ständekonferenz nach eng Kéier verdäitlecht –, 300 Milliounen an de Sand gesat fir de Militärsatellitt, fir nëmmen déi ze nennen.

Dobäi kommen awer nach Projete wéi SuperDrecksKëscht, Valorlux an aner Projeten, déi sech méi wéi ontransparent um Niveau vun hire Finanzen ausgewierkt hunn. An d'Presidentin vun der Comexbu, d'CSV-Deputéiert Diane Adehm, huet dat x-mol hei op der Chambertribün och däitlech gemaach.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Firwat dann elo eng Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell? Um Enn vun 2023 wäert et, Stand haut, viraussiichtlech aacht – jo, ech widderhuelen et: aacht! – ganzer Indextranchen ouni steierlech Berücksichtegung ginn. Dat ass eigentlech „du jamais vu". An dat ass och fir d'CSV inakzeptabel!

De Leit virzegaukelen, eng Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell, déi wier net selektiv, déi wier net cibléiert, dat ass ganz einfach falsch. An duerfir hu mir jo grad dee progressive Steierbarème. An dee Barème huet iwwregens eng large Majoritéit hei am Haus, a säin Ursprong kennt en ënnert enger schwaarz-bloer Koalitioun 2001/2002. En ass affinéiert ginn, mee a senger Grondstruktur ass en ni op d'Kopp gehäit ginn.

An d'Regierung huet eigentlech de Feeler gemaach, dass se geduecht huet: „Mee mat deene schläichende Méisue kanns de méi maachen." Mee se huet vergiess, zum richtegen Zäitpunkt d'Brems ze zéien. An elo leeft se dem Ball hannendrun.

D'CSV ass duerfir der Meenung, dass bis 2024 all d'Indextranchë vun 2017 u missten inflatiounsberengegt ginn, wann néideg och an zwou Etappen. Et ass un der Regierung, de Leit duerfir eng konkreet a kloer Zäitschinn a Perspektiv ze ginn! An ech erlabe mer an dësem Sënn och, Iech, Här President, eng Motioun am Numm vun der CSV ze iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– vu l'impact de l'inflation en général et la hausse des prix de l'énergie en particulier sur le pouvoir d'achat des ménages ;

– constatant que les cinq tranches indiciaires échues depuis 2017 n'ont pas été neutralisées au niveau du barème d'imposition ;

– constatant que trois tranches indiciaires supplémentaires risquent d'être déclenchées au cours de l'année 2023 ;

– rappelant l'annonce d'une réforme fiscale du gouvernement dans son accord de coalition 2018-2023 ;

– considérant notamment l'évolution des recettes de la retenue sur les traitements et salaires affichant un taux de progression moyen de l'ordre de 9 % par an,

invite le Gouvernement

– à procéder à une adaptation du barème d'imposition – le cas échéant par étapes – en tenant compte de toutes les tranches indiciaires échues et à échoir depuis 2017.

(s.) Gilles Roth, Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Och bei der Steierklass 1a hätt d'CSV an enger éischter Phas den Agangsmontant vun 22.500 op 30.000 Euro an d'Luucht gesat an d'Iwwergangszäit vun der Steierklass 2 op d'Steierklass 1a vun 3 op 5 Joer eropgesat: manner schnell Progressioun vum Tariff 1a. Dat wier technesch einfach ëmzesetze gewiescht an d'Leit hätten Entlaaschtung, amplaz dass se fënnef Joer laang vertréischt goufen op en eidelt Verspriechen, „Steierklass 2 fir jiddween".

Den Aarmutsrisiko ...

(Interruptions)

D'Steierklass ..., déi Leit, déi vun der Steierklass 2 an d'1a falen, déi hunn eng Iwwergangszäit vun dräi Joer de Moment. Dat ass, wa Leit gescheet ginn, wann de Partenariat an d'Bréch geet, Här Bauler, a wa se verwittwert sinn. An duerfir war eis Propos ëmmer, dass een an enger transitorescher Period – well dat hätt ee kënnen direkt ëmsetzen –, déi Period vun Iwwergangszäit vun dräi op fënnef Joer ausgeweit hätt. Dat war eng kloer Positioun ...

(Interruption par M. André Bauler)

Mee do ännert jo näischt an deenen hirem Statut!

Bon. Den Aarmutsrisiko wiisst an déi Äermst bleiwen op der Streck.

Här President, 2010 huet Lëtzebuerg selwer och vis-à-vis vun der europäescher Unioun d'Engagement geholl, den Taux vu Leit, déi ënnert dem Aarmutsrisiko liewen, vun deemools 72.000 Leit op 66.000 Leit fir 2020 erofzesëtzen. Dat ass eng Reduktioun vun 8,3 %.

En totalen Echec! 2021 liewen zu Lëtzebuerg 130.000 Leit ënnert der Aarmutsgrenz. Dat ass e Plus vun 58.000 Leit par rapport zu 2010, an dat katastrophaalt Ausmooss weist sech eigentlech och do dran, dass haut 18 %, bal een op fënnef vun de Leit, ënnert der Aarmutsgrenz liewen. Mir sinn an der Europäescher Unioun do grad nach op der 19. Plaz. An dat ass fir eis och de Géigendeel vu sozialer Gerechtegkeet. A fir eis ass do als CSV d'Bekämpfung vun der Aarmut zu Lëtzebuerg eng kloer politesch Prioritéit!

De Bilan vun dëser Regierung ass do ganz einfach katastrophal. An d'Chambre des Salariés, déi ënnerstäicht och nach an hirem Avis, dass d'Schéier tëschent Räich an Aarm am gréissten ass, wann ee vun dem Revenu disponible an engem Stot nach d'Wunnkäschten ofrechent, den Telefon an de Fernsee, d'Kantinskäschten an d'Assurancen an d'Bankkäschten, an déi si fir déi meescht Leit, mengen ech, net ganz kompressibel. A wann een do kuckt, dann hu 75 % vun de Stéit hei am Land nach manner wéi 3.400 Euro de Mount iwwreg fir ze liewen. Deelt dat duerch 30 Deeg, dat si bei deene meeschte manner wéi 100 Euro den Dag.

An do bedauere mer och, dass um Niveau vum Kannergeld – eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV –, dass dat eréischt ab 2021 indexéiert gouf. Mee tëschent 2014 an 2021 ass näischt gemaach ginn, a mir sinn der Meenung, dass dee Retard och eng Kéier misst opgeholl ginn.

E Wuert zur Santé.

(Interruption par M. Dan Kersch)

Mir hunn eis fir d'Indexéierung agesat!

M. Dan Kersch (LSAP) | Firwat soen ech dat?

(Brouhaha)

M. Gilles Roth (CSV) | Majo, dat war 2006, do ass d'Indexéierung gebremst ginn. A wann ech mech gutt erënneren, Här Kersch, war dat an enger schwaarzrouder Koalitioun.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, maja.

M. Gilles Roth (CSV) | Dir hutt zwar den Opstand um Moutforter Kongress gemaach, mee et ass awer dobäi bliwwen. A wéi Der an der Regierung waart, hutt Der d'Inflatioun ..., hutt Der dem Kannergeld net Rechnung gedroen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech soen Iech Merci, dass Der bestätegt hutt, dass ech a mengem Liewe kohärent war.

M. Gilles Roth (CSV) | Zur Santé.

(Brouhaha)

Här President, zum gudden Zesummenhalt an der Gesellschaft zielt fir eis och eng gesond an effikass Gesondheetspolitik mat dem Patient am Mëttelpunkt. Eist Land brauch do wierklech e Politik- a Perspektivwiessel. De Secteur hospitalier huet Problemer. Wichteg Entwécklunge vun der Medezinn hu mer einfach verschlof, wéi zum Beispill bei der Médecine ambulatoire. Bei der Telemedezinn si mer gréisstendeels am Niemandsland. Fir d'Hospitalisation à domicile gëtt et nach ëmmer kee gesetzleche Kader. Bei den IRMen a Privatpraxisse feelt et och un engem Gesetzesprojet. An dee Projet, deen elo do ass, deen hält d'Riicht net. Den Dossier eSanté ass eng Katastroph. An ech mengen, eis Ostdeputéiert, de Léon Gloden, d'Octavie Modert an de Max Hengel hunn dat des Éftere beim IRM an der Gesondheetsversuergung am ländleche Raum och ënnerstrach.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Mir brauchen also, wéi dat des Éfteren hei vun eise gesondheetspolitesche Riedner, dem Claude Wiseler an dem Jean-Marie Halsdorf, gefuerdert, e richtege Plan Santé!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Bei dem Remboursement vun der Psychotherapie, do ass nach ëmmer keen Accord an do deet sech d'CNS schwéierfälleg. An hei brauche mer Beweegung och fir Remboursementer, an dat huet des Éfteren d'Deputéiert Nancy Arendt, mengen ech, däitlech ënnerstrach.

Zur Wunnengsnout. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréisste Erausfuerderung fir eist Land ass d'Schafe vu bezuelbarem Wunnraum. An dat zielt ouni Zweifel virun allem fir jonk Matbierger.

An do kann ee sech och net no zéng Joer Blo-Rout-Gréng permanent op seng Virgänger dedouanéieren. Et housch eigentlech 2014 beim Untrëtt vu Blo-Rout-Gréng an der Lag vun der Natioun: „Esou wäert de Staat an den nächste Joren am Ganzen iwwer 10.000 Wunnechte bauen oder zum Deel finanzéieren, vun deenen e groussen Deel fir de Locatif reservéiert sinn." Déi deemooleg Wunnengsbauministesch, d'Maggy Nagel, huet do richteg Neel mat Käpp gemaach, well si huet gesot, 10.000 Wunnenge misste bis 2025 gebaut ginn.

Bis 2025, sot och de Staatsminister, missten 8.200 zousätzlech Logementer aus ëffentlecher Hand gebaut ginn. Esouvill zu den Ukënnegungen. Ass do eppes geschitt? Ech mengen, de Marc Lies an d'Elisabeth Margue hunn dat däitlech ënnerstrach, dass do och „leere Worthülsen" virun allem geherrscht hunn.

Fakt ass: 10.000 Wunnenge goufen ugekënnegt. De Fonds du logement huet der zwëschent 2013 an 2021 831 gebaut, d'SNHBM 1.637, en Duerchschnëtt also vun 250 Wunnenge pro Joer. A mir sollten der 10.000 bis 2025 bauen.

An do ass et och ganz kloer, dass ee mat Projete wéi „Wunne mat der Wooltz", Elmen zu Kielen – mat vill Engagement iwwregens ënnerstëtzt vun dem CSV-Deputéierte Félix Eischen –, NeiSchmelz zu Diddeleng an och de Wëltgebond zu Mamer de Wunnengsbauproblem net léist, och wann ee gefillt 100 Pressekonferenze mécht. 6.000 Wunnenge brauch d'Land pro Joer, knapp 4.000 ginn der gebaut. Et sinn der eigentlech 2.000 alljoers, déi feelen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An d'Kohärenz, wann een dat uschwätzt an der Regierung, déi ass op deem Punkt eigentlech katastrophal. Well wat ass geschitt? Et ass een Dokument, wat ganz kloer eigentlech do de Vull ofschéisst, nämlech de Programme directeur d'aménagement du territoire. Iwwert dat Dokument ass nach net vill geschwat ginn.

Mee et kann een net engersäits am Regierungsprogramm soen, an ech liesen Iech dat nach eng Kéier vir: „L'offre de terrains à bâtir et de logement ne parvient pas à satisfaire la demande." „Le constat reste inchangé : L'offre de logements et de terrains disponibles est largement insuffisante par rapport à la demande croissante." Dat seet de Regierungsprogramm.

An da komme mer bei de Projet d'aménagement du territoire. Dat ass eigentlech ... Dirigistesch kréien d'Gemenge vun uewen erof gesot, wat se nach däerfe bauen a wat se net méi däerfe bauen. Vu Gemengenautonomie a Respekt vu fräiem Wëlle keng Spuer méi. D'Leit ginn eigentlech an d'Ballungszentrume gedriwwen, och wa se sech wéilten am ländleche Raum néierloossen. Well dee Projet d'aménagement du territoire, dee gesäit vir, dass an Zukunft nach däerfe genau 25 Ar pro Dag nei am Land erschloss ginn, 25 Ar pro Dag am ganze Grand-Duché. Mir brauchen awer 6.000 Wunnengen!

A fir Iech emol ze soen, wat dat ausmécht: Hei sëtzt den Aly Kaes, den Député-maire vun der Gemeng Tandel. Dat si fir hien nach 29 Ar – ech ënnerstraichen: 29 Ar pro Joer! An enger Gemeng, déi ech awer relativ gutt kennen, sinn dat bis 2035 nach ganzer 13 Hektar mat enger Baudicht vun 30 Logementer. An där Gemeng, déi ech gutt kennen, 2,33 Leit pro Stot, Dir Dammen an Dir Hären, dierf da bis 2035 nach Wunnraum erschloss ginn – an enger Gemeng ronderëm d'Stad Lëtzebuerg – fir genau 900 Leit – fir genau 900 Leit! – op déi nächsten 12 Joer, oder 75 Leit pro Joer. Et stierwen der an där betreffender Gemeng 60 pro Joer.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat kann dach net sinn, Här Roth!

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Zum Verglach: Den Duerchschnëttswuesstum iwwert déi lescht Joer louch an der Gemeng Mamer bei 300 Awunner pro Joer. Dat ass véiermol méi wéi dat, wat dem Programme directeur no, wéi en elo virläit, nach ka gemaach ginn. An hei muss ech ganz éierlech soen: Do schéngt bei deem akuutste Problem, deen eist Land huet, déi riets Hand net ze wëssen, wat déi lénks Hand an der Regierung mécht. Et ass eng dirigistesch Politik. An am Endeffekt, wiem kënnt se zegutt? Ben, e puer Happy Few, déi sech kënnen egal wou am Land nach Bauterraine leeschten an et profitéiere manner wéi eng Handvoll Promoteuren dovunner, well déi soe ganz einfach: „Majo, déi Terrainen, déi mer hunn, déi leie gutt a mir kucken, se zu engem Maximum vu Präis ze verkafen."

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An duerfir ganz kloer eis Proposen am Wunnengsbau:

Éischtens, mir hätte gären e coordonéiert Partenariat tëschent Staat, Gemengen, ëffentlechen an och private Bauträger.

Zweetens, mir soe ganz kloer Neen zu dësem Projet d'aménagement du territoire, wéi en elo virläit. Mir soe Jo zu enger Noverdichtung vu besteeënde Wunnzonen. Mir soen awer och Jo zu enger Perimetererweiterung.

E gesetzleche Kader wëlle mer schafen, fir dass wärend dräi Joer déi ëffentlech Bauträger Fonds du logement an SNHBM autoriséiert ginn, privat Projete kënnen opzekafen. Well et deet sech an der Lescht ganz vill dobaussen, dass vill kleng a mëttel Baufirmaen hir Projeten de Moment duerch déi héich Präisser, duerch déi héich Zënsen net méi lassginn. A mir sinn do ganz der Meenung, dass et eng pragmatesch Solutioun wier, wann ee sech am Marchésgesetz déi Méiglechkeet géif loossen, dass ëffentlech Bauträger, de Staat, d'SNHBM an de Fonds du logement esou Projete kéinte kuerzfristeg opkafen, well dann hätte mer zousätzleche Wunnraum an dee kéint och zu räsonabele Präisser un d'Leit bruecht ginn.

Mir wëllen och, ech soen dat kloer, dass et wärend dräi Joer nees zu engem Aféiere vun dem superreduzéierten TVA-Saz op de Mietwunnenge kënnt, op dräi Joer an enger éischter Phas, fir dass dat d'Leit soll incitéieren, fir och an de Mietwunnengsbau ze investéieren.

Elo sot Der: „Ass dat kohärent? Ass dat kohärent mat dem Fait, dass Der derfir plädéiert, d'Plus-value herno beim Verkaf vun enger Wunneng méi héich ze besteieren?" Mir soe ganz kloer: Jo! Dat eent ass d'Uschafe vun de Wunnengen, an dat anert ass de Profitt, deen een domadder mécht. An duerfir ass do eng Kohärenz.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Mir wëllen och, dass den TVA-Steierkreditt bei Éischtwunnenge vu 50.000 op 100.000 Euro an d'Luucht gesat gëtt. Firwat? Mee bei ouni Weideres schonn héije Wunnengspräisser, wou d'Zënsen nach an d'Luucht ginn, gëtt et ganz vill Leit bis wäit an d'Mëttelschicht, an ech géif soen, nach doriwwer eraus, déi sech emol net méi de Kreditt kënne leeschten, fir iwwerhaapt un eng Wunneng ze kommen.

Mir wëllen och en Eropsetze vum bëllegen Akt vun 20.000 op 50.000 Euro, eng Verduebelung vun dem Plaffong vun de Scholdzënsen um Eegenheem. Mir soe Jo zu der Regierungspropos, fir d'Avantagë vum sougenannten Amortissement accéléré ze limitéieren, a mir hätte gären eng Verlängerung vum Delai vun zwee op fënnef Joer, wou een eng Immobilie muss hale virum Verkaf, fir duerno d'Plus-value nëmmen zur Hallschent versteiert ze kréien.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | De Staat, Dir Dammen an Dir Hären, verschiibt an der Lescht ëmmer méi seng Verantwortung op d'Gemengen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Roth, erlaabt Der, dass den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, sot mir.

M. Dan Kersch (LSAP) | Eng Verständnisfro, Här Roth, well ech dat ganz interessant fonnt hunn, deen Usaz, wou Der gesot hutt, fir sech emol eng Kéier d'Iddi duerch de Kapp goen ze loossen, ob staatlech ..., SNHBM a Fonds du logement, ob déi kéinten um Privatmarché Wunnenge kafen a se dann deenen Demandeuren, déi se hunn – mir wëssen, dass déi Lëschte laang sinn – zur Verfügung ze stellen. Ech fannen d'Iddi diskussiounswürdeg an ech fanne se interessant. An duerfir wollt ech eng Verständnisfro stellen.

Soll dat geschéien zum Präis vum Marché, wa se se ofkafen, oder zu engem verbëllegte Präis? Well dat ass nämlech eng wichteg Fro. Soss gëtt et jo fir de Staat iergendwou awer e Verloschtgeschäft, wann e se herno de Leit muss zu engem anere Präis verkafen, well d'Leit se soss net kënne bezuelen. Dat ass dee selwechte System wéi um Privatmarché.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ganz richteg. Mee ech mengen, d'Äntwert läit eigentlech schonn an Ärer Fro. Wou ass de Problem? Et sinn eng Rei vu Privatpromoteuren, där méi klenger, där méi grousser, déi musse bei de Banken noweisen, dass se op enger Rei vun hiren Appartementer, loosse mer soen an enger Residenz, entweeder e Virverkaf drop hunn oder e Compromis, soss kréie se de Projet net finanzéiert.

Mee selbstverständlech heescht dat, dass se dat net zu deem Präis weiderginn, zu deem se dat normalerweis wollten op dem Marché verkafen. Mee ech mengen, et muss een um Niveau vun der Gesetzgeebung vum Marchésgesetz Ëmännerunge maachen, fir dass d'Ëffentlechkeet, de Staat, d'SNHBM oder de Fonds du logement dat kënne maachen a dass se och net decidéieren, „Mir kafen deen do oder deen do", mee dass eng Rei vun Offere kënne gemaach ginn an dass dat dann opgrond vu Krittären – wat ass de beschte Kostennutzenfacteur? – ka kaaft ginn. Ech mengen, dat ass am Transparentsten, wann een dat am Kontext vum ëffentlechen Ausschreiwungsrecht offréiert.

Dat heescht net, dass alles muss eng Soumission publique sinn, mee dat kënnen och Marchés négociés sinn, mee am Kontext vun dem ëffentlechen Ausschreiwungsrecht. Dat ass dat, wat mir als CSV proposéieren. Well dat géif eng Win-win-Situatioun gi fir déi, déi op hire Projete sëtze bleiwen an domadder riskéieren, an d'Laberenten ze kommen, an et géif kuerzfristeg dem Staat an der ëffentlecher Hand och erlaben, op e vergréisserte Wunnbaupark ze kommen, ouni dass d'SNHBM nach misst – oder de Fonds du logement oder de Staat – zousätzlech Mëttelen deployéieren un Architekten, un aner Fonctionnairen an Agenten, fir dat ze begleeden.

An och duerfir – ech wëll dat richteg verstanen hunn –, dat ass net e Kaddo u Leit, déi an de Mietwunnengsbau investéieren, mee et ass fir an enger Noutsituatioun an och zäitlech begrenzt, an enger éischter Phas op dräi Joer limitéiert, fir dass d'Leit do erëm d'Recht hunn, net 17 % TVA, wéi dat haut de Fall ass, mee nëmmen 3 % TVA drop ze bezuelen. Well da géif d'Uschafung vun deene Gebailechkeete manner deier ginn, déi se herno da kënnen dem Mietwunnengsbau zoukomme loossen.

Sou, elo fueren ech awer virun, well soss gëtt dat ze laang.

(Hilarité)

De Staat, deen ...

(Interruption)

De Staat, deen dedouanéiert sech, Här fréieren Inneminister Kersch, ëmmer méi op d'Gemengen, an dobäi gëtt de Staat de Gemengen net déi néideg finanziell Mëttelen. An et leeft eigentlech dorobber eraus, dass een an eisen Ae misst de Finanzéierungsmodus vum Gemengegesetz vun 2017 iwwerkucken, well déi bleiwen op der Streck. Den Aly Kaes, en CSV-Deputéierten, deen ënnersträicht dat hei ëmmer nees: De ländleche Raum, dee gëtt ausbludde gelooss!

(Interruption)

A Fakt ass fir eis, Fakt ass fir eis, dass dat Zesummespill zwëschent Staat a Gemengen erëm muss besser funktionéieren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An do kann et net sinn, dass de Staat deen ass, dee bestellt an dass et d'Gemenge sinn, déi solle maachen a bezuelen!

Den Emile Eicher als President vum Syvicol huet iwwregens, mam Accord vum ganze Kommitee vum Syvicol, op eng Rei vu Mëssstänn higewisen, an zwar déi: De Staat gëtt de Gemenge keng Ënnerstëtzung bei héijen Energiekäschten. Waasser, Kläranlag, Dreckskollekt, dat gëtt ëmmer méi deier, an d'Enn vum Lidd wäert dat sinn, dass d'nächst Joer, viraussiichtlech no de Gemengerotswalen, sämtlech Bierger am Land méi héich Taxe mussen an de Gemenge bezuelen.

D'TVA gouf vu 17 op 16 % erofgesat; d'Gemenge verléiere Recetten. Krute se eng Kompensatioun dofir? Nee.

Mee den Hummer ass eigentlech de CGDIS: ëm 37 %, Dir Dammen an Dir Hären, sinn d'Käschte vun dem CGDIS zanter 2021 bis 2023 an d'Luucht gaang! Kruten d'Gemengen duerfir eng Kompensatioun? Nee.

Ech kann Iech soe vun enger 10.000-Euro-Gemeng (veuillez lire: 10.000-Awunner-Gemeng), wat dat ausmécht: Vun 160.000 Euro am Joer 2018 bezillt déi Gemeng elo 550.000 Euro pro Joer Beitrag am CGDIS.

(Brouhaha)

An den Hummer dobäi ass deen, dass déi eigentlech fixéiert Beitraagsgrenz, déi d'Gemenge sollte leeschte bei dem CGDIS, an dësem Budget ganz einfach erausgeholl gëtt, soudass d'Gemengen ëmmer méi bezuelen an de Staat sech do op si dedouanéiert!

An den CSV-Deputéierte Michel Wolter hat och eng, ...

(Brouhaha)

... deen hat och eng Proposition de loi deposéiert, wou en dat ganz kloer monéiert huet.

Mee kuckt och emol bei de Maison-relaisen, wéi geet et do? Bei de Maison-relaise seet de Staat: „Et ass alles gratis!" D'Gemenge mussen dat awer bezuelen, net nëmmen d'Fonctionnementskäschten. Well och wa gesot gëtt: „Et ass gratis", hunn d'Gemengen awer Fonctionnementskäschten, déi domat verbonne sinn. Mee ganz kloer geet de Käschtepunkt an d'Luucht, och bei der Uschafung! A fréier kruten d'Gemengen nach d'Hallschent subsidiéiert, haut kascht eng Plaz 40.000 Euro a se kréien nach genau 5.000 Euro pro Plaz an enger Maison relais als Subsid.

Duerfir d'CSV-Proposen: Déi gesetzlech Beitragsbrems vun de Gemenge bei der Kofinanzéierung vum CGDIS erëm aféieren; de Verdeelungsschlëssel vun der staatlecher Dotatioun muss der Surface verte Rechnung droen. Dat heescht och, dass doduerch déi ländlech Gemenge besser ewechkommen. Da si mer och der Meenung, dass d'Plaffonge fir déi staatlech Subside bei de Gemengeninfrastrukture mussen erhéicht ginn an d'Gewerbesteier muss och erëm méi Ureiz kréien, fir dass d'Gemenge Betriber bei sech ophuelen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Klimafro gehéiert och zum politeschen

Debat, a virun allem an eng Budgetsdiskussioun, well et geet hei ëm de Respekt vis-à-vis vun der Natur a vun der Ëmwelt. An duerfir huet d'CSV sech och derfir agesat, dass d'Klimaneutralitéit nees an d'Verfassung ageschriwwe soll ginn, an deem ass och Rechnung gedroe ginn. Et ass e Prinzipp, et ass e Staatszil.

Mir wëlle méi nohaltegt Hëtzen an och méi Solarenergie. An duerfir hu mer sämtlech Moossnamen, déi do komm sinn, ënnerstëtzt. Mir wëllen awer virun allem, dass et méi Subside gëtt bei de PV-Anlagen, besonnesch vu private Betriber, och wann dat en degressive Kreditt herno ka sinn. Mir wëlle manner komplizéiert Bürokratie, well et ka jo eigentlech net sinn, dass d'Leit Subside versprach kréien an dass se herno Joren drop waarden, bis dass se d'Sue kréien. An da kënnt et zu esou Iwwerschrëfte wéi „Staat boykottiert seine eigene Subventionspolitik" oder „Langes Warten auf Fotovoltaik-Finanzhilfen".

Mir wëllen en intensiven Ausbau vun der Wand- an der Solarenergie. An do soe mer ganz kloer: Et muss och méiglech sinn, Wandanlagen an e Bësch oder an eng Gréngzon ze bauen. Fir eis huet do ganz kloer de Mënsch Virfaart virun engem potenziellen oder eventuellen Nascht vun engem rouden oder schwaarze Milan.

Mir wëlle klimaneutral Verwaltungen. Dat heescht am Kloertext, dass mer bedaueren, dass de Staat bis elo vu 1.500 Gebaier der just 40 mat Fotovoltaiksanlagen iwwerdeckt huet. Mir wëllen, dass et do méi séier virugeet. Mir wëlle virun allem och, dass d'Betriber ënnerstëtzt ginn, fir zum Beispill hir Parkinge mat Solarpanelen ze iwwerdecken. Mir wëllen och, dass d'Leit ënnerstëtzt ginn, wa se Luedstatioune bei sech ariichten, a virun allem, dass de Staat derfir suergt, dass déi néideg Capacitéit kënnt. Mir ënnerstëtzen och grénge Waasserstoff als Zil, mee an der Tëschenzäit mussen och aner Forme vu Waasserstoff kënne gebraucht ginn.

Bei dem CO_2, do si mer kloer: Mir hätten do gäre Previsibilitéit, well iwwer 2023 eraus gëtt et keng Previsibilitéit méi. A mir sinn do der Meenung, dass d'Leit, wann et zu enger staarker Erhéijung vun den CO_2-Steiere sollt kommen, mat Klimageld sollten ënnerstëtzt ginn, well et muss ee ganz kloer wëssen, dass net all Haus vun deenen 59.000 Stéit, déi haut mat Masutt hëtzen, sech vun haut op muer kann op Wärmepompelen ëmstellen an dass d'Leit och net vun haut op muer kënnen d'Gasheizungen ofstellen.

Zur Energietransitioun ziele bei eis och d'Betriber, virun allem Kleng- a Mëttelbetriber. An duerfir hätte mer gären, dass d'Betriber an den Dekarbonisatiounsprojeten ënnerstëtzt ginn, dass se do steierlech avantagéiert ginn, dass se duerfir eng Bonification d'investissement kréien, dass se Subventioune kréien an dass se och zum Beispill en Amortissement accéléré an där Transitioun kréien. Dat selwecht zielt fir Handwierksbetriber. Déi musse besser berode gi mat Prêts à taux zéro oder Garantien, déi se kréien, fir hir Prêten op 20 Joer ze garantéieren.

A schliisslech verweisen ech och op eng Propos, eng Proposition de loi vun dem Laurent Mosar a mir selwer vun enger „loi Rau reloaded", wou d'Leit Abattemente kréie bis zu 5.000 Euro, wa se an Entreprisen a Projeten investéieren, déi d'energeetesch Transitioun begleeden.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, zu eiser Wirtschaft zielt och d'Landwirtschaft. An dofir si mer der Meenung, dass een d'Liewensmëttelen net am Supermarché kritt, mee dass se virun allem vum Feld an aus dem Stall kommen an dass een deem muss Rechnung droen. An duerfir mussen an eisen Ae Landwirtschaft, Klima- an Ëmweltschutz net Géigepoler sinn, mee se sëtzen zesummen an engem Boot. An dat huet eis Kofraktiounspresidentin, d'Martine Hansen, och ënnerstrach bei dem Agrargesetz, wat ënnert där Form, wéi et elo virläit, vun eis net d'Zoustëmmung kritt.

Schliisslech, Dir Dammen an Dir Hären, zielt zu engem gudden Zesummeliewen och e Rechtsstaat. An duerfir brauche mir ugepasste Gesetzer, e modernt Strofrecht, eng pragmatesch zivill Gesetzgeebung an och e kompetitiivt Wirtschaftsrecht. Mir wëllen duerfir konkreet Verbesserungen um Niveau vun de Mëttele vun der Justiz mat kompetente Riichteren, a mir brauchen och méi Moyene fir eis Police. De Léon Gloden wäert a sengem Beitrag dorop agoen.

Schliisslech, Dir Dammen an Dir Hären, wéilt ech ofschléissen a soen, dass et ouni gesellschaftlechen Zesummenhalt zu Lëtzebuerg keng Zukunft gëtt. Dat zielt net fir eist Land an dat gëllt och net fir d'Leit. An der Wierklechkeet leeft de Moment do villes auserneen.

Lëtzebuerg brauch duerfir eng aner Politik. A wéi esou eng Politik sollt ausgesinn, hunn ech Iech versicht ze skizzéieren. Weider Riedner vun eis sinn de Marc Spautz, um Niveau vun der Aarbecht a Sozialem, fir d'Ekonomie an d'Wirtschaft de Laurent Mosar, fir d'Sécherheet de Léon Gloden a fir d'Santé mentale de Max Hengel, déi fir eis Riedebeiträg hunn.

Fir d'Land brauche mer eng aner Politik. Mir brauchen eng Politik, wou net all Fënneften ënnert der Aarmutsgrenz lieft. Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou d'Schaffe sech erëm lount, wou Kleng- a Mëttelverdénger entlaascht ginn a manner Steiere bezuelen. Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou d'Leit sech nach eng Wunneng kënne leeschten. Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou et eng méi gerecht Besteierung gëtt. Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou d'Schéier tëschent Räich an Aarm nees méi kleng gëtt.

Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou et eng méi performant Gesondheetsversuergung gëtt. Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou d'Leit net all Dag am Stau stinn. Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou och d'Bierger am ländleche Raum eng fair a gerecht Chance op gutt ëffentlech Déngschtleeschtungen hunn. Mir brauchen eng Politik fir e Land, wou d'Leit, d'Betriber an d'Landwirtschaft zesummen als Partner am Klimaboot sëtzen. A mir brauchen eng Politik fir e Land, dat net muer an eng Scholdemauer rennt.

De Budget, Dir Dammen an Dir Hären, vu Blo-Rout-Gréng ass op dës Erausfuerderungen an eisen Aen net déi richteg Äntwert. Duerfir wäerte mir als CSV géint dëse Budget stëmmen. Net, fir einfach dergéint ze sinn, mee fir einfach eng aner Politik ze maachen, eng Politik vum Zesummenhalt fir d'Land a virun allem eng Politik vun der Entlaaschtung fir d'Leit.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An direkt huet d'Wuert de Fraktiounschef vun der DP, den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, fir d'éischt am Numm vun der Fraktioun vun der DP mengem Fraktiounskolleeg a Budgetsrapporter, dem Max Hahn, e ganz, ganz grousse Merci ze soe fir säin immensen Asaz, deen en iwwert déi lescht Méint bewisen huet, wéi en dëse Budgetsrapport ausgeschafft huet.

Budgetsrapporter ze sinn, dat ass eng grouss Éier. Budgetsrapporter ze sinn, dat ass awer och eng ganz grouss Verantwortung. Et ass mat ganz vill Aarbecht verbonnen, Aarbecht, wou een de Staatsapparat am Detail kenneléiert an och alleguerte seng Aspekter analyséiert. Et ass d'Méiglechkeet, sech mat ganz villen Acteuren aus dem ëffentlechen an aus dem private Secteur un en Dësch ze setzen a sech och mat der Zivillgesellschaft auszetauschen, fir hir Problemer, hir Suergen, hir Léisungsusätz kennenzeléieren an ze verstoen. An ech mengen, d'Aarbecht vum Budgetsrapporter ass mat Sécherheet eng ganz beräicherend Missioun.

All dës Echangen hunn dem Max säi Rapport gepräägt a spigele sech och a senge Recommandatiounen erëm. Dës Propose weisen eng ganz Rëtsch Pisten op, wéi mer den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft nach méi stäerken an esou eist Zesummeliewen nach verbessere kënnen. Dat, den Zesummenhalt, d'Solidaritéit, dat ass wichteg an Zäite wéi haut, dat ass wichteg an Zäite wéi déi, an deene mer grad liewen. Et sinn onsécher Zäiten an et sinn ongewëss Zäiten.

An Zäite vun Onsécherheet, wéi mer se am Moment kennen, ass d'Regierung gefuerdert, ass d'Politik gefuerdert, ass d'Chamber a jiddwer eenzele Member an der Chamber heibanne gefuerdert, fir de Leit an de Betriber zur Säit ze stoen.

Krisenzäite sinn definitiv keng Zäite fir Austeritéitspolitik!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Datt d'Regierung net de Wee vu fréiere Regierunge geet, déi a Krisenzäiten de Krunn ferm zougedréit hunn, dat huet se an de leschte Joren an an de leschte Méint bewisen.

Um Energiedësch an op deenen zwou Tripartite-Ronne sinn historesch Mesurëpäck an der Héicht vun insgesamt 2,5 Milliarden Euro decidéiert ginn, fir besonnesch – fir besonnesch! – deene finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, déi et am meeschte brauchen an déi am meeschten ënnert der aktueller Situatioun leiden.

An et kann een net genuch ënnersträichen, wat fir eng enorm Leeschtung dës 2,5 Milliarde fir e Land wéi Lëtzebuerg duerstellen. Zanter der Pandemie – an dat gëtt hei op menger rietser Säit, mengen ech, awer nawell heiansdo vergiess oder ausgeblent – hu mer 5,5 Milliarden Euro un direkten an indirekten Hëllefe fir d'Stéit, fir d'Leit hei am Land an och fir d'Betriber mobiliséiert, bereetgestallt an ausbezuelt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dat ass fir e Land wéi Lëtzebuerg en enorme budgetären Effort. Deen huet sech awer gelount. An ech wéilt dofir och op den Effekt vun dëser Politik op de Portmonni vun de Leit an och generell op den Effekt op d'Ekonomie agoen, an dat unhand vun zwee „proof points", wéi d'Englänner et géife soen.

D'Zuele vum Statec, déi eis virleien, déi schwätzen eng kloer Sprooch. Jo, si weisen, dass déi Mesuren, déi beschloss gi sinn an den Tripartitten, noutwendeg waren, dass se richteg waren an dass déi Mesuren och hir Friichten droen.

Den Impakt vun den Energiemesuren, wéi zum Beispill de Präisdeckel um Gas, op d'Kafkraaft vun de Leit gouf viru Kuerzem vum Statec an enger Nott berechent. Eppes geet dorauser kloer ervir: Dass d'Kafkraaft vun de Leit 2022 an 2023 an der Moyenne liicht méi héich ass wéi virun der Pandemie.

Dozou kënnt, datt a relativen Terme grad d'Stéit mat niddrege Revenuen am meeschten u Kafkraaft gewannen duerch d'Energiemesuren, an dass déi Gewënner mam Revenu degressiv erofginn.

Op d'Kritik hin, dass de Präisdeckel net sozial cibléiert wär, hat ech schonn am État de la nation am Oktober gesot, dass d'Inflatioun grad déi Stéit am meeschte belaascht, déi niddreg Revenuen hunn. A si sinn et, déi de gréissten Deel, wann net esouguer alles vun hirem Akommes an der Consommatioun ausginn. Méikäschten, wéi d'Steigerung vun den Energiepräisser, di grad hinnen am meeschte wéi.

Abee, de Statec weist, dass grad dës Menagen duerch d'Energiemesuren elo méi Kafkraaft kruten, méi, wéi wa mer d'Energiepräisser einfach fortlafe gelooss hätten a mir hätten den Indexmechanismus normal spille gelooss. Dat soll och mol eng Kéier hei op dëser Plaz kloer an däitlech gesot sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | De Statec huet d'lescht Woch eng weider ganz interessant Nott erausbruecht an e stellt de Réckgang vun der Inflatioun fest. Ware mer am Oktober nach bei enger Inflatioun vu 6,9 % op d'Joer gekuckt, esou louch se am November bei 5,9 %. D'Inflatioun ass also duerch déi Mesuren, déi an den Tripartite-Päck beschloss gi sinn, erofgaangen a mir hunn et also fäerdegbruecht, d'Inflatioun auszebremsen.

D'Baisse vun den TVA-Tauxen ab dem 1. Januar a weider Mesuren, déi wäerten a Kraaft trieden, wäerten natierlech och en Impakt op d'Präisdeierecht hunn.

Loosst eis awer net an Euphorie verfalen, mee loosst eis virsiichteg sinn. Dat ass den Ament nach ëmmer nëmmen eng temporaire Situatioun. Wat een awer aus der Nott zréckbehale kann, dat ass, dass besonnesch d'Mesuren aus der Tripartite an awer och soss Mesuren aus deene leschte Méint zum Réckgang vun der Inflatioun gefouert hunn. Notamment d'Deckelung vun de Masuttspräisser an awer och d'Mesuren aus der Sozialpolitik, wéi d'Gratuitéit vun de Maisonrelaisen an d'Iessen an de Schoulkantinnen am Fondamental, hunn zu dësem Réckgang gefouert. An dat sinn alles Mesuren, déi direkt am Portmonni vun de Stéit ukommen.

Mir gesinn also, dass d'Tripartite hiert Zil erreecht. De Pak, dee ficeléiert ginn ass, hält d'Strooss. De Sozialdialog an eist Kriseninstrument par excellence, d'Tripartite, hu fonctionéiert.

Déi lescht Woch koum et nach zu engem Accord mat der Fonction publique. De Minister Marc Hansen huet mat der CGFP en neien Accord salarial fir d'Fonction publique ausgehandelt. Ech mengen, dat ass e gudden Accord, e wichtegen Accord, och an dësen Zäiten. En ass sozial cibléiert, en ass temporaire. De Sozialdialog fonctionéiert also weiderhi gutt hei am Land, och a grad a Krisenzäiten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, a Krisenzäite muss d'Politik hir Verantwortung iwwerhuelen. A Krisenzäite muss de Staat seng Verantwortung iwwerhuelen. A Krisenzäite muss och d'Koalitioun vu Blo-Rout-Gréng hir Verantwortung iwwerhuelen. A mat dësem Budget maache mir dat.

Et ass en aussergewéinleche Budget, e Budget op der Héicht vun den Erausfuerderunge vun haut a vu muer. Mam Budget 2023 stelle mer déi néideg Mëttelen zur Verfügung, fir d'Stéit an d'Betriber weider duerch dës Krisen ze féieren, mat Aemooss, mat Zouversiicht a mat Solidaritéit. Dat läit der DP besonnesch um Häerz. A mir spanen eis soziaalt Netz nach méi enk, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken.

De Crédit d'impôt fir d'Monoparentalle gëtt substanziell eropgesat, an dat ass och noutwendeg. Dat war eng vun de Konklusiounen, déi mer zesummen aus dem Steierdebat gezunn hunn. An Zukunft wäert dee Steierkreditt fir Elengerzéier bei 2.505 Euro leie bis zu engem Akommes vu 60.000 Euro d'Joer, an e wäert dann degressiv erofgoen. Dat si bis zu 1.000 Euro méi am Joer.

Donieft gëtt och de Maximum vun den Allocatioune fir d'Kanner, déi net am Stot vum Steierzueler liewen, ëm 10 % eropgesat. Och dat hei ass eng konkreet an eng cibléiert Verbesserung fir alengerzéiend Elteren an hir Kanner.

Dobäi kënnt op den 1. Januar d'Erhéijung vum Mindestloun, vum REVIS a vum RPGH, dem Revenu pour personnes gravement handicapées, ëm 3,3 %. Och dat ass e Plus u Kafkraaft fir déi Leit, déi et am meeschte brauchen. Déi sozial Selektivitéit vun de Mesurë spillt hei voll a ganz, an och d'Pensioune wäerten op den 1. Januar ëm 2,2 % eropgoen. Dat alles si Mesuren, déi direkt bei de Leit ukommen. An ech mengen, dat ass och gutt esou.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Des Weidere kommen nach eng ganz Rei aner Mesuren aus dem Bildungsberäich derbäi, déi de Kanner zeguttkommen an d'Famillje entlaaschten: D'Gratuitéit vum Mëttegiessen am Fondamental an de Schoulkantinnen, d'Hausaufgabenhëllef, de gratis Museksunterrecht an d'Gratuitéit vun de Maison-relaisen ab dëser Rentrée stäerken d'Kafkraaft vun de Famillje weider. An och dat ass gutt esou!

Mam Budget 2023 fuere mer mat eiser ambitionéierter Investitiounspolitik weider. Et wier e fatale Feeler ze mengen, et misst ee grad a schwéieren Zäiten d'Investissementer an déi grouss Infrastrukturprojeten op Äis leeën oder zréckfueren. Mir maache genee de Contraire, an dat ass och gutt esou! D'Investissementer, déi ginn héichgehalen, fir d'Land weider ze moderniséieren an d'Liewensqualitéit weider auszebauen.

D'nächst Joer sinn dofir 3,8 Milliarden Euro virgesinn. Dat si 4,6 % vum PIB an et sinn awer och 600 Millioune méi wéi dëst Joer. Dës Investissementer sinn eng antizyklesch Léisung, fir gestäerkt aus der Kris erauszekommen. Si hëllefen eise Betriber, hir Cahier-de-chargen ze fëllen a si ginn eise Betriber Previsibilitéit.

Mam Budget 2023 gëtt awer och d'Energietransitioun weider acceleréiert. Mir musse manner ofhängeg gi vu fossillen Energien, well dat mécht eis op Dauer erpressbar géigeniwwer vun Drëttstaaten, an dat kënnt och virun allem eisem Klima zegutt.

Als DP begréisse mir hei, dass de Staat wëllt mam gudde Beispill virgoen an och d'Privatstéit wëllt weider encouragéieren, fir op deem Wee matzegoen.

Fir d'Installatioun vu Solarpanele geet dofir d'TVA den 1. Januar vu 17 % op 3 % erof. Dat ass e weideren Ureiz fir d'Leit, déi sech scho Gedanke gemaach haten, fir sech esou eng Anlag um Daach ze installéieren.

Fir vill Leit ass awer och den Invest an eng Fotovoltaikanlag nach dacks ze héich. Dat däerf net sinn! D'Ëmklammen op erneierbar Energien däerf keng Fro vu Sue sinn. Well et si grad d'Leit mat deene méi schmuele Schëlleren, déi am meeschte vun deene klammenden Energiepräisser betraff sinn.

Une voix | Dat ass richteg!

M. Gilles Baum (DP) | Nieft alle Subsiden, déi et scho gëtt, huet de Premier a sengem leschten État de la nation eng weider Mesure ugekënnegt, déi ech ganz interessant fannen: De Staat soll d'Käschte vun der Fotovoltaikanlag fir Leit iwwerhuelen, déi sech d'Uschafe vun der Installatioun net leeschte kënnen. D'Fotovoltaik gëtt vum Staat virfinanzéiert an duerno duerch d'Stroumproduktioun amortiséiert. Dat fannen ech eng interessant Iddi, an dat ambitiéist Zil hei huet och nëmme Gewënner: D'Leit kënnen hiren eegene Stroum produzéieren, wat mëttel- a laangfristeg méi gënschteg gëtt. Dëst dréit derzou bäi, dass Lëtzebuerg senge Klimaziler méi no kënnt a se erreecht an och en Deel vun der Verantwortung iwwerhëlt. An déi grouss Unzuel vun Opträg, déi kënnt natierlech och eisen Handwierker an eiser Ekonomie zegutt.

Et ass op där anerer Säit awer och kloer, dass mer musse kucken, déi administrativ Hürden op e Minimum ze reduzéieren an d'Waardezäite vun den Autorisatiounen ze kierzen. Eng Fotovoltaikanlag mécht nëmme Sënn, wa se och um Daach installéiert ass, an dat muss esou séier wéi méiglech geschéien.

Här President, de Logement ass a bleift eng vun de ganz grousse Baustellen hei am Land an et gëtt och weider massiv an de Logement investéiert.

D'Pandemie an hiren Impakt op d'Liwwerketten, déi d'Präisser vun de Matière-premièren an d'Luucht gedréckt hunn, maachen, dass mer och iwwert déi nächst Zäit nach mat méi héijen Immobiliepräisser ze kämpfe wäerten hunn. Déi rezent Entwécklung vum Leetzëns wäert den Accès zum Wunnraum mat Sécherheet och net méi einfach maachen.

Dës Regierung huet awer scho gewisen, dass se sech net scheit, alles drunzesetzen, fir der Situatioun Meeschter ze ginn, och wann et ganz, ganz schwéier ass. Ënner anerem gouf mam Pacte Logement 2.0, dee mer gestëmmt hunn, e richtege Paradigmewiessel agelaut, well zum engen, éischtens mol, d'Gemenge kënnen an de Besëtz vu Bauland kommen an, zweetens, och méi dicht ka gebaut ginn. D'Offer wäert doduerch an d'Luucht goen.

An den nächste Jore wäert de Budget vum Logement op ronn eng hallef Milliard Euro eropgoen. Dat hëlleft, d'Offer vun neigebaute Wunnenge weider an d'Luucht ze drécken. Mee dat eleng geet net duer.

Zanter Joren, zanter Joerzéngten, géif ech soen, si grondleeënd Reformen am Logement ugekënnegt ginn, mee elo gi se ugepaakt. Mir maachen dat elo. D'Reform vun der Grondsteier, d'Mobiliséierungs- an d'Leerstandssteier si konkreet Mesuren, fir der Spekulatioun um Wunnengsmarché entgéintzewierken. Dat wäert zousätzlech Terrainen a Wunnenge mobiliséieren, fir der héijer Demande entgéintzekommen. Mir si gewëllt, an deenen nächste Joren Dausenden ëffentlech an abordabel Wunnengen ze schafen. A mir si gewëllt, geziilt géint d'Spekulatioun virzegoen.

Fir d'DP war et wichteg, dass Elteren, déi en Terrain wëllen hale fir hir Kanner, vun engem Abattement profitéiere kënnen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Debat iwwert de Staatsbudget ass eng Plaz, wou debattéiert gëtt, wou ee Positioune kann austauschen, wou ee matenee schwätzt, wou ee ka reagéieren. An ech wëll dat natierlech op dëser Plaz maachen. E puer Wuert zu deem, wat mäi Virriedner, de Fraktiounschef vun der CSV, hei gesot huet, an enger, wéi ëmmer, rhetoresch ganz gudder Ried. Awer den Inhalt vun der Ried, domat muss ee jo net averstane sinn. An dofir si mir jo haut hei, fir doriwwer ze debattéieren.

An ech wëll mech op dëser Plaz mat e puer Propose vun der CSV auserneesetzen. D'CSV huet virun e puer Wochen e Flyer an all Bréifkëscht geluecht. Mäi Virriedner huet eng ganz Rei vun deene Proposen, déi se an deem Flyer opgeschriwwen hunn, och haut de Moien hei erkläert. An ech muss soen, ech hu mech och domat auserneegesat.

Une voix | Tipptopp!

M. Gilles Baum (DP) | Awer déi lescht Säit, dat war eng richteg Ustrengung, eng Ustrengung fir meng Pupillen, Här Roth. Dat war op deem däischtere Fong esou kleng geschriwwen, datt ech hu missen d'Lupp huelen. Ech war frou, wéi ech derduerch war an ech hu mech awer dermat beschäftegt. An ech muss soen: Et geet an deem Flyer an all Richtungen – an all Richtungen! –, hott an har!

Wann ech déi proposéiert Kilometerpauschal an d'Kilometergelderhéijung huelen, da froen ech mech, wéi dat awer zu deenen Aussoe passt, déi reegelméisseg hei op der Tribün den Här Galles, zum Beispill, mécht. Et freet ee sech och, wéi dat mat de Suerge vun Iech, Här Roth, an och vum Här Mosar a Saache Staatsschold zesummenzeféieren ass, wéi Der eis se hei am Haus – an Dir hutt et virdrun nach gemaach – ëmmer erëm presentéiert.

Dir hutt virdrun hei, wann ech mech richteg erënneren, e kloert Bekenntnis gemaach zum Triple-A. Dir hutt e kloert Bekenntnis gemaach, fir d'Scholden am Grëff ze halen. An Dir hutt awer elo e puermol geschwat vu méi héije Steieren.

Mir hunn eng CO_2-Steier, dat ass richteg. Mee ech kann awer net Äre Räsonement novollzéien, dass Der hei ëmmer sot, d'Leit géife steierlech méi belaascht ginn.

Also, an deem Flyer sinn eng ganz Rei Propositiounen. Et gëtt een d'Gefill net lass, dass hei probéiert gëtt – mir sinn am Joer virun de Walen, c'est de bonne guerre –, all Mënsch ze gefalen oder mussen ze gefalen, an dat ouni kohärent Linn.

Wéi ech Är Steierpropose gelies hunn, déi um Flyer uewe lénks ofgedréckt waren, du hunn ech mer op eemol geduecht: Et wär awer net schlecht – et wëllt ee jo preparéiert hei an den Debat kommen –, wann ee sech géif informéieren, wat dann de finanziellen Impakt vun all deene proposéierte Mesurë wär.

Ech hunn dat dunn nofroe gelooss beim Finanzministère, a wéi ech bis ugefaangen hunn, ze kucken a matgedeelt ze kréien, wéi héich déi Déchet-fiscalle wären, Här Roth, ech muss Iech soen, ass et mer elle ginn. Et ass mer dronke ginn!

D'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun – dat ass kee Geheimnis heibannen, déi Zuel weess all Mënsch –, dat si 600 Milliounen. D'Kilomaterpauschal an d'Kilometergeld eropsetzen, do gouf et eng Äntwert op eng Question parlementaire, dat sinn 350 Millioune pro Joer. De Plaffong vum bëllegen Akt vun 20.000 op 50.000 Euro eropsetzen: 290 Millioune pro Joer. D'Eropsetze vum Steieraganksbetrag op 15.000 Euro respektiv 30.000 an der Steierklass 1a: 140 Milliounen all Joer. D'Verduebelung vun de Scholdzënsen, fir déi kënnen ofzesetzen: nach eng Kéier 90 Milliounen all Joer.

Fir nëmmen dat hei ... Gitt mer just d'Geleeënheet, dat fäerdeg ze maachen, Här Roth. Fir just dëst hei ze nennen, mat deene Steierproposen, déi Dir op Ärem Flyer hutt, uewe lénks, si mer bei Déchet-fiscallen, déi sech op 1,3 Milliarde belafen. Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech soen Iech Merci, dass Der de Flyer esou am Detail gekuckt hutt.

M. Gilles Baum (DP) | Ëmmer, Här Roth, ëmmer.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech soen Iech just, dass dat, wat Dir hei sot, de facto eng Failliteerklärung ass vun der Finanzpolitik vun dëser Regierung. Well déi Upassung vun der Kilometerpauschal – déi ass säit 1990 net méi ugepasst ginn. Da kënnt Der net soen: Dat kascht esou vill! Mee Dir hutt de Leit dat ëmmer virenthalen an Dir hutt d'Leit eigentlech zu méi Steiere beweegt.

D'Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen – wann Der sot: „Dat kascht esou vill!", soen ech Iech ganz einfach: Dir huelt de Leit esou vill Suen aus der Täsch weider eraus!

Da komme mer zum bëllegen Akt. Sidd Dir dann der Meenung, dass d'Leit, déi wäit bis an d'Mëttelschicht era sech keng Wunneng méi kënne leeschten, nach zousätzlech dem Staat sollen esou vill weider bezuelen? De Staat muss d'Leit entlaaschten, wa se wëllen un eng eege Wunneng kommen. Duerfir de bëllegen Akt. An de bëllegen Akt, do war de Montant och vill méi héich!

Dann den TVA-Kreditt. Dir hutt d'TVA op de Wunnengen an d'Luucht gesat. Da si mir der Meenung, dass, wann Dir dat maacht, d'Leit, fir dass se kënnen un eng Wunneng kommen, un een Terrain kommen, dofir sollte steierlech entlaascht ginn.

M. Gilles Baum (DP) | Ech schwätze vun enger Zweetwunneng, mol kloer. Mir schwätze vun enger Zweetwunneng.

M. Gilles Roth (CSV) | Mee si bezuelen och bei enger Éischtwunneng, ...

M. Gilles Baum (DP) | Eng Mietwunneng.

M. Gilles Roth (CSV) | ... bei enger Éischtwunneng, Här Baum, entschëllegt. Här Baum, Dir hutt esou vill, Dir hutt esou vill nogefrot. Mee da wësst Der och, dass, wann d'TVA vu 15 op 17 % an d'Luucht geet, dass Der dann och bei enger Éischtwunneng amplaz ... Fréier konnt Der bis 416.000 Euro en Appartement kafen, wou Der benefisséiert hutt vun dem TVA-reduzéierte Saz vun 3 %. Mat dem Fait, dass Der vu 15 op 17 % eropgaange sidd, bezilt och deen, dee sech nach eng Éischtwunneng leeschte kann, ab 357.000 Euro op all Plättchen oder op all Stéck Holz, déi e keeft, 17 % TVA. Dat ass dat, wat ech Iech wëll soen. An dat fanne mir net normal!

A wann e Staat dee strukturellen Handlungsspillraum net méi huet, fir de Leit dat do ze ginn, dann ass dat eng Failliteerklärung vun enger Finanzpolitik, déi iwwer zéng Joer gemaach ginn ass, eng Finanzpolitik, déi ugetrueden ass: „Mir maachen alles aneschters, mir maachen alles besser, mir maachen eng kopernikanesch Finanzrevolutioun!"

Dat, wat dës Regierung gemaach huet, dat ass, dass d'Leit ëmmer méi a méi Steiere bezuelen. Am Contraire hat de Staat nach ni méi Schold wéi elo, an e kritt d'Enner trotzdeem net zesummen! Dat ass dat, wat mer monéieren, an do ass en Ënnerscheed zwëschent eiser Approche an Ärer Approche.

M. Gilles Baum (DP) | Ech soen Iech Merci fir Är Erklärungen. An ech soen Iech, wat mir monéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Baum, gitt Der och dem Här Kartheiser d'Wuert?

M. Gilles Baum (DP) | Ech ginn och dem Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Och Iech merci, Här Baum. Ech hunn einfach eng institutionell Fro. Ech ginn elo net an déi Debatt eran hei tëschent Äre Steiervirstellungen an deene vun de Kolleege vun der CSV. Mee Dir hutt gesot, Dir hätt dee Flyer kritt an Dir hätt dat dann am Finanzministère norechne gelooss. Hutt Der dat iwwer eng Question parlementaire gemaach? Dat ass eng institutionell Fro. Well wa mir als ADR e Flyer kréien, soe mer mol vun der DP, kann ech jo warscheinlech net bei d'Madamm Backes goen a soen: „Hei, so eis mol wannechgelift, wat dat kascht!" Ech mengen, et ass einfach wichteg, datt een en Ënnerscheed mécht tëschent enger Parlamentsfraktioun vun enger Partei, an déi ka jo dann iwwer Question parlementaire un eng Regierung erugoen an déi Froe stellen, déi se wëllt, an da kritt se och eng Äntwert, oder iwwer aner Weeër. Ech maache mer e bësse Suergen. Ech wär frou, wann Der mer kéint soen, wéi dat do institutionell funktionéiert huet.

Villmools merci, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Ech loossen dat doten nofroen, wéi dat fonctionéiert huet, an da kritt Der dorop eng Äntwert.

Mir sinn also mat de Propose vun der CSV hei wäit iwwert d'Milliard, wäit iwwer eng Milliard méi Ausgaben! Dat wär – entre guillemets, soen ech elo, et kann ee jo beienee kommen – „nach ze vertrieden", wann et géigefinanzéiert géif ginn. Gëtt et awer net!

M. Gilles Roth (CSV) | Mee d'Leit bezuele méi Steieren. Dir finanzéiert, andeems der de Leit ëmmer méi Steieren opbrummt. An et ass dat, wat mir net an der Rei fannen!

M. Gilles Baum (DP) | Här Roth, ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou, elo komme mer erëm op den normale Verlaf zréck.

M. Gilles Baum (DP) | Et ass alles an der Rei, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den Här Baum huet d'Wuert an den Här Roth hat largement Zäit, fir sech ze explizéieren. An e muss eis et net dräimol soen.

M. Gilles Baum (DP) | Menge Rechnungen no sinn déi Méirecetten, déi an der CSV hirem Flyer stinn, am ganz klengen dräistellege Milliouneberäich, fir et nach eng Kéier ze soen. Dat heescht, dass dee Steiermesurëpak vun der CSV wäit méi wéi eng Milliard Euro kascht, an dat all Joer, an dat an Zäiten, duerch déi mer gaange sinn, 2020 d'Pandemie, 2022 d'Energiekris, 5,5 Milliarden, déi mer iwwert dës Legislaturperiod hu misse locker maache fir d'Leit a fir d'Betriber, déi net virgesi waren 2018, wéi mer de Koalitiounsaccord geschriwwen hunn. An awer mengen ech, dass mer déi Sue gutt a richteg investéiert hunn, fir duerch d'Krisen ze kommen.

Dat wieren Depensen dann, mat deene Propose vun der CSV, déi bei déi 2,8 Milliounen Defizit vum nächste Joer derbäikomme géifen. Mat de Mesurë vun der CSV géif eis Staatsschold also nach eng Kéier – nach eng Kéier! – en décke Coup an d'Luucht goen.

Ech nennen dat net eng Failliteerklärung. Mee wësst Der, wéi ech dat nennen, Här Roth? Dat nennen ech eng onverantwortlech Finanzpolitik. A wësst Der, wéi ech et nach nennen? Dat ass eng onéierlech Finanzpolitik vis-à-vis vun de Bierger. Zu kengem Moment, zu kengem Moment sot Der an Ärer Broschür, wat de Käschtepunkt vun dëse Mesurë wär. An dat ass jo awer keng onweesentlech Informatioun, wann ee wëllt eng responsabel Finanzpolitik maachen, déi d'Staatskeesen an dëse Krisenzäiten, an deene mer liewen, net nach méi belaascht. Hei gëtt einfach blannemännerches proposéiert. Ech nennen dat einfach, dem Land an de Leit Sand an d'A gestreet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Doriwwer eraus – an ech mengen, d'Madamm Finanzminister huet et de Moie gesot – sinn d'Madamm Finanzminister an d'Regierung duerchaus bereet, am Fréijoer ..., wa mer mol de Kont vun 2022 hunn, wa mer wëssen, a wat fir eng Richtung et geet, wa mer wëssen, ob mer mussen eng drëtt oder eng véiert Tripartite halen, do huet d'Madamm Finanzminister haut de Moien hei e ganz, ganz kloert Bekenntnis gemaach virun der Chamber, fir am Fréijoer, wann de Sputt et erlaabt, sozial

cibléiert Upassunge bei de Steieren ze maachen. A wann d'Madamm Finanzminister mir dat de Moien hei seet, da gleewen ech dat och!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | De Problem mat de Steierproposen, déi gemaach gi sinn, ass: Wou huele mer d'Suen hier, fir dat doten ze finanzéieren? Loosse mer einfach déi nächst Generatiounen et zréckbezuelen? Ech mengen net, well do, Här Roth, leit Der mat mir op enger Linn, dass mer net wëllen eng Steierpolitik mat neie Scholde finanzéieren. Ech mengen, dat hunn ech de Moie bei Iech kloer verstanen, dass mer net sollen a Richtung goe vu weidere Scholden. Wat ass d'Alternativ? Wou kënne mer aspuere goen? Wou si mer bereet, de roude Bic unzesetzen? Dat hutt Der de Moien awer och net gesot. An ech mengen, dass et och an enger Virwalzäit Zäit gëtt, de Leit klore Wäin anzeschëdden.

Bei den Investissementer an eis Infrastrukturen, mengen ech, Här Roth, dass Dir an Är Fraktioun mat eis um selwechte Wee sidd, also ambitiéis, well Dir hutt d'lescht Woch nach d'Motioun matgestëmmt, esou wéi Der se iwwregens all Joer matgestëmmt hutt, fir déi Grands projets d'infrastructure. Also ginn ech mol net dervun aus, dass et bei der Investitiounspolitik wär, wou Der géift usetzen. Wär et da bei der Sozialpolitik? Dat kann ech mer an dësem Moment och net wierklech virstellen.

Dir hutt et haut net gesot, et ass awer soss ëmmer an Ärer Ried gewiescht, dat wär „d'Bling-Blings-Politik". D'lescht Joer hutt Der se „Club Med" bezeechent. Dat sinn alleguerten déi Mesuren, déi am Beräich „gratis" leien an déi Familljen zeguttkommen. Ech géif Iech proposéieren: Frot emol déi Dausenden an Dausende Familljen, wat se vun deenen Aussoen halen, déi Dausenden an Dausende Familljen, déi all Dag an all Mount elo vun dëse Mesurë profitéieren. Well dat si Sachleeschtungen, mat deenen d'Familljen direkt entlaascht ginn.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

M. Gilles Baum (DP) | Vun der CSV gëtt heiansdo och esou gemaach – an do gëtt dann e bëssen deen ee géint deen aneren ausgespillt –, wéi wann d'Sozialpolitik derfir responsabel wär, dass keng Erliichterunge géife kommen.

Ma ech ziele se nach eng Kéier op, déi Erliichterungen, déi agefouert gi sinn.

De gratis ëffentlechen Transport entlaascht d'Leit dobaussen ëm 40 Milliounen d'Joer. D'Schoulkantin, déi elo am Fondamental gratis ass, entlaascht d'Familljen dobaussen ëm 11 Milliounen d'Joer. D'Maison relais, déi gratis ass, entlaascht d'Familljen dobaussen ëm 18 Milliounen d'Joer. D'Museksschoul, déi gratis ass, entlaascht d'Leit dobaussen ëm 10 Milliounen d'Joer, grad esou wéi d'Summerschool.

Mir sinn also hei ... Ech hunn hei iergendeppes gekritzelt, wat ech selwer net méi ka liesen. Summa summarum ... Ech entschëllege mech dofir. Summa summarum ass dat, wat Dir ëmmer als „gratis" an als „Bling-Bling" bezeechent, Erliichterunge fir d'Leit dobaussen an Héicht vun 90 Milliounen Euro d'Joer!

Jo, ech hunn och Oppositioun gemaach, zwielef Joer am Gemengerot. Ech weess, wéi dat ass. Dat ass ganz anescht, et ass ganz anescht. Et ka mat Momenter flott sinn, ass awer och immens frustréierend. A Verschiddener heibannen, ech muss et einfach nach eng Kéier soen, Verschiddener hei blenden einfach d'Joren 2020, 2021 an 2022 aus an och déi 5,5 Milliarden, déi mer an de Grapp geholl hunn, fir de Leit an de Betriber zur Säit ze stoen, fir deenen ënnert d'Äerm ze gräifen, déi et am dréngendste brauchen.

Net schlecht gestaunt hunn ech awer och – et ass nach kee Mount hier, dass ech moies mam Auto an d'Stad komm sinn, ech war um Kierchbierg –, wéi eng Deputéiert vun der CSV-Fraktioun an enger Radiosemissioun um 8.10 Auer op der Antenn behaapt huet, de Sputt fir eng Steierreform, deen hätte mer, well et an de Recetten nëmmen esou géif spruddelen. Wann ech dat do als Bierger dobaussen héieren, da soen ech: „Wow! Esou ass dat emol! Do ass emol een, dee kloer hei Tacheles riet!"

Zur Wourecht gehéiert awer net nëmmen d'Recettësäit, mee zur Wourecht gehéieren och d'Engagementer, déi d'Regierung am Kader vun den zwou Tripartitte geholl huet an déi nach net ganz ausbezuelt sinn. Verschidde Mesurë sinn um Wee, ausbezuelt ze ginn. Aner Mesurë wäerten am Budget 2023 hiren Nidderschlag nach eng Kéier fannen, awer net op der Recettësäit, leider, mee op der Depensësäit.

900 Millioune fir déi éischt Tripartite-Ronn; 1,1 Milliard fir déi zweet Tripartite-Ronn – dat si Käschte vunn iwwer 2 Milliarden. E gudden Deel vun deene Sue ginn also elo am Moment an och am nächste Joer nach Stéck fir Stéck un d'Betriber ausbezuelt. Dozou zielt de Crédit d'impôt énergie, deen all Mount mat 55 Milliounen zu Buch schléit, an awer och d'Präisbrems bei der Energie.

Jiddereen, deen am Oktober seng Gasrechnung kritt huet, gesäit, wéi vill de Staat him bäigeluecht huet, all eenzelne Stot. Aner Mesurë lafen, wéi gesot, eréischt un.

Alles dat sinn natierlech Depensen, déi net alleguerten de Staatsbudget direkt belaaschten, mee Stéck fir Stéck an der Évolution budgétaire opdauche wäerten. An dat wäerte mer jo dann d'nächst Joer gesinn, wa mer all dräi Méint an der Finanzkommissioun an an der Comexbu de Point maachen. Fir haut eng Bestandopnam ze kucken an ze soen: „Et spruddelt!", dat ass awer wierklech, wierklech mat Scheiklappe gekuckt! Et ass farlässeg, well et eeben einfach net dee ganzen Tableau analyséiert.

Jo, et ass eng Momentopnam, well mir liewen nun emol den Ament an onsécheren Zäiten a kee weess, ob mer am Joer 2023 nach eng Tripartite musse maachen. Mee eppes ass sécher: Wann eng kënnt, déi Ronn gëtt et och net zum Nulltariff!

Zu enger responsabeler Finanzpolitik zielt et also och, virsiichteg ze sinn, ...

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | ... d'Risiken anzeschätzen an deemno och ze agéieren. Wien an dësen onsécheren Zäiten, an deene mer liewen an déi eis nach bevirstinn, einfach esou Sue verdeelt, mécht eng liichtfankeg Politik, déi d'Soutenabilitéit vun eiser finanzieller Situatioun op d'Spill setzt an d'Zukunft vun den zukünftege Generatiounen hypothekéiert.

Jo, mir ... d'Demokratesch Partei steet fir eng nohalteg an eng responsabel Finanzpolitik.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Well och déi nächst Regierung, an egal wéi se ausgesäit, och déi nächst Regierung soll eng propper Finanzsituatioun virfanne kënnen!

Wa sech an de kommende Méint Sputt opdeet, an d'Madamm Finanzminister huet et gesot – a mat Sputt mengen ech net 10 Milliounen oder 50 Milliounen –, da si mir bereet als Koalitioun, sozial cibléiert Steiererliichterunge virzehuelen. Dat ass e ganz kloert Bekenntnis, dat de Moien hei gemaach ginn ass, an ech ka soen, dass dat och e ganz kloert Bekenntnis vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ass.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An da genau de Géigendeel ze maachen, mat der Schëpp d'Suen erauszegeheien, oder, wéi den Här Halsdorf eng Kéier gesot huet, ech hunn dat ganz sympathesch fonnt, „et ass net méi d'Strenz, mee et ass de Pompjeesschlauch", esou eng Politik, fir mam Pompjeesschlauch iwwert d'Land ze fueren – och mir wëssen, wat d'nächst Joer usteet –, dat wär, wéi d'Madamm Finanzminister gesot huet, finanzpoliteschen Harakiri an dat kënnt mat enger DP net an d'Tut!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Zu wat Schëss aus der Hëft féieren, wann ee bis um Rudder ass, dat huet ee kierzlech ganz gutt a Groussbritannie gesinn: D'Regierung vun der Expremierministesch Liz Truss hat eng grouss Steierreform mat massive Steiererliichterungen annoncéiert; 44 Deeg drop war se net méi Premierminister. Et huet net laang gedauert, bis d'Ratingsagencen d'Perspektiv vu Groussbritannie vu „stabel" op „negativ" erofgesat hunn, well déi Reform einfach net ze finanzéiere war. D'Zënstauxe fir brittesch Obligatioune sinn zu deem Zäitpunkt explodéiert. D'Vertrauen an d'Land gouf ganz séier verspillt an dat huet derzou gefouert, wéi gesot, dass d'Madamm Truss no nëmme 44 Deeg schonn erëm huet missen demissionéieren.

Och Frankräich huet viru Kuerzem seng Kredittwierdegkeet no ënne revidéiert kritt.

Mäi Virriedner huet a sengem Exposé gesot, dass déi drëtt Indextranche net budgetiséiert wär, déi awer eventuell am véierten Trimester kéint erfalen. Ech wëll heizou e puer Saache soen. Wéi Der Iech bestëmmt kënnt drun erënneren, waren d'Previsiounen, op deenen dëse Budgetsprojet fousst, liicht anerer wéi haut. Dat huet näischt mat der Qualitéit vun de Previsiounen ze dinn, mee mam Fait, dass d'Situatioun esou onsécher an esou volatill ass.

Een, dee sech e bësse mat de Finanze vum Staat befaasst, dee sech domadder auskennt, dee weess, dass de Staat keng Provisioune maache kann, well de Staat keng Entreprise ass.

Mir kënnen net op Basis vun anere Previsioune wéi deene vum Budget Saache virgesinn. Dass eng drëtt Tranche am Joer 2023 erfält, ass eng Eventualitéit, déi mat méi oder manner grousser Probabilitéit antreffe kann. Et ass awer de Moment net ze budgetiséieren, notamment well een och net weess, wéi laang esou eng misst ausbezuelt ginn. Wär dat vläicht fir ee Mount, zwee Méint, vläicht eventuell iwwerhaapt net? Dat alles ass an dësem Moment nach ongewëss, an dofir steet déi och net am Staatsbudget.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et leie grouss Erausfuerderunge virun eis alleguer, heiheem, an Europa an dobaussen an der Welt. Mam Budget 2023 setze mir alles drun, fir d'Leit, déi hei am Land wunnen, déi hei am Land schaffen, gutt duerch d'Kris ze bréngen, Aarbechtsplazen ze sécheren a besonnesch deene Schwächsten an eiser Gesellschaft massiv ënnert d'Äerm ze gräifen. Mir sinn eis der Verantwortung bewosst a mir loossen och keen am Stach.

Mam Budget 2023 ënnersträicht dës Majoritéit op en Neits hir Bestriewungen, fir Lëtzebuerg nach méi gerecht ze maachen. De Budget 2023 gesäit historesch Investitiounen, historesch Montante vir, mat deene mir gestäerkt wäerten aus der Kris erauskommen. Mam Budget 2023 leeë mer en décken Zant zou, wat déi energeetesch Transitioun ugeet, fir manner

ofhängeg vu Krichsdreiwer ze ginn. A mam Budget 2023 stäerke mer weider dat soziaalt Netz.

Mam Budget 2023 gëtt weider déi Politik ëmgesat, déi d'Regierung an de leschte Joren op d'Schinne bruecht huet. Duerfir wäert meng Fraktioun, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, dëse Budget natierlech matstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Dat ass awer kuerz!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Baum. An den nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten, de Fraktiounschef vun der LSAP.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, loosst mech ufänken, andeems ech dem Rapporter felicitéiere fir säi Rapport. En huet gëschter gesot, dass e ganz vill Entrevuen hat. Ech mengen, en huet gesot, en hätt 40 Entrevuë gehat. En huet och ëmmer derfir gesuergt, dass Fotoe gemaach goufen, dass e klenge Filmche gedréint gouf. En hat dunn de Verglach gemaach, en hat gesot, e Budgetsrapport ze preparéieren, dat wär e bëssen, wéi op eng Rees ze goen. An ech wollt em dann och Merci soen, dass en eis, doduerch dass en dat ëmmer dokumentéiert huet, stéckelchersweis mat op déi Rees matgeholl huet.

Här President, mir liewen an Zäiten, wou een d'Gefill net lassgëtt, datt eis alljoers eng nei historesch Kris entgéintkuckt.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

D'Konscht besteet awer doranner, sech net ënnerkréien ze loossen a gestäerkt no vir ze goen, e bëssen esou, wéi de brittesche Staatsmann Winston Churchill eng Kéier gesot huet: „Never let a good crisis go to waste." Mouvementéiert Zäiten hunn natierlech och hiren Impakt op de Staatsbudget. Dat ka jo och net anescht sinn.

Am Zentralstaat wäerte mir d'nächst Joer en Defizit vun 2,8 Milliarde maachen. Dat ass, wann een an eis Geschicht zréckbliedere geet, deen zweethéchsten Defizit, dee mir bis elo am Zentralstaat jeemools verbucht hunn. Do kann et engem op den éischte Bléck dronke ginn, mee esou plakeg Zuele verdéngen et schonn, an hire Kontext gesat ze ginn.

Mir bleiwen an der Schinn vun deem, wat d'Regierung zanter 2013 mécht: en interventionistesche Staat, dee vill investéiert, fir datt mir gutt Infrastrukturen op alle Pläng kréien an esou eng héichwäerteg Liewensqualitéit erhalen. Dës Regierung setzt net de Routstëft un.

Déi direkt an indirekt Investissementer vum Zentralstaat maache fir d'nächst Joer e Sprong no vir vun 20 % a wäerte sech op iwwer 3,8 Milliarden Euro belafen. De Fonds du rail kritt d'nächst Joer eng budgetär Dotatioun vun net manner wéi 230 Millioune fir Investissementer an d'Schinn. D'CFL kritt méi wéi 42 Milliounen Euro fir prospektiv Etüden. Den Observatoire digital de la mobilité wäert eis hëllefen, d'Mobilitéitsverhale vun de Leit besser ze verstoen an esou d'ëffentlech Infrastrukture besser op déi reell Besoine vun de Bierger ofzestëmmen. Fir d'Mise en place vun deem Observatoire sinn 1 Millioun Euro virgesinn.

Mee och an eis Schoulinfrastrukturen investéiere mer konsequent weider. Eleng fir de Bau oder d'Renovatioun vu Lycéeën an der Realisatiounsphas wäerte mir iwwert den zoustännege Fong d'nächst Joer ronn 60 Milliounen Euro virgesinn. Fir de wichtege Lycée technique pour professions de santé zu Stroossen ass d'nächst Joer beispillsweis eng Enveloppe vu 25 Milliounen Euro virgesinn.

Eis Infrastrukture sollen natierlech fir jidderee geduecht sinn. An duerfir musse se och fir jiddereen accessibel bleiwen. Mat ronn 6 Milliounen Euro subventionéiere mir Projeten, déi ëffentlech zougänglech Gebaier, Plazen a Stroossen um nationalen a kommunale Plang fir Leit mat engem Handicap zougänglech maachen.

D'Educatioun ass per se en Investissement an eis wichtegst Ressource hei am Land: eis Jugend. De Budget fir d'Educatioun, Kanner a Jugend geet considerabel erop. Dat ass zu engem groussen Deel op d'Aféiere vun der gratis Kannerbetreiung, dem gratis Mëttegiesse fir Kanner tëscht véier an zwielef Joer an dem gratis Enseignement musical vun der Rentrée 2022/2023 un zréckzeféieren.

Fir den Enseignement musical si 35 Milliounen Euro méi virgesinn, wéi dat fir dëst Joer de Fall war. Fir d'Kannerbetreiung sinn 11 Millioune méi am Budget virgesinn, zousätzlech geet d'Participatioun vum Staat un de Käschte vun de Gemenge fir de Fonctionnement vun den SEAen och ëm ronn 6,5 Milliounen Euro an d'Luucht. D'Kannerbetreiung an d'Iesse sinn zentral Komponente vun enger Ganzdagsbetreiung an allgemeng vun der nonformaler Bildung, déi e Pilier vun eisem Educatiounssystem ass.

Fir eis als LSAP ass e staarke Staat eng Viraussetzung fir Chancëgerechtegkeet an der Educatioun. De Staat huet d'Responsabilitéit, derfir ze suergen, datt all Kand Accès zu dëse Servicer huet an datt d'Qualitéit vun dëse Servicer och garantéiert gëtt.

Dofir begréisse mir, datt am Budget vum Educatiounsministère virgesinn ass, dass d'Offer vun der Formation continue an der Formation d'accompagnement professionnelle net nëmme gratis gëtt, mee och, dass d'Formatiounen um Niveau vun der Quantitéit wéi vun der Qualitéit verbessert ginn. Dës Formatioune riichte sech konkreet un d'Personal vun den SEAen, de Minicrèchen an de Services pour jeunes an hunn also en Impakt op den Encadrement vun eise Kanner.

Mir ginn natierlech mat dësem Budget méi wäit, wéi mir eigentlech an normalen Zäite géife goen. Stéchwuert: antizyklesch Finanzpolitik. Dee projezéierten Defizit ass jo an éischter Linn eng Konsequenz vun engem gehäerzte Stimulus, deen d'ëffentlech Hand de Stéit an de Betriber zoukomme léisst.

D'Energiepräisser, déi iwwert déi lescht Méint duerch de Plaffong gaange sinn, hunn eis och net wierklech en anere Choix gelooss. Mat de Mesurë vum Energiedësch vum Februar, vum éischten Tripartite-Accord vum Mäerz an deem zweeten Tripartite-Accord vum September hu mir Hëllefen an enger Héicht vun 2,5 Milliarden Euro op de Wee bruecht.

Dorënner fält beispillsweis d'Deckelung vum Gaspräis fir d'Stéit. Dës Mesure léisst sech d'ëffentlech Hand eng 470 Milliounen Euro kaschten. D'Stabiliséiere vum Stroumpräis kascht de Staat weider 110 Milliounen Euro. D'Hëllef bei der Reduktioun vum Masuttpräis kascht 35 Milliounen Euro. Eng nei Hëllef fir Betriber am Energieberäich wäert eis 150 Milliounen Euro kaschten.

Elo gëtt et Leit, déi der Regierung virwerfen, d'ëffentlech Finanzen net seriö genuch am Gréff ze hunn. Ech hu vun hinnen awer net vill héieren, wéi si da géifen de Stéit an de Betriber hei am Land ënnert d'Äerm gräifen, fir datt se iwwert de Wanter kommen.

Vläicht sinn dann och deem engen oder aneren déi lescht Zuele vum Statec zur Präisdeierecht an d'A gesprongen. D'Masuttrechnunge sinn op ee Mount ëm 16 % zréckgaangen. Mam Gesetz iwwert d'Gratuitéit vun der nonformeller Bildung sinn d'Käschte par Rapport zur Kannerbetreiung op ee Mount ëm 5 % gefall. D'Gratuitéit vun de Moolzechte mëttes an de Strukturen huet den Indice vun de Kantinnen am Wuerekuerf ëm méi wéi 12 % erofgedréckt. All dës Mesuren, déi d'Regierung ergraff huet, droen also noweislech derzou bäi, d'Präisdeierecht besser an de Gréff ze kréien an d'Kafkraaft ze erhalen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Déi Hëllefen, déi duerch den Energiedësch an duerch béid Tripartite-Accorden zustane komm sinn, wäerten de Berechnunge vum Statec no dat reellt Akommes vun de Stéit an doduerch och d'Bannennofro ëm 1,5 % revaloriséieren. Dat ass de Wee, wéi mir wëllen duerch d'Kris kommen: d'Kafkraaft erhalen a Vertraue schafen!

„Vertrauen" ass och e gutt Stéchwuert. D'Lëtzebuerger Zentralbank moosst all Mount d'Vertraue vun de Lëtzebuerger Konsumenten. Am November ass d'Vertrauen eng zweete Kéier hannereneen erëm geklommen. De projezéierten Defizit am Zentralstaat ass deemno e politesche Choix, zu deem mir als LSAP och stinn, well all déi finanzéiert Mesuren hir Friichten droen. Mir loosse kee mat kale Féiss lénks leien. Am Contraire, mir maachen d'Energie bezuelbar. Mir schafe Previsibilitéit a mir droen esou derzou bäi, dass d'Leit an d'Entreprisen erëm méi zouversiichtlech no vir kucke kënnen.

Dass dës Previsibilitéit an dës Zouversiicht och e Präis fir de Staatsbudget hunn, ass an eisen Ae keen Argument, fir net ze hëllefen. Nach ass et ëmmer esou, dass bei de Budgetsprevisiounen traditionell d'Zopp net esou waarm giess gëtt, wéi se gekacht gëtt. Wann een d'Joer 2020 emol op der Säit léisst, well et keen normaalt Joer war, an d'Moyenne rechent vun der Differenz, déi mir tëscht Projektioun a Kont all Joer hunn, dann ass déi Differenz tëscht 2016 an 2021 en moyenne bei bal 1 Milliard Euro, déi mir herno effektiv méi hunn, wéi mir an der Projektioun virdrun nach geduecht haten. 1 Milliard!

Schwaarzmolerei vun eise Staatsfinanzen ass also net dat, wat mir elo brauchen. Och wa mir iwwert d'Staatsschold schwätzen. Jo, dës geet dat anert Joer nees erop vun 19,2 op 21,8 Milliarden. Mir kommen esou där artificieller Grenz vun 30 % vun eisem PIB ëmmer méi no. Dat ass awer näischt, wat d'LSAP beonrouegt.

Une voix | A sou.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Fir datt mer eis gutt verstinn: Och d'LSAP ass der Meenung, datt mer solle probéieren, ënnert där Grenz vun 30 % ze bleiwen, wat jo nach ëmmer trajectoire am pluriannuelle Budget bleift. Mir sinn awer och der Meenung, dass dës kënschtlech Grenz, déi mer eis selwer operluecht hunn – a kee vu baussen huet dat gemaach –, dass dës Limitt net duerf en oniwwerwannbaart Hindernis sinn, falls weider Interventioune vum Staat gefuerdert géife ginn.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Stellt Iech emol fir, et kéim eng weider Pandemie op eis duer, e Covid-25 zum Beispill, oder d'Energiekris géif komplett aus dem Rudder lafen! Wien heibanne géif dann zécken, fir déi néideg Moyenen an de Grapp ze huelen, fir d'Konsequenzen dovunner ofzefiederen? Ech sinn iwwerzeegt: keen!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dat mécht jo och keen anert Land. Däitschland huet eng Staatsschold vu 70 %, Holland bal 50 %, Kanada 113 %, an alleguerte behale se hire faméisen Triple-A. Et ass dowéinst net ubruecht, déi 30 % Staatsschold wéi eng Mauer aus Beton armé ze gesinn, iwwert déi mer net emol kéinten driwwer ewech kucken. Erënnere mer och

heidrun, datt déi eenzeg Limitt, déi mer offiziell hunn, d'Maastricht-Krittäre sinn, an déi gesinn e Maximum vu 60 % vir, also dat Duebelt!

Nieft där ambitéiser Investissementspolitik, déi mëttlerweil eng Kontinuitéit an der Budgetspolitik vun dëser Regierung huet, an nieft de sëllege Mesuren am Kontext vun der Energiekris kéint bal ënnergoen, datt mir mat dësem Budget och eng Partie steierlech Akzenter setzen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Fir d'LSAP ass et besonnesch wichteg gewiescht, datt mir de Familles monoparentales ënnert d'Äerm gräifen. Et muss een éierlech zouginn, dass et héich Zäit ginn ass. Mee dofir hu mir hei eng konsequent Revalorisatioun vum maximale Steierkreditt ëm zwee Drëttel, also vun 1.500 op 2.500 Euro, erreecht. Doriwwer eraus komme bedeitend méi Leit an de Genoss vun dësem Steierkreditt: Dat versteierbaart Akommes, bis zu deem een als Alengerzéier de maximale Montant kritt, geet nämlech vu 35.000 op 60.000 Euro erop. Béid Modifikatioune wäerten dozou féieren, dass et de Familles monoparentales an Zukunft e gutt Stéck besser geet. Dat ass och net vu Muttwëll, droe si dach dacks dee gréisste Risiko, an d'Aarmut ofzerutschen.

Mir sinn als LSAP och frou, dass den Amortissement accéléré op zwee Immeublë limitéiert gëtt, nodeems de Prozentsaz schonn am Budget 2021 erofgesat gouf. Dëst ass virun allem eng gutt Mesure, well mir wëllen den Accès vun de jonke Primo-acquereuren zu engem Logement net zousätzlech erschwéieren, andeems mir den Investisseuren um Wunnengsmaart steierlech Virdeeler verschafen, déi de Primo-acquereur eigentlech net huet.

Mir sinn och frou, dass mir de reduzéierten TVA-Saz bei verschiddene Reparaturen a bei der Vente respektiv der Locatioun vu Vëloen aféieren. Dat ass am Sënn vun der Économie circulaire respektiv vun der duusser Mobilitéit. De superreduzéierten TVA-Saz gëllt da vum nächste Joer un och fir d'Fotovoltaikanlagen. Effektiv déngt dës Mesure der ekologescher Transitioun vun eiser Gesellschaft hin zu enger Liewensweis, déi laangfristeg CO_2-neutral soll sinn.

Mir gesinn als LSAP, wat eis Staatsrecetten ubelaangt, zanter dräi Joer virun allem eng staark Tendenz, dass d'Personnes physiques ëmmer méi e groussen Undeel musse bäidroen zum generelle Steierakommes. Op der Säit vun den direkte Steiere geet d'Lounsteier eleng vum previsionelle Kont 2022 op de Budget 2023 ëm 16 % an d'Luucht. An absolutten Zuelen ass et eng Progressioun vun 830 Millioune Euro. Souguer wann een den Effet vum Crédit d'impôt énergie berengegt, bleift nach eng Progressioun vun 12 % op ee Joer. Vergläicht ee fir déi nämmlecht Steier d'Recetten tëschent 2021 an 2023, da kënnt een op eng Variatioun vu 27 % respektiv 1,3 Milliarden Euro méi fir de kommende Budgetsexercice par rapport zum Kont 2021.

Mir wëssen natierlech, wouduerch dass dës Situatioun kënnt. Mir hunn engersäits nach ëmmer eng gesond Situatioun um Aarbechtsmaart, an doriwwer sollte mer eis och alleguerte freeën. Mir hu warscheinlech och op d'mannst zwou Indextranchen, déi de Kafkraaftverloscht duerch d'Präisdeierecht offiederen an déi eeben och méi Lounsteier an d'Staatskeess spullen.

Mir gesinn eis als LSAP duerch dës Zuelen aus dem Budgetsdokument an eiser Positioun bestätegt, dass ee cibléiert Mesuren um Niveau vun der Besteierung vun de Personnes physiques ënnerhuele muss.

Mir hunn als LSAP am Juli en neie Barème proposéiert, deen engersäits ënnen d'Salariéen däitlech entlaascht an anerersäits vun engem Bruttoakommes vun 12.000 Euro de Mount un e räsonabelen zousätzlechen Effort freet. Mat där Propositioun krite bal 90 % vun de Salariéen eng deels zolidd Steierreduktioun an déi sougenannte „kal Progressioun" géif verschwannen.

Mir sinn der Meenung, dass een op Basis vun dëser Propositioun eigentlech sollt weiderschaffen an och doriwwer sollt diskutéieren.

Kuerzfristeg fir d'nächst Joer wier eng Adaptatioun vum Steierkreditt och eng Méiglechkeet, fir cibléiert Entlaaschtungen en faveur vun de Salariéen ze maachen. Mir sinn als LSAP frou ze héieren, dass och de Rapporter gradewéi d'Finanzministesch de Mueren an den Här Baum vun der DP eis Positioun deelen a steierlech Entlaaschtungen, falls de Kader stëmmt, wëllen an d'A faassen.

An effektiv wäerte mir en An op d'Evolutioun vun de Staatsfinanzen halen, well, wann och déi ganz grouss Steierreform den Ament net ka beieneekommen, op d'mannst eng Entlaaschtung vun den Niddregverdénger an der breeder Mëttelschicht erreecht muss ginn.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Méi wéi eng Kéier ass Lëtzebuerg aus Krise gestäerkt erausgaangen. An ech bleiwen duerfir och zouversiichtlech, dass eis dat och an dëser Kris gelénge wäert.

Och wann eisen Acquis de croissance fir dëst Joer bei 1,6 % läit an d'Konjunktur fir d'nächst Joer viraussiichtlech méi lues virundréine wäert, sou duerf een awer och net vergiessen, dass eis wirtschaftlech Aktivitéit am éischte Semester 2022 ëmmerhin erëm 5 % iwwert dem Niveau vu virun der Pandemie louch. Net vill Länner an der EU kënnen op esou engem zolitte Fundament opbauen.

Mir sinn eng oppen Ekonomie, déi natierlech d'Repercussioune spiert, wann et ronderëm eis méi lues geet. An nach, wann een d'Konjunktur fir d'nächst Joer vergläicht mat deem, wat d'Europäesch Kommissioun fir d'Eurozon respektiv d'EU virgesäit, da kënne mer eis nawell net vill bekloen.

Jee no Projektioun wäert sech d'Croissance zu Lëtzebuerg tëscht 1 % an 1,5 % fir d'nächst Joer beweegen. Dat ass, ginn ech zou, net spektakulär, mee et ass op d'mannst véiermol esou vill wéi déi 0,3 % Croissance, déi fir d'Eurozon a fir d'EU insgesamt virausgesot ginn.

Jo, eis Ekonomie steet virun Onsécherheeten an Erausfuerderungen. Nee, eis Ekonomie geet nach esou bal net an d'Knéien. Eis Ekonomie setzt sech natierlech aus ënnerschiddleche Secteuren zesummen, déi ganz ënnerschiddlechen Erausfuerderunge géigeniwwerstinn.

De Secteur vun der Konstruktioun huet am zweeten Trimester dëst Joer am meeschte misse Plomme loossen. Nodeems d'lescht Joer d'Konstruktioun Problemer op der Säit vun der Offer erlieft huet, well d'Material net erbäikomm ass, ginn d'Problemer dëst Joer op der Säit vun der Demande weider, well d'Leit sech kee Logement méi leeschte kënnen.

An dat hu jo och schonn eng Partie Virriedner gesot: De Logement ass eng vun de gréisste Suergen hei am Land. Dofir hätte mer eigentlech och kee Politmonitor gebraucht, dat ass nämlech keng Iwwerraschung. D'Präisser vum Logement sinn an de leschte Joren a Joerzéngten esou enorm an d'Luucht gaang, dass e Jonken haut kaum nach eng Chance huet, eng Kéier an den eegene véier Wänn ze liewen, et sief dann, e géif eppes ierwen oder en hätt op d'mannst Elteren, déi eng gutt Schëpp mat bäileeën.

Fir Leit, déi loune mussen, gesäit et och net vill besser aus. De Loyer frësst net seelen en Drëttel oder méi vum Akommes op. Fir e Land wéi Lëtzebuerg, wou mer iwwer héich Sozialleeschtunge probéieren, den Aarmutsrisiko erofzedrécken, ass dat e ganz grousse Problem. All zousätzlech Hëllefen, déi de Staat fir déi méi Schwaach an der Gesellschaft ausgëtt, gi vun de klammende Logementspräisser erëm direkt opgefriess.

Nieft de sëllege Wunnengsbäihëllefe konzentréiert sech deemno e wichtegen Deel vun der Logementspolitik op d'Schafe vun abordabelem Wunnraum, wat mir als LSAP ausdrécklech begréissen.

Mam Pacte Logement 2.0 hunn d'ëffentlech Bauträger méi Sécherheet a Previsibilitéit, wat d'Acquisitioun vun neien Terrainen ubelaangt. Dat ass fundamental wichteg, well ouni nei Terraine kënnen d'ëffentlech Bauträger och keng nei Projeten ugoen. Zejoert goufe beispillsweis vun der SNHBM 300 Wunnenge fäerdeggestallt. Dat ass esou vill wéi nach ni virdrun. An awer wësse mer alleguerten, dass dat nach laang net genuch ass.

Allerdéngs muss ee soen, dass den Trend am Logement, dee mir iwwer laang Jore kannt hunn, schéngt gebrach ze sinn. D'Präisser ginn net méi esou staark an d'Luucht an de Statec schléisst esouguer eng Baisse bei den Immobiliepräisser net méi aus. A sech wier dat jo eng gutt Nouvelle. Allerdéngs läit dat dorun, dass d'Leit sech déi Wunnengspräisser einfach net méi leeschte kënnen. Se kréie kee Prêt méi bei der Bank, deen héich genuch ass, zemools och nach d'Materialpräisser am Bau eropginn, soudass beim Kaf „en l'état futur d'achèvement" net garantéiert ass, wéi deier de Bau am Endeffekt gëtt.

Opgrond vun der Onsécherheet hält de Bausecteur sech zréck. Et gëtt net méi vill gebaut. D'Offer, déi de Staat a sech wëll undreiwen, riskéiert, an een oder zwee Joer anzebriechen, wann all déi Projeten, déi elo ënnerwee sinn, ofgeschloss sinn.

A wann d'Offer sollt effektiv erofgoen, da wäert mëttelfristeg nach méi Drock am Kessel sinn. Dat musse mer verhënneren. An duerfir solle mer nei Weeër sichen, fir d'Privatinitiativ an de Bau vun erschwénglechem Wunnraum anzebannen. Et geet net méi anescht. Aleng packt de Staat déi riseg Erausfuerderung net.

De Budget gesäit substanziell Montanten am Beräich vum Logement vir, souwuel fir individuell Hëllefen, Ënnerstëtzung vun de Gemengen oder Projete vum Fonds du logement oder nach der SNHBM. Et sinn och Gesetzesprojeten ënnerwee, déi eng Rei vun Hëllefe solle verbessere respektiv d'Loyere besser reegelen. Allerdéngs musse mir an deem neie Kontext iwwerpréiwen, ob déi geplangte Modifikatiounen duerginn, fir dass déi Ziler, déi d'Regierung sech gesat huet, och kënnen erreecht ginn.

Aus de Krisen eraus no vir ze kucken, heescht och nei Léisungen ze woen. Et muss ee vläicht doriwwer nodenken, ob de Staat selwer an engem Moment, wou d'Präisser stagnéieren oder vläicht erofginn, net verstäerkt Terraine keeft a méi Wunnraum schaaft respektiv schafe léisst. Et kéint een esou d'Offer vergréisseren an zu enger Stabiliséierung bäidroen. Dat wier och am Sënn vum Erhale vun Aarbechtsplazen am Constructiounssecteur. Et wier awer och am Sënn vum Standuert Lëtzebuerg, well wa mir muer weiderhi wëlle qualifizéiert Leit unzéien, da musse mir schonn haut déi néideg Wunnenge fir si bauen. Donieft mussen déi Hëllefen, déi de Staat de Leit ubitt, reegelméisseg evaluéiert ginn.

Wann am Budget relativ generéis Montante fir dës Héllefe virgesi ginn, bedeit dat awer net automatesch, dass se vun deene Leit genotzt kënne ginn, déi am Fong viséiert goufen. Mir hu méi dacks d'Erfarung gemaach, dass grad déi, déi et am néidegsten hätten, entweeder net wëssen, dass et déi Héllefe gëtt, oder d'Krittären net erfëllen.

Et goufen natierlech schonn Adaptatiounen an deem Sënn gemaach, mee hei gëtt eigentlech e permanente Monitoring gebraucht.

Zesumme mam Kolleeg Mars Di Bartolomeo hu mir eng séllege Question-parlementairen un d'Regierung gestallt fir erauszefannen, wéi eng Héllefen, Subsiden, Allocatiounen et an deene verschiddenste Beräicher gëtt, och nieft dem Logement, wéi vill Leit derfir a Fro kommen a wéi vill Leit se effektiv ufroe respektiv wéi vill Leit se am Endeffekt kréien.

De Rapporter huet gëschter d'Propos gemaach, hei eng Onlineplattform anzeriichten, wou ee kann erausfannen, ob een déi eng oder aner Hëllef ka kréien. Ech fannen dat eng gutt Iddi, där mer och sollten nogoen. Mir sollten eis awer net ze vill dorop verloossen, well ech fäerten e bëssen, dass déi Leit, déi mer hei viséieren, och net onbedéngt de Reflex wäerten hunn, op esou eng Onlineplattform zréckzegräifen an dat do ze iwwerpréiwen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ganz richteg!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Villméi sollte mer eis staatlech Héllefe vereinfachen an harmoniséieren, vläicht zum Deel souguer automatiséieren. Et ass also derwäert, sech méi grondleeënd mat eisen ëffentlechen Héllefe fir d'Bierger ausernanerzesetzen, besonnesch wa mer wëllen dem Aarmutsrisiko de Kampf ukënnegen. Fir zesummen hei no Léisungen ze sichen, schloe mir eng gréisser Debatt hei an der Chamber vir. Da kommt, mir mussen zouginn: Et déngt jo näischt, ëmmer nei Héllefen ze schafen, wann déi concernéiert Leit se herno net an Usproch huelen oder net an Usproch kënnen huelen.

D'Constructioun am Besonneschen, mee och eis Lëtzebuerger Ekonomie am Generelle sti virun Erausfuerderungen. De Budget an der Ekonomie ass engersäits gezeechent vun enger ganzer Rei Régime-d'aidë fir d'Wirtschaftssecteure wéinst de Krisen, déi mir am Moment duerchlafen. Anerersäits gi finanziell Mëttele geschaf, fir d'Ekonomie fir d'Zukunft méi resilient ze maachen. Och an dësem Politikberäich ginn also vun der Regierung konsequent Efforte gemaach, fir gestäerkt aus de Krisen erauszekommen an no vir ze kucken.

D'Régimes d'aide si virun allem fir d'Recherche an d'Entwécklung virgesinn, déi vun eise klengen a mëttelgroussen Entreprisë geleescht ginn. Mee och déi rezent an aktuell Krisen hunn hir Spueren am Wirtschaftssecteur hannerlooss. An duerfir sinn d'Betriber hei weiderhin op eis Hëllef ugewisen. Esou ginn d'Entreprisen, déi nach ënnert de Suitte vu Covid-19 leiden, konsequent begleet an ënnerstëtzt.

Och am Kader vun der Energiekris gëtt et Subsiden. Fir d'Transitioun op erneierbar Energien ze vereinfachen, ass e Régime d'aide fir zum Beispill Opluedstatioune vun elektresche Gefierer virgesinn. E weidere Régime d'aide ass dee vum Ëmweltschutz. Hei kréien d'Betriber bei der Finanzéierung vun hiren Investitioune gehollef, wann et sech dobäi ëm Investitiounen an Ëmwelttechnologien oder an ëmweltfrëndlech Prozesser handelt. Sou gi beispillsweis Investitiounen an erneierbar Energien, Recyclinginfrastrukturen an Ëmweltstudien oder prinzipiell Investitiounen a Moossnamen, déi d'EU-Ëmweltnormen iwwertreffen, finanziell ënnerstëtzt.

Eppes ass kloer: Ouni Ëmwelt gëtt et keng Gesellschaft an ouni Gesellschaft gëtt et och keng Ekonomie. Grad déi aktuell Krisen hunn nees gewisen, dass eis Ekonomie just am gemeinsamen Espace vu Gesellschaft an Ëmwelt wuesse kann. Aus deem Grond huet de Wirtschaftsminister „Luxembourg Stratégie" lancéiert. An dës „Luxembourg Stratégie" huet d'Zil, déi gesellschaftlech a wirtschaftlech Megatendenzen anzefänken, fir dass eist Land beschtméiglech op zukünfteg Entwécklunge virbereet ass.

D'Zil ass, datt Lëtzebuerg sech en vue vum Klimawandel, de sozialen Ongerechtegkeeten a vun der Digitalisatioun resilient entwéckelt an déi richteg Entscheedungen trëfft.

Et ass dofir scho kloer, dass mir méi en nohaltege Wirtschaftsmodell brauchen. Déi lineär a verschwenderesch Wirtschaft muss zu enger méi ressourcëschounender Kreeslafwirtschaft ginn. Et ass wichteg, dass déi Ressourcen, déi do sinn, méi effizient genotzt kënne ginn. An deem Kader sollen an engem neie Gesetz déi nei industriell Zonen ënnert dem Aspekt vun der Économie circulaire an der optimaler Buedemnotzung ausgewise ginn. Sou kéinte beispillsweis Strukture wéi Restauratioun a Crèchen an Zukunft och an d'Zones d'activité integréiert ginn.

D'Digitaliséierung ass souwuel eng Erausfuerderung wéi och eng Chance. Fir déi Chance och notzen ze kënnen, sinn am Budget 2023 weider Investitiounen a Startups, kleng a mëttelgrouss Betriber a Programmer wéi Startup Box, Fit 4 Start, Fit 4 Digital a Fit 4 Innovation virgesinn. Fir d'PMEe gëtt et de Pakt PRO Commerce, de Pakt PRO Artisanat. Weider Investitiounen an d'Promotioun vum Letzshop ginn de Betriber eng besser digital Presenz.

Souwuel EU-wäit wéi och zu Lëtzebuerg gëtt verstäerkt an de Space-Secteur investéiert. Jo, virun e puer Joer hu Verschiddener, och heibannen, gelaacht iwwert dem deemolege Wirtschaftsminister Étienne Schneider seng Initiativ, fir an de Space ze investéieren. Haut maachen eis vill aner Länner et no. A glécklecherweis hu mir entre-temps e gewëssenen Knowhow, eng Kompetenz, eng Erfarung gesammelt, an esou kënne mer e klenge Virsprong hale virun deene Länner.

Gutt, dass d'Regierung hei Courage gewisen huet, well haut laacht kee méi doriwwer. D'Lëtzebuerger Spaceagence LSA schafft am Moment un enger neier Strategie, déi hiren Aktiounsplang 2023-2026 definéiere wäert. D'Dotatioun en faveur vun der Spaceagence wäert d'nächst Joer dann ëm 10 % op 5,7 Milliounen Euro klammen. D'Verstäerkung vun ënner anerem Space Ressources dréit zur Maturitéit vum Secteur engersäits, awer och zum Nation Branding anerersäits bäi. An deem Kontext muss een och am Hannerkapp behalen, dass de Spacesecteur wichteg Technologien an Donnéeën entwéckelt, déi zum Beispill fir d'Agrikultur, dat autonoomt Fueren oder nach fir eis Gesondheet ëmmer méi wichteg ginn.

Eis Ekonomie entwéckelt sech also konsequent weider a Richtung vun innovativen Aktivitéite mat enger héijer Valeur ajoutée. Dës Aktivitéite bréngen mir an Aklang mat der absolutter Noutwendegkeet, déi ekologesch Transitioun ze packen. Ëmwelt- a Wirtschaftspolitik mussen anenanergräifen.

De Budget am Environnement klëmmt am Ganzen duebel esou vill wéi d'Depensë vum Zentralstaat. Dat mécht däitlech, dass de Klimawandel och am Budget 2023 als politesch Prioritéit wouergeholl gëtt.

Wéi am Rapport ze liesen ass, gëtt et am Beräich vun der Ëmwelt véier budgetär Prioritéiten. Heizou zielen d'Action Climat, de Kampf géint Verloschter an der Biodiversitéit, nohalteg Gestioun vu Ressourcen an de Plan d'action „zéro pollution".

Et geet ëm d'Ëmsetze vum Klimagesetz a vun den Ziler, déi an de Beräicher vun der Industrie, der Konstruktioun, dem Transport, der Land- a Forstwirtschaft souwéi am Beräich vun der Offallgestioun gesat goufe. En neie PNEC, an deem och d'Propositioune vum Klima-Biergerrot afléisse sollen, an en drëtten Naturschutzplang sollen ausgeschafft ginn. Ervirzehiewe sinn och déi nei Klimabonus-Héllefen, mat deenen d'Wunnenge méi energieeffizient solle gemaach ginn.

An deem Sënn ass et begréissenswäert, dass déi zoustänneg Verwaltunge substanziell méi Ressourcë kréie fir hiert Personal. Heimat sollen d'Leit déi Subsiden, déi se zegutt hunn, och méi séier kënne kréien. Et gouf an der Lescht genuch Beispiller, dass et vill ze laang gedauert huet, bis déi Demanden traitéiert goufen an d'Leit hir Sue kruten. An dat musse mer mat aller Kraaft ënnerbannen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'ekonomesch Auswierkunge vun der Pandemie hu verdäitlecht, wéi wichteg eng adequat Aarbechtsmaartpolitik ass. De Fonds pour l'emploi finanzéiert eng Panoplie vu Mesuren, déi d'Schafe vu qualitativ héichwäertegen Aarbechtsplazen ënnerstëtzen. Dat ass ganz am Sënn vun eiser Aarbechtsmaartpolitik, déi versicht, Aarbechtsplazen ofzesécheren an Demandeurs d'emploi an den Aarbechtsmarché ze integréieren.

Esou gëtt et zum Beispill Héllefe fir Betriber, déi eeler Chômeuren astellen. Et gëtt Initiative wéi Reskilling an Upskilling an divers Formatiounen, fir Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, ze ënnerstëtzen.

Wann een d'Chômagezuele kuckt, da gesäit een, dass de Chômage esou niddreg ass wéi scho laang net méi. Et weist sech, dass déi sozial Mesuren, déi an der Pandemie vun der Regierung geholl goufen, fir Aarbechtsplazen ze erhalen, notamment de Chômage partiel, alleguerte gegraff hunn. Esou louch de Chômage am éischte Semester dëst Joer bei 4,7 %, wat fir d'Lescht am Joer 2008 de Fall war. Dat weist eis, datt eis Aarbechtsmaartpolitik aus de leschte Joren en Erfolleg ass.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | De Previsioune vum Statec no ass et warscheinlech, dass d'nächst Joer de Chômage awer liicht klëmmt. Dëst ass duerch de Krich an der Ukrain, d'Energiekris, déi generell Präisdeierecht an d'Konsequenzen, déi sech aus all deem erginn, ze erklären.

Wärend dëst Joer den Aarbechtsmarché zu Lëtzebuerg ëm 3,4 % gewuess ass, gesäit de Statec fir d'nächst Joer nëmmen nach eng Hausse vun 2,3 % viraus. Dat ass eng Croissance, déi awer nach ëmmer méi héich ass, wéi mir et soss alt a Krisenzäite kannt hunn. Besonnesch am aktuellen ekonomesche Kontext ass et wichteg, dass sech de Staat och weiderhin déi néideg Moyene gëtt, fir kënnen eng proaktiv a sozial gerecht Aarbechtsmaartpolitik ze bedreiwen. An deem Sënn kënnt der ADEM eng ganz wichteg Tâche zou. D'Hallschent vun de Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, si Laangzäitchômeuren. Hir Unzuel geet zanter Ufank 2021 konstant no ënnen, wat e Liichtbléck ass. An d'ADEM bitt eng Rei vu Formatiounen un, fir déi concernéiert Leit nees fit fir den Aarbechtsmaart ze maachen. D'LSAP ënnerstëtzt dës Approche zu 100 %.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | E weidere Punkt, deen d'LSAP begréisst, sinn d'Modifikatiounen um Niveau vum Congé de paternité. De Staat wäert zukünfteg, wa bis den entspriechende Gesetzestext gestëmmt ass, de Finanzement vun aacht Deeg fir

gläichgeschlechtlech Koppelen an niewent de Salariéen och endlech fir Independanten iwwerhuelen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dat ass e wichtege Schratt a Richtung Gläichbehandlung. Den Aarbechtsministère gëtt sech dann och deen néidege Budget, fir kënnen all dës Mesuren ze finanzéieren.

D'LSAP begréisst och d'Efforten, déi am Beräich vun der Économie sociale et solidaire gemaach ginn. Am September gouf de Social Business Incubator ageweit. Dësen ënnerstëtzt a begleet zukünfteg sozial Entrepreneure bei der Schafung vun enger Société d'impact social (veuillez lire: Société d'impact sociétal). Et gëllt, de sozialen Entrepreneuriat ze fërderen. Dowéinst huet den Aarbechtsministère och eng Strategie ausgeschafft, fir dëse wichtegen an noutwendege Secteur ze promouvéieren.

Last but not least gëllt et ervirzehiewen, datt de Staat sech finanziell un der Vergréisserung an un der Schafung vun Ateliere fir handicapéiert Salariéë bedeelegt.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Elo gëtt emol e Patt geholl.

(M. Yves Cruchten boit de l'eau.)

Une voix | Prost!

M. Yves Cruchten (LSAP) | En anere Beräich, wou mir aus Krisen eraus no vir kucken, dat ass d'Santé. D'ëffentlech Gesondheet huet jo eigentlech kee Präis. An dach sinn am Budget 2023 héich Montante fir eise Gesondheetssecteur virgesinn. An Zuelen ausgedréckt sinn dat ronn 342,8 Milliounen, déi 2023 bereetgestallt ginn. Dat ass eng Augmentatioun vu bal 8 % par rapport zu den Ausgaben, déi am Budget 2022 virgesi waren, an dat, obwuel an den Depensë vun 2022 méi héich Montante fir de Kampf géint d'Covid-19-Pandemie virgesi waren, wéi der elo nach fir 2023 noutwendeg wäerte sinn. Dat weist, datt hei staark investéiert gëtt.

D'Santé ass a bleift fir eis als LSAP eng Prioritéit. An dat maachen dës Zuelen hei och däitlech. Datt d'Zommen, déi an d'Gesondheet investéiert ginn, e gudden Invest duerstellen, huet eis déi lescht zwee Joer d'Pandemie gewisen. Am Oktober krute mer jo de Bilan vun der OECD iwwer eis Krisegestioun presentéiert. An dee Bilan, dat ass jo och hei an enger Debatt ënnerstrach ginn, ass positiv, jo, souguer ganz positiv ausgefall. De Rapport huet ënnerstrach, datt séier a gutt reagéiert ginn ass. Eng ganz Rei Mesuren, déi wärend der Kris agefouert gi sinn, wéi de Large-Scale-Testing, d'Centres de consultation Covid-19 oder nach d'Centres de soins avancés, si vun der OECD als Best Practice zréckbehale ginn.

Mee wann d'OECD eis eng gutt Zensur ginn huet, dann engersäits, well mer eis wärend der Kris déi néideg finanziell Moyenen derfir ginn hunn, an anerersäits, well mir schonns virdrun op e performante Gesondheetssystem konnten zréckgräifen. Dat duerf een alles net vergiessen.

Als Sozialiste sti mir voll a ganz zu dësem System, deen op Solidaritéit opgebaut ass.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An ech soen et hei och nach eng Kéier ganz kloer: Mat eis wäert et keng Zwouklassemedezinn ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Och wann Eenzelner elo mengen, nei Nische fir sech ze entdecken. Mir brauchen ee System, dee fir jiddereen do ass a jiddereen d'selwecht traitéiert, onofhängeg vun deem, wat e verdéngt. An d'Offer muss esou gestalt sinn, datt se de Besoinen entsprécht an net deem, wat grad am Rentabelsten ass.

Natierlech ass net alles perfekt. Ech denken ënner anerem un déi laang Waardezäiten, fir bei engem Spezialist e Rendez-vous ze kréien. Mee wéi gesot, alles an allem huet eis Krisebewältegung gewisen, datt mir eigentlech e performante System hunn. A fir datt e weider performant bleift a sech den Erausfuerderunge vu muer stelle kann, si weider Investissementer néideg. An duerfir begréissen ech ausdrécklech, dass dës Zommen an d'Santé fléissen.

Dat ass gutt investéiert Geld, fir dass mir elo aus de Krisen no vir kucke kënnen. An ee vun den Defien, dee mir ugoe mussen, ass deen allgemenge Mangel u Personal am Gesondheetsberäich. Net fir näischt war de Sujet elo dacks an de Medien en Theema, iwwregens net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee a ganz Europa.

An dofir sinn ech frou, datt en Duerchbroch an deem Zesummenhang konnt erreecht ginn. Ech schwätze vun de Garden an de Bereetschaftsdéngschter, déi d'Dokteren an de Spideeler assuréieren. Geld ass awer net deen eenzege Krittär fir d'Attraktivitéit vun engem Beruffsstand. An dach ass dat awer e staarkt Zeeche par rapport zu den Dokteren an hirem Asaz, an dat net just a Pandemiezäiten.

Mee fir den Doktermangel unzegoen, muss ee sech och mat hirer Ausbildung beschäftegen. Dofir ginn an dësem Budget och Efforte gemaach, fir déi Studente bei der Staang ze halen, déi enger Spezialisatioun als Generalist, an der Onkologie oder an der Neurologie noginn. Wéi Der wësst, gëtt eng Ausbildung an dësen dräi Spezialisatiounen zanter September 2021 op der Uni ugebueden, dëst fir Leit, déi e Master an der Medezinn hunn.

Mat dësem Budget ginn d'Indemnitéite fir déi, déi e Stage am Kader vun enger vun dësen Ausbildunge maachen, substanziell an d'Luucht. A mat „substanziell" mengen ech vu ronn 2,3 Milliounen am Compte provisoire 2021 op 6,4 Milliounen am Budget 2023. Dat ass eng konkreet Mesure fir ze hëllefen, géint de Phenomeen vum Ärztemangel, mat deem mir iwwregens net nëmmen zu Lëtzebuerg kämpfe mussen, virzegoen. Wéi gesot, mir mussen elo och hei aus de Krise léieren an no vir kucken.

Besonnesch frou sinn ech och, am Budget ze gesinn, datt verschidde Kreditter am Beräich vun der sozialer Hëllef, a méi spezifesch der Hëllef fir Leit, déi drogenofhängeg sinn, substanziell an d'Luucht ginn. Just fir ee Beispill ze nennen: De Kreditt fir d'Participation aux frais de fonctionnement de services œuvrant dans le domaine des toxicomanies geet vu 26 Milliounen op 34 Milliounen erop.

Am Budget pluriannuel gesäit ee souguer, datt dëse Montant bis 2026 op 51,5 Millioune klamme soll. Well anescht wéi anerer heibanne si mir als LSAP net der Meenung, datt et just duergeet, méi Polizisten oder Leit vu private Sécherheetsfirmen am Garer Quartier patrulléieren ze loossen, fir d'Drogeproblematik an de Grëff ze kréien.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mir mussen de Problem un der Wuerzel upaken ...

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | ... an deene betraffene Leit Hëllef ubidden, well si sinn op Hëllef ugewisen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dofir hu mir eis als LSAP och esou staarkgemaach, fir datt am Kader vun den Diskussiounen ëm de sougenannte „Platzverweis light" net just repressiv Mesure geholl ginn, mee datt och an d'Preventioun investéiert gëtt. Anescht gi mir dëse Problem guer net Meeschter.

An eisen Asaz um Niveau vu Parlament a Regierung huet sech gelount. Sou sinn an noer Zukunft d'Schafe vun 30,5 Poste virgesinn, dëst am soziale Beräich am Kader vun deene Mesuren, déi sech spezifesch géint d'Drogeproblematik riichten. Do dernieft ginn nach weider 27 nei Poste fir Associatiounen am konventionéierte Secteur finanzéiert. Dat sinn zesumme 57,5 zousätzlech Posten, Vollzäitposten, fir Leit opzefänken, déi an enger Phas vun hirem Liewe sinn, wou se grad op eis Hëllef ugewise sinn. Dat ass de Wee, fir dee mir als LSAP stinn. Well dat ass en Investissement an d'Leit, deen eis och hëlleft, mat Zouversiicht no vir ze kucken.

Här President, déi successiv Krisen hunn eis nach eng Kéier virun Ae gefouert, wéi wichteg e staarke System vun der sozialer Ofsécherung ass. A mäi Kolleeg, den Dan Biancalana, war a sengem Budgetsrapport zejoert am Detail dorobber agaangen. Dass dee System et notamment an der Pandemie erlaabt huet, eng ganz Rei vu Mesuren ze huelen a virzefinanzéieren, fir d'Effete vun der Kris ofzefiederen, läit och un der Responsabilitéit, déi de Staat hei hëlt mat héije Participatiounen an Dotatiounen. Dat ass eng volontär Politik, déi fir eis als LSAP grondleeënd ass fir méi Solidaritéit an Zesummenhalt; Wäerter, op déi eis Gesellschaft opgebaut ass.

Net wierklech iwwerraschend an awer essentiel, an dofir och wichteg ervirzesträichen, ass d'Croissance vun der Enveloppe vun der Sécurité sociale. D'Depensë klammen do ëm 13 %, also méi séier wéi déi global Ausgaben um Niveau vum Zentralstaat. An am Budget si fir d'nächst Joer 4,7 Milliarden Euro virgesinn.

Eng staark sozial Ofsécherung ass beileiwen net selbstverständlech. Fir dës Systemer och fir d'Zukunft fit ze maachen, brauch et ëmmer nees Upassungen un nei Begeebenheeten, wéi d'demografesch Entwécklung.

Fir d'Assurance maladie-maternité heescht dat, dass mir eis bewosst sinn, dass déi finanziell Situatioun op mëttel a laang Siicht eng defizitär Tendenz weist. Dat läit zum Deel drun, dass och nieft den Dotatioune vum Staat fir déi exceptionnel Covidbegleetmesuren nach genuch zousätzlech Depensë bleiwen, déi d'Assurance maladie-maternité stemme muss. Och wann d'Reserve vun der Assurance maladie-maternité weider wäit iwwert deem Minimum vun 10 % vun den Dépense-courantë bleiwen, musse mer Upassunge maachen, fir déi finanziell Nohaltegkeet ofzesécheren. Dofir soll en Aarbechtsgrupp Proposen ausschaffen, déi bei där nächster Quadripartite sollen diskutéiert ginn.

Fir eis als LSAP ass awer ganz kloer, dass mir op kee Fall kënnen d'accord si mat Leeschtungsverschlechterungen aleng fir d'Assuréen.

Här President, wat d'Pensiounen ugeet, weist de Bilan technique, dass mir aktuell eng confortabel finanziell Situatioun hu mat Reserve vu 4,8-mol eise Joresausgaben. Laangfristeg, an dat gëtt och ëmmer nees vun internationalen Organisatiounen ënnerstrach, kéinten awer Problemer op eis duerkommen, well ëmmer manner Affiliéierter d'Pensioune vun ëmmer méi Pensionäre finanzéiere mussen.

Déi aktuell confortabel Situatioun léisst eis Zäit a Raum, fir déi néideg Adaptatiounen a Rou auszeschaffen an ze diskutéieren. An absolutten Zuele wäerten d'Reserven eréischt no 2032 ufänken, lues a lues ofzehuelen,

mee duerno riskéiert d'Reserv, bis d'Joer 2047 ganz ofgedroen ze sinn. Et geet dorëms, d'Konsequenze vun der demografescher Entwécklung ze anticipéieren an opzefänken. Mir mussen de Pensiounssystem ofséscheren, soudass och déi zukünfteg Generatiounen hei vu gudde Leeschtunge profitéiere kënnen. Dëst ass en Element vu Generatiounegerechtegkeet, dat eis wichteg schéngt.

An deem Sënn krut de Wirtschafts- a Sozialrot den Optrag, sech mam Bilan technique an den aktuelle Berechnungen ze befaassen an da Proposen auszeschaffen. Mir sinn als LSAP der Meenung, dass de Wirtschafts- a Sozialrot déi richteg Plaz ass, fir zesumme Léisungen am Konsens ze fannen.

Här President, och virum Hannergrond vun der Energiekris hëlt de Staat weider seng Responsabilitéit, fir de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, mat den Tripartite-Mesuren, op déi ech scho virdrun agaange sinn, mee awer net nëmmen. Och de REVIS an de Revenu pour personnes gravement handicapées gi parallell zum Mindestloun un d'Lounentwécklung ugepasst. An d'Offices sociaux sollen zousätzlecht Personal kréien, fir dass dës wichteg Ulafstellen och déi wierklech Méiglechkeeten hunn, sech ëm d'Leit ze këmmeren, déi sech bei hinne mellen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Hei musse mer kucken, wéi et mat der praktescher Ëmsetzung ass, ob dat néidegt Personal iwwerhaapt ze fannen ass, ob d'Lokalitéiten, déi disponibel sinn, iwwerhaapt duerginn an esou weider.

Och generell musse mer d'Entwécklung vun der Situatioun weider am A behalen, fir matzäite Mesuren ze huelen, fir do ze ënnerstëtzen, wou et dann néideg gëtt. Well ugangs vum nächste Joer d'Ofrechnunge vun de Chargen an nach eng ganz Partie aner Rechnunge kommen, well déi variabel Zënssätz eropginn, riskéieren eebe vill Leit, an d'Enkt gedriwwen ze ginn.

Et ass méi wichteg wéi jee, en oppent Ouer ze hunn an den enke Kontakt mat den Organisatiounen um Terrain ze halen, fir eventuell séier méi Ënnerstëtzung och zum Beispill iwwer ONGen oder Épicerie-socialle bereetzestellen.

D'Krisejoren hunn net nëmmen en Impakt op de Budget vum Staat, mee natierlech och op dee vun de Gemengen. Wärend der Pandemie hate si vill zousätzlech Ausgaben an eng grouss Ongewëssheet, wéi et géif weidergoen. Elo leide si genee wéi all aner Secteuren och ënner héijen Energiepräisser a bei hire Projeten ënner klammende Materialkäschten. D'Gemenge beschäftege vill Personal an hir Ausgabe klamme wéi beim Staat mat all Indextranche.

Wa mir wëlle mat Elan aus de Krisen eraus no vir kucken, da brauche mir staark Gemengen als Partner un eiser Säit. Et ass deemno eng Erliichterung ze gesinn, dass de Budget op der Recettësäit eigentlech ganz positiv ass an domat och de Montant, deen un d'Gemenge geet, esou an d'Luucht geet.

Aleng d'Dotation complémentaire vum Fonds de dotation geet ëm knapp 179 Milliounen Euro an d'Luucht. Den Deel vun der TVA a vun der Alkoholsteier, déi an de Fong fléissen, klammen och ëm ronn 35 Milliounen Euro respektiv 4 Milliounen.

Nawell musse mir als Gesetzgeeber drop oppassen, dass d'Gemengen net iwwerlaascht ginn. E ganz wichtegt Zeeche setze mir mat der Verfassungsreform, wou de Prinzipp vun der Connexité festgehale gëtt. Dat heescht, dass, wann de Staat fir d'Gemengen nei Obligatiounen aféiert, déi mat zousätzlechen Ausgabe verbonne sinn, de Staat och sécherstelle muss, dass d'Gemengen déi néideg finanziell Mëttel derfir kréien. D'Gemenge musse wéi de Staat permanent derfir suergen, dass hir Servicer un d'Besoine vun der Bevëlkerung ugepasst sinn.

Grouss Verännerunge gouf et an deene leschte Jore besonnesch, wat d'Digitaliséierung an alle Beräicher ugeet. Eng gutt Koordinatioun vun den Aarbechten, déi um nationalen Niveau gemaach ginn, mat den Efforte vun de Gemengen ass do immens wichteg. Dat ass ënner anerem eng Demande vum Syvicol, dee sech méi einfach Echangë mat alle staatlechen Acteure wënscht, awer och doriwwer eraus méi en harmoniséiert Virgoen, wat d'Digitaliséierung vun hire Servicer un d'Bierger betrëfft, a besonnesch wann et ëm d'Schoulkanner geet. Dat betrëfft also net nëmmen den Inneministère, mee all staatlech Verwaltungen, mat deenen d'Gemengen a Kontakt stinn. Den Inneministère schafft op alle Fall schonn intensiv un enger digitaler Plattform, fir deen Austausch mat de Gemengen ze vereinfachen.

E gudden Deel vun den zousätzleche Moyenen, déi de Budget 2023 fir den Inneministère virgesäit, ass deemno fir d'Digitaliséierung geplangt. Méi Sue wäert den Inneministère des Weidere fir Formatioun zur Verfügung hunn. Et geet jo net duer, nei Programmer en place ze setzen, et muss een deene Leit, déi domat schaffe sollen, och déi néideg Weiderbildungsméiglechkeeten offréieren. Nei Formatioune sinn ausserdeem néideg am Kader vun der Kompetenzerweiderung vun den Agents municipaux, déi zesumme mat der Police derfir suergen, dass d'Gemengereglementer agehale bleiwen.

Als LSAP begréisse mir et, dass méi Sensibiliséierungsmesurë virgesi sinn, wat den Zivillschutz ugeet. D'Regierung huet den neie Warnsystem fir d'Bierger agefouert, mee et ass natierlech wichteg, dass d'Leit wëssen, wéi si sech am Noutfall solle verhalen.

D'Gemengen, déi no um Bierger sinn, kënnen e Beitrag dozou leeschten, fir Risiken ze reduzéieren. An de Budget 2023 dréit deem och Rechnung.

Här President, mat dësem Budget gëtt et also souwuel eng Kontinuitéit wéi awer och nei Akzenter. Eng Kontinuitéit, well mer weiderhin héich Investissementer maachen, fir Lëtzebuerg fit ze hale fir alles, wat nach kënnt. Nei Akzenter, well mir historesch Zäite vu Polykrisen erliewen.

D'LSAP ass jiddefalls esou determinéiert wéi nach ni, fir zesumme gestäerkt aus dëse Krisen erauszekommen, andeems mir Erausfuederunge mat engem solidareschen Effort meeschteren an och Opportunitéiten notzen, esou wéi mir et nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn a Krisenzäiten.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dëst gëtt eis déi néideg Zouversiicht, fir no vir ze kucke mat Courage a mat Determinatioun. A genee dëst gesi mir och an der Aarbecht vun eiser Regierung an an dësem Budget.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten.

Ech kann e ganze Moien op e Mëttegiesse waarden, awer keng zéng Minutte méi laang.

(Hilarité)

Duerfir fuere mer de Mëtten um 14.00 Auer mat den Debatten iwwert de Budget virun.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.09 heures.)

21e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 33

   M. Fernand Etgen, Président

2. **8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 [...]**

   8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite) p. 33

   Discussion générale (suite) : Mme Josée Lorsché (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Gilles Roth) | M. Fernand Kartheiser (dépôt des motions 2 à 6) (interventions de M. Dan Kersch, M. Mars Di Bartolomeo et M. Fred Keup) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement (dépôt de la motion 7) (interventions de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et M. Dan Kersch) | M. Marc Spautz (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance, et M. Gilles Roth) | M. André Bauler (interventions de M. Sven Clement, M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Gloden et M. Laurent Mosar) | M. Dan Kersch (interventions de M. Gilles Roth, M. Laurent Mosar et M. Sven Clement) | M. Gilles Roth (parole pour fait personnel) (interventions de M. Dan Biancalana, M. Dan Kersch et M. Laurent Mosar) | M. Léon Gloden (interventions de M. Sven Clement, M. François Benoy, Mme Josée Lorsché et M. Laurent Mosar) | M. Laurent Mosar (interventions de M. Dan Kersch, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser, M. Charles Margue, Mme Djuna Bernard, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Josée Lorsché) | Mme Djuna Bernard (parole pour fait personnel) (intervention de Mme Josée Lorsché et M. Laurent Mosar) | M. François Benoy (parole pour fait personnel) (interventions de Mme Josée Lorsché) | M. Laurent Mosar (parole pour fait personnel) (interventions de Mme Josée Lorsché et M. François Benoy)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Marc Hansen, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox, M. Franz Fayot, M. Georges Engel et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 8080 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 […]

8081 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 (suite)

D'Chamber fiert de Mëtte mat den Debatten iwwert de Staatsbudget 2023 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle weider.

An als éischte Riedner fir de Mëtteg ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché agedroen. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale (suite)

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. A merci jiddwerengem, deen hei ass. D'Bänke fëlle sech. Villmools merci.

Dir Dammen an Dir Hären, jo, d'Joer, dat hanner eis läit, war méi schwéier wéi dat, wat mer eis alleguer gewënscht hunn. An dat, wat de russesche President zanter dem 24. Februar 2022 an der Ukrain verbrécht, wäert eemol als düstert Kapitel mat villen traurege Konsequenzen an d'Geschicht vun der Mënschheet agoen.

Derbäi komme multipel aner Krisen. Zesumme mam Krich an der Ukrain féiere se derzou, datt et an dësen Zäite schwiereg ass, fiabel budgetär Previsiounen ze maachen an d'Zukunft finanziell ofzesécheren.

Wann ee sech d'Zuelen am Budget fir 2023 ukuckt an och d'Avisen dozou, da fält virun allem eppes op: D'Situatioun, an där mer eis befannen, ass schwiereg an a méifacher Hinsicht vu grousser Onsécherheet gepräägt. An ech ginn dervun aus, datt de Budgetsrapporter bei senge villen Entrevuë méi wéi eemol iwwert déi vill Onsécherheetsfacteure mat senge Partner geschwat huet. De Merci kritt en, wann en hei ass.

D'Onsécherheet weist sech an der Wirtschaft an um soziale Plang mat enger weiderhin héijer Inflatioun, dem héichste Stand zanter 1983. Se weist sech mat enger ofhuelender wirtschaftlecher Aktivitéit, engem liicht steigende Chômage, deen zu Lëtzebuerg nach ëmmer verträglech ass, an awer geet d'Tendenz erop, an engem méigleche Risiko vu Rezessioun.

De Statec rechent am Moment mat enger Croissance vun nach just 1,5 % fir 2023. Domat huet e seng initial Previsiounen no ënne misse revidéieren, eppes, wat en an der Vergaangenheet nëmme sielen huet misse maachen.

D'Zentralbank schwätzt hirersäits net just vu Krisen, mee och vu strukturelle Problemer um Aarbechtsmaart a vun enger steigender Inadequatioun tëscht de Beruffsprofiller, déi zu Lëtzebuerg zur Verfügung stinn, an de reelle Besoinen, déi um Aarbechtsmaart erfëllt musse ginn. Fir d'Zentralbank iwwerweien déi negativ Risike ganz kloer an domat och déi potenziell negativ Konsequenze fir d'Stéit an d'Betriber.

D'Onsécherheet weist sech awer och sécherheetspolitesch. De Krich an der Ukrain mécht eis Dag fir Dag Suergen a säin Enn ass net a Siicht. An och wa mer zu Lëtzebuerg haut am Fridde liewen a bis elo am Fridde liewe konnten, sou stellt déi russesch Weltmuecht dach awer eng sécherheetspolitesch Bedroung fir déi ganz EU an doriwwer eraus duer, an domat och fir Lëtzebuerg, ënner anerem och wéinst der atomarer Gefor, déi vun de russeschen Attacken op dat gréisst Atomkraaftwierk an der Ukrain ausgeet a schonn eleng sécherheetspolitesch e Grond ass, Dir Dammen an Dir Hären, fir der Atomenergie definitiv de Réck ze dréien.

E weideren Onsécherheetsfacteur ass natierlech d'Klima. D'Auswierkunge vun der Klimakris erliewe mer Joer fir Joer ënner ganz ënnerschiddlechen an oft dramatesche Formen. D'Klimakris kënnt eis ëmmer méi deier ze stoen an ass ëmmer méi oft mat béisen Iwwerraschunge verbonnen – ech erënneren un déi lescht Summeren –, jo, souguer mam Verloscht vu ganzen Existenzen, woumat ech ekonomesch Existenze mengen.

Deementspriechend däerf de Budget fir 2023, deen entscheedend duerch all dës Onsécherheete beaflosst gëtt, net a Stee gemeesselt sinn. D'Madamm Finanzminister huet et de Mueren nach eng Kéier betount. Dir Dammen an Dir Hären, a Krisenzäite brauche mir nämlech net nëmme Managerqualitéiten, mir brauchen och finanzielle Sputt, fir op verschidden Entwécklunge reagéieren ze kënnen.

An deem Sënn gi mer der Finanzministesch och Recht, wa se seet, datt et sech beim Budget 2023 ëm e Krisebudget handelt. An et ass e Budget, deen den aktuellen Onsécherheete weiderhin an d'A kucke muss an en decidéiert politescht Handele viraussetzt.

En decidéiert politescht Handelen, genau dat gouf schonn dëst Joer mat den zwee Tripartite-Accorden a mam Energiedësch gemaach. Am Ganzen hu mer 2,7 Milliarden Euro mobiliséiert, fir d'Inflatioun ze bremsen an den Indexmechanismus oprechtzeerhalen, mee och, fir d'Klimatransitioun ze beschleunegen an d'Stéit an d'Betriber ze ënnerstëtzen.

Am Budget 2023 setze mir weider Akzenter, zum Beispill mat der Erhéijung vum Steierkreditt fir Alengerzéiender ëm 1.000 Euro am Joer an anere Sozialmoossnamen, déi kuerzfristeg gräifen.

Decidéiert Handelen, dat maache mer och um Niveau vun der Energietransitioun, an zwar mat der Reduktioun vun der TVA op Solaranlagen, der massiver Erhéijung vun den Hëllefen, fir op erneierbar Energien ëmzeklammen, a ville weideren Instrumenter, déi d'Produktioun an d'Notzung vun erneierbarer Energie beschleunegen.

D'Efforte weise schonn hir Wierkung: Déi erneierbar Energië stoungen nach ni esou gutt do wéi haut an d'Elektromobilitéit boomt, fir just dës zwee Beispiller am Virfeld ze nennen. All dës Efforte si luewenswäert a richteg, well ouni déi zukunftsorientéiert Politik, déi dës Koalitioun an de leschte Joren ëmgesat huet, géife mer haut op deem Plang net do stoen, wou mer stinn.

Här President, ech wëll an der leschter Budgetsdebatt vun dëser Legislatur awer net just vun deem schwätzen, wat mir zesummen als Dräierkoalitioun an dëse Krisenzäite fäerdegbruecht hunn a wat mer richteg gemaach hunn …

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

… trotz der Kris. Dat mengt Dir esou, ech hunn awer nach fir laang, Här Kartheiser.

Aus grénger Siicht wëll ech och en Ausbléck maachen op dat, wat nach alles op eis zoukënnt, an dat ass net ze ënnerschätzen. Well och d'nächst Joer – a wäit doriwwer eraus – bleift et absolutt wichteg, déi richteg Weiche fir d'Zukunft ze stellen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dobäi däerf et net just dréms goen, den negativen Impakt vun den aktuelle Krisen an Onsécherheete kuerzfristeg ofzefiederen. Mir mussen et fäerdegbréngen, d'Krise laangfristeg ze iwwerwannen a méi resilient géintenİwwer Krisen ze ginn.

Ee vu menge Virgänger op dëser Plaz, deemools nach an der Oppositioun an haut op der Regierungsbänk – en ass haut net heibannen, e sëtzt awer oft do –, huet sech bei de Budgetsdebatte fir d'Joer 2010, also matten an der Finanzkris, mat follgende Wierder treffend ausgedréckt: „Wa mer eppes de Moment net brauchen, dann ass et Kuerzsiichtegkeet, well Kuerzsiichtegkeet géif eis ganz séier an déi nächst Mauer eraféieren."

Dat, wat schonn deemools fir den haitege Mobilitéitsminister – da wësst Der, wien et war – Fränz Bausch gegollt huet, gëllt och nach haut. An och de Camille Gira war kee Frënd vun enger Navigation à vue, bei där een net weess, wou ee lant. An dofir däerf de Bléck no vir an dëser Debatt op kee Fall ze kuerz kommen!

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Budget treffe mir weider Decisioune fir d'nächst Joer, fir d'Mënschen och an Zukunft am Alldag ze ënnerstëtzen, dëst am Kontext vun de klammende Präisser.

Ech schwätze vun der Gaspräisbrems op 15 % par rapport zum Präis vum September, dem Stroumpräisdeckel, de Subside fir Masutt, Pellets a Wärmenetzer, der Verlängerung vun der Energieprimm an der Allocation de vie chère, mat doriwwer eraus der Erweiderung vun den Zilgruppen, der Erhéijung vum Crédit d'impôt monoparental, deen ech schonn erwäänt hunn, der Mindestlounerhéijung, der Verdueblung vum Personalschlëssel vun den Office-sociallen an der Reduktioun vun der TVA ëm 1 %.

Et ass eng Hellewull vu Moossnamen an als Gréng si mir iwwerzeegt, datt se dat Allerschlëmmst am kommende Joer verhënneren.

Eng weider Pist gesi mer natierlech och an der Erhéijung vum Crédit d'impôt fir déi niddreg a mëttel Akommesschichte bei de Salariéen, den Independanten a bei de Pensionnairen. Mir hunn dës Moossnam scho méi oft an d'Spill bruecht an och den Yves Cruchten huet se de Moien ernimmt.

Mir sinn eis awer och bewosst, dass dës Moossnamen zum Deel just temporairer Natur sinn. Dat heescht, se sinn net dauerhaft, op d'Zukunft gekuckt. A bei Wäitem gi se net duer, fir all Mënsch laangfristeg op Joren a Joren e gutt a wierdegt Liewen zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Duerfir bleift d'Steierreform, déi fir dës Legislatur jo geplangt war, mee krisebedéngt net ëmgesat ginn ass, fir eis och, wéi fir all déi aner Parteien heibannen, eng absolutt Prioritéit, esoubal se finanziell méiglech a konsensfäeg ass. An deem Sënn begréisse mir, datt d'Madamm Finanzminister d'Dier an déi Richtung schonn e wéineg opgemaach huet de Moien an hirer Ried. Op déi konkreet Moossname si mer natierlech gespaant.

Här President, wat mer nämlech brauchen, ass eng Steierpolitik, mat där mer zukünfteg Krise besser bewältege kënnen, ouni permanent op temporaire Moossnamen ugewisen ze sinn. A mir brauchen och eng Steierpolitik, déi eiser Zäit ugepasst ass an Diskriminatioune verhënnert.

Eng Diskriminatioun am aktuelle System ass ganz kloer d'Besteierung op Basis vun der individueller Liewenssituatioun. Dës Form vu Besteierung berout op engem veralterte Familljemodell a muss duerch d'Individualbesteierung ersat ginn, well nëmme mat der Individualbesteierung spillt et steierlech gesi keng Roll méi, ob eng Persoun celibataire, elengerzéiend, bestuet oder gepacst ass. D'Differenzéierung tëscht deem engen an deem anere Liewensmodell passt net méi an dëst Joerhonnert a gehéiert an eisen Aen ofgeschaaft.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Allerdéngs musse mer eis bewosst sinn, datt d'Individualbesteierung éischter eng gesellschaftspolitesch wéi eng sozial Moossnam ass, och wann dat oft esou duergestallt gëtt. Se reduzéiert nämlech net zwangsleefeg den Aarmutsrisiko, eng wuessend Problematik, déi an der Lescht ëmmer méi an de Fokus geréit an déi net mat fadenscheinegen Argumenter à la: „Zu Lëtzebuerg geet et eis dach gutt" oder: „Mir sinn dach dat räichst Land vun der EU" klenggeriet däerf ginn. Well och wann et ville Mënschen aussergewéinlech gutt geet zu Lëtzebuerg, dann heescht dat nach ëmmer net, datt et kengem aussergewéinlech schlecht geet.

D'Ëmklasséierung an eng aner Steierklass géif allerdéngs net entscheedend vill um Aarmutsrisiko ënneren, ech hunn et scho gesot. Dat gesäit een ënner anerem bei den Elengerzéier mat klenge Revenuen, zum Beispill mam Mindestloun, déi schonn haut relativ wéineg Steiere bezuelen a bei enger Klasséierung an d'Steierklass 2 net vill ze gewannen hätten.

Beim qualifizéierte Mindestloun, dee bei 2.700 Euro Brutto am Mount läit, hätt eng alengerzéiend Persoun 24 Euro am Mount méi an der Täsch duerch de Wiessel vun der Steierklass. Domat kann ee sech zwar wuel eng oder zwou Pizzae leeschten, net awer e wierdegt Liewen zesumme mat senge Kanner.

Mat den Dausend Euro Erhéijung vum Steierkreditt fir Monoparentalle kréien déi selwecht Persounen dogéint 83 Euro am Mount bäi, also méi wéi dat Dräifacht.

Här President, eng einfach Ëmklasséierung vun der Steierklass 1a an d'Klass 2 géif souguer nei Ongerechtegkeete schafen. Wärend eng Persoun mam Mindestloun, wéi gesot, kaum dovu géif profitéieren, géife virun allem d'Besserverdénger duerch d'Ëmklasséierung däitlech manner Steiere bezuelen. Dat heescht: Wat ee méi verdéngt, wat ee vun der Ëmklasséierung besser profitéiert.

An Zuelen ausgedréckt heescht dat, datt eng alengerzéiend Persoun mat engem Bruttosalaire vun 8.000 Euro am Mount 770 Euro manner Steieren am Mount géif bezuelen, wa se vun der Steierklass 1a an d'Klass 2 géif wiesselen, wärend eng alengerzéiend Persoun mat hallef esou héijem Salaire, also 4.000 Euro am Mount, mat knapps 175 Euro géif entlaascht ginn. Dat ass also véiermol manner.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer also wierklech eppes géint d'Aarmut wëlle maachen an eise Budget méi sozial gerecht opstelle wëllen, da musse mer u ganz anere Schrauwen dréien. An dat heescht konkreet, datt eng strukturell Ëmverdeelung iwwert de Wee vun den direkte Steieren an d'Weeër geleet muss ginn. Wéi gesot hu mer eis de Moien iwwert d'Annonce vun der Madamm Backes gefreet a mir sinn och gäre bereet, konstruktiv matzeschaffen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Scho laang beleeën d'Zuele vum Statec, datt d'Inegalitéiten zanter Joren net méi vum Steiersystem opgefaange kënne ginn, woubäi de Statec jo net de Ruff huet, mat falsche Fakten ze operéieren. De Statec leet ganz einfach Statistiken – wéi den Numm et och seet – op den Dësch, Statistiken an Zuelen, an déi Zuele schwätze Bänn, wat déi wuessend Aarmutsschéier zu Lëtzebuerg ugeet.

Dat selwecht geet a puncto Aarmutsrisiko och aus den Analyse vun der OCDE ervir, déi Lëtzebuerg scho méi laang virun enger wuessender Aarmutsschéier warnt.

Spéitstens am Kader vun der Steierreform muss deemno analyséiert ginn, wéi effikass d'Ëmverdeelung duerch eise Steiersystem a Sozialsystem iwwerhaapt nach ass. Dozou gehéiert dann och d'Analys, wéi d'Verhältnis tëscht der Besteierung vun der Aarbecht an der Besteierung vum Kapital muss ausgesinn, fir déi klammend Ongläichheeten nohalteg anzedämmen. D'Besteierung vum Kapital muss an Zukunft méi Gewiicht kréien.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro vun der Besteierung ass jiddwerfalls eng zentral Fro, wann et drëms geet, d'Aarmut net just temporaire, mee dauerhaft ze bekämpfen an den Zesummenhalt an eiser Gesellschaft op déi Manéier ze stäerken. Dëst ass jo ganz am Sënn vum Vivre-ensemble an eiser Gesellschaft.

De Rapporter, de Max Hahn, deem ech dann awer elo Merci wéilt soen – e wäert wuel kommen, ech verstinn awer och, dass en eng kleng Paus brauch haut –, huet de Vivre-ensemble als Leitmotiv, als bloe Fuedem, fir säi Rapport gewielt.

An dësen Zäiten ass dat Leitmotiv en nobelt Zeechen am Sënn vun der Solidaritéit, déi Lëtzebuerg scho méi oft par rapport zu anere Länner ausgezeechent huet.

An och wann d'Steierpolitik net den eigentlechen Objet vun engem Budgetsrapport ass, sou gehéiert d'Fro vun der steierlecher Ëmverdeelung awer och an de Geescht vum Vivre-ensemble a vun der Solidaritéit. Am Kontext vun de Staatsfinanzen, vum Vivre-ensemble a vun der Solidaritéit gëtt d'Fro vun der Ëmverdeelung esouguer vu Joer zu Joer méi wichteg.

Opgrond vun der héijer Inflatioun, déi Mënsche mat klengen a mëttlere Revenue wäit méi belaascht wéi d'Spëtzeverdénger, kann dës Ëmverdeelung eiser Meenung no just an eng Richtung goen: Déi niddreg a mëttel Revenue mussen entlaascht ginn – dat ass de Muere scho méi oft betount ginn – an d'Entlaaschtungsmoossname musse finanzéierbar bleiwen, doduerch dass genuch Recetten an d'Staatskeess fléissen.

Wat de Finanzement vun deene Moossnamen ugeet, sou verweisen ech op den däitsche Sachverständigenrat fir Wirtschaftsfroen, dee sech ënner anerem mat Theeme wéi Inflatioun, Konjunktur, Steierpolitik, Energiesécherheet, awer och Industriepolitik a Kompetitivitéit beschäftegt a fir eng strikt budgetär Disziplinn antrëtt.

Fir d'Entlaaschtungsmoossname kuerzfristeg ze finanzéieren, plädéiert dëst Gremium fir eng temporaire Erhéijung vum Spëtzesteiersaz a fir en zäitlech befristen Energie-Solidaritéitszouschlag fir Spëtzeverdénger, zwou Pisten, deene mir eis och zu Lëtzebuerg net däerfe verschléissen an déi och mëttel- a laangfristeg an d'Debatt ronderëm d'Steierreform mussen afléissen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu engem Theema, dat d'ganzt Land beschäftegt, ech géif gäre soen: am meeschten. Et ass de Logement.

Nieft den Auswierkunge vun der Kris op d'Wirtschaft an op d'Menagë gehéiert natierlech de Logement zu de Suergekanner Nummer eent an zu de gréissten Erausfuerderunge vun eiser Zäit zu Lëtzebuerg. Dat huet de leschte Politmonitor op en Neits gewisen an dat weist sech och Dag fir Dag dobaussen, wann ee Leit begéint.

Mam Budget 2023 féiere mer déi historesch Investitiounsoffensiv an de bezuelbaren an ëffentleche Wunnraum konsequent virun. D'Ausgaben an den ëffentleche bezuelbare Wunnraum klammen am Pluriannuel op iwwer 300 Milliounen am Joer. Dat ass eng Erhéijung vun iwwer 70 % par rapport zu 2021. Ech mengen, fréier war dee Budget, ech géif net soen op null, mee net vill méi héich.

Gläichzäiteg ënnerstëtze mer och d'Locatairen. Ech denken un d'Subvention loyer, déi dëst Joer reforméiert gouf a wou d'Montanten däitlech erhéicht goufen, wärend de Krees vun deene Persounen, déi dovu profitéiere kënnen, erweidert gouf. Dat bedeit e Plus vu véier Milliounen am Budget no der Reform vun dësem Joer.

D'Subvention loyer ass fir eis keng endgülteg Léisung, och dat wëll ech betounen. Se ass awer e sënnvolle Wee, fir déi Zäit ze iwwerbrécken, déi néideg ass, fir genuch abordabel Wunnengen ze schafe respektiv ze bauen, wou ee jo net däerf vergiessen, datt een en Haus net an engem Dag baut an Dausenden an Dausenden Haiser och net an engem Joer. Et muss ee wëssen, dass dofir vill Main d'oeuvre, vill Aarbechtskräften a mënschlechen Asaz mobiliséiert musse ginn, an dass déi och net ëmmer iwwerall ze fanne sinn. Et ass en Effort, deen um Terrain gestemmt muss ginn an net just an der Theorie.

Mat der Reform vum Bail à loyer gi mer géint déi sougenannte „Cafészëmmere" vir, wou vill Mënschen ënner komplett onwierdege Bedéngungen zu héijen Tariffer ënnerbruecht ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Mat deem Gesetz schafe mer och méi Transparenz fir d'Locatairen a féieren e legale Kader fir d'Colocatioun an, eng Wunnform, déi sech besonnesch bei Jonken ufänkt duerchzesetzen an ëmmer méi beléift gëtt. Et ass éiweg drop gewaart ginn.

All dat si wichteg Schrëtt, déi nach keen anere Logementsminister ugepaakt huet. An awer soll een och hei net blauäugeg sinn a mengen, domat wier all Problem geléist. Et muss een einfach realistesch sinn a kucken, wat machbar ass a wat een awer och wëll maachen.

(Interruption)

Och am Logement ass et nämlech och fir eis kloer, datt déi aktuell Mesuren nach net duerginn, mat deem Retard dee mer haten aus de leschte Joerzéngten a Joerhonnerten, an datt weider Schrëtt ënnerholl musse ginn, ...

(Interruption)

... fir méi bezuelbare Wunnraum op de Marché ze bréngen.

(Interruption)

D'Gestion locative sociale ass an deem Kontext e wichtegen Outil, dee mer weider musse stäerken. De Budgetsrapporter huet et a sengem Rapport ernimmt: Fir d'Gestion locative sociale ze stäerken, brauchen déi konventionéiert Acteure méi finanziell Ënnerstëtzung. Eréischt wann déi Ënnerstëtzung séchergestallt ass, sollte mer un déi steierlech Schrauf dréie goen, fir d'Locatiounsrevenuen aus der GLS nach méi steierlech ze begënschtege wéi haut.

Zesumme mat der Leerstandssteier an der méi gerechter Besteierung vun der traditioneller Locatioun

um Privatmarché schafe mer e kohärente Kader, fir d'Verlounen zu bezuelbare Präisser ze ferderen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Eng weider Fuerderung, déi ëmmer nees erhuewe gëtt an déi de Budgetsrapporter och genannt huet a sengem Rapport, besteet dodran, déi privat Acteure méi an d'Schafe vun ëffentlechem bezuelbarem Wunnraum ze involvéieren. Déi Fuerderung huet een och oft an der Press an an de Medien héieren. Mam Pacte Logement 2.0 hu mer schonn e System entwéckelt, dee justement déi Privatacteure mat an d'Boot soll huelen.

Am Géigenzuch zum Prozentsaz vu bezuelbarem Wunnraum, dee jo bei all neiem Projet muss entstoen, gëtt d'Densitéit erhéicht, wat eigentlech eng Win-win-Situatioun ass.

D'Gefor, déi sech allerdéngs hannert der Fuerderung no méi enger staarker Roll vun de privaten Acteure verstoppt an déi am Sënn vum Allgemenginteresse verhënnert soll ginn, ass déi, datt ëffentlech Gelder zur Hannerdier eran derzou déngen, de privaten Acteuren exorbitant Gewënner zouzeschousteren. Dat ass ganz sécher net d'Roll vum Staat an et entsprécht och net dem Prinzipp vum Interêt public, an dat an engem Beräich, an deem den Interêt privé d'Nues vill ze vill laang vir hat.

Genee dat ass nämlech den Haaptgrond, firwat mir haut an där schwiereger Situatioun sinn, wou et net genuch abordabel Wunnenge gëtt, déi an ëffentlecher Hand leien.

Dir Dammen an Dir Hären, de Begrëff vum Vivre-ensemble, dee sech queesch duerch de Budgetsrapport zitt, ass en eedele Begrëff mat ville Facetten. Am Fong kann een en op sämtlech Beräicher vun den ëffentleche Politicke leeën.

E wichtegen Aspect vum Vivre-ensemble ass ganz sécher d'Kultur. Se bréngt Mënschen zesummen, se schaaft gesellschaftlechen Zesummenhalt, Inklusioun a Liewensqualitéit. Dofir stäerke mer mat dësem Budget och d'Kultur.

Kultur ass e Beräich, vun deem net esou oft geschwat gëtt wéi vun aneren, an awer spillt d'Kultur an eiser Gesellschaft eng wichteg Roll. Se stäerkt eis Demokratie a vermëttelt schonn deene Jéngste wichteg Wäerter.

Mat zousätzlech 1,2 Millioune fir déi konventionéiert Associatioune stäerke mer och d'Grondrecht vun der Ausübung a vum Accès zu der Kultur am net professionelle Secteur. Am gesamte Budget vum Kulturministère gëtt et eng Progressioun vu 6,5 % par rapport zum leschte Budget, an dat och a Krisenzäiten.

Engersäits ass dat op d'Ëmsetzung vum neien Denkmalschutzgesetz zréckzeféieren, anerersäits awer och op eng besser Ënnerstëtzung vun de Kulturschafenden. Et si si, déi duerch hir interkulturell Kreatiounen entscheedend zum gudden Zesummeliewe bäidroen, an domat och zu der Iwwerwannung vu sproochlechen a soziokulturelle Grenzen an eiser Gesellschaft.

Dat verdéngt net nëmmen eng moralesch Unerkennung – et kann een net ëmmer nëmmen d'Kënschtler als déijéineg duerstellen, déi déi „brotlose Kunst" ausüben –, si verdéngen och méi eng grouss finanziell Ënnerstëtzung, an déi gëtt mam Budget 2023 mobiliséiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en Theema, dat grad wéi d'Kultur a fréiere Budgetsdebatten éischter marginal behandelt ginn ass, mee mëttlerweil eng zentral a wichteg Bedeitung kritt huet, ass d'Klimakris als eng vun de gréissten Erausfuerderunge vun der Zäit.

Jiddweree mierkt et, och zu Lëtzebuerg: D'Klima ass amgaangen, sech ze veränneren, et kann een et net méi einfach ausdrécken. Extreem Dréchenten, Iwwerschwemmungen, Hëtztwellen, Tornadoen a Stierm: De wëssenschaftlechen Erkenntnisser no erliewe mir mat dëse Phenomeener e Virgeschmaach op dat, wat eis erwaart, wa mer d'Äerderwiermung net stoppen.

Grad déi jonk Generatioun fillt sech dovu betraff a mécht mat neien a munchmol och ëmstriddene Protestformen dorop opmierksam, dass et net méi fënnef vir, mee fënnef op zwielef ass. Dës Alarmsignaler rësele waakreg a se si wichteg. Se verhënneren awer net, datt d'Lobby vun de fossillen Energieträger nach ëmmer e grousst Wuert matzeschwätzen huet.

Op der COP27 an Ägypten huet dat sech op en Neits gewisen: Bekanntlech huet de Phase-out vun der Kuel, dem eigentlech klimaschiedlechste fossille Brennstoff, et net an den Enntext gepackt.

Deem géinteniwwer si mer awer frou, dass et och gutt Noriichte gëtt, déi an den neiste Rapporte vun der Internationaler Energieagentur och bestätegt gi sinn.

Fazit ass, datt déi erneierbar Energien nach ni esou gutt dostounge wéi haut. D'Joer 2022 gëtt souguer als Turningpoint fir d'Energieeffizienz ageschat. Eleng zu Lëtzebuerg hu mir d'Strouproduktioun um Niveau vun der Fotovoltaik an de leschte Jore verduebelt an d'Wandkraaft vervéierfacht.

Mir hunn och eis Klimaziler fir 2021 erreecht, wuel wëssend, datt d'Ekonomie d'lescht Joer net méi pandemiebedéngt am Ralenti war, mee eng Relance erlieft huet. Datt mir d'Klimaziler erreecht hunn, ass also net op de Stëllstand vun der Pandemie zréckzeféieren, mee zu engem gudden Deel op déi iwwer zwou Milliarden, also 10 % vum Budget, déi mir all Joer fir d'Ëmsetzung vum Klima- an Energieplang mobiliséieren – ech schwätze vum PNEC. Bis 2025 klammen déi Zommen op bal 2,5 Milliarden Euro. Dat ass net näischt!

Mat de Moossnamen aus dem zweeten Tripartite-Pak gi mer der Klimatransitioun e weidere Schub. Wichteg Instrumenter sinn hei d'Reduktioun vun der TVA bei Solaranlagen a Reparaturaarbechten, d'Ënnerstëtzung fir Betriber, wou d'Bonification d'impôt op klimafrëndlech Investitiounen ausgedeent gëtt, déi däitlech Erhéijung vun de Primme fir energeetesch Sanéierung, fir den Ersatz vu fossillem Heizen a fir den Ëmstig op Sonnenenergie, awer och d'Aussetze vun der Degressioun bei Aspeistariffer an nei Solarausschreiwunge fir Entreprisen.

Derbäi kommen natierlech Fotovoltaikanlagen op all Neibau a Solarenergie op alle staatleche Gebaier. Et muss ee wëssen, dass virun 20 Joer déi Technik nach net esou wäit war an dass de Reflex deemools nach net bestanen huet. Haut muss nogerüst ginn, an dat gëtt och gemaach.

Här President, wa mer an deem Kontext da vum Vivre-ensemble schwätzen, da musse mer och hei vu Generatiounegerechtegkeet schwätzen, well d'Energietransitioun huet och vill mat Generatiounegerechtegkeet ze dinn. D'Generatiounegerechtegkeet vun engem Budget moosst sech nämlech net eleng un enger niddreger Staatsschold par rapport zu anere Länner oder par rapport zum PIB a scho guer net eleng um Triple-A. D'Generatiounegerechtegkeet vum Budget moosst sech u senger Krisefestegkeet an un der Héicht vun den Investitiounen an d'Zukunft.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, heibanne sëtze vill Elteren. De Budgetsrapporter huet säi klenge Lou och gëschter mat an d'Chamber bruecht. Ech denken an ech sinn och iwwerzeegt, datt kee vun den Elteren oder Grousseltere senge Kanner an Enkelkanner eemol wëll soen: „Mir hunn Är Liewensgrondlagen zwar irreversibel zerstéiert, mee dofir hate mer awer iwwer Joren eng relativ niddreg Staatsschold an en Triple-A."

Esou eng Politik wier fatal fir déi follgend Generatiounen an hätt mat Generatiounegerechtegkeet näischt ze dinn. An dofir begréisse mer all Euro, deen an dësem Budget an d'Nohaltegkeet, an domat och an d'Resilienz vum System investéiert gëtt, och wann dës Moossnamen de Budget haart op d'Prouf stellen.

Wéi d'Cour des comptes richtegerweis ënnersträicht, spuert all Euro, dee mir haut an d'Nohaltegkeet investéieren, de follgende Generatioune 15 Euro Invest, fir d'Schied ze reparéieren, soulaang se dann nach iwwerhaapt reparabel sinn. Ënnert dem Stréch gëtt et eis also manner deier, haut ze investéieren, wéi muer.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | A war mir haut och méi an eng resilient Energieversuergung investéieren, wat déi folgend Generatioune besser virun der Erpressung duerch autokratesch Regimmer geschützt ginn. Dat ass déi eigentlech Generatiounegerechtegkeet, déi sech op ville Plazen an dësem Budget nidderschléit.

Wat eis als Gréng deemgéinteniwwer trotzdeem Suerge mécht, huet och mat Generatiounegerechtegkeet ze dinn: Et ass de Fait, datt net nëmme mir Erwuessener, mee och virun allem d'Kanner op eng gesond a qualitativ héichwäerteg Ernärung an op e gesond Liewensëmfeld ugewise sinn, fir gesond ze bleiwen.

Wann een da weess, datt schonn an de Babyhoer eng ganz Rei Gëftstoffer entdeckt ginn, déi zu engem Deel op belaascht Iesswueren, awer och zum Deel op schiedlech Ëmweltfacteuren zréckzeféiere sinn, da mécht ee sech noutgedronge Suergen. An da stellt ee sech dach awer d'Fro, firwat de Budget fir d'Ëmsetzung vum Bioaktiounsplang am Budget 2023 bei der Landwirtschaft net eropgeet, mee eng Tendenz no ënne weist. Dës Fro ass eiser Meenung no ëmsou méi pertinent, well mir eisen Ziler aus dem Bioaktiounsplang leider hannendrulafen an elo mussen op d'Pedall drécken.

Dat fest verankert Zil besteet jo doran, zu Lëtzebuerg op 20 % Biofläche bis zum Joer 2025 ze kommen. Haut leie mer bei plus ou moins 6 % biologesch ugebaute Flächen um Lëtzebuerger Territoire. Ech denken, et ass en Uleies vun eis alleguer, och hei déi richteg Jalonen ze setzen. An dofir freeë mer eis iwwer all Schrëtt oder besser gesot all Wäitsprong, deen an Zukunft um Plang vun der Biolandwirtschaft gemaach gëtt.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Et gëtt Siwemeilestiwwelen, déi een da kann undinn, an da geet et méi séier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Land op d'Zukunft virbereeden, fir dass jiddwereen zu Lëtzebuerg gutt liewe kann, dat heescht natierlech och: an d'Infrastrukturen investéieren. Och hei ginn d'Investissementer an der Linn vun de leschte Joren weiderhin erop. Virun allem och, wann ee sech de Pluriannuell ukuckt, kann een dat feststellen. A jo, och wa Scholden opgeholl ginn an Defiziter festzestelle sinn, sou suergen déi héich Investissementer awer derfir, datt eist Land sech zukunftsfäeg weiderentwéckelt – och op dësem Plang – an datt déi follgend Generatiounen net mat engem infrastrukturellen Harakiri konfrontéiert ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Héich Investissementer verhënneren doriwwer eraus, datt reieweis Betriber an Aarbechtsplaze verluer ginn. An och dat kënnt deene follgende Generatiounen zegutt.

Aus all deene Grënn, Dir Dammen an Dir Hären, si mir der Meenung, datt et e Feeler wier, de Rimm ronderëm de Staatsbudget an der aktueller Kris ze fest zouzezéien a sech just op déi blank Zuele vum PIB a vun der Staatsschold ze konzentréieren. Oder anescht ausgedréckt: E Budget, dee sech an dëser Kris selwer d'Loft hëlt, esou e Budget erstéckt och d'Ekonomie.

Här President, dës Regierung mécht dee Feeler net! Se investéiert trotz Kris esou vill wéi keng aner Regierung virdrun an d'Zukunft vun eisem Land. D'Resultater loosse sech ëmmer méi weisen, ugefaange beim schéine Beispill vum Tram, dee viru genee fënnef Joer a véier Deeg – den 10. Dezember war dat, viru fënnef Joer – seng éischt Kilometer zréckgeluecht huet a mëttlerweil mat méi wéi 8.000 Passagéier am Dag vum Kierchbierg bis op oder, besser gesot, bis laanscht Bouneweg fiert.

An dësem Budget geet dës Tendenz trotz Kris riicht weider. D'nächst Joer leie mer mat engem Invest vun 3,8 Milliarden Euro am Gesamttotal bei 4,6 % vum PIB, an domat nach iwwert dem aussergewéinleche Covidkrisejoer vun 2020.

E besonnesch wichtege Beräich ass an deem Kontext natierlech d'Mobilitéit, déi sech allerdéngs net just op den Ausbau vum Tram limitéiert. Och fir 2023 bleiwe mer bei zwee Drëttel Invest fir d'Schinn par rapport zu engem Drëttel fir d'Strooss. Dat Ganzt, fir en effikasst Mobilitéitskonzept op d'Been ze stellen, ëmzesetzen. E Konzept, dat net, wéi sou gär behaapt gëtt, op Verbueter baséiert – och net um Verbuet, Auto ze fueren –, mee op enger kohärenter Multimodalitéit, mat der Schinn als Réckgrat vum ganze System.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Am Fonds du rail sti mer bei 549 Millioune fir d'Joer 2022, déi eropginn op 566 Millioune fir 2023.

Insgesamt klammen d'Investitiounen am Budget vun 1,3 Milliarde bis op 1,4 Milliarden am Joer 2026. A wat d'Primme fir d'emissiounsfräi Autoen ugeet, investéiere mir fir 2023 esou vill wéi nach ni: ganzer 73 Milliounen.

Pardon, ech muss eng Schlupp drénken, mee mäi Glas ass nach net voll.

Une voix | Et ass leider nëmme Waasser.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dat ass och besser.

(Interruption)

(Mme Josée Lorsché se verse un verre d'eau.)

Déi, déi net heibanne sinn, jo.

Zu der Elektromobilitéit, jo. Ech hat gesot, dass mer vun 2021 bis 2023 150 Milliounen an déi emissiounsfräi – et muss een awer och soe „kaméidifräi" – Mobilitéit investéiert hunn. D'Resultat léisst sech weisen a spigelt sech an den Immatrikulatiounszuelen zréck. Déi si beuechtlech. Ech soen herno nach e puer Wierder méi dozou, wann et ëm d'Tanke geet.

E Wuert nach zu der Santé oder, besser gesot, e puer Wierder méi, well d'Santé e Beräich ass, deen an de leschte Joren ëmmer méi an de Fokus geroden ass duerch d'Pandemie. D'Pandemie huet eis awer och erlaabt, de Santésberäich mat der Lupp ze kucken a verschidde Schwächten opzedecken. Dat kann een och positiv gesinn, well mer elo eis bewosst sinn, dass mer se musse behiewen.

Hei stécht positiv ervir, datt de Budget fir d'Fonctionnementskäschte vun de Services extrahospitaliers vun der Santé mentale ëm ganzer 2,5 Milliounen op 24,3 eropklammen. No der Pandemie, déi eis d'Wichtegkeet vun enger besserer Prise en charge vun der mentaler Gesondheet a vun de mentale Problemer eeben och dramatesch virun Ae gefouert huet, ass déi Erhéijung e ganz wichtege Schrëtt.

Bedauerlech ass allerdéngs, dass sech um Niveau vum Remboursement vun der Psychotherapie nach ëmmer näischt gedoen huet an dass elo och nach de Schlichtungsprozess gescheitert ass. Joren nodeems d'Gesetz iwwert d'Psychotherapie a Kraaft getrueden ass, mam Zil, dës Prise en charge fir jiddwereen accessibel ze maachen, ass dee Stëllstand um Niveau vun den Tariffverhandlungen net méi nozevollzéien. Wou ech awer net wéilt dem zoustännege Minister d'Schold ginn, well en hei net déi néideg Moyenen huet, reng prozedural gesinn, fir esou vill matzeschwätzen, wéi en dat vläicht misst. An duerfir si mer der Meenung, wann d'Prozedure sollen iwwert d'Gesetz geännert ginn, dass dat och muss gemaach ginn, fir dass endlech hei Neel mat Käpp kënnen entstoen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Wichteg a begréissenswäert ass fir eis och, datt de Budget vun der eSanté op 5,4 Milliounen eropgeet. Dat Geld ass gutt ugeluecht, notamment wann et dozou féiert, datt den elektronesche Patientendossier sech no jorelaange Problemer endlech duerchsetze kann. Domat verbonnen ass hoffentlech och eng besser Vernetzung vun de Spideeler a Servicer doduerch, datt en eenheetlechen IT-System am gesamte Santésberäich opgebaut gëtt.

All Invest an déi Richtung vereinfacht de Parcours vum Patient op villen Eebenen, virun allem, well en onnéideg an oft belaaschtend duebel an dräifach Ënnersichunge verhënnere kann. Doriwwer eraus erlaabt den DSP, de Patientendossier, a Kombinatioun mat engem eenheetlechen informatesche System, datt d'Medezinner méi koordinéiert zesumme kënne schaffen an datt der CNS vill Käschten erspuert bleiwen, wou ee jo muss wëssen, dass do mëttlerweil Defiziter optauche vun engem Batz – 55 Milliounen Euro.

An der Diskussioun ronderëm den OCDE-Rapport iwwert d'Gestioun vun der Pandemie sinn ech am Numm vun der grénger Fraktioun méi am Detail op dee Volet agaangen. An dëser Debatt wëll ech just nach emol betounen, datt d'Digitaliséierung am Gesondheetswiesen zwar e gudde Batz Geld kascht, ënnert dem Stréch mécht se sech awer, souwuel fir d'Patienten, wéi och fir d'Dokteren, d'Spideeler a fir d'CNS bezuelt.

Här President, wéi am Ufank gesot, wëll ech mech an dëser Debatt net just op déi eenzel Budgetsposten oder Ressorte konzentréieren, ech wëll och dovu profitéieren, fir e klenge finanzpoliteschen Ausbléck an d'Zukunft ze maachen oder ze riskéieren.

Déi Zukunft ass engersäits mat méi Erausfuerderunge verbonnen ewéi jee. Anerersäits ka se op wichtegen Erkenntnisser opbauen, déi mir an de leschte Krisejore gewonnen hunn. Eng Erkenntnis – eng wichteg Erkenntnis – aus de leschte Joren ass d'Tatsaach, datt mir op e staarke Staat, op staark ëffentlech Verwaltungen, op staark Staatsfinanzen ugewise sinn, fir d'Kris gutt ze geréieren a fir hir negativ Impakter souwäit wéi méiglech ofzefiederen; och am Prinzipp vun der Solidaritéit.

Net just mir Gréng, mee praktesch sämtlech Vertriederinnen a Vertrieder aus dem Finanzsecteur, mat deene mer eis an der Finanzkommissioun ausgetosch hunn, gesinn allerdéngs grouss budgetär Defien op eis zoukommen; et kann een et net oft genuch widderhuelen. Bei unhalender Kris oder bei potenziell neie Krisen – de Mueren ass vun enger eventuell neier Pandemie geschwat ginn, och esou eng ass net auszeschléissen –, do riskéieren déi budgetär Defien eis natierlech zum Verhängnis ze ginn, wa mer net handelen.

Op där enger Säit gesi mer dat bei de Recetten. Nieft dem Risiko vun enger wirtschaftlecher Rezessioun stécht och d'Vulnerabilitéit vu verschiddene Recetten am Budget ervir. Ech schwätzen hei ënner anerem vun de Recetten, déi iwwert d'Akzisen an d'TVA op den Zigaretten an um Tubak an de Budget fléissen a vu Joer zu Joer klammen.

Mëttlerweil leie mer, fir dëst Joer, bei iwwer 1 Milliard Euro – et muss een emol sech iwwerleeën, wat dat bedeit –, also 5 % vum gesamte Budget. Dat ass eng Hausse vu 15 % par rapport zum leschte Joer. An dës Recette soll, laut de Projektioune vum Budget 2023, d'nächst Joer also, nach eemol ëm 13 % klammen.

Onofhängeg vum gesondheetsschiedlechen Aspekt, deen ech schonn an enger rezenter Heure d'actualité thematiséiert hunn, déi vun der CSV ugefrot gi war, stellt sech d'Fro, wéi zukunftsfäeg respektiv wéi nohalteg d'Recettë vun den Tubaksproduiten iwwerhaapt sinn. An et stellt sech d'Fro, wivill Depensen dës Recetten op där anerer Säit am Gesondheetssecteur generéieren.

Och wann de Gros vun de verkaafte Quantitéiten am Ausland gefëmmt gëtt an d'Mënschen op där anerer Säit vun der Grenz krank mécht, sou heescht dat net, datt zu Lëtzebuerg wéineg gefëmmt gëtt. Ganz am Contraire. Andeems mer dann en ëmmer méi grousssen Deel vun eisem Budget op dës Recetten opbauen, maache mer eis net nëmmen ofhängeg vum Fëmmverhale vu ville Mënschen, mee och vun de Präisdecisiounen, déi am Ausland getraff ginn.

Virun allem, Dir Dammen an Dir Hären, maache mer eis awer ofhängeg vun engem potenziell illegale Reseau, deen am Verdacht steet, iwwerméisseg héich Quantitéite vu bëllegen Zigaretten an d'Ausland ze schleisen a se do zu méi deiere Präisser weiderzeverkafen. Déi iwwer 1 Milliard Euro Recettë gi jo net just vun e puer Geleeënheetsfëmmerten oder Ketteraacherten op där anerer Säit vun der Grenz eran an d'Keess gespullt. Ech mengen net, dass e Mënsch méi wéi zwee Päck den Dag verkrafte kann.

Plusieurs voix | O!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Oder dach? Ech hu manner Erfarung wéi anerer, mee zwee, dräi Päck, mengen ech, missten awer de Maximum sinn, déi ee sech kann zoumudden, wann ee sech da gär ongesond verhält.

Une voix | Da musst Der eng Etüd maachen.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Eng Etüd, mengen ech, brauche mer an dësem Fall net.

Wou et mer hei drop ukënnt, ass Follgendes: Sollt d'Vermuddung vum illegalen Handel sech bestätegen – an dat ass an dëser Heure d'actualité och ëfters gesot ginn – doduerch, dass besser Douaneskontrolle gemaach ginn, sollt dësen illegalen Handel opfléien, dann ass et mat der rasant steigender an aussergewéinlech héijer Recette séier gedoen. An däers musse mer eis bewosst sinn. An deem Sënn kann ee bei deenen ëmmerhi 5 % Recetten am gesamte Budget, déi de Verkaf vun den Tubaksproduite generéiert, net vu stabillen an och net vun nohaltege Recettë schwätzen.

Grouss Defie gesi mer dann awer och bei den Depensen op eis zoukommen. Fir déi grouss Chantiere vun eiser Zäit – Dir wësst, wat ech mengen: d'Klimakris, d'Biodiversitéitskris, de Logement an anerer – kënnen unzegoen, brauche mer och an den nächste Joren eng Investitiounsoffensiv, déi begréissenswäerterweis an dësem Budget virgesinn ass. Dat ass betounenswäert a luewenswäert.

Derbäi komme steigend Depensen, ënner anerem bei der Sécurité sociale oder awer och am wichtege Beräich vun der Santé a vun der Fonction publique. Alles wichteg Domäner, déi mer net a Fro stellen, wann et ëm d'Investéiere geet.

Fir all dës wichteg Depensen an Zukunft awer kënnen ze stemmen, si mer natierlech op stabill Recetten ugewisen. Domat mengen ech Recetten, déi eis laangfristeg erhale bleiwen an de Budget op stabill Féiss stellen. An och hei féiert nach emol kee Wee dolaanscht, iwwert d'Steierpolitik a Steierrecetten ze schwätzen. Ech géif emol mengen, dass d'Geld net vum Himmel fält, et muss jo iergendwou hierkommen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | De Budgetsrapporter vu virun zwee Joer – mäi Fraktiounskolleeg, de François Benoy – hat schonn eng ganz Rei Piste proposéiert, déi fir eis weiderhin aktuell bleiwen. An dat Dokument ass natierlech och weiderhin zougänglech a steet jiddwerengem zur Verfügung. Ech kann et elo net aus der Këscht huelen, soss géif ech meng Riedezäit sprengen.

E wichtegen Aspekt ass zum Beispill – ech wëll et awer nennen –, d'Steierbegënschtegungen, déi sougenannt „dépenses fiscales", méi genee ënnert d'Lupp ze huelen a reegelméisseg ze evaluéieren, ob se nach dee Sënn an Zweck erfëllen, fir dee se eigentlech agefouert gi sinn.

Dat soen net just mir ...

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Lorsché, erlaabt Der, datt den Här Roth Iech eng Fro stellt?

M. Gilles Roth (CSV) | Ganz zum Schluss, ganz zum Schluss.

M. Fernand Etgen, Président | Ganz zum Schluss. Ok.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Gären.

M. Fernand Etgen, Président | Besser esou.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech hoffen, dass ech dann nach de Fuedem net verluer hu vun deem, wat ech elo gesot hunn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Loosst Iech net oflenken.

(Interruption par M. Gilles Roth)

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | De Fuedem vun ... dee bloen, deen Dir unhutt.

(Hilarité)

Dat soen net just mir, dass een déi Dépense-fiscalle soll evaluéieren.

Elo hutt Der mech awer aus dem Fuedem bruecht.

Och de Staatsrot huet d'Wichtegkeet vun dëser Approche scho virun enger Rei Joren an engem Avis zum Budget ënnerstrach. An och d'Zentralbank huet dëse Punkt dëst Joer an hirem Avis opgeworf.

Wichteg ass fir eis och de Prinzipp vum Green Budgeting, also engem transversale gréngе Budgetiséieren, deen och vun der OCDE promouvéiert gëtt. Hei geet et drëms, d'Depensen am Budget konsequent an transversal op hiren Impakt op d'Ëmwelt an op d'Klima ze evaluéieren an op déi Manéier sécherzestellen, datt déi sougenannt „cohérence des politiques publiques" respektéiert gëtt respektiv datt Feelinvestitioune verhënnert ginn.

A Frankräich gëtt deementspriechend alljoers e Rapport publizéiert. A mir géifen emol mengen, dass dat och eng interessant Pist fir Lëtzebuerg kéint sinn. Well alles dat ass am Sënn vun enger effikasser Budgetspolitik, esou wéi se och vun der Cour des comptes gefuerdert gëtt.

Mam geplangten Nohaltegkeetscheck fir Gesetzesprojete maache mer an dëser Matière en entscheedenden a ganz begréissenswäerte Schrëtt no vir. A mir freeën eis op déi éischt Evaluatiounen a Resultater vun dësem neie Projet, vun dësem Check.

Ëm Nohaltegkeet geet et dann och op der Finanzplaz, déi gutt en Drëttel vun eisem PIB an de Steierrecetten ausmécht.

Fir d'éischt wëll ech betounen, datt mir als Gréng zu der Finanzplaz stinn. Mir bekennen eis zu deem Secteur. Nom Abroch vun der Stolindustrie huet d'Finanzplaz eisem Land eng nei ekonomesch Identitéit verpasst. An déi stelle mer ganz sécher net a Fro.

Net manner wichteg ass fir eis awer och déi Diversifizéierung vun der Wirtschaft a vun de Betriber, wou vill Potenzial bei de PMEen, deene klengen a mëttelgrousse Betriber, a beim Handwierk läit a wou mer den Zuch a Richtung innovativ, ressourcëschounend an zukunftsfäeg Produktioun net däerfe verpassen. Also souzesoen de Contraire vu Fage.

Eng wichteg Konditioun, fir datt dat do geléngt, ass d'Orientéierung an d'Ausbildung vun deene Jonken. Engersäits sinn déi Jonk jo op zukunftsfäeg Aarbechtsplazen ugewisen, anerersäits feelt et ville Jonken zu Lëtzebuerg awer um richtege Profill, fir déi bestoend Aarbechtsplazen ze besetzen. Hei komme gréisser Defien op de Schoulsystem, op d'Beruffsausbildung an op d'Orientéierung vun deene Jonken op den Aarbechtsmaart zou. Scho viru Joren huet d'OCDE an engem Spezialrapport iwwer Lëtzebuerg op déi Problematik opmierksam gemaach. An dee Rapport war och deemools hei an der Chamber virgestallt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, wat dann d'Finanzplaz méi speziell ugeet, sou ass et fir eis als Gréng evident, datt de Finanzsecteur, wéi ech scho gesot hunn, och an Zukunft e wichtege Bäitrag zum Budget kann a muss leeschten. Dat ass ganz kloer. Dat ass awer net deen eigentlechen Defi, op deen ech eraus wëll, wuel wëssend och, datt de Finanzsecteur bis haut zimmlech stabill war, och an der Kris. Dat muss awer net onbedéngt esou bleiwen an dofir musse mer och dëse Secteur resilient maachen. Mee wat heescht dat? Deen eigentlechen Defi am Finanzsecteur läit fir eis doran, datt dëse Secteur nach méi nohalteg opgestallt muss ginn, wéi en elo schonn ass, fir nach méi resilient ze ginn a gutt géinteniwwer weidere Krise gewappnet ze sinn.

Eng ganz Rei Schrëtt sinn an déi Richtung gemaach ginn – ech hunn dat och schonn ënnert dem fréiere Finanzminister Pierre Gramegna betount –, an déi Schrëtt hu mer och wierklech ëmmer ënnerstëtzt. Mir hunn d'BEI ervirgehuewen, wou eng ganz Rei gréng Finanzen an d'Weeër geleet gi sinn.

An awer musse mer opgrond vun internationalen Etüde feststellen, datt nach Sputt no uewen ass an datt Lëtzebuerg nach e Stéck ze goen huet, bis et op enger richteg grénger Finanzplaz ukomm ass. Esou hu rezent Recherchë vun engem Mediekonsortium zu de sougenannten ESG-Fongen, den Environmental-Social Governance-Fongen, erginn, datt just e Brochdeel vun deem, wat zu Lëtzebuerg investéiert gëtt, duerch an duerch nohalteg ass. Dat ass kee reng lëtzebuergesche Problem, mee e globale Problem um internationale Plang. Déi Transitioun brauch hir Zäit.

Absolutt positiv ass an deem Sënn, datt mir mat dësem Budget en Zeechen op nationalem Plang setzen. An dofir soen ech deene ville cleveren a wäitsiichtegen Deputéierte Merci, déi sech derfir agesat hunn. Konkreet heescht dat, datt mir mat dësem Budget e Paradigmewiessel an d'Weeër leeden, andeems mir Atom a Gas aus der reduzéierter Taxe d'abonnement duerch en Amendement um Budget ausschléissen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Fir eis ass dat e logesche Schrëtt, e läit nämlech genee an der Logik vun deem, woufir déi lëtzebuergesch Regierung a mir Gréng eis och scho säit Joerzéngten asetzen, an zwar e Fort vun der geféierlecher Atomenergie an e Fort vun de fossillen Energien, déi eis vun Autokraten erpressbar maachen, hin zu erneierbaren Energien an zu Autonomie!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Mat dëser Decisioun suerge mer derfir, dass just déi wierklech nohalteg Investitioune begënschtegt ginn a mir verhënneren, datt Steiergelder am schwaarze Lach vun neien Atomkraaftwierker verluer ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dir Dammen an Dir Hären, et kann ee sech dréien a kéieren, wéi ee wëll: Atom ass a bleift eng Gefor fir d'Mënschheet an un der Geféierlechkeet vum Atom ännert sech och näischt, wann d'Atomkraaftwierker Minidimensiounen unhuelen oder anescht funktionéiere wéi déi al, veraltert Wierker.

E weidere Chantier am Beräich vun de grénge Finanzen bleiwen natierlech déi grouss staatlech Fongen, dorënner an éischter Linn de Pensiounsfong, dee jo erëm an der Aktualitéit gelant ass an de leschten Deeg. An enger Motioun vum Dezember 2020 hu mer eis an der Chamber drop gëeenegt, datt mir de Pensiounsfong méi nohalteg opstellen. Dat war en eedelt Zil.

Genau zwee Joer duerno musse mer awer leider all zesumme feststellen, datt de Fong trotz enger Rei vu gudden Initiative weiderhin nach ëmmer net alignéiert ass mat de Paräisser Klimaziler. De Portfolio vum Fong befënnt sech op enger Trajectoire vun enger Äerderwiermung vun zwee bis dräi Grad, also wäit ewech vun den 1,5 °C aus dem Paräisser Accord. Och befanne sech trotz den ESG-Labele weiderhin eng Rei Entreprisen am Fong, déi majoritär am Beräich vun de fossillen Energien aktiv sinn.

Eisen Informatiounen no wäert de Fong deemnächst eng nei Investmentstrategie unhuelen, déi fir déi nächst fënnef Joer soll gëllen. An deem Sënn wier et spéitstens dee Moment wichteg, de Respekt vum 1,5-Grad-Zil am Reegelwierk ze verankeren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Sollt déi Diskussioun drop erauslafen, datt d'Gesetz iwwert de Pensiounsfong entspriechend geännert muss ginn, da sollte mer eis derhannert setzen an och hei Neel mat Käpp maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Et geet jo eigentlech ëm zwee Aspekter, éischtens ëm eng nohalteg Ofsécherung vun de Pensiounen, wëssend, datt klimaschiedlech Investitioune per se net zukunftsfäeg

sinn. Zweetens geet et ëm d'Cohérence des politiques publiques, déi vun eis verlaangt, datt mer eisen Engagement géint Atom a fossill Energien och am Pensiounsfong héichhalen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | E Wuert zu engem anere sensibelen Dossier, dem Tanktourismus. Eng weider net nohalteg Ofhängegkeet, muss ee soen, a puncto Recetten, déi mer schonn amgaange sinn ofzebauen, ass bekanntlech den Tanktourismus. Och hei hänke mer vun deem of, wat an anere Länner decidéiert gëtt. Dat hu mer dëst Joer ganz androcksvoll kënne gesinn, wou sech verschidde Länner mat ëmmer méi grousse Rabatten op den Tankstellen iwwerbueden hunn a mir dat och am Staatsbudget ze spiere kruten, méi oder manner.

Bei där ganzer Thematik oder, besser gesot, ëfters och Poleemik ronderëm den Tanktourismus däerfe mer net vergiessen, datt déi héich Recetten aus dem Bensinnan Dieseltanktourismus prinzipiell net zukunftsfäeg sinn, schonn aleng doduerch, well an abseebarer Zukunft ëmmer manner an iergendwann bal guer keng Autoe mat fossillem Brennstoff méi wäerten ënnerwee sinn – Stéchwuert: EU-wäite Verbuet vum Verkaf vun neien Autoe mat Verbrennungsmotor ab 2035.

Wéi d'Zuele bei den neien Immatrikulatioune weisen, hu mer hei mat engem exponentielle Wuesstum vun der Elektromobilitéit ze dinn, dat heescht awer och mat enger propperer Mobilitéit an enger CO_2-fräier Mobilitéit, déi eis Ziler nach eng Kéier ënnersträicht. 2021 goufen iwwer 9.000 Elektroautoen nei zougelooss zu Lëtzebuerg. 2019 waren et der just 1.900. Tëschent 1.900 an 9.000 leie vill Zifferen. D'Elektrifizéierung vum Stroosseverkéier ass also scho voll amgaangen, och dank de generéise Primmen, déi mer viru Joren agefouert an duerno nach ausgebaut hunn.

De Fazit, dee mer doraus mussen zéien, ass ganz einfach deen, datt och d'Recetten iwwert den Tanktourismus net weider durabel sinn an datt aus deem Grond och hei kee Wee derlaanscht féiert, no Alternativen ze sichen, am beschten zesummen, well et ass am Interêt vun eis all.

An der rezenter Steierdebatt ass mäi Fraktiounskolleeg, deen ech virdru schonn ernimmt hunn, de François Benoy, am Detail och op dëse Volet agaangen, an e wäert sech als Inspiratioun oder Informatioun och an eisem Walprogramm erëmfannen, mee nach ass et net esou wäit, haut diskutéiere mer net iwwert d'Walen, mee iwwert dat deierst Gesetz vum Joer, dat sech Budget nennt.

Ech hoffen am Numm vun eiser Fraktioun, datt de Budget muer gestëmmt gëtt. An ech ginn och elo scho léiwer direkt den Accord, fir et herno net ze vergiessen. Mir hoffen, dass dëse Budget muer gestëmmt gëtt, well ouni dëse Budget kënne mer déi vill Erausfuerderungen net packen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, d'Erausfuerderunge si ganz villfälteg a se sinn och grouss, mee eise Wëllen an eis Motivatioun, se unzegoen, sinn net manner grouss. Dat huet dës Koalitioun schonn an de leschten néng Joer gewisen. A mir weisen et och nees mat dësem Krisebudget, dee weider wichteg Weiche fir d'Zukunft setzt a Richtung nohalteg a gerecht Zukunft.

Wichteg ass fir eis als Gréng, datt mer op der Trajectoire weiderfueren an den Tempo nach e wéineg beschleunegen. Wichteg ass och, datt mir Courage beweisen, wann et heescht, decidéiert ze handelen, sou wéi ech et och schonn am Ufank gesot hunn, an deene Jonken duerch déi richteg Investissementer an eng sozial gerecht Ëmverdeelung vum Räichtum déi Zukunft ze schafen, déi se am Sënn vum gudde Liewen, am Sënn vum gudden Zesummeliewen, am Sënn vum Vivre-ensemble zu Lëtzebuerg verdéngen.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech hunn awer méi laang geschwat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An da géif ech dem Här Roth d'Wuert gi fir eng Fro.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech hunn eigentlech just eng Verständnisfro. Also, Madamm Lorsché, en Deel vun Ären Äusserungen deele mir, en Deel net, mee et ass just eng Verständnisfro, bei engem awer dach net onweesentleche Punkt, dat war, wéi Der iwwert d'Immobilien an de Logement geschwat hutt. Ech verstinn, dass Der sot: „Mir wëllen noverdichten." Bei der Noverdichtung muss een natierlech ëmmer wëssen, dass een net ka méi noverdichten, wéi d'Leit bereet sinn, iwwerhaapt, dass hir Haiser ofgerappt ginn, fir dass kann noverdicht ginn. Dat ass eppes, dat kann een net vun uewen erof diktéieren a soen: „Dir rappt elo of an da kënnt amplaz vun Ärem Eefamilljenhaus op enger villbefuerener Achs eng Residence dohinner." Dat ass e Problem. Et kann een och schwéier de Leit soen: „Et sinn nach esou vill Hektar an dem PAG". Wann d'Leit deen net wëlle fir de Wunnengsbau fräiginn, jo, da gi se en net fräi.

Wou ech awer e bëssen e Problem hat, à moins, dass Der mer sot: „Dir hutt dat falsch verstanen", dat ass deen, wou Der gesot hutt, jo, wann da gegeebenefalls doriwwer eraus nach Perimetererweiderunge géife kommen, da géif dat an d'Hänn vun de Promoteure spillen. Ass dat net esou, wéi ech dat verstanen hunn?

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Nee, ech hu fir ... Ech hunn dat Wuert „Perimeter" guer net benotzt.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, mee Dir hat awer eppes vun de Peri... vun den ...

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Nee, nee.

M. Gilles Roth (CSV) | ... „Benefisser" oder „an den Hänn vun de Promoteure" gesot.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech sot, dass beim Pacte Logement 2.0 notamment dru geduecht ginn ass, d'privat Acteure mat an d'Boot ze kréien doduerch, datt se sech un deene grousse Projete kënne bedeelegen, well se jo och bauen.

Du sot ech, dass dat awer bedéngt, dass d'Verdichtung méi grouss gëtt. Et gëtt méi gebaut op neie Projeten, dat gesitt Der jo an all deene Projeten, déi Der hei matënnerstëtzt hutt, déi och, mengen ech ... An Ärer Gemeng ass och een, deen an déi Richtung geet, wou einfach grouss PAPe gemaach ginn, grouss Projeten an de Gemengen. Mir hunn der mëttlerweil véier am Land, wann ech mech net ieren, wann net souguer fënnef, et ass jo och nach e Groussen zu Diddeleng, do gëtt jo en Deel sozial abordabele Wunnraum geschafe mat ëffentleche Gelder. Gläichzäiteg kréien d'Promoteuren dann awer och d'Moyenen, méi ze bauen, méi dicht ze bauen op deene Plazen. Dat gëtt zesumme mat den ëffentlechen Acteuren normalerweis op staatlechen Terraine realiséiert oder eeben am Kontext vu Proprietären, déi mat op de Wee ginn.

Ech hunn awer net geschwat vu Perimetererweiderung, wuel wëssend, dass all déi Projeten do bannerhalb vun de Bauperimetere vun deene Gemenge leien, wou se realiséiert ginn. Zu Diddeleng ass et zum Beispill eng Friche industrielle, wou mer ganz ënnerstëtzen, wou mer soen, d'Frichë si wierklech wäertvoll Terraine fir de Wunnengsbau, manner wäertvoll fir d'Biodiversitéit, well net méi vill op deenen Terraine wiisst. Wann een op deenen Terraine baut, da gëtt et eng Win-win-Situatioun souwuel fir déi ëffentlech Hand wéi och fir d'Promoteuren a virun allem eebe fir d'Leit, déi vun deene Wunnenge kënne profitéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché, fir déi Preziséierung a Kloerstellung. An da wier et elo um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Budgetsrapporter, deen huet eis jo e ganz interessante Rapport gëschter gemaach an en huet den Akzent op d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft geluecht. An dofir soe mer him villmools Merci. Et ass en eminent wichtege Projet, en immens wichtege Sujet. E schwätzt vun Integratioun, vun Inklusioun, vu sozialer Gerechtegkeet als engem zentralen Element vum Zesummenhalt an eiser Gesellschaft.

Ech muss soen, mir deele ganz vill vun deenen Iddien. An dat ass natierlech eng ganz schéi Saach, wann ee gesäit, datt awer parteiiwwergräifend all déi Notioune ronderëm déi mënschlech Solidaritéit e Konsensus hei am Haus fannen. Et ass also eng ganz interessant Ried gewiescht. An dofir nach eng Kéier e Merci.

An awer! Bei allem Respekt, déi prioritär Fro vum Abléck ass dach déi, wéi mir ekonomesch kënne virukommen oder souguer iwwerliewen. Eist Land steet virun enorme Problemer an de Budget als e wichtegt, zentraalt, wirtschaftlecht Steierungsinstrument muss sech elo prioritär ëm déi Situatioun këmmeren.

D'Ëmfroe bei eise Firmen a bei de Konsumente weisen, datt si éischter pessimistesch an d'Zukunft kucken. D'Gefor vun enger Rezessioun a Westeuropa ass ganz grouss a mir kënnen als klengt Land ganz séier an esou eng negativ Dynamik mat eragezu ginn. An där Situatioun huet et kee Wäert, de Kapp an de Sand ze stiechen, mee mir mussen d'Situatioun kloer erkennen, éierlech benennen a resolutt veränneren. Mir spillen als ADR net mat der ekonomescher Situatioun vum Land, net mat eisem Wuelstand an net mat eiser Zukunft.

An Europa gëtt et am Abléck zwee Kricher, een tëschent Russland an der Ukrain an een ekonomeschen a finanzielle Krich vun der EU géint Russland a Form vu Sanktiounen. Déi zwee Kricher hunn enorm Auswierkungen op eis, haaptsächlech iwwer Inflatioun, iwwer Liwwerschwieregkeeten a virun allem iwwer eng selwer ervirgeruffen Energiekris. D'Käschte vun deene Kricher sinn iwwerhaapt nach net ofzeschätzen. Och wësse mir haut net, wéi de Krich an der Ukrain militäresch ausgeet. Sécher ass just, datt mir ekonomesch schonn enorm vill verluer hunn.

Weltwäit gesi sinn Europa a Lëtzebuerg ëmmer manner kompetitiv an ëmmer manner attraktiv. Mir stelle fest, datt manner an Europa investéiert gëtt, datt vill Entreprisë faillite maachen an datt et eng Desindustrialiséierung an Europa gëtt. Vill Entreprisë verleeën hir Produktioun op aner Plazen, dacks och an d'USA, déi niewent China an e puer Uelegmonarchien am Noen Osten déi gréisste Gewënner vun dësem Krich sinn.

Loosse mer eis näischt virmaachen: Selbstverständlech d'Ukrain, mee och d'Europäesch Unioun hunn am meeschte verluer. Déi prioritär an existenziell wichteg Erausfuerderung fir d'EU a fir eist Land ass et

also, eis Kompetitivitéit an eis Attraktivitéit esou séier wéi méiglech ze retabléieren.

Mir freeën eis, datt an der internationaler Politik sech elo ëmmer méi weist, datt et keng Alternativ zu Verhandlunge gëtt. Och den amerikanesche President weist elo lues a lues déi Asiicht. Den Här Macron wëll Verhandlungen a proposéiert esouguer Sécherheetsgarantië fir Russland.

Mir als ADR goufe mat eiser klorer Haltung fir de Fridden, fir Verhandlungen a géint de Krich heibannen an an der Press kontinuéierlech kritiséiert. D'CSV, d'LSAP an anerer hunn eis Allméigleches reprochéiert. Dobäi ass et nach héchstens eng Saach vun e puer Méint, bis och si agesinn, datt et keng Alternativ zu Verhandlunge gëtt. Just soe mir als ADR, datt mir enorm vill mënschlecht Leed a Misär hätte kënnen evitéieren, wa mir direkt schonn am Februar de Wee vun der Vernonft gaange wären.

D'ADR huet awer selbstverständlech all Hëllefsmoossname fir d'Leit a fir d'Entreprisen hei am Land ënnerstëtzt a mécht dat och virun. An deem Sënn wéilt ech och hei direkt eng Motioun hannerleeën, Här President, well et geet eis drëm, datt mer d'Konsequenze vun deenen Dieselsanktiounen, déi elo am Februar d'nächst Joer a Kraaft trieden ..., dann ass jo keen Import vun Diesel méi aus Russland méiglech, wat héchstwarscheinlech zu enger grousser Präisdeierecht vum Diesel hei am Land féiert, an dat ass ganz bedeitend fir d'Privatpersounen, awer och fir d'Transport- an d'Logistikwiesen a fir eis Agrikultur, datt d'Regierung dat dann och voll kompenséiert.

Wannechgelift, Här President.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Sanktioune géint déi Russesch Federatioun vum 5. Februar 2023 un och ëm e Verbuet vun Dieselimporter sollen erweidert ginn,

ass sech bewosst, datt

– d'Energiepräisser déi lescht zwee Joer ëmmer nei Rekordstänn erreecht hunn, wat esouwuel fir déi privat Stéit, wéi och fir d'Entreprisen eng massiv, finanziell Zousazbelaaschtung bedeit;

– déi zukünfteg Sanktiounen, déi den Diesel betreffen, zu enger neier massiver Präisdeierecht, besonnesch am Transport- a Logistikwiesen, mee och an der Landwirtschaft, féiere kënnen,

fuerdert d'Regierung op,

– d'Präishaussen, déi duerch déi geplangten Ausweidung vun de Sanktioune géint déi Russesch Federatioun entstinn, a sämtleche Beräicher (Industrie, Landwirtschaft, Transport asw.) a vollem Ëmfang ze kompenséieren.

(s.) Fernand Katheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Katheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also zu deenen Hëllefsmoossname sti mer op jidde Fall. Mir wëssen awer och, datt mir eis dat net méi laang kënne leeschten, ouni d'Verschëldung op iwwer 30 % vum Bruttoinlandprodukt wuessen ze loossen. Och doweinst musse mir esou séier ewéi méiglech nees an eng Normalitéit zréckkommen.

Et ass schued, datt d'Regierung eis net scho vu sech aus Previsioune liwwert, wat d'Konsequenzen op eise Budget wären, wann de Krich an der Ukrain nach méi laang sollt daueren a wann duerch d'Sanktiounspolitik eis Nopeschlänner an eng Rezessioun sollten erarutschen.

D'Regierung mécht an dëser Kris eng Navigation à vue, amplaz proaktiv ze probéieren, all Schued vun eisem Land ewechzehalen. Si moolt eis Situatioun nach schéin, well si geet am Budget vun 2 % Wuesstum aus, wäit méi, wéi den FMI oder d'EU eis nach zoutrauen. D'Madamm Finanzminister huet dat de Moien awer zum Deel korrigéiert.

Och d'Inflatioun ass an dësem Budget nach vill ze niddreg ugesat. Wat huet dee Krich eis bis elo kascht? D'Zentralbank chiffréiert d'Käschte vum Energiedësch an de Solidaritéitspäck 1.0 an 2.0 zesummen op bal 2,6 Milliarden Euro. Aner Garantien, am Kader vun der Energiekris, misst een nach derbäirechnen. Net abegraff si Waffeliwwerungen un d'Ukrain, déi humanitär Hëllef, d'bilateral Hëllef an d'Depensë fir Dausende vu Leit aus der Ukrain, déi bei eis am Land Schutz fannen.

Alles, wat humanitär ass, fënnt d'Ënnerstëtzung vun der ADR, selbstverständlech! Awer de Constat ass däitlech: Mir kënnen eis eng Verlängerung vun deem Krich ganz einfach net leschten. Eleng scho wéinst deem onséilegen an onsënnege Krich wär et noutwendeg, aner ëffentlech Depensen ze limitéieren, dozou hu mer awer an dësem Budget näischt fonnt.

Här President, haut kucke mir traditionell an der Budgetsdebatt op eis Politik, awer och besonnesch op eis ekonomesch a finanziell Situatioun. Well mir virun enorme Problemer stinn, musse mir déi stabiliséieren a verbesseren an dofir brauche mir dréngend sechs Elementer.

Éischtens, eng Baussepolitik déi eis geostrateegesch Spannungen ofbaut an de Krich an Osteuropa op en Enn bréngt. Zweetens, en Enn vun der Sanktiounspolitik, déi mir op Dauer finanziell, ekonomesch an dann och gesellschaftlech net aushalen, well si eis selwer an engem héije Mooss schuet. Drëttens, eng Energiepolitik, déi Europa a Lëtzebuerg mat genuch, mat zouverlässeger, mat steierbarer a virun allem mat bëlleger Energie versuergt, fir konkurrenzfäeg ze sinn. Véiertens, mir brauche couragéiert strukturell Reformen, déi eist Land nees no vir bréngen. Fënneftens, mir brauchen e Budget, deen equilibréiert ass an eis Ekonomie virun Ideologie a falschverstan Ekologie setzt, a sechstens, mir brauchen en Enn vun der Scholdepolitik, déi d'Zukunft vun eisem Land a virun allem vun eise jonke Leit hypothekéiert.

Derbäi kënnt, an dat ass eng enorm Belaaschtung fir ganz vill Leit, datt d'Zënse klammen, wat natierlech mat der Inflatioun duerch d'Energiekris zesummenhänkt, awer och der Geldpolitik vun der Europäescher Zentralbank iwwert déi lescht Joerzéngte geschëlt ass. Enorm Geldmasse goufe mobiliséiert, zum Beispill iwwert de Wee vum „Quantitative Easing". Eng gemeinsam Scholdepolitik gouf an d'Weeër geleet, wat iwwregens och géint den EU-Traité verstéisst. Tatsaach ass, datt dee monetäre Volumen, deen am Ëmlaf ass, wäit iwwert deem wierkleche Besoin vun der Ekonomie läit an domat an héijem Mooss zur Inflatioun bäidréit. Déi Europäesch Zentralbank huet, amplaz Stabilitéitspolitik ze bedreiwen, selwer déi Inflatioun matprovozéiert, déi se elo duerch Zënserhéijunge muss bekämpfen.

Jiddefalls ass kloer, datt fir den Inflatiounsdrock an domat d'Zënsen ze maîtriséieren, de Fridden an Europa muss esou séier wéi méiglech retabléiert ginn. Héich Zënse maachen eis Staatsschold nach méi schwéier ze erdroen a si drécken eis Ekonomie gläichzäiteg erof a reduzéieren esou nach méi d'Recettë vum Staat. Déi Rechnung kann net opgoen.

D'Regierung presentéiert eis haut e Budget mat engem enormen Defizit: iwwer 2,8 Milliarden Euro an der Administration centrale, also am Zentralstaat, enger geféierlecher Perspektiv vun enger onkontrolléierbarer Verschëldung an enger erschreckender Onfäegkeet, déi wierklech Problemer vum Land ze benennen an ze léisen. Si geet esou wäit, en negative Solde vum Zentralstaat bis op d'mannst 2026 am Viraus ze plangen an domat schonn där nächster Regierung hire finanziellen Handlungsspillraum anzeschränken.

Et huet ee bal dat Gefill, datt Europa, a virun allem dëst Land, dréngend nees mat de Féiss op de Buedem komme mussen, datt mir nees musse léieren, datt ee keng Sue kann ausginn, déi een net huet, datt ee Sue muss verdéngen, ier ee se ausdeelt, datt mir mussen nees eng Grëtz Vernonft a Verstand an d'Politik bréngen.

A well dat esou ass, Här President, wëlle mir hei Kloertext schwätzen. Fir eis ass et net akzeptabel, datt verschidde Parteien, an do denken ech och un d'CSV, hei nei, zousätzlech Steierklasse wëllen aféieren. Mir mussen als Land attraktiv sinn, fir datt mir kënnen héich qualifizéiert Leit aus der EU a vu baussent der Europäescher Unioun an eist Land kréien. Mir brauchen déi Leit. A well dat esou ass, musse si och e substanzielle Virdeel hunn, wa si sollen éischter op Lëtzebuerg komme wéi op London, Frankfurt, Paräis oder Dublin. Zousätzlech Steierklasse bréngen ënnert dem Stréch net vill Geld an d'Staatskeess, mee si hale Leit of, fir heihi schaffen ze kommen, a schueden domat onsem Land.

D'ADR wëll esou héich qualifizéiert Leit op Lëtzebuerg bréngen. Mir wëllen d'Immigratioun vu baussent der EU awer no engem Modell organiséieren, wéi och aner Länner dat maachen: eng legal Immigratioun no strenge Krittären. Mir wëlle Leit, déi eppes wëssen an eppes kënnen, déi zu enger Plus-value fir onst Land ginn, déi eis Gesetzer respektéieren a sech wëllen integréieren, wa si fir méi laang heibleiwen.

Haut gëtt et eng massiv Integratioun vu Leit, déi dës Krittären net ëmmer erfëllen. Dat ass d'Gambia-Immigratiounspolitik, déi leider vun allen anere Parteien hei am Land ënnerstëtzt gëtt. Awer d'ADR wëll déi Politik net!

Här President, d'Regierung wëll och méi Suen an déi national Verdeedegung stiechen. Déi Fuerderung ass scho laang un eist Land erugedroe ginn, besonnesch vun der NATO a vun den USA als eise wichtegsten Alliéierten. Si hunn en Effort vun 2 % an esouguer méi, gemooss un eisem Bruttonationalprodukt, fir d'Verdeedegung gefuerdert. Et kann een déi Fuerderung novollzéien, well all Land sollt en ugemiessene Bäitrag zu der Sécherheet op dëser Welt bäidroen. An, jo, Lëtzebuerg huet bis elo nëmmen e vergläichsweis ganz klenge Bäitrag geleescht. An awer ass déi Fuerderung ze hannerfroen.

Wat d'Héicht vun eisem Bäitrag ugeet, ass d'ADR mat all deenen d'accord, déi soen, datt 2 % fir eis ze héich leien. Als e Land ouni eege Rüstungsindustrie si mir och an enger anerer Situatioun ewéi aner Länner. Den ekonomesche Retour vun de Militärdepensë muss bei eis iwwer aner Weeër, wéi zum Beispill deen iwwer e Militärspidol, assuréiert ginn, eng Infrastruktur, déi eis och dréngend néideg Reservkapazitéiten am Gesondheetssecteur kéint assuréieren.

Mir denken, datt mir sollten éischter eng Contributioun ëm 1 % viséieren, awer dobäi nëmme sënnvoll Ausgabe maachen, zum Beispill Dual-Use-Infrastrukturen, déi esouwuel fir zivill wéi och fir militäresch Aufgabe kënne benotzt ginn, an der Logistik, um Flughafen, am Weltraumsecteur, am maritimme Beräich an an aneren.

Mir sinn awer net mat der Regierung d'accord, wann et drëm geet, multinational Unitéiten ze grënnen, bei

deene mir schlussendlech net méi eleng iwwert den Asaz vun eisen Zaldoten decidéieren. D'ADR ass der Meenung, datt eleng déi Lëtzebuerger Regierung soll esou Froen decidéieren an net auslännesch Regierungen oder international Organisatiounen.

Dowéinst ass d'ADR géint d'Grënnung vun engem – ganz deieren iwwregens och – belsch-lëtzebuergesche Bataillon, eng Iddi, déi vun der NATO un eis erugedroe gouf. Mir sinn als ADR d'accord fir eng verstäerkten europäesch Zesummenaarbecht am Verdeedegungsberäich, zum Beispill beim Training, den Ekipementer, bei de Prozeduren. Mir akzeptéieren awer, wat eist Land ugeet, net, datt den Asaz vu Lëtzebuerger, realistesch gesinn, vun anere géif decidéiert ginn, a mir refuséieren dowéinst all Automatismen oder Strukturen, déi e Souveränitéitsverloscht kéinte begënschtegen.

Wa mir d'Lëtzebuerger Arméi ausbauen – an dat wëlle mer an dat musse mer maachen –, da mat Unitéiten an Ekipementer, déi mir zum Beispill an internationalen humanitären Operatiounen a bei Naturkatastrophen och heiheem kënnen engagéieren. Et gëtt vill Méiglechkeeten, ouni datt Lëtzebuerger konkreet – fir et brutal auszedrécken – zu „Kanounefudder" fir strateegesch Interessie ginn, déi net eis sinn. Mir brauche speziell logistesch Unitéiten, eventuell och medezinnesch Strukturen, Telekommunikatioun, déi mer kënnen deployéieren. Alles dat ass mat eis ze maachen, awer aner Saachen eeben net!

Här President, d'ADR kuckt och an anere Domäner fir d'éischt no eisem Land an no eise Bierger. Dowéinst wëlle mir, datt mir genuch Suen hunn, fir de Liewensstandard vun de Leit ofzesécheren. Och dowéinst bekenne mir eis kloer zu genuch Steierrecetten an domat och zum Tanktourismus mat allem, wat derzougehéiert. Et ass en Ënnerscheed ... mir hunn elo grad déi gréng héieren, déi si géint den Tanktourismus, géint Zigaretten, an et freet ee sech, mat wat si de Budget herno wëlle finanzéieren.

(Brouhaha)

Mee den Tanktourismus, do kann een och soen, datt d'CSV hir Positioun bal am Wocherhythmus ännert. Do ass et och schwéier fir eis ze wëssen, wou mer mat där Partei dru sinn. Wann de Wirtschaftsfligel vun der CSV schwätzt, da si se fir den Tanktourismus, ass et dee lénke Fligel, si se dergéint.

(Interruption)

Här President, zu der Attraktivitéit vun engem Land gehéiert ganz sécher seng Steierlandschaft, awer net nëmmen. Lëtzebuerg muss seng Kulturoffer weider ausbauen a virun allem och d'Kriminalitéit resolutt bekämpfen. Eise Ruff leit international ënnert dem Laxismus vun engem gréngе Policeminister an enger gréнger Justizministesch. Eis Reputatioun als Land, an deem et sech gutt a sécher liewe léisst, steet um Spill. Mir bedaueren dowéinst och, datt Esch2022 net genuch derzou benotzt gouf, fir virun allem am Süde vum Land déi kulturell Offer laangfristeg ze verbesseren. Jiddefalls si mir als ADR bereet, esouwuel bei der Sécherheet wéi och an der Kulturpolitik dee Manktum u Courage a Visioun vun dëser Regierung duerch déi néideg Investissementer opzefänken.

Zur Attraktivitéit vun eisem Land gehéiert och säi Rôle als Gaascht vu wichtegen internationalen Organisatiounen. Fir déi vill europäesch Beamten, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen an déi och e wäertvolle Bäitrag zu onsem Land leeschten, muss och endlech e Coefficient correcteur ageféiert ginn, deen eis Haaptstad géintiwwer Bréissel nees opwäert. Et gëtt héich Zäit, datt den Här Asselborn an deene Gespréicher Resultater opzeweisen huet!

Här President, eis Entreprisen, inklusiv déi am Finanzsecteur, musse kënne rentabel schaffen. An dat heescht, datt de Staat keng onrealistesch an iwwerzunne Fuerderungen u si däerf riichten, och net am Ëmweltschutz oder bei der Digitaliséierung. De Staat muss de Partner vun den Entreprisë sinn, si ënnerstëtzen an hinnen hëllefen. Hie soll och domat ophalen, ëmmer méi Bürokratie anzeféieren, déi eis Entreprisë belaascht, wéi zum Beispill bei de Liwwerketten.

D'Interesse vun eisen Entreprisë mussen nees an den Zentrum vun eiser Opmierksamkeet gesat ginn, well mir liewe vun hinnen. Si sollen net dauernd d'Affer vun iwwerzunnenen, zum Deel absurde Fuerderunge vun Aktiviste sinn. D'Klimadebatt radikaliséiert sech zum Beispill ganz séier. Mir gesinn et an den Nopeschlänner, wou se sech dann dorëmmer upeche ginn. Fréier ass et nach ëm d'Temperatur vum Planéit gaangen, haut geet et virun allem ëm de „system change". Mënscherechter – natierlech! – solle prioritär sinn, wat jo eng ganz gutt Iddi ass, mee d'Regierung hält sech leider selwer net drun, wéi mer et am Beräich vun der Elektromobilitéit musse feststellen.

D'ADR toleréiert déi Campagne géint eis Entreprisen net. Mir wëllen hinnen déi beschtméiglech Konditioune bidden, steierlech, verwaltungstechnesch an och, wat de Rekrutement vu qualifizéiertem Personal ugeet. Eis Prioritéite fir d'Entreprisë si kloer: bëlleg a vill Energie duerch eng räsonabel a friddensorientéiert Baussepolitik, manner Bürokratie a genuch Flexibilitéit um Aarbechtsmaart. Och d'Explosioun bei deene ville verschiddene Congéë musse mir am A behalen. Dowéinst hat d'ADR rezent proposéiert, datt mir esou en neie Congé no e puer Joer sollen evaluéieren, a mir freeën eis, datt d'Chamber déi Propositioun ugeholl huet.

Fir d'Entreprisen a fir eis all ass et och wichteg, datt mir eis Schoulen zréck op d'Spuer bréngen, „back on track". Mir brauchen Exzellenz am Handwierk an an der Beruffsausbildung a Schoulen, déi nees Leeschtung verlaangen a Wësse vermëttelen. Et geet ëm d'Zukunft vun eise Kanner. Jidderee weess, datt de Verfall vun de Schoulen, besonnesch zënter 2013, eis lues a lues an den ekonomeschen a gesellschaftlechen Niddergang féiert, mee leider stäipt sech just d'ADR mat aller Kraaft géint déi Entwécklung.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass net normal, datt de Staat d'Ausbildung ëmmer méi op d'Schëllere vun den Entreprisë leet, déi domat mussen eng Aufgab iwwerhuelen, déi de Staat net méi anstänneg erfëllt.

Här President, Scholde sinn eng enorm Gefor fir eist Land. Mir sinn e klengt Land mat enger schmueler ekonomescher Basis an hunn dowéinst méi Problemer wéi aner Länner, fir mat héije Scholde kënnen ze liewen. D'ADR wëll dowéinst d'Verschëldung stoppen an déi Scholden, déi mir hunn, zréckbezuelen.

Och de Kompensatiounsfong vun de Pensioune steet fir eis net fir politesch Zwecker zur Verfügung. En ass do, fir déi zukünfteg Pensiounen ofzesécheren a fir soss guer näischt! Dofir soll en och an déi Secteuren investéieren, déi rentabel sinn.

Leider sti mir och mat där Politik bal eleng do. Virun allem Parteien, déi politesch méi lénks wéi d'DP stinn, wëllen op dee Wee vun ëmmer méi Scholde goen an domat d'Zukunft vun deene Jonken hypothekéieren. Et ass scho verwonnerlech, datt all déi, déi dat Wuert „nohalteg" am heefegsten an de Mond huelen, och déi sinn, déi d'Zukunft vun deene Jonken duerch ëmmer méi Scholden am meeschte wëlle belaaschten.

Wa mir Honnerte vu Milliounen all Joer fir Zënse musse bezuelen – de Moien ass gesot ginn, datt mer an e puer Joren eventuell iwwer 400 Milliounen d'Joer schonn un Zënse musse bezuelen – an dann nach ëmmer kee Frang op dat geléinte Kapital zréckbezuelt hunn, dann ass dat déi onvernënftegst an onverantwortlechst Form vu Suenausginn, déi ee sech ka virstellen.

Et gëtt nun emol keng Sozialpolitik, keng Steierreform, keen Index, keng anstänneg Gesondheetspolitik, wann d'Keesen eidel sinn. D'ADR wëll dowéinst géintiwwer all deenen anere Parteien e kloert Zeeche setzen. Si ass prinzipiell fir eng Scholdebrems an der Verfassung. Dat geet am Abléck nun emol net aus deene Grënn, déi mer kennen. Dofir verlaange mer awer eng gesetzlech Scholdebrems, déi bei maximal 30 % vum Bruttoinlandsprodukt läit. Och dozou, Här President, wollt ech Iech eng Motioun presentéieren.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– déi national Staatsverscholdung an der vergaangener Legislaturperiod staark geklommen ass,

ass sech bewosst, datt

– d'Zënsen an de vergaangenen 12 Méint no engem laangen Déifstand nees staark geklomme sinn an dës Entwécklung aller Viraussiicht no och déi nächst Jore wäert unhalen, esou datt Lëtzebuerg geschwënn e puer honnert Milliounen Euro pro Joer un Zënslaascht muss bezuelen;

– héich Scholdzënsen de budgetäre Spillraum vum Staat staark aschränken;

– déi héich Verscholdung an déi entspriechend Zënsen och déi zukünfteg Generatioune belaaschten,

fuerdert d'Regierung op,

– e Gesetzesprojet op den Instanzewee ze bréngen, deen d'Gesamtverscholdung vum Lëtzebuerger Zentralstaat op maximal 30 Prozent vum PIB limitéiert.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Fir vill Politiker vun der LSAP ass den Triple-A keng Mussesaach méi a si spillen dowéinst mam Feier. Si huele Länner wéi Irland, Däitschland – hu mer de Moien héieren – als Beispill fir ze behaapten, datt een och mat méi Scholden nach kéint eng gutt Notatioun vun de Ratingagenture behalen. Fir Lëtzebuerg sinn esou Theorië liichtsënneg, onverantwortlech liichtsënneg. Am Verglach mat anere Länner si mir nëmmen en Duerf. Mir si wäit méi verletzlech ewéi all déi aner. Sollte mir den Triple-A verléieren, huet dat direkt Konsequenze fir eise wichtegste Wirtschaftssecteur, d'Finanzplaz.

D'LSAP ass amgaangen, deen Aascht ofzeseeën, op deem mir all sëtzen. Mir kënnen dowéinst nëmmen hoffen, datt d'Wieler enger Partei, déi esou Risike wëll agoen, d'Vertrauen entzéien.

Och eist Staatsverméige steet fir d'ADR net zur Dispositioun, fir weider Scholden ze justifiéieren. Eise Wee ass dee vum budgetäre Gläichgewiicht, net dee vum Verkaf vun eise wichtegste Reserven.

Wa mir scho vun der LSAP schwätzen, Här President, ass d'Scholdepolitik net eis eenzeg Kritik. Déi warscheinlech sozialistesch Spëtzekandidatin huet viru Kuerzem op RTL gesot, datt fir si a fir hir Partei de gedeckelten Index eng méiglech Optioun wär. Abee, fir eis net! D'LSAP verléiert ëmmer méi vun hirer fréierer Identitéit als Partei, déi den Index ëmmer verdeedegt hat.

Bei där éischter Tripartite dëst Joer huet si awer schonn um Index gefréckelt, ënner Protest notamment vum OGB-L, an elo wëll si den Index nach méi a Fro stellen. D'LSAP soll eis soen: Wou, bei wéi enge Paien, soll dann dee gedeckelten Index ufänken? Wie soll nach de Kafkraaftverloscht ausgeglach kréien a wien net méi oder net méi ganz?

Wat d'LSAP wëll – oder op jidde Fall d'Resultat vun hirer Politik –, ass, iwwert de Wee vun enger Indexmanipulatioun d'Gehältertabell ze veränneren, well dat ass d'Resultat. Mee wien d'Gehältertabell oder d'Gehälterstruktur beim Staat wëll veränneren, soll dat bei Gehälterverhandlunge maachen an net iwwer Indexmanipulatiounen. Et stelle sech do evident Gerechtegkeetsfroen. Op jidde Fall ass d'LSAP – dat ass eist Gefill – mat hiren Indexspekulatiounen e bëssen do ukomm, wou och e fréieren CSV-Parteipresident haut ass.

Fir d'ADR ass kloer, datt de Wee, fir den Indexsystem ze preservéieren, muss de Kampf géint d'Inflatioun sinn an net de Kampf géint Wielerschichten, déi vläicht net zum eegenen Elektorat gehéieren.

Mir maachen eis als ADR och Gedanken iwwert den Index, awer mir wëllen eis dorëm këmmeren, wéi en eis kann erhale bleiwen an Zäite vu staarker Inflatioun, net, fir en ze manipuléieren. An et gëtt Gefore géint den Index. Do ass zum Beispill en Nieweneffekt den „effet auto-allumeur". Dat ass e Problem. A mir musse kucken, datt den Index dowéinst korrekt appliziéiert gëtt, datt net verschidden Entreprisen eventuell den Index op Käschtefacteuren applizéieren, déi anerer si wéi d'Lounmass. Do muss ee sécher gutt oppassen. Awer eist Zil ass et, den Index ze erhalen, an net, en ze manipuléieren.

Här President, ënnert deene grousse Problemer, déi mir am Land hunn, ass och de strukturellen Defizit bei der sozialer Sécherheet. Dat ass och e Ressort, deen am Abléck an der Verantwortung vun der LSAP läit.

Dozou gehéiert och déi laangfristeg Ofsécherung vun de Gemengefinanzen. Och do geschitt näischt. D'Gemenge kréien awer ëmmer méi Kompetenzen an domat méi Käschten ze droen. Och fir déi ongerecht Entwécklung ass prioritär d'LSAP-Banneministesch responsabel.

Dozou gehéiert och eng onbedéngt noutwendeg Reform vun eisem Pensiounssystem, fir datt och déi nächst Generatiounen nach kënnen eng ofgesécher an anstänneg Pensioun kréien. Och hei musse mir feststellen, datt d'LSAP als déi verantwortlech Partei fir déi sozial Sécherheet bis elo keng Propositiounen op den Dësch geluecht huet. Mir hunn de Moien héieren – dat ass jo och eng gutt Saach –, de Wirtschafts- a Sozialrot géif eng Etüd maachen, mee dat geet an eisen Aen net duer.

D'ADR widderhëlt dowéinst nach emol hiert Engagement am Pensiounsdossier: Sollt si an d'Verantwortung kommen, ginn d'Pensiounen nach virun deenen nächste Wale vun 2028 reforméiert. Well et ass keng Zäit ze verléieren! Jee méi laang mir domat waarden, desto méi grouss gëtt de Risiko, datt d'Leit mussen Abousse bei de Pensiounen erleiden. Dowéinst seet d'ADR: Schluss mam Immobilismus! Wien dat soziaalt Wuelbefanne fir déi nächst Generatioune wëll ofsécheren, muss konservativ wielen. Deenen anere feelt et ganz kloer u Courage a Fantasie!

Mir brauchen Éierlechkeet an der Politik, an dat gëllt och fir d'Energiepolitik. D'Sanktioune géint Russland sinn eng Katastroph fir déi europäesch Ekonomie. A jee nodeem, wéi eng Quell ee consultéiert, kritt ee verschidden Evaluatioune geliwwert. Awer eppes ass kloer: Mir sinn amgaangen, eise Wuelstand rapid ofzebauen. Mir kréien um Weltmaart net genuch Gas, fir déi Quantitéiten ze ersetzen, déi mir net méi direkt a Russland kafen. Dat, wat mir dann an anere Länner vill méi deier kafen, fir déi Liwwerungen ze ersetzen, ass dacks dann awer russesche Gas, deen einfach ëmgedeeft gouf. En heescht dann eeben indeschen oder ägyptesche Gas oder och Pëtrol. Dat ass einfach méi deieren, wäissgewäschene russesche Gas oder Pëtrol.

Mir kafen och fossill Brennstoffer an Diktaturen ewéi dem Aserbaidschan, deen och Krich géint den Noper Armenie féiert, wat all moralesch Argumenter an dësem Konflikt ad absurdum féiert.

Eis Energiekäschte sinn elo véiermol méi héich ewéi an den USA a laangfristeg gëtt geschat, datt si dräimol esou héich bleiwen. Mir ginn net nëmmen e Verméigen aus, fir Energie ze kafen, mee mir ginn och nach e Verméigen aus, fir d'Konsequenze vun eiser eegener Politik op d'Leit an op d'Entreprisen ofzefiederen. Laang hale mir dat net duerch, dat hat ech gesot, an déi aner europäesch Länner och net!

Leider fir d'Leit a fir d'Entreprisen hu mir déi Hëllefe schonn op engem Niveau ugesat, deen och scho ganz héich war am Verglach zu deem vum leschte Joer. Mee mir verschlëmmeren ons budgetär Lag Dag fir Dag a mir féieren eis an eng Situatioun, wou eis Finanzéierungskapazitéiten ëmmer méi kleng ginn, well mir scho ganz no un der 30 %-Scholdegrenz leien. Mir mussen also eis Politik änneren!

Déi bescht Manéier, fir dat ze maachen, ass, méi Energiesécherheet ze kréien. An et ass kloer, datt, och wann de Fridden an der Ukrain hoffentlech geschwënn do ass, mer och do nach grouss finanziell Obligatioune wäerten op eis huelen, well mir solle jo natierlech och bei der Rekonstruktioun vun deem Land hëllefen.

Eng aner Optioun, fir d'Energiekäschten erofzesetzen, wär natierlech eng aner Energiepolitik. déi gréng an och d'Regierung wëllen eis alternativ Energien als Léisung ubidden. Dat ass awer eng Illusioun. Esouguer wa mir d'Land géife mat industrielle Wandanlagen zoupléischteren a Solarzellen op all Wiss géifen opstellen, géif dat emol net e Brochdeel vun eise Besoinen ofdecken.

Déi alternativ Energië si volatill, si sinn net steierbar, si ginn an de Quantitéiten net duer a si si selwer dacks eng Belaaschtung fir d'Ëmwelt. Och am europäesche Verband geet dat net. Déi zwou eenzeg ekonomesch sënnvoll Alternative sinn am Abléck déi hei: entweeder zréck bei bëllege Gas oder Atomenergie. Wie weeder dat eent nach dat anert wëll, soll de Leit erklären, wéi Westeuropa de Wuelstand vu senge Leit wëll sécheren.

D'ADR ass dowéinst och decidéiert der Meenung, datt Investitioune vu Fongen an de Gas oder an d'Atomenergie steierlech net däerfe benodeelegt ginn. Ganz am Géigendeel: An eisen Ae mussen Investitiounen a Gas an an d'Atomkraaft duerch eng gënschteg Taxe d'abonnement encouragéiert ginn, sou wéi et och am Geescht vun der neier europäescher Taxonomie ass. Och an deem Sënn, Här President, wollt ech Iech eng Motioun iwwerreechen.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– Atomkraaft an Äerdgas beim EU-Sommet vum 2. Februar 2022 als nohalteg Energieformen an d'EU-Taxonomie opgeholl goufen an dës Decisioun de 6. Juli vum EU-Parlament confirméiert gouf,

ass sech bewosst, datt

– d'Regierung den Äerdgas am Kader vun der erweiderter parlamentarescher Fro Nummer 93 vum 19. Mee 2021 als wichteg Iwwergangstechnologie bezeechent huet a Lëtzebuerg weiderhin e gréisseren Undeel vu sengem Stroum aus Frankräich importéiert;

– déi ernimmten Decisioun vun der EU iwwert d'Taxonomie also am Aklang mat eisen nationalen energiepoliteschen Interesse steet,

fuerdert d'Regierung op,

– Investitiounen an den Äerdgas an an d'Atomenergie net ze benodeelegen, och net um Niveau vun der Taxe d'abonnement.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir hunn am Abléck en Desinvestissement an déi europäesch Ekonomie, eng Ofwanderung vun Entreprisen a mir riskéieren, datt och déi haart Realitéit geschwë bei eis ukënnt. Wa mer grouss Defiziter kréien, kréie mer och méi Chômage. D'Madamm Finanzminister huet de Moie schonn déi éischt Indicatioun an déi Richtung gemaach. Déi, déi keng Anung vun Ekonomie hunn an ëmmer nëmme wëllen d'Land mat Ideologie regéieren, wäerte geschwënn op de Buedem vun de Realitéiten zréckgeholl ginn, an dorënner leide mir leider alleguer!

Ee vun deene gréisste Problemer ass natierlech de Logement. An deen hänkt natierlech vun engem iwwergeuerdente Problem of, an dat ass den onkontrolléierte Wuesstem. Mir kënnen eis als ADR nëmme wonneren, datt déi gréng mengen, et wär elo nach Plaz fir iwwer 300.000 Leit am Land, wat eis Populatioun bis 2050 op iwwer eng Millioun Leit géif eropdrécken. Dat ass e Wuesstum, dee mir net kënne packen, weeder, wat d'Infrastrukturen ugeet, nach, wat eis Verwaltungen ugeet.

Fir eis ass kloer, datt mir e méi moderate Wuesstumszenario brauchen an aus deem Schnéiballsystem mussen erauskommen, an deem mir elo gefaange sinn an deen eis zu engem grousse Wuesstum praktesch forcéiert. Mir kënnen net ëmmer méi Leit an d'Land huele fir ze schaffen, fir datt mir d'Pensiounen nach bezuelt kréien.

Et gëtt bei deem Wuesstum keng sozial a kulturell Kohäsioun méi an dësem Land. Mir sinn elo scho vill ze vill zu engem Land vu Parallellgesellschafte ginn. Eis Sprooch gëtt mëttelfristeg zu engem Idiom vun enger autochthoner Minoritéit. Dat waren huel Wierder vu Gambia: 40 Punkte fir Lëtzebuergesch, en 20-Joresplang fir eis Sprooch. D'Wierklechkeet ass eng aner! Eis Populatioun ass an deene leschten eelef Joer iwwer 20 % an d'Luucht gaangen. Dat wäert op der ganzer Welt bal eenzegaarteg sinn.

Mee dat ass de maassgeebleche Facteur och an der Logementskris. Mir wëllen als ADR keng esou eng Entwécklung. Mir wëllen eng aner Zukunft fir eist Land, an dat bedéngt politesche Courage. Mir hunn deen!

déi gréng sinn haut zu enger blanner Wuesstumspartei ginn. Fréier, ech erënnere mech nach, do hu se, wéi mir och, en Zukunftsdësch gefuerdert an esou weider. Haut si se einfach eng Wuesstumspartei.

Mee wie wéi si vun enger Bevëlkerungsexplosioun hei am Land dreemt, dee braucht dat Wuert „Ekologie" och net méi an de Mond ze huelen. Lëtzebuerg packt dee séiere Wuesstum net. Eis Ëmwelt packt et och net. Den Elektroauto ass net d'Léisung fir eis Ëmweltproblemer, och net Honnerte vun deene grujelegen industrielle Wandanlagen. Mir brauchen e qualitative Wuesstum, esou wéi mir dee wëlle realiséieren. Mir mussen eis einfach bewosst sinn, datt den aktuelle Wuesstum eis a villerlee Hisiicht méi

kascht, wéi en eis bréngt. Wien dorun zweifelt, ka sech jo och emol froen, ob eis Liewensqualitéit vu virun 20 Joer a villerlee Hisiicht net besser war ewéi haut, zum Beispill am Transport?

Une voix | Et war alles besser ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Iwwert de Wee vun enger dréngend néideger Pensiounsreform kënne mir manner wuesstumsofhängeg ginn, kënnen doduerch eis Zukunft nees besser plangen an an e méi kontrolléierte Wuesstum iwwergoen. A wie seng ekonomesch Entwécklung ka steieren an orientéieren, dee kann dann och nees berechtegterweis vu qualitativem Wuesstum schwätzen.

Mir sinn als ADR also net iere wuesstumsfeindlech, wéi dat heiansdo behaapt gëtt, mir sinn awer ganz kloer géint en onkontrolléierte Wuesstum vun eisem Land, deen aus enger Reformonfäegkeet hierstaamt.

Ee Problem, deen d'Leit besonnesch interesséiert, virun allem och vill jonk Leit, ass jo eeben de Logement, dee se direkt concernéiert. An de Constat ass kloer: Dës Regierung huet keng Moossname geholl, déi wierklech de Problem géife léisen, si huet der vill geholl, déi e méi schlëmm maachen. Vill Leit kënne sech hei am Land näischt méi leeschten, vill gesi sech gezwongen, an d'Ausland wunnen ze goen. Fir si ass Lëtzebuerg zu engem Emigratiounsland ginn: Wéi am 19. Joerhonnert gi vill Lëtzebuerger haut aus ekonomesche Grënn fort, haaptsächlech wéinst dem Logement.

Op där enger Säit hu mir also eng massiv Nettoimmigratioun vu Leit, déi dacks – net ëmmer – genuch verdéngen, fir hei eppes ze kafen oder ze lounen. Déi demografesch, sproochlech a kulturell Verännerungen, déi dat mëttelfristeg mat sech zitt, sinn awer aktuell nach en Tabu. Awer fir eis net! Mir wëllen och dee Problem thematiséieren a maachen dorop opmierksam, datt speziell vill Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen, an d'Nopeschregioune wunne ginn.

Bei enger Gesamtpopulatioun, déi rapid wiisst a geschwë majoritär kee Lëtzebuergesch schwätzt, verléiere mir gläichzäiteg enorm vill Leit, déi eis Sprooch nach kënnen. Wou dat an 30 Joer hiféiert, kënne mir eis virstellen. De Logementsproblem ass also net nëmmen en ekonomeschen a soziale Problem, mee et geet och ëm eis demografesch a kulturell Zukunft an Identitéit.

Leider stelle mir fest, datt, fir de Logementsproblem an de Grëff ze kréien, d'Regierung eeben déi falsch Usätz huet, wéi Strofen, Aschränkung vun de Proprietéitsrechter, staatlechen Dirigismus, héich Steieren. Alles dat, wat nach ni an néierens fonctionéiert huet, soll elo op eemol hei am Land fonctionéieren. Den Echec ass dach virprogramméiert!

Mir wëssen, datt eleng schonn d'Verschlechterung vum Amortissement accéléré iwwert déi lescht Joren zu enger Reduzéierung vun der Bauaktivitéit geféiert huet. Ech mengen, de Kolleeg vun der Sozialistescher Partei huet dat de Moien och gesot. D'Resultat ass evident: Et gëtt manner gebaut, de Logement gëtt doduerch nach méi knapp, nach méi deier.

D'ADR wielt dowéinst och hei e ganz anere Wee: Vertrauen an de Maart, Bedeelegung vun der privater Initiativ an der privater Ekonomie, Encouragement vum Investissement an de Logement, niddreg Steieren, Liberaliséierung vun eise Gesetzer. Dat sinn eis Rezepter. Si hunn dee klore Virdeel géintiwwer der Regierungspolitik, datt si wierken an de Problem och wierklech léise kënnen.

Natierlech wëlle mir och kee kale Kapitalismus an eis Politik muss dowéinst zolidd sozial begleet ginn: Grousszügeg Hëllefe fir Acquisitiounen, besonnesch fir jonk Leit, temporär Offiederung vun de krichsbedéngten Zënseffekter, Reduzéierung vu Steieren an Taxen, vernënftege Schutz vum Locataire an aneres méi si wichteg Elementer, déi an esou eng Politik mat erageheieren.

Mee eis Prioritéite sinn anerer wéi déi vun der Regierung. Si gëtt de Leit hei am Land fir 37 Milliounen Hëllefen am Logement an der Ukrain fir 80 Millioune Waffen. D'ADR liwwert keng Waffen a Krisegebitter a wëll dofir eng grousszügeg Ënnerstëtzung fir déi Leit, déi sech wëllen eng Wunneng kafen.

D'ADR wäert och ni akzeptéieren, datt Zweetwunnenge besteiert ginn oder datt Leit, déi beruffsbedéngt an d'Ausland versat ginn, gezwonge ginn, fir hir Wunnecht heiheem ze verlounen. Déi nei Steieren – Mobiliséierung vun eidele Wunnengen an esou weider – sinn u sech näischt aneres wéi illegitimm Agrëffer an d'Proprietéitsrechter vun de Leit. Doriwwer eraus verschlëmmere si d'Situatioun vum Logement nach, amplaz se ze verbesseren. D'DP misst dat eigentlech wëssen. Nach ni hu sozialistesch Rezepter ekonomesch Problemer geléist, awer ëmmer hu si se verschlëmmert!

(Interruptions)

Niewent dem Logement hu mir hei am Land och e ganz groussen Aarmutsproblem. Bei bal 20 % vun de Leit, déi aarm sinn, musse mir eis froen, ob eis Solidaritéits- a Sozialmechanisme gutt genuch sinn, ob si wierklech gräifen oder ob si musse reforméiert ginn. D'Aarmut an d'Prekaritéit däerfen net méi wéi e Randphenomeen behandelt ginn, mee gehéiere ganz uewen op eis Prioritéitelëscht!

Och de Problem vun deene villen niddrege Paie gehéiert an déi Analys. Mat engem Mindestloun muss een eiser Iwwerzeegung no kënnen dezent liewen, an dat ass hei am Land leider net méi de Fall. Mir hunn e reelle Problem vun de Working Poor, an dat ass eng Situatioun, déi net ze akzeptéieren ass!

Et gëtt ëmmer méi Weeër, wéi een esou en Zil kann erreechen, wann een déi Situatioun wëll verbesseren. Lounerhéijunge sinn natierlech déi éischt Méiglechkeet, an d'ADR wëll ënner anerem och dee Wee aschloen. Mir brauchen e Mindestloun, deen et de Leit erlaabt ze liewen an net nëmmen ze iwwerliewen.

Dobäi verléiere mir déi strukturell Entwécklung vun eisem Land an d'Besoine vun eisen Entreprisen net aus den Aen. Niewent der Héicht vum Loun brauche mir dowéinst och aner Moossnamen, wéi zum Beispill steierlech Moossnamen a Sozialtransferten.

Vill steierlech Fuerderunge vun der ADR kennt Dir schonn, an ech wëll der dowéinst nëmmen e puer dovun hei nach emol an Erënnerung ruffen: Steierfräiheet fir de Mindestloun a fir déi kleng Renten, Inflatiounsupassung vun der Steiertabell, wéinstens emol muss en Ufank gemaach ginn a méiglechst séier, keng Steiererhéijungen, och net op Taxen, Cotisatiounen, Akzisen, och net op Gemengenniveau, Ofschafung vun der Kuelendioxidsteier. A well déi elo erëm den 1. Januar soll erhéicht ginn, wëll ech och dozou hei eng Motioun iwwerreechen, Här President.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Käschte fir ze hëtzen a fir ze tanken zënter dem 1. Januar 2022 staark geklomme sinn;

– nieft de Sanktioune géint Russland och d'Steiere bei dësem Präisustig eng weesentlech Roll spillen, och déi op den 1. Januar 2021 agefouert Zäregassteier;

– dës Steierbelaaschtung besonnesch déi Leit, déi wéineg verdéngen, an déi, déi um Land wunnen, iwwerproportional belaascht,

ass sech bewosst,

– datt eng Erhéijung vun der Zäregassteier op den 1. Januar 2023 geplangt ass, déi zu enger weiderer Erhéijung vun de Präisser fir ze tanken an ze hëtze wäert féieren,

fuerdert d'Regierung op,

– déi fir den 1. Januar 2022 geplangte Progressioun vun der Zäregassteier vu 25 op 30 Euro pro Tonn CO_2 fir den Zäitraum vun engem Joer ersatzlos auszesetzen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir gesinn net an, datt déi Steier elo, zemools an dëser Situatioun, op den 1. Januar nees soll klammen. Ofséchere vum Tanktourismus géintiwwer eisen Nopeschlänner, eng méi séier Upassung vun de Renten un déi allgemeng Lounentwécklung, Avancen an Erhéijunge bei der Allocation de vie chère wéi och bei der Kilometerpauschal, dem Kilometergeld. Awer mir brauchen zousätzlech och eng Diskussioun iwwert d'Héicht vun den Abattementer, déi zum Deel säit zwanzeg Joer net méi ugepasst goufen.

Mir brauchen eng Diskussioun iwwert déi steierlech Situatioun vun deene gescheeten oder getrennten Elteren, wou och deen Elterendeel, deen d'Garde net huet, muss besser behandelt ginn. A bei enger Garde partagée an enger Résidence alternée mussen déi zwee Elterendeeler absolutt gläich behandelt ginn.

Mir begréissen natierlech déi Verbesserunge fir déi elengerzéiend Elteren an dësem Budget, och wann dat vläicht nach net wäit genuch geet, awer mir mussen och iwwer eng Besserstellung vun de Wittleit diskutéieren, ouni awer dobäi Gerechtegkeetsfroe géintiwwer anere Kategorië vu Steierbezueler aus den Aen ze verléieren.

Och wann eenzel steierlech Verbesserungen dat anert Joer als Walkaddo kommen ... dovunner gi mer jo all aus, datt op eemol da Sputt do ass, fir nach e bëssen eppes ze verdeelen. D'lescht Joer war et den Dampmelder. Ech weess net, wat elo d'nächst Joer als Iwwerraschung kënnt, mee mir kënnen domadder liewen, mir kënnen domadder liewen. Mir begréissen dat och, wann dat néideg a sënnvoll Moossname sinn a wa se gerecht sinn. Also wann Der e bësse Sputt hutt, deen de Leit hëlleft, da maacht Dir Walkaddoen. Et wäert Iech net retten!

Fir dëst Land och kënne steierlech ze ...

(Interruption)

... reforméieren, musse mir eis budgetäre Spillraum verschafen. An dofir brauche mir net nëmmen en direkt Enn vum Krich, mee och eng volontaristesch Reduzéierung vun den Depensë beim Staat. D'Depensë beim Staat klamme säit Joren iwwerproportional par rapport zu de Recetten. Mir soen als ADR ganz kloer, datt mir dat net akzeptéieren. Sollte mir no de Walen am Joer 2023 an d'Verantwortung kommen ...

(Hilarité)

Jo, ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Also bis elo wär et bal ze erdroe gewiescht! Mee drot eis awer net.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... also wësst Der, et ass méiglech, Här Kersch, datt Dir Är Walen a Sondagë maacht, mee mir maache se a Walen an déi sinn am Oktober d'nächst Joer!

M. Dan Kersch (LSAP) | Mam Här Reding als Spëtzekandidat!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Sollte mir no de Walen am Joer 2023 ...

(Brouhaha)

... an d'Verantwortung kommen, an ech si ganz optimistesch, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... dréie mir de Budget Zeil fir Zeil ëm a bréngen eng nei verantwortungsvoll Budgetsdisziplinn, déi dëst Land brauch. Awer mir maache keng sozial Häerten. All Analyse vum Budget kritiséieren déi héich Ausgabequote vum Staat, also musse mer Konsequenzen zéien.

Mir sinn, a loosst mech dat hei an aller Däitlechkeet soen, absolutt net mat ville vun deenen Depensen averstanen, déi dës Regierung mécht. Mir wëlle spueren, awer ouni Austeritéit. Dowéinst maache mir Schluss mat onnéidegen a reng ideologeschen Depensen.

Mir bleiwen international solidaresch, awer an deem Mooss, wéi aner Staaten dat och sinn. Mir brauchen néierens Virreider oder Musterschüler ze sinn.

Mir hunn de Courage, nei Weeër ze probéieren, zum Beispill an der Klimapolitik, wann déi besser Resultater fir manner Käschte bréngen. Mir wëllen eis elo där Verantwortung net entzéien a wëllen Iech och Beispiller ginn, et ass jo dat, wat mer ëmmer erëm gefrot kréien: Wou géift Der da spueren?

Abee, d'ADR seet Iech dat an e puer Beispiller. Mir erwaarden och net, datt Der d'accord sidd, mee et soll keen eis kënne soen, datt mer keng Propositioune maachen.

Mir reduzéieren eis Entwécklungszesummenaarbecht op 0,7 % vum Bruttonationalakommes, esou wéi mir dat 1992 zu Rio versprach haten. Alles, wat kann no de Reegele vum CAD vun der OECD ugerechent ginn, gëtt och ugerechent.

Mir sichen d'Handelsrelatioune mat den Entwécklungslänner ze verbesseren. Dat ass an eisen Ae wierklech dee méi intelligente Wee wéi d'Entwécklungshëllef. Eis Hëllef bei humanitäre Katastrophe gëtt awer par rapport zum aktuelle Stand eropgesat. Mir denken, datt mer ze vill knéckeg sinn, wann iergendwou eng grouss Katastroph geschitt ass.

Mir maache Schluss mat der Immigratiouns- an Asylpolitik vun dëser Regierung. Et kritt nëmmen nach Schutz, wie wierklech Schutz brauch, an nëmmen nach esou laang en e brauch. Mat eis gëtt et keng europäesch Verdeelungsmechanismen a keng illegal Immigratioun aus ekonomesche Grënn.

Déi drastesch Ännerungen, déi mir an der Asyl- an Immigratiounspolitik géife virhuelen, géife schonn a relativ kuerzer Zäit vill Foyere fräimaachen, déi an deene leschte Jore gebaut goufen. Eng Rei Foyere géife mir viru fir Demandeurs de protection internationale benotzen, well mir wëllen déi Leit weider bei eis ophuelen, déi wierklech Schutz brauchen. D'ADR seet kloer Jo zum Asyl. Awer mat eiser Politik géifen eeben och vill Plazen an de Foyeren nees séier fräi ginn.

Déi Plaze géife mir benotzen an zum Deel adaptéieren, fir haaptsächlech fënnef Zwecker ze erreechen:

Éischtens, d'Vergréisserung vun der Zuel vun de Plaze fir Fraen an Nout.

Zweetens, d'Schafung vu Plaze fir Männer an Nout, inklusiv fir Männer mat Kanner. Mir erënneren drun, datt et bis elo fir Männer an Nout bal keng Foyersplaze gëtt.

Drëttens, d'Schafung vun Appartementer fir Familljen a Leit an Nout, zum Beispill no engem Brand oder Iwwerschwemmungen.

Véiertens, Housing-First-Projeten, zum Beispill fir destabiliséiert Leit, déi en neien Ufank an en Doheem brauchen, Drogesüchteger, Ex-Strofgefaangener am Kader vun enger Resozialiséierung, Inklusioun vu Leit mat enger Behënnerung oder och vu psychiatresche Patienten, déi betreit Wunne brauchen.

Fënneftens, en nationalen a ganzjäregen Hëllefszentrum fir Leit ouni Daach iwwert dem Kapp mat Offere fir eng Betreiung, eng Ausbildung an eng Insertioun an d'aktiv Gesellschaft; also eng Initiativ, déi wäit iwwert déi aktuell Wanterhëllef erausgeet.

Dir gesitt, mir hu kloer Iddien, wat mer géife maachen, wa mer dann d'Méiglechkeet bis hunn.

Mir reduzéieren ...

(Interruptions)

... eis fräiwëlleg ..., ech gesinn déi grouss Begeeschterung, dat verstinn ech, mir sinn och begeeschtert, ...

(Hilarité)

... mir reduzéieren eis fräiwëlleg Contributiounen un d'Europäesch Unioun, aner international Organismen an Netregierungsorganisatiounen. Mir stoppen eis Subventiounen un international Klimafongen, wou kee Mënsch weess, wat mat deene Sue geschitt. Eleng dat si 44 Milliounen am Joer.

Mir héieren elo, datt d'Europäesch Unioun, déi jo ni genuch Sue ka kréien, elo och nach wëllt en zousätzleche Fong ariichten, en europäesche Souveränitéitsfong. Abee, an eisen Aen ass d'EU kee Staat a si soll och net esou maachen, wéi wa si ee wär. Esou e Fong ass komplett iwwerflësseg an d'ADR ass dergéint, datt Lëtzebuerg och nëmmen ee Frang an esou e Fong abezilt!

Eis Kontributioun zum EU-Budget ...

(Interruption)

... wiisst dat anert Joer – ech wëll dat hei däitlech soen, och fir déi Leit, déi eis nolauschteren – ëm 240 Milliounen Euro!

(Interruption)

Dat ass e Verhandlungsresultat vun dëser Regierung. Mat der ADR gëtt et prinzipiell keng weider Erhéijung vun eiser Kontributioun an den EU-Budget.

Mir wëllen eng Réckverlagerung vu Kompetenzen dohin, wou se higehéieren, bei d'Nationalstaaten. Mir wëlle mat deenen anere Staaten an Europa enk a vertrauensvoll zesummeschaffen, well dat eng Noutwendegkeet ass. Dofir brauche mir awer keng riseg Administratiounen, déi mengen, si wären d'Regierung vun engem europäesche Federalstaat. Eis Visioun ass déi vun engem Europa vun den Natiounen. An dat ass méi realistesch a méi zukunftsfäeg wéi alles anescht.

Mir iwwerpréiwen all eis bürokratesch Prozesser fir ze kucken, wéi mir eis Verwaltungsstruktur allzäit kënnen adaptéieren an optiméieren. Eist Zil ass e schlanken, modernen an effiziente Staat. Mir wëssen natierlech, datt bei deem Wuesstum, deen eist Land huet, a bei ëmmer méi Erausfuerderungen de Staatsapparat an engem vernënftege Mooss muss viruwuessen.

Aus aktuelle Grënn soll hei och ënnerstrach ginn, datt déi gewerkschaftlech Fräiheet och beim Staat muss allzäit garantéiert sinn. An och an deem Sënn, Här President, wollt ech Iech och eng Motioun iwwerreechen.

Motion 6

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– déi gewerkschaftlech Fräiheet e garantéiert politescht a sozialt Recht ass, dat säin Nidderschlag esouwuel an der Verfassung wéi och an internationale Konventioune fënnt;

– Lëtzebuerg iwwer eng stolz Traditioun vu gewerkschaftlechem Engagement a gewerkschaftlecher Autonomie verfüügt, déi e weesentleche Pilier vum Lëtzebuerger Sozialmodell duerstellen,

ass sech bewosst, datt

– déi gewerkschaftlech Aarbecht a Krisenzäite méi wichteg ass wéi jee;

– d'Gewerkschaften hir gesellschaftlech Verantwortung nëmme realiséiere kënnen, wann hir Memberen, souwuel privat Salariéë wéi och Staats- a Gemengebeamten, iwwert déi néideg rechtlech Sécherheet verfügen, datt si fir hiren Engagement absolutt keng negativ Konsequenze musse fäerten (wéi zum Beispill d'Gefor vu berufflechen Nodeeler, vun Diskriminéierung, Versetzung, vu juristesche Prozeduren an esou weider),

fuerdert d'Regierung op,

– déi gewerkschaftlech Onofhängegkeet a Fräiheet vollëmfänglech ze respektéieren a konsequent ze schützen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Eppes ass awer kloer: Do, wou ënnert dëser Regierung gemengt gëtt, d'Leit kënnen ze dirängelen, besonnesch am Ëmweltberäich, komme mat der ADR grouss Verännerungen.

(Interruption)

Mir reduzéieren natierlech och eis Kuelendioxidemissiounen, an ech géif d'Kolleege vun deene Gréngen, déi puer, déi hei sinn, elo bieden nozelauschteren: Mir reduzéieren och eis Kuelendioxidemissiounen a wëlle manner fossill Energie benotzen, awer mir maachen dat an deem Rhythmus, wéi eis wichtegst Konkurrenten op der Welt et och maachen.

Mir kucken, datt eis Entreprisen zu all Abléck kompetitiv bleiwen. Mir kënnen eis och hei nei a besser Weeër virstellen, fir eis Emissiounen ze reduzéieren. Mir zéien einfach ekonomesch a politesch Konsequenzen aus zwou grondleeënde Wourechten: Éischtens, dem Klima ass et egal, wou d'Emissioune reduzéiert ginn. An zweetens, Lëtzebuerg ka wéinst senger Gréisst an deem Beräich souwisou eleng net vill änneren. Absolutt gesi sinn eis Emissiounen extreem niddreg.

Wat proposéiere mir? Éischtens: Mir géife massiv fuerschen, an der Atomenergie, an der Fusioun, ITER, neie Reaktorformen, Reduktioun a Konversioun vu radioaktiven Offäll. Mir lauschtere jo eise grénge Kolleegen ëmmer ganz opmierksam no, a wann ech dat vergläichen: An dëser Woch hate mer an den USA e Fusiounsexperiment, wou méi Energie gewonne gouf, wéi dragestach gouf. En Duerchbroch! An dann héieren ech hei déi gréng Kolleege géint d'Atomenergie argumentéiere wéi an de 70er-Joren. Ma déi si 60 Joer hannert der wëssenschaftlecher Entwécklung zréck, déi gréng! Déi schwätzen iwwert d'Atompolitik wéi 1970. Elo, 2022, si mer an enger anerer Welt. Mee da musse mer dach awer de Courage hunn, mol mat der Wëssenschaft virunzegoen. Si soe jo ëmmer, si wiere wëssenschaftsbaséiert, ma et ass kee méi réckstänneg wéi déi gréng mat hire Wandmillen. Wa mer ganz aner Energieformen ewell op der Welt hunn a ganz nei Hoffnungen an nei Perspektiven, ma da sinn et déi „Ewiggestrigen" do, déi eis dann hënneren um Fortschrëtt!

(Interruption)

D'ADR, d'ADR wëllt nei a méi effikass Usätz bei de Reduktiounen. An dat maache mer op dës Manéier: Mir kéinten zum Beispill do op der Welt investéieren, wou déi gréissten Emissioune vun Dreifhausgase sinn, an dat ass net hei, dat ass mol net an Europa, bis op Polen, do sinn e puer esou Plazen, mee haaptsächlech

an Indien, a China, op anere Plazen, an Afrika op enger Rei Plazen. Do sinn zum Deel Kraaftwierker, déi massiv Emissioune maachen a fir e groussen Deel vun den Emissiounen op dëser Welt responsabel sinn. Dat ass einfach eng statistesch Wourecht.

Ma da kommt, mir ginn hin a mir investéieren op deene Plazen! Mir bauen nei Kraaftwierker, mat deenen neisten Technologien, dann hu mer eppes gemaach fir d'Reduzéierung, a mir loossen eis déi Reduktiounen urechnen, national, als eis Contributioun. Mir kënnen investéieren dohinner, dann ass et och nach en ekonomesche Modell a mir hu reduzéiert, amplaz datt mer hei wéinst e puer Gramm jiddereen dirängelen, deen hei am Land den Auto hëlt oder all Bauer, dee raus op d'Feld fiert.

Mir hunn dach aner Méiglechkeeten! Mir si fir eng intelligent Politik am Ëmweltberäich, eng, déi eppes bréngt. An natierlech kënne mer parallell hei am Land reduzéieren, awer an engem Rhythmus, deen ze verdroen ass an net déi ideologesch Geschichten, wéi mer se vun deene Gréngen do mussen erleiden Dag fir Dag.

Mir wëllen ...

Une voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... alles, wat ideologesch ass – jo, ech sinn nach ëmmer derbäi, wat mir géifen änneren am Budget, well et ass esou vill Sputt dodran, esou vill –, déi reng ideologesch Saachen, déi géife mer och emol fale loossen. Ech denken do, et ass dach wonnerschéin, un déi Etüd elo iwwert de Lëtzebuerger Kolonialismus, deen et ni gouf, Etüden iwwert de Klima-Biergerrot – wat soll dat bréngen? –, den heroesche Kampf géint Stereotyppen. De Kampf géint Stereotyppen, wivill Suen hu mir schonn an dee Kampf géint Stereotyppe gestach? Also, ...

(Interruption)

... an dann d'fréi Sexualiséierung vun de Kanner, och dat si Saachen, déi mir direkt géife faleloossen.

D'Wourecht ass einfach: Kee Wee féiert laanscht eng Reduzéierung vun den Depensë vum Staat! Just d'ADR kënnt heihin an huet awer kloer Virschléi, Konzepter! Déi aner hu keng. Mir wëllen dat prioritär bei Auslandsengagementer maachen a bei Investitiounen, ...

(Interruptions)

... déi elo net derzou féieren, datt mir hei misste sozial Aschnëtter maachen.

Voilà! A wat ass dann d'Alternativ? Well dat wëlle mer Iech och soen. Wat géife mir amplaz setzen? Mir hu jo elo e puer Beispiller genannt, wou mer géifen aspueren. Abee, dat, wat mir géife maachen, dat kascht net vill. Et ass net, datt dat enorm Käschten hätt. Awer mir géifen eist Liewen drastesch veränneren. Mir géifen dëst Land nees méi liewenswäert maachen, méi sécher, méi mënschlech, mat klore Repèren, enger onverwiesselbarer Lëtzebuerger Identitéit, enger gesonder a leeschtungsfäeger Ekonomie, enger grousser Solidaritéit an engem berechtegten a selbstverständleche Patriotismus. Eppes, wat Verschiddener net méi kennen.

Mir wëllen, datt eist Land nees méi zu deem gëtt, wat et war, ier et an d'Hänn vun dëser Koalitioun geroden ass.

(Brouhaha)

Mir bekennen eis zu eisem Land. An all Stëmm fir d'ADR ass eng Stëmm fir Lëtzebuerg!

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Fir eist Gesellschaftsbild ze erreechen, setze mir dës budgetär Prioritéiten: Kloer e budgetäert Gläichgewiicht a gesond Staatsfinanzen am Interessi vun deene jonke Leit.

D'Aféierung vun engem Elteregeld an eng konsequent Ënnerstëtzung vun de Familljen. D'Elteregeld mécht d'Famill finanziell vum Staat méi onofhängeg. D'Famill kann da selwer decidéieren, ob si mat deem Geld wëllt hir Kanner an eng Struktur ginn oder ob d'Mamm oder de Papp wëllen doheembleiwen, fir sech selwer ëm d'Erzéiung vun de Kanner ze këmmeren.

(Brouhaha)

An deem Fall ass d'Elteregeld eng finanziell Unerkennung a Kompensatioun fir déi immens wichteg Aarbecht vun der Kannererzéiung.

Fir eis stinn d'Kannerrechter am Mëttelpunkt, esou wéi si an der Kannerrechtskonventioun festgehale ginn. Mir maache keng Reform vun de Filiatiounsgesetzer, déi aus de Kanner Handelsobjekter maachen.

Mir retabléieren ...

Une voix | Mir och net!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... déi komplett Souveränitéit vun der Famill a wëllen net, datt de Staat weider dat Privat zum Politesche mécht. Mir iwwerloossen et zum Beispill eleng der Famill fir ze decidéieren, wie soll wéi laang de Congé parental huelen, d'Mamm oder de Papp.

Mir bleiwen och der Meenung, datt déi Verloschter duerch déi zäitweileg Desindexéierung vun de Familljenzoulagen, déi d'Familljen ze erleiden haten, sollte kompenséiert ginn.

Fir d'Sécherheet vum Land an am Land ze verbesseren, setze mir kloer Prioritéiten. Mir wäerten déi ëffentlech Sécherheet drastesch verbesseren, d'Police stäerken, d'Arméi, d'Douane, de Rettungsdéngscht an de SREL, eng Verbesserung vun de Karriären an den Aarbechtskonditiounen och am Strofvollzuch. Mir wäerten eist Land méi resilient fir de Krisefall maachen, inklusiv bei den Energiereserven a bei der Cybersécherheet.

Mir wëllen d'Justiz reforméieren, hir méi personell Mëttele ginn, awer och inhaltlech a strukturell. D'Jugendstrofrecht, dat gëtt net esou reforméiert, wéi dës Regierung dat wëllt. Dat kënnt jo och net, a mir hu jo gesinn a leschter Zäit, wéi wichteg et ass, datt mer och beim Jugendstrofrecht kloer Zeeche kënne setzen. Mee den Nationale Justizrot, dee gëtt bei eis depolitiséiert. Steiergeriichter wëlle mer aféieren. Meenungsfräiheet garantéieren. Dat ass och eppes, wou mer insistéieren.

Am Gesondheetssecteur wäerte mer kucken, datt mer eng nei Dynamik erabréngen a vill méi liberal denken, fir einfach och fir d'Dokteren a fir dat medezinescht Personal erëm vill méi attraktiv ze ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir haten hei Joerzéngte sozialistesch Gesondheetspolitik.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Da kommen ech jo just richteg!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här Mars Di Bartolomeo, am Gesondheetswiesen ass Är Zäit eigentlech eriwwer. Dir kommt net just richteg, Dir waart jorelaang, ...

(Interruption)

... eis Zäit kënnt, Här Di Bartolomeo, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... mir wëllen d'Spidolsinfrastrukturen ausbauen an och där mentaler Gesondheet méi Opmierksamkeet ginn. Mir wëllen eis Krankekeess wéi och all aner Organisme vun der sozialer Sécherheet reforméieren a verbesseren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir hunn eng Gesondheetskeess, déi krank ginn ass.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dobäi wëlle mir keng rekurrent, dobäi wëlle mir ... Nee, mir hunn eng Gesondheetskeess, jo, déi krank ginn ass ënnert Ärer Féierung!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dobäi wëlle mir keng rekurrent Problemer, keng strukturell Defiziter opkomme loossen, déi eng héichwäerteg Versuergung vun der Populatioun kéinten a Gefor bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir sidd awer deen Eenzegen, deen esou denkt!

M. Fred Keup (ADR) | Nee.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wa mir vun der Gesondheet schwätzen, sollte mir och net vergiessen, datt de Sport, och déi privat Sportveräiner, weider d'Ënnerstëtzung vum Staat brauch.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | A, elo hutt Der d'Kéier kritt.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir maachen, mir maachen ... Ech brauch keng Kéier ze huelen, ech gi riicht virun a Richtung Regierung.

(Brouhaha et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift! Wann ech vun der Gesondheet schwätzen, da berouegen ech mech.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Eng komplett Reform, mir wëllen, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Vläicht am Afghanistan.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... mir wëllen eng komplett Reform vum Schoulsystem, fir zréck an e leeschtungsorientéierte System ze kommen. Dozou gehéiert d'Neesaféiere vum Opnamexamen, d'Reform vun den Orientéierungs- a Promotiounsprozeduren, d'Revaloriséierung vum Handwierk, d'Reform vun der Beruffsausbildung an d'Grënnung vu besonnesch héichwäertege Schoule wéi zum Beispill vu Grandes Écoles virzebereeden.

A ganz wichteg: D'Gewalt an de Schoule wäerte mir konsequent bekämpfen!

(Interruption)

Mir wäerten e resolutten Ëmweltschutz an Déiereschutz maachen, awer mat de Leit an net géint d'Leit. Dee franséische Philosoph Alain Finkielkraut huet elo viru Kuerzem gesot: „Il faut soustraire l'écologie aux écologistes." Dat ass e ganz schéine Sproch, dee ganz vill seet. An en huet Recht! Well mir kënnen eis Ëmwelt schützen, den Déiereschutz, d'Biodiversitéit, ouni Ideologie. Déi iwwerloosse mer de Gréngen!

(Brouhaha)

Mir maachen eng Pensiounsreform, a mir wëllen och d'Verfassung op de Leescht huelen. Mir wëssen, datt mer déi d'nächst Woch hei stëmmen, mee mir sinn net mat deem Resultat zefridden. A mir wäerten och an der nächster Legislaturperiod Ännerungen un eiser Verfassung proposéieren, déi fir eist Land ganz wichteg sinn. Dozou gehéiert och eng Depolitiséierung vun der Verfassung, wéi se am Abléck eebe leider ugeduecht ass, a ganz vill aner Saachen, e Recht op Liewen a ganz vill aner wichteg Elementer, déi an dëser Verfassung feelen.

Mir wäerten déi ëffentlech Déngschtleeschtunge verbesseren. Dat gëllt och fir d'Post an den ëffentlechen Transport, dofir wäerte mer de Service universel nei definéieren. A mir wäerten och kucken, datt manner Post- a Bankagencen am Land verschwannen. Fir eis ass et ganz wichteg fir d'Liewensqualitéit an eisen Dierfer, datt déi bleiwen.

Mir maachen eng volontaristesch Integratiounspolitik, dat soen ech och Richtung vun de Kolleege vun der CSV. Mir bradéieren eis Nationalitéit net a reforméieren dowéinst och d'Nationalitéitegesetz.

Mir wäerten d'Lëtzebuerger Sprooch a Kultur valoriséieren. De Code de déontologie fir Kulturinstitutioune gëtt nees ofgeschaaft, fir d'Fräiheet vu Konscht a Kultur ze garantéieren.

Mir maachen eng engagéiert Sozialpolitik, déi och op d'Tripartite als wichtegt Instrument vum sozialen Dialog, besonnesch a Krisenzäiten, zréckgräife kann. Tripartite bleift Tripartite!

Mir wäerten och en Ausbau vun der direkter Demokratie hei am Land konsequent virundreiwen no Schwäizer Virbild.

Niewent all deenen Ekonomien an anere Reformen, déi ech elo ugekënnegt hunn, wäerte mer och e besonneschen Accent leeën op de Kampf géint Frauden. Et ass besonnesch an eise soziale Systemer néideg, datt mer eis besser opstellen, fir géint dee Phenomeen virzegoen.

A mir mussen eng Diskussioun iwwer eng méi grouss Steierreform féieren. Et ass schonn e Problem, datt de groussen Undeel vun eisem Steieropkommes, iwwer 70 %, vun de Leit kënnt an net vun Entreprisen, Kollektivitéiten oder Kapital.

Mir mussen natierlech international kompetitiv sinn a mir däerfen ni de Feeler maachen, déi ekonomesch Basis vun eisem Wuelstand a Gefor ze bréngen. An awer musse mir eis, am Mooss vum Méiglechen, Vernënftegen a Gerechten, mat deem Problem ausenanersetzen, fir datt mer en anert Gläichgewiicht an eis Steierstruktur erakréien.

Mir wäerte selbstverständlech, dat ass scho gesot ginn, och d'Steiertabell un d'Inflatioun upassen, dat ass en éischte Schrëtt. Awer mir däerfen eis net laanscht déi grondsätzlech Froen an eisem Steierssystem drécken. Ech wëll awer och par rapport zu där Interventioun vu menger Virriednerin soen, datt et fir eis net d'Zil ass, fir d'Famill steierlech ofzeschafen. Et kann ee sécher Reforme maachen, awer fir déi komplett Individualiséierung do ze prônéieren, dat ass net dee Wee, dee mir gesinn.

Mir wëllen dëst Land reforméieren. Dozou gehéiert och d'Verkéiersproblematik. Den Tram gëtt et elo, mir ware laang géint den Tram, et gëtt en elo, mee e léist eise gréisste Verkéiersproblem net, an dat ass d'Situatioun vun de Frontalieren. Eis Autobunnen an eis Stroosse sinn all Moie verstoppt. Mir kréien dee Problem nëmme geléist, wa mir déi al a richteg Iddi vun der ADR endlech an Ugréff huelen: D'Eisebunn muss ënnert der Stad duerchgeféiert ginn, fir mëttelfristeg en RER ze erméiglechen. Och grouss Stied am Ausland maachen dat, a mir mussen och op dee Wee goen. An all déi, déi haut soen „Nee", déi wäerten an e puer Joer hei stoen a soen: "Jo, et ass esou."

M. Fred Keup (ADR) | Genau!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Den Tram ass net d'Léisung. Den Tram, deem musse mer elo e Sënn ginn, an dee muss eeben d'Haaptstad an déi peripher Regioune matenee verbannen, fir datt dat elo iergendwéi e Konzept ka ginn, awer et ass net d'Léisung fir eis Haaptverkéiersproblemer.

Mir sinn eis och bewosst, datt mer de Flughafe musse mat der Zäit ausbauen, awer esou, datt d'Noperschaft dorënner net leit. An do gëtt et jo och vill technesch Fortschrëtter, déi dat dann erméiglechen.

Här President, dëst ass dee leschte Budget vu Gambia 2.

(Interruption)

Et ass e Budget, deen dësem Land net déi Perspektive gëtt, déi et brauch. Et ass de Budget vun enger Regierung, déi keng Fantasie huet, den Erausfuerderunge vun der Zäit net gewuess ass an déi net eist Land a seng Interessien am An huet, mee just déi Kompromësser, déi an dëser Koalitioun néideg sinn.

Haut gesi mer, datt d'Leit ufänken, eist Land ze verloossen, well si hei keng Perspektive méi gesinn. Dat verschäerft nach dee Problem, deen dora besteet, datt een ëmmer méi héijen Undeel vun eise Sozialleeschtungen an d'Ausland transferéiert gëtt.

Mir wëllen dësem Land nei Perspektive ginn an nees Vertrauen a seng Méiglechkeeten an a seng Zukunft. Mir manipuléieren net den Index a mir bréngen net den Triple-A a Gefor wéi eis Kolleege vun der LSAP. Mir bekennen eis zu enger Sozialpolitik, an déi geet nëmme mat gesonde Staatsfinanzen.

Mir maachen eng Energiepolitik, déi eist Land versuergt an ofséchert. An Ëmweltschutz, dat ass fir eis eng rational Approche a keng Sektenaktivitéit op Käschte vun de Leit.

A mir maachen net wéi d'DP Aschnëtter an d'Rechter ...

Une voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... net nëmme vun de Locatairen, mee och vun de Proprietären, mir vertrieden eng liberal Wirtschaftspolitik. Eppes, wat leider d'Kolleege vun der DP well eng Zäitchen net méi maachen!

(Interruption)

Eisen Engagement, eisen Engagement wëll ech hei ganz kloer maachen.

Éischtens: Dës Regierung schreift en Defizit vun 2,8 Milliarden am Zentralstaat. Mir wëllen deen Defizit a kuerzer Zäit op null bréngen.

Zweetens: Mir leien elo bei bal 30 % vum Bruttoinlandprodukt Scholden. Mir féieren dee Scholdequotient an der nächster Legislaturperiod op däitlech ënner 23 % zréck.

Drëttens: Mir ginn dësem Land duerch déi néideg Reformen eng gesond Ekonomie zréck.

A véiertens: Duerch d'Reform vun eise Sozialsystemer séchere mir d'Pensioune vun deene Jonken a verwandelen dee wëlle Wuesstum an e qualitative Wuesstum.

De Budget vun dëser Koalitioun, Här President, stëmmt d'ADR net mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

(Brouhaha)

An nächsten ageschriwwene Riedner ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat waren d'Märercher vun Dausend an enger Nuecht.

M. Fred Keup (ADR) | Bon, Dir hutt gutt eppes geléiert haut.

M. Fernand Etgen, Président | ... ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Fir d'alleréischt loosst mech dem Rapporter, dem Max Hahn, Merci soe fir de Rapport an och feliciteiere fir déi ganz Méi, déi dragefloss ass, déi een eraushéieren an erausgelies huet.

Wéi gesot, Här President, léif Kolleeginnen, Kolleegen, léif Regierungsmember/innen, de Budgetsprojet 2023 liest sech fir eis net immens spannend. Bei der Lektür huet ee bal d'Gefill, et wär e Budget vun enger geschäftsféierender Regierung, also vun enger Regierung, där et u politescher Legitimitéit feelt an déi just nach verwalt, amplaz ze handelen. Vill Gestioun, wéineg Visioun an eisen Aen. Well et ass u sech eng linear Fortféierung vun der Politik, wéi se bis elo an deene leschte Jore war, mat den Zuelen ugepasst natierlech un déi aktuell Konjunktur. Politesch Prioritéiten oder souguer politesch Visioune sinn awer keng ze erkennen. Keng Schwéierpunkten, keng Afrostellung vun ale Konzepter, virun allem keng ambitionéiert Weichestellung fir d'Zukunft. Et ass e Budget, deen an éischter Linn drop ausgeriicht ass, de Status quo ze erhalen, an dat heescht, datt doranner keng Äntwerten ze fanne sinn op déi déifgräifend a strukturell Krisen, an deene mir sinn.

Mir hu mëttlerweil bal 130.000 Mënschen, déi vun Aarmut a sozialer Ausgrenzung betraff sinn. Dat ass e Problem, dee sech an nächster Zäit net wäert vum selwe léisen, wa mer esou weidermaachen.

Zweetens: Eigentlech misst jo dee Constat duerch dee ganze Budget wéi e roude Fuedem goen, de Fait, dass mer 130.000 Mënschen an der Aarmut hunn. Inklusioun a géint Ausgrenzung, fir ekonomesch Perspektiven a perséinlech Entfalung a géint d'Aarmutsfal an d'Ofhängegkeet, dat misst een aus dem Budget erausliese wéi e roude Fuedem. De Budget 2023 awer setzt op e Weider-wéi-bis-elo, an dat och ass eng politesch Entscheedung an eisen Aen.

An eise Steiersystem ass, wéi mer wëssen, extreem ongerecht an eisen Aen, zugonschte vum Kapital an zu Ongonschte vun der Aarbecht. Alt nees gëtt awer d'Geleeënheet verpasst, fir eppes dorunner ze änneren. Dës Ongerechtegkeet gëtt also weidergefouert, an och dat ass an eisen Aen e politesche Choix.

An de Logementsmarché, deen no joerzéngtelaangem Laisser-faire komplett eskaléiert ass an zu engem existenzielle Problem ginn ass fir immens vill Mënschen! Trotzdeem erkennt een am Budget hei beim Logement keen Agräife vum Staat an dës aus dem Rudder gelafe Situatioun par rapport zum leschte Joer.

A beim Klimawandel, wéi mer wëssen, leeft eis och d'Zäit fort. Mir mussen an den nächsten aacht Joer vill méi Emissiounen aspueren, wéi mer dat an deene leschten 30 Joer gemaach hunn. An déi Tatsaach spigelt sech och net hei am Budget erëm. Ech wäert nach dodrop agoen.

Vun dëse strukturelle Problemer, déi ech elo kuerz ernimmt hunn, sinn an éischter Linn déi jonk Generatiounen an déi ënnescht sozial Klasse betraff. An et ass dat Bild, dat de Kär vun eiser politescher Analys ausmécht, souwuel vun dësem Budget wéi vun der Regierungspolitik allgemeng. D'Regierung konzentréiert sech par force drop, e Modell oprechtzeerhalen, dee virun allem déi etabléiert a besser situéiert Mënschen hei am Land bedéngt an zerwéiert, deen awer gläichzäiteg ëmmer méi Perspektivlosegkeet schaaft fir jonk Generatiounen a sozial marginaliséiert a benodeelegt Matbierger a Matbiergerinnen.

De Mangel u politescher Reaktivitéit an u strukturelle Changementer ass ëmsou méi problematesch, well

mer d'nächst Joer viraussiichtlech nees e Budget ouni Weichestellunge wäerte kréien, vu dass déi nächst Regierung sech jo och eréischt am Oktober d'nächst Joer wäert opstellen. Zu engem Zäitpunkt also, wou riseg Erausfuerderungen op eis duerkommen an déi sozial an ekologesch Problemer sech verschäerfen, stellt dës Regierung op Autopilot.

D'Vertrieder vun der Majoritéit verweisen op Covidkris an Ukrain-Krich, a mir halen der Regierung et natierlech zegutt, datt d'Bewältegung vun deene Krise vill politesch Energie a vill budgetär Moyene kascht huet. Mir mengen awer, datt ee vun enger Regierung, déi verantwortlech ass a wëllt sinn, duerchaus ka verlaangen, datt se déi kuerzfristeg Krisebewältegung an Aklang ka bréngе mat der Léisung vu strukturelle Krisen, also méi laangzäitege Krisen, an dem Erhale vun den Zukunftsperspektive vun eiser Jugend.

Kuerzfristeg Krise si kee Grond, fir alles anescht – also laangfristeg Krisen – stoen a leien ze loossen. Ëmsou méi, well justement déi Krisen, déi mer elo haten, déi kuerzfristeg Krisen, notamment d'Covidgestioun, eis jo éischtens gewisen hunn, dass een a Krise kann handelen a kuerzfristeg kann handelen, an zweetens e Weider-wéi-bis-elo net méi méiglech ass, an datt een dofir ëmsou méi dréngend muss ëmschalten op eng aner, méi sozial a gerecht Politik.

Wéi mir scho beim État de la nation gesot hunn, feelt et der Regierung eiser Meenung no u Kreativitéit, fir nei Weeër ze goen, un Ambitioun, fir dës nei Weeër anzeschloen, an et feelt hir virun allem och u Courage, fir den Allgemenginteressi iwwer Partikularinteressien duerchzesetzen. An dat zitt sech eiser Meenung no wéi e roude Fuedem duerch dëse Budget.

Här President, schonn an normalen Zäite sinn dës Zuelen, déi am Budgetsprojet stinn, mat Virsiicht ze genéissen, schonn aleng dowéinst, well de Finanzministère generell esou eng Beruffskrankheet huet, fir d'Recetten ze ënnerschätzen an d'Depensen ze iwwerschätzen.

Mee bei der aktueller, ganz labiller ekonomescher Situatioun sinn d'Onsécherheeten natierlech nach eng Kéier vill méi grouss. Wéi geet et mat der Konjunktur weider? Wéi mat der Beschäftegung? A wéi mat der Inflatioun op de Finanzmäert?

Et ass nach ganz onsécher, wéi mer dëst Joer wäerte finanziell ofschléissen, a wat 2023 dann natierlech vu Recetten an Depensë wäert ufalen, steet elo nach an de Stären. Deemno schéngt et och wéineg sënnvoll, elo op eenzelen Zuele ronderëmzereiden. Ech wäert mech also éischter op d'Finanzpolitik am Generellen hei konzentréieren.

Op alle Fall geet d'Regierung fir dëst Joer vun engem zolitten Defizit vun iwwer enger Milliard aus a fir d'nächst Joer vun engem Defizit vu ronn 2,5 Milliarden, och dat ass scho gesot ginn. Egal, wéi déi Zuele schlussendlech ausgesinn, schéngt zumindest sécher, dass d'Staatsschold weider an d'Luucht geet.

Mir hu scho méi oft gesot, datt nei Scholde fir eis kee grondsätzleche Problem sinn, soulaang se gerechtfertegt sinn. A gerechtfertegt si Scholden an eisen Ae virun allem dann, wann domadder zukunftsorientéiert Investitioune finanzéiert ginn. Ech mengen, datt och déi jonk Generatiounen domadder averstane sinn a wieren, datt se spéider musse Scholden zréckbezuelen, wann déi Scholden derzou gefouert hunn, datt mer zum Beispill d'Energietransitioun erfollegräich gemeeschtert hunn, datt mer e flächendeckenden ëffentlechen Transport opgebaut hunn an datt mer de Park vun abordabelen ëffentleche Wunnenge verdräifacht hunn.

An dat ass fir eis de weesentleche Punkt, well déi aktuell Defiziter sinn eeben net entstanen, well mer eis Ustrengunge verstäerkt hunn, fir den nächste Generatiounen e besser fonctionéierend Land ze iwwerginn. Se sinn entstanen, well d'Regierung dës méi schwiereg Zäite wëllt iwwerbrécken, ouni mussen d'Ëmverdeelung vum Räichtum an eiser Gesellschaft a Fro ze stellen. Oder anescht gesot, déi aktuell Defiziter sinn entstanen, well d'Regierung de Käschtepunkt vun der kuerzfristeger Krisebewältegung integral der Allgemengheet opgelueden huet, just fir datt d'Patronat, d'Kapital an déi iewescht Schichten net musse méi bäidroen a weider kënne Profitter maachen.

An dëser Kris goufen eng Rei komplett onnéideg Depensë gemaach, eiser Meenung no, déi deelweis och nach déi strukturell, ekologesch a sozial Problemer verstäerkt hunn. Ugefaange bei der Manipuléierung vum Index natierlech an deem dowéinst néidege Steierkreditt, fir déi verréckelt Indextranche bei de Leit ze kompenséieren. Mat dem Argument, d'Entreprisë kéinte keng zwou Upassunge pro Joer verkraaften, ass déi Tranche vum Juli dëst Joer op den Abrëll d'nächst Joer verréckelt ginn, mam Resultat datt mer dëst Joer just eng an d'nächst Joer viraussiichtlech dräi Tranchë kréien. Also genee de Contraire vun deem, wat ursprénglech gewollt war!

Jo, „am Nachhinein ass een ëmmer méi schlau", sot Der. Mee mir haten Iech et awer och schonn am Abrëll dëst Joer gesot. A wat huet dee Spaass kascht vun der Indexmanipuléierung? Ma eng hallef Milliard. A wien huet sech déi hallef Milliard an d'Täsch gestach? Ma d'Patronat. An net just d'Patrone vu klenge vulnerabele Betriber, dat kann ee jo nach vertrieden, mee virun allem d'Aktionäre vun de grousse Boîtten. An déi hallef Milliard betrëfft och just de Käschtepunkt vum Crédit d'impôt. Derbäi kënnt jo nach en enormen Ausfall fir d'Sécurité sociale.

Och bei den Aidë fir d'Betriber hätt ee kënne méi selektiv sinn, amplaz de Krunn ëmmer méi wäit opzedréien, just fir sécherzestellen, datt een déi 375 Milliounen och wierklech lassgëtt. Nee, net ze schwätze vun deene ronn 80 Milliounen, déi den Tankrabatt vu 7,5 Cent kascht huet, dee souwuel aus ekologescher wéi aus enger sozialer Perspektiv zimmlech onsënneg war.

Och bei der Deckelung vun den Energiepräisser hätt ee kënne vill Suen aspueren, wann ee just de Grondbedarf gedeckelt hätt, amplaz och nach den Iwwerkonsum an d'Verschwendung ze subventionéieren. Dat wär och ekologesch vill méi sënnvoll gewiescht, well een domadder en Ureiz geschafen hätt, fir Energie ze spueren. An deen hu mer elo am Moment iwwer Bord gehäit. Mëttlerweil huet souguer de Thinktank IDEA vun der Chambre de Commerce déi Fuerderung iwwerholl.

An dann huet d'Regierung jo nach dem Patronat versprach, déi drëtt Indextranche d'nächst Joer integral ze bezuelen. Zitat aus dem Accord vum September: „Dans le cas où une troisième tranche indiciaire serait appliquée au cours de l'année 2023, le Gouvernement s'engage à compenser entièrement l'impact sur les salaires des entreprises."

D'Madamm Backes sot jo, datt dat nach net kann am Budget chiffréiert ginn, well een nach net weess, ob et tatsächlech wäert néideg sinn a wéi eng Modalitéiten dat wäert unhuelen. Ech huelen awer mol un, datt d'Regierung sech scho Gedanke gemaach huet iwwert déi Modalitéiten a schonn ongeféier eng Iddi huet, wat et da kéint kaschten. Ech wär frou, wa se duerno kéint op de Stand vun deenen Iwwerleeungen agoen an ech wär och zimmlech frou ze wëssen, wéi d'Regierung dat da wëllt ustellen, fir den Entreprisen dee kompletten Impakt op d'Salairen ze kompenséieren.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dës riseg Depensen zugonschte vum private Secteur sinn op eng ondifferenzéiert Aart a Weis ausgeschott ginn an dofir och grondsätzlech ze hannerfroen. Well un der Duerstellung vun enger Privatwirtschaft, déi no Covid- an Energiekris virum Ofgrond steet, kann een awer nun emol wierklech Zweifel hunn.

D'CSL huet nämlech an hirem Avis eng Analys gemaach tëschent der Entwécklung vum Bruttoiwwerschoss vun den Entreprisen an der Entwécklung vun de Salairen. Säit 2019 ass de geschafene Méiwäert ëm 30 % eropgaangen. Wärend där selwechter Zäit sinn d'Salairen awer just ëm 26 % eropgaangen. An de Bruttoiwwerschoss vun den Entreprisen ass ëm 36 % geklommen. An anere Wierder: D'Entreprisen hunn dat déckt Stéck kritt vum Kuch an d'Salariéen dat klengt Stéck!

D'CSL erënnert och drun, datt sechs vun deenen zéng gréisste Employeuren hei am Land am Mäerz dëst Joer hiren Aktionäre bal eng hallef Milliard un Dividenden ausgeschott hunn. Dat muss ee sech mol op der Zong zergoe loossen: No zwee Joer Covid an engem Ausbroch vun engem Krich an der Ukrain hunn dës Entreprisë sech net geduecht, si misste mol sécherheetshalber Reserven uleeën oder investéieren! Nee, se hunn einfach emol Honnerte Milliounen un hir Aktionären iwwerwisen. An dat, nodeems se wärend der Pandemie grousszügeg Hëllefe vun der Allgemengheet kruten an duerno nach eng Indexmanipuléierung an nach weider Aiden uewendrop kruten.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | An eisen Ae waren also ganz vill Depensen am Kader vun der Krisegestioun nach laang net esou alternativlos, wéi d'Regierung dat gären duergestallt huet. Si ass jo nach emol op de Sireenegesang vum Grousspatronat eragefall an huet se ondifferenzéiert mat ville Steiergelder iwwerschott, déi elo am Budget feelen.

Par contre wäre vill aner Depensë sënnvoll, zum Beispill Depensen, déi eis op e Wee vun enger gerechter an nohalteger Gesellschaft géife bréngen, oder Depensen, déi deenen ënneschte Klassen et erlabe géifen, erëm Loft ze kréien an déi de wuessenden Inegalitéite géifen entgéintwierken. Well fir déi kleng Leit si bis elo virun allem just e puer Almose verdeelt ginn, fir déi se dann och nach mussen op den Office social heesche goen.

Här President, wann een iwwert den Defizit schwätzt, däerf een awer net just d'Depensë kucken, mee och d'Recetten. De Problem ass jo net, datt et hei am Land net genuch Räichtum gëtt, de Problem ass, datt d'Regierung e groussen Deel vum geschafene Räichtum enger klenger Minoritéit iwwerléisst. Wann d'Land an enger ekonomesch schwiereger Situatioun ass, an zemools wann e groussen Deel vun der Allgemengheet un d'Struewele geréit, dann ass et eiser Meenung no absolutt ubruecht, datt déi iewescht Klassen eeben eng Contributioun ginn.

Mir haten dofir hei am Parlament eng exceptionnel Krisesteier gefuerdert vu 15 % op dem Akommes iwwer 150.000 Euro, Steierklass A, an op de Benefisser iwwer 200.000 Euro vun de groussen Entreprisen. Esou hätt een iwwer eng Milliard un neie Recettë kënne generéieren, an déi bräichte mer haut, da bräichte mer haut net iwwer Defiziter ze schwätzen.

An dem leschte Politmonitor hu mer festgestallt, datt mat eiser Fuerderung iwwer 50 % vun de walberechtegte Mënschen am Land averstane sinn. Géif een eis

Matbiergerinnen a Matbierger ouni Walrecht matabezéien, wär dee Prozentsaz sécher nach méi héich.

Hei am Parlament si mer domadder natierlech net gehéiert ginn, jo, mir goufen esouguer aus de Reie vun der Majoritéit ausgelaacht. Dobäi wär eiser High Society sécher keng Zack aus der Kroun gefall, wa se mol eng Kéier dem Land exceptionnel eppes géif zréckginn.

Mee déi Fuerderung vun der Krisesteier war natierlech just eng Krisemesure, déi fir ee Joer gülteg wier, well u sech fuerdere mer virun allem eng strukturell Steierreform fir méi Steiergerechtegkeet. An dat fuerdere mir scho säit Joren. Säit 2008 ass all Demande am Beräich vu méi Steiergerechtegkeet mat dem Argument verworf ginn, et wär jo eng grouss Steierreform an der Maach.

Ab Corona huet et du geheescht, et wäre keng Sue méi do, an elo heescht et, et wäre keng Sue méi do wéinst dem Ukrain-Krich. Resultat: D'Ongerechtegkeete lafen einfach virun. De Status quo gëtt mindestens bis 2025 oprechterhalen, zur allgemenger Freed vun deene Wéinegen, déi vum Status quo profitéieren.

Déi Steiererliichterungen, déi d'Madamm Backes elo fir d'Fréijoer an Aussiicht gestallt huet, passe genee an dat Bild, well dobäi geet et natierlech net ëm strukturell Verännerungen, mee just ëm den traditionelle Walkaddo virun de Legislativwalen, wou eng Kéier mat der Strenz iwwert d'Land gefuer gëtt, fir duerno nach besser kënnen d'Demande am Beräich vu méi Steiergerechtegkeet ze verwerfen, mam Argument, dass jo elo eppes gemaach gouf.

D'Steier, mir si warscheinlech déi eenzeg heibannen, déi mengen, dass eng Steierreform net automatesch eng Tournée générale ass, wou mer jiddwerengem am Land mat der Strenz u sech Steiererliichterunge bréngen. Mat enger Steierreform reforméiert een eiser Meenung no d'Verdeelung vum geschafene Räichtum. An déi Verdeelung ass hei am Land déifgräifend ongerecht. Fir just ee Beispill ze ginn: Am Joer 2000 huet den Impôt sur les personnes physiques 24,7 % vun de Staatsrecetten ausgemaach a 24,1 % koume vun de Betribssteieren. Also bal d'selwecht. Am Joer 2021, also gutt 20 Joer méi spéit, koume 36,5 % vun de Leit a just nach 16,4 % vun de Betriber. A laut de Previsiounen am Budgetsprojet fir 2023 soll dat Verhältnis d'nächst Joer nach eng Kéier e grousse Sprong maachen zugonschte vun den Entreprisen, well d'Regierung jo mat enger zimmlech spektakulärer Hausse bei de Steiere vun de Leit rechent a mat engem Réckgang vun de Betribssteieren.

Eng Kris a feelend budgetär Mëttele si fir eis keen Argument, fir eng Steierreform ofzesoen, mee au contraire en Argument, se justement duerchzekréien. Well wa mer d'Kapitalträger an déi verméigend Klasse géifen anstänneg besteieren, kéinte mer notamment déi ënnescht Klassen entlaaschten an och de Barème ouni Weideres indexéieren. Jo, méi nach, mir kéinten doriwwer eraus fir de Staat nei Recettë schafen, fir datt mer eeben den Zukunftserausfuerderunge kéinte gerecht ginn, mat deene mer konfrontéiert sinn, an zousätzlech nach derfir suergen, dass d'sozial Inegalitéiten endlech ufänken ofzehuelen, amplaz datt se déi ganzen Zäit weider zouhuelen.

Här President, ech kommen elo zu den Investitiounen, déi am Budgetsprojet fir 2023 virgesi sinn. Fir d'éischt emol wëll ech kloer soen, dass mir als Lénk frou sinn, datt et net zu enger massiver Kierzung bei den Investitioune komm ass. Mee dat ännert natierlech net d'Tatsaach, datt déi Zuelen, mat deenen d'Regierung am Budget jongléiert, vun Investissementer, nëmme schwéier nozevollzéie sinn, wéi zum Beispill bei der Klimapolitik.

D'CSL huet sech an hirem Avis d'Méi gemaach, déi verschidden Ausgaben am Budget fir d'Ëmsetzung vum nationalen Energie- a Klimaplang opzeschlësselen. Als Erënnerung: Dëse Plang beinhalt d'Strategie vun der Regierung, fir den Zäregasausstouss bis 2030 ëm 55 % ze reduzéieren. Dobäi stellt sech eraus, dass déi 2,3 Milliarden Euro, déi d'Regierung hei annoncéiert, am Budget selwer guer net opzefanne sinn an och net an den Ausgabe vum Ëmwelt- a Klimafong. Den Haaptproblem hei ass net eng technesch Lacune bei der Opstellung vum Budget, mee éischter, dass et sech ëm en Etiketteschwindel bezéiungsweis Greenwashing handelt.

Grouss Zuele mat groussen Ziler am Klimaschutz ukënnegen ass gutt, nach besser ass et awer, wann dann och dat drastécht, wat drop steet an déi richteg Mesuren dann och finanzéiert an ëmgesat ginn.

Mir gesinn hei direkt e puer Problemer: Deen iwwergroussen Deel vun dem Budget fir d'Dekarboniséierung entfält op de Finanzement vun den CFL, dem RGTR-Reseau, dem Tram an de regionale Busser vum TICE an den AVL. Dat si wichteg a sënnvoll Ausgaben, mee déi stellen awer, ronn gerechent, 93 % vum gesamten Effort bei der Dekarboniséierung am Budget selwer duer. Dobäi handelt et sech zum groussen Deel ëm lafend Ausgaben an net ëm Investitiounen an den Ausbau vum ëffentlechen Transport an de Klimaschutz. Ee Beispill: Schoulbusser fir d'Schüler gouf et och scho viru 40, 50 Joer. Deemools koum keen op d'Iddi, dass dat Klimaschutz wier oder als Klimaschutz ze bezeechne wier, mee als ëffentleche Service, deen do ass, fir dass all Kand sécher an d'Schoul kënnt. Hei am Budget ass dat awer elo eng Ausgab am Beräich vu Klima an Energie. Firwat ass dat esou? Hei ginn einfach ganz klassesch budgetär Ausgaben ëmgedeit, fir de Leit virzegaukelen, dass et Klimaschutz ass.

Donieft muss een d'Ausgabe fir Klimaschutz am Verhältnis kucke mat den Antiklimaausgaben, also mat deem, wat weider direkt an indirekt a fossill Energië fléisst. Ugefaange beim Staat, deen no un der hallwer Milliard an de Subventionnement vu Spritt a Gas investéiert, ouni iergendwellech sozial oder ekologesch Iwwerleeungen dobäi un den Dag ze leeën.

De Bau vun Ëmgeeungsstroossen a Vergréisserunge vun Autobunne geet och monter weider. A schliisslech gëtt et och deelweis schiedlech Investitioune vun Entreprisen, déi d'Staatsausgaben am Klimaschutz souwisou staark verblatzen dinn.

Weider fält op, dass de Premierminister am Oktober hei zwar grouss Annoncë gemaach huet, fir an der Fotovoltaik virunzekommen an och bei der Renovatioun vu Wunnengen, mee dovunner awer och näischt am Budget virgesinn ass. Kloer: Net alles ass direkt ëmzesetzen, mee hei steet effektiv guer näischt dran.

Am Klima- an Energiefonds deit och absolutt näischt op e Ruck am Klimaschutz hin. Bis 2026 wäerten tendenziell zwee Drëttel vun den Ausgaben am Fong an d'Ausland fléissen. Just een Drëttel sinn national Mesuren. Den Haaptausgabeposte bleift hei d'Elektromobilitéit, op deen eleng 50 % vum Budget fir national Mesuren entfalen.

D'erneierbar Energië ginn hei zwar den zweetgréisste Posten, mee ee Bléck zréck weist, dass souguer déi kleng Montanten, déi bis elo virgesi waren, ni méi wéi zur Hallschent genotzt gi sinn. D'Grënn dofir leien net am Budget, mee bei der Fotovoltaik – zum Beispill bei de schwéierfällegen Autorisatiounsprozeduren, de Bautereglementer vun de Gemengen, der Gréisst vum Invest, dee vill Stéit ofschreckt, dem net méi besonnesch interessanten Aspeisetariff, de potenzielle Raccordementskäschten an net zulescht och dem Manktum un Handwierker an Handwierkerinnen, déi dat och montéiere kënnen.

Fir eis weist dat Beispill, dass Usproch a Realitéit am Klimaschutz wäit auserneeleien an dass d'Regierung et sech et ze einfach mécht mat deenen Annoncen. Grouss Neierunge ginn ugekënnegt, grouss Beträg gi publizéiert, mee dat Ganzt geréit direkt un d'Wackelen, wann een an den Detail kucke geet. Et ass wéi bei enger Ënn: Wat ee méi Schichte vun der Schuel erofhëlt, wat et méi sténkt oder wat manner iwwreg bleift.

(Interruption)

An dann zum Logement. De Logement ass de Problem Nummer eent hei am Land, wéi schonn esou oft gesot gouf. Et ass déi éischt Suerg vun de Biergerinnen a Bierger an och déi éischt Ursaach vun der Aarmutsproblematik an den Inegalitéiten. Ganz vill politesch Problemer hänken direkt oder indirekt mat der katastrophaler Situatioun um Wunnengsmaart zesummen.

Et kéint een also unhuelen, datt d'Regierung bei dem Logement de budgetären Hummer erausshëlt, fir do richteg Neel mat Käpp ze maachen, zemools wann een am Budget liest, entre guillements: „Le logement reste une priorité absolue pour le Gouvernement." Mee: guer näischt oder bal näischt! D'Regierung léisst sech dës absolutt Prioritéit grad emol 282 Milliounen Euro kaschte fir 2023. Dat ass vill manner wéi dat, wat mer d'nächst Joer als Militärdepensen zum Beispill wäerten ausginn, oder d'Hallschent vun deem, wat d'Indexmanipuléierung kascht huet.

An deene véier Joer vun 2020 bis 2023 ass de Budget vum Logementsministère ëm grad 46 Milliounen eropgaangen. Méi lues wéi d'Recetten, soudatt de Budget vum Logementsministère haut just nach 1,08 % vum Staatsbudget ausmécht. Och dat schwätzt Bänn.

D'Regierung schéngt och all Joer op en Neits déi selwecht Feelaschätzungen a puncto Investitiounen ze maachen. D'Ausgabe vum Fonds spécial sollen 2023 spronghaft eropgoen. Dat ass jo gutt, mee dee Sprong war och scho fir 2022 ageplangt, mee huet net stattfonnt. Dee Sprong war och scho fir 2021 ageplangt, an huet och net stattfonnt. Déi grouss Offensiv léisst also ëmmer op sech waarden.

Insgesamt ass et och schwéier nozevollzéien, wéi mat gutt 200 Milliounen Euro Investissementer am Joer d'Pendel a Richtung vu méi Bezuelbarkeet um Immobiliemarché soll ëmgeschloe ginn. Dëst ass en plus elo nach méi eng drénglech Noutwendegkeet, säit de Logementsminister mat der Loyersreform decidéiert huet, dass wunne fir Locatairen um Privatmarché nach méi deier soll ginn.

Elo steet d'Regierung: „Et huet kee Wäert, méi Suen anzeplangen, well mir kréie souwisou net méi gebaut." Mee da muss d'Regierung d'Viraussetzunge schafen, also sech d'Mëttel ginn, fir méi kënnen ze bauen, zum Beispill mat der Kreatioun vun enger ëffentlecher Baufirma, sou wéi mir dat scho säit Jore fuerderen, fir net méi vun de privaten Entreprisen ofhängeg ze sinn, déi just hiren eegene Benefiss u sech zerwéieren.

D'Zukunft vun eiser Jugend steet oder fält mat der Wunnengspolitik vun haut, net mat där an 20 Joer! Et ass haut, wou mer musse massiv an den ëffentleche Wunnengsbau investéieren, amplaz weiderhin der Illusioun nozelafen, datt de fräie Marché dat iergendwann eng Kéier géif hikréien.

A well ech dat schonn ugeschwat hunn, nach e puer Wierder zum Militärbudget. Mir fannen déi Projektioun absolutt dramatesch, déi d'Regierung mécht, fir de Militärbudget an den nächste Jore radikal ze erhéijen. Och dee kriminelle Krich vum russesche Regimm géint d'Ukrain rechtfertegt esou eng massiv Opréschtung an eisen Aen net. Ech erënneren drun,

datt d'NATO elo scho 25-mol méi fir Waffen ausgëtt wéi Russland an datt mer och net méi Sécherheet kréien, wann d'NATO herno 35-mol méi Budget ausgëtt fir Militär wéi elo Russland.

Méi Waffe maachen d'Welt net méi sécher an eisen Aen. Wat d'Welt méi sécher mécht, sinn Investitiounen an d'Aarmutsbekämpfung, an d'international Kooperatioun an an de Klimaschutz.

Här President, an der Santé gesäit een an dësem Budget wuel vereenzelt Akzenter, déi an déi gutt Richtung ginn. Verschidden Aspekter vun nationale Servicer ginn unerkannt a gewäertschätzt. Positiv zum Beispill ass, dass d'Garden an d'Astreinten am Budget virgesi sinn. Positiv ass, dass d'Ministesch eng Entscheedung geholl huet. Et muss ee jo soen, dass d'Politik och emol do ass, fir Entscheedungen ze huelen, an net ëmmer muss dat jiddwerengem gefalen, mee dass d'Allgemengwuel u sech do driwwer steet.

Bei der Affär Potaschbierg awer war dat ganz aneschters ausgaangen. Do huet d'Ministesch dem Drock noginn an eng Eegeninitiativ géint hiren eegene Wëllen a géint d'Gesetz am Nachhinein legitiméiert. An déi gëtt elo och am Budget belount.

Mee allgemeng gesi mir dann och net wierklech am Budget, wéi d'Gesondheetsberuffler dann endlech solle valoriséiert ginn a promouvéiert ginn. Mir hu schonn e puermol nogefrot a mir kréien allkéiers gesot, datt et eng Initiativ säit dem Summer gëtt. Ëm wat et sech do handelt, wësse mer nach ëmmer net richteg. A mer wäre ganz frou, wann d'Regierung eis géif méi dozou soen. Well Campagnë gesi mer fir d'Police, Campagnë gesi mer fir d'Arméi, mee bis elo nach keng fir d'Gesondheetsberuffler.

Mir moossen, wéi Der wësst, d'Regierung un hiren Doten, virun allem vis-à-vis vun deene Schwaachen, deen Aarmen an deenen, déi keng Stëmm a keng Lobby hunn. An deem Sënn ass fir eis den Accès zur Gesondheet, a besonnesch d'Couverture universelle de soins de santé eng Prioritéit. D'CUSS ass d'lescht Joer agefouert ginn, an dat ass gutt a wichteg, mee wéi Der wësst, ass et just e Pilotprojet. A wie Pilotprojet seet, dee freet direkt: Wat kënnt dann duerno? De Budget 2023 seet awer net vill doriwwer eraus, well et keng nennenswäert Augmentatioun beim Budget gëtt. Mir wëssen, dass d'CUSS soll evaluéiert ginn, mir wëssen awer net, wéini an ob eng gesetzlech Basis kënnt.

Wann een awer haut weess, dass am Moment 112 Dossiere vun der CUSS profitéieren, awer de Besoin um Terrain op 3.000 bis 5.000 Leit evaluéiert gëtt, da gesäit een, dass nach ganz vill Sputt do ass. An dofir geet e Pilotprojet einfach net duer! D'Regierung muss d'Ambitioun an de Wëlle weisen, fir op dësem existenziell wichtegen Dossier ze schaffen an nach virun de Walen – wannechgelift! – Resultater liwweren.

Och an der Immigratioun an am Asyl steet d'Stäerkung an d'Emanzipatioun vun de Mënschen net am Viergrond. Et stellt ee schnell fest, dass den Akzent op Sécherheetsbedenke läit. Dat spigelt och de Budget erëm. De Budget zum Beispill vum Centre de rétention geet duerch den Ausbau erop, ëm 400.000 Euro.

Méi wéi 3 Milliounen Euro si virgesi fir de Gardiennage an der SHUK – an dat ass de Gros vum Budget do. An de Budget da vum Gardiennage an de Flüchtlingsfoyere geet iwwer 20 Milliounen erop: op 50 Milliounen Euro. Dat muss ee sech emol op der Zong zergoe loossen.

Et gesäit ee gutt, wat ech virdru scho gesot hunn: D'Regierung geréiert d'Flüchtlingen. Si gëtt zum Verwalter. Et ass kee Projet erauszeliesen, vu wéi d'Regierung dës Mënsche wierklech accueilléiert, se mat eran an d'Gesellschaft hëlt. Et liest ee wéineg Effort, wéi mer dëse vulnerabele Mënsche begéinen a wéi mer se wëlle stäerken.

Am Géigendeel: Mir kennen all de Fall vun der ONG Passerell, déi Flüchtlingen iwwer hir Rechter informéiert a stäerkt. Si haten dëst Joer alertéiert, dass se net méi genuch finanziell Moyenen hätten. Entretemps hu se missen zwee Leit entloossen. D'Regierung hätt kënnen de Choix treffen, dës ONG finanziell ze ënnerstëtzen, mee si huet et net gemaach. Hir Demande war manner wéi 100.000 Euro – se louch ëm déi 70.000 Euro, mengen ech. Och dat ass e politesche Choix, dës Initiativ net ze ënnerstëtzen, obwuel déi an enger Nisch geschafft hunn.

Donieft liest den Integratiounsbudget am Familljeministère sech wéi en aarme Pätter. 7 Millioune sinn am Ganze fir Integratiounsefforte virgesinn – an dovunner fir konkreet Projeten, wéi de Parcours d'intégration accompagné an de Contrat d'accueil et d'intégration, knapp 1,5 Milliounen. An dee Montant ass identesch bliwwen an deene leschte Joren. Och do ass kee Wëllen a Siicht, fir d'Efforten ze verstäerken a Richtung Integratioun.

Mir stelle fest, dass déi Schwaach a marginaliséiert Mënsche vun dëser Regierung net gestäerkt ginn. Et gëtt keng Politik vu wat ee „Stäerkung" oder „Empowerment" nennt. Si kréien Almosen, Bongen an eventuell Kaddoen. Mee dat gëtt hinnen net déi Startchancen, fir hiert Liewen an de Grapp ze huelen an eppes opzebauen.

Här President, de Lëtzebuerger sozioekonomesche Modell stéisst ëmmer méi u seng Grenzen. En ass weeder wirtschaftlech, nach sozial, a scho guer net ekologesch nohalteg. Dat weess heibanne jiddwereen, an trotzdeem maache mer weider esou, wéi wa mer näischt géife gesinn, näischt géife wëssen. Esou ewéi e Vëlosfuerer, deen ouni Bremsen de Bierg erof fiert a sech stänneg seet: „Bis heihinner geet alles gutt."

D'Regierung ass blockéiert an engem almoudeschen Denken, dat doranner besteet, politesch Problemer eenzeg an eleng mat ëmmer méi Wirtschaftswuesstem ze léisen. Einfach d'Kompetitivitéit vun de Betriber weider pushen an alles gëtt gutt – sou wéi mer dat an deene leschte 40 Joer gemaach hunn a sou wéi wann dat net och Deel vum Problem wier.

Dat ass awer an eisen Aen eng Flucht no vir an eng Sakgaass. Ekonomesch ass et eng Flucht no vir an eng Sakgaass, well mer elo schonn de ganzen Aarbechtsmaart vun der Groussregioun ofgegraast hunn, a sozial, well ëmmer manner Leit vun dësem Modell profitéieren, an ekologesch, well mer ëmmer méi Ressourcen an Usproch huelen, déi eis net zoustinn.

Wat vill Leit frustréiert, an zemools Jonker, mee och eis, ass, datt d'Politik, déi politesch Verantwortlech, zwar iwwert den Eescht vun der Lag schwätzen, mee duerno keng Moossnamen ergräifen, déi op der Héicht vun den Enjeue sinn. E puer sozial Aiden a gréng Subventioune si keng Zukunftspolitik, mee politesche Stëllstand.

Virun allem am Logement a beim Klimawandel ass et 10 op 12! Mir mussen eis Gesellschaft nei opstellen, déi Aart a Weis iwwerdenken, wéi mer produzéieren, consomméieren a wéi mer mateneen ëmginn. Mir brauchen nei politesch Konzepter an de Courage, Changementer anzeleeden. Net muer an net iwwermuer, mee haut! Dëse Budget mécht dat leider net an dofir wäerte mir en net matstëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Oberweis. An de leschte Riedner an deem éischten Tour ass den Här Sven Clement fir d'Piraten.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Madamm Finanzministesch ass op dëser Plaz de Moien op d'Zuelen aus dem Politmonitor agaangen, fir eis momentan Situatioun an e Kader ze setzen. Erlaabt mer also als Éischt, dat selwecht ze maachen, well mir liese se e bëssen anescht oder vläicht och aner Zuelen eraus.

37 % vun de Leit schätzen hir finanziell Situatioun haut méi schlecht a wéi nach am Mee. Dat ass méi wéi all Drëtten. 8 %, also bal all Zéngten, soe souguer, datt hir Situatioun sech däitlech verschlechtert hätt an deene leschte sechs Méint. Mee wat beandrockend ass: 59 % hu finanziell Ängschten! An och hei ass den Taux an deene leschte sechs Méint geklommen.

Ech mengen, dat sinn Zuelen, déi mer eis sollten zu Häerz huelen, wa mer iwwert d'Situatioun hei am Land schwätzen. Dat sinn Zuelen, déi dëse Budget a säi Kader setzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst ass also elo schonns déi fënneft Budgetsried, déi mir Piraten hei an der Chamber halen dierfen. Och dëst Joer soen ech als Alleréischt dem Rapporter Merci fir säin ausféierleche Rapport. Et ass sécherlech immens vill Aarbecht. An aleng schonn déi schier Unzuel un Entrevuen, déi en hat, fir de Rapport ze presentéieren, weist, datt e sech dat net einfach gemaach huet.

Et sinn awer elo fënnef Joer, an deene mir Piraten vill Wësse gewonnen hunn, fënnef Joer awer och, an deenen de Budget vill gewuess ass. 2018 ware mer bei 17 Milliarde Staatsbudget. Fir 2023 si 26 Milliarde virgesinn. Dat si bal 50 % Croissance a fënnef Joer.

Wéi ass dës Vergréisserung vum Staat ënnert de Regierunge Bëttel 1 an 2 de Leit dobaussen also zeguttkomm? Ass et de Leit wierklech gutt ergaangen, wéi et dem Staat gutt gaangen ass? Verschiddene Leit ass et gutt gaangen, jo, mee vill Leit stoussen all Mount ëmmer méi un hir Grenzen an d'Schéier tëscht aarm a räich geet ëmmer méi wäit auserneen.

Et kann een haut schwéier fiabel Prognose fir d'Joer 2023 maachen, well wéi wäert et herno wierklech ëm eise Chômage, eise PIB, d'Inflatioun an, jo, och eis Energieversuergung stoen? Et gëllt, virsiichteg ze sinn a gläichzäiteg déi steigend Aarmut zu Lëtzebuerg ze bekämpfen.

Dëst sollt e Krisebudget sinn, mee deem Usproch gëtt en net gerecht. Mir maachen hei einfach keng cibléiert Politik! Zum Beispill duerch deen net cibléierte Gaspräisdeckel, vun deem een an enger Villa genausou profitéiert wéi een an engem Cafészëmmer. Esou ass et mat anere Mesuren, op déi ech elo hei an deenen nächsten 20 Minutte wäert ze schwätze kommen, well et gëtt héich Zäit fir eng méi cibléiert Politik!

Och mir Piraten widderhuele schonn zanter 2018, datt een dach hätt sollen, wéi et dem Land gutt goung, en Apel fir den Duuscht op d'Säit leeën. Dat ass awer net geschitt! Dofir huet sech säit 2017 eis Dette nominal verduebelt. Ech erënneren drun: De Staatsbudget huet sech just ëm 50 % erhéicht – d'Dette huet sech nominal verduebelt. D'Pro-Kapp-Verscholdung ass, inflatiounsberengegt gekuckt, an deene leschte fënnef Joer dann ëm 49 % op ronn 25.200 Euro pro Persoun geklommen.

Duerch de Covid an elo och nach d'Energiekris kann eis relativ Verscholdung zum PIB, déi jo soss ëmmer

sou gär genannt gëtt, och nach ganz séier klammen, aleng duerch de Fakt, datt de PIB vläicht net esou séier wiisst, wéi ee sech dat erhofft hätt. An dat hu mer ëmmer gemengt, wa mer vun eisem Scholdentaux geschwat hunn. Dee relative Scholdentaux ass net deen, deen een absolutt kucke muss, well deen ass immens ofhängeg dovunner, wéi et der Gesamtekonomie geet, par konter d'absolutt Zuele schwätzen och eng Geschicht fir sech.

Mir sinn och net averstane mat deene Prioritéiten, déi d'Regierung mam Pluriannuel setzt. De Budget fir Space-Projete soll an deenen nächste véier Joer ëm 88 % klammen. De Budget fir d'Santé nëmmen ëm 30 %. Dobäi misst jo awer jidderengem spéitstens zanter Covid-19 kloer sinn, datt mer ganz vill opzehuelen hunn – grad an eisem Gesondheetsberäich!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou wéi ech elo d'Zuele presentéieren, mécht d'Regierung et natierlech net. D'Regierung schwätzt zum Beispill net dovunner, datt Gelder, déi all Joer sollten an d'staatlech Fongen, wéi zum Beispill de Klimafong, goen, nëmmen um Pabeier all Joer iwwerwise ginn. Wat vill Leit nämlech net wëssen: Déi Sue leien net op engem Kont, mee se sinn eng implizitt Schold, déi de Staat vis-à-vis vun deene Fongen huet. Wann een d'Sue wierklech wéilt mobiliséieren, fir zum Beispill de Bau vu Solaranlage mam Klimafong ze fuerderen, misst een dës Suen dann awer erëm aus de Liquiditéite fannen oder, wa se net do sinn, léine goen.

Mat dësem Budgetsgesetz gëtt d'Regierung sech dann och, wa mer beim Léine sinn, eng zousätzlech Marge de manoeuvre vu 6 Milliarden zousätzlecher Schold bis 2024. Mir Piraten sinn der Meenung, datt d'Regierung hei sollt dës Sue bei der Chamber froen, wann et esou wäit ass. Mir stellen hei net gäre Blankoschecken aus.

Mir Piraten gleewen och net un déi 5,3 Milliarden TVA-Recettë fir 2023. Et steet eng Rezessioun virun der Dier. De Konsum wäert méiglecherweis erofgoen. Mir wëssen nach net wéi vill a fir wéi laang, mee mir fannen et farlässeg, hei mat engem Plus u Recetten ze rechnen, als hätte mer keng Rezessioun en vue. Mir hätten eis eng méi virsiichteg Approche gewënscht.

Dëse Budget bitt dann och keng Erklärungen op kuerz- a laangfristeg Suergen, déi mir als Verantwortlech sollten ugoen. Eng dovunner ass a bleift de Pensiounsfong an d'Keese vun der Krankeversécherung. Der CNS ginn d'Suen aus, gradewéi och der Pensiounskeess.

Ech weess, dass dat heibanne kee ganz populäert Theema ass, an och net jiddereen heibanne perséinlech nach betreffe wäert, mee gradesou e grousse jéngeren Deel vun eiser Gesellschaft ass vun där heiter Problematik betraff. A mir fannen et net fair, datt mer d'Problemer op déi Jonk verlageren. Ech hoffen, datt eng nächst Regierung hei méi Courage wäert weisen a sech dem luesen Ausbludde vun eise Keesen unhëlt.

Kuerzfristeg mécht eis Piraten déi méiglech drëtt Indextranche am Hierscht/Wanter d'nächst Joer natierlech och Suergen. An als Statec kann et gutt sinn, datt de Staat hei muss den Index fir d'Betriber bis zu véier Méint laang iwwerhuelen. Esou huet d'Regierung et festgehalen am Tripartite-Accord. An dat wär en enorme Käschtefacteur fir d'Staatskeesen.

D'Madamm Ministesch huet de Moien nach eng Kéier erkläert, firwat se déi net budgetiséiert huet, mee mir soen et nach ëmmer: Mir hätten eis u sech gewënscht, datt d'Betriber geziilt gehollef géife kréien. Nämlech: Déi Betriber, déi Problemer hunn, d'Indextranchen ze stemmen, déi sollte prezis gehollef kréien! Mee eise Staat sollt hei net schonn erëm mat der Géisskan all Betrib am Land indiscriminé hëllefen.

An onsécheren Zäite gëllt et, déi Schwächsten ofzeséchere, an net d'Tresorerie vum Staat ausbludden ze loossen. Mir Piraten sinn net d'accord, datt de Staat dës zousätzlech Indextranche komplett iwwerhëlt, och fir Betriber, déi Dividende kënnen ausschëdden.

Zum Theema vun der Presentatioun vum Budget dann nach eng lescht Remark. Nom Dossier SuperDrecksKëscht misst der Regierung u sech méi wéi jee kloer sinn, wéini ee Projeten duerch eng Loi spéciale hei an der Chamber stëmme muss loossen. De Gesondheetsministère – do si mer erëm bei der Santé – hat awer gemengt, e kéint Geld, dat ab nächstem Joer soll genotzt ginn, fir d'Permanencë vun den Dokteren ze bezuelen, einfach esou nach am Budgetsgesetz mat duerchmogelen.

Dëst ass e Feeler, deen engem Ministère net méi dierf geschéien – no der Affär SuperDrecksKëscht. Dat ass e Feeler, deen Zäit kascht. Zäit, déi am Gesondheetssecteur wierklech net méi do ass, wann ee bedenkt, datt d'Ettelbrécker Klinick riskéiert, Enn Mäerz ouni Kardiologen dozestoen.

Mir fuerderen d'Gesondheetsministesch dofir op, séier en neie Projet ze deposéieren, deen d'Krittäre vun der Loi spéciale erfëllt. Hei gëllt et, net nach weider Zäit ze verléieren, fir esou d'Klinicken ofzeséchéren, fir datt net nach weider Dokteren hire Kittel un den Nol hänken.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten d'lescht Joer wärend der Budgetsdebatt eng Motioun agereecht, fir e Fonds de calamités anzesetzen. Dat ass eng Fuerderung, déi vun der Fondation IDEA an och der Cour des comptes ënnerstëtzt gëtt. Lëtzebuerg ënnerstëtzt jo och op internationalem Niveau d'Opstelle vun esou engem Fong, fir anere Länner ze hëllefen, déi ënnert de Konsequenze vum Klimawandel leiden.

Eis Motioun deemools: ofgeleent! Mir hoffen dann, datt d'Motioun – déi mer de leschte Mount hei op en Neits agereecht hunn an déi et zwëschenzäitlech dann tatsächlech gepackt huet, fir bis an eng Kommissioun weiderverwisen ze ginn – dann och an där Kommissioun wäert behandelt ginn a spéider da kann ugeholl ginn, fir datt mer den Opbau vum Katastrophefong kënnen ee Joer méi spéit dann ufänken.

Zréck da bei d'Tripartite-Mesuren, déi e groussen Impakt op eise Budget hunn. Ganz vir, do ass natierlech de Gaspräisdeckel. Et si Sensibiliséierungscampagnen, fir Energie ze spueren, lancéiert ginn. Kuerz drop koum dunn den Tripartite-Accord 2.0 an den allgemenge Gaspräisdeckel, vun deem all Haus, egal wéi grouss oder kleng, profitéiere kann.

Mir gesinn dës Géisskanepolitik nach ëmmer net an. Mir gesi se als Feeler, well se an eisen Aen net sozial selektiv ass. Et hëlleft net dem Schwächsten an dësen onsécheren Zäiten, et animéiert och net zum Spueren, wat awer nach ëmmer dréngend néideg ass, well dee richtege Wanter elo eréischt ufänkt. Hei misst d'Regierung eiser Meenung no also aner Weeër fannen, fir d'Leit elo nach zum Spueren ze motivéieren.

D'Regierung huet mam Gaspräisdeckel, wéi en aktuell steet, Gelder verbrannt, déi een hätt kënnen notzen, fir an dëse Krisenzäiten déi Schwächsten ofzeséchéren. Do schwätze mir dann och vu 77 Millioune fir en Tankrabatt, géint dee mir Piraten vun Ufank u waren. Mir haten eis agesat fir ee Klimabonus no CO_2-Verbrauch respektiv een Energiegeld bis zu engem gewëssenen Akommes. Mee d'Regierung huet d'fossill Energië subventionéiert.

D'Regierung huet och selwer de Moment verpasst, fir d'staatlech Gebaier méi klimafréndlech ze maachen. Am Budget vum Educatiounsministère si fir d'nächst Joer 37,4 Millioune fir Hëtzes a Waasser virgesinn. 2022 ware mer nach bei 7,7 Milliounen. Dat ass e Plus vu ronn 480 %, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Zënter 2016 sinn 2.250 Wunnunitéite vum Fonds du logement an der SNHBM gebaut ginn. Dovunner sinn 52,9 % mat Gasheizungen ekipéiert ginn. Zurzäit gi ronn 290 Gebaier mat Mazout gehëtzt; dat sinn nach weider 16 % vun de Gebaier vum Staat.

De Staat huet et hei also kloer verpasst, eng Virreiderroll anzehuelen. An de Präis, dee bezuele mir elo all. Well doduerch, datt mer elo Milliounen un Zousazkäschte wéinst Gas a Mazout hunn, kënnen dës Gelder net op anere Plazen agesat ginn. Dat zousätzlecht Geld, dat een elo beim Hëtze vun eisen administrative Gebaier notzt, hätt ee gutt kënnen a weider Hëllefe fir d'Leit an d'Betriber, fir datt och si sech kënnen op méi erneierbar Energien ëmstellen, investéieren.

An do si mer dann och bei mengem nächste Punkt. Am Budget ass keng Spuer vum Premier senger Annonce wärend dem État de la nation. De Budgetsrapporter hat dëse Projet och en Dënschdeg opgegraff, datt de Staat géif ufänken, op den Diecher vun de Leit méi PV-Anlagen ze bauen. Mir Piraten begréissen déi Iddi voll a ganz, hate mer se dach schonn 2020 presentéiert. Mee och mir sinn eis bewosst, datt esou Moossname vill Sue kaschten. Et ass awer keng Spuer dovunner am Budget 2023, an och net am Pluriannuel bis 2026.

Waren dat also nëmmen eidel Wierder a Verspriechen, déi duerch vill Widderhuelung op eemol wouer solle ginn? Well wat kascht der Regierung hire PV-Plang? Bis wéini soll e kommen? Majo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, all dat si Froen, déi net nëmme mir als Oppositioun eis stellen, mee déi och zum Beispill vun enger Chambre de Commerce opgeworf ginn. Ech géif mer vun der Finanzministesch oder dem Premier dozou Opklärung wënschen. Well 2023 kann dee Plang jo schonn emol net méi ulafen, well einfach kee Budgetsposte virgesinn ass. Also ass et no de Walen oder vläicht aux calendes grecques.

Wéi gesot, mir si fir esou en Ausbau vu Solaranlagen, mee et muss een awer och kloer als Regierung soen, wat ee sech virstellt, an net am État de la nation einfach Iddien an de Raum geheien an hoffen, datt keen den Text herno um Pabeier sicht.

Woumat mir Piraten net averstane sinn am Budget, ass dann och, datt d'Biodreifstoffer vun der CO_2-Steier sollen ausgeholl ginn an datt d'Geld fir Pelletshëllefe soll aus dem Klimafong kommen. D'Virstellung vum Bioethanol ass méi wéi contestéiert, well ee fir d'Hierstellung Planze wéi Raps, Soja oder och Palmueleg a grousse Menge brauch. Et dauert, laut Äntwert vum Energieminister op eng vun eise QPen, nach bis 2030, bis den Undeel u Palmueleg op 0 % am Biodreifstoff erogesat gëtt. Dat war iwwregens d'parlamentaresch Fro 3593, falls een dat wéilt noliesen.

Mir fannen, et ass 2023 also definitiv net den Zäitpunkt, och nach d'Dreifstoffer mat Palmueleg vun der CO_2-Steier auszehuelen. Dat ass Greenwashing an och e bëssen hypokritesch, wann d'Regierung op där enger Säit sech, zu Recht, géint eng Taxonomie vu Gas an Atom stellt, an op där anerer Säit d'Biodreifstoffer mat Palmueleg subventionéiert.

Här President, alles an allem kann ee beim Theema Ëmwelt an Energie soen, datt mer zu Lëtzebuerg bei Wäitem net genuch maachen. Mir wäerten dann och zäitno un d'Grenze vun eiser Subventiounspolitik stoussen. Mat Subventiounen eleng komme mer beim nohaltege Bauen oder der Fotovoltaik

geschwënn net méi weider. Et feelt Main d'oeuvre. Et feelt Invest vun de Leit, fir d'Haiser ëmzestellen an/oder Fotovoltaik ze installéieren.

Dofir muss d'Handwierk gestäerkt ginn. Dofir musse Projete wéi de Fotovoltaikausbau ëmgesat ginn. Et gëllt hei also, net nëmmen un der Subventiounsschrauf ze dréien, fir eis Klimaziler ze erreechen, et gëllt, d'Energietransitioun als Grousst a Ganzt an alle Ministèren no vir ze dreiwen! Eppes, wat bei dësem Budget kloer feelt. Ech erënneren: 480 % Croissance fir Hëtzes a Waasser beim Educatiounsministère.

Vun engem Punkt, wou mir Piraten eis also vill méi erwaart hätten, da bei en Theema dat d'Lëtzebuerger am Moment beschäftegt wéi keen anert. Och do kéint ech elo d'Zuelen aus dem Politmonitor zitéieren. Dir denkt Iech et all: Et ass de Logement.

Beim Theema Logement kann ee soen, datt d'Regierung hei erëm e puer Mesurë virstellt, deenen hir Effekter mir awer eréischt a Jore respektiv Joerzéngte gesinn. Respektiv wou mer elo scho wëssen, datt et net duergeet, fir d'Logementskris ze stoppen.

Mir gesinn dës weider Verännerung vum Amortissement accéléré zum Beispill, deen elo just nach zweemol am Liewe soll gräifen, als eng ganz interessant Iddi, mee an eisen Ae misst den Amortissement accéléré esou genotzt ginn, datt d'Gesellschaft am Ganzen eppes dovunner huet, an net nëmmen den Individuum. Ëmmerhi kascht dës Steierentlaaschtung de Staat alljoers vill Geld. Fir eis muss dësen Outil dofir gräifen, virun allem, fir energeetesch Renovatiounen ze finanzéieren, well jidderee vun eis profitéiert vum agespuerten CO_2.

Mir haten hei am Oktober zwou Motiounen deposéiert: eng Kéier, fir den Undeel un Zënsen ze verduebelen, déi ee bei sengem Prêt fir säin eegent Doheem kann ofsetzen; eng Kéier, fir de Locatairë steierlech Entlaaschtungen zoukommen ze loossen. Béid Motioune goufen ofgeleent. Mir kënnen net riskéieren, datt ee säin Doheem verléiert, well een duerch déi nei Zënsbelaaschtunge säi Prêt net méi ka bezuelen. Dat wier e Versoe vun eiser Logementspolitik.

A wa mer da scho bei den Entlaaschtunge fir eis Contribuabel, also fir all eis Biergerinnen a Bierger, sinn, da misst ee sech och eng Kéier d'Fro stellen, ob déi Plaffongen, déi mer iwwerall ageschriwwen hunn – fir Assurancen ofzesetzen, fir Pensiounspläng ofzesetzen –, net och mat der Zäit misste goen an zu engem Deel missten un d'Inflatioun ugepasst ginn. Well d'Inflatioun an d'Zënslaascht klamme virun, och wann d'Regierung bis elo näischt dergéint mécht.

Déi 14 Milliounen, déi de Staat all Joer u Subvention loyer als Hëllef gëtt, ginn net duer! Déi 20 Milliounen aus dem Fong, fir Terrainen ze kafen, fir 2023 ginn net duer! Dat wieren an der Stad bei engem Präis, dee mëttlerweil bei d'hallef Millioun pro Ar schonn heiansdo geet, wären dat nach 40 Ar – soe mer, et ass och nach d'Hallschent: Da sinn et 80 Ar. Mir wëssen alleguer, wat d'Densitéite sinn, déi an de PAGe virgesi sinn. Domadder baue mer dann e puer, zwou, dräi Dose Wunnunitéiten, wann et gutt geet. A mir hunn 20 Millioune virgesinn. Dat geet net duer!

Et ass och guer net ersiichtlech, wat mat deem ganze Bauland gemaach gëtt, dat haut schonn an der ëffentlecher Hand ass. Wéi vill Wunnenge goufen an deene leschte Jore fäerdeggestallt? Äntwerten op Froe vun eiser Säit ginn zënter Jore mat engem „Dat gesi mer spéider" beäntwert. Jo, de Budget vum Logementsminister, dee virdrun hei war, ass an deene leschte Jore geklommen, mee et dauert einfach ze laang. De Premier huet d'lescht Joer am Oktober eng Leerstands- an eng Grondsteier ugekënnegt, déi alle béid dem Problem sollten op den Zant fillen.

Et huet zwielef Méint gedauert, bis endlech eppes komm ass. Et wäert awer nach Joren daueren, bis se ëmgesat sinn a bis se dann och tatsächlech gräifen. D'Regierung an d'Chamber fueren hei also an engem Schleekentempo!

Dat muss sech änneren, well dëse Wunnmarché ass fir vill Leit hei am Land net méi ze bezuelen. Eis Matbiergerinnen a Matbierger, déi mat eis zesummen hei opgewuess sinn, mat eis an d'Schoul gaange sinn a sech an de Veräiner an hirer Uertschaft abruecht hunn, verloossen hiert Land. Se mussen et verloossen, aus finanzielle Grënn. Dat ass d'Realitéit. An déi Realitéit musse mer änneren!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e weidert Theema, zu deem mir Piraten eis am Kader vun dëser Budgetsdebatt wëlle positionéieren, ass eis Bildungs- a Sozialpolitik. An onsécheren Zäite gëllt et, déi Schwächsten ofzesécheren. Dat ass de Slogan, ënnert deem an eisen Aen hätt missen de Budget ausgeschafft ginn. Dëse Budget mécht an dësem Aspekt awer vill ze wéineg.

Mir stëmmen der Chambre des Salariés zou, wa se seet, datt dëse Budget keng sozial Ziler huet. A wann dann e puer kleng Mesurë kommen, da sinn dat Plooschteren op d'Schosswonnen. Ee Beispill ass d'Personal bei den Office-sociallen. Dëst soll opgestockt ginn, awer nëmme kuerzfristeg. Mir Piraten sinn awer der Meenung, datt hei laangfristeg misst ausgebaut ginn. D'Politik vun dëser Regierung wäert d'Schéier tëscht Aarm a Räich weider auserneendreiwen. Dofir ass haut scho kloer, datt eis Sozialämter musse laangfristeg besser opgestallt ginn an datt nach méi Leit iwwer hir Offere mussen opgekläert ginn. Idealerweis bräichte mer se net, mee dat géif eng komplett aner Budgetspolitik verlaangen.

Et sinn dann och keng Hëllefe fir ONGe virgesinn, déi Mënscherechter hei am Land virundreiwen a schützen. Mir all heibannen hu matkritt – an d'Madamm Nathalie Oberweis huet et virdru gesot –, datt am Summer d'Organisatioun Passerell virum Aus stoung, well net genuch Finanzement vun ëffentlecher Säit koum. Mir Piraten, gradewéi déi 30 Leit an den Organisatiounen, déi kuerz drop dowéinst e Bréif un d'Regierungsmemberen adresséiert hunn, fannen, datt an eisem Budget, an eisem Land muss Plaz fir esou Organisatioune sinn. A wann déi Plaz nach net do ass, da muss déi Plaz gemaach ginn.

Rechtsstaatlechkeet a Mënscherechter brauchen och zu Lëtzebuerg e staarke Verfechter. Och hei brauche Leit Support, deen de Staat net liwwere kann oder wëll. Wou de Staat awer dofir suerge kann, ass, datt déi Leit, déi dat haut scho maachen, hir Aarbecht kënne weiderféieren.

Dofir reeche mer heimat eng Motioun an, fir e Fong opzestellen, mat deem d'Organisatiounen, déi fir Mënscherechter a Rechtsstaatlechkeet kämpfen, kéinten ënnerstëtzt ginn. Här President.

Motion 7

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

– dass d'EU-Kommissioun an hirem „2022 Rule of Law Report" Lëtzebuerg opriff, fir „continue with the process to adopt the reform on making legal aid more accessible";

– dass d'Recht op eng Assistance judiciaire mam Projet de loi N° 7859 soll reforméiert ginn, dëse Projet sech awer net op de Schutz vu Mënscherechter a Rechtsstaatlechkeet am Allgemenge fokusséiert;

– dass Passerell ouni privat Ënnerstëtzung hätt am Summer dëst Joer seng Aktivitéite misse komplett astellen. D'Organisatioun huet awer trotz privaten an ëffentlechen Hëllefe missen hir Aktivitéite staark reduzéieren;

– dass 20 Organisatiounen an eng Rei aner Acteuren den 3. August e Bréif un d'Regierung adresséiert hunn, fir méi ëffentlech Ënnerstëtzung fir ONGen am Beräich vun de Mënscherechter.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– e Fonds de subside opzestelle fir ASBLen am Beräich Rechtsstaatlechkeet a Mënscherechter.

(s.) Sven Clement.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | E weidere Punkt, wou net genuch un déi Schwächsten aus eisem Land geduecht ginn ass, ass beim Steierkreditt fir Alengerzéiender. Mir Piraten haten eng Motioun agereecht, fir datt en Automatismus soll ausgeschafft gi beim CIM. Dës Motioun war am Oktober ofgeleent ginn. Dobäi huet se just gefuerdert, datt ee soll préiwen, wéi dat méiglech wär. Mee scheinbar war schonn ze préiwen, wéi dat méiglech wär, der Regierung ze vill, well aus Regierungskreesser huet een héieren, dat wär e gewolltenen Déchet fiscal.

De CIM geet awer an dëser Form net duer. An et si vill ze vill Leit, déi en net op der Steiererklärung ufroen. Jo, also schéngt d'Zil vun der Regierung ze fonctionéieren. Nëmmen en Ëmklasséieren an d'Steierklass 2 géif wierklech Gerechtegkeet bréngen.

Wa mer vu Gerechtegkeet schwätzen, da gehéiert e faire Loun fir eis Piraten do derzou. Eise Mindestloun misst dofir an eisen Ae steierlech entlaascht ginn, fir de Risiko vun de Working Poor esou kleng wéi méiglech ze halen.

D'Regierung huet an deene leschte Méint d'Erhéijung vum Mindestloun jo gär als en Effort vun hirer Säit duergestallt. Dat ass awer net esou. Éischtens gëtt de Mindestloun, déi 3,3 %, net vun der Regierung bezuelt, mee vun de Patronen. An zweetens war déi Erhéijung souwisou gesetzlech virgesinn.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Ben, et ass gutt, datt dës Regierung sech heiansdo un d'Gesetzer hält, déi se selwer gestëmmt huet, Här Baum!

(Exclamations)

Also ganz éierlech: Mir maache reegelméisseg ...

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Wat fir eng kënschtlech Opreegung ass dat do dann!

(Interruption par M. Gilles Baum)

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, ech mengen och, datt d'Leit frou sinn, mee d'Regierung muss sech awer net op d'Schëller klappe fir eppes, dat net hire primäre Verdéngscht ass, Här Baum. Ech mengen, dat soll een och emol soen!

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Da liest emol d'Gesetz richteg!

(Interruption par M. André Bauler)

M. Dan Kersch (LSAP) | Däerf ech Iech eng Fro stellen? Hutt Der d'Gesetz gelies?

M. Sven Clement (Piraten) | Här Kersch, ech hale meng Ried.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo. Et gëtt keng gesetzlech Obligatioun! Domat geet et emol un.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | An dann ass ... Hei si mer an der Chamber an net am Theater. A schwätzt wannechgelift mat de Leit, wéi wa mer net Är Hënn wären!

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, wien hat hei d'Wuert?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, wësst Der: Wann Der esou haart gitt, dann ass et normal, dass Leit, déi ...

M. Sven Clement (Piraten) | Ok.

Une voix | Dat ass d'Reaktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... dass Reaktioune kommen. Also kommt, mir kommen erëm zum normalen Toun zréck, an dann ...

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, Här President, ech notéieren, datt ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... wäert ech och duerchgräifen, wann een Iech ënnerbrécht.

M. Sven Clement (Piraten) | A, ok, dat heescht, et gëtt eng Dezibelgrenz. Kënnt Der mer eng Kéier d'Dezibelgrenz nennen, bei där een ënnerbrach däerf ginn?

Plusieurs voix | O!

(Exclamations)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wësst Der ...

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | U Penibilitéit bal net méi ze erdroen, dat do!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Clement, Dir hutt scho verstanen. Den Toun ass scho mierklech erofgaangen. Voilà! An ech wierken och berouegend op Iech.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Dir sidd wéi e Papp fir mech, Här President. Et ass gutt, datt Der mech net adoptéiert hutt.

(Brouhaha et hilarité)

Här President, ech wëll awer d'Theema Sozialpolitik net op deem negative Punkt ophalen, mir Piraten gesinn nämlech och e puer positiv Aspekter. Een dovun ass sécherlech de Congé de paternité fir Independanten a gläichgeschlechtlech Koppelen, deen zwar net perfekt, mee e Schrëtt an déi richteg Richtung ass. Mir hätten eis hei gewënscht, datt een den Independanten déi selwecht Flexibilitéit araumt wéi den Aarbechterinnen an Aarbechter an alle Salariéen. Mee et ass emol en Ufank.

Gutt ass och, datt méi Budget fir 2023 fir d'Éducation non formelle virgesinn ass. Eis Bildung muss och a Krisenzäiten op stabille Bee stoen, well och hei gëllt et, déi Schwächst ofzesécheren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Mir Piraten hätten eis wéi ëmmer méi vum Budget erhofft a mir si wéi d'lescht Joer och enttäuscht iwwert déi wéineg Akzenter, déi heimat gesat goufen. D'Logements-, d'Energie- an d'Klimakris sinn Theemen, déi eist Land an d'Bevëlkerung am meeschte beschäftegen. Leider gëtt dëse Budget keng Léisunge fir dës Krise vir. Et gëtt weider mat der Géisskan iwwert d'Land geschott, obwuel d'Regierung selwer seet, datt 2022 an 2023 Krisejore wären.

Mir hätten eis dofir a ville Punkte méi cibléiert Hëllefe gewënscht, méi sozial Mesuren, déi déi Schwächst an eiser Gesellschaft an dësen Zäite schützen, déi Alengerzéiend, d'Kanner, d'Leit, déi ënner oder un der Aarmutsgrenz liewen an net wëssen, wéi se mat den héijen Energiepräisser nach sollen iwwert d'Ronne kommen. Dat gouf mat dësem Budget net gemaach. Dat hätt an eisen Aen awer missen de Kär vun dësem Budget sinn!

An och e groussen Deel vun der Mëttelschicht, dorënner vill jonk Mënschen, déi duerch d'Wunnengskris ëmmer méi Suen opbrénge mussen, fir nach hei am Land liewen ze kënnen, kommen net gutt ewech. Mir hätten eis och eng méi éierlech Presentatioun gewënscht. Ech sot et virdrun: Mir gleewen net u 5,3 Milliarde Recetten aus der TVA fir 2023 a mir gleewen och net drun, datt all d'Annoncen, déi de Premier hei gemaach huet, wéi zum Beispill d'Fotovoltaikprojeten, dann och nach ëmgesat ginn, well mer net wëssen, wou déi am Budget erëmzefanne sinn.

D'Madamm Finanzministesch huet gesot, si géif kee finanzpoliteschen Harakiri maachen. Do ginn ech hir Recht, dat wär e ganz violenten Doud. Dat heiten ass éischter e luest Ausbluddeloosse vun eise Staatskeesen.

Dofir wäerte mir Piraten dëse Budget net matstëmmen, net, well alles schlecht ass, wat drasteet, mee well mir aner Prioritéiten hätte wëlle gesinn. Mir hoffen, datt eng nächst Regierung méi Courage weist a méi cibléiert schafft.

An dofir soen ech Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Jo, mir kommen dann direkt zum éischte Riedner vum zweeten Tour. An dat ass den Här Spautz fir d'CSV. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt, och wann en elo net heibannen ass, wollt ech dem Rapporter, dem Max Hahn, Merci soe fir säi Rapport vun iwwer 200 Säiten. Verschidde Passagen an deem Rapport fannen ech gutt, anerer gefale mer manner bis guer net, mee wat mer ganz gutt och gefält, ass den Titel: „Vers un meilleur vivre-ensemble", well ech mengen, dass et wichteg ass, dass dat grad an dëser Zäit och eng Prioritéit ass. Wa se och elo mol am Titel stëmmt, sou hätt ech mer och nach aner Saache kënnen an deem Budget virstellen.

Ech hat schonn eng Kéier esou eng änlech Remark gemaach beim Rapport vum Här Cruchten, dee sech deemools och mat de sozialen Ongerechtegkeete beschäftegt hat, an dofir sinn ech ëmmer frou, wann ech gesinn, dass dat awer och ëmmer ervirgestrach gëtt, wat fir eng Problemer do sinn. An ech mengen, dass et och wichteg ass an engem Land wéi Lëtzebuerg, dass dat ee vun de Bestanddeeler ass, déi mer och diskutéieren, wa mer iwwert de Budget schwätzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Méint, jo, Jore ware gezeechent vu Krisen. Mir hate fir d'éischt eng Covidkris, mir hunn elo eng Energiekris. Obwuel d'Problemer mat der Energie schonn ugefaangen hu virum Amarsch vu Russland an d'Ukrain, sou hu se sech duerno awer zougespëtzt. An ech mengen, dass et och dofir richteg ass, datt mer déi Theeme vun der Energie, vum Krich, deen do ass, an och, wat an der Santé lass war, matdiskutéieren.

Ech hat de Mëtteg d'Chance, an der Mëttesstonn ... Wéi Dir alleguerten huele mer jo un deem Programm deel vum Zentrum fir politesch Bildung, wou mer mat Schoulklassen diskutéieren, ee vun der Majoritéit an ee vun der Oppositioun, an ech war do mat der Kolleegin Jessie Thill bei enger Klass vun enger Troisième vum Lycée Aline Mayrisch. An do waren déi Froen, déi déi dann an hirem Forum gestallt hunn ..., déi si gaangen ëm d'Santé publique, ëm d'Energie an den CO_2, ëm de Logement an ëm d'Aarbechtsplazen an och ëm d'Flüchtlingen an ëm d'Unerkennung vun den Diplomer. Alles Saachen, mengen ech, bei deenen et och hei an haut wichteg ass, dass mer se diskutéieren. An dat beweist jo och, dass déi Theemaen, déi mer jo dann heiansdo erreechen, ... dass mer do och gutt d'Méiglechkeet hunn, déi Jonk ze erreechen, well mer och do déi Äntwerte ginn, déi déi Jonk sech erwaarden, respektiv hinnen och Perspektive ginn, fir bei deenen Theemaen, wou si sech, ech wëll net soen „doheem fillen", mee wou si sech dermat identifizéieren ..., dass mer déi och hei an der Chamber diskutéieren.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, et ass schonn ugeschnidde ginn, elo virun e puer Minutte war et e bësse méi virulent: Den 1. Januar geet hei zu Lëtzebuerg de Mindestloun an d'Luucht, ënnert der Viraussetzung, dass d'Gesetz d'nächst Woch gestëmmt gëtt, well wann d'Gesetz net gestëmmt gëtt, geet de Mindestloun net an d'Luucht. Mee wat awer richteg ass, ass, dass mer reegelméisseg hei an der Chamber esou Upassunge maachen, an een, deen dat besser weess wéi ech, ass mäi Kolleeg, den Aly Kaes, dee säit 2004 zu all Mindestlounerhéijung, déi mer hei an der Chamber gestëmmt hunn, am Numm vu menger Partei, der CSV, geschwat huet. Sief et als Rapporter, déi Zäit, wou mer op där méi mëller Bänk souzen, oder och elo, duerno op där méi haarder Bänk, war et ëmmer de Kaesen Aly, deen iwwert de Mindestloun geschwat huet.

Fir déi, déi elo gefrot hunn, wat dat ass mat der méi mëller Bänk, dat ass d'Majoritéits- oder d'Oppositiounsbänk. Dat war déi Allusioun, déi ech wollt maachen.

(Interruption)

Ganz anescht ass et bei de Renten. An 2004 ass och nach hei iwwert den Ajustement diskutéiert, debattéiert an duerno ofgestëmmt ginn. Ech mengen, Här President, Dir kënnt Iech drun erënneren, dat ass haut net méi de Fall, do steet haut am Gesetz dran, wéini d'Echeance ass, a mir brauchen net méi extra oder, dat heescht, mir ... „brauchen" ass elo e schlecht Wuert, mir kommen net méi extra heihinner zréck, fir och do eng Upassung ze maachen un d'Renten an d'Pensiounen, déi och den 1. Januar 2023 an d'Luucht ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Richteg. Duerch d'Pensiounsreform vun 2012.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech menge bal, Dir wäert deemools Minister gewiescht, wann ech Iech nolauschteren.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dat kéint emol sinn.

M. Marc Spautz (CSV) | A wat awer elo do ass: Souwuel bei der Erhéijung vum Mindestloun wéi och bei der Erhéijung vun de Pensiounen rechnen d'Leit elo doheem mat 3,2 % oder 2,2 % a wa se dann duerno op der Ofrechnung kucken, stelle se fest, dass et dat awer net onbedéngt ass, well déi eng kréie Steieren drop, déi eng méi an déi aner manner. An dofir wier et net schlecht gewiescht, wa mer déi Iddi, déi och mäi Fraktiounschef, de Gilles Roth, am Summer hei ënnerbreet huet, dass een nach en neien Aganksteiersaz géif maachen an dass ee bis op de Mindestloun an der Steierklass 1 steierbefreit wier. Dat géif nämlech bedeiten, dass déi Leit an der Steierklass 2 beim Mindestloun iwwerhaapt keng Steiere méi géife bezuelen, an dass dat och gutt gewiescht wier, wa mer och do derfir gesuergt hätten, dass dat geschitt.

An dat selwecht ass, wa mer d'Steiertabell géifen un d'Inflatioun upassen, da wier dat och fir allegeurten

déi Leit, déi doropshin esou vill Prozent plus vum Mindestloun kréien, dass déi och eppes dovun hätten. Well elo wësse mer: Elo kréie se 3,2 % respektiv 2,2 % Brutto, mee wann d'Steiertabell net ugepasst gëtt, bleift manner Rescht.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An dat selwecht geschitt elo bei all Indextranche, déi kënnt, ob dat déi nächst ass, déi reglementaresch erfält, oder déi nächst, déi op den 1. Abréll festgeluecht ass, oder och nach déi Drëtt, wa se da sollt kommen, wéi dat elo vum Statec an aneren ugepasst gëtt. An dofir, ech hunn elo ... Den RTL huet e groussen Titel bruecht, d'Madamm Finanzministesch hätt eng Steierupassung duerchblécke gelooss. Esou steet et bei RTL an da muss et jo richteg sinn!

(Hilarité)

Da wëll ech just soen, do wier et och wichteg, dass mer dann déi Inflatiounsberengegung géife maachen, déi kal Progressioun ewechhuelen, fir dass d'Leit déi Sue ganz kréien an net, dass déi Leit nëmmen en Deel vun de Sue kréien. A wann dann d'Regierung driwwer nodenkt, sechs Méint virun de Walen eng Ännerung ze maachen, da wier et net schlecht, wann een dat esou séier wéi méiglech géif maachen, well et jo och soss emol Schwieregkeete kéint ginn, wann een dat am Laf vun engem Kalennerjoer mécht an net grad op en Trimester oder e Semester. Do si virun allem aner Leit gefuerdert, déi wëssen, wat dat bedeit, wann do Norechnunge musse gemaach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Famill, Ausbildung an Aarbecht, Wunnen, sozial Ofsécherung, Mobilitéit, dat sinn Theemen, déi d'Leit interesséieren, dat sinn Theemen, bei deenen et ganz wichteg ass, dass mer déi och an de Mëttelpunkt stellen.

An ech mengen, dass een dann och muss kucken ëm ... D'Aarbechtsëmfeld, wann ee sech an engem Job wëll implantéieren, wann ee wëll en Haus kafen, wann ee wëll eng Famill grënnen, dann ass et wichteg – wann ee wëll en Haus kafen oder en Appartement –, grad an dësen Zäiten, dass een och weess, wou et higeet, dass een och weess, wat dat finanziell bedeit a wat alles hannendru steet. An et ass déi lescht Méint fir d'Leit méi schwéier ginn, nach e Logement ze fannen, ob dat um Loyersmarché ass oder ob dat fir ze kafen ass, well beim Kafen ... d'Zënspolitik ass eng aner gi wéi déi, déi mer elo wärend Jore kannt hunn, a beim Loyer stelle mer fest, dass et ëmmer méi schwiereg ass fir d'Leit, Wunnengen ze fannen zu abordabele Präisser.

An dofir ass et och wichteg, dass mer do deene Leit déi Hëllefen zoukomme loossen, iwwert de Wee vu Loyershëllefen, iwwert de Wee vu Bauprimmen an Uschafungsprimmen, fir dass se sech och kënnen nidderloossen an dass se och d'Méiglechkeet hunn, déi Prêten ze kréien an och kënnen ënner mënschewürdege Konditiounen ze liewen. Wann dat net de Fall ass, hu mer och déi lescht Wochen a Méint matkritt, wat dat bedeit, wa Leit net ënner mënschewürdege Konditioune liewen, wat dann alles ka geschéien.

An do ass et eis Aufgab als Politik, déi néideg Akzenter ze setzen. An ech mengen, mäi Kolleeg, de Marc Lies, an och d'Elisabeth Margue hu schonn e puermol eis Positiounen als CSV am Logementsmarché op den Dësch geluecht an dës sinn de Moien nach eng Kéier vu mengem Fraktiounschef ënnermauert ginn. An et ass wichteg, dass mer do eppes maachen, well wann d'Leit keng Wunneng hunn a wann d'Leit net wëssen, wéi a wou se solle liewen, stelle se sech och d'Fro: „Huet et e Wäert, eng Famill ze grënnen, oder huet et kee Wäert, eng Famill ze grënnen?" Well wann Der eng Famill grënnt, wëllt Der jo och an Ärer Intimsphär sinn an Dir wëllt och en Ënnerdaach hunn, wou Der zesumme mat der Famill kënnt liewen.

An do geet et dann och ëm d'Diskussioun Famill a Beruff. An ech mengen, zanter der Industrialiséierung bis an d'70er-Jore war et hei zu Lëtzebuerg üblech an der familiärer Verantwortung, dass eng Persoun déi iwwerhëlt – an dat war zu 95 % d'Fra. Dofir ass och d'Aarbechtswelt déizäit ëmmer op d'Männer zougeschniddе gewiescht an d'Aarbechtswelt huet dat alles akzeptéiert an dat ass esou gelaf. An et ass eréischt Enn der 70er-Joren, wéi mer massiv gesinn hunn, dass d'Fraen op den Aarbechtsmaart komm sinn. Ech mengen, si waren och virdrun um Aarbechtsmaart, si si meeschtens ... Wann d'Kand komm ass, dann hu se decidéiert, sech ëm d'Kand ze bekëmmeren an hunn aner Prioritéite gesat.

An dofir ass et och wichteg – wat ech gesot hunn, d'Aarbechtswelt war op d'Männer zougeschnidden –, dass mer elo nei Prioritéite setzen an der Aarbechtswelt. Dofir ass et och gutt, dass verschidde Moossname geholl gi sinn. Mee et ass awer och elo wichteg, dass mer iwwer Aarbechtszäitorganisatioun schwätzen, dass mer iwwer d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff schwätzen, dass mer et fäerdegbréngen, iwwer eng Aarbechtszäitorganisatioun ze diskutéieren, déi deem Rechnung dréit. Deem Rechnung dréit: Wéi ass et an der Schoul a wéi ass et mat der Kannerbetreiung?

An dat, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat ass wichteg, dass mer do eng aner Diskussiounskultur kréien, eng aner Diskussiounskultur kréien an och en anere gesellschaftleche Wäert iwwert déi Diskussiounen, déi do gefouert ginn. An do ass et wichteg, dass mer iwwer Aarbechtszäitorganisatioun schwätzen an dofir ass et och wichteg, dass mer en neit Kollektivvertragsgesetz kréien.

Well mir kënnen hei als Politik de Kader stellen, mee dat, wat um Terrain geschitt, muss vun deene Leit, déi um Terrain sinn, selwer kënne verhandelt ginn. An dofir ass et wichteg, dass mir heibannen eng Diskussioun féieren: Wéi soll eng Aarbechtszäitorganisatioun ausgesinn? Mee mir kënnen net soen: Sinn et aacht Stonnen? Sinn et siwe Stonnen? Sinn et néng Stonnen? Ass et 8.15 Auer bis 14.00 Auer a vu 14.00 bis 18.00 Auer oder wéi gëtt geschafft? Déi fréier 8.00 bis 12.00 Auer a 14.00 bis 18.00 Auer gëtt et jo scho laang net méi. Dofir ass et och wichteg, dass mer do kucken, wéi et ka virugoen.

An do ass eng Prioritéit an e Modell, deen eis jo bei anere Saachen ëmmer an d'A spréngt, deen aus Skandinavien. Mir hu jo vill aner Saachen iwwerholl an der Familljen- a Sozialpolitik vun eise skandinavesche Länner, dass mer och do kucken, wéi et do ass mat der Aarbechtszäitorganisatioun, an dass mer deem ganze Kader Rechnung droen.

An haut de Moien, den Yves Cruchten huet et ënnerstrach: d'Reserven, déi mer hunn an der Sécurité sociale an an der Pensiounskeess. Mir wësse jo, wat do amgaangen ass ze geschéien. Net haut a muer, mee laangfristeg gekuckt wësse mer, dass mer Schwieregkeete kréien zu engem spéidere Moment, dass mer och elo schonn driwwer diskutéieren, wat do alles ka geschéien.

Déi Zäit, vun där ech geschwat hunn, vun 19... an de 70er-Joren, do hunn d'Leit mat 15, de Gros huet mat 15 Joer ugefaange mat schaffen, ass bis 65 Joer schaffe gaangen an ass 72 Joer al ginn. D'Frae sinn zwar schonn déizäit méi al ginn. Wa mer do vu Chancëgläichheet schwätzen, misste mer och do eppes an d'Gesetz schreiwen. An haut ...

(Interruption)

Mengt Der dat?

(Interruption)

Jo, an haut, haut muss ee sech d'Fro stellen ... Haut fänke se an der Moyenne mat 21 Joer u mat schaffen an hale mat 59 Joer op a ginn 82 Joer al. A wann een dat an enger Règle de trois normal rechent, stellt ee fest, dass dat net méi kann opgoen. An dofir misste mer och do eng Diskussioun driwwer féieren an dofir musse mer dann och schwätzen, wéi mer eng Gesamtaarbechtszäitorganisatioun iwwer eng gesamt Karriär kënne maachen.

Well wann elo d'Babyboomer, wéi och haut de Moien een hei gesot huet, an d'Pensioun ginn, wäerte mer mierken, da kippt de System. An an där Nott, déi mer vun der Chamber erstallt kritt hunn zum Budget vu gëschter bei der Presentatioun, stellt Der jo fest, do sti fënnef Chiffres clés, dat ass op der zweeter Säit an Ärer Nott, do gesitt Der, wéi d'Reserven an der Sécurité sociale erofginn. Dat ass déi, déi mer jo och ëmmer mat op Bréissel schécken, dass do d'Sécurité sociale amgaangen ass, schéi brav, propper erofzegoen.

Et steet och en anere Chiffer do, dat ass dee bei de Gemengen. Dee géif esou stabel bleiwen. Wann ech awer alles liesen an deene Gemengerotsberichter an ech kucken all déi Emprunten, déi do drastinn, da mengen ech och, dass een déi 0,0 oder 0,1, déi do stinn an där Nott, och kann hannerfroen, ob dat elo wierklech nach de Fall ass. Well an deene meeschte Gemengen, wou ech elo op alle Fall gekuckt hunn, sinn Emprunte geholl ginn a souguer verschidden Emprunten an enger zerguttster Héicht, wat awer och wichteg ass, dass dat nämlech kann an eis Ekonomie fléissen. Dofir, ech kritiséieren d'Emprunten net, ech wëll just soen iwwert déi Zuelen, déi mer do am Budget stoen hunn, ob déi nach ëmmer deem entspriechen, esou wéi et ass.

A wa mer da schwätzen iwwert den Aarbechtsmaart a wa mer da schwätzen iwwert d'Schéier tëschent Aarm a Räich, ech mengen, dat war och den Här Cruchten, deen dat a senger Ried gesot huet, an och mäi Fraktiounschef, dass dat ëmmer méi wäit auserneegeet. Wärend déi räichsten 10 % eng Moyenne vu ronn 8.000 Euro de Mount hunn, sou hu mer awer och nach 10 %, déi ënner 1.000 Euro hunn. A mir hunn an Zwëschenzäit ëmmer méi Leit, déi Schwieregkeeten hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen. An do soen all déi Analyse vu Caritas, Chambre des Salariés oder och vum Statec ganz kloer, dass mer do an Zwëschenzäit bei iwwer 20 % vun deene Leit ukomm sinn.

An do muss ee soen: Dat sinn net nëmmen 20 % vun de Leit, déi nëmmen doheem sëtzen an d'Féiss an d'Luucht setzen, mee mir hunn och Working Poor, Leit déi schaffe ginn an et trotzdeem net fäerdegbréngen, mat deem, wat se verdéngen, iwwert d'Ronnen ze kommen, well den Ënnerscheed vun deem, wat et kascht, an deem, wat se kréien, ëmmer méi wäit auserneegeet.

An d'Haaptursaach dovun – an da kommen ech erëm zréck bei den éischte Punkt –, dat sinn d'Logementspräisser, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Well iwweral gëtt da geschwat: „Net Europa, Lëtzebuerg huet deen héchsten Duerchschnëttsloun" (veuillez lire: An Europa huet Lëtzebuerg deen héchsten Duerchschnëttsloun), mee et steet awer néierens an der Statistik oder déi fält ëmmer e bësse méi wäit hannen an de Rapporten, dass och Lëtzebuerg mat Ofstand déi héichste Logementspräisser huet. Och dat wier wichteg an deene Statistiken. Da musse vläicht verschidde Kolleege sech net domm uschwätze loossen, wa se an der Vakanz sinn a si ginn drop ugeschwat: „Majo wéi Dir verdéngt,

dofir kënnt Dir Iech och en herrlecht Liewe gënnen", da misste se och emol do déi Loyers- oder Baupräisser mat a Rechnung zéien.

An dat selwecht, wann een d'Moyenne kuckt … An do maachen ech nach eng Kéier en Appell un den Här Aarbechtsminister an och un d'Madamm Finanzministesch, dass Der dat emol zu Bréissel nach eng Kéier bréngt. Ech weess, schonn aner Leit hunn et bruecht. Wann do jo ëmmer de PIB gerechent gëtt an de Salaire moyen, da rechne se – wat? – 820.000, nämlech déi 600.000, déi hei wunnen, plus déi 220.000, déi all Moien eriwwer schaffe kommen, wat déi zesummen erwirtschaften, a si rechnen dat awer nëmmen duerch 600.000 Leit, déi hei wunnen.

An dofir kommen dann esou Statistike vir vun Eurostat, wou da steet: „Zu Lëtzebuerg hu se alleguerten dee Verdéngscht. Zu Lëtzebuerg geet et hinnen esou gutt." Mee wa se mol géife richteg rechnen an Dir huelt déi Gesamtzomm an Dir dividéiert net nëmmen duerch 600.000, mee duerch 820.000, wäerte mer héchstwarscheinlech nach déi Éischt sinn, dat ka sinn, awer déi Differenz tëschent dem Éischten an dem Zweete géif e gutt Stéck erofgoen.

An ech mengen, dass et wichteg ass, dass, wann Eurostat et schonn net mécht, mir et awer, an do och mat dem Statec zesummen, och esou publizéieren, wéi et a Wierklechkeet ass, well da géif verschiddene Sozialnäid net opkommen. Well wa jiddwereen héiert: „Esou vill verdéngen ech an der Moyenne", an e weess, e muss et emol nach eng Kéier duerch 220.000 Leit zousätzlech dividéieren, déi als Frontalier all Dag iwwert d'Grenz kommen, da gëtt et eng aner Diskussioun an da kréie mer och do vläicht eng aner Debatt.

An dann eppes, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et waren och verschiddener vun Iech mat do bei der Agence du bénévolat. Do si Leit ausgezeechent gi fir all hiert benevollt Engagement. An eng vun deenen Associatiounen, déi ausgezeechent ginn ass, war Médecins du monde. An do huet de President vu Médecins du monde nach eng Kéier ënnerstrach, dass mer zwar hei eng Ouverture gemaach hätten an der Chamber, doduerch, dass mer e Gesetz gestëmmt hunn, fir do Hëllefen ze ginn, mee dass et ze komplizéiert wier, dass et nach ëmmer vill ze vill Leit géif ginn, déi keng Hëllefe géife kréien.

An ech mengen, et deet eisem Land net gutt, dem Image vun eisem Land, wann do esou vill Problemer sinn, an dass mer och do missten eppes maachen, fir och deene Leit, deenen Äermste vun deenen Äermsten, och kënnen ze hëllefen, dass se op d'mannst eng Éischt-Hëllefs-Versuergung kréien, déi hinnen zousteet an déi dat Wuert och verdéngt. An do misste mer dann dat Gesetz … d'Madamm Gesondheetsministesch ass net hei an den Här Sozialminister och net, dass dat Gesetz géif iwwerschafft ginn, dass mer eng Analys maachen an dass mer doropshin eng Upassung géife maachen.

An dat selwecht gëllt – ech mengen, et war de Sven Clement an och d'Nathalie Oberweis, déi dovu geschwat hunn – fir d'Office-sociallen an alles dat, wat an de soziale Büroe geschitt. Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir hunn elo do héieren, et gëtt alles verduebelt, se kréien duebel sou vill Personal. Et ass jo alles schéin a gutt, wann een einfach de Personalschlëssel verduebelt. Dat kléngt immens.

Mee do gëtt et eng Etüd, dat ass „Die Vielfalt der sozialen Arbeit in Luxemburg". Déi ass erstallt gi vum LISER a vun der Uni Lëtzebuerg, an déi meescht heibannen, déi wäerte se kennen. Do steet dran, Dir kënnt der esou vill schafen, wéi Der wëllt, mee dass keng kommen, dass keng do sinn, dass mer der net genuch ausbilden, fir déi Poste wouerzehuelen. Do steet dran, wou se iwwerall gebraucht ginn. Dat ass an der Kannerversuergung. Dat ass am Office social. Dat ass an der Altenbetreuung. Dat ass an der Betreuung fir en Handicap. Dat ass an der Betreuung fir Leit, déi an d'Illegalitéit eragerutscht sinn. Dat ass an der Betreiung vun de Leit, déi am Chômage sinn. Dat ass an der Sexualerzéiung. Iwwerall do ginn där Leit gefrot an et si keng do!

Dann ass et och einfach ze schreiwen: „Mir maachen elo eng Verdueblung vum Personal", an et fënnt een d'Personal net. Respektiv gëtt et och Office-sociallen, déi Schwieregkeete wäerten hunn, wa se hiert Personal musse verduebelen, fir ze wëssen, wou se se hisetzen, well och do ass de Raumproblem, fir dat ze ënnersträichen. An dofir ass dat alles gutt gemengt, et steet och gutt am Budget mat dran, mee et ass schwiereg, fir dat kënnen ëmzesetzen.

An dat ass keen neie Moment, mee dat geet ganz kloer aus där Etüd ervir, déi do gemaach ginn ass op der Uni Lëtzebuerg. An ech wëll och keen aneren zitéieren – fir dass kee soe kann, ech géif een huele vu menger Bluttgrupp – wéi d'Presidentin vun all den Office-sociallen, déi och nach eng Kéier ënnerstrach huet, mat all deem wat do geschitt, dass et administrativ ze schwiereg ass an dass et déck Zäit gëtt, dass mer eng Kéier do eng Bilanz zéien an dann och duerno schnellstméiglech all déi Ännerunge virhuelen, fir dass d'Office-socialle méi séier an nach méi performant de Leit kënnen hëllefen. Si maachen eng gutt Aarbecht, déi, déi do sinn, mee et geet net duer mat deene Leit, déi se hunn, an et geet net duer mat där Plaz, déi se hunn.

An ech wëll just e Beispill huelen. Ee vun deene gréissten Office-sociallen hei am Land, dat ass deen … e läit am Minett. Dat ass Esch. Ech weess, d'Stad Lëtzebuerg ass méi grouss, mee dat geet net op a mengem Beispill. Do si 36.000 Leit. An da gëtt et e regionalen Office social, dee läit och nach am Süde vum Land, zwar net méi am Minett, mee et sinn och Zentrumsgemenge mat dran. Deen huet och 36.000 Leit. An ech kann Iech soen: D'Gegeebenheeten an der Stad Esch an d'Gegeebenheete vu Mamer, Bartreng, Stroossen, Kielen … Här Roth, wien hunn ech vergiess? Et ass nach eng Gemeng derbäi …

(Interruption)

… an Dippech, déi do mat dra sinn. Dat sinn och 36.000 Leit.

M. Gilles Roth (CSV) | Leideleng.

M. Marc Spautz (CSV) | Mee do ass awer eng sozial Schicht, déi eng ganz aner sozial Schicht ass wéi déi 36.000 Leit am Minett. A wann Der d'Budgete kuckt vun deenen zwee Office-sociallen – d'selwecht Awunnerzuel – stellt Der déi Differenze fest, déi et do gëtt. An dofir ass et, dass een do muss usetzen, fir och do kënnen, wat d'Aarmut a wat all déi Hëllefen, déi den Office social gëtt, ubelaangt, ze reagéieren.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir schwätze vun Energietransitioun, wat wichteg ass. Mir mussen en anere Wee goen. A mir schwätzen de Moment dovun: Mir musse Pompelen uschléissen. Mir mussen ewech vun den normale Brennstoffer, wéi mer dat elo wärend Joerzéngten – fir net ze soen: Joerhonnerten – gewinnt waren. An dofir ass et dann och wichteg, dass mer Leit dofir hunn. An da geet et dann och ëm de Stellewäert vum Handwierk an eiser Gesellschaft.

Mir hu festgestallt, ech hunn et virdru gesot, an der Santé hunn eis Infirmièrë gefeelt lénks a riets, d'Leit hunn zwielef Stonnen den Dag misse schaffen. Ech hunn Iech opgrond vun deene Chiffere gesot, wat alles feelt bei den Assistant-sociallen a bei den Educateuren, an ech kommen elo drop, wat am Handwierk feelt. Do feele qualifizéiert Leit. Mir fannen net déi néideg qualifizéiert Leit, fir alleguerten déi Ännerungen ze maachen, déi ustinn. A wann Der haut gären eng Wärmepompel hätt: D'Wärmepompel ass do, mee den Handwierker, fir se ze installéieren, ass net do. An dofir ass et wichteg, dass mer och dat uginn.

An ech hu schonn eng Kéier eng Debatt heibanne gehat, wou Der jo alleguerten derbäi waart, an der Heure d'actualité iwwert d'Attraktivitéit vum Handwierk. Sou gëllt et awer och, elo do ze liwweren. An et ass schued, dass de Minister vun der Beruffsausbildung net hei ass, well ech ka mech erënneren, déi Zäit, wou ech nach mat mengem Kolleeg Aly Kaes Kollektivvertragsverhandlunge gefouert hunn an de Betriber, gouf et awer ëmmer eng grouss Diskussioun, wa keng Handwierker méi am Betrib waren. Wa keng Handwierker méi do waren, huet de Betrib gesot: „Da gi mir d'Baach of, well mir brauchen déi, fir den Entretien vun eise Maschinnen ze maachen, soss geet et net!"

An ech wëll drun erënneren, leschte Mount huet d'Chambre des Métiers nach eng Kéier geklot iwwer all déi Aarbechtskräften, déi hinne feelen, an dass et do wichteg ass, dass mer eng Opwäertung maache vum Handwierk, vum Stellewäert vum Handwierk. An Däitschland bass de quelqu'un, wann s de Handwierker bass, hei zu Lëtzebuerg ass dat net den néidegen Image, deen s de hues, wann s de Handwierker bass, obwuel ech Iech ka soen: Den Handwierker geet de Moment d'Aarbecht net aus a se brauchen och net ze fäerten, dass hinnen eppes geschitt. Dat Eenzegt, wat hinnen ausgeet, dat ass d'Main d'oeuvre, an do muss eppes kommen.

Well och eise Finanzsecteur, mäi Kolleeg Laurent Mosar wäert herno nach dodrop agoen, …

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | … dee brauch jo och Leit. A wann déi kee méi hunn, deen d'Reparature mécht an hire Banken, wa kee méi do ass, deen den Entretien mécht an hire Banken, da kréien déi och Schwieregkeeten, fir dohinner schaffen ze goen, an dofir musse mer do eppes ënnerhuelen.

An dat selwecht ass – et ware jo och Kolleegen heibannen derbäi, wéi mer d'Diplomiwwerreechung haten um Belval, wou vill Jugendlecher en Diplom kritt hunn a wou déi Jugendlech och stolz waren, an et war eng ganz flott Zeremonie –, dass et och do wichteg ass, dass mer net eemol d'Joer klappe ginn, wa se eng Gesellepréifung kréien, oder och nach zweemol d'Joer, wann och nach d'Promotion du Travail an d'Meeschterprüfung am Stater Theater ausgedeelt ginn, mee dass mer hinnen och déi Unerkennung zoukomme loossen, déi se brauchen, mat neie Beruffsbiller, och mat anere Sozialkonditiounen, well nëmmen da si mer och dofir sécher, dass et och dem Handwierk wäert gutt goen an dass mer dann och alles kënne realiséieren, wat mer wëllen.

An an deem Kader, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat ass deen décken Dossier, deen ech matbruecht hunn, misst een och schwätzen iwwert d'Schoulofbriecher, alleguerten déi Leit, déi eng Formatioun ufänken an net bis zum Schluss féieren. An alles dat, wat ech hei hunn, si Chifferen, déi vum Ministère publizéiert gi sinn, wou a verschiddene Branchë 36 % Schoulofbriecher sinn, an anere Beräicher nëmmen 8 % – gottseidank! Mir leien och insgesamt gutt do, mee dat ass eng Katastroph fir d'Handwierk, wann ee gesäit, wat fir eng Leit do ophalen. An dofir

ass et och wichteg, dass mer eis domadder ausenanersetzen.

An et ass och wichteg, dass mer doriwwer diskutéieren an dass mer och deene Leit, déi do d'Schoul ofbriechen – do gëtt et de Programm Outreach, dee vun der Europäescher Unioun gestart ginn ass –, déi Opmierksamkeet ginn, déi se brauchen, well déi Leit hunn awer nach ëmmer zwou Hänn an déi kënnen och mat deenen zwou Hänn schaffen. Mee mir mussen derfir suergen, dass se eng Formatioun kréien, déi gebraucht gëtt an déi noutwendeg ass.

A wa mer elo alleguerten an d'Restauratioun ..., well den Här President hat de Mëtte gesot, e géif net gär ze laang op d'Iesse waarden. Och an der Restauratioun stelle se fest, dass se keng Leit méi hu fir ze zerwéieren, ob dat fir d'Spull herno ze maachen ass oder fir wat och ëmmer, dass mer och do eppes ënnerhuelen an eppes maachen.

An ech kommen do nach eng Kéier op eppes zréck, an dat ass dat vun de Flüchtlingen. Wivill Flüchtlingen hu mer hei zu Lëtzebuerg, déi eng Qualifikatioun hunn, an déi Leit däerfen net schaffe goen, well mir dat de Moment net zouloossen?

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | An ech maachen do en Appell un den Här Aarbechtsminister, deen heibannen ass, dass mer och déi Leit matberücksichtegen. Well ech fannen et verréckt, dass mer hei Dausende Leit sëtzen hunn, déi eng Qualifikatioun hunn, an deene soen: „Ma du bleifs sëtzen, bis alles an der Rei ass!", a gläichzäiteg soe mer: „Mir hu kee qualifizéiert Personal." An dass mer do mol kucken, wat fir eng Diplomer déi Leit hunn a wat deene Leit feelt, fir dass mer och do eng Méiglechkeet an eng Ouverture maachen, dass déi Flüchtlingen och kënnen op den Aarbechtsmaart goen. Well dat géif hinnen och hëllefen, amplaz dass se 24 Stonnen den Dag, siwen Deeg d'Woch agespaart sinn an net méi wëssen, wat se mat hirer Zäit kënne maachen. Mee dass et och do wichteg wier, déi Leit eventuell kënnen an den Aarbechtsmaart ze integréieren, fir dat och ze kucken an dat och ze maachen. Dat wier wichteg fir eisen Aarbechtsmaart an dat wär och wichteg an en Akzent an der Flüchtlingspolitik, déi mer als Lëtzebuerger do géife stellen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Dir Dammen an Hären, léif Frënn, och d'Klima ass wichteg. Et sinn nach aner Kolleege schonn dodrop agaangen, an ech mengen, dass et och do wichteg ass, dass mer déi néideg Ännerunge maachen.

Ech kéint elo nach eng hallef Stonn virufueren, mee da fuere meng Kolleegen, déi nach Riedezäit brauchen ..., da sinn déi net frou doriwwer.

Ech wëll nach e lescht Beispill ginn, dat ass dat vum Teletravail. An enger Etüd heescht et, 28 % vun de Leit géife momentan Teletravail maachen. An der Krisenzäit, wéi mer de Covid haten, waren et 45 %, déi Teletravail gemaach hunn. An der Zwëschenzäit ass et erofgaangen op 28 %. Ech mengen, dass et do wichteg ass – an et ass och gutt, dass do e Gesetz ënnerwee ass –, dass do d'Sozialpartner sech och eens gi sinn. Mir hunn do elo e klengen institutionelle Problem, fir dann och do den Accord vum Teletravail kënnen an e Gesetz ëmzesetzen. Mee dass et och do wichteg ass – an ech maachen nach eng Kéier den Appell un den Aarbechtsminister, e soll sengem Noper am Büro dat soen, nämlech dem Sozialminister –, dass mer awer do eng Ännerung brauchen an der europäescher Sozialgesetzgeebung.

Mir schwätzen ëmmer mat der Madamm Backes, si soll kucken, fir en Duebelbesteierungsaccord mat deene Länner ze kréien. Dat ass dat eent, dat kënne mer national reegelen. Mee deen anere Problem, deen hannendrun ass, dat ass d'Sécurité sociale. Dee muss op europäeschem Niveau geléist ginn. An dofir, Här Engel, huelt dem Här Haagen de Message mat, dass et wichteg wier, dass mer d'883-Direktiv, d'Reglement géifen zur Diskussioun kréien, dass et do eng aner Beurteelung gëtt. Lëtzebuerg huet 200.000 Frontalieren um Marché, dat wësst Dir souwisou, et ass méi wéi 200.000. Mee dass och d'Europäer agesinn, dass mir mat esou enger strikter Reegelung bei esou engem Aarbechtsmaart net kënne mat deem Chiffer liewen, deen do virgesinn ass, wat an der europäescher Direktiv leeft.

Dat selwecht gëllt fir den Transport, well duerch déi enorm Längt, déi mer hunn, an déi enorm Breet: Wann s de ze vill Gas gëss, bass de duerch. An och dat betrëfft d'Buschaufferen an d'Camionschaufferen, déi do ganz vill Schwieregkeeten hunn, an dass mer do fäerdegbréngen, op europäeschem Niveau déi Ännerungen ze kréien, déi mer brauchen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, fir de Rescht sinn ech batter enttäuscht vun deem, wat alles elo net am Budget steet, wat elo nach net am Budget gemaach gëtt, an dofir muss ech Iech soen, ass et fir eis ëmmer wichteg, d'Verantwortung fir dëst Land ze huelen, fir seng Bierger, mee mat deem do Budget kënne mir eis Zoustëmmung leider net ginn. Mäi Fraktiounschef ...

Plusieurs voix | O!

M. Marc Spautz (CSV) | ... huet et scho gesot: Et geet hei ëm d'Land, eenzeg an aleng ëm d'Land, an ëm d'Zukunft vu Lëtzebuerg an dofir, wéi gesot, kann ech d'Zoustëmmung zum Budget net ginn.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, jo, d'wirtschaftlech Lag ass de Moment net gutt. A mir ginn an der Eurozon op eng Rezessioun duer. D'Energiepräisser bleiwen op héijem Niveau. D'Inflatioun setzt ganz ville Leit zou. Alles dat schaaft vill Onsécherheeten, an de Budgetsrapporter Max Hahn huet dës Situatioun, déi sech op internationalem, awer och op nationalem Plang ofzeechent, ganz detailléiert beschriwwen.

Ech wollt him och vu menger Säit aus nach eng Kéier en häerzleche Merci soen, meng Unerkennung fir seng fläisseg Aarbecht. E war wierklech fläisseg ënnerwee, en huet vill Acteure begéint. Ech mengen, wann ee vum Vivre-ensemble schwätzt, da mëscht ee sech ënnert d'Leit, da muss ee sech ënnert d'Gesellschaft mëschen, Kontakt ophuelen. Dat huet e ganz gutt gemaach an e war och ganz visibel op deem Plang. Dofir nach eng Kéier eis Unerkennung.

Ech wollt och nach eng Kéier de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Finanzkommissioun Merci soen, datt mer konnten zimmlech serein zesummeschaffen an all Froe verdéiwen, elucidéieren, déi sech gestallt hunn. Och do e besonnesche Merci un d'Beamten an d'Beamtinnen, déi eis ëmmer zur Verfügung stoungen, wa mer hire Rot an hir Informatioune gebraucht hunn.

Léif alleguer, de Staat huet am Kader vun den Tripartitten 1 an 2 souwéi vum Energiedësch eng ganz Rei vu Moossname geholl. Ech wäert déi wuel net hei alleguer opzielen, dat ass scho geschitt. Déi finanziell Päck, déi do beschloss gi sinn, belafe sech insgesamt op 2,5 Milliarden Euro.

An dann däerfe mer natierlech och net vergiessen, datt wärend der Pandemie dräi Milliarden Euro vum Staat mobiliséiert gi sinn, fir Land a Leit, wéi den Här Roth dat ëmmer esou schéi seet, ze hëllefen.

Bei all deem, wat mer u Suen ausginn, ass et awer och essenziell, esou denken ech, fir sech mat der Fro auserneenzesetzen, wou déi Suen eigentlech hierkommen. Well alles, wat mer esou un Depensen an deem Staat hei stemme mussen, konkreet sinn dat 27,3 Milliarden Euro fir d'nächst Joer, alles dat muss am Virfeld mol verdéngt ginn. Dat muss erschafft ginn.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Erschafft ginn d'Steierrecettë vun de schaffende Leit, vum Aarbechter, vum Handwierker, vum Beamten, vum Fräischaffenden an eise Betriber, direkt an indirekt.

Ouni d'Finanzplaz wëllen ze glorifizéieren, ma Hand op d'Häerz: Si ass d'Mëllechkou vun der nationaler Wirtschaft. An dofir musse mer se heegen a fleegen, wa mer wëllen, datt si och an Zukunft Mëllech gëtt. Ech si jo gradewéi den Här Roth e Jong vum Land an ech weess: Mir kleng Leit vum Land wëssen, datt d'Mëllechkéi ...

(Hilarité)

... vill Léift an Zouwendung brauchen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Si brauchen ...

M. Sven Clement (Piraten) | Soss verteidegt Der de Bifdeck, Här Bauler. Elo musst Der schonn d'Mëllechkou verteidegen.

M. André Bauler (DP) | Ech mengen, Dir hutt eng ganz schlecht Memoire, Här Clement. Ech hunn déi Floskel nach ni gebraucht. Do sinn aner Leit, déi hunn e Copyright dodrop. Ech gehéieren net zu deenen. Mee ënnerbriecht mech elo net a mengem Ulaf hei, Här Clement.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Ech kommen op d'Kéi zréck.

(Hilarité générale)

Si brauchen, fir dat emol nach eng Kéier an Erënnerung ze ruffen, säfteg Wisen am Summer a lëftegt, gedréchent Hee am Wanter, fir Mëllech ze ginn. A wann ee se gutt sträiche wëll, ...

Plusieurs voix | O!

M. André Bauler (DP) | ... da muss een d'Mame mat Gefill upaken.

(Hilarité générale)

An do ass en zaarte Gréff net vu Muttwëll. Well mer d'Finanzplaz iwwer Joerzéngten ausgebaut hunn ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här Bauler, Här Bauler, Dir sidd amgaang ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Bauler, erlaabt Der, datt den Här Di Bartolomeo Iech eng Fro stellt?

(Hilarité générale)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här Bauler, ech wëll Iech keng Fro stellen, mee ...

M. André Bauler (DP) | Här Di Bartolomeo, e Limoncello ass kee Museksinstrument.

(Hilarité générale)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo. Mee, Här Bauler, definitiv, ech mengen, Dir sidd amgaang, Är nächst Karriär virzebereeden.

(Hilarité générale)

M. André Bauler (DP) | Dann däerft Dier Iech erëm setzen. Loosst eis dach erëm zum Weesentleche kommen.

M. Léon Gloden (CSV) | Här Bauler, zënter datt Dir mam Här Mosar Artikele schreift, héiert, dat bekënnt Iech net.

M. André Bauler (DP) | Well mir d'Finanzplaz iwwer Joerzéngten ausgebaut hunn, mécht se haut e grousse Deel vun eiser Wirtschaft aus a si bezilt och en héijen Undeel u Steieren. Eis Finanzplaz mécht konkreet mat 16,4 Milliarden Euro ronn 31 % vun eisem PIB aus. Dat ass substanziell! Iwwerdeems bezilt si all Joer véier Milliarden un Taxen an u Steieren un de Staat.

Wa Lëtzebuerg sou héich Recetten iwwert d'Finanzplaz erakritt, dann däerf een net vergiessen, datt eise Staat och staark dovunner ofhängeg ass. An engem klenge Land wéi eisem ass dat och net verwonnerlech. Schliisslech kann een op engem Territoire, op engem klengen Territoire wéi dee vum Grand-Duché net alles leeschten, wat an engem grousse Land dogéint awer méiglech ass. Mir hunn, geografesch gekuckt, knapps d'Gréisst vun engem franséischen Departement.

D'Finanzplaz stoung laang am Mëttelpunkt vun der Kritik, an et gëtt ëmmer nach Kräften, déi net midd ginn, fir dës Finanzplaz méi schlecht ze maachen, wéi se ass, am Ausland a mëttlerweil och heiheem.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Wann ee kleng ass an iwwer esou eng grouss Finanzplaz verfüügt, dann zillt ee sech gewollt an ongewollt eng Rëtsch Neider. Lëtzebuerg gëtt och haut nach an den europäesche Medien als Steierparadis kritiséiert. Dës Affirmatioun ass dacks eesäiteg, fir net ze soen: schlicht an einfach falsch. Op déi rezent Entwécklungen an der europäescher Steierlandschaft gëtt kaum opmierksam gemaach. Zanter 2014 ass kontinuéierlech derfir gesuergt ginn, datt eis Finanzplaz méi propper a méi transparent gëtt.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Dat huet iwwregens och ... Mir hunn en am Februar hei begéint, den Här Roth erënnert sech nach drun. Et war de Pascal Saint-Amans, fréieren Direkter fir Steierfroe bei der OECD, dee Lëtzebuerg an der Lescht gutt Notten ausgestallt huet. Dat huet hien derzou verleet – wuelgemierkt den Här Saint-Amans –, fir an engem Interview am „Paperjam" Follgendes ze soen, ech zitéieren: „Nous avons assisté à un [...] changement d'attitude du Luxembourg au moment de la transition entre le Gouvernement Juncker et celui dirigé par Xavier Bettel". An da seet hien nach weider: „Le Grand-Duché d'aujourd'hui, en matière fiscale, n'a plus rien à voir avec celui d'avant 2008", also virun der Banken- a Finanzkris.

Nach viru Kuerzem hu mer zesummen an der Finanz- a Budgetskommissioun e méi differenzéierte Bléck op eis Finanzplaz geheit, wa mer déi respektiv Interlocuteure gesinn. E Bléck, deen all Facetten a Betruecht zitt an och op déi neisten Entwécklungen ageet.

Lëtzebuerg huet effektiv an de leschte Joerzéngten eng Finanzplaz an eng Fongenindustrie opgebaut, déi sech an Europa an doriwwer eraus weise loossen. Eist Land hebergéiert déi zweetgréisste Fongeplaz op der Welt hannert de Vereenegte Staate vun Amerika.

Lëtzebuerg läit souguer op der éischter Plaz an der Europäesch Unioun. Dorauser d'Konklusioun ze zéien, datt eppes net stëmme kann, wann esou e klengt Land esou eng wichteg an diversifizéiert Finanzplaz huet an esou vill Kapital do derduerch fléisst, dat ass dach gewot.

De Grand-Duché hält sech un d'europäesch Reegelen am Finanzberäich a respektéiert natierlech och déi international Normen. Alles aneres wier nämlech fatal. Opgrond vun der Gréisst an der enormer Wichtegkeet vun eiser Finanzplaz fir eis Wirtschaft an der Ofhängegkeet, déi dorauser resultéiert, si mer bal forcéiert, déi mëttlerweil exzellent Reputatioun, déi iwwer Jore mat Kompetenz, mat Knowhow vu méi wéi 50.000 Leit, déi de Moment do aktiv, do täteg sinn, hiert Brout do verdéngen, do erschafft gouf, ze erhalen an ze fleegen. Systematesch Verstéiss géint d'Reegele wiere komplett kontraproduktiv. Si wieren aus vollekswirtschaftlecher Siicht eng Katastroph!

Et wonnert also keen, datt och hei an der Chamber, sou denken ech dach awer, eng breet Majoritéit deen an de leschte Jore progressiv verbesserte Ruff vun der Lëtzebuerger Finanzplaz verteidegt, net aus blannem Patriotismus, mee aus Realismus, aus der Erkenntnis eraus, datt op dëser Plaz villes am Wandel ass an datt verdächteg Transaktiounen, Handlungen, direkt bei den zouständegen Autoritéite gemellt ginn.

Här President, wann d'Finanzinstituter sech zu Lëtzebuerg néierloossen, da virun allem well se bei eis den néidegen Knowhow, d'Erfarung, zouverlässeg Acteure wéi zum Beispill Kontrollautoritéiten, Verwaltungen, an och Planungssécherheet fannen, déi si sichen, fir eebe kënnen effizient ze schaffen. Si fannen en héich spezialiséierten an diversifizéierten Ekosystem vir, dee steierlech Ureizer, déi aner méi aggressiv Länner ubidden, méi wéi kompenséiert. Dat ass de Fall an datt dat de Fall ass, läit virun allem dorunner, datt Lëtzebuerg dacks als sougenannte First Mover gehandelt huet. Denke mer virun allem hei un d'Ëmsetzung vun der UCITS-Fongendirektiv an den 80er-Joren – ech mengen, et war kuerz no der Mëtt vun den 80er-Joren.

Mir waren also dacks e Schrëtt viraus an et ass genee dëse Virsprong, jo, dëse Konkurrenzvirsprong deen et erlaabt huet, fir verschidden Déngschtleeschter unzezéien, zum Beispill spezialiséiert juristesch Cabineten, IT-Entreprisen, Fondsmanager an esou weider. Haut maache si d'Attraktivitéit an domadder och den Erfolleg – a grad den Erfolleg! – vun eiser Finanzplaz aus.

De schlechte Ruff, mat deem d'Finanzplaz leider nach a verschiddene Kreesser ze kämpfen huet, geet deelweis, denken ech, wann een an d'Vergaangenheet zréckkuckt, op d'Praxis vun de Steierrulingen zréck, déi an der Vergaangenheet wierklech ëfters fir Kritik gesuergt hunn. D'Kritiker iwwersinn allerdéngs gären, datt Lëtzebuerg scho laang vun dëser Praxis ofgeréckt ass an d'Zuel vun de prealabele Steieravisen zanter Joren däitlech erofgeet. Ech wëll drun erënneren: 2015 gouf et 454 Rulingen. Ee Joer méi spéit, 2016, nach 390 an 2017 waren et der nach just 204. 2018 ass d'Zuel vun de prealabelen Avisen op 114 gefall an 2019 waren et der nach 69. 2020 44. 2021 si mer schlussendlech bei 58 gelant. Dat entsprécht ëmmerhin engem Réckgang vun 90 % bannent fënnef Joer.

D'Rulingen, kann ee soen, obwuel per se u sech e Ruling näischt Schlechtes ass, spillen also eigentlech keng bedeitend Roll méi. Am Ausland, op där anerer Säit, setzen d'Leit weider op prealabel Steieravisen. A Frankräich sollen et der bal 19.000 sinn. An der Belsch ronn 2.300 an an den Niederlande bal 800.

Dobäi muss drun erënnert ginn, wéi ech scho gesot hunn, datt Steierrulingen net verbuede sinn. Den europäesche Geriichtshaff huet eréischt viru Kuerzem festgehalen, datt d'EU-Kommissioun zu Onrecht entscheet huet – oder entscheet hat –, datt eng Duechtergesellschaft vun enger Automobillsfirma zu Lëtzebuerg misst Steieren zréckbezuelen. Laut Urteel vun de Riichter vun der Cour de Justice européenne gouf et keng illegal Staatshëllef, also och keng Steiervirdeeler.

Lëtzebuerg huet am Laf vun de leschten zéng Joer gesetzlech nogebessert a séier all europäesch Direktiven ëmgesat, déi d'Finanzplaz betreffen, esou zum Beispill d'EU-Antisteiervermeidungsdirektiven, déi berüümt ATAD-Direktiven, do wou mer e weidere Schrëtt an Zukunft elo wäerte maachen, oder d'Direktiv fir administrativ Zesummenaarbecht, wou mer och e Projet de loi virleien hunn, mat deem mer eis dann elo am Januar wäerte befaassen.

Ausserdeem goufe Kontrollmechanismen op der Finanzplaz kontinuéierlech ugepasst a verfeinert. Ech erënneren drun – an de Budgetsrapporter huet et och a sengem Rapport nach eng Kéier ganz kloer en évidence gesat –, datt d'Commission de surveillance du secteur financier, d'CSSF, haut ronn 1.000 Mataarbechter zielt, sechsmol méi wéi nach am Joer 2000. Si mécht och reegelméisseg Inspektioune bei de Finanzinstituter.

De Regëster vun den effektive Beneficiairen, de sougenannten RBE, deen zënter 2019 operationell ass, an den Handels- a Firmeregëster, den RCS, si bis zum Urteel vum europäesche Geriichtshaff méi transparent gewiescht wéi vergläichbar Regësteren an aneren europäesche Länner, waren also och accessibel fir Journalisten, net nëmme vun heiheem, mee iwwert d'Grenzen eraus duerch d'ganz Welt.

Wann een awer realistesch ass, dann däerf een net aus dem Bléck verléieren, datt duerch déi enorm Quantitéit un Transaktiounen, änlech wéi an anere Länner, ëmmer nees Onreegelméissegkeete kënnen optrieden. Dës ginn duerch effikass Kontrollmechanisme festgestallt. Verdächteg Transaktiounen, dat konnt een och récemment nach an der Press liesen, gi reegelméisseg vun der sougenannter Cellule de renseignement financier un de Parquet iwwerginn. Well d'Fäll ganz dacks komplizéiert sinn an d'Enquête dofir laang dauert, ass et wënschenswäert, datt och hei d'Justice méi Personal, a virun allem hei och méi spezialiséiert Personal, dat vläicht net ëmmer einfach ze fannen ass, mee datt se méi Personal hei kritt. Et ass mer effektiv net baang, datt de Wëllen och derfir do ass.

Jo, och wann ni alles perfekt ass oder ka sinn, ginn Transparenz a Kontroll op eiser Lëtzebuerger Finanzplaz groussgeschriwwen. Villes ass geschitt an de leschte Joren. Kritik ass gutt a wichteg, jo, awer si muss op verifizéierbare Fakte berouen. Eng sachlech a fair Argumentatioun ass dofir ëmmer ideologesch gefierften Diskussioune virzezéien.

Här President, léif alleguer, net just a puncto Transparenz a Kontroll, mee generell huet sech eis Finanzplaz zanter 2014 staark verännert. Si ass haut op der Héicht vun den Uspréch, déi u si gestallt ginn. Och international gëtt eis Finanzplaz de strenge Krittäre vun haut gerecht, dat dank der konsequenter a responsabeler Attitüd vun der Regierung a vun der Chamber.

D'Finanzplaz ass dann och méi diversifizéiert, wéi se dat nach beim Ausbroch vun der Bankekris war. Dat mécht se natierlech, déi Diversifikatioun, innerhalb vun

där Spezialiséierung, déi op der Finanzplaz stattfënnt. Et kann ee bal vun engem Finanzcluster schwätzen. Déi Diversifikatioun innerhalb vun der Spezialiséierung mécht déi Plaz dann och méi widderstandsfäeg, ech wollt dat Wuert „resilient“ emol eng Kéier net gebrauchen, mee den däitschen Term oder Lëtzebuerger Term „widderstandsfäeg“, mengen ech, schéngt och ganz appropriéiert ze sinn.

Besonnesch bei de gréngе Finanzen, wa mer un déi denken, hu sech an de leschte Joren eng Rei Entwécklungen agestallt. Ech wëll just e puer Zuelen, ganz graff, an dësem Kontext nennen. De Luxembourg Green Exchange ass déi éischt Bourse weltwäit, déi exklusiv nohalteg Fongen an Obligatiounen handelt. Lëtzebuerg huet dann och dee gréissten europäesche Maartundeel un Aktiven, déi an ESG-Fongen investéiert sinn. Déi nohalteg Titele maachen zu Lëtzebuerg 640 Milliarden Euro aus. Mir hunn de gréisste Maartundeel u sougenannte „gréngen Obligatiounen“.

Sécherlech, ech mengen, do si mer eis och eens, ass do nach ëmmer Sputt no uewen. Ma, mir sinn awer och hei – an d’Madamm Lorsché hat dat ganz pertinent an hirer Ried gesot an et ass och schéin, datt si dat ervirgestrach huet – an engem Prozess vun Transitioun, ekologescher, energeetescher Transitioun, an engem Wandel hin zu méi Nohaltegkeet, zu méi Sustainability, wéi dat esou schéin op der Finanzplaz heescht. Schliisslech, dat muss ee sech jo och ëmmer virun Ae féieren, kann d’Finanzplaz ëmmer nëmmen déi reell Wirtschaft finanzéieren, an dofir muss sech dëse Wandel, dës Transitioun, grad a besonnesch um Terrain vollzéien an dann och vun der Finanzindustrie geziilt ënnerstëtzt ginn.

Déi nohalteg Finanze sinn an enger Phas vu Lancement, vun Opschwong. An dëse wäert an noer Zäit, denken ech, och nach kënne beschleunegt ginn.

Här President, léif alleguer, als Jong vum Land, deen, gradewéi den Här Roth an anerer heibannen, an der Natur an um Bauerenhaff, um Bauerenduerf, grouss ginn ass, kann ech als Konklusioun just soen, dass mir eis Mëllechkou, déi d’Finanzplaz nun emol an eisem wirtschaftleche System duerstellt, weider versuerge mussen, well si ass eng wichteg Grondlag vum Wuelstand hei zu Lëtzebuerg. Well just dank gesonde Staatsrecetten, déi zu engem groussen Deel duerch eis Finanzplaz an déi Firmen, déi un hir hänken, direkt an indirekt erakommen, just dank dësen Aktivitéite kënne mer de generéise Sozialstaat, wéi mer e kennen, ënnerhalen a weider ausbauen.

Ech denken awer, dass een op dëser Plaz soll op all déi Mënsche kucken, déi an eise Betriber, net nëmmen op der Finanzplaz, mee an all eise Betriber, déi mer hei am Land hunn, an déi, déi an deene Betriber Dag fir Dag e Méiwäert schafen, datt een op déi soll kucken, well si sinn et, déi eis Gesellschaft no vir bréngen, si sinn et, déi eise Staat hëllefen ze finanzéieren.

De Méiwäert an de Wuelstand, dat ass eppes, wat net a Bëton gegoss ass, dat ass net eppes, wat vum Himmel gefall kënnt, Méiwäert a Wuelstand resultéieren aus dem gléckleche Mix vun enger ganzer Rei vun Trëmp, déi eeben d’Attraktivitéit vu Lëtzebuerg ausmaachen.

Dës Attraktivitéit gëllt et awer, mat alle Mëttel ze erhalen. Attraktivitéit reimt och mat Innovatioun. Ouni Innovatioun verléiere mer u Kompetitivitéit. Ouni Innovatioun wier déi energeetesch Wend net denkbar. An ouni Innovatioun verdénge mer net déi Suen, déi mer brauchen, fir grad deenen ze hëllefen, déi zu deene Schwächsten an eiser Gesellschaft gehéieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien, Här Bauler!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass elo den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d’Wuert.

Une voix | Ganz gutt. Ganz gutt!

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Ech wäert mer all Méi ginn, mee ech fäerten, dass ech net un den Ënnerhalungswäert vu mengem Virriedner wäert erukommen.

Une voix | Et ass schwéier! Et ass schwéier!

M. Dan Kersch (LSAP) | Fir d’éischt emol wollt ech d’Finanzministesch zitéieren, déi ganz am Ufank vun hirer Interventioun de Moie gesot huet, dass de Budget ëmmer déi Zuelen erëmgëtt, iwwert déi een zum Zäitpunkt vum Vott vum Budget verfüügt. Dat ass esou an dat war och nach ëmmer esou.

Duerno ass een natierlech ëmmer méi schlau oder wéi ech ëmmer soen: No der Schluecht ass jiddweree gäre Generol! Verschiddener heibannen hu sech da jo och an deene leschten Deeg a Wochen als richteg Experten dobäi erwisen, fir ze beweisen, dass alles dat, wat si virdru schonn alles gewosst haten, herno awer ganz anescht komm ass.

An der Kommissioun hu mer awer zu Recht iwwert d’Theema vun der Verifizitéit vum Budget geschwat. An dat aus guddem Grond: Dës Chamber – jo, dat ganzt Land – huet, mengen ech, e vitalen Interêt dorunner, dass mir mat Zuelen operéieren, déi der Wourecht sou no wéi méiglech kommen. Wann nämlech déi reell Finanzkapazitéit vum Staat strukturell ënnerschat gëtt, ass d’Gefor grouss, dass wichteg Investissementer an Infrastrukturen oder wichteg Reformen am Sozialberäich oder och Decisiounen am Steierberäich net oder mat Verspéidung geholl ginn. An dat wier, ech mengen, do ass jiddweree sech eens, kontraproduktiv fir eist Land.

Et ass evident, dass d’Berechnungen a Krisenzäite méi kompliзéiert sinn, wéi dat an normalen Zäiten de Fall ass. An trotzdeem muss alles drugesat ginn, fir de Budget sou realistesch an esou prezis wéi méiglech ze maachen.

D’Madamm Finanzministesch huet zu Recht drop higewisen, dass et awer nach ëmmer Variatioune gouf tëschent de Budgetszuelen an den Zuele vum Kont. Ech hu mer dofir och d’Zäit geholl gehat no den Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, fir mer d’Variatioune vum Kont mam Budget iwwert déi vergaange Joren e bësse méi genau unzekucken.

An dobäi huet sech dat bestätegt, wat ech gefillsméisseg och scho virdrun ugeholl hat: Wann een déi lescht Jore vun dëser Legislatur zum Beispill kuckt, da gesäit een, dass d’Variatioun 2018 bei 7,6 % louch an 2019 bei 2,7 % louch, wat bal enger Punktlandung nokënnt. 2020 dann, am éischte Pandemiejoer – an dat ass nu wierklech keng Iwwerraschung, well et do Rekordausgabe gouf fir Leit a Betriber, fir déi gutt duerch d’Kris ze bréngen –, war d’Variatioun dann op 12,22 % eropgaangen. An am Joer 2021, wou mer nach ëmmer an der Pandemie waren, hate mer eng Variatioun vun 10,91 %. Dat ass da wäit ewech, wann een e bësse méi wäit kucke geet, vun deene 14,08 %, déi mer am Joer 2010 haten oder – en anert Stärejoer vu vu virausschauender CSV-Finanzpolitik – d’Joer 2007, do wou mer genau 21,06 % Variatioun haten. Do hate mer bei Recettë vun 8 Milliarden 201 Millounen eis ëm 1 Milliard a 772 Millioune „verrechent“, fir emol deen Ausdrock ze gebrauchen.

An trotzdeem, an ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, ass et vu gréisster Wichtegkeet, dass mer weider dru schaffen, fir méi prezis Zuele kënnen ze kréien. An dofir wëll ech hei ganz perséinlech och der Madamm Finanzminister Merci soe fir vill Zousazinformatiounen, déi mer an der Kommissioun kritt hunn a virun allem och iwwert déi eng oder aner Question parlementaire. Dat beweist, dass och d’Finanzministesch drun interesséiert ass, fir den Deputéierte konkreet a richteg Zuele virzeleeën.

An et war dofir gutt, dass mir an der Kommissioun och héieren hunn, dass sech och bei der IGF Gedanke gemaach gëtt, fir Ustrengungen ze maachen, fir haaptsächlech eng besser Annualiséierung vun de Chifferen iwwert d’Moderniséierung vun dem informatesche Programm SAP, dee mer zur Verfügung hunn, kënnen ze erreechen. Dat ass virun allem wichteg bei de grousse Projeten, déi iwwert d’Fonge finanzéiert ginn, an dat ass och esou vum Directeur faisant fonction vun der IGF esou bestätegt ginn.

Eng aner Pist kéint déi sinn, dass een, à l’image vun deem, wat am Gemengesecteur de Fall ass, driwwer nodenkt, fir zesumme mam Budget e Budget rectifié ze presentéieren. Ech kennen d’Argumenter, déi dergéint schwätzen, ech kennen awer och eng Rei Argumenter, déi géifen do derfir schwätzen. Et muss een allerdéngs do kucken, ob ee sech net an e Widdersproch mat europäesche Budgetsreegele begëtt. Mee driwwer nozedenken, mengen ech, misst awer erlaabt sinn.

Well et gëtt effektiv Parallelle bei de Staatsfinanzen zum Gemengesecteur. An ech ka mech erënneren, dass ech a menger Zäit als Gemengepolitiker, ech weess, et ass schonn e bësse laang hier, ëmmer gesot hunn: „D’Wourecht, déi läit net am Budget, mee d’Wourecht, déi läit an de Konten!“ An dat ass beim Staat genausou wouer wéi bei de Gemengen.

Ech kann, Här President, ganz gutt novollzéien, dass een als Finanzminister ëmmer wëll d’Maîtrise iwwert seng eegen Zuele behalen. Dat ass iwwregens och richteg, dass een an dësen onsécheren Zäite wëll Spillraum behalen, fir onerwaart Krise kënnen ze meeschteren. An dat huet d’Regierung jo och an der Vergaangenheet gemaach. Si hat de Spillraum fir ze reagéieren. Si hat den Apel fir den Duuscht, ech weess, et ass esou eng ofgedrosche Floskel, dass ee se scho bal net méi kann héieren, mee si hat den Apel fir den Duuscht, fir Leit a Betriber kënnen ze stäipen. Mee well d’CSV jo net midd gëtt, ëmmer erëm déi Floskel vum Apel fir den Duuscht ze gebrauchen, kommen ech och net derlaanscht, fir mech domat ze beschäftegen.

Mat wat also mengt d’CSV, dass all déi Mesuren, déi am Interêt vu Leit a Betriber an der Héicht vun iwwer 5 Milliarde geholl goufen, finanzéiert gi sinn? Wat war dat dann anescht ewéi den Apel fir den Duuscht, mat deem dat alles bezuelt ginn ass an deen et der CSV no jo iwwerhaapt net ginn ass? Ass hei wierklech een der Meenung, dass ouni eng gutt Finanzgestioun an deene Jore virdrun et méiglech gewiescht wär, all déi Accorde mat de Sozialpartner ze finanzéieren? Ech behaapten, ouni Apel fir den Duuscht wier et hei zu Lëtzebuerg net zu esou Accorde komm an zu grousse gesellschaftlechen Divergenzen. An et géif der CSV esou lues gutt zu Gesiicht stoen, wa se dat géif unerkennen, amplaz ëmmer erëm hei de Contraire ze behaapten!

Mee den Apel, Här President, war, menge leschten Informatiounen no, jo och schonn de Sujet bei der Ierfsënn. Hei an eisem klenge Mikrokosmos gekuckt, schéngt den Apel fir den Duuscht, fir da méi genau ze sinn, dann de Sujet vun enger weiderer Doudsënn vun der CSV ze sinn, well si et mat der Wourecht net ganz genau hëlt.

(Interruption)

Une voix | Oh là là!

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hat virdru Parallelle mat de Gemenge gemaach. Den Här Roth huet mech souguer als fréieren Inneminister direkt ugeschwat a gemengt, dass de Staat sech géif bei de Gemengen dedouanéieren. Ech mengen, dat war den Ausdrock, deen en haut de Moie gebraucht huet. Och dat verdéngt eng méi genau Analys.

Den CSV-Kofraktiounspresident beschwéiert sech, dass d'Gemenge géifen TVA-Mannereinname maachen, well d'Regierung decidéiert hätt, den Taux vu 17 % op 16 % erofzesetzen, an et wier och dofir keng Kompensatioun virgesinn. D'Gemenge kréie jo bekanntlech 10 % vun den TVA-Einnamen alljoers iwwerwisen. Wat d'CSV do seet, ass also vum Fong hier richteg, mee et ass, wéi esou oft, nëmmen d'Hallschent vun der Wourecht. Vergiess gëtt nämlech ze erwänen, dass duerch déi méi dynamesch an an deem Mooss onerwaart Entwécklung vun der Lounsteier, déi jo menger Meenung no net ganz zu Onrecht vun der CSV kritiséiert gëtt, dass also duerch déi onerwaart Entwécklung, wou d'Gemengen 18 % kréie vun der Lounsteier ..., dass also dee potenziellen TVA-Verloscht do méi wéi ausgeglach gëtt. Der Éierlechkeet halber hätt een dat missen hei soen!

Plusieurs voix | Wat ass dat do fir eng Logik?

M. Dan Kersch (LSAP) | Ma, dat ass d'Logik, dass Der, wéi sou oft, d'Hallschent vun der Wourecht sot, eppes sot, wat wouer ass, an dann awer sot, et géif net kompenséiert ginn. An op där anerer Säit awer doduerjer, dass mer duerch eng aner Decisioun oder aner Decisioune vun der Regierung eng Augmentatioun vun der Lounsteier hunn, d'Gemengen herno finanziell besser dostinn, wéi se virdrun dostoungen.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kersch, erlaabt Der, datt den Här Roth Iech eng Fro stellt?

M. Dan Kersch (LSAP) | Selbstverständlech.

M. Gilles Roth (CSV) | Et gouf ugeschwat, an Här Kersch, mat allem Respekt virun Iech, mee ëmmer, wann d'CSV esou eng politesch Kritik ..., dat si politesch Kriticken, an déi sinn net nëmme vun eis, mee déi kommen iwwregens och vum Syvicol, wou Der och eng Kéier President waart, a fir dat ëmmer sou mat Éierlechkeet ze verbannen, wësst Der, dat geet esou lues bei eis duer!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass ...

M. Gilles Roth (CSV) | Den Ënnerscheed ass deen, dass mer hei mat Fakten operéieren. An Dir kënnt dach net soen, dass eng Kéier, wann d'Lounsteier spruddelt, da géifen d'Gemengen dat kompenséiert kréien, wat an der TVA manner kënnt. Dat ass einfach e falscht Räsonement. Et ass – an Dir waart selwer derfir, dass dee Perequatiounssystem an och d'Laaschteverdeelung zwëschent Staat a Gemenge sollten esou ausgesinn, dass d'Gemengen un en Deel vun deenen normale Recettë wéi d'Lounsteier, wéi d'TVA a wéi d'Autossteier sollte gekoppelt ginn.

Mee ech stellen Iech dann eng konkreet Fro: Sidd Dir dann dermat averstanen, dass déi Bäitragsbrems, déi d'Gemenge sollten hunn an hirem Bäitrag, dee se fir de Finanzement vum CGDIS solle kréien, sollt opgehale ginn, wéi dat elo am Budget virgesinn ass, oder net? Well de Syvicol huet sech géint dat opgeleent. An Dir wësst ganz genee, wéi Der Inneminister waart, dass déi Bäitragsbrems ..., nämlech dass d'Gemengen net sollten iwwerméisseg zu dem Finanzement vum CGDIS bäidroen, dass déi e weesentleche Faktor war vun der deemoleger Oppositioun, nämlech vun eis, fir dass mir eis Zoustëmmung zum Pompjeesgesetz ginn.

An iwwregens ass déi Bäitragsbrems net duerch en Amendement parlementaire, mee duerch en Amendement gouvernemental 2017 bei der Ofstëmmung vum Gesetz agefouert ginn.

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President, dat do war elo ...

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, et war e bësse vill beieneen. Ech stellen also éischtens fest, dass d'CSV et net gären huet, wann ee se un d'Éierlechkeet erënnert.

Plusieurs voix | O!

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech stellen zweetens fest, ...

(Brouhaha)

... dass et eng jorelaang Fuerderung war vum Syvicol, dass ... Däerf ech äntweren op Är Fro? Soss fueren ech einfach mat menger Ried virun. Ben, da gitt mer d'Chance, op dat ze äntweren, wat Der hei gesot hutt! Ech stellen also zweetens fest, dass et eng jorelaang Fuerderung war vum Syvicol, dass d'Gemengefinanze sollen un déi vum Staat ugegliddert ginn. Wann also d'TVA-Einname vum Staat duerch eng politesch Decisioun zréckginn, ass et en Automatismus, dass och déi vun de Gemengen zréckginn, an dat entspriecht deem, wat de Syvicol jorelaang gesot huet.

Ech stellen drëttens fest, dass trotz där politescher Decisioun, fir d'TVA vu 17 % op 16 % erofzesetzen, d'Gemengen net zu Schued kommen, an dass se an deem Joer 2023, wann d'Circulaire budgétaire sech erfëllt, méi Suen zur Verfügung hu wéi an deene leschten dräi Joren.

Méi hat ech net gesot. An ech hätt gären ... Wann Der dat virdrun esou geduecht hutt, da wär et flott gewiescht, wann Der dat de Moien och esou duergestallt hätt, mee dat war warscheinlech net an Ärem Sënn, well Dir wollt eppes beweisen, wat net ze beweise war.

Fir déi nächst Fro hunn ech och nach e Riedebäitrag, dofir wäert Der dann d'Äntwert do héieren. Dat ass déi iwwert den CGDIS.

Et gëtt dann och geschwat, dat hat Der och de Moie gesot, dass d'Gemengen, déi hir Energiekäschten erhéije mussen, dat missten ausgeglach kréien. Wann ech dat richteg verstanen hunn, freet d'CSV also, dass den Acteur public Staat den Acteurs publics Gemenge soll Suen transferéieren, fir se u sech vun enger nationaler Problembewältegung ze dispenséieren. Emol dovun ofgesinn, dass esou eng Approche all Incitatif bei de Gemenge géif futti maachen, fir Energie ze spueren – an et si vill Gemengen, déi eng ganz Rei vun Initiative geholl hunn –, mengen ech och, dass d'Philosophie vun där Approche net déi richteg ass.

An ech erklären, firwat. Mir sinn ee Staat zu Lëtzebuerg. Mir sinn net ee Staat mat 102 Ënnerstaaten. D'national Erausfuerderunge mussen zesummen ugaange ginn. An do mécht och eng Ëmverdeelung vun ëffentleche Suen, wat d'Energieversuergung ugeet, vun enger Täsch an déi aner ganz, ganz wéineg Sënn.

Erkläert mer, wou de Sënn soll dann draleien, dass de Staat zum Beispill enger Gemeng, déi bal eng Milliard u Reserven huet – an där hu mer hei am Land – hir Energiekäschte sollt subsidiéieren an domadder säin eegene Spillraum, also de Spillraum vum Staat, fir do ze hëllefen, wou et wierklech gebraucht gëtt, nämlech bei de Leit an de Betriber, géif méi kleng maachen? A mengen Ae mécht dat kee Sënn.

An da kommen ech bei ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Kersch, den Här Roth wëllt nach eng Kéier eng Zwëschefro stellen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Selbstverständlech.

M. Gilles Roth (CSV) | Also ech kommen elo net méi dorobber zréck, mee wann Dir der CSV Onéierlechkeet ënnerstellt, da soen ech: Dir verdréit de Leit d'Wierder am Mond! Hei hunn ech de Moie gesot – an ech hunn deen Text geschriwwen! –, dass een duerch de Fait, dass ... Mir hunn d'Tripartite-Accorde matgestëmmt, ok, an do war net virgesinn, dass d'Gemenge géifen och de Präisdeckel op den Energiekäschten hunn. Mir hu just op d'Konsequenz opmierksam gemaach, dass well dee Präisdeckel net besteet, d'Gemengen natierlech eng ganz Rei vu Laaschten hunn. A wa mer käschtendeckend fueren, d'Madamm Beissel sëtzt do an dem SES, da wësst Der, dass de Waasserpräis ëm en hallwen Euro pro Fudder an d'Luucht geet.

Dat heescht, bei de Gemenge geet en ëm en hallwen Euro pro Fudder an d'Luucht. Sou ass et bei dem SES virgesinn. Mee dat mécht fir eng Gemeng mat 10.000 Awunner, an dat kënnt Der alleguerte bei Iech nokucken, eng hallef Millioun pro Joer aus. Déi mussen also d'nächst Joer d'Leit bezuelen. Dat selwecht ass bei de Kläranlagen, mam Stroum, ...

(Interruption)

Jo, bei de Kläranlagen a beim Stroum geet en och an d'Luucht. An d'Räsonement war, ze soen, dass am Endeffekt de Bierger dat alles muss droen. Dat ass dat Räsonement, dat mer soen.

A wat mer wollte soen, dass hei de Staat bestellt, dat ass mat Maisons relais, dat ass mat Museksunterrecht, an déi, déi kënne bezuelen, dat sinn d'Gemengen. An et si ganz vill Gemengeresponsabeler hei, do sinn der vill, déi wëssen, dass se d'nächst Joer Schwieregkeete kréien, fir ouni Empraunten hir Enner um Enn vum Joer zesummenzekréien. A wann Der sot ... Jo, Staat a Gemenge sëtzen am selwechte Boot, mee déi Schold, déi d'Gemenge musse maachen, well de Staat sech op hir Käschten dedouanéiert, an der Gesamtbilanz vun de gesamt-ëffentleche Finanze mécht dat zu Lëtzebuerg keen Ënnerscheed.

An et ass dat, wat mer monéiert hunn an näischt aneres!

M. Fernand Etgen, Président | Dat war e Kommentar a keng Fro.

M. Dan Kersch (LSAP) | Et war kee Kommentar, Här President, et war déi Ried vun de Moien nach eng Kéier gehalen. Dobäi sinn ech net schwéier vu Begrëff, ech hat relativ gutt verstanen, wat Der de Moie gesot hutt. An ech hu vun der Energieënnerstëtzung geschwat, déi Dir de Moie gefuerdert hutt. Dir hat gesot, dass d'Gemengen u sech missten dedommagéiert gi fir déi steigend Energiekäschten. An ech hunn Iech virdrun un engem konkreete Beispill gewisen, dass dat iwwerhaapt kee Sënn mécht. Méi war et net. An dofir hoffen ech, dass ech dann elo op déi Fro kann zréckkommen, wat den CGDIS ugeet.

De Vull hutt Der, mengen ech, mat deem Säitenhieb op den CGDIS do wierklech ofgeschoss an Ärer Ried. Ech war – ech muss dat wierklech esou soen – schockéiert.

(Interruptions)

Ech fannen et total deplacéiert, dat dierf ech jo a menger Aschätzung, a menger Warneemung.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dir dierft alles, Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Majo gesitt Der, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dir dierft bal alles.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech wousst, dass mir eis och eng Kéier kéinten eens ginn. Och wann …

(Hilarité)

Wéi mer den CGDIS geschafen hunn – iwwregens eestëmmeg! – a bei där Eestëmmegkeet war och de Mode, wéi e sollt finanzéiert ginn, dee steet am Gesetz mat dran … Wéi mer den CGDIS hei eestëmmeg gestëmmt hunn, do ware mer eis eens, dass et zousätzlech Sécherheet fir dëst Land net géif zum Nulltariff ginn. Dat ass praktesch vun alle Bänken hei gesot ginn an et war sech och jiddwereen doriwwer eens.

An ech soen dat esou, wéi ech et denken: Ech fannen et eng Respektlosegkeet héich zwee, fir elo de Verantwortleche vum CGDIS praktesch ze ënnerstellen, si géifen an Zukunft net haushaltlech mat hire Mëttelen ëmgoen!

Une voix | Dat huet dach kee gesot!

M. Dan Kersch (LSAP) | Also, wannechgelift, Här President, wou si mer hei! Ech hunn dem Här Roth de Moie relativ laang a gedëlleg nogelauschtert, an ech hunn alles héieren, wat Der gesot hutt, an ech hu meng Interpretatioun vun deem, wat Der gesot hutt, an déi bréngen ech elo hei op d'Blat, respektiv op d'Tribün. A wann Der herno nach eng Kéier wëllt dozou Stellung huelen, kënnt Der dat roueg maachen. Rechent domadder, dass mer Iech dann nach eng Kéier wäerten äntweren!

Mee nach eng Kéier, well dat ass nämlech, dat ass nämlech wierklech de Summum vun deem …, fir ze soen, mir brauchen eng staatlech Begrenzung vun den Ausgabe vum CGDIS, well do soss d'Mëttele riskéieren ze explodéieren. Ma, wat mengt Der dann, wat déi Leit do an deem Verwaltungsrot vum CGDIS ze decidéieren hunn oder wat déi wëllen decidéieren? Fir d'éischt emol, fir d'x-te Kéier hei op dëser Tribün, de CGDIS ass keng staatlech Administratioun wéi eng aner!

(Interruption par M. Gilles Roth)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, Här Roth, bei der CSV-Fraktioun sinn nach dräi Riedner ageschriwwen. Dir hutt nach Zäit, fir op den Här Kersch ze reagéieren.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | An da loosst, wannechgelift, elo den Här Kersch seng Ausféierungen developpéieren. Merci villmools.

M. Dan Kersch (LSAP) | Et éiert mech awer immens, dass den Här Roth esou nervös gëtt, wann e schwätzt.

(Interruption)

Also nach eng Kéier, fir d'x-te Kéier: Den CGDIS ass keng einfach staatlech Administratioun, et ass en Établissement public, dee vu Staat a Gemenge gläichberechtegt verwalt gëtt. An dofir sinn all déi Decisiounen, déi do geholl ginn, gläichberechtegt – och déi finanzieller Natur –, sinn also vun de gläichberechtegte Partner Staat a Gemenge geholl. Dat ass a mengen Aen, an dat ass dat op Är Fro, Här Roth, Garantie genuch, dass d'Ausgaben net eropgedriwwe ginn, fir se eropzedreiwen, mee dass do just dat gemaach gëtt, awer och wierklech just dat gemaach gëtt, wat nëtzlech an noutwendeg ass fir d'Sécherheet vun eise Bierger.

Frot emol eng Kéier … En ass elo net heibannen, mee ech mengen, en héiert eis awer, frot emol eng Kéier no bei Ärem Escher Buergermeeschterkolleeg! Wa mech net alles täuscht, ass deen och bei Iech an der Fraktioun. Frot emol eng Kéier beim Här Mischo no, wivill Leit nach am Fräiwëllegendéngscht zu Esch aktiv waren, éier mer d'Reform vun de Rettungsdéngschter gemaach hunn!

Ech hat nogefrot: Et waren der nach genau siwen. Siwe Fräiwëlleger fir eng Stad wéi Esch, déi permanent asetzbar waren. An déi meescht vun deenen hunn op der Gemeng geschafft.

Mir waren an enger Situatioun, wou d'Sécherheet vun eise Bierger net méi garantéiert war, wou net méi konnt garantéiert ginn, dass eng Ambulanz géif erausfueren, wa se geruff géif ginn. An ech wëll guer net dovu schwätzen, wat geschitt wär, wann net scho laang ëmmer d'Nopeschpompjeescorpsen agegraff hätten, wann et zu Esch zu Bränn komm ass. An och dat weess den Här Mischo ganz gutt.

Haut hu mer zu Esch 44 professionell Pompjeeën, déi vu ronn 40 Fräiwëllegen ënnerstëtzt ginn. Jo, Här Roth, jo, dat kascht, an et wäert och an Zukunft nach kaschten, mee d'Sécherheet vun eise Leit ass eis an och deene Leit, déi den CGDIS solidaresch féieren, dat wäert. An déi brauche keng Beléierung, keng Lektioun an och keng gesetzlech Grenzen, fir ze wëssen, wat muss gemaach ginn. An dofir ass dat gutt, dass mer déi gesetzlech Hürd haut elo ewechhuelen.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President, et ass och e bësse schued, dass ech muss virum Här Mosar schwätzen, mat deem ech reegelméisseg an der Finanzkommissioun d'Meenungen austauschen. Allgemeng kann een, mengen ech, soen, dass mir reegelméisseg zimmlech wäit ausernee leien, an dat berouegt eis …

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Ma, da loosst mech dach ausschwätzen, sidd net esou! An dat berouegt eis, géif ech mengen, allen zwee.

(Hilarité)

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Gesitt Der!

Net vill anescht war dat och bei där Fro, déi d'Madamm Finanzminister och haut de Moien ugeschwat huet a wou se gesot huet, dass Lëtzebuerg mat dësem Budgetsgesetz och decidéiert, dass d'Investissementer an d'Atom- an an d'Gasenergie net weider vun engem privilegéierten Taux bei der Taxe d'abonnement dierfe profitéieren. Mir begréissen dat zu 100 %!

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Bei der CSV schéngt dat net esou ze sinn, ausser si hätten elo an e puer Deeg an zënter der leschter Kommissiounssëtzung hir Meenung geännert. Den Här Mosar ka mer dat dann duerno jo soen, e kënnt jo och nach hei …

M. Laurent Mosar (CSV) | Loosst Iech iwwerraschen, Här Kersch!

M. Dan Kersch (LSAP) | E kënnt jo och nach hei op d'Tribün zréck. Ech ginn elo mol sou laang dovun aus, dass Der nach ëmmer bei där Meenung sidd.

M. Laurent Mosar (CSV) | Also, am Contraire zu Iech änneren ech meng Meenung net esou schnell.

M. Dan Kersch (LSAP) | O, ech hu virdrun … de Moien, do hat ech dem Här Roth kënne bestätegen, dass ech zënter 2006 zu verschiddene Froen nach ëmmer déi nämmlecht Meenung hunn.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Mee kommt, ech kommen awer bei d'Meenunge vun der CSV, maacht Iech keng Gedanken! Well déi Argumentatioun, déi Der ugefouert hutt, fir derfir anzetrieden, fir an Zukunft mat Lëtzebuerger Steiergeschenker auslännesch Investissementer an Atomenergie a Gas ze fërderen, ass dann awer esou abenteuerlech, dass se, mengen ech, deem gewiiftste Lobbyist misst Tréine vun Näid an d'Aen dreiwen. Do gouf doudeescht argumentéiert, d'Lëtzebuerger Regierung géif hei europäesch Reglementer net unerkennen a sech ouni Nout – ech mengen, dat waren Är Wierder – an eng europäesch 25:2-Minoritéit beginn. An da gouf nach een dropgesat, andeems gesot gouf, dat wier och juristesch problematesch.

Här President, bei allem Respekt, mee ech halen dat fir totale Quatsch. Et ass kloer, dass dat eent iwwerhaapt näischt mat deem aneren ze dinn huet. Éischtens gëtt et keng europäesch Obligatioun, fir iwwerhaapt eng Besteierung vun der Fongenindustrie ze maachen – an dat huet den Här Mosar an engem kierzlech erschéngene „Lëtzebuerger Wort"-Bäitrag och selwer geschriwwen – an zweetens, wann et keng esou eng Obligatioun gëtt, fir eng Besteierung virzeginn, gëtt et selbstverständlech och keen europäescht Reglement, dat géif virschreiwen, wéi een déi Steier le cas échéant misst festleeën. An drëttens, an och dat ass kloer, Här President, dass et – an ech betounen – aleng dëst Parlament ass, dat ze bestëmmen huet, wéi d'Krittäre bei der Taxe d'abonnement festgeluecht ginn.

An elo ass et schonns erstaunlech ze gesinn, dass genau deen Deputéierten, dee sech soss mat Hänn a mat Féiss awer wierklech géint all europäescht Reglement wiert, dat méi Steiergerechtegkeet a méi Steiertransparenz soll schafen, heihinner kënnt an elo en europäescht Reglement wëll aus dem Hutt zauberen, dat et fir deen dote Beräich iwwerhaapt net gëtt, fir dann eng Lëtzebuerger Steier wëllen ze reegelen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech wäert Iech dat erklären!

M. Dan Kersch (LSAP) | Le monde à l'envers, kann een do nëmme soen. Oder, well mer jo schonn elo bei der Fussballweltmeeschterschaft sinn, dat ass ongeféier esou, wéi wann den Här Infantino deenen, déi Volleyball spillen, elo géif virschloen oder virschreiwen, si missten an Zukunft mam Abseits funktionéieren. Dat geet net. Den Här Infantino huet do näischt ze soen an esou ass et och hei mat den europäesche Reegelen, wat eis Besteierung vun der Taxe d'abonnement ugeet.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir hoffen, en huet och beim Fussball gläich näischt méi ze soen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn et net verstanen.

M. Sven Clement (Piraten) | Den Här Infantino huet och hoffentlech beim Fussball gläich näischt méi ze soen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Also, Här Clement, Dir hutt esou Recht gehat mat deem, wat Der elo gesot hutt, ech wéilt, dat hätt Der och virdru bei Ärem Riedebäitrag gehat!

Ech hunn awer och misse laachen, et ass genau déi nämmlecht Haltung, déi vum Här Mosar an der Kommissioun vertruede ginn ass an haut de Mëtten hei vun der ADR praktesch tel quel ënnerstëtzt ginn ass a woubäi souguer eng Motioun an deem Sënn presentéiert ginn ass. Ech sinn alt elo gespaant, wéi d'CSV sech dozou wäert stellen.

Här President, ech sinn houfreg, Member ze si vun enger Regierungsmajoritéit, déi a Kohärenz mat hirer eegener Politik ass an net bereet ass, klimaschiedlech Investissementer a fossill Energieträger oder Technologië vun der Vergaangenheet mat Lëtzebuerger Steiergeschenker ze fërderen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Wat ass déi Regierungskohärenz dach e Kontrast zu deem inhaltleche Tohuwabohu, dee mer vun der gréisster Oppositiounspartei

hei zerwéiert kréien. Do kënnt dach net déi eng Woch deen een hei erop, nach gezeechent vun den onmënschleche Strapaze vu senger Rees op d'COP an Ägypten, a priedegt hei vun der Chambertribün aus, bal esou wéi fréier vun der Kanzel, dass et awer elo wierklech Zäit wier, fir klimaschiedlech Aktivitéiten ze bremsen ...

Une voix | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | ... an eis Schëpfung ze retten, a praktesch gläichzäiteg setzt sech an där nämmlechter Chamber e Vertrieder vun där nämmlechter Partei derfir an, dass klimaschiedlech Energieträger an -technologië vun der Vergaangenheet elo solle steierlech bevirdeelegt ginn. Här President, do fënnt keng Kaz hir Jonk méi erëm!

An dat ass dann eng Partei, déi no bausse seet, si wéilt mat inhaltlechen Akzenter hiren Negativtrend stoppen. Et bien, op déi do Aart a Weis: Bonne chance!

Här President, et gëtt der och, déi soen, d'LSAP wéilt de Lëtzebuerger Triple-A vun de Ratingagenturen a Fro stellen. Esou eng Ausso hutt Der vu kengem vun den LSAP-Mandatairen héieren. An ech weess och firwat, dass Der keng héieren hutt – aus deem ganz einfache Grond, well et se net gëtt!

Dat ännert awer näischt drun, dass elo zanter enger Zäit gebietsmillenaarteg ëmmer erëm widderholl gëtt, wuel an der Hoffnung, wann een et oft genuch behaapt, da gleewen d'Leit et, dass dat esou wier. Nach eng Kéier: Et gëtt keng esou eng Ausso vun engem LSAP-Mandataire! Dir kënnt mech gäre Lige strofen, wann Der mer se weist. An deem Fall géif ech mech entschëllegen. Mee ech soen Iech: Déi Sich, déi wäert vergeeblech sinn, et gëtt se net!

Dir hat och net héieren, dass d'LSAP gesot huet, dass mir elo onbedéngt wéilten déi 30 %-Hürd bei der Verscholdung knacken – dat huet och nach ni ee vun der LSAP gesot. Wat manner Scholden, wat besser. Do si mer eis, mengen ech, eens. Ënnert der Bedéngung selbstverständlech, an ech mengen, och do si mer eis awer eens, dass déi néideg Investissementer an d'Zukunft vun eisem Land wäerte virugoen. Et gëtt awer en Ënnerscheed, ob een de Leit Angscht mécht an esou mécht, wéi, wann een 30 % Verschëldung géif iwwerschreiden, dass et dann en Automatismus wär a mir den Triple-A géife verléieren. Esou en Automatismus gëtt et net, ausser et géif ee mer dat schrëftlech noweisen.

D'Finanzministesch huet op Nofro vun der Cour des comptes bestätegt, dass déi eenzeg Trace, déi ee fënnt, fir d'Ratingskrittäre fir Lëtzebuerg e bëssen ze erklären, aus dem Joer 2013 géif stamen. An den Här Roth huet se de Moien, mengen ech, zum Deel souguer virgelies, wat gutt ass fir d'Transparenz. Vun 2013 staamt dat also!

Här President, mir stëmme muer – mir ginn dovun aus – de Budget vum Joer 2023. 2023 ass d'Welt eng aner ewéi 2013. Vill Länner erfëllen haut déi sougenannt Maastricht-Krittären net méi. Dat kann ee bedaueren, mee et bleift ëmsou méi wouer. D'Verschëldung ass international dramatesch gestigen.

Wat mir froen als LSAP, an dat ass och dat Eenzegt, dat mer froen, ass eng wëssenschaftlech baséiert Analys vun der Verschëldungskapazitéit vun eisem Land, net méi an net manner. A mir hätten doriwwer gären eng éierlech Diskussioun. A mir hätte gären, dass opgehale gëtt, de Leit Angscht ze maachen. A mir hätte gären, dass noutwendeg Reformen am Interêt vun der sozialer Kohäsioun vun eisem Land gemaach ginn an net mat dem Hiweis op künstlech Finanzbarriären op déi laang Bänk geschubst ginn. An dat zielt natierlech och, Här President, fir eng selektiv ausgeriichte Steierreduzéierung fir kleng a mëttel Akommessen.

Ech hunn haut mat groussem Interêt héieren, dass d'Regierung esou steierlech Erliichterungen och elo schonns mat engem konkreeten Datum an d'A faasst. An ech kann Iech, Madamm Finanzministesch, nëmmen derzou encouragéieren, dee Wee kontinuéierlech weiderzegoen. Steierlech Erliichterunge fir déi Leit, déi et wierklech brauchen, an dat sinn déi Kleng, an dat ass de Mëttelstand, kënnen ni Harakiri sinn, mee si sinn am Géigendeel fir Dausende vu Leit d'Garantie, dass si och an Zukunft iwwert d'Ronne kommen, a sinn domadder a leschter Konsequenz och d'Liewensgarantie fir eis Demokratie.

Ech hu Vertrauen, Madamm Finanzministesch, an dës Koalitioun, an déi dräi Parteien, déi dës Koalitioun droen, ech hu Vertrauen, dass dat vun alle Majoritéitsacteuren, egal ob se an der Regierung oder am Parlament sinn, esou erkannt gouf. An esou deiten ech och déi politesch Aussoen aus Ärem Mond an och déi vum Budgetsrapporter vun deene leschten Deeg.

Wat meng Partei zu där steierlecher Erliichterung denkt, ass an engem Saz, mengen ech, zesummegefaasst: Wat éischter, wat besser!

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | A mir sinn oppe fir all gutt Iddien an houfreg, selwer konkreet Piste beim Debat iwwert d'Steierpolitik hei an der Chamber virgestallt ze hunn. Eng Regierung, déi an Zäite vu Multikrisen u Vertraue gewënnt, ass net nëmme queesch duerch Europa, mee wäit doriwwer eraus, e ganz sielent Exemplar. Mee si kann net, esou wéi dat hei vu menge Virriedner mat deenen drolegsten Argumenter probéiert ginn ass duergestallt ze ginn, alles falsch gemaach hunn. An eng Regierung, déi et an deene schwéieren Zäiten, zousätzlech zu enger exzellent bewäerter Krisegestioun am Accord mat de Sozialpartner, och nach géif fäerdegbréngen, Steiergerechtegkeet ze schafen, oder méi Steiergerechtegkeet ze schafen, esou eng Regierung drängt sech op, Här President, fir weidergefouert ze ginn.

An op de Risiko hin, deen een oder aneren op menger rietser Säit batter ze enttäuschen, denken ech, dass vill Wielerinnen a Wieler dat och esou gesinn. Ech muss awer soen, dass et fir mech kee gréissere Problem duerstellt, wa si hei enttäuscht sinn, am Géigendeel, ech freeë mech, dass d'Chancë gutt stinn, dass et mat der kontinuéierlecher Moderniséierung vun eisem Land ka weidergoen. An dofir, Madamm Finanzminister, ass dëse Budget eng gutt Basis.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch. Den Här Roth freet d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech froen d'Wuert wéinst engem Fait personnel. Ech mengen, den Här Kersch huet eis hei praktesch als CSV ënnerstallt, dass mir géint de Finanzement vun dem CGDIS wieren an dass mer domat kee Respekt vis-à-vis vun der Aarbecht vun de Fräiwëllegen a berufflechen Ambulancieren a Pompjeeën hätten. Dat, wat mir gesot hunn, Här Kersch, dat ass näischt aneres wéi déi Kriticken, déi de Syvicol – de Syvicol! – a sengem Avis géintiwwer vun dem Staatsbudget gemaach huet. A wann ech mech gutt kann erënneren, ass keen anere wéi Äre Koparteipresident, den Dan Biancalana, Vizepresident vun dem Syvicol, dat heescht, alleguerten déi Ënnerstellungen, déi Der vis-à-vis vun der CSV gemaach hutt, hutt Der dann och Ärem eegene Parteipresident gemaach!

Une voix | Kommt eriwwer ...

M. Gilles Roth (CSV) | An ech, ...

M. Dan Biancalana (LSAP) | Liest se vir, Här Roth!

M. Gilles Roth (CSV) | ... an ech liesen Iech just, ...

M. Dan Biancalana (LSAP) | Liest et vir!

M. Gilles Roth (CSV) |... ech liesen Iech just vir aus dem Avis vun dem Syvicol, ech hunn et just um Handy hei: „[Le Syvicol] s'oppose fermement à l'abrogration de l'article 63 de la loi modifiée" – vum 27. Mäerz 2018 – „portant organisation de la sécurité civile, qui établit une proportionnalité entre la progression des dépenses du CGDIS et celle des recettes non affectées des communes. Il propose en contrepartie d'appliquer ce ‚frein', non par un ensemble des dépenses du CGDIS, mais à la seule contribution des communes." An déi Bäitragsbrems – dat war dat Wuert, wat ech gebraucht hunn – vun de Gemenge vis-à-vis vun deem gesamten Opkommes, déi hätte mer gäre retabléiert. An et geet souguer esou wäit, dass de Kommitee vum Syvicol à l'unanimité, iwwregens da mat der Stëmm vun Ärem Kopresident, souguer a sengem Avis en Amendement proposéiert huet, fir déi Bäitragsbrems erëm anzeféieren. A mir wäerten da muer an dem Plenum vun der Chamber deen Amendement vun dem Syvicol iwwerhuelen, an da kucke mer, wien zu wat steet.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech soen dem Här Roth Merci fir déi Beléierungen. An ech stelle fest, dass en dat, wat ech virdru gesot hunn, nach eng Kéier bestätegt huet. Méi ass dozou net ze soen.

Une voix | O! O! O!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. An da géif ech proposéieren, datt mer nom Här Gloden ophalen, ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Wéi dann?

M. Fernand Etgen, Président | ... Schluss maachen. Et ass gëschter gefrot gi vun der CSV-Fraktioun, datt mer haut net solle méi wäit wéi bis 19.00 Auer goen. Ech maachen dat, Här Laurent, ...

(Brouhaha général)

... Här Mosar, ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Den Här Gloden ass an zéng Minutte fäerdeg.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, en ass fir 20 Minutten ageschriwwen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Zéng Minutten.

M. Fernand Etgen, Président | Zéng Minutten. Ma da gi mer emol fir d'éischt dem Här Gloden d'Wuert, an da kucke mer, wou mer da landen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden (CSV) | Merci. Merci ...

M. Fernand Etgen, Président | Awer den Här Mosar huet Iech op zéng Minutte beschnidden. Ech net!

M. Léon Gloden (CSV) | Mech beschneit ...,

(Interruptions)

... also, Här President, mech beschneit keen.

M. Sven Clement (Piraten) | Wann d'CSV net eens gëtt.

M. Léon Gloden (CSV) | Mee ech packen dat an zéng Minutten.

(Brouhaha)

Här President, ob et e Budget ass vun dem Staat oder ob et e Budget ass vun enger Gemeng, e Budget vun enger staatlecher Autoritéit huet ëmmer eng Finalitéit: Dat ass d'Garantie oder souguer d'Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun deene Leit, déi hei wunnen a schaffen. Ech mengen, dat ass e Constat, dee mer hei op alle ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Entschëllegt, et war den Här Mosar, dee mech gestéiert hat.

M. Léon Gloden (CSV) | Här Mosar!

(Hilarité)

Muss ech erëm eng Kéier ufänken, dann dauert et fënnef Minutte méi laang.

E Constat, dee mer hei iwwert d'Parteigrenzen deelen: E Budget – déi Suen, déi do virgesi ginn – soll d'Liewensqualitéit vun de Bierger garantéieren, voire verbesseren.

A fir d'CSV ass ee Krittär, fir d'Liewensqualitéit ze moossen – an ech hunn et oft genuch op dësem Pult gesot, an Debatten, am État de la nation oder bei aneren Debatten –, d'Sécherheet. An ech stelle fest, ausser mir huet den LSAP-Fraktiounschef, deen elo net heibannen ass, dat Theema Sécherheet kuerz ugeschnidden. An ech deelen och mat him de Constat, datt preventiv Politik a repressiv Politik zwee Piliere vun der Sécherheet sinn. Jo, et muss een an d'Preventioun investéieren, mee wann d'Preventioun trotz alle Moossname scheitert, muss de Staat, d'ëffentlech Hand, och bereet sinn, den État de droit ze garantéieren.

An ech sinn e bësse besuergt, well wéi ech mer Gedanke gemaach hunn iwwert dës Ried, hunn ech nach eng Kéier d'Ried vum Premier nogelies am État de la nation. Do ass keen eenzegt Wuert iwwert déi Sécherheet gesot ginn. De Premier huet a sengem État de la nation vill iwwert d'kollektiv Sécherheet am Bezuch mat der Kris an der Ukrain geschwat, mee kee Wuert iwwert d'Sécherheet vun de Bierger a Biergerinnen hei zu Lëtzebuerg. En huet dat awer ëmmer als Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, op d'mannst verbal, ganz aktiv gemaach. An et gesäit een och an deene leschte Sondagen, datt d'Sécherheet eng wichteg Suerg ass vun de Leit, well et ass dat Theema, dat dee gréisste Sprong an de Sondagë gemaach huet. Am Mee 2022 war do dee Punkt bei 30 %, an am November, elo de leschte Mount, louch d'Suerg vun de Leit bei 43 %.

An ech sinn och der Meenung, datt een dat Theema hei an der Chamber diskutéiere muss, well wa mer dat Theema net hei an der Chamber diskutéieren, a mer eis net déi néideg Moyene ginn, fir hei déi Sécherheet ze garantéieren, da kënnt dat eraus, wat ech hu musse viru Kuerzem op RTL gesinn: E Film vun enger Jugendorganisatioun, enger politescher Jugendorganisatioun, déi op d'Gare filme gaangen ass, fir do blanke Populismus ze maachen.

Une voix | Jo.

M. Léon Gloden (CSV) | Dat ass net de Wee, dee mir maachen als CSV. Mir kommen hei an de Plenum, an de Forum vun der Demokratie, wou mer iwwert dee Sujet diskutéieren a wou mer konkreet Propositioune virleeën.

An ech wëll dat och eng Kéier ganz kloer hei soen, och vis-à-vis vun eise Kolleeginnen a Kolleege vun déi gréng: Dës Regierung ass elo zéng Joer an der Verantwortung. Mir hunn haut eng aner Situatioun wéi virun zéng, eelef, zwielef, dräizéng Joer, wéi d'CSV an der Verantwortung war. Fir ëmmer erëm ze soen: „Dir hätt dat jo scho längst kënne maachen!", zielt net. Dat hëlt Iech keen of!

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | An ech gesinn: Déi vill Diskussiounen an déi vill Proposen, déi d'CSV gemaach huet, fannen endlech den Nidderschlag am Budget 2023, well par rapport zu 2022 gëtt et eng Augmentatioun vu 67,5 Milliounen op insgesamt ronn 400 Milliounen Investissementer am Policeberäich.

Endlech, ...

(Interruption)

... endlech, endlech, ...

(Interruption par M. François Benoy)

... no zéng Joer, endlech no zéng Joer ass op d'CSV gelauschtert ginn! Endlech, endlech gëtt ...

Här Benoy, Dir sidd esou opgereegt ...

M. François Benoy (déi gréng) | Wivill Joer hu mer Verantwortung an deem Ressort?

(Interruptions)

M. Léon Gloden (CSV) | Dat ass ... Dir sidd an der Regierung, Dir sidd an der Regierung, ...

(Interruption)

... Dir sidd an der Regierung! Ech héieren ëmmer vun Äre Bänken, ...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

... ech héieren ëmmer vun Äre Bänken, wann eppes net klappt, wou d'CSV mat an der Regierung war, och wann d'CSV emol net de Ressort hat, da gëtt ëmmer gesot: „Mee d'CSV war jo an der Regierung!" Ech huele just d'Gesondheetspolitik, ...

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Hallefwourechte sinn och Ligen!

M. Léon Gloden (CSV) | Hallefwourechten, jo, Dir verdrot, ...

M. François Benoy (déi gréng) | Wéini ass méi an deem Ressort gemaach gi wéi virdrun a wéini goufen ...

M. Léon Gloden (CSV) | ... Här Benoy ...

M. François Benoy (déi gréng) | ... esou vill Leit agestallt wéi elo, Här Gloden? Sot mer et.

M. Léon Gloden (CSV) | Den Här Benoy ass esou, esou ...

M. Fernand Etgen, Président | Jo, den Här Gloden huet elo d'Wuert.

M. Léon Gloden (CSV) | Voilà! Well soss kënnt den Här Mosar net méi dozou. An dat wëllt Dir als Stater Spëtzekandidat net zouloossen, Här Benoy!

(Hilarité)

Duerfir lauschtert gutt no, Dir kënnt eppes léieren. Endlech ass op d'CSV gelauschtert ginn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Endlech gëtt méi rekrutéiert. Mee, an och dat sinn Hallefwourechten, léif Kolleeginnen a Kolleege vun deene Gréngen, déi Zuelen, déi de Policeminister ugëtt, dat si Bruttozuelen, déi Der éischtens emol brutto net kënnt respektéieren, well an der Praxis et anescht ass. An d'Nettouzuelen, déi Der sot, vu 607 Polizisten, kënnen och net respektéiert ginn, well 2021 sinn eng ganz Rei Promotions internes gemaach ginn, wou dann eng Rei Leit eebe geklomme sinn, an am November 2022 si just nach 471 Kandidaturen eragaangen. Dat heescht, Dir musst och déi Formatioun vill méi attraktiv gestalten, esou wéi mir dat och als CSV gefërdert hunn.

Dann, och endlech, kommen d'Bodycammen. Endlech kommen d'Bodycammen, mee leider zitt sech elo deen Investissement iwwert dräi Joer, 5,73 Millioune si virgesinn. Hätt Der d'Iddi vun der CSV direkt iwwerholl, wieren d'Polizisten an d'Polizistinnen haut scho mat deene Bodycammen ekipéiert.

Endlech kommen och d'Videokameraen. Den Här Kox huet gesot, si wieren dat amgaang auszeschaffen.

(Interruption)

Mee elo op eemol, lauschtert no, Här Benoy, um Royal Hamilius ...

(Interruption)

... um Royal Hamilius sollten der elo installéiert ginn. Elo apparemment muss erëm eng nei Etüd gemaach ginn. Ech soen Iech: D'Madamm Buergermeeschtesch aus der Stad Lëtzebuerg, epauléiert hei vun de Kolleegen CSV-Schäffen, fënnt dat iwwerhaapt net gutt! Et muss mat der Videokameraiwwerwaachung méi schnell geschafft ginn am Sënn vun der Sécherheet vun de Leit.

Endlech, ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | ... endlech kréien d'Pecherten och d'Kompetenzen, fir méi kleng Strofdoten ze verbaliséieren. Och dat war jorelaang eng Demande vun der CSV. An endlech steet och eppes am Budget iwwer, ...

(Interruption par M. Dan Kersch)

... endlech, Här Kersch, elo schwätzen ech, endlech kënnt et och zur Digitalisatioun, well do kënnt Der d'Budgete virdru kucken, do war bal näischt virgesinn.

Wat awer feelt, an dat huet och en Impakt op de Budget: Wat elo net am Budget 2023 virgesinn ass, ass d'Opwäerte vun de Karriären. A virun e puer Deeg, ech mengen, virun zwee Deeg huet d'Verfassungsgeriicht e kloert Urteel geschwat! An ech héieren elo hei kee méi vun deene Grénge laachen! Klein Léon hat Recht, säit fënnef Joer, ...

(Interruption)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | ... mir hunn dat säit fënnef Joer hei op dësem Pult gesot: Mat B1 an C1 laaft Der an d'Mauer! Elo huet dat iewescht Geriicht Iech den Diks geriicht, Iech wierklech eng an d'Laiskaul ginn.

Une voix | Ou? Ok.

M. Léon Gloden (CSV) | An ech hoffen, datt de Policeminister dat elo ganz schnell ëmsetzt, well et si vill Polizisten a Polizistinnen, déi dorobber waarden, endlech korrekt fir hir Aarbecht bezuelt ze ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Dann eppes, wat e grénge Minister ëmmer gefuerdert huet, den Här Bausch, mee elo kënnt näischt méi: Policekontrollen am ëffentlechen Transport. Och dat ass e wichtegen Aspekt vun der Sécherheet am ëffentleche Raum.

Ech wëll elo net nach eng Kéier iwwert de Platzverweis hei schwätzen, et ass ganz kloer: An der Praxis huet sech erwisen, datt dee grénge Platzverweis Kuschelpolitik ass an datt den CSV-Platzverweis déi richteg, adequat Léisung wier!

M. Laurent Mosar (CSV) | Wéi Recht Dir hutt, Här Gloden!

M. Léon Gloden (CSV) | Wat dann och nach wichteg ass, wat ee vläicht net mat Sue ka moossen, ass eng verbessert psychologesch Betreiung vun der Police

an de Familen. An ech muss awer e bësse schmunzelen, wann ech de Kopresident Sehovic vun deene Gréngе liesen, datt si déi politesch Kraaft sinn, déi sech gläichzäiteg fir Fräiheet a Sécherheet asetzt. Dee Constat kënnt elo no zéng Joer Regierungsbedeelegung vun deene Gréngen!

A wann ech déi lescht Pressekonferenz vun hinne liesen an den Titel: „A Fräiheet an a Sécherheet zesumme liewen". „Zesumme liewen" hat d'CSV als Slogan scho viru Joren. An et ass och e Copy-Paste vum Slogan vun der CSV-Sécherheetspolitik: „Ouni Sécherheet keng Fräiheet."

(Interruption)

Voilà! Dir sot et! Duerfir wëllkomm um Bord vun der Sécherheet. Mee da setzt awer och alleguer d'Iddie vun der CSV ëm an net nëmmen déi, déi Dir wëllt, well da kritt Der Full Membership bei eis.

(Interruptions)

Ech schléissen of, Här President: Ouni Fräiheet keng Liewensqualitéit! An de Premierminister muss och endlech Verantwortung an deem Beräich iwwerhuelen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Mosar ginn. An da géife mer dann duerno Schluss maache bis muer Moien. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech huelen nach eng Schlupp.

(M. Laurent Mosar se verse un verre d'eau.)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e laangen Dag, Nomëtteg, geet zu Enn. A wann een ee vun deene leschte Riedner ass, dann ass et ëmmer schwiereg, nach mat ganz revolutionären, neien Aussoen ze kommen, well vill ass gesot.

Ech muss awer direkt an der Introductioun soen: Ech hunn de Mëtten zwou Rieden héiere vu Majoritéitspolitiker. Déi eng, déi war ënnerierdesch, Dir kënnt Iech virstellen, wat fir eng datt dat war, ech kommen nach dorobber zréck! An déi aner – dat kënnt mer seele vir –, déi muss ech luewen, well all dat, wat gesot ginn ass, konnt ech, géif ech scho soen, zu 90 % ënnerschreiwen, dat ass déi vum André Bauler gewiescht.

Plusieurs voix | A!

M. Laurent Mosar (CSV) | Duerfir wëll ech och emol eng Kéier, wëll ech och emol eng Kéier soen, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | A!

M. Laurent Mosar (CSV) | ... datt och bei verschiddene Majoritéitspolitiker um qualitativen Niveau grouss Ënnerscheeder sinn. An Dir wonnert Iech och net, datt natierlech déi Ried vum Här Bauler mer, kommt, mir soen elo mol, vun den Iddien hier méi no steet wéi déi vum Här Kersch.

(Interruption)

Ech wäert och dem Här Kersch herno äntweren op deem Punkt, wou e mech ganz staark kritiséiert huet.

Ech wëll awer ufänken, wéi dat sech gehéiert, mat engem ganz grousse Merci un de Kolleeg Max Hahn. Ech hunn dem Max Hahn ganz opmierksam gëschter nogelauschtert. Ech hu fonnt, en huet e ganz flotte Rapport hei gehat. Do si vill Saachen, mat deenen ee kann averstane sinn, notamment alles dat, wat en iwwert d'Finanzplaz gesot huet. An ech fannen ëmmer, datt e Budgetsrapporter, egal wat en hei a senge Rapporte seet, eigentlech ëmmer e grousse Meritt huet, well en huet de Meritt, emol ganz vill Aarbecht geleescht ze hunn, sech och ganz vill Méi ginn ze hunn an och ganz vill Iwwerleeunge gemaach ze hunn. An dofir him och nach eng Kéier vun döser Plaz aus meng Felicitatiounen an e ganz grousse Merci.

Ech wollt eigentlech den Owend mech ganz kuerz mat der Wirtschaft beschäftegen, awer elo net mat der gesamter Wirtschaft. Ech soen och direkt, datt ech elo net de Mëtten hei wäert mat ville grousse Virschléi kommen, well ech net déi Zäit dofir hunn a well mir jo och elo fir de Januar, wa meng Informatioune richteg sinn, eng Interpellatioun hunn, déi dann och hei wäert behandelt ginn, wou mer dann och déi néideg Zäit hunn, fir alleguerten eis Propositiounen dozou ze maachen. Ech wäert mech also elo den Owend hei op e puer méi weesentlech Froe limitéieren.

An ufänke wëll ech generell e bësse mat der Situatioun vun de Betriber, natierlech déi industriell Betriber, awer och déi ganz vill Kleng- a Mëttelbetriber, déi mer an deem Land hei hunn, an déi eigentlech och, an dat gëtt ganz oft vergiess, d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft duerstellen. An ech brauch et net ze soen, ech mengen, et ass och vun eenzele Riedner virdrun hei gesot ginn: Déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi hu ganz schwéier Joren hanner sech, zumindest déi meescht, duerch de Covid. Déi sinn elo mat enger Energiekris confrontéiert, an dat ass net ëmmer evident.

An déi vill Kleng- a Mëttelbetriber beweege sech och an engem kompetitiven, relativ schwieregen Ëmfeld, well se mat der Konkurrenz och aus dem noen Ausland confrontéiert sinn, wärend déi méi grouss industriell Betriber sech natierlech um internationale Plang musse mat der Konkurrenz auserneesetzen.

An ech wollt do ganz kuerz awer op ee Punkt e bësselche méi laang agoen, well en net onwichteg ass, wou ech och frou sinn, datt den Ekonomiesminister hei ass, deen da vläicht muer och dorobber kann äntweren. An da wollt ech ganz kuerz och nach op zwee aner Punkten agoen: d'Transition énergétique an d'Aktivitéitszonen.

Loosst mech awer vläicht ufänke mat der Thematik vun den Energiepräisser. Do ass et esou, datt gréisser industriell Verbraucher elo déi héich Energiepräisser eigentlech scho säit méi wéi engem Joer ze spiere kréien. Mee si konnte bis elo déi allermeeschte vun deene Méikäschten apräisen.

Mee zanter déi net europäesch Konkurrenz nees méi op de Weltmäert present ass – an dat ass leider oder gottseidank elo erëm de Fall, a ganz besonnesch säit d'Konjunktur zréckgeet –, ass den Drock op hir Margë vill méi grouss. Energieintensiv Betriber mat internationaler Konkurrenz leiden do besonnesch staark ënner Gas- a Stroumpräisser, déi e Villfacht si vun deenen, déi hir aussereuropäesch Konkurrente bezuelen. An do si ganz besonnesch och bei eis am Land, an ech kucke mäi Kolleeg Marc Spautz, dee fir déi Betriber och eng grouss Sensibilitéit huet, eng ganz Rei Produktiounen an de Secteure Chimie, Metaller, Minéraux non métalliques, déi stinn elo och oder lafen zumindest gedrosselt.

Vill vun deene mëttelgroussen, manner energieintensiven Industrië kommen eréischt 2023 richteg un d'Struewelen, well vill hate bis elo an am Moment och nach eenegermoossen drobar Präisser.

Au fur et à mesure, wou awer déi betreffend Kontrakter op en Enn kommen, musse se elo hir Energie deier akafen. A loosst mech do vläicht awer e bëssen op d'Gréisstenuerdnung agoen, mat där déi Betriber am Moment confrontéiert sinn. Am Moment ass et esou, datt dee Präis, deen an Zukunft déi Betriber wäerte musse bezuelen, 400 Euro de Megawatt ass. An do muss ee wëssen, datt den EU Temporary Crisis Framework, dee vun der Europäescher Kommissioun fixéiert gëtt, eigentlech déi EU-wäit Reegele fir déi Präisexplosiounen duerch staatlech Bäihëllefen offiedere soll an datt eigentlech och déi industriell Aktivitéite sollen um Lafe gehale ginn, och, an ech mengen, do si mer alleguer dermatt d'accord, an och d'Europäesch Komissioun ass domadder d'accord, wann domadder e substanzielle Wettbewerbsnodeel zu internationale Konkurrenten, och no Subsiden, nach ëmmer bleift.

Wat mir bedaueren ass, an ech wär wierklech frou, wann de Wirtschaftsminister do och géif genau nolauschteren, datt elo innerhalb vum EU-Bannemaart et zu Konkurrenzverzerrunge kënnt, well eng Rei Memberlänner eeben net hei op d'Europäesch Kommissioun gewaart hunn an einfach hir eege Reegele festgeluecht hunn, wéi si hire Betriber an där doter komplizéierter Situatioun wëllen hëllefen. An do gehéieren natierlech besonnesch zwee vun eisen Noperen derzou.

Sou huet elo Frankräich, d'franséisch Regierung, decidéiert, datt si e groussen Deel vum Stroum zu historesche Gesteeungspräisser am Nucleaire weider un hir Betriber verkafen. Bei engem Maartpräis, deen eis Betriber musse bezuelen, vu 400 Euro, bezuele si duerch dee Mechanismus emol net d'Hallschecht.

An Däitschland huet déi rout-giel-gréng Regierung einfach decidéiert, datt 70 %, wat enorm ass, vum industrielle Stroumverbrauch nach zu 130 Euro zur Verfügung stinn, mam Resultat, datt hir Industrie bei engem Maartpräis vu 400, deen eis Betriber musse bezuelen, eeben nëmme liicht méi wéi d'Hallschecht bezilt.

E Lëtzebuerger Betrib, deen an Zukunft muss nei Kontrakter maachen, bezilt awer an Zukunft 400 Euro. Seng Konkurrenten an Däitschland an a Frankräich, déi a genau där selwechter Situatioun sinn, hunn also hei en enorme Virdeel.

An dee Virdeel, Här President, léif Kolleegen och op der Regierungsbänk, dee Virdeel ass esou grouss, datt bei klenge bis mëttelgroussen Energieverbraucher an der Industrie, wéi zum Beispill an der Liewensmëttelindustrie, dramatesch, ech soen dat, dramatesch Wettbewerbsnodeeler provozéiert ginn, an dat vis-à-vis vu Konkurrenten, déi direkt virun hirer Dier stinn.

A betraffene Secteuren, kann ech Iech soen, an ech mengen, Dir wësst dat, Här Wirtschaftsminister, ass Alarmstëmmung. Leider, an dat muss ech och hei soen, ginn déi staatlech Bäihëllefen, déi d'Lëtzebuerger Regierung am Kader vun EU-Reegele geplangt huet, net duer, fir de groussen Nodeel zu den direkte Konkurrenten auszegläichen. An hei besteet Handlungsbedarf op dräi Niveauen.

Léif Regierung, den EU-Kader fir Bäihëllefe muss ganz ausgereizt ginn, fir den Energiekäschtennodeel maximal ze reduzéieren. Am Aklang, an do kommen ech op eppes, wat och dem Här Kersch um Häerz läit, mam Verspriechen aus der leschter Tripartite, an dat steet kloer am Tripartite-Ofkommes dran, muss eis Regierung sech asetze fir e sougenannte „Level-Playingfield". Si muss kloer der Kommissioun soen, datt net dierf toleréiert ginn, datt Interventiounen en faveur vun de Betriber a verschiddene Memberstaaten iwwert dat erausginn, wat Bréissel erlaabt.

Wann d'Europäesch Kommissioun dat Ganzt net méi am Grëff huet – dat wëll ech och hei kloer am Numm vun eisem Grupp soen –, da muss eis Regierung, och am Interêt vun eiser Industrie an eise betraffene mëttelstännesche Betriber, hei derogéieren. Wat fir

Däitschland gëlteg ass a wat do toleréiert gëtt, muss och hei zu Lëtzebuerg méiglech sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen!

(Interruption)

Mir mussen hei och nei Akafsméiglechkeete vun Energie schafen, wou eis Betriber vill manner den Aleae vun den Energiebörsen ausgesat sinn, au contraire, wou se u stabill a kompetitiv Tariffer kommen. Do brauche mir och eng verstäerkt Kooperatioun mat aneren EU-Länner. An der Tripartite ass eng esou eng Pist ugekënnegt ginn, nämlech d'Fërderung vu Laangzäitkontrakter mat erneierbare sougenannte „long-term Power Purchase Agreements". An hei ass d'Fro, déi den Här Fayot vläicht dann och ka beäntweren: Wat huet eis Regierung de Betriber do konkreet ze bidde fir ze evitéieren, dass si an deenen nächste Joren a gréisst Schwieregkeete geroden?

Mir héieren a liesen op ville Plazen, an ech mengen, dat ass eng Suerg, déi och ganz vill Leit hei an dësem Haus hunn, datt 2023 riskéiert, e Schicksalsjoer fir déi europäesch Industrien ze ginn. Amplaz un enger strateegescher Autonomie mat regionaler Industrieproduktioun, déi mer eis alleguerten och säit de Konflikter mat Russland a vläicht muer mat anere Länner wënschen, riskéiere mir am Moment just de Contraire, nämlech eng Ofwanderung vun ëmmer méi industrielle Betriber. An e puer EU-Länner setzen hei an hirer Energiepolitik Akzenter, fir eng Deindustrialiséierung an eng Schwächung vun hirem industrielle Mëttelstand ze verhënneren. A mir wären och als CSV-Fraktioun der Meenung, datt änlech Efforten och hei misste gemaach gi vun der Lëtzebuerger Regierung.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen op en zweete Punkt ganz schnell, dat ass déi energeetesch Transitioun, dat ass och scho vun eenzele Kolleegen hei viru mir gesot ginn. Mir ënnerstëtzen natierlech déi Ziler, déi do gesat gi sinn. Ech mengen, datt d'Betriber och kee gréissere Problem hu mat deenen Ziler. Do, wou awer de Schong dréckt, ass, datt d'Betriber nach ëmmer net wëssen, wéi se bei déi energeetesch Ziler kommen.

A wat mir feelt, a mäi Kolleeg Gilles Roth huet dat de Moien och ugeschniden, dat ass, wat eigentlech vun Hëllefe kënnt, fir déi Entreprisen an där doter Transitiounsphas ze begleeden. Mir sinn der Meenung, datt dat net duergeet, datt do vill méi Incitatiffe misste kommen, fir deenen Entreprisen dat méi einfach ze maachen.

Et geet net, léif Kolleegen, einfach nëmme grouss an ambitiéis Ziler ze fixéieren, mee et muss een dann och den Entreprisen d'Méiglechkeet ginn, déi ze erreechen iwwer eng Rei Hëllefen, déi een do gëtt.

En drëtte Punkt, an dat ass dee leschten, wat déi Kleng- a Mëttelentreprisë betrëfft – ech mengen, dat ass och gesot gi vun eenzele Virriedner –: Ech maache mer ganz staark Suergen, datt mer ëmmer manner Industrie- an Aktivitéitszonen an deem Land hei kënnen ausweisen.

Dir hutt elo alleguerte matkritt, wat eng Gemeng aus dem Süde vum Land gemaach huet, andeem se hir Grondsteier extreem an d'Luucht gesat huet, wat elo derzou féiert, datt do d'Betriber vill méi musse bezuelen. Mir mussen hei ganz gutt oppassen. Besonnesch déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi brauchen och nach muer Aktivitéitszonen. A mir mussen nach kucken, datt mer där Aktivitéitszone weider ausweisen. Dat heescht awer och, datt mer Gemenge fannen, déi bereet sinn, esou Aktivitéitszonen opzehuelen, wat natierlech mat enger Rei vun Desagremente fir déi Gemenge verbonnen ass. Mee ech mengen, et ass wichteg, datt mer dat och an Zukunft maachen.

Mir stellen eis zum Beispill vir, ech wäert och do am Kader vun der Interpellatioun drop agoen, datt een zum Beispill géif an deem Land – dat interesséiert all déi Leit, déi sech fir Nohaltegkeet interesséieren – emol eng Aktivitéitszon ausweise just fir d'nohalteg Betriber.

Une voix | Dat gëtt et.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat gëtt et, awer nach net esou schrecklech vill, wou een och géif e klore Kader setzen, wat fir eng Betriber an esou eng Industriezon géife kommen. Ech hunn elo de Mëtten hei net Zäit, fir dat ze developpéieren. Ech wäert dat, wéi gesot, am Januar maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, Kleng- a Mëttelbetriber, ech hunn et virdru gesot, sinn äusserst wichteg fir eis Wirtschaft, sinn awer och ganz wichteg fir eis Recettes budgétaires. An ech mengen, et ass scho bei ganz ville Leit ugeklongen de Mëtten, notamment beim Budgetsrapporteur a beim Här Bauler, déi erëm eng Kéier op d'Wichtegkeet vun eiser Finanzplaz higewisen hunn. Ech brauch dat net alles ze widderhuelen. Wéi gesot, den Här Bauler huet dat op eng ganz komplett Aart a Weis gemaach.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt eis Finanzplaz eigentlech fundamental gutt opgestallt ass. Mir hunn dat och gesi wärend der Covidkris, wou d'Banken, net nëmmen d'Banken, och e groussen Deel vun deene Covidkonsequenze gedroen hunn. Ech muss Iech awer soen, datt ech gesinn, datt eng Rei méi däischter Wolleken iwwert déi Finanzplaz kommen. An ech gesinn do haaptsächlech véier Punkten, op déi ech awer elo wëll e bësselche méi am Detail agoen.

Den éischte Punkt, an Dir wësst dat, ech hunn dat schonn oft gesot, dat ass déi Tendenz vun Iwwerregulatioun, déi sech am Moment breetmécht am Finanzsecteur, wou d'Banken an all déi Acteuren aus dem Finanzsecteur sech musse mat ëmmer méi Prozeduren auserneesetzen, déi derzou féieren, datt d'Compliance-Departementer an de Banke geschwë mat déi wichtegst Departementer sinn, a wat net alles bréngt.

Ech muss Iech och soen: Dat, wat een do heiansdo stéiert, dat ass, wat do gefrot gëtt, wat oft muss vun Informatioune vu Banken un allméiglech Autoritéite matgedeelt ginn. Ech wëll Iech dat elo net hei am Detail opzeechnen, mee dat geet extrêmement wäit. Dat bréngt och näischt. Dat hëlleft eis och net onbedéngt virun um Niveau vum Kampf géint d'Wäisswäsche vu Suen. Mee et féiert einfach derzou, datt déi Prozeduren och bei de Banken esou kompliziéiert ginn, datt een déi einfachst Bankoperatiounen emol net méi ka praktizéieren. An dat ass eppes, wat engem muss Suerge maachen. Ech hunn et schonn e puermol hei gesot.

Ech gesinn awer do e klenge Liichtbléck kommen. An dee Liichtbléck, dat ass eigentlech eis Europäesch Cour. Déi huet an de leschte Méint a Joren dräi fundamental Arrête geholl, dräi fundamental Arrêten, déi emol erëm an eng Richtung ginn ze soen: Natierlech muss ee géint d'Wäisswäsche vu Sue goen. Natierlech geet et och drëm, fir gewësse Finanzpraktiken ze sanktionéieren. Mee et kann awer och net sinn, datt mir herno am Finanzsecteur esou eppes wéi de gliesene Client oder déi gliesen Entreprise hunn, wou ech soen: Jiddwer Mënsch ka geschwë wëssen, wat eng Entreprise oder e Bierger op engem Kont huet a wat déi eenzel Transaktioune sinn, déi déi Leit maachen. Dat geet manifestement ze wäit!

An duerfir si mir ganz glécklech iwwert deen Arrêt, dee vun der Cour komm ass am Kontext vum RBE, wou ech och frou sinn – ech hunn dat d'ailleurs e puermol ënnerstrach –, datt d'Madamm Justizministesch deen Arrêt ganz schnell ëmgesat huet, well mir sinn eis alleguer eens, datt een natierlech muss Informatiounen un d'Autoritéite ginn, ob dat d'Justizautoritéite sinn, ob dat Regulateure sinn. Et ass souguer normal, datt Journalisten, déi a gewëssene Secteuren enquêtéieren, och en Accès op déi Informatiounen hunn.

Wat awer net normal ass, dat ass, datt den Här Schmit an d'Madamm Muller, ouni iergendwéi e Grond ze hunn, kënnen op e Regëster goen an do alles hannerfroen, wat hinne grad an de Kapp kënnt. Hei gëtt et och en Dateschutz, léif Kolleeginnen a Kolleegen. An deen Dateschutz ass och ze respektéieren. An duerfir sinn ech frou iwwert deen doten Arrêt, souwéi ech och frou sinn iwwer en aneren Arrêt, dee viru ganz Kuerzem komm ass, wou et ëm de Secret professionnel vun den Affekote geet, wou et och extreem wäit gaangen ass a wou och elo d'Cour gesot huet: „Dat do geet ze wäit, esou kann dat doten net méi sinn." Och e Secret professionnel, deen iwwregens – an et ass schonn e puermol och vun déser Tribün gesot ginn – net am Interêt vun den Affekoten, mee am Interêt vun de Clienten ass, soll respektéiert a surveilléiert ginn. Duerfir sinn ech och, wéi gesot, ganz, ganz frou iwwert deen doten Arrêt.

Ech kommen dann awer op en zweete Punkt respektiv op en drëtte Punkt, dee mer och Suerge mécht, an dat ass dee vum steierlechen Ëmfeld, an deem eis Finanzplaz sech beweegt, a ganz besonnesch och vun deem, wat ech de sougenannte Goldplating nennen.

Wat ass Goldplating? Dat hu mer och schonn e puermol hei ausgefouert. Dat ass, wann europäesch Direktiven zu Bréissel geholl ginn an da gi mir als lëtzebuergesch Regierung nach méi wäit wéi dat, wat mer eigentlech missten ëmsetzen. Dat ass eppes, wou mir fundamental e Problem hunn, well wann een dat mécht, da geet een natierlech deen omineise Level-Playingfield, deen, ech weess, dëser Regierung och ganz staark um Mo läit, op d'Spill setzen. An duerfir ass dat einfach keng gutt Saach a mir sollen eigentlech ëmmer déi Direktiven esou ëmsetzen, wéi se vu Bréissel kommen, „toute la directive, mais rien que la directive", a mir sollen net nach iergendwéi eppes do dropleeën.

An do kommen ech dann awer elo net derlaanscht, op e Punkt anzegoen, dee mer wierklech um Mo läit, an den Här Kersch huet e schonn ugeschwat. Dat ass deen, datt elo am Kader vun der Taxonomie d'lëtzebuergesch Regierung dohinnergeet an déi reduzéiert Taxe d'abonnement, déi bis elo fir EAG-konform (veuillez lire: ESG-konform) Fonge sollt appliziéiert ginn … an ech kucken hei d'Madamm Finanzminister. ESG, Här Kersch, dat ass eng Notioun, déi eng kloer Definitioun huet an der europäescher Finanzindustrie. Do weess jiddwereen, wat an d'ESG drafält.

(Interruption)

Elo ass eng Taxonomie zu Bréissel adoptéiert ginn, an déi – an do kann een net frou sinn driwwer, dat accordéieren ech och jiddwerengem – d'Atomkraaft an de Gas mat erageholl gi sinn, d'Atomkraaft, well d'Fransousen dat wollten, an de Gas, well déi Däitsch dat wëllen. Dat muss een och emol eng Kéier betounen.

Déi Decisioun ass geholl ginn. Dat muss een net gutt fannen, mee et muss een et awer akzeptéieren. An ech hunn e fundamentale Problem dermat, datt, wann een an enger Demokratie mat enger Majoritéit eng Decisioun hëlt, een dann awer als Land dohinnergeet an et geet een déi nach virun d'Europäesch Cour contestéieren!

Do hunn ech als Demokrat e Problem, Här Kersch. An ech géif mengen, Dir sidd jo och e gudden Demokrat, dat misst Iech gradesou opreegen. Well wann

ech alles dat géif contestéiere goen op e lëtzebuergescht Geriicht, wat mir hei net géif goen, wat an dëser Chamber adoptéiert gëtt, da wär ech permanent virun eise Geriichter. Ech sinn awer e gudden Demokrat. Ech akzeptéieren dat. Ech akzeptéieren dat an duerfir fannen ech dat ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Mosar, den Här Kersch wëllt dorobber reagéieren, well en direkt ugeschwat ginn ass.

M. Laurent Mosar (CSV) | Eng Fro stellen?

M. Fernand Etgen, Président | Nee e wëllt ..., en ass direkt ugeschwat ginn.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, jo. Selbstverständlech, Här Mosar. Also ech versti just Äre Räsonement net. Dir kommt heihinner an Dir sot, Dir géift et begréissen, dass d'Europäesch Cour elo eng Rei vun Decisioune géif huelen. Éier d'Europäesch Cour déi Decisioune geholl huet, musse jo iergendwellech Leit geklot hunn, well se mat verschiddenen demokrateschen Decisiounen net averstane waren.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat ware Leit, awer keng Länner.

M. Dan Kersch (LSAP) | Elo kënnt eng aner Diskussioun, déi a Fro gestallt gëtt. Da kënnt dat och bei d'Cour an da sot der, dat wär net richteg, dat wär net demokratesch, wann een dat net géif unerkennen. Also „de deux choses l'une". Ech mengen, dass Der do an engem grousse Widdersproch sidd.

Zur Demokratie gehéiert et och effektiv, dass een d'Recht huet, eng Decisioun, déi engem net gefält, op engem Geriicht unzefechten. Dat zielt fir Privatpersounen, dat zielt fir Betriber an dat zielt selbstverständlech och fir Länner, zumindest an deem Kosmos, wou mir agéieren, an der Europäescher Unioun. An ech hoffen, dass dat nach laang esou bleift!

M. Laurent Mosar (CSV) | Här Kersch, ech mengen, et ass e groussen Ënnerscheed, ob Bierger, déi sech géint e Gesetz, dat adaptéiert gëtt, wieren, well se fannen, datt dat Gesetz op engem Punkt verstéisst oder wann hei mat 25 ... oder wann hei, ech weess net, wéi ...

Mme Martine Hansen (CSV) | 21.

M. Laurent Mosar (CSV) | Mat 21 Länner, seet d'Madamm Hansen, ass deemools déi Taxonomie adoptéiert ginn. An do gëtt e Recours gemaach. Ech soen Iech, ech sinn elo net de Fachjournalist am europäesche Recht. Ech maachen awer hei dee Pronostic an ech ginn Iech gären e Patt zum Beschten, wann ech Onrecht hunn. Ech soen Iech elo schonn, datt déi Affär ganz wéineg Chancen huet, fir bei der Europäescher Cour duerchzegoen.

An da muss ech Iech soen, da muss ee sech awer och d'Fro stellen: Ginn hei net Steiermëttelen engagéiert, wou ee weess, datt een net vill Chancen huet, just well een hei wëllt Recht behalen? Ech muss Iech soen, ech hunn do e Problem mat där Attitüd. An da kommen ech eeben och elo hei zu där Fro, déi eis beschäftegt.

Elo hate mer, Här Kersch, eng reduzéiert Taxe d'abonnement, eng reduzéiert Taxe d'abonnement, déi eeben ënnert déi ESG-Reegele gefall ass. Elo seet d'Regierung mat hirem Amendement: „Dat geet eis elo nach ze wäit. Elo huele mir nach aus där europäescher Taxonomie den Atomstroum an de Gas eraus." Woubäi ech Iech soen, an nach eng Kéier: Dat ass keng Appreciation de valeur. Ech wëll elo hei keng Diskussioun iwwer Atomstroum féieren. Ech soen Iech just, datt a ganz ville Länner, notamment skandinavesche Länner, den Atomstroum eigentlech deenen hire Wee ass, fir d'Klimaziler ze erreechen.

Ech wëll och hei deene gréngе Kolleegen emol eng Kéier soen, déi och ëmmer ganz sensibel sinn: Lauschtert emol no, Dir léif gréng Kolleegen, datt zum Beispill déi Gréng a Schweden, déi Gréng a Finnland expressement fir d'Atomkraaft sinn, expressement souguer Fridays for Future. Finnland plädéiert fir den Atomstroum. Mir mussen dat net gutt fannen, mee kommt, mir akzeptéieren awer, datt et Länner gëtt, déi en anere Wee wëlle bestreiden, fir hir Klimaziler ze erreechen. Mir ass et wichteg, datt mer déi Klimaziler erreechen. A wann do Länner sinn, déi dat op eng aner Aart a Weis wëlle maachen, da solle mer dat respektéieren. An duerfir fannen ech net gutt, datt mir elo dohinnerginn a mir huelen d'Atomkraaft eraus.

An da soen ech Iech elo nach eppes: Virgëschter ass an Amerika eng grouss Avancée gemaach ginn. Do gëtt elo net méi vu Kärspaltung geschwat, wéi et bei der Atomkraaft ass, mee do gëtt vu Kärfusioun geschwat. Kärfusioun. Ech soen net, datt ech e grousse Spezialist dovu sinn. Ech hunn awer relativ vill do gelies. Kärfusioun ass eng nei Energie, déi ass net fir haut a fir muer. Déi wäert vläicht eréischt an 20, 30 Joer sinn. D'Spezialiste soen awer alleguerten, datt dat eng ganz propper Energie wäert sinn an eng ganz sécher Energie.

Elo soen ech Iech – an duerfir hunn ech jo en décke Problem do dermatt –, elo huele mer e Fong hei, deen zum Beispill géif an d'Innovatioun, an d'Recherche vun der Kärfusioun goen. Deen ass no der Interpretatioun, déi elo d'Regierung gëtt, hei ausgeschloss. Fanne mir dat glécklech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mir hei eng innovativ Energie ... an ech soen Iech, datt an deenen nächste Jore wäerten Honnerte vu Fongen doranner investéieren, well et einfach en zukunftsrechtlecht Instrument ass. Dat schléisse mir elo mat esou enger Dispositioun aus!

An da fueren ech nach virun, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Wësst Dir, ech stellen Iech déi Fro, wivill Fongen eigentlech bis elo vun där reduzéierter Taxe d'abonnement profitéiert hunn, wivill dat der sinn?

(Interruption)

Zwee. Zwee! A wa mer elo nach déi doten Dispositioun applizéieren – ech weess net, wat déi Fongen do maachen – ass et méiglech, datt muer nach just een oder kee méi ass. Kee méi! Och fir Iech ze soen, léif Kolleegen, och hei op där gréngеr Säit, hei gëtt gesot: „Mir maachen elo eng formidabel Saach, eng reduzéiert Taxe d'abonnement, fir méi gréng ze ginn." Natierlech alles gutt. Zu wat wäert dat féieren? Datt muer warscheinlech kee Fong wäert dovu profitéieren.

Ech hätt léiwer, mir géife kucken ... an ech stinn op Ärer Säit an ech stinn ... de Kolleeg Paul Galles ass elo leider fort. Mir sinn och fir Green Finance. Mir sinn och fir eng gréng Finanzplaz. Ech soen Iech, da muss een dat awer aneschters maachen, wéi d'Regierung dat am Moment mécht. Da muss ee kucken: Wéi bréngt een et fäerdeg, hei op Lëtzebuerg Entreprisen ze kréien, déi zum Beispill an nei Technologien investéieren? Ech huelen de Waasserstoff, ech huelen d'Batterietechniken.

Ech soen Iech: Am Moment si mir net op der Weltkaart, wat déi doten nei Technologië betrëfft, an dat fannen ech schued. An dat ass eng ganz grouss Kritik, déi ech och dorunner ze maachen hunn.

Duerfir nach eng Kéier, mat allem Respekt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och à l'adresse vun deene Gréngen, ech mengen, datt mer mat där doter Aart a Weis net vun der Plaz kommen. Mir mussen eis do aneschters opstellen. An dat ass och en Appell, deen ech hei wéilt maachen.

Da kommen ech, Dir Dammen an Dir Hären, zu engem véierte Punkt. Do huet mäi Kolleeg, den Här Bauler scho laang driwwer geschwat. Wat mech och einfach stéiert, dat ass dat verzerrt Realitéitsbild, dat oft vun eiser Finanzplaz gemoolt gëtt. Am Ausland, do kann ech dat nach verstoen. Wat ech awer net méi verstinn – an den Här Bauler huet dat och gesot – ass, datt zum Deel esou e verzerrt Realitéitsbild och bei eis besteet.

An ech muss Iech soen, ech war bis elo ëmmer der Meenung, dës Regierung ... plus och mir, well ech mengen, et ka keen eis Volontéit a Fro stellen, datt mir zu der Finanzplaz stinn. Ech hu wierklech e bëssen d'Gefill, datt vun deenen dräi Koalitiounsparteien eigentlech just nach eng Partei ganz kloer zu der Finanzplaz steet. Bei der LSAP weess ech et net. En Deel schonn, en Deel, wann ech den Här Kersch héieren, manner. A bei deene Gréngen, do stellen ech mer wierklech Froen.

(Interruption)

An da kommen ech elo, da kommen ech elo zu enger net onweesentlecher Fro. Ech muss Iech och soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hätt de Mëtten net onbedéngt driwwer geschwat. Ech mengen awer, datt ech no deem, wat d'lescht Woch do geschitt ass, net derlaanschtkommen, e puer Wierder ze soen, an dat ass déi ominéis Visitt vun der FIS-Kommissioun hei bei der Chamber.

Ech muss soen, mir – an do schwätzen ech vun der gesamter Kommissioun – ware ganz gutt virbereet. Ech mengen, et waren och eenzel Kolleegen, déi deemools do derbäi waren. Ech muss och hei e grousst Luef dem President vun der Kommissioun ausschwätzen. A mäi Gefill war – mir haten eis och am Virfeld e bësse Gedanke gemaach, wéi mer déi Reunioun géifen ugoen –, dat ass wonnerbar gelaf.

Ech muss Iech allerdéngs soen: Wann ech kucken, wat do am Virfeld lass war, léif Kolleeginnen a Kolleegen, do ware mir scho vircondamnéiert, ier déi Visitt iwwerhaapt ugaangen ass. Wësst Der, wann ech doneschdes am „Lëtzebuerger Wort" liesen – et ass elo net méi „für Wahrheit und Recht" –, datt de President vun där Kommissioun seet, mir wären e Steierparadäis a souwisou hei géif alles falsch lafen an hei wär iwwerhaapt näischt gemaach ginn, fannen ech dat eng Frechheet – ech soen dat ganz oft – vis-à-vis vu gewielte Vertrieder vun engem Parlament!

Wann ech op Visitt ginn, fir mech mat engem anere Parlament iwwer iergendee Sujet ze ënnerhalen, da lauschteren ech emol zumindest no!

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Da lauschteren ech emol zumindest no, wat déi Parlamentarier mer ze soen hunn, an ech ginn net schonn am Virfeld deenen eng Zensur ginn. Dat ass schonn, wéi wann Der engem eng Datz gitt an en huet d'Prüfung nach net geschriwwen. Esou ass dat hei gelaf, an ech muss Iech soen: Dat geet net!

A mir waren dunn an där Kommissioun an do hunn ech gesinn, datt déi Leit, déi do souzen, awer wierklech net schrecklech gutt informéiert waren. An da sinn ech nach fein a menger Beschreiwung.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Oder wollten net.

M. Laurent Mosar (CSV) | An déi Leit, déi wollte verschidde Saache manifestement net héieren. A mir hunn hinnen och verschidde Saache gesot, wou ech

mech froen, ob se dat iwwerhaapt woussten. D'Fro ass allerdéngs och, ob si dat iwwerhaapt wollte wëssen. A wéi mer fäerdeg waren, hat ech eigentlech d'Impressioun, datt de Vizepresident herno méi op eiser Säit war wéi op der Säit vum President.

Dat war also en Exercice, wou – ech soen et nach Kéier – mer eigentlech e Gesamtbild ofginn hunn, dat ganz gutt war. Ech mengen, de Kolleeg Vizepresident hei vun der Chamber huet dat selwer gesot, datt d'Finanzkommissioun sech do eigentlech in globo gutt verteidegt hätt.

Duerno ass awer gelungenerweis näischt komm.

Wann ech an e Parlament ginn an ech hunn eng Reunioun, dann hätt ech eigentlech erwaart vun enger Press, datt déi och emol eng Kéier géif bei de lëtzebuergeschen Deputéierten nofroen: „Ma wéi ass dat da gelaf an där Kommissiounssitzung?" Dat ass awer hei net geschitt. Näischt! Par contre koumen nach een, zwee esou Artikelen, wou erëm eng Kéier gesot ginn ass: „Déi Lëtzebuerger verstinn näischt. Sinn déi dann ze blöd, fir eppes ze verstoen?" An dorobberhin hunn ech mam Kolleeg André Bauler eng Initiativ geholl – wat selte virkënnt, ginn ech gär zou –, fir e Lieserbréif an d'„Lëtzebuerger Wort" ze schreiwen. Ech weess net, wien dee Lieserbréif gelies huet.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hat e gelies.

(Interruptions)

M. Laurent Mosar (CSV) | Den Här Kersch hat e gelies. An dee Lieserbréif war, esou wéi meng Echoe waren, eigentlech iwwerall gutt ukomm. A fir de Kolleeg Bauler – ech mengen, ech kann och a sengem Numm esou soen – a fir mech war domadder eigentlech och, wéi ee seet, „le dossier était clos". Bis, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, lauschtert gutt no, elo huelen ech emol nach eng Schlippchen, well wat ech elo zielen, ...

(Hilarité)

... dat ass e bëssen humoristesch. Ech mengen, zum Schluss vun enger Sitzung dierf een och méi eppes Humoristesches soen.

(Interruptions)

Mir haten also dee Bréif geschriwwen. Léif Gréng, lauschtert no, well et geet och elo e bëssen ëm Iech.

Une voix | A maja!

M. Laurent Mosar (CSV) | De leschten Donneschden hate mir eng länger Sitzung, d'Kolleege kënne sech drun erënneren. Do sinn ech ee Moment erausgaangen an do begéinen ech mäi Frënd André Bauler. An do sot ech zum André Bauler oder hien zu mir: „Komm, mir ginn emol zesummen an d'Cafeteria e Kaffi drénken." Mir ginn zesummen, mir kommen do bei den Tunnel. Wie steet op eemol virun eis? D'Madamm Djuna Bernard, hires Zeechens Presidentin vun deene Gréngen, kuckt ...

(Hilarité)

Une voix | Wou?

M. Laurent Mosar (CSV) | Ma hei vir beim Tunnel, wéi den Här Bauler an ech eis do gemittlech an d'Cafeteria beweege wollten.

M. Charles Margue (déi gréng) | Virun der Bréck, mengt der?

M. Laurent Mosar (CSV) | Virun der Bréck. Virun der Bréck, Här Margue. D'Madamm Djuna kuckt den Här Bauler a mech u mat engem Bléck, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et huet mech erënnert u meng al Spillschoulsjoffer.

(Exclamations et hilarité)

Déi war zwar ganz sympathesch, meng al Spillschoulsjoffer, mee se war e bëssen almoudesch. A wann ech mech net geschéckt hunn, Här President, wann ech mech net geschéckt hunn, dann huet déi mech ëmmer béis ugekuckt. An esou huet d'Madamm Bernard den Här Bauler a mech ugekuckt.

Plusieurs voix | O!

(Interruptions)

M. Laurent Mosar (CSV) | An dat kënnt jo dem Här Bauler a mir net oft vir: Mir ware paff. Mir woussten emol näischt ze äntweren, wéi se eis ugekuckt huet. Ech hu geduecht: „Wat kënnt dann elo? Wat kënnt dann elo?" „Hei", seet d'Madamm Bernard – lauschtert – zum Här Bauler a mir, „Dir zwee hutt en Artikel zesumme geschriwwen!" Mir hunn nach eng Kéier gekuckt, den Här Bauler mech, ech den Här Bauler. „Dir zwee hutt en Artikel zesumme geschriwwen!"

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ech weess zwar net, ob dat esou gelaf ass, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, mir si virugaangen. Mir hunn eis gefrot: „Wat hu mer dann elo falsch gemaach?" Ech sot zum Här Bauler: „Komm, mir kucken eng Kéier den Artikel. Et steet ... et ass eis vläicht oder et ass vläicht dem ‚Lëtzebuerger Wort' do iergendeppes iwwert d'Madamm Dieschbourg dragerutscht. Komm, mir kucken emol, net datt mer dat awer ... Da musse mer dat natierlech eraushuelen." Et war awer net de Fall.

Den Här Bauler, muss ech éierlech soen, war bleech am Gesiicht.

(Hilarité et brouhaha)

Mir kommen an d'Cafeteria, da sëtzt d'Madamm Beissel do. Schued, datt se net hei ass. Da seet déi: „Änder, firwat bass du esou bleech? Hues du d'Corinne Cahen gesinn?"

(Hilarité)

„Nee", sot den Här Bauler, „ech hunn d'Madamm Bernard gesinn." Mir ginn dorobberhin an de Bar vun der Chamber a souwuel den Här Bauler wéi ech hunn dunn en duebelen Espresso gedronk an duerno ass et besser ginn. Du hate mer gemengt, déi Saach wär giess, Här President, mee si war nach net giess.

M. Fernand Etgen, Président | Also, Här Mosar, ech si frou, datt Dir nach geschwat hutt duerno, well ech wousst net, datt Budgetsdebatten, wou ech ëmmer gemengt hunn, dat wier eppes Fades, ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, mee da loosst mech ...

M. Fernand Etgen, Président | ... datt dat esou eppes Humoristesches, mee och esou eppes Folkloristesches ka sinn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Mee et ass nach net fäerdeg. Waart emol, Här President, of.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, ech ka mer dat virstellen, well Dir sidd gutt lancéiert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, ech mengen, och den Här Mosar ass amgaang, seng nächst Karriär virzebereeden.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen och.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ma elo feelt Dir nach, Här Di Bartolomeo.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn dem Här Di Bartolomeo Recht.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech fueren awer virun, well et war nach net domadder gedoen.

Une voix | O Mamm, o Mamm!

M. Laurent Mosar (CSV) | Leschte Samschde souz ech ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Elo weess ech, firwat dass Der dem Här Bauler seng Ried besser fannt wei meng. Dir sidd mat em Kaffi drénke gaang virdrun.

(Hilarité)

M. Laurent Mosar (CSV) | Här Kersch, lauschtert no. Ech souz gemittlech ... Här President, ech wëll awer vläicht ...

M. Fernand Etgen, Président | Nee, Dir däerft roueg. Et ass just, den Här Roth, dee wollt, datt mer um 19.00 Auer ophalen, ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee.

M. Fernand Etgen, Président | ... mee ech sinn awer elo ... Ech fannen dat heite ganz flott.

Une voix | Kommt op de Punkt, Här Mosar! Et ass esou interessant.

M. Laurent Mosar (CSV) | Wéi gesot, ech souz – wann Der da wëllt nolauschteren – dunn e Samschden den Owend ... wéi vill anerer vun Iech hunn ech d'Halleffinal Frankräich–England gekuckt an et war e bëssen ...

(Brouhaha)

Dir hutt de Match matkritt, et ass e bëssen un d'Nerve gaangen. A vu dass ech e groussen Englandfan sinn, ass et besonnesch u meng Nerve gaang. An do hunn ech an der Hallschecht geduecht: „Fir dech elo e bëssen ze berouegen, da lies de d'‚Lëtzebuerger Wort'."

An dat hunn ech du gemaach an do sinn ech iwwer en Artikel gefall – dat muss ech awer hei soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen – vun engem Här, deen anscheinend an der gréngер Fraktioun schafft an deen dann hei Follgendes geschriwwen huet. Loosst mech dat trotzdeem virliesen, well dat huet schonn eppes mat der Debatt, Här President, ze dinn. En huet sech dann ... Den Artikel war intituléiert „Kee ‚finanzpoliteschen Harakiri'", duerfir sinn ech natierlech och doriwwer gefall. An den Här huet sech dann do, wéi gesot, mat entre autres eisem Artikel gehat.

An e schreift dann do Follgendes. Et geet iwwert d'Finanzplaz. E werft eigentlech dem Här Bauler a mir do vir, mir géifen do ech weess net wat schreiwen an da seet en, ech zitéieren: „Leider wird diese Debatte vun konservativen Kräften torpediert. Anstatt einer ernsthaften Diskussion über die Zukunft des Finanzplatzes wird sich, wie jüngst in einem gemeinsamen Artikel der Abgeordneten André Bauler (DP) und Laurent Mosar (CSV) zu lesen, in einem Anflug von Hobby-Patriotismus an der Kritik aus dem Ausland empört, wonach Luxemburg weitere Unternehmen dabei unterstütze, Steuern zu sparen."

Här President, den Här Bauler an ech ginn also hei als „Hobby-Patrioten" intituléiert, als „Hobby-Patrioten"! Elo verstinn ech nach déi gréng, datt ech do e gréngt Duch sinn. Mee den Här Bauler, dee wierklech e feine Mënsch ass, dee sech mat groussem Engagement an och hei ëmmer erëm an der Kommissioun asetzt, hei exzellent Interventioune mécht, den Här Bauler hei als „Hobby-Patriot" ze bezeechnen. Ech weess wierklech net, wat déi gréng Kolleegen domadder wollte bezwecken.

(Interruptions)

Mee den Héichpunkt awer, Här President, ech wëll Iech elo net an de Genoss vun deem ganzen Artikel komme loossen, den Héichpunkt war awer, datt dee jonke Mënsch – ech huelen un, datt et e jonke Mënsch ass – a sech d'Madamm Finanzministesch an

deem Artikel accuséiert huet, datt si d'Kommissioun net empfaangen hätt, déi ominéis FIS-Kommissioun.

Ech sinn do net dermat d'accord, well ech ginn eigentlech op dësem Punkt der Madamm Finanzminister Recht. Wat awer erstaunlech ass, ass, datt an där Kommissioun – an ech kucken hei de President vun der Finanzkommissioun – hunn duerch Abwesenheit geglänzt déi gréng aus der Chamber, déi gréng. Dat heescht, déi gréng, déi hei d'Madamm Finanzminister kritiséiere ginn, si géif d'FIS-Kommissioun net empfänken, si selwer emol net an där Kommissioun, wou et awer ëm Weesentleches geet.

Ech muss Iech trotzdeem soen, dat geet ganz wäit. An et ass jo wierklech ... et kann een elo net soen, ech géif hei onbedéngt d'Finanzministesch an d'Regierung verteidegen. Dat ass jo net dat, wat ech am léifste maachen. Ech muss awer eng Kéier hei soen: Et kann een net op där enger Säit hei d'Finanzministesch accuséieren a selwer op där anerer Säit an der Kommissioun Politik vum eidele Stull maachen!

Ech ginn eigentlech dervun aus, an esou enger wichteger Sitzung, wou all d'Parteie vertruede waren, all d'Parteien, d'Kolleegen hei vun de Sozialisten, vun der DP, CSV, den Här Kartheiser war do, d'Piraten waren do, déi gréng duerch Abwesenheit geglänzt hunn. An do muss ech mer jo awer dann trotzdeem Froe stellen.

Ech géif wëllen dozou soen, och léif Kolleege vun deene Gréngen: Et kann een iwwer ganz villes diskutéieren. Et muss een och just ëmmer oppassen, wéi een hei Saachen duerstellt.

Den Här Bauler an ech, mir hunn hei en Artikel geschriwwen. Ech sinn erstaunt, Dir setzt Iech permanent a fir Meenungsfräiheet. Dir sot déi ganzen Zäit, et wier och emol heiansdo gutt, wann ee Léisunge géif fannen, déi iwwert d'Bänken ewech ginn.

Wat hu mir hei gemaach? Mir hunn hei eng objektiv Berichterstattung iwwert d'Finanzplaz gemaach – objektiv! –, an ech mengen, jiddwereen, deen dat gelies huet, konnt dat och feststellen. An da gi mir hei vun deene gréngе Kolleege kritiséiert, ech weess nach ëmmer net firwat, datt mir zesummen esou en Artikel geschriwwen hunn. Also mat allem Respekt, ...

(Interruption par Mme Djuna Bernard)

... ech muss Iech soen, ech muss Iech soen, dat geet ganz wäit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass spéit, ech kommen zum Schluss.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dat ass och ganz gutt esou.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech kommen zum Schluss. Ech mengen, ...

Une voix | Wannechgelift, maacht weider!

M. Laurent Mosar (CSV) | ... ech mengen, datt déi Finanzplaz weesentlech fir eist Land a fir eis Wirtschaft ass an datt mer wannechgelift och alles maachen ... ech wëll elo net nach eng Kéier dat Beispill vum Kolleeg Bauler vun de Mamen, déi een zaart muss behandelen ... Ech wëll net soen, et soll een och d'Finanzplaz zaart behandelen. Ech hunn dat awer esou verstanen.

Mir sollen eis ëmmer erëm bewosst sinn, wéi wichteg, wéi wichteg datt déi Finanzplaz fir dëst Land ass. Mir op jidde Fall als CSV wëssen dat an duerfir ass et och wichteg, datt déi an Zukunft weider attraktiv a kompetitiv bleift.

Ech soen Iech Merci, datt Der mer awer esou laang den Owend hei nogelauschtert hutt. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Jo. Ech ginn direkt d'Wuert un d'Madamm Bernard oder un den Här Benoy wéinst Fait personnel. Madamm Bernard fir d'éischt.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Bon, ech mengen, ech hu mer virun e puer Joer, wéi ech an d'Chamber komm sinn, e bëssen en aneren inhaltlechen Niveau un Debatten erwaart. Ech hunn och fonnt, dass mer relativ gutt inhaltlech diskutéiert hunn. Déi doten zéng Minutten Interventioun ganz theatralescher Natur vum Här Mosar, mengen ech, hätte mer eis alleguerte kënne spueren. Ech weess net, wou d'Plus-value doranner war, Här Mosar.

Ech fir mäin Deel sinn e bësselche schockéiert, dass Der hei en Amalgamm maacht, datt mer ..., datt ech Iech Meenungsfräiheet géif net zouspriechen, datt ech Kritik un engem Artikel vis-à-vis vun Iech geäussert hätt. Ech mengen, datt mer eis effektiv iergendwou begéint sinn an dass ech am Schmunzele gesot hunn: „A, do sinn déi Zwee vum Artikel." Net méi an net manner. Ech hu mech net inhaltlech dozou geäussert. Ech fannen dat schonn e bësselchen dreist, hei op d'Riednerbün ze goen an eng Theatralik ronderëm meng Persoun opzebauen, déi, mengen ech, null Fong huet inhaltlecher Natur.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Zum Artikel, deen dann de Spriecher vun deene jonke Gréngen geschriwwen huet, mengen ech, brauch ech mech net ze äusseren. De Spriecher vun deene jonke Gréngen huet d'Recht, seng Artikelen ze schreiwen. Gradesou wéi aner Jugendparteien hunn déi d'Recht, absolutt hir Meenung ze äusseren.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Dat huet näischt mat mir ze dinn. A wéi gesot, meng Meenung dozou hunn ech Iech zu kengem Moment gesot. Wann ech Iech anscheinend béis gekuckt hunn, Här Mosar, da läit dat vläicht och drun, dass ...

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | ... Dir och béis gekuckt hutt.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | ... mer esou munch Ausernanersetzunge matenee haten, respektiv Dir Iech jo och op déi eng oder aner Aart a Weis net ganz korrekt vis-à-vis vu menger Partei geäussert hutt op verschiddene Medien, wat mech wierklech net verulasst, fir dass mir elo grouss bescht Frënn wäerte ginn. Ech mengen, dat verstitt Der. Mee ech mengen, dass ech mech net iergendwou inhaltlech par rapport zu Ärem Artikel geäussert hunn.

Dowéinst brauch ech mer déi Theatralik, déi Der hei opgefouert hutt, net bidden ze loossen. An ech mengen och, dass dat der Chamber net würdeg ass. A fir de Rescht, mengen ech, wäert sech, mengen Informatiounen no, den Här Benoy nach inhaltlech mat Iech auserneesetzen. Mee ech mengen, dass dat, wat Der hei gebueden hutt, weeder Iech gerecht gëtt nach Ärer Partei, an ech mengen och, dass d'Serenitéit vum Debat dat am Fong net verdéngt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard, datt mer erëm op de Buedem vun engem würdege Parlament zréckkommen. An dann ass d'Wuert fir den Här Benoy. Een nom aneren, Här Mosar. Dir hat elo 35 Minutten.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Bon, ech wollt fir d'alleréischt emol soen, dass ech och déi Attitüd an déi Aart a Weis, fir hei, well ech an enger Sitzung net do war respektiv och meng aner Kolleegin aus der Chamber, aus menger Fraktioun, d'Josée Lorsché, net do war, fir dat hei ... mir hunn eis Grënn gehat, firwat mer net do waren. An ech weess net, ob mer elo hei ufänke mussen, iwwert deen een an deen aneren, deen eng Kéier an enger Sitzung feelt, hei ëffentlech ze schwätzen ...

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Soss schwätze mer awer nach méi oft.

M. François Benoy (déi gréng) | ... an dass ee sech muss excuséieren, firwat een net do war. Ech hat e ganz gudde Grond, firwat ech net do war. Ech war nämlech ënnerwee an d'Ausland a wann ech dat net ... ech wär soss selbstverständlech an där doter Sitzung gewiescht. An ech gi genausou gutt dervun aus, dass d'Madamm Lorsché e ganz gudde Grond hat, firwat se net do war.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Jo.

M. François Benoy (déi gréng) | Also fannen ech dat och e bëssen de mauvais goût, dass Der mer hei duerstellt, ech hätt déi Sitzung wéilte schwänzen, well ech mech do net hätt wëllen iergendwéi inhaltlech mat där Saach auserneesetzen.

Wann Der e bësse liest, wat ech zu deenen Theeme soen, da wësst Der ganz genau, dass ech mech net scheien, fir driwwer ze diskutéieren. An an deem Sënn wollt ech de President och froen, fir mech op d'Riednerlëscht anzeschreiwen, fir dass ech och nach méi inhaltlech ... Ech hat dat eigentlech net wëlles, well eis Fraktiounscheffin huet schonn en long et en large de Mëtten zu verschiddenen Theeme Stellung geholl. Mee ech géif mer dann erlaben, Här President, mech och nach op d'Riednerlëscht anzeschreiwen. Ech kann dat gär den Owend maachen. Ech kann dat awer och muer maachen, sou wéi et de Wëlle vun der Chamber ass.

Gläichzäiteg wëll ech awer dann effektiv och soen, dass ech et wierklech speziell fannen, wéi Dir Iech hei äussert par rapport zu engem Artikel, deen effektiv e jonke Gréngе geschriwwen huet. A voilà, ech wëll och net wëssen, wéi e Jonke sech fillt, wann en hei da quasi esou duergestallt gëtt, wann d'Tirad vun engem Deputéierte quasi dann hei kënnt.

(Interruption)

A gradesou gutt wëll ech och net wëssen, wéi et warscheinlech vill Jonker bei Iech an der Partei geet, wa se dervun ausginn, dass dat do d'Reaktioun ass, wann ee sech e bësse méi kritesch mat eppes auserneesetzt. A genau dat doten, mengen ech, féiert och derzou, firwat dass op Ärer Säit den Altersduerchschnëtt deen ass a firwat datt e bei eis esou ass, wéi en ass.

(Exclamations)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy, ...

(Interruption)

... och datt Dir esou wéi d'Madamm Bernard erëm e würdege Sproochgebrauch an dëst Haus kritt. An elo ginn ech dem Här Mosar d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, also merci. Ech si fir d'éischt emol frou, wann d'Madamm Bernard kee Problem huet. Ech huelen Akt dervun, mat eisem Artikel, datt se do och da mat allem plus ou moins d'accord ass, wat dann an deem Artikel steet.

(Interruption par Mme Djuna Bernard)

Mir haten ... Jo, bon, Dir hutt ... Nee, Dir hutt ...

(Interruption par Mme Djuna Bernard)

Jo, mee Dir sot ... Ech hu jo, Madamm Bernard, ech hunn hei, dat musst Der mer och erlaben, ech hunn dat versicht, op vläicht e bëssen eng aner Aart a Weis

ze maachen. Dir hutt den Här Bauler a mech dorobber ugeschwat. Kommt, ech si keen, deen nodroend ass, mir soen ...

(Hilarité)

... mir soen, Madamm Bernard, dat ass domadder ...

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Et ass net un hir, sech ze entschëllegen?

M. François Benoy (déi gréng) | D'Fro ass, wien hei nodroend muss sinn, Här Mosar.

M. Fernand Etgen, Président | Här Mosar, u wiem läit et heibannen, datt mer op enger folkloristescher Schinn sinn?

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, mee hei gëtt ...

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, et läit net un deenen doten. Et läit och net u mir.

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, Här President. Ech muss ... ech kann dat do ... also ech hunn awer e bëssen d'Impressioun, wann een hei déi gréng kritiséiert, wann een déi gréng kritiséiert, da gëtt direkt hei ...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Nee, dat ass net ... Ech hunn hei en long et en large eng laang Ried iwwer ganz vill Punkten ... Ech sinn elo just zum Schluss op ee Punkt agaangen, dee mech gestéiert huet. An ech mengen, net mech ... ech wëll elo net den Här Bauler hei mat ...

M. François Benoy (déi gréng) | Här Mosar, e puer Kolleegen aus Ärer Fraktioun genéiere sech fir Iech. Haalt vläicht einfach op!

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, Här Benoy, ech hunn net, ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Mosar, ...

M. Laurent Mosar (CSV) | ... ech hunn net d'Impressioun, datt ... Nee, ech mengen, ech hunn net d'Impressioun, datt ee sech hei ...

M. Fernand Etgen, Président | Awer Är Fraktiounskolleege weise mir, datt ech soll ophalen hei. Déi weise mir, ech soll d'Sitzung ophiewen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech wëll elo nach eng Kéier soen: Fir mech ass den Incident clos, wann dat dann en Incident gewiescht wär, a mir halen elo d'Sitzung op.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Voilà! Ech mengen, dat ass dat verstännegst Wuert, dat Der elo geschwat hutt.

Jo, an ech mengen, domadder wiere mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm.

D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen an hoffentlech an enger anerer Form, wéi dat den Owend zum Schluss de Fall war. Ech soen Iech Merci. E schéinen Owend.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.29 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Session ordinaire 2021-2022			
Arrestation du cardinal Joseph Zen Ze-Kiun	6779	Fernand Kartheiser	67
Concept du « Housing First »	6848	Djuna Bernard, François Benoy	67
Systèmes photovoltaïques dans les zones vertes	6856	Sven Clement	68
Autorisation d'établissement de sociétés constituant des réseaux de centres dentaires	6863	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	68
Comité interministériel « devoir de diligence »	6960	Sven Clement	69
Site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange	6963	Gusty Graas	69
Violence domestique	6964	Sven Clement	70
Mobibus	6965	Simone Asselborn-Bintz	71
Ligne RGTR A09 (Kalborn–Clervaux)	6966	Jeff Engelen	71
Cours de langue du « Centre de langue et de culture chinoises du Luxembourg » (CLCCL)	6967	Sven Clement	71
Cahier de charges en matière de droits humains et d'écologie pour les compagnies aériennes	6968	Marc Goergen	72
Paiement des primes pour panneaux photovoltaïques	6969	Marc Goergen	72
Glissières de sécurité	6970	Carlo Weber, Yves Cruchten	72
Début de la « Wanteraktioun »	6971	Marc Goergen	73
Transports scolaires pour les établissements d'enseignement secondaire	6972	Martine Hansen	73
Armes nucléaires en Pologne	6973	Gusty Graas	74
Mafia de passeports	6974	Laurent Mosar, Léon Gloden	74
Lieu de résidence des membres du conseil communal	6975	Marc Goergen	75
Pédiatrie oncologique	6976	Josée Lorsché, Marc Hansen	75
Médicaments homéopathiques	6977	Sven Clement	75
Centre Ulysse	6978	Nathalie Oberweis	76
Endettement des agriculteurs	6979	André Bauler	77
Vaccin contre la coqueluche	6980	Max Hengel, Jean-Marie Halsdorf	77
« SME-Packages »	6981	Sven Clement	78
Centrales téléphoniques 112 et 113	6982	Sven Clement	78
Bulletin de presse de la Police grand-ducale	6983	Fred Keup	78
Équipes de soutien pour élèves à besoins spécifiques de l'enseignement secondaire	6984	Marc Spautz	79
Formation des professeurs d'enseignement musical dans les communes	6985	Fred Keup	79
Baisse du nombre de spectateurs au théâtre	6986	Fernand Kartheiser	79
Session ordinaire 2022-2023			
Abus de faiblesse	6987	Dan Biancalana	80
Coups et blessures volontaires	6988	Dan Biancalana	80
Interdiction des chaudières à gaz	6989	Roy Reding	80
Dépôt des actes notariés	6990	Roy Reding	80
Projet d'oléoduc de TotalEnergies en Ouganda	6991	Gusty Graas	81
Décharge pour matières inertes près de Colmar-Berg	6992	André Bauler	81
Dommages causés par un vaccin	6993	Nathalie Oberweis	82
Piste cyclable entre Medernach et Reisdorf	6994	André Bauler	82
Primes énergétiques	6995	Jeff Engelen	82
Sanctions administratives communales et élargissement des compétences des agents municipaux	6996	Marc Lies	83

Rupture de stock de certains médicaments	6997	Sven Clement, Marc Goergen	83
Statistiques sur le nombre d'électeurs non résidents dans le cadre des élections communales	6998	Dan Biancalana	83
Transport de mazout	6999	Léon Gloden	83
Utilisation de produits de la société « Protelion GmbH »	7000	Jessie Thill	84
Reconnaissance des diplômes ukrainiens	7001	Sven Clement	84
Registre des bénéficiaires effectifs (RBE)	7002	Marc Goergen	84
Facturation électronique	7003	Claude Wiseler	85
Représentation diplomatique du Luxembourg en Argentine	7004	Fernand Kartheiser	85
Semaine de la santé mentale	7005	Paul Galles, Max Hengel	85
Équité fiscale	7006	Dan Kersch	86
Modalités d'inscription et de prêt dans les bibliothèques au Luxembourg	7008	Nathalie Oberweis	86
Mutualité des employeurs	7009	Sven Clement	87
Accord avec la Belgique sur les études en médecine	7010	Sven Clement	87
Prolongation de la coopération entre Luxair et German Airways	7012	Marc Spautz	88
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7013	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	88
Services automatisés de l'Administration des contributions directes	7014	Nancy Arendt épouse Kemp	88
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7015	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	88
Police administrative	7016	Dan Biancalana	89
Postes offerts au Premier Ministre	7017	Marc Goergen	89
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7019	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	89
Heures supplémentaires des enseignants	7020	Fred Keup	93
Cours « éducation à la citoyenneté » dans les écoles internationales	7022	Fred Keup	93
Introduction de brancards électriques	7023	Sven Clement	93
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7024	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	94
Nombre de passagers des bus RGTR	7025	Marc Goergen	94
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7026	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	94
Élections des représentants du personnel auprès de POST Luxembourg	7027	Fernand Kartheiser	95
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7028	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	95
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7029	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	96
Ventes d'immeubles par POST Luxembourg	7030	Diane Adehm	96
Étiquetage de l'origine de la viande	7031	Marc Goergen	96
Installations photovoltaïques sur des bâtiments agricoles	7032	Marc Goergen	97
Établissement public POST Luxembourg	7033	Diane Adehm, Laurent Mosar	97
Conditions de travail au CGDIS	7034	Max Hengel, Léon Gloden	97
Alimentation animale	7035	André Bauler	97
Chaudières à hydrogène	7036	Fred Keup	98
Stations de GNC	7037	Fred Keup, Jeff Engelen	98
Visites dans le cadre des inondations de l'été 2021	7039	Fred Keup	98
Nouveau bataillon belgo-luxembourgeois	7041	Stéphanie Empain	99

Arrestation du cardinal Joseph Zen Ze-Kiun | Question **6779** (07/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am Kader vun de Manifestatioune fir méi Demokratie an Autonomie kënnt et an der chineesescher Sonderverwaltungszon Hongkong säit Joren ëmmer rëm zu reng politesch motivéierte Festnamen. Den 11. Mee dunn hunn dës staatlech Repressiounen den emeritéierten, 90 Joer ale Kardinol Joseph Zen Ze-Kiun getraff, deen 2019 um Ufank vun enger Manifestatioun un enger extra dozou entspriechender Andacht deelgeholl huet, an deem bei senger Verhaftung notamment duerch säin Engagement fir de „612 Humanitarian Relief Fund" Kollaboratioun mat auslännesche Staate virgeworf gouf. Aktuell waart hien op säi Prozess, deen den 19. September ufänke soll, a krut no Informatiounen, déi sech net onofhängeg confirméiere loossen, seng Pabeieren ofgeholl.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung hir allgemeng Positioun zum Fall vum Här Kardinol Zen elaboréieren? Huet si schonn zugonschte vum Här Kardinol Zen intervenéiert? Wann net, wëll si dat maachen?

2. Trëtt d'Regierung géintiwwer der chineesescher Regierung fir en Enn vun der politescher Verfollgung vu Geeschtlechen a fir Reliounsfräiheet an?

3. Kéint d'Regierung sech ënnert der Viraussetzung, datt säin héijen Alter déi entspriechend Rees zouléisst, virstellen, dem Här Kardinol Zen zu Lëtzebuerg Asyl unzebidden?

Réponse (07/10/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Allgemeng ass d'Positioun vun der Regierung déi, sech bei de chineeseschen Autoritéiten dofir anzesetzen, dass sämtlech Fräiheeten a Rechter respektéiert ginn, déi an der Verfassung vun Hongkong, der „Basic Law", garantéiert ginn. Dat gëllt, ënner anerem, fir d'Reliounsfräiheet. De Geriichtsprozess géint de Kardinol Zen ass um Lafen a gëtt ganz no vun den europäesche Memberstaate verfollegt, déi zu Hongkong e Generalkonsulat hunn, an Informatiounen un déi aner Memberstaaten an den Europäeschen Aussendéngscht weiderginn. Lëtzebuerg observéiert d'Situatioun opmierksam. Et wier à ce stade kontraproduktiv, sech zu Beijing bei den Autoritéiten anzesetzen, well een doduerch géif unerkennen, dass de Prinzipp vum „One Country – Two Systems" – wat d'Justiz ugeet – net méi bestoe géif.

ad 2. Et sief Referenz op d'Äntwert 1 gemaach.

ad 3. Lëtzebuerg kann enger Persoun, déi am Ausland ass, keng Protection internationale ubidden. Eng Demande an deem Sënn muss fir d'éischt zu Lëtzebuerg gemaach an analyséiert ginn. Et kéint awer dem Här Kardinol Zen ënner verschiddene Konditiounen erlaabt ginn, op Lëtzebuerg ze reesen.

Concept du « Housing First » | Question **6848** (15/09/2022) de **Mme Djuna Bernard** | **M. François Benoy** (déi gréng)

Dans le cadre de la lutte contre le sans-abrisme, regroupant une combinaison de facteurs structurels, institutionnels et personnels, une politique de logement social, reposant sur le principe de la discrimination positive, est cruciale. Le concept du « Housing First », premièrement énoncé par le Gouvernement luxembourgeois dans sa stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement (2013-2020), consiste à proposer un logement privatif et, si possible, définitif, à des personnes sans-abris ou sans logement de longue durée et à leur offrir un soutien à leur réinsertion. Il s'agit de fournir le logement d'abord plutôt qu'en dernier lieu d'un processus de réinsertion et de favoriser l'accès au logement des personnes en situation de précarité ou d'exclusion afin de combattre le sans-abrisme.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Quels sont les résultats clés de l'évaluation finale de la stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme et

l'exclusion liée au logement (2013-2020) concernant le Housing First et qu'en est-il d'une actualisation de la stratégie nationale ? Quels sont les objectifs et mesures concrets actuels dans le domaine du Housing First ? Est-ce qu'il est prévu de créer une cellule de soutien au développement des pratiques Housing First, tel que le Housing First Belgium-LAB en Belgique, assurant un contrôle de qualité au Luxembourg ?

2) Quelles démarches sont envisagées afin de recueillir des données de manière centralisée sur le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement au Luxembourg, actuellement non disponibles ?

3) Combien de personnes vivent actuellement dans des logements Housing First, et combien de logements sont en cours de création ? Est-ce que différents types de logements sont prévus pour les différentes groupes cibles concernés (jeunes, femmes, personnes âgées, toxicomanes, ...) ? Madame la Ministre peut-elle nous fournir des chiffres concernant la répartition géographique des logements Housing First par commune ?

4) Selon le secteur, l'offre de logements dédiés au Housing First doit être augmentée de plus de la moitié. Comment Madame la Ministre évalue-t-elle la situation actuelle et comment envisage-t-elle de soutenir les ONG afin de réaliser de tels projets considérant la pénurie de logements actuelle ?

5) Selon un article publié sur le site Internet de la radio 100,7 le 26 août 2022, le premier projet Housing First pour femmes sans-abris planifié pour fin 2022 risque d'être bloqué à cause d'un manque de logements disponibles à Luxembourg-ville. Quelles démarches Madame la Ministre envisage-t-elle de prendre pour résoudre ce problème majeur et peut-elle toutefois garantir le lancement du projet pour la fin de l'année ?

6) Exigeant une meilleure prise en charge décentralisée de la lutte contre le sans-abrisme, est-ce que des projets Housing First sont actuellement prévus dans des communes autres que la ville de Luxembourg ?

Réponse (13/10/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) La stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement (2013-2020) étant venue à échéance, le ministère a chargé le LISER, institut de recherche public, de l'évaluation finale. L'évaluation vérifiera la mise en œuvre des actions préconisées dans la stratégie ainsi que l'atteinte des objectifs définis. Elle analysera les effets de cette mise en œuvre et formulera des recommandations permettant au ministère de continuer sa lutte contre le phénomène du sans-abrisme de manière cohérente. Cette évaluation est en cours de finalisation et les résultats seront présentés dès finalisation du rapport.

En vue de réduire l'exclusion liée au logement et le sans-abrisme, le ministère mettra en pratique les conclusions et recommandations formulées dans l'évaluation finale de la stratégie et continuera ses efforts en mettant en œuvre des actions en faveur des personnes les plus vulnérables, notamment en s'accentuant sur l'approche Housing First. Afin de promouvoir le concept du Housing First au Luxembourg et de soutenir les professionnels du terrain, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région envisage la collaboration avec un expert dans le domaine du Housing First.

ad 2) Avec la signature de la déclaration de Lisbonne en juin 2021, portant sur la création de la Plateforme européenne pour la lutte contre le sans-abrisme, le Gouvernement a réitéré ses engagements dans la lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement dans toutes ses formes.

Afin de mieux déterminer les besoins en matière de lutte contre le sans-abrisme, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a chargé Inter-Actions, association sans but lucratif, de réaliser des dénombrements physiques réguliers des personnes sans-abri à l'échelle nationale.

Une première édition du dénombrement des personnes sans-abri aura lieu le 26 octobre prochain, dans les 24 quartiers de la ville de Luxembourg, ensemble avec les professionnels du terrain et les organisations reconnues pour leurs compétences dans le domaine du sans-abrisme.

Hormis le comptage des personnes sans-abri, le dénombrement permettra de récolter des données socio-économiques sur les personnes concernées qui permettront de cibler davantage les mesures en leur faveur.

Il est à noter que cette première édition servira de mesure étalon : elle sera évaluée en continu pour affiner le concept et l'adapter en fonction des observations et résultats du terrain, y inclus l'extension du champ d'application à d'autres villes.

Le rapport des résultats de la première édition du dénombrement des personnes sans-abri permettra au ministère de promouvoir la mise en œuvre de mesures basées sur l'évidence.

ad 3) à 6) Actuellement, 32 personnes habitent dans des logements qualifiés conformes à l'approche Housing First et bénéficient d'un accompagnement adapté pourvu par des acteurs conventionnés avec le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. De plus, depuis le début de cette année, le ministère conventionne un projet Housing First pour 10 femmes en situation de précarité.

Il convient de noter que le ministère peut uniquement se prononcer sur les projets qu'il conventionne et n'a pas accès aux chiffres se rapportant à d'éventuels projets Housing First soutenus par d'autres acteurs, comme par exemple le Ministère de la Santé.

Il convient par ailleurs de souligner que d'autres structures de logement conventionnées par le ministère adoptent une approche similaire à celle promue dans le cadre du Housing First, offrant un accompagnement adapté aux besoins individuels des personnes hébergées, avec le but de rétablir la situation sociale des bénéficiaires et de réduire les risques sociaux dans la mesure du possible.

Il reste à préciser que les projets Housing First, actuels et futurs, ne se limitent pas au territoire de la ville de Luxembourg. Bien qu'une grande partie de l'offre actuelle se situe dans la capitale, l'objectif est d'offrir des logements Housing First répartis sur l'entièreté du territoire luxembourgeois pour favoriser l'inclusion sociale des personnes ainsi logées.

De manière générale, le ministère, ensemble avec ses partenaires conventionnés, poursuit la réalisation de projets de logements locatifs abordables, situés dans des zones géographiques pertinentes, dans l'objectif d'augmenter la capacité de logements adaptés aux besoins de personnes sans-abri de longue durée et de favoriser l'accès direct à un chez-soi pérenne. Ceci est valable autant pour les projets Housing First que pour d'autres projets en faveur de la population cible. Ainsi par exemple, un concept de maison de soins pour personnes sans-abri vieillissantes est en cours de planification.

En dépit des efforts conjoints du ministère et des acteurs du secteur conventionné, la pénurie de logements accessibles, stables et privatifs complexifie les mesures mises en œuvre pour aider les personnes vivant dans la rue ou dans des hébergements précaires et inadéquats. Nonobstant, le ministère cherche continuellement à approfondir ses actions afin de permettre l'accès au logement et à l'hébergement des personnes les plus vulnérables, comme par exemple avec la mobilisation d'appartements de typologies diverses sur le site de la Porte de France à Belval.

Systèmes photovoltaïques dans les zones vertes | Question **6856** (16/09/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Déi aktuell Majoritéit fërdert iwwert verschidden Instrumenter de Bau vu Solaranlagen zu Lëtzebuerg. Vill Leit sinn iwwerzeegt vun der Sonnenenergie a wëllen dofir och eng Fotovoltaikanlag bauen. Mir gouf awer zougedroen, dass et speziell bei Gebaier, déi a Gréngzone stinn, méi komplizéiert ass, fir Solarpanels ze installéieren, well een hei nach zousätzlech d'Geneemegung vum Ëmweltministère brauch. An der Äntwert op d'Fro N° 3046 haten d'Ministeren erkläert, dass prinzipiell Solarpanels autoriséiert ginn, „soufern sech duerch d'Installatioun d'Daachform net ännert, d'Panneauen an däischtere Faarftéin sinn an net blénken. Eng Installatioun vu Solarpanneauen op Stänneren op den Diecher vu Gebaier an der Gréngzon ännert de visuelle Charakter vun dëse Gebaier a féiert an der Reegel zu engem gréisseren Impakt, dee contraire ass zum Zil vum Naturschutzgesetz."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir Geneemegunge vu Solarpanels op Gebaier a Gréngzone goufen et zënter 2014?

2. Wéi vill Demandë goufen ofgeleent an aus wéi enge Grënn?

Réponse (18/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Zënter 2014 goufen et 290 Demandë fir eng Installatioun vun enger Fotovoltaikanlag an der Gréngzon.

ad 2. Vun deenen 290 Demandë goufen der 4 refuséiert, well d'Gebailechkeet illegal war oder net huet däerfen esou adaptéiert ginn ewéi et fir de Projet néideg gewiescht wär.

Autorisation d'établissement de sociétés constituant des réseaux de centres dentaires | Question **6863** (19/09/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** | **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans une interview avec le directeur de la CNS, parue dans la presse le weekend dernier, il a été fait mention de la prolifération de centres dentaires, voire de réseaux de centres dentaires dépendant de sociétés de droit étranger. Cet exemple a été cité dans un contexte où la CNS fait face à un accroissement de ses dépenses liées à la multiplication d'offres de soins dans certains domaines spécialisés comme en l'occurrence les soins dentaires et/ou la kinésithérapie. Au cours des 4 dernières années en effet, on peut noter la présence accrue de centres dentaires dans les centres-villes, installés pour la majorité dans des locaux commerciaux, à l'image des agences immobilières et/ou d'assurances. Le directeur de la CNS explique dans son interview que la CNS n'a pas d'obligation de contrôle quant aux activités des centres dentaires et qu'elle n'arrive pas à discerner l'organisation de telles sociétés de centres dentaires.

Partant nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelle est actuellement la base légale qui régule l'établissement de centres dentaires organisés sous forme de réseau de sociétés de droit national et/ou étranger ?

2) Ces établissements ont-ils besoin d'engager une convention avec la CNS ?

3) Ces établissement doivent-ils obtenir un agrément du Ministère de la Santé ?

4) À quels critères et obligations tout court doivent répondre ces établissements pour pouvoir offrir leurs prestations de santé au Luxembourg ?

5) Quelles en sont actuellement les instances de contrôle publiques compétentes ?

6) Madame et Monsieur les Ministres disposent-ils de données indiquant le nombre de centres dentaires déjà établis au Luxembourg à l'heure actuelle ?

Réponse (20/10/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Différentes bases légales sont applicables en fonction du type d'activité des dentistes et des équipements présents dans le cabinet :

– La loi du 28 mai 2019 relative à la radioprotection définit un établissement comme personne physique ou morale qui a la responsabilité juridique d'exercer une pratique, ou d'une source de rayonnement. Ainsi, la forme juridique du cabinet médical ou dentaire qui veut obtenir l'autorisation pour la mise en œuvre d'un équipement de radiodiagnostic n'est pas définie ;
– L'accès aux activités de médecin-dentiste et de médecin-dentiste spécialiste et l'exercice de celles-ci sont subordonnés à une autorisation du Ministre ayant la santé dans ses attributions qui est délivrée aux personnes physiques répondant aux conditions prévues par l'article 8 de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire ;
– Les médecins-dentistes et médecins-dentistes spécialistes doivent par ailleurs respecter les dispositions du Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste édicté par le Collège médical.

ad 2) Ces établissements n'ont pas de convention spécifique avec la CNS, mais ils sont tenus à respecter les dispositions prévues dans la convention conclue entre la CNS et l'Association des médecins et médecins-dentistes[1] qui est applicable à tous les médecins-dentistes admis à exercer légalement leur profession au Grand-Duché de Luxembourg.

De plus, les actes et services des médecins-dentistes ne peuvent être pris en charge par l'assurance maladie-maternité que si cet acte ou service est inscrit dans le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins-dentistes pris en charge par l'assurance maladie.

Il est par ailleurs à relever que c'est bien le médecin ou médecin-dentiste qui doit facturer les actes qu'il ou elle a réalisés et non une « société dentaire ». Ceci constitue par ailleurs la raison pourquoi la CNS ne peut pas faire de distinction au niveau des actes réalisés entre un médecin-dentiste individuel et un éventuel groupement de médecins-dentistes.

ad 3) Suivant la loi du 28 mai 2019 relative à la radioprotection, le cabinet dentaire qui met en œuvre un ou plusieurs appareils à rayons X destinés au radiodiagnostic dentaire est tenu de se pourvoir d'une autorisation délivrée, en fonction de la classe de l'établissement, par le Ministre de la Santé ou par la Direction de la santé.

Par ailleurs, les bases légales citées dans la réponse à la question 1) sont applicables.

ad 4) L'exercice de la profession de médecin-dentiste ou de médecin-dentiste spécialiste nécessite une autorisation d'exercice délivrée par le Ministère de la Santé.

Tous les médecins-dentistes exerçant ou souhaitant exercer dans ces établissements sont dans l'obligation de se conformer à la législation et à la réglementation en vigueur, ainsi qu'au Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste édicté par le Collège médical. Ces obligations légales et déontologiques sont reprises dans le guide d'installation pour médecins et médecins-dentistes publié par le Ministère de la Santé :

https://sante.public.lu/fr/publications/g/guide-installation-medecins.html

Par ailleurs, suivant la loi du 28 mai 2019 relative à la radioprotection, le cabinet dentaire qui met en œuvre un ou plusieurs appareils à rayons X destinés au radiodiagnostic dentaire est tenu de se pourvoir d'une autorisation délivrée, en fonction de la classe de l'établissement, par le Ministre de la Santé ou par la Direction de la santé.

De plus, tout médecin-dentiste qui utilise l'appareil à rayons X, qui intervient dans la chaine d'imagerie, ou qui interprète les images radiologiques doit être autorisé par le Ministre de la Santé. La loi définit en outre un certain nombre d'obligations relatives aux contrôles et à la qualité des appareils, aux formations des médecins-dentistes et aux bonnes pratiques d'imagerie.

Par ailleurs, les bases légales citées dans la réponse à la question 1) sont applicables.

ad 5) La Direction de la santé de par ses missions peut être amenée à intervenir, sur signalement, dans ces établissements, en cas de suspicion d'exercice illégal de la médecine dentaire ou devant une situation mettant potentiellement en péril la santé publique.

De plus, les agents autorisés de la Direction de la santé peuvent procéder, sans avertissement préalable obligatoire, à des inspections dans ces établissements pour s'assurer du respect des dispositions de la loi du 28 mai 2019 relative à la radioprotection et de ses règlements d'exécution.

Le Collège médical est chargé de veiller, auprès de ces établissements, à l'observation des règles déontologiques s'appliquant aux médecins-dentistes.

ad 6) Selon les données du Ministère de la Santé, à ce jour, un total de 773 personnes physiques exercent activement la médecine dentaire en tant que médecin-dentiste respectivement médecin-dentiste spécialiste.

Comité interministériel « devoir de diligence » | Question **6960** (04/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 23. Abrëll 2021 gouf de Comité interministériel „devoir de diligence" gegrënnt, fir, ënnert anerem, eng Positioun zum Projet vun der EU-Kommissioun a puncto Liwwerkettegesetz auszeschaffen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Huet de Comité mëttlerweil eng Positioun zum Projet vun der EU-Direktiv, déi am Februar 2022 virgeluecht gouf, ausgeschafft?

2. Wann nee, kann de Minister een Datum nennen, wéini dës Positioun soll stoen?

3. Wann nee, wéi vill Reunioune sinn am Moment nach geplangt?

Réponse (08/11/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Jo, de Comité interministériel huet eng Positioun. Den Aussen- an Europaminister wäert d'nächst Woch weider an der Deklaratioun iwwert d'Aussen- an Europapolitik an der Chamber dorop agoen.

ad 2. /

ad 3. /

Site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange | Question **6963** (05/10/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

An enger Lëtzebuerger Dageszeitung konnt een haut liesen, datt d'Stolwierk vu Liberty Steel zu Diddeleng elo mol fir 4 Méint net wäert produzéieren. D'Aarbechter hunn awer kee Recht op Kuerzaarbecht, well een heifir e „plan de maintien dans l'emploi" bräicht.

An deem Kader wollt ech dem Här Wirtschaftsminister follgend Froe stellen:

– Ass schonns eng Firma fonnt ginn, déi bereet ass, d'Stolwierk zu Diddeleng ze iwwerhuelen?

– Falls net, wat fir eng Optioune gi momentan studéiert, fir datt weiderhin eng industriell Aktivitéit op deem Site kann erhale bleiwen?

– Ass geplangt, datt de Wirtschaftsminister zäitno de Betribsrot vu Liberty Steel empfänkt, fir mat hinnen iwwert d'Zukunft vun de concernéierten Aarbechtsplazen ze kucken?

– Falls d'Stolwierk vu Liberty Steel zu Diddeleng géif an d'Faillite goen, kéint de Beschäftegungsfong d'Mataarbechter opfänken?

Réponse (14/11/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

D'Efforte vun der Regierung konzentréieren sech dorop, fir an enker Zesummenaarbecht mat de Gewerkschaften an der Personalvertriedung Aarbechtsplazen an eng industriell Aktivitéit um Site vu Liberty Steel ze erhalen. Eng méiglech Optioun dofir ass weiderhin, datt een industriellen Acteur d'Wierk zu Diddeleng iwwerhëlt.

D'Wirtschaftskommissioun vun der Chamber, an där den honorabelen Deputéierte Member ass, gëtt reegelméisseg iwwer déi rezent Entwécklungen am Dossier Liberty Steel informéiert. Dat war fir d'lescht an der Sëtzung vum 20. Oktober 2022 de Fall, wéi de Wirtschaftsminister d'Deputéiert op de leschte Stand vum Dossier bruecht huet.

De Wirtschaftsminister an de Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft haten de 25. Oktober 2022 eng Entrevue mat Vertrieder vun OGB-L, LCGB an der Personalvertriedung vum Site vun Diddeleng, fir iwwer d'Zukunft vum Wierk ze schwätzen. An der Reunioun huet de Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft d'Gewerkschaften an d'Personalvertriedung informéiert, a wéi wäit de Beschäftegungsfong a Saachen

[1] Convention modifiée du 13 décembre 1993 entre la Caisse nationale de santé et l'Association des médecins et médecins-dentistes, conclue en exécution de l'article 61 et suivants du Code de la sécurité sociale

Ausbezuele vu Paien intervenéiert, wann dat eemol néideg ass.

Violence domestique | Question **6964** (06/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ce mardi 4 octobre 2022, le Parquet de Luxembourg a informé par communiqué sur un cas de violence domestique ayant conduit à la mort d'une femme de 20 ans. Le conjoint de la victime et auteur présumé aurait utilisé un marteau pour infliger les blessures mortelles à son épouse.

Selon un article du « Luxemburger Wort » de mars 2022, environ 30 % des personnes vivant au Luxembourg auraient subi des violences au cours des cinq dernières années. Un article de la publication « Delano » du 11 juillet passé, a indiqué que deux tiers des femmes au Luxembourg subissent des violences au cours de leur vie.

Selon la réponse à la question parlementaire 5800, une moyenne de 48 femmes attendent une place dans un centre d'accueil classique. Il existerait pourtant pour les victimes, l'option d'un logement temporaire dans des chambres d'hôtel. En revanche, le travail avec les auteurs des violences serait également un pilier essentiel de la prévention et de la lutte contre la violence domestique.

En novembre 2021, le MEGA, en coopération avec ses partenaires, avait lancé des campagnes de sensibilisation, telles que la campagne « Gewalt kënnt net an d'Tut », les communications « Huel dech mam Kolli, net deng Kanner » et le lancement d'un auto-test confidentiel pour identifier des relations à risques ou abusives.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes et Madame la Ministre de la Justice :

– L'homicide conjugal, parfois appelé « uxoricide » ou « maricide », n'étant contrairement au « parricide » pas eplicitement visé dans le Code pénal luxembourgeois, Madame la Ministre de la Justice estime-t-elle opportun d'ajouter ce terme au Code pénal ? Dans la négative, pourquoi ?

– Madame la Ministre de la Justice peut-elle fournir des chiffres sur les affaires d'homicide conjugal, respectivement de coups et blessures sur un/une (ex-) conjoint(e) ou (ex-)partenaire qui ont été poursuivies au Luxembourg au cours des dix dernières années ? Quelles ont été les sanctions pénales prononcées dans les affaires clôturées ? Y a-t-il des récidivistes parmi les auteurs ?

– Qu'est ce qui est fait pour prévenir la récidive chez les auteurs de violences domestiques ? Comment les victimes peuvent-elles être protégées en cas de rencontres futures avec les auteurs ?

– Combien de personnes victimes de violences domestiques ont dû attendre une place au sein d'une structure d'accueil au cours des cinq dernières années ? Combien sont actuellement en attente d'une telle place ?

– Où ces personnes habitent-elles en attendant ? Combien ont été et sont actuellement logées dans un hôtel ? Quels étaient les coûts liés à des séjours d'hôtel temporaires pendant les cinq dernières années ?

– Existe-t-il des projets pour augmenter l'offre de places disponibles pour les victimes de violences domestiques ?

– Combien d'auteurs de violences ont été pris en charge par le service « Riicht Eraus » de la Croix-Rouge et le programme « Ee Schrëtt géint Gewalt » d'Inter-Actions pendant les cinq dernières années ?

– Est-ce qu'une augmentation de demandes d'aide a pu être constatée depuis l'introduction du questionnaire « relation2test » ? Combien de fois le site a-t-il été visité ? Est-ce que le nombre de demandes correspond aux résultats issus du questionnaire ?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Conscient du fait que la violence domestique reste une réalité quotidienne au Luxembourg, le Gouvernement s'investit tous les jours pour briser le tabou qui entoure le sujet, pour renforcer le dispositif de prise en charge de victimes et d'auteur-e-s de violence domestique et pour inciter un engagement sociétal visant l'élimination de toute forme de violence. Chacun et chacune doivent prendre leurs responsabilités pour faire de la lutte contre la violence domestique une routine quotidienne.

En se basant sur une approche multidimensionnelle, la stratégie gouvernementale pour renforcer le dispositif de protection contre la violence domestique, présentée le 12 novembre 2021, confirme cette volonté.

À l'heure actuelle, les coups et blessures volontaires contre le partenaire sont punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans (au lieu de huit jours à six mois en l'absence de circonstance aggravante tenant à la qualité de l'auteur respectivement de la victime). S'il en résulte une maladie ou une incapacité de travail les peines sont d'un an à cinq ans (au lieu de deux mois à deux ans). Si les coups et blessures ont causé la mort sans l'intention de la donner la sanction est la réclusion criminelle de vingt à trente ans (au lieu de cinq à dix ans).

Les infractions de meurtre et d'assassinat (meurtre commis avec préméditation) sont punies de la peine maximale de réclusion à vie, sans égard au genre de la victime. L'introduction d'une infraction d'homicide conjugal ou d'uxoricide n'aurait ainsi pas de portée juridique sur ces crimes, en particulier sur la peine.

Le projet de loi n° 8032 prévoyant une circonstance aggravante générale pour les crimes et délits commis en raison d'un mobile fondé sur un motif de discrimination prévu à l'article 454 du Code pénal pourra prendre en compte juridiquement l'homicide conjugal. En effet, ce projet de loi permettra aux juridictions de retenir qu'une personne a été tuée en raison de son sexe, ce qui résultera en une aggravation de la peine des infractions étant punies d'une réclusion à temps, dont les coups et blessures volontaires.

Concernant le nombre d'affaires d'homicide conjugal, respectivement de coups et blessures sur un/une (ex-) conjoint(e) ou (ex-)partenaire poursuivies, les rapports du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence renseignent les chiffres suivants :

2021 : 1.420 dossiers ouverts (1.212 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 208 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2020 : 1.622 dossiers ouverts (1.313 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 309 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2019 : 1.692 dossiers ouverts (1.393 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg; 299 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2018 : 1.471 dossiers ouverts (1.191 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 280 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2017 : 777 dossiers ouverts (594 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 183 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2016 : 812 dossiers ouverts (683 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 129 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2015 : 885 dossiers ouverts (706 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 179 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2014 : 957 dossiers ouverts (790 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 167 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2013 : 923 dossiers ouverts (739 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 184 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)
2012 : 892 dossiers ouverts (695 auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; 197 auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch)

Les informations précises relatives aux sanctions prononcées ne peuvent néanmoins être retracées que pour les années 2019 et 2020. En effet, le système informatique de gestion de dossiers JUCHA, qui n'a pas été créé en vue de pouvoir fournir des analyses criminalistiques ou statistiques, n'est pas à même de fournir tous les chiffres demandés, notamment ceux relatifs au nombre d'auteurs récidivistes.

Les tableaux ci-dessous renseignent les sanctions pénales prononcées pendant les années 2019 et 2020.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La prise en charge des auteur-e-s est un pilier essentiel de la lutte contre la violence domestique : la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique prévoit l'obligation, pour les personnes expulsées de leur domicile, de se présenter auprès du service prenant en charge les auteur-e-s de violence domestique Riicht Eraus. Le but de cette obligation est de responsabiliser les auteur-e-s pour leurs actes et de les accompagner vers un changement de comportement non violent, un élément clé dans la prévention de récidives. Depuis 2017, le Riicht Eraus a traité ainsi plus de 2.200 dossiers d'expulsions et de dossiers regroupant les autres voies d'accès (volontaire, sursis probatoire, liberté provisoire, contrôle judiciaire, avertissement, jugement, injonction du tribunal de la jeunesse).

Porté par la volonté de développer le dispositif de prise en charge d'auteur-e-s de violence domestique, le Ministère de l'Egalité entre femmes et hommes (MEGA) a soutenu l'élaboration, sous la forme d'un projet-pilote, du programme de formations pour auteur-e-s de violence dénommé « Ee Schrëtt géint Gewalt » d'Inter-Actions. Ce projet n'a pourtant pas su attirer un nombre de participant-e-s suffisant pour pouvoir être soutenu dans la durée. Pour plus d'informations sur le projet « Ee Schrëtt géint Gewalt », il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 5836.

En ce qui concerne le logement de victimes de violence domestique, il convient tout d'abord de rappeler que l'objectif principal d'une mesure d'expulsion est de maintenir la victime dans son environnement et logement habituels tout en en éloignant l'auteur-e. Toute victime de violences domestiques, qui a besoin d'un logement d'urgence, est évidemment prise en charge par le réseau de partenaires du MEGA qui gèrent des structures d'accueil assurant l'hébergement de femmes et hommes.

Actuellement, les sept centres d'accueil classiques pour femmes en détresse disposent d'un total de 166 places et l'association Info Mann dispose de 15 places pouvant accueillir des hommes en détresse. En termes de capacités disponibles, il convient de soulever qu'en moyenne une cinquantaine de femmes figurent sur la liste d'attente commune gérée par les différents

gestionnaires du MEGA depuis 2021. Il s'agit-là de femmes avec ou sans enfants, victimes de violence domestique, de femmes ayant de problèmes familiaux ou de logement et de femmes en détresse. Notons toutefois que les victimes de violence domestique ont un accès prioritaire aux logements disponibles et que les gestionnaires du MEGA disposent, en plus, de chambres d'urgence dans leurs foyers et de logements de deuxième phase pour accueillir des femmes ayant besoin d'une prise en charge urgente. Toute victime de violence est prise en charge. C'est dans cette optique que le MEGA prend en charge, de manière exceptionnelle, les frais de chambres d'hôtel afin d'y loger temporairement des victimes de violences ayant besoin d'une prise en charge immédiate. Cette solution a surtout été mise en œuvre en cas de surpopulation des structures d'accueil d'urgence lors de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Ainsi, 46 femmes et hommes ont séjourné de manière temporaire dans des hôtels pour un montant de € 104.338,80. Pour de plus amples informations par rapport aux logements disponibles, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 5800.

Le questionnaire « relation2test », financé par le MEGA, est un outil facile permettant au grand public de tester ses relations et d'identifier des facteurs à risque pouvant mener à des situations de violence. Le fait que plus de 4.000 personnes ont fait le test depuis son lancement en octobre 2021 démontre la plus-value et le succès de cet outil, même si aucune corrélation entre l'utilisation du questionnaire et le nombre de demandes de prise en charge n'a pu être établi.

Mobibus | Question **6965** (06/10/2022) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP)

Säit dem August nennt sech de CAPABS (Transport complémentaire d'accessibilité pour personnes à besoins spécifiques) elo Mobibus. Eng weider Ännerung ass, dass fir d'Reservéierung op e Logiciel zeréckgegraff gëtt. Mir ass allerdéngs zu Ouere komm, dass d'Leit, déi dëse Service notzen, am Moment schlecht Erfarunge maachen. Dat gëllt fir Familljen, wéi och fir d'Personal vu betraffe Strukturen. De Logiciel wier ouni Testphas, ouni Pilotprojet fir d'Schoulrentrée agesat ginn. Ausserdeem wier dëse Support relativ schwéierfälleg an deelweis net op d'Situatiounen um Terrain adaptéiert a ganz vill Verspéidunge wieren d'Resultat. Zousätzlech wieren d'Leit, déi an den Administratioune vun deenen eenzelne Strukture fir Leit mat spezielle Bedierfnisser (ateliers protégés, centres de compétences) schaffen, iwwerlaascht, well se relativ vill Doleance vun Elteren a Famillje musse behandelen, wou de Mobibus net gutt fonctionéiert. D'Haaptaufgab vun dësem Personal ass awer net d'Organiséiere vum Bustransport.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Huet den Här Minister Informatiounen zu der Unzuel u Reklamatiounen, déi dëst Joer erakomm sinn? Sinn d'Reklamatioune säit der Aféierung vum Logiciel geklommen?

2. Wa jo, wat sinn d'Hannergrënn a wéi gedenkt den Här Minister, de Service vu Mobibus an den dozou gehéirege Logiciel ze verbesseren? Sinn zum Beispill zousätzlech Ressourcë virgesinn?

3. Um Internetsite vu Mobibus sinn d'Reegelen ze liesen, déi fir d'Benotze vum Service gëllen. Wat sinn am Géigenzuch d'Rechter, déi d'Clienten hunn?

Réponse (08/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éirewäerten Deputéiert huet Froen zum neien informatesche System fir Mobibus (fréier CAPABS): wéi dëse verbessert ka ginn, ob et an deem Kader zu enger erhéichter Unzuel u Reklamatioune koum, a wat d'Rechter vun de Mobibusnotzer sinn.

Ech erlabe mer an deem Kontext ënner anerem, op meng Äntwerten op d'parlamentaresch Fro N° 6895 vum 26. September 2022 vum honorabelen Deputéierten Max Hahn ze verweisen.

ad 1. Den Transport Mobibus gëtt vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport geréiert. De betraffene Service PMR verfüügt net iwwert eng Software fir Beschwerdemanagement, mee traitéiert souwuel d'Alldagsgeschäft (z. B. nei Demanden an Ännerungsufroen), wéi och Reklamatioune per Mailbox an Telefon; sou dass d'Unzuel vu Reklamatiounen zum Mobibus net chiffréiert kënne ginn. Haapt Uspriechpartner fir d'Transporter sinn ëmmer d'Centren a Strukturen, déi ugefuer ginn. Just bei Kanner, déi an auslännesch Strukturen oder inklusiv a Grondschoulen oder Lycéeën gefouert ginn, sinn d'Elteren d'Kontaktpersoun.

Ech bestätegen, dass d'Reklamatioune virun allem säit der Schoulrentrée 2022/2023 awer an d'Luucht gaange sinn, och ënner anerem wéinst dem neie Logiciel.

ad 2. Ursaache fir Schwieregkeete goufe schonn an der Äntwert op d'Fro 6895 ernimmt; do goufen d'Hannergrënn erkläert, wat de feelerhafte Fonctionnement vum neie Logiciel betrëfft an de weidere Werdegank, deen zur néideger Stabilitéit vum Service bäidroe soll.

Ech weisen drop hin, datt de Logiciel iwwer eng ëffentlech Ausschreiwung laut de Prozedure vum Gesetz vun 2018 iwwer Marchés publics kaaft gouf. Zousätzlech zu de Schwieregkeete vun der Ëmsetzung fir de Logiciel, mee besonnesch och nachemol no der Rentrée huet et sech erausgestallt, datt d'Ufuerderungen un d'Transporter immens héich sinn: d'Transporter sollen engersäits eng gewësse Reegelméissegkeet garantéieren, an awer anerersäits och eng enorm grouss a kuerzfristeg Flexibilitéit ubidden. Et ass e Mix aus engem Linneverkéier mat „on-demand"-Ufuerderungen. De Fournisseur vum Logiciel, deen ee vun de Leader weltwäit fir esou Plattformen ass, huet confirméiert, datt de lëtzebuergesche Modell an deem Mooss eenzegaarteg ass.

Wat d'Ressourcen ugeet, gouf de Service PMR vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport, déi d'Gestioun vum Mobibus mécht, intern mat engem Posten aus engem aneren Service verstäerkt. Wann et sech erausstellt, datt et mam Personal op Dauer net duergeet, fir d'Organisatioun vun den Transporter besser ze assuréieren, muss längerfristeg iwwer zousätzlecht Personal nogeduecht ginn.

ad 3. De Mobibus-Transport bitt eng individuell ugepassten Transportleeschtung fir Persoune mat enger Beanträchtegung, fir se all Dag gratis a sécher an hir Schoulen, Behënnertewerkstätten, Dagesaktivitéiten, Therapien an Änleches ze bréngen. D'UN-Behënnerterechtskonventioun, déi Lëztebuerg bekanntlech ratifizéiert huet, gesäit Mesure fir, déi d'Länner sollen huelen, fir de behënnerte Persounen hir Mobilitéit ze verbesseren an d'Accessibilitéit zur Bildung an der Aarbecht ze erliichteren. D'Offer vu Lëtzebuerg wat Transportleeschtunge betrëfft, souwuel fir Mobibus wéi och mam Adapto, geet wäit iwwert dat eraus wat an anere Länner ugebuede gëtt.

Ligne RGTR A09 (Kalborn–Clervaux) | Question **6966** (06/10/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Mir ass zougedroe ginn, datt d'RGTR-Linn A9 (Kaalber–Clierf), wat virun allem eng Linn ass, fir d'Schüler aus den ëmleienden Dierfer an de Clierfer Lycée ze bréngen, aktuell net wéi gewinnt ka gefuer ginn, well zu Reiler d'Haaptstrooss gespaart ass. Dëst géif dozou féieren, datt d'Schüler net méi uewen am Duerf bei der Reiler Primärschoul an de Bus kënne klammen, mee iwwert de Chantier bis ënnen an d'Duerf goe mussen, wou sech d'Bushaltestell an der Géigend vum eemolegen Hotel St. Hubert befënnt. Dësen Ëmwee ass fir vill vun de Schüler mat Ëmstänn verbonnen.

An deem Kontext hätt ech follgend Fro un den Här Mobilitéitsminister:

– Kann den Här Mobilitéitsminister déi uewe genannten Informatioune confirméieren an, wa jo, wéi gedenkt den Här Minister, dës fir vill Schüler ëmständlech Situatioun ze behiewen?

Réponse (03/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Ech confirméieren, datt wéinst Aarbechten de CR340 zu Reiler momentan gespaart ass, esou datt d'Arrête „Reuler, Duerf" a „Reuler, Centre scolaire" net kënne vun der Schülerlinn A09 ugefuer ginn. D'Schüler, déi mat der Linn A09 an hir Schoul kommen, mussen aktuell de Bus um Arrêt „Hôh" huelen.

Mëttlerweil ass awer den Tracé vun der RGTR Linn 164 ugepasst ginn. An Zesummenaarbecht mat der Gemeng Clierf fiert den Tracé iwwert den Arrêt „Reuler, Centre scolaire" an dann zréck iwwer de CR339 bis op d'Clierfer Gare. D'Arrêten zu Clierf sou wéi den Arrêt „Hôh" zu Reiler ginn dobäi net ugefuer.

Ab dem 7. November 2022 hunn ausserdeem d'Schoullinnen „Elefant", „Maus" an „Eil" eng Geneemegung, fir de Centre scolaire et sportif kënne moies a mëttes unzefueren.

Cours de langue du « Centre de langue et de culture chinoises du Luxembourg » (CLCCL) | Question **6967** (06/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A verschiddene Lycéeë gi chineesesch Coursë fir d'Schüler ugebueden. Dës Course gi vum „Centre de langue et de culture chinoises du Luxembourg" (CLCCL) organiséiert. De CLCCL ass vun dem chineeseschen Educatiounsministère unerkannt a schafft mat der Shanghai Normal University zesummen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Kann de Minister soen, wéi hei séchergestallt gëtt, dass d'Coursen, déi vun der CLCCL ugebuede ginn, onofhängeg vun de Positioune vun der chineesescher Regierung sinn?

2. Gëtt de CLCCL reegelméisseg kontrolléiert? Wa jo, wéi genau? Wann nee, firwat net?

3. Ginn an dëse Sproochecoursen och Theeme wéi d'Situatioun am Hongkong oder vun den Uiguren thematiséiert?

4. Wéi ginn aner Sproochecoursen, déi a Schoule vun externen Organisatioune mat Lien an d'Ausland gehale ginn, kontrolléiert?

Réponse (07/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

An enger Rei vu Lycéeë ginn effektiv Chineeseschcoursen ugebueden; verschiddener dovu gi vum

Personal vum Centre de langue et de culture chinoises au Luxembourg (CLCCL) gehalen.

Am Kader vun der allgemenger Lëtzebuerger Gesetzgeebung steet dem Educatiounsminister keng Kontroll vum CLCCL zou. Allerdéngs ass all Personal, dat an der Schoul intervenéiert, gehalen, d'Reegele vun den ëffentleche Lëtzebuerger Schoulen ze respektéieren; zu deene Reegele gehéiert och déi politesch Neutralitéit. Meng Servicer hu keng Kenntnis vu Fäll, an deenen dës Reegelen net agehale gi wieren. Et sief nach preziséiert, datt laut dem Artikel 24 vum Lycéesgesetz (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) den Direkter net nëmmen de Supérieur hiérarchique vum Personal ass, dat am Lycée intervenéiert, mee en ass och de pedagogesche Responsabelen: « En tant que responsable pédagogique, [le directeur] inspecte les cours et contrôle la mise en œuvre des programmes d'études. »

Dës Remarquë gëlle fir sämtlech Sproochecoursen, déi vun externen Intervenanten an de Schoule gehale ginn.

Cahier de charges en matière de droits humains et d'écologie pour les compagnies aériennes | Question **6968** (06/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Magasinn „Roude Léiw" gëtt d'Presidentin vun déi gréng an engem Interview zur Fussball-WM am Katar befrot. Esou seet si: « En ce sens, il faudrait, en tant que Fédération mondiale, sans doute repenser ce cahier des charges et y ajouter des critères plus stricts en matière de droits humains, d'écologie, etc. ». Qatar Airways huet um Findel méi Fräiheete wéi déi meeschten auslännesch Fluchgesellschaften. Duerch eng Level 5 Loftfräiheet kënnen si Departe vum Findel aus maachen, déi an Drëttstaate ginn, amplaz nëmmen an de Qatar ze fléien.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wäert Qatar Airways dës Level-5-Fräigab behalen?

2. Wäert d'Regierung an Zukunft ee Cahier des charges zu de Mënscherechter an Ëmweltfacteure fir Fluchgesellschaften aféieren?

3. Wa jo, wäert Qatar Airways kontrolléiert ginn an gegeebenefalls dës grouss Fräiheete verléieren?

Réponse (11/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Nom „Memorandum of Understanding" (MoU), deen de 26. September 2011 tëscht der Regierung vum Katar an der Regierung vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn ass, beneficiéieren déi respektiv designéiert Fluchgesellschaften, also Qatar Airways an d'Cargolux, vun der 5. Loftfräiheet. Et ass bis elo keen operationelle Besoin identifizéiert ginn, fir eng Modifikatioun vum ernimmte MoU unzefroen. Lëtzebuerg kann och net eesäiteg déi 5. Loftfräiheetsrechter kënnegen, dofir misst offiziell een neie MoU mam Katar ënnerschriwwe ginn.

Zënter der Ënnerschrëft vun dësem MoU ass och ee wäitreechenden Accord aérien tëscht der EU an dem Katar (Accord sur le transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'État du Qatar, d'autre part) verhandelt ginn, deen den 18. Oktober 2021 ënnerschriwwe gouf. Et ass elo dësen Accord, deen de Kader bestëmmt vun de Relatiounen tëscht dem Katar an den EU-Memberstaaten, an also och tëscht Lëtzebuerg an dem Katar. An dësem Accord stinn och Bestëmmungen zu sozialen Aspekter, an et soll op den Impakt op d'Aarbechter, den Emploi an d'Aarbechtskonditioune gekuckt ginn. Et gëtt an deem Kontext kloer op d'Objektiver an d'Obligatioune vun der International Labour Organisation (ILO) verwisen. Wat d'Ëmweltfacteuren ugeet, do gesäit den EU-Katar-Accord eng gewësse Kooperatioun am Domaine vum Klima- an dem Ëmweltschutz vir. D'Lëtzebuerger Regierung huet sech bei den Negociatiounen zu dësem EU-Katar-Accord och aktiv fir Dispositiounen zur equitabeler Konkurrenz, zu sozialen Aspekter an Ëmweltfroen agesat.

An der Äntwert op d'QP N° 5768 war schonn op den Aspekt vun de Sécherheetsinspektiounen (SAFA – Safety Assessment of Foreign Aircraft) verwise ginn, déi ënnert der Koordinatioun vun der Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne (AESA) vun der Direction de l'aviation civile (DAC) duerchgefouert ginn, a wou all Fluchgesellschaft, déi zu Lëtzebuerg lant, drënnerfält.

Wat Dispositioune vum EU-Katar-Accord uginn, déi sech op Problemer bezéien, déi d'Konkurrenz, d'sozial Aspekter oder d'Dispositiounen zu Ëmweltfroe betreffen, do gesäit den EU-Katar-Accord selwer Mechanisme vir, fir d'Problemer opzewerfen, ze diskutéieren an ze arbitréieren.

Paiement des primes pour panneaux photovoltaïques | Question **6969** (06/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Persounen, déi Photovoltaikanlagen (PV) op hiert Haus installéieren, kënnen zënter enger Rei Joren eng Subventioun fir d'Installatioun ufroen. Aktuell sinn dës Subventiounen ënnert dem Regime „Klimabonus" bekannt a ginn ausbezuelt, nodeems d'PV installéiert goufen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie, fir Finanzen a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë betreffend d'Subventioun fir d'Installéiere vu PVe sinn aktuell nach net ofgeschloss?

2. Wéi vill Demandë fir d'Subventioun vu PVe goufen 2019 oder virdru gemaach a sinn nach net ofgeschloss?
– Wéi vill Demandë goufen 2020 gemaach a sinn nach net ofgeschloss?
– Wéi vill Demandë goufen 2021 gemaach a sinn nach net ofgeschloss?
– Wéi vill Demandë goufen 2022 gemaach a sinn nach net ofgeschloss?

3. Wéi al ass déi eelsten Demande, déi agaangen ass an nach net ofgeschloss ass?

4. Wat war dee längsten Delai, bei deem ee Bierger huet missen op d'Ausbezuele vun der Subventioun waarden?

5. Wat sinn déi am meeschte virkommend Grënn, firwat d'Subventiounen net an engem räsonabelen Delai ausbezuelt ginn?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Zanter dass d'Gesetz vum 23. Dezember 2016 den 1. Januar 2017 a Kraaft getrueden ass, si bis de 24. Oktober 2022 inklusiv 2.969 Demandë fir Bäihëllefen am Kader vun engem Photovoltaikanlagen erakomm. Vun deene sinn der 797 nach net ofgeschloss. Bis haut sinn nach 159 Demanden net komplett a 638 Demandë konnten nach net behandelt ginn.

ad 2. Am Tableau heidrënner ass d'Opdeelung vun de Photovoltaikanlage pro Joer a Status vun 2017 un:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. Déi eelsten net ofgeschlossen Demande no dem uewegenannte Gesetz ass den 23. November 2017 erakomm. De Requerant vun der Demande krut den 29. Januar 2018 ee Courrier, dass seng Demande net komplett ass an dee Courrier ass bis haut net beäntwert ginn.

ad 4. An der Moyenne läit den Delai bei 182 Deeg. De Minimum läit bei 21 Deeg. Dee längsten Delai (vun hirer Entrée bis zu enger, bei dem ee Bierger huet missen op d'Ausbezuele vun der Subventioun waarden) war 1.228 Deeg. An dësem Fall goufe gefroten Informatioune repetitiv net korrekt an onvollstänneg agereecht.

ad 5. Een heefege Grond fir laang Delaien ass, dass d'Dossieren net komplett oder net mat den néidege korrekten Ënnerlagen agereecht ginn: bal d'Hallschecht vun den Demanden ass no der éischter Kontroll net komplett oder et sti falsch oder kontradiktoresch Informatiounen dran, dëst obwuel d'Formulaire kloer Instruktiounen enthalen. An deene Fäll mussen dann déi néideg Dokumenter fir d'éischt nogefrot ginn, iert déi ofschléissend Instruktioun vum Dossier ka gemaach ginn. Oft mussen Informatiounen och e puermol nogefrot ginn, ier se vollstänneg oder korrekt sinn.

Doriwwer eraus sinn d'Delaie bei den techneschen Installatioune wéi PV-Anlagen aktuell méi laang, well déi entspriechend Subsideregimmer, och am Kader vun den héijen Energiepräisser, een immense Succès hunn. Bei den techneschen Installatiounen, wéi zum Beispill Photovoltaikanlagen, si méi héich technesch Kompetenze verlaangt, fir den Traitement vum Dossier ze assuréieren. Et ass dowéinst méi schwéier, dofir qualifizéiert Personal ze fannen.

Glissières de sécurité | Question **6970** (06/10/2022) de **M. Carlo Weber** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

En matière de sécurité routière, les glissières installées en bord de route constituent un élément important afin de réduire le nombre d'accidents ayant pour conséquence des blessés graves. Or, selon une étude de l'Union allemande des assureurs (GDV), les tests de résistance auxquels sont soumises les glissières de sécurité en Allemagne sont réalisés avec des véhicules des années 1980 et 1990. En effet, pour répondre à la norme européenne en vigueur « DIN EN 1317 », des tests avec des véhicules allant de 900 à 1.500 kilogrammes sont prescrits. Mais de nos jours, le poids des voitures - notamment celles de type SUV - dépasse facilement les 1,5 voire les deux tonnes. L'électrification du parc automobile entraine également une tendance à la hausse du poids des voitures à cause des batteries incorporées.

C'est dans ce cadre que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelle est la situation en matière de glissières de sécurité au Luxembourg ? À quel poids de véhicules sont-elles adaptées, respectivement à quels tests de résistance sont-elles soumises ?

2) Les glissières actuellement installées en bord de route au Luxembourg sont-elles toujours adaptées au parc automobile actuel ? Est-il envisagé de remplacer les glissières en faveur de modèles plus robustes, mieux adaptés au poids des voitures actuelles ?

3) De manière générale, la tendance à disposer de voitures plus lourdes pose-t-elle un problème en matière de sécurité routière ?

4) Comment le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics compte-t-il procéder face à cette problématique ?

Réponse (08/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les glissières de sécurité installées au Luxembourg, qui ont pour but principal de limiter au maximum les conséquences d'un accident pour les usagers de la route ainsi que pour les infrastructures longeant ces routes, doivent répondre aux prescriptions de la norme européenne « EN1317 » et de la directive allemande « RPS – Richtlinien für passive Schutzeinrichtungen an Straßen » de 2009.

Pour répondre aux prescriptions techniques, les glissières doivent être soumises à différents types de tests, dont :

– Au niveau de la retenue : l'identification de la puissance de freinage de la glissière en fonction de la masse du véhicule, de l'angle d'impact et de la vitesse d'impact.
– Au niveau de la déformation : la largeur de fonctionnement, la déflexion dynamique et l'intrusion du véhicule permettent de déterminer les conditions d'implantation des glissières de sécurité et ainsi de définir les distances à respecter devant les obstacles pour garantir un bon fonctionnement du dispositif.
– Au niveau de la sévérité des chocs « ASI – Acceleration Severity Index » : l'identification théorique de la violence du choc pour les occupants d'un véhicule léger.

Les autres conditions et prescriptions pour les glissières de sécurité installées au Luxembourg sont :

– « RAL-RG 620 Gütegemeinschaft Stahlschutzplanken » de 2021.
– « ZTV-FRS Zusätzliche Technische Vertragsbedingungen und Richtlinien für Fahrzeug-Rückhaltesysteme » de la FGSV de 2013 (version de 2017).
– « Merkblatt für Reparaturen von Stahlschutzplanken im Bestand » de 2017.
– « TK FRS Technische Kriterien für den Einsatz von Fahrzeug-Rückhaltesystemen » de la BAST de 2019.

Conformément aux prescriptions de la ligne directive allemande « RPS », les différentes zones dangereuses qui nécessitent une protection sur les routes nationales et les chemins repris requièrent un dispositif de retenue de la gamme de niveaux de retenue de type N2 (véhicules de 900 kg et 1.500 kg) allant jusqu'à H2 (véhicule de 900 kg et bus de 13.000 kg), le tout selon la norme « EN1317 ». Dans les situations où la directive « RPS » prescrit un dispositif de niveau de retenue de type N2, il a été décidé depuis 2017 d'installer des glissières de type L1, qui correspondent selon la norme « EN1317 » aux dispositifs de retenue soumises à des essais concluant, notamment avec des véhicules entre 900 kg et 1.500 kg, et même des camions jusqu'à 11.000 kg. Cela prend donc en compte les véhicules d'une masse supérieure vendus de nos jours.

En ce qui concerne les glissières de sécurité posées le long du réseau autoroutier, celles-ci sont en principe testées pour des poids maximaux variant de 10 (TB-42), 13 (TB51) ou même 38 tonnes (TB81). Le choix des différentes classes de retenues pour le réseau est aussi fait selon la directive allemande « RPS ».

ad 2) Au Luxembourg, l'Administration des ponts et chaussées se base en règle générale sur la ligne directrice allemande « RPS » pour déterminer comment et où intégrer les glissières de sécurité sur la voirie étatique. Ces recommandations et autres prescriptions sont régulièrement actualisées pour répondre aux exigences d'une mobilité en perpétuelle évolution.

Plusieurs niveaux de sévérité de choc ont été définis. En règle générale, une glissière plus robuste, donc faite pour retenir un véhicule plus lourd, représente un danger plus important pour les véhicules plus légers. En effet, en cas d'accident, la totalité de l'énergie engendrée par l'impact sera répercutée sur le véhicule et non sur la glissière.

Au contraire, les glissières moins robustes peuvent absorber une énergie plus importante lors d'un accident avec une voiture légère, mais elles sont quasiment inefficaces lors d'un accident avec un camion. Ainsi, le choix d'un système de retenue pour un tronçon de route dépend de nombreux facteurs, dont notamment de l'intensité du trafic, du pourcentage de poids-lourds, de la probabilité d'un accident ou encore de la vitesse maximale autorisée. Ceci explique pourquoi les types de glissières installées peuvent varier d'une route à l'autre.

Il est à noter que l'Administration des ponts et chaussées dépense annuellement plusieurs millions d'euros dans le renouvellement, la mise en conformité et le renforcement des glissières. Dans le cadre de travaux, les nouvelles glissières posées répondent toujours aux dernières exigences techniques.

Sur base des normes et des directives précitées, des marchés publics sont organisés pour la mise en place des dispositifs de retenue longeant les routes nationales et les chemins repris, dont la priorité est de protéger des zones de danger (obstacles et autres) n'ayant actuellement pas encore de glissières de sécurité, mais également afin de mettre en conformité les anciennes glissières selon les prescriptions et conditions actuelles.

ad 3) et 4) De façon générale, les expériences recueillies par l'Administration des ponts et chaussées montrent que les glissières de sécurités posées conformément à la norme « EN1317 » et la directive « RPS » assurent leur mission et sécurisent efficacement les infrastructures routières en cas d'accidents de voitures. La norme « EN1317 » étant une norme européenne, elle garantit que les glissières de sécurité sont testées uniformément dans l'ensemble de l'Union européenne et elle assure une qualité égale des équipements disponibles sur le marché.

La tendance générale vers des voitures de plus en plus lourdes est assurément un défi en matière de sécurité routière, mais sans représenter un facteur primordial. Il s'agit d'un facteur difficilement traitable au niveau national, mais qui doit plutôt être envisagé au niveau européen.

Les glissières positionnées à travers le pays sont certes composées de systèmes différents avec des performances différentes adaptés aux besoins in situ, mais l'Administration des ponts et chaussées a toujours veillé à limiter au maximum la panoplie de différents types de glissières sur la voirie et à remplacer les glissières obsolètes. Il est notamment nécessaire de rappeler que les dispositifs de protection doivent également être adaptés à tous les types d'usagers de la route (protection supplémentaire pour motocycles, protection arrière pour les cyclistes le long de pistes cyclables, protection supplémentaire pour les chemins piétonniers longeant des routes à haute densité de trafic).

Ainsi, il reste à préciser qu'au travers d'une plus grande quantité/variété/dimension de glissières, l'espace de sécurité des autres usagers, que ce soit les piétons ou les cyclistes, est fortement entravé. L'installation d'une glissière de sécurité doit être évalué au cas par cas en tenant compte de l'équilibre entre objectifs et contraintes. Il ne s'agit donc pas d'insuffler un semblant de sécurité aux usagers de la route, ou d'une question d'emplacement ou de budget, mais plutôt d'un véritable défi stratégique avec de nombreuses contraintes.

Début de la « Wanteraktioun » | Question **6971** (06/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Wanteraktioun geet traditionell den 1. Dezember op an den 31. Mäerz zou. An der Vergaangenheet hunn ech d'Madamm Ministesch scho gefrot, fir d'Wanteraktioun éischter ze starten (N° 1496). 2020 war se schonn de 16. November opgaangen, 2021 den 23. November.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wäert d'Wanteraktioun 2022/2023 méi fréi seng Dieren opmaachen, esou dass d'Leit scho kënne virum 1. Dezember do schlofen?

2. Ass d'Madamm Ministesch nach ëmmer der Meenung, dass d'Wanteraktioun net iwwert de Wanter eraus opbleiwe sollt?

Réponse (08/11/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. D'Wanteraktioun geet normalerweis den 1. Dezember un an hält den 31. Mäerz op.

Am Kader vun der sanitärer Kris, an awer och wann d'Temperature konstant ëm d'Minusgrade louchen, huet de Familljeministère iwwert déi lescht Joren ëmmer séier reagéiert, fir d'Wanteraktioun éischter opzemaachen oder nom 1. Abrëll nach ze verlängeren. Dëst an enker Zesummenaarbecht mat der Dräieck-ASBL, déi zanter dem 1. Januar 2021 fir d'Gestioun vun der Struktur um Findel zoustänneg ass.

An deem Kontext, notamment fir de Wiederkonditioune gerecht an der Dräieck-ASBL eng Previsibilitéit an der Organisatioun ze ginn, huet de Familljeministère decidéiert, fir d'Dauer vun der Wanteraktioun unzepassen. Ab der Editioun 2022/2023, wäert d'Wanteraktioun de 15. November hir Dieren opmaachen an de 15. Abrëll zoumaachen.

ad 2. D'Wanteraktioun ass eng punktuell Aktioun, déi soll verhënneren, datt obdachlos Persoune bei ganz kalem Wieder op der Strooss erfréieren. Et ass eng nidderschwelleg Offer, déi et erlaabt, d'Grondbedierfnisser vun de concernéierte Leit ze erfëllen: si kréien eppes z'iessen, kënnen sech wäschen an ausrouen.

D'Zil vun der Regierungspolitik am Beräich vun der Obdachlosegkeet ass et awer, durabel Léisungen auszeschaffen, déi et de Leit erméiglechen, hir Liewenssituatioun laangfristeg ze verbesseren an aus der Obdachlosegkeet erauszekommen.

Fir d'ganzt Joer eng ëmfaassend Betreiung ze garantéieren, schafft de Familljeministère, zesumme mat den Associatiounen aus dem Obdachloseberäich, konstant drun, fir d'Offer fir Leit op der Strooss auszebauen a Léisungen ze proposéieren, déi eng individuell Ënnerstëtzung erméiglechen, ugepasst un déi sozial, psychologesch a medezinnesch Besoine vun de betraffene Leit.

Transports scolaires pour les établissements d'enseignement secondaire | Question **6972** (07/10/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Beim Schülertransport fir d'Lycéesschüler kënnt et ëmmer nees zu Problemer a Verspéidungen. Besonnesch dacks betraff sinn déi Schüler, déi wéinst dem

Choix vun enger bestëmmter Sektioun net kënnen an e sougenannte Proximitéitslycée goen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

1. Si sech déi Häre Ministeren der beschriwwener Transportproblematik bewosst, déi opgrond vun der zousätzlecher Autonomie vun de Schoulen an der domadder verbonnener Diversifizéierung vun der Schouloffer entsteet?
– Wa jo, wat ass als Léisung ugeduecht, fir och deene Schüler, déi wéinst hirem Sektiounschoix a puncto Transport benodeelegt sinn, en adequaten an effizienten Transport an hire Lycée ze bidden?
– Wéi wëll d'Regierung dofir suergen, dass all Jugendlechen, egal wou en am Land wunnt, kann déi Ausbildung maachen, déi e wëll?

2. A wéi wäit ass déi „spezialiséiert" Offer vu verschiddene Lycéeë mam Konzept vum „Lycée de proximité" kompatibel?

Réponse (15/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi éierewäert Deputéiert Martine Hansen werft eng Rei vu Froen op zu der Problematik vum Schülertransport fir déi Schüler, déi net an e sougenannte Proximitéitslycée kënne goen.

Et sief bemierkt, datt schonn d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6877 vun den Deputéierte Martine Hansen an Aly Kaes, wéi och déi op déi erweidert parlamentaresch Fro Nr. 0161 vum honorabelen Deputéierten André Bauler, déi den 18. Oktober 2022 an der Séance plénière am Parlament beschwat gouf, dëse Sujet deelweis ofgedeckt hunn.

Den Transportminister, dee laut Gesetz vum 5. Februar 2021 fir de Schülertransport zoustänneg ass, huet de 5. August 2022 de Gesetzesprojet Nr. 8062, bei deem et ëm d'Finanzéierung vun den nächste Kontrakter fir de Schülertransport geet, deposéiert. Am Exposé des motifs zu dësem Finanzéierungsgesetz gouf och op d'Problematik higewisen, déi eng Dezentraliséierung a Spezialisatioun fir d'Logistik an d'Organisatioun vum Transport mat sech bréngt.

De sougenannte Schülertransport ass viru Joren opgrond vun enger gewëssener „masse critique" entstanen, déi et erlaabt huet, eng Opdeelung vu Bussen ze maachen: Amplaz datt also e puer voll Busse quasi parallell zur selwechter Zäit mueres an nomëttes gefuer sinn, an all Passagéier a Schüler um Terminus oder enger zentraler Plaz erausgelooss goufen, wou dann d'Schüler a Schoulbusnavetten ëmgestige sinn, gouf en Deel vun deene gutt gefëllte Bussen um direkte Wee an e Lycée oder op e Campus dirigéiert.

Zanterhier huet dëse Schoultransport sech etabléiert a gouf weider ausgebaut. Esou wéi am Gesetzesprojet Nr. 8062 erkläert, huet e sech ëmmer méi vum RGTR-Reseau distanzéiert.

Natierlech stellt d'Diversifizéierung vun der Schouloffer eng Erausfuerderung fir de Schülertransport duer, dëst an engem schwieregen Ëmfeld, dat gepräägt ass duerch eng ëmmer méi grouss Zuel vu Verkéiersbeweegungen.

An dësem Zesummenhang muss ee fir d'éischt op d'Konzept vum Proximitéitslycée agoen. Dëst Konzept applizéiert sech an der Haaptsaach op deenen ënneschte Klassen, an do besonnesch op de Septièmen.

D'Heterogenitéit vun eiser Schoulpopulatioun an de Wëlle vun der Regierung, adequat Äntwerten op déi ganz ënnerschiddlech Bedürfnisser vun dëser Schoulpopulatioun ze liwweren, hunn zu enger Diversifikatioun vun der schoulescher Offer gefouert; esou sinn zum Beispill an de leschte Jore sechs agreéiert Europaschoulen entstanen.

Donieft ginn et awer och, haaptsächlech an der Beruffsausbildung, déi sougenannte „formations uniques", dat heescht Formatiounen, déi wéinst der héijer Technicitéit an der geréngter Zuel u Schüler, déi se suivéieren, just op enger Plaz kënnen ugebuede ginn. Hei ass eng Multiplikatioun vun der Offer nëmme schwéier virstellbar.

Den Educatiounsministère ënnerhëlt all méiglech Efforten, fir d'Problematik vum Schülertransport ze reduzéieren. Esou gëtt zum Beispill probéiert, an all Regioun eng méiglechst komplett schoulesch Offer ze garantéieren. D'Servicer vum Educatiounsministère schaffen och drun, en zweet Standbeen ze fanne fir verschidden Offeren, déi bis elo just op enger Plaz ugebuede ginn; dëst gëllt zum Beispill fir d'Ausbildung vun den Educateuren, oder fir Formatiounen am Beräich vun der Hotellerie an der Restauratioun. Och de weideren Ausbau vun der internationaler an der europäescher Offer wäert dozou féieren, datt d'Transportproblematik ronderëm dës Schoule lues a lues wäert ofhuelen.

Ofschléissend sief nach gesot, datt den RGTR-Reseau, am Zesummespill mat all deenen aneren Offeren am Beräich ëffentlechen Transport, et quasi jiddwerengem hei am Land erlaabt, och am ländleche Raum, déi wichteg Plazen, zu deenen och d'Lycéeën zielen, ze erreechen.

Armes nucléaires en Pologne | Question **6973** (07/10/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

Dans une interview publiée ce mercredi 5 octobre par l'hebdomadaire polonais « Gazeta Polska », le Président polonais Andrzej Duda a exprimé que la Pologne serait ouverte à l'idée d'héberger des armes nucléaires sur son territoire dans le cadre des accords de partage nucléaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (« OTAN »). En effet, des discussions avec des dirigeants politiques américains auraient déjà eu lieu.

La Pologne étant un voisin de la Russie, et constituant le flanc est de l'OTAN, le président estime problématique que l'État polonais ne dispose pas d'armes nucléaires, et n'en obtiendra pas dans un avenir proche.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Est-ce Monsieur le Ministre est au courant des aspirations polonaises concernant des armes nucléaires ?

2) Monsieur le Ministre est-il au courant de la position américaine face à cette demande du Président Duda ?

3) Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions tirées des discussions ?

4) Étant donné que la Pologne est régulièrement en conflit avec la Commission européenne pour cause des manquements du pays au niveau de l'état de droit, comment Monsieur le Ministre évalue-t-il les propos du Président Duda ?

5) Est-ce que d'autres membres de l'OTAN ont manifesté des intentions similaires à celle de la Pologne ? Dans l'affirmative, qui étaient les membres intéressés ?

Réponse (07/11/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Oui.

ad 2) Oui.

ad 3) Il n'est pas prévu d'étendre vers l'est le déploiement d'armes nucléaires, ni d'élargir les arrangements de partage nucléaire pour inclure des Alliés qui ont rejoint l'OTAN après 1997.

ad 4) La situation relative à l'État de droit en Pologne est régulièrement abordée au sein de l'Union européenne et suivie de près par les institutions compétentes de l'UE et par les États membres. Les questions liées à la politique de défense n'en font pas partie.

ad 5) Non, d'autres Alliés n'ont pas manifesté des intentions similaires à celles de la Pologne.

Mafia de passeports | Question **6974** (07/10/2022) de **M. Laurent Mosar** | **M. Léon Gloden** (CSV)

No den dramateschen Ereegnesser vum 19. September 2022 zu Mont-Saint-Martin (F), wou eng 40-järeg Fra ëmbruecht ginn ass an hannert engem verloossene Supermarché just nach hir doudeg Iwwereschter konnte gebuerge ginn, melle lokal Medien, datt et sech ëm ee „Fémicide" handele soll. Zeienaussoen no solle geféierlech Banden involvéiert sinn, an d'Fra soll och scho virdrun Affer vu Gewalt, Mësshandlung an organiséierter Kriminalitéit gewiescht sinn. Deemno ginn divers portugisesch Medien dovun aus, datt eng sougenannte Pass-Mafia involvéiert ass an datt d'Fra an engem arrangéierte Bestietnes mat engem marokkanesche Staatsbierger zu Lëtzebuerg gelieft huet.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet riichten:

1. Kënnen d'Madamm an den Här Minister bestätegen, datt et eng Pass-Mafia zu Lëtzebuerg gëtt?
– Wa jo, wat gedenkt d'Regierung dogéint ze ënnerhuelen?

2. Fënnt op esou Dossieren eng Kooperatioun mat der Justiz an de Policeautoritéiten aus der Groussregioun statt?

3. Wat geschitt mat Leit, déi sech ënnert dem Virwand vun engem arrangéierte Bestietnis zu Lëtzebuerg ophalen? Ginn dës ausgewisen?

Réponse (10/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Et ass weeder der Police nach de Justizautoritéite bekannt, datt et eng Pass-Mafia zu Lëtzebuerg gëtt.

ad 2. Jo. Am Fall vun enger Strofdot mat Implicatiounen, déi bis an aner Länner reechen, kooperéieren d'Justizautoritéiten an d'Police mat hire respektiven Homologen.

ad 3. Dës Leit exposéieren sech penale Poursuitten a riskéieren, hire Statut ze verléieren. Den Artikel 387 vum Code pénal stellt arrangéiert Bestietnisser ënner Strof a gesäit 6 Méint bis 2 Joer Prisong an eng Geldstrof vun 10.000 € bis 20.000 € vir.

Laut dem Artikel 146-1 vum Code civil gëtt et kee „valid" Bestietnis, wann et nëmmen doreëms geet, en Avantage par rapport zum Openthalt hei am Land duerch de Statut als Conjoint ze kréien. Weiderhi gesäit den Artikel 184 vum Code civil vir, datt wann et a sou Fäll trotzdeem zu engem Bestietnis komm ass, dëst Bestietnis kann opgeléist ginn op Demande vun engem oder béide Conjoints, dem Ministère public an all anerer Persoun, déi een Interêt dorunner huet.

Dat modifizéiert Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008 gesäit donieft och nach eng Rei Dispositioune vir. Den Artikel 25§1 gesäit generell fir all EU-Bierger vir, datt, wann eng Fraude oder en Abus

virläit, de Statut ka refuséiert respektiv e Retrait gesprach ka ginn, schlëmmstefalls kann een och des Landes verwise ginn („décision d'éloignement"). Den Artikel 75§4 gesäit vir, datt d'Entrée an de Sejour vu Familljemembere vun Drëttstaatler ka refuséiert ginn, falls een arrangéiert Bestietnis virläit mam eenzege But, eng Openthaltsgeneemegung ze kréien. Den Artikel 101§4 gesäit e Refus oder e Retrait vum Sejour vir vun Drëttstaatler, falls dës Persoune Falschinformatiounen, Bedruch, respektiv aner illegal Moyene genotzt hunn, fir sech zu Lëtzebuerg kënnen opzehalen.

Den Artikel 133§3 gesäit vir, datt spezifesch Kontrolle kënne stattfannen, wann eng „présomption de fraude" besteet, respektiv wann d'Bestietnis nëmme stattfonnt huet mam eenzege Grond, fir engem d'Entrée an de Sejour um Territoire ze erméiglechen.

Lieu de résidence des membres du conseil communal | Question **6975** (10/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'„Wort" de 6. Oktober mellt, ass d'Gemeng Réimech Gerüchter zum Wunnsëtz vun dräi Gemengeconseilleren nogaangen. Ee Gemengepolitiker muss an der Gemeng wunnen, an där e säi Mandat ausüübt. D'Police huet enquêtéiert. Wéi d'Wort schreift:

„Der Remicher Schöffenrat ging den offiziellen Weg und ließ den Wohnort der drei Gemeinderatsmitglieder von der Polizei überprüfen. Die Beamten klingelten an den betreffenden Adressen und besichtigten die Wohnungen, sofern sie die Gemeindepolitiker antrafen. Das Ergebnis der Nachforschung: Bei Rat Daniel Frères kam die Polizei zu der Einschätzung, dass er wirklich in Remich wohnt. Bei Ben Wagener und Sergio Prado blieben Zweifel. [...] Zumindest im letzten Fall erübrigen sich weitere Ermittlungen. Sergio Prado gab am vergangenen Freitag bekannt, dass er nach Grevenmacher umgezogen sei und reichte seinen Rücktritt aus dem Gemeinderat ein."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wäert d'Inneministesch hei d'Justiz aschalte wéinst méiglechem Verstouss géint d'Artikelen 192 an 193bis vum Walgesetz, déi méiglech Strofe vu bis zu 5.000 € an engem Joer Prisong virgesinn?

2. Wäert d'Inneministesch hei d'Justiz aschalte wéinst engem méiglechе Verstouss vum Gesetz vum 19. Juni 2013, wéinst enger ze spéider Déclaratioun d'entrée bei der Gemeng Gréiwemaacher?

3. Wäert d'Ministesch hei kontrolléieren, ob dëse Gemengeconseiller net méiglecherweis fälschlecherweis Jetonen ausbezuelt kritt huet, déi en net méi zegutt gehat hätt respektiv zegutt huet?

Réponse (21/10/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Zu de Froe ronderëm de Wunnsëtz vun dräi Conseilleren aus der Gemeng Réimech an der Ausübung vun hirem Mandat hunn ech just Informatiounen aus der Press. Aus dëse geet ervir, dass d'Gemengenautoritéiten déi legal Prozedur lancéiert hunn, fir ze iwwerpréiwen, ob si tatsächlech op där Adress wunnen, wou si sech am Populatiounsregëster aschreiwe gelooss hunn. De Contrôle vun de Gemengenautoritéiten huet erginn, dass ee vun den dräi Conseilleren effektiv an der Gemeng wunnt. Bei dem zweete Conseiller ginn et Zweiwel, wärend deen drëtten elo an enger anerer Gemeng wunnt. Am drëtte Fall läit der Press no och eng Demissioun aus dem Gemengerot vir. Ausserdeem huet de Buergermeeschter an enger Gemengerotssëtzung confirméiert, dass dee Conseiller säi Wunnsëtz bis zum Zäitpunkt vu senger Demissioun an der Gemeng hat.

De Code de procédure pénale gesäit am Artikel 23 vir, dass verschidden ëffentlech Autoritéiten de Procureur mussen informéieren, wa se Kenntnis vun enger krimineller oder deliktueller Strofdot hunn. Am Géigesaz zu de Gemengenautoritéiten hunn ech keng direkt a keng perséinlech Kenntnis vun de Virfäll an der Gemeng Réimech a kann net aschätzen, ob et Fakte ginn, déi op eng Strofdot hiweisen. D'Flicht, fir de Parquet ze informéieren, läit an dësem Fall bei de Gemengenautoritéite selwer.

Eng Persoun, déi sech ze spéit oder guer net an de Populatiounsregëster vun der Gemeng androe léisst, begeet eng Contraventioun, fir déi d'Informatiounsflicht op Basis vum Artikel 23 vum Code de procédure pénale allerdéngs net besteet.

Pédiatrie oncologique | Question **6976** (10/10/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Le Plan cancer 2020-2024 se donne comme objectif d'améliorer « la qualité et le suivi des patients dès leur naissance », notamment en « développant des parcours cliniques pour les cancers pédiatriques » et en « développant les liens collaboratifs avec des experts à l'étranger » en vue de la prise en charge spécialisée à l'étranger.

Nous voudrions dès lors avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien d'enfants et adolescents résidant au Luxembourg suivent actuellement un traitement oncologique au Service national d'onco-hématologie pédiatrique (SNOHP) du Luxembourg, respectivement dans un service d'oncologie pédiatrique à l'étranger ?

2) Les cas de cancers traités, voire diagnostiqués à l'étranger et concernant des enfants résidant au Luxembourg sont-ils intégralement répertoriés dans le Registre national des cancers ?

3) Est-ce que les transferts à l'étranger concernent des types de cancer spécifiques ? Dans l'affirmative, desquels s'agit-il ?

4) Est-ce que dans le contexte du nouveau projet de construction pour le CHL, certaines des pathologies traitées actuellement à l'étranger pourront être prises en charge à moyen terme au Luxembourg ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

5) Quels sont actuellement les hôpitaux ou autres centres de traitement étrangers dans lesquels des patients mineurs d'âge et résidant au Luxembourg sont pris en charge ? D'autres collaborations sont-elles en cours de négociation ?

6) Quels sont les services psychosociaux qui sont mis à disposition des familles dont un enfant est touché par un cancer et en quoi consistent plus précisément les mesures destinées à l'encadrement et au soutien de ces familles au Luxembourg ?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Jusqu'à présent pour l'année actuelle, 13 enfants sur 22 enfants ayant été diagnostiqués pour un nouveau cas de cancer ont été traités au SNOHP. Pour 2021, on compte 27 nouveaux cas dans la spécialité de l'hémato-oncologie pédiatrique au sein du SNOHP. Aucune distinction entre les enfants et adolescents résidents et non résidents n'est faite dans les statistiques relevées.

Concernant le taux de traitement à l'étranger, il y a lieu de préciser que ce sont les médecins traitants qui font une demande pour un traitement à l'étranger en stationnaire en vue de l'obtention d'un document « S2 » qui garantit la prise en charge par l'assurance maladie luxembourgeoise pour les traitements à l'étranger. Ces demandes sont envoyées à la Caisse nationale de santé en vue de l'établissement d'un « S2 ».

ad 2) Le Registre national du cancer (RNC) répertorie tous les résidents qui ont un cancer, même si le diagnostic et/ou le traitement a été réalisé à l'étranger. Pour être identifié et enregistré, il faut que le patient, à un moment ou à un autre de son suivi, soit pris en charge dans un établissement hospitalier au Luxembourg.

Le règlement grand-ducal du 18 avril 2013 détermine les modalités et conditions de fonctionnement du Registre national du cancer. Selon son article 6, tous les cas de cancers diagnostiqués ou traités auprès d'un patient résidant au Luxembourg au moment du diagnostic et ceux d'un patient non résident pris en charge par un prestataire de soins de santé au Luxembourg sont recueillis et enregistrés au Registre national du cancer. Dans le même article, paragraphe 2, les données recueillies sont définies, dont notamment celles relatives aux transferts à l'étranger. Les cas de cancers traités et les cas de cancers diagnostiqués sont deux catégories à distinguer.

ad 3) En ce qui concerne les transferts à l'étranger, il s'agit surtout de certains types rares de leucémie où une chimiothérapie d'induction est réalisée à l'étranger. Ces patients peuvent par la suite être traités au SNOHP. Ainsi la décision d'organiser le traitement dans un centre de référence à l'étranger est discuté en réunion de concertation multidisciplinaire et dépend non seulement du type de cancer mais également d'autres facteurs comme la sévérité du cas ainsi que du traitement spécifique envisagé (exemple : greffe de moelle dans le cadre d'une leucémie et de lymphomes, voire de chirurgie complexe due à la localisation du cancer et aux risques de complications). Il existe à ce jour une convention entre le SNOHP et les services de pointe en cancérologie (cf. réponse à la question 5).

ad 4) Le nouveau projet de construction ne concerne pas la pédiatrie spécialisée. Il n'y a pas de lits pédiatriques prévus dans le Nouveau bâtiment centre (NBC). Toutefois le projet d'adaptation de l'actuelle Kannerklinik prévoit la création d'une unité dédiée SNOHP.

ad 5) Il s'agit principalement de l'institut Gustave Roussy (Paris), de l'hôpital HUDERF (Bruxelles), Universitätsklinikum Heidelberg ainsi que de l'« Universitätsklinikum des Saarlandes » à Homburg en Allemagne.

ad 6) Au sein du SNOHP, il existe une équipe pluridisciplinaire prenant en compte l'aspect psychosocial avec au sein de son équipe un psychologue et une assistante sociale. De plus, des associations accompagnent au quotidien les familles d'enfants atteints d'un cancer. L'une des principales missions de ces associations est d'offrir un soutien psychosocial administratif et financier en proposant par exemple une aide-ménagère, des activités pédagogiques, un soutien scolaire ainsi que des divertissements à l'enfant malade et sa fratrie.

Médicaments homéopathiques | Question **6977** (10/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Verschidde Leit setzen op homeopathesch Mëttel, well si der Iwwerzeegung sinn, dass dës Mëttel verschidde Krankheete virbeugen oder heelen. A verschiddene Fäll zéien dës Mënschen homeopathesch

Mëttel hierkëmmleche Medikamenter vir, woubäi déi tatsächlech Wierkung vun homeopathesche Mëttel wëssenschaftlech oft staark ëmstridden ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet, Wirtschaft a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Iwwerhëlt d'CNS aktuell Traitementer mat homeopathesche Mëttel?
Falls jo, wéi eng Traitementer sinn dat, zënter wéini ginn dës rembourséiert a soll dës Reegelung an Zukunft bäibehale ginn?

2. Däerfen Epicerien a Supermarchéen homeopathesch Mëttel verkafen?
Falls jo, wéi a vu wiem ginn dës Mëttel kontrolléiert?

3. Däerfen Apdikte Preparater verkafen, déi bei de Leit eng Wierkung virtäuschen, ouni awer eng solch ze hunn?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. De Code vun der sozialer Sécherheet (CSS) gesäit aktuell d'Prise en charge vu verschiddenen homeopathesche Medikamenter vir. Den Artikel 22 Alinea 3 vum CSS gesäit vir, datt:

« Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 23, alinéa 1er, peuvent encore être inscrits sur la liste positive les médicaments homéopathiques unitaires fabriqués à partir d'une souche végétale, minérale ou chimique et commercialisés sous forme de globules, granules, comprimés ou gouttes. »

All déi homeopathesch Medikamenter, déi iwwerholl ginn, sinn op der „positiver Lëscht vun den homeopathesche Medikamenter" agedroen. Déi aktuell Lëscht (1. Oktober 2022) ass als Annex ugehaangen.

Aktuell ass et net virgesinn, de legale Kader unzepassen, esou datt d'Prise en charge vun den homeopathesche Medikamenter och an Zukunft bäibehale gëtt. Déi Prise en charge beleeft sech op 80 % vum Präis vun deene Medikamenter.

ad 2. Homeopathesch Mëttel, déi als Medikament ugesi ginn, ënnerleien de Bestëmmunge vum ofgeännerte Gesetz vum 11. Abrëll 1983 (loi du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués) an däerfen och nëmmen an Apdikte verkaf ginn (loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public de médicaments). D'Pharmaciens-inspecteurs vun der Gesondheetsdirektioun kënne punktuell Kontrollen an d'Apdikte maache goe fir ze kucken, ob déi Produiten, déi ugebuede ginn, och ugebueden dierfe ginn a gesetzeskonform sinn. Am Fall wou en Zweifel besteet, ob Produite konform zu de Qualitéits- respektiv Sécherheetsnorme sinn, huelen d'Beamten, déi och d'Qualitéit vun Officier de police judiciaire (OPJ) hunn, Prouwe vum Produit mat, déi duerno vum Laboratoire national de santé analyséiert ginn. D'Resultater gi vun der Gesondheetsdirektioun evaluéiert an am Fall wou sech erausstellt, datt e Produit net konform ass, kann de Gesondheetsministère déi néideg Moossname virhuelen.

ad 3. Mat Ausnam vun de Préparations galéniques, déi an den Apdikte selwer preparéiert ginn, kënnen homeopathesch Medikamenter net ugebuede ginn, wann si keng Autorisation de mise sur le marché hunn. Dës Autorisatioun fir d'Mise sur le marché gëtt ausgestallt, wann en homeopatheschen Medikament de Krittäre vun der europäescher Direktiv (directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain), esouwéi dem ofgeännerte Règlement grand-ducal vum 15. Dezember 1992 entspriecht.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Centre Ulysse | Question **6978** (10/10/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Le Centre Ulysse est un foyer d'accueil et d'hébergement d'urgence situé à Luxembourg-Bonnevoie. Le bâtiment appartient à l'État et le centre est géré par Caritas Luxembourg. Il héberge des personnes sans-abri avec des lits dédiés à l'accueil d'urgence et des lits réservés pour des personnes sans-abri de longue durée.

Selon mes informations, le Centre Ulysse fermera ses portes en juin 2023 pour des nécessaires travaux de rénovation qui dureront environ deux ans. Environ 40 personnes devront être relogées avant cette date.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Comment la fermeture temporaire du Centre Ulysse va-t-elle être compensée pour la durée des travaux ? Pouvez-vous me donner des détails sur une éventuelle structure alternative qui prendra le relais, sur sa capacité et sur sa situation géographique ?

2) Si une telle alternative n'a pas encore pu être trouvée, pouvez-vous m'informer sur les efforts et les démarches qui sont actuellement entrepris par le Gouvernement afin de trouver une solution pour les personnes concernées ?

3) De manière générale, est-ce que l'offre existante en matière de centres d'accueil pour personnes sans-abri est suffisante pour satisfaire à la demande ? Pouvez-vous me faire part des chiffres et statistiques dont vous disposez à ce sujet, en différenciant entre offre/besoin en lits d'urgence et en lits de longue durée ? Est-il prévu d'augmenter la capacité en la matière et si oui, pouvez-vous me détailler les projets en cours ?

Réponse (10/11/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) et 2) À ce stade, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et Caritas Luxembourg sont encore en train d'exploiter différentes pistes afin de trouver une structure adaptée pour reloger les habitants du Centre Ulysse pendant les travaux de rénovation, prévus pour une durée de 20 mois à partir de juin 2023.

Le gestionnaire de la structure est en principe responsable pour le relogement de ses bénéficiaires, mais le ministère assure bien évidemment continuellement son soutien dans la recherche de locaux adaptés.

Ainsi, deux hôtels ont été visités en 2021, suivi d'une visite supplémentaire d'un hôtel en janvier 2022 se situant également sur le territoire de la ville de Luxembourg. Malheureusement, aucune de ces solutions n'a pu être retenue.

Parallèlement, le ministère a sollicité plusieurs administrations afin de mobiliser des logements au sein du parc immobilier de l'État. Cette piste n'a pas permis de dégager de solution adaptée jusqu'à présent.

La semaine dernière, le ministère et Caritas Luxembourg ont effectué une visite de l'ancien siège du « Luxemburger Wort » à Gasperich. Il est cependant prématuré pour se prononcer sur la faisabilité d'une structure pour personnes sans-abri dans les locaux étant donné que certaines modalités doivent encore être clarifiées au cours des prochaines semaines, comme par exemple la durée et le montant des coûts de transformation, les garanties de sécurité, etc.

Il est à noter que le ministère a bien entendu prévu les moyens financiers nécessaires au relogement temporaire des habitants du Centre Ulysse dans ses demandes budgétaires pour l'année 2023.

ad 3) Afin de fournir une offre diversifiée et de répondre de façon appropriée aux différents besoins des personnes en situation de détresse, le ministère conventionne plusieurs structures d'hébergement pour adultes qui proposent diverses formes de logements telles qu'un lit dans un foyer, une chambre individuelle voire un studio/appartement :

– L'Action hiver (« Wanteraktioun ») est une structure d'hébergement avec une capacité d'accueil de 250 lits permettant de satisfaire les besoins primaires des personnes sans-abri dans les mois d'hiver.
– Les trois haltes de nuit de la Croix-Rouge et de Caritas accueil et solidarité, avec leur capacité d'hébergement totale de 39 lits, permettent aux personnes de se reposer pendant la nuit, de se réchauffer, de se laver, de laver les vêtements et de prendre une collation et un petit-déjeuner. Il convient de noter qu'une de ces haltes de nuit, exclusivement réservée aux femmes, a ouvert ses portes en mai 2021. De plus, il est prévu de créer une halte de nuit supplémentaire à partir de 2023.
– Deux foyers d'urgence de nuit, notamment le Foyer Abrisud de la Ville d'Esch-sur-Alzette et le Centre Ulysse de Caritas accueil et solidarité, qui disposent d'une capacité totale de 81 places, mettent temporairement à disposition une possibilité d'hébergement à des adultes sans-abri ou menacés de sans-abrisme.
– Le concept Housing First vise à offrir des logements à long terme, voire permanents, à des personnes sans-abri de longue durée et offre un accompagnement adapté à leurs besoins dans le but de rétablir leur situation sociale. En 2021, 31 personnes ont habité dans les 27 logements qualifiés de Housing First. De plus, depuis le début de cette année, le ministère conventionne un projet Housing First pour 10 femmes en situation de précarité avec Caritas, qui est en cours d'élaboration.
– Les structures d'hébergement proposant diverses formes de logements telles que des foyers, des chambres individuelles, des communautés de vie ou des studios/appartements à des ménages fragilisés qui ont besoin de soutien avant de pouvoir vivre de manière autonome. 4.545 adultes et enfants ont habité dans les logements suivis par les multiples organisations non gouvernementales conventionnées avec le ministère en 2021.

Or, l'objectif de la politique du Gouvernement en matière de sans-abrisme est de permettre aux personnes en très grande précarité d'améliorer leur situation de vie et de sortir du sans-abrisme en leur fournissant un logement permanent et approprié ainsi qu'un suivi social étroit, adapté à la complexité de leur situation. Dans cette optique, le ministère continue à augmenter et à diversifier ses offres pour les personnes sans-abri, en investissant dans des projets de logements stables qui permettent un accompagnement individuel adapté aux besoins sociaux, psychologiques et médicaux des personnes concernées. Ainsi par exemple, un concept de maison de soins pour personnes sans-abri vieillissantes est en cours de planification.

Afin de pouvoir cibler davantage les mesures en faveur de personnes sans-abri, le ministère a également réalisé, en collaboration avec l'association Inter-Actions, un premier dénombrement des personnes sans-abri le 26 octobre 2022 sur le territoire de la ville de

Luxembourg. L'objectif est de quantifier pour une première fois le phénomène du sans-abrisme au Luxembourg et de récolter des données socio-économiques sur les personnes concernées. Il est à noter que cette première édition servira de mesure étalon : Elle sera évaluée en continu pour affiner le concept et l'adapter en fonction des observations et résultats du terrain, y inclus l'extension du champ d'application à d'autres villes.

Endettement des agriculteurs | Question **6979** (10/10/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Et ass gewosst, datt eng Rei landwirtschaftlech Betriber net gutt do stinn an esouguer héich verschëlt sinn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit de Moment d'Scholdesituatioun vun de Betriber am landwirtschaftleche Beräich aus?

2. Wéi ginn dës Betriber konkreet suivéiert an op eventuell finanziell Risiken opmierksam gemaach? Ginn a gouf et schonn an de leschte Joren Zenarien, an deenen sech eng Faillite ofgezeechent huet?

3. Wat sinn aus der Siicht vum Landwirtschaftsministère déi geleefegst Ursaache fir finanziell Schwieregkeete respektiv Faillitten an eisem landwirtschaftleche Secteur? Wat fir een Typ vun Acteur ass am meeschte betraff?

4. Gëtt et een Zesummenhang tëscht der Zuel vun de bewirtschaften Hektaren, déi gepacht sinn, an dem Risiko, a finanziell Schwieregkeeten ze geroden?

Réponse (03/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Fir op d'Fro zur aktueller Scholdesituatioun vun de landwirtschaftleche Betriber ze äntweren, hunn mir 479 Betriber aus onser Comptabilitéit ausgewäert, déi zum Schluss vum Geschäftsjoer 2021 Bankscholden haten. D'Bankscholde maache mat duerchschnëttlech ronn 73 % de gréissten Deel vun de Gesamtbetribsscholden aus. De Gros vun de Betriber aus eisem Echantillon stelle Mëllechvéibetriber mat 56 % duer. Méi rezent Zuele wéi 2021 léien eis aktuell nach net vir.

Zum Schluss vum Geschäftsjoer 2021 louch de Medianwäert béi der Bankverscholdung bei ronn 252.839 Euro, d. h. 50 % vun de Betriber hat méi eng héich Schold, 50 % eng méi niddreg. Wat d'Gesamtverscholdung vun de Betriber betrëfft, louch de Medianwäert souguer bei 349.531 Euro.

Zanter 2019 ass d'Bankeverscholdung ëm 10,8 % geklommen, an absolutten Zuelen entsprécht dës Hausse ongeféier 24.662 Euro.

25 % vun de Betriber haten eng Bankverscholdung bis zu 93.558 Euro. Deen ieweschte Véierel vun den ausgewäerte Betriber hat Bankscholde vun iwwer 687.163 Euro. Bei der Majoritéit vun de Betriber louch d'Bankverscholdung deemno tëschent 93.558 Euro a 687.163 Euro. Wat d'Gesamtverscholdung ubelaangt, haten d'Betriber am drëtte Quartal souguer Scholde vun iwwer 829.993 Euro.

Op den Hektar gekuckt louch d'Gesamtverscholdung am Median bei ronn 3.422 Euro. 25 % vun de Betriber haten eng Gesamtverscholdung vu méi wéi 6.949 Euro den Hektar.

2021 konnten am Median ronn 39.854 Euro (pro Mount sinn dat ongeféier ronn 3.321 Euro) vun de Bankscholde rembourséiert ginn – den ieweschte Véierel vun de Betriber konnt souguer méi wéi 86.005 Euro am Joer (pro Mount sinn dat ongeféier ronn 7.167 Euro) rembourséieren.

Wat Zënse betrëfft, goufen am Median ronn 4.745 € zeréckbezuelt – de mëttleren Zënssaz louch 2021 bei 1,87 %.

Wat d'Eegekapital ubelaangt, stoungen déi lëtzebuergesch Betriber 2021 relativ gutt do – de Medianwäert louch den 31. Dezember 2021 bei ronn 1.059.853 Euro. Am ieweschte Véierel läit d'Eegekapital souguer bei iwwer 1.538.686 Euro.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

De Véierel mat der niddregster Gesamtverscholdung hat am Duerchschnëtt en Eegekapitalundeel vun 92 %. De Véierel mat der héchster Gesamtverscholdung hat am Duerchschnëtt nach en Eegekapitalundeel vun 49 %. De Grupp mat mëttlerer Gesamtverscholdung hat am Duerchschnëtt en Eegekapitalundeel vu 76 % respektiv en Friemkapitalundeel vu 24 %.

Et kann een also festhalen, dass an der Moyenne d'Gesamtverscholdung vun eise Betriber duerch genuch Eegekapital gedeckt ass.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Kuckt een sech d'Gesamtverscholdung no Betribsausriichtung un, kënnt een zur Conclusioun, dass déi méi kapitalintensiv Betribsausriichtunge wéi zum Beispill spezialiséiert Mëllechvéibetriber eng méi héich Verscholdung opweisen.

Wat d'Liquiditéiten ubelaangt, stoungen eise Betriber zum Ofschlossdatum duerchschnëttlech 77.273 Euro zur Verfügung, fir kuerzfristeg Scholden ze decken.

Duerch déi aktuell Geldpolitik vun der Europäescher Zentralbank a bedéngt duerch d'Inflation kann een dervun ausgoen, dass d'Zënsen nach weider an d'Luucht goe wäerten. D'Mensualitéiten an den Zënsopwand wäerten an Zukunft wuel méi héich ausfalen. Op där anerer Säit kann sech dee momentan favorabele Mëllechpräis trotz héije Käschte positiv op d'Recetten a Liquiditéite vun de Betriber auswierken.

ad 2. D'Betriber, déi hir Comptabilitéit beim Service d'économie rurale (SER) maachen, kréien all Joer hire Joresofschloss zur Verfügung gestalt. Unhand vum Joresofschloss kënnen d'Baueren sech dann e genauen Iwwerbléck iwwer hir finanziell Situatioun verschafen. Am Kader vun den Investitiounsberodunge ginn d'Betriber punktuell op Basis vun hirer Comptabilitéit ganz detailléiert iwwer déi finanziell a wirtschaftlech Auswierkunge vun hirem geplangten Investitiounsprojet opgekläert.

D'Betriber hunn natierlech och d'Méiglechkeet, eng allgemeng wirtschaftlech Berodung unzefroen, fir zum Beispill hire Betribsmanagement méi effizient ze gestalten, de Gewënn ze verbesseren oder déi finanziell Situatioun ze optiméieren.

Betriber mat Liquiditéitsproblemer hunn och d'Méiglechkeet, beim SER eng Liquiditéitsplanung unzefroen. Dëse Liquiditéitsplang gëtt an enker Zesummenaarbecht mat engem vun onse Beroder erschafft an och vun dësem suivéiert. D'Zil vum Liquiditéitsplang ass, fir d'Zahlungsfäegkeet an d'Fortbestoe vum Betrib ze assuréieren.

D'finanziell Situatioun vun de Betriber gëtt och aktiv vun eise Beroder suivéiert – falls eng Verschlechterung vun der finanzieller Situatioun vum Betrib ze erkennen ass, ergräifen eis Beroder d'Initiativ, de Bauer direkt ze kontaktéieren.

ad 3. Faillitte si bis ewell relativ rar am landwirtschaftleche Secteur. Am Duerchschnëtt stinn eis Betriber, wat d'Rentabilitéit, Solvabilitéit a Liquiditéit ubelaangt, relativ gutt do. Donnéeën zu Betriber, déi Faillite gemaach hunn, leien eis momentan netvfir.

E gréissere Risiko fir Faillitten hunn héichspezialiséiert a kapitalintensiv Betriber, déi relativ héich verschëlt a gläichzäiteg relativ ufälleg fir Präisschwankungen um internationale Marché sinn. Als Beispill kann do d'Baisse vum Mëllechpräis wärend der Mëllechkris 2015/2016 nom Auslafe vun de Mëllechquote genannt ginn oder déi méi rezent Schwéngskris, déi en negativen Impakt op d'Recetten haten.

ad 4. Mir konnte kee positiven Zesummenhang tëscht de gepachten Hektaren an dem Risiko vu finanzielle Schwieregkeeten erkennen.

Insgesamt handelt et sech beim Grupp vun de Betriber, déi iwwer 50 % vun hire landwirtschaftleche Fläche gepacht hunn, am Duerchschnëtt ëm relativ grouss Betriber. D'Grupp vun de Betriber, déi iwwer 50 % vun hire Fläche gepacht hunn, waren 2021 an der Moyenne 133 Hektar grouss. Op där anerer Säit huet de Grupp mat manner wéi 50 % Pachtflächenundeel an der Moyenne eng Gréisst vu 96 Hektar.

Den Taux d'endettement louch bei de Betriber mat Pachtflächenundeel vun iwwer 50 % am Joer 2021 an der Moyenne bei 33 %. Beim Grupp vum Pachtflächenundeel ënner 50 % louch den Taux d'endettement an der Moyenne bei 24 %. Dozou muss een awer soen, dass d'Bruttoinvestitiounen am Joer 2021 a Maschinnen, technescht Material an Terrainen am Grupp vun de Betriber mat Pachtflächenundeel vun iwwer 50 % am Duerchschnëtt 19 % méi héich war.

A béide Gruppe ginn et allerdéngs keng Unzeeche vu finanzielle Schwieregkeeten. A béide Gruppe gëtt beispillsweis am Duerchschnëtt d'Friemkapital méi wéi 1,5 Mol vum Eegekapital gedeckt.

Wat d'Rentabilitéit ubelaangt, ginn et am Duerchschnëtt keng signifikant Ënnerscheeder a béide Gruppen. A punkto Liquiditéit sti béid Gruppe par rapport zur Verscholdung relativ gutt do – kuerz- a mëttelfristeg konnte mir kee Liquiditéitsrisiko erkennen.

Am Resumé kann ee soen, dass Betriber mat engem héijen Undeel u Pachtflächen an der Moyenne méi héich verschëlt sinn, den Ament deit awer näischt op finanziell Schwieregkeeten hin.

Vaccin contre la coqueluche | Question **6980** (10/10/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV)

La coqueluche est une infection des voies respiratoires hautement contagieuse. Elle est responsable de quintes de toux fréquentes et prolongées. L'infection de la coqueluche chez les nourrissons les plus jeunes est grave, voire mortelle. En France, plus de 90 % des décès par coqueluche surviennent au cours des six premiers mois de vie, et notamment au cours des trois premiers mois.

Il est fortement recommandé aux femmes enceintes de se faire vacciner entre la fin du deuxième trimestre et la moitié du troisième trimestre de leur grossesse, entre 24 et 32 semaines. Et ce, pour chaque grossesse, même si la femme a reçu précédemment une vaccination de rappel. La vaccination contre la coqueluche pendant la grossesse confère aux nouveau-nés et nourrissons une double protection pendant les premières semaines de vie.

Or, selon nos informations, ledit vaccin TRIAXIS (Vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche) est

depuis un certain temps en rupture de stock au Luxembourg.

Dans ce contexte, nous voudrions bien poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre, quelles sont les raisons de la rupture de stock du vaccin TRIAXIS ?

2) Pour quand est prévue la prochaine livraison du vaccin TRIAXIS ?

3) Madame la Ministre dispose-t-elle de chiffres concrets sur le nombre de femmes enceintes qui se laissent vacciner contre la coqueluche au cours de leur grossesse ?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1) Dans la présente question parlementaire, la France a été citée comme exemple de vaccination contre la coqueluche. En France, la vaccination des femmes enceintes contre la coqueluche est proposée essentiellement à travers le vaccin quadrivalent dTcaP (diphtérie-tétanos-coqueluche-polio). Au Grand-Duché de Luxembourg, ce vaccin est mis à disposition sous la désignation Triaxis Polio en quantité suffisante pour satisfaire aux besoins de la population depuis la dernière acquisition réalisée par l'État en 2020 à travers une procédure de passation des marchés. En ce qui concerne la primovaccination pédiatrique, le vaccin heptavalent DTcaP IPV Hib HepB est proposé au Luxembourg aux enfants âgés de 2, 3, 4 et 13 mois. Il est également disponible au niveau national en quantité suffisante.

Quant au vaccin trivalent dTca disponible sous la dénomination Triaxis, il est utilisé dans les cas particuliers pour un rappel vaccinal ou chez les personnes présentant un statut vaccinal anticoquelucheux incomplet. En France, le vaccin dTca n'est pas disponible sur le marché.

Une circulaire a été envoyée en août 2022 aux professionnels de santé pour sensibiliser à la problématique du choix vaccinal pour la vaccination dTca/dTcaP et une augmentation du marché public en cours pour la fourniture de vaccin Triaxis a été effectuée afin de prévenir dans le futur une éventuelle rupture d'approvisionnement de ce vaccin.

ad 2) Actuellement le Luxembourg dispose encore d'un stock suffisant de Triaxis et Triaxis polio si bien qu'une nouvelle commande n'est actuellement pas prévue.

ad 3) Le Ministère de la Santé ne dispose pas de ces informations.

« SME-Packages » | Question **6981** (10/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Mëttelstandsministère proposéiert säit 2014 d'Programmer fir kleng a mëttelstänneg Entreprisen (SME). Dëst fir d'éischt duerch 4 Fit for Performance Programmer. Dës sollen elo no engem Accord vum 29. September tëscht dem Ministère, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers weider ausgebaut ginn. No den Annoncen, fir d'SME-Packages méi wäit opzemaachen, ass ze erwaarden, datt et och e méi groussen Interêt gëtt, fir als Entreprise Prestataire de services an deem Kader ze ginn. Eis ass awer bekannt, datt schonns 2020 Betriber virun hirer Bewerbung gesot kruten, se sollen hir Kandidatur zréckzéien, a fir 2022 ass den Appel de candidatures schonn zou.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Gëtt uschléissend un dës nei Ännerungen och en neien Appel de candidatures fir Prestatairë gemaach? Wa jo, ab wéini, wann nee, firwat net?

2. Falls hei nëmme sollt ee punktuellen Appell gemaach ginn, ass de Minister net der Meenung, datt eng Prozedur, déi nëmme punktuell op ass, zu enger struktureller Benodeelegung féiere kéint?

3. Wäert de Minister an Zukunft, bei all Verännerung vun der Offer vun de „Fit 4"-Programmer, een neien Appel de candidatures opmaachen?

Réponse (19/10/2022) de **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes

Bei de „Fit 4"-Programmer ginn d'Appels à candidature ëmmer eemol am Joer vu Luxinnovation gemaach. Dës Approche huet sech iwwert déi lescht Jore bewäert a wäert deemno och fir de Programm SME-Packages iwwerholl ginn.

Et ass ze bemierken, dass, wann eng Kandidatur vun engem Prestataire wärend dem Joer erakënnt, Luxinnovatioun de Prestataire automatesch kontaktéiert, soubal den Appel à candidatures op ass. Deemno kann een hei net vun enger struktureller Benodeelegung schwätzen, well dës Prozedur an aller Transparenz ofgewéckelt gëtt an d'Konditioune fir all Prestataire déi selwecht sinn.

D'Bedingungen, fir als Prestataire bei deene verschiddene Programmer matzeschaffen, sinn op luxinnovation.lu och ëffentlech zougänglech.

Centrales téléphoniques 112 et 113 | Question **6982** (11/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro Nummer 4938 vu September 2021 hat ech d'Madamm Ministesch op verschidde potentiell Dysfonctionementer um 112 higewisen. Laut mengen Informatioune soll sech d'Situatioun um 112 net verbessert hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Agenten hunn säit Ufanks dës Joers den 112 verlooss?

2. Ginn et weider Agenten, déi hir Responsabel scho wësse gedoen hunn, dass si den 112 wëlle verloossen? Wa jo, wéi vill?

3. Gouf rezent eng Versammlung gehalen tëschent der DRH (Direction des ressources humaines) an der DCO (Direction de la coordination opérationnelle) vum CGDIS, fir iwwert den akute Risiko vu Personalmangel ze diskutéieren? Wéi eng Léisungsvirschléi goufen do festgehalen oder proposéiert?

4. Wéi vill Persoune vum CGDIS hunn sech bei der leschter interner Ausschreiwung op ee Poste beim 112 gemellt? Wéi vill Poste waren ausgeschriwwen?

5. Wéi vill zousätzlech „Chefs de salle" si säit menger leschter parlamentarescher Fro Pompier professionnel fonctionnaire ginn an hunn domat déi néideg Formatiounen absolvéiert?

6. An der Äntwert op meng Fro vum September huet d'Ministesch confirméiert, dass ee Chef de salle net d'SAP an INCSA Formatiounen absolvéiert hätt (Äntwert op d'Fro 10). Ass geplangt, dass dës lescht Persoun dës Formatiounen nach mécht?

7. Kann d'Madamm Ministesch mir d'Statistik Mount fir Mount säit Januar 2021 vum „temps de décrochage" fir d'Uriff op den 112 matdeelen?

8. Sinn nach Ännerunge beim 112 geplangt, fir dee kruziale Service ze garantéieren, mee awer och d'Aarbechtsklima an d'Karriärsperspektive fir déi verschidden Agenten ze verbesseren?

Réponse (14/11/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. an 2. Säit Ufank dës Joers hunn 2 Persounen d'Noutruffzentral 112 verlooss. Des Weideren huet 1 weider Persoun wësse gedoen, dass se e wéilt verloossen.

ad 3. De CGDIS ass en autonomen Établissement public, virun allem am Beräich vum Personal. Aus deem Grond ass d'Inneministesch och net an déi intern Relatiounen, a scho guer net an intern Reunioune vum CGDIS involvéiert.

Well de CGDIS nach an enger Opbauphas ass, gesäit de Plan national d'organisation des secours (PNOS) generell weider Rekrutementer vir, dëst fir souwuel d'Asazzenteren, wéi och den 112 mat deem Personal ze besetzen, wat néideg ass, fir d'Ziler vum PNOS ze erreechen.

ad 4. Esou wéi ech vum CGDIS matgedeelt kritt hunn, hu sech bei der leschter interner Ausschreiwung 4 Persoune gemellt.

ad 5. Esou wéi ech vum CGDIS matgedeelt kritt hunn, keen.

ad 6. Jo.

ad 7. Moyenne 2021: 07:538 Sekonnen

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Moyenne 2022: 08:044 Sekonnen

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Ze präziséieren ass awer, dass den Délai de décroché just e klengen Deel vum Délai de diffusion de l'alerte ass, d. h. där Zäit, déi vun deem Moment u vergeet, wou en Noutruff um 112 erakënnt an deem Moment, wou den Operateur den Noutruff traitéiert huet an d'Rettungsdéngschter alarméiert huet.

Den Délai de diffusion de l'alerte war 2021 an der Moyenne 02:54 Minutten a konnt 2022 op 02:48 Minutte reduzéiert ginn. Säit dem Bestoe vum CGDIS den 1. Juli 2018 ass dësen Delai ëm ronn 1 Minutt erofgaangen (03:46 (2017) op 02:48 (2022)), dëst virun allem duerch d'Efforte vun den Operateure vum 112.

D'Erofsetze vum Délai de diffusion ass och eent vun den Haaptziler vum PNOS, dee seet, dass de CGDIS bis 2025 iwwerall am Land a manner wéi 15 Minutten intervenéiert.

ad 8. Am Kader vun der Ëmsetzung vum PNOS ass virgesinn, dass de CGDIS, d. h. all seng Direktiounen a Servicer, dee sech als „Organisation apprenante" gesäit, bestrieft ass, fir sech permanent weiderzeentwéckelen an ze verbesseren. Dëst gëllt natierlech och fir d'Noutruffzentral.

Bulletin de presse de la Police grand-ducale | Question **6983** (11/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

De 7. Oktober huet RTL am Journal e Reportage iwwer eng Abrochserie zu Wolz bruecht, déi notamment de lokale Geschäftsleit vill Misär mécht, mee ervirgehuewen, datt déi entspriechend Fäll déi lescht Méint net am Pressebulletin vun der Police genannt goufen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert war, fir déi entspriechend Doten net an de Pressebulletin vun der Police opzehuelen?

Réponse (02/11/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Preliminär Bemierkung:

Virop sief bemierkt, datt verschidden Abréch am Raum Wolz vun der Police kommunizéiert goufen.

Wéi schonn a viregten Äntwerten op verschidde parlamentaresch Ufroe präziséiert, gëllt allgemeng als virrangege Critère deen, dass d'Enquête bei enger Strofdot mat enger Kommunikatioun no baussen net beaflosst gëtt. Esou kann a munche Situatiounen eng Kommunikatioun, also eng ëffentlech Bestätegung vum Fait, d'Enquête beaflossen, well all Informatioun no baussen en Effet mat sech brénge kann. Entspriechend lant net all Abroch am Pressebulletin vun der Police.

Zur Informatioun, de Minister intervenéiert an kenger Etapp vun dëser Prozedur, d'Police, respektiv d'Justizautoritéiten huelen hei d'Decisiounen.

Et sief och bemierkt, dass d'Kommunikatioun de Justizautoritéiten ënnerläit ab deem Moment, wou d'Police an/oder d'Justice Kenntnis vun enger méiglecher Strofdot hunn.

Équipes de soutien pour élèves à besoins spécifiques de l'enseignement secondaire | Question **6984** (11/10/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Le 16 novembre 2021, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et les représentants des syndicats ALEE, SLEG et SPEBS, affiliés à la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) et œuvrant dans l'intérêt du personnel éducatif et psychosocial (EPS), ont signé un accord commun pour l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire servant à développer davantage l'offre et la qualité des services. Il va de soi que cet accord apporte un certain nombre d'adaptations et de précisions aux tâches existantes.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, l'accord prévoit qu'« à l'instar de l'enseignement fondamental, chaque lycée sera doté d'une équipe de soutien pour élèves à besoins spécifiques. Les ESEB de l'enseignement secondaire auront pour missions principales le diagnostic de besoins spécifiques éventuels et la prise en charge des élèves à besoins spécifiques des lycées. Les équipes de soutien pour élèves à besoins spécifiques de l'enseignement secondaire seront inscrites dans la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées. »

Selon mes sources, les établissements de l'enseignement secondaire ont eu la consigne de mettre en œuvre ledit accord dès la rentrée scolaire, et ce sans que le cadre légal ne soit mis en place.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement du projet de loi précité ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les établissements de l'enseignement secondaire ont eu la consigne de mettre en œuvre ledit accord dès la rentrée scolaire, et ce sans que le cadre légal ne soit établi ?
– Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre justifie-t-il sa façon de procéder ?
– Dans la négative, comment Monsieur le Ministre explique-t-il la mise en œuvre de l'accord préalablement à l'établissement du cadre légal nécessaire ?

Réponse (15/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) L'avant-projet de loi qui entend légiférer entre autres sur des éléments de l'accord signé le 16 novembre 2021 entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et les syndicats ALEE, SLEG et SPEBS, affiliés à la Confédération générale de la fonction publique (CGFP), est sur le point d'être finalisé.

Une série de consultations avec les principaux acteurs, y compris les syndicats respectifs, ont eu lieu au mois d'octobre 2022. Ces consultations ainsi que les avis écrits transmis au MENJE, seront pris en compte en apportant, le cas échéant, des modifications au texte de l'avant-projet de loi qui devrait être déposé avant la fin de l'année en cours, de sorte que la loi puisse, dans la mesure du possible, entrer en vigueur pour la rentrée de l'année scolaire 2023-2024.

ad 2) Les établissements d'enseignement secondaire n'ont pas reçu la consigne de mettre en œuvre ledit accord dès la rentrée scolaire 2022-2023. Il existe néanmoins un point de l'accord qui a trouvé son application dès la dernière rentrée scolaire : il s'agit de la mise en place d'un chef de département des services éducatifs et psychosociaux dans chaque lycée. Cet élément de l'accord ne nécessite pas de base légale puisqu'il s'agit d'une mesure qui s'intègre dans le système de la gestion par objectifs en vertu de la loi du 25 mars 2015 modifiant entre autres la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Formation des professeurs d'enseignement musical dans les communes | Question **6985** (11/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

De Museksunterrecht an de Gemengen ass vu grousser Bedeitung fir d'Kulturliewe vum Land. Fir datt deen Unterrecht op engem konstant héijen Niveau stattfanne kann, mussen d'Museksproffen, déi vun de Gemengen agestallt ginn, Weiderbildungscourse besichen, déi vum Schoulministère bzw. vum IFEN ugebuede ginn. Leider weise verschidde Museksproffen drop hin, datt et bei där Offer Lacunne gëtt, déi sech laangfristeg net nëmmen op d'Qualitéit vum ugebuedene Museksunterrecht, mee och op déi sproochlech Qualitéit vun der Wëssensvermëttlung an de Musekss-choulen negativ auswierke kéinten.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi eng spezialiséiert Formatioune ginn et am Ablack fir Museksproffen op Masterniveau, déi sech a komplexe musikalesche Fachberäicher – z. B. Museksgeschicht, Harmonie musicale, Geschicht vun der Instrumentalpedagogik – oder op spezialiséiertem Instrumentalniveau weiderbilde wëllen?

2. Ginn et fir zukünfteg oder nominéiert Museksproffe spezialiséiert Formatioune fir sämtlech Instrumenter, déi een hei am Land léiere kann?

3. Kann den Här Minister preziséieren, ob am Ablack spezialiséiert oppen Instrumental-Master-Classes vun nominéierte Professeren aus dem Conservatoire ugebuede ginn, fir de Museksproffen, déi a kommunale Musekschoule schaffen, ze hëllefen, dës Fächer optimal a lëtzebuergescher Sprooch ze ënnerriichten an hire professionellen Niveau opzehéijen?

Réponse (18/10/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De Volet vun der Formatioun fält ënnert d'Responsabilitéit vum Patron; dëst ass an dësem Fall eng Gemeng, e Gemengesyndicat oder e Prestataire, wann d'Gemeng oder de Gemengesyndicat den Enseignement musical engem Prestataire iwwer eng Konventioun uvertraut huet. Den Educatiounsministère bitt iwwer den IFEN nëmmen e klengen Deel vun de Formatioune fir d'Léierpersonal vum Enseignement musical op Gemengenniveau un.

Baisse du nombre de spectateurs au théâtre | Question **6986** (11/10/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An deene leschten zwee Joer hunn d'Theateren hei am Land wéinst de Coronamesurë réckleefeg Zuschauerzuelen a Kaf missen huelen. Obschonns mëttlerweil all déi coronabedéngte Moossname gefall sinn, bekloe verschidden Theaterdirekteren e Réckgang vun den Zuschauerzuelen.

Gläichzäiteg stellt ee fest, datt d'Theaterprogrammer ëmmer méi ideologesch ginn an datt een a spezielle Fäll souguer behaapte kann, datt a verschiddenen Theatere politeschen Aktivismus bedriwwe gëtt. Sou liest ee beispillsweis an engem LW-Artikel vum 16.9.22 („Aus der Realität flüchten"), datt en ëffentlech subventionéierten Theater e Stéck um Programm stoen huet, dat sech decidéiert fir d'Ofdreiwung asetzt. Sou seet den Intendant vun deem Theater: „Dabei ist das Stück speziell für junge Menschen ausgelegt, sodass den Jugendlichen in erster Linie nahe gebracht werden soll, dass jeder das Recht hat, über seinen eigenen Körper zu entscheiden."

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Leien der Madamm Minister Statistike vir, déi iwwer d'Zuschauerzuelen an ëffentlech subventionéierten Theateren an de Spillzäiten 2009/10 bis 2019/20 informéieren? Wann nee, ass dru geduecht, fir an Zukunft sou Statistiken unzeleeën? Wann dat net de Fall ass: Aus wéi enge Grënn wäerten och an Zukunft keng esou Statistiken ugeluecht ginn?

2. Geet d'Madamm Minister dervun aus, datt et eng Korrelatioun gëtt tëscht réckleefegen Zuschauerzuelen an den Theateren (wéi se am genannten Artikel beklot ginn) an enger progressiver Ideologiséierung vun den Theaterprogrammer, datt vill Leit also net méi an den Theater ginn, well d'Stécker ëmmer méi „politesch korrekt" sinn? Kann d'Madamm Minister hir Ausso begrënnen?

3. Kann d'Madamm Minister preziséieren, ob an a wéi wäit de Kulturministère Afloss op d'Programmatioun vun Theateren hëlt, déi vun ëffentlecher Hand subventionéiert ginn?

Réponse (04/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

ad 1. D'Behaaptung, dass d'Theatere réckleefeg Zuschauerzuelen hätten, kënne mir net confirméieren. De Kulturministère ass amgaangen, en Observatoire de la culture opzebauen an an deem Kontext och en/g Statistiker/in ze rekrutéieren, fir och méi konsequent Statistiken opzebauen. E Besuch am Theater beweist awer och empiresch, dass de Public nach ëmmer um Rendez-vous ass.

ad 2. Och dës Behaaptung kënne mir net confirméieren.

ad 3. Esou wéi ech dat schonn a viregten Äntwerte betount hunn, hëlt de Kulturministère keen Afloss op d'Programmatioun vun den Haiser oder de Contenu vun de Stécker.

Abus de faiblesse | Question **6987** (12/10/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi du 21 février 2013 incrimine les abus de faiblesse. La situation de faiblesse ou l'état d'ignorance d'un mineur ou d'une personne particulièrement vulnérable dû à son âge, sa maladie, son infirmité, sa déficience psychique ou physique est souvent au centre d'un abus frauduleux commis par une ou plusieurs personnes malintentionnées. La victime elle-même dispose de peu de moyens de défense, respectivement s'aperçoit assez tardivement des manœuvres commises.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de condamnations ont été prononcées depuis l'entrée en vigueur de la loi en 2013 ?

2) Quels furent les types d'abus commis ?

3) Quelles furent les situations de faiblesse ?

4) Quelle est la répartition proportionnelle de victimes entre mineurs et adultes ?

5) Les abus de faiblesse sont-ils particulièrement présents dans le cadre des personnes placées sous tutelle ?

6) Quels sont les mécanismes en place pour détecter ce genre d'abus ? Est-ce qu'il existe des données sur l'efficacité de ces mécanismes ?

Réponse (10/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Le système informatique des autorités judiciaires renseigne 14 décisions de condamnations définitives et 3 décisions de condamnations qui ne sont pas encore coulées en force de chose jugée.

ad 2) Les abus de faiblesse ayant mené à des condamnations consistaient toujours dans un dépouillement financier des victimes, notamment de victimes en état de sujétion psychologique, l'auteur s'étant dans la majorité des condamnations introduit progressivement dans la vie de la victime.

Seul dans un cas de condamnation, les auteurs ont fait miroiter des succès au moyen de pratiques occultes à la victime.

ad 3) Dans bon nombre des cas ayant donné lieu à une condamnation, différentes situations de faiblesse se superposent, notamment l'âge avancé de la victime, son isolement social, son éthylisme, l'abus de médicaments, le déclin cognitif, les déficiences physiques, les situations de handicap mental ou encore les situations de pathologies psychiatriques.

Ainsi, sept décisions ont été rendues suite à la vulnérabilité de la victime due à son âge, respectivement suite à son déclin cognitif, avec d'autres causes de vulnérabilité en superposition.

Trois décisions ont été rendues en tenant compte de l'état de sujétion psychologique.

Deux décisions ont retenu une déficience physique et/ou psychique de la victime.

Une décision est intervenue face à la situation de handicap mental de la victime, et finalement, une décision s'est appuyée sur la pathologique psychiatrique de la victime.

ad 4) Toutes les victimes des abus de faiblesse retenus par les juridictions étaient majeures.

ad 5) Étant par définition des personnes vulnérables, les majeurs sous tutelle peuvent également être victimes d'abus de faiblesse. Il y a lieu de constater qu'actuellement la tutelle constitue une mise sous protection juridique de l'adulte vulnérable avec la finalité de la protéger utilement.

ad 6) Les parquets sont informés de possibles situations d'abus de faiblesse par le biais de dénonciations des services sociaux, de plaintes des proches des victimes, de signalements par les juridictions, en particulier du juge des tutelles, et de la Cellule de renseignement financier qui est à son tour avisée par les établissements bancaires sur des mouvements suspects sur les comptes de personnes présumées vulnérables.

Dans le cadre des dossiers qui ne mènent pas à des condamnations des auteurs potentiels, le juge des tutelles désigne un mandataire de justice en vue de mettre les biens de la victime à l'abri.

Coups et blessures volontaires | Question **6988** (12/10/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le rapport d'activité du Service central d'assistance sociale (SCAS) renseigne que le nombre de victimes suivies par le Service d'aide aux victimes (SAV) a connu, de 2000 à 2021, une considérable hausse de 476 dossiers. En 2020, le nombre de dossiers était de 352, en 2019 de 412 et en 2018 de 333. Le nombre de nouveaux cas passe de 160 en 2020 à 216 en 2021. En 2019, à part la rubrique « coups et blessures volontaires », qui connaît une nette hausse de 74 (2020) à 104 (2021), les autres rubriques changent peu en chiffres absolus. Une rubrique spécifique « violences domestiques » montre que le chiffre augmente de 56 en 2020 à 70 en 2021.

Dès lors j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Justice :

– Madame la Ministre est-elle en même de fournir des explications plus détaillées sur cette nette hausse des victimes ayant sollicité le SAV, en 2021, pour coups et blessures volontaires ?

Réponse (14/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Le Service d'aide aux victimes (SAV) a constaté un accroissement important du nombre de victimes en 2021, notamment de coups et blessures volontaires.

Une des explications est sans doute la crise sanitaire en 2020 qui a eu pour conséquence que moins d'incidents ont été reportés et suivis et ce pour les raisons les plus diverses. Il m'importe toutefois de préciser que chaque victime pouvait accéder à chaque instant à de l'aide et de l'assistance, nonobstant les règles sanitaires en place.

Les contraintes au quotidien qui s'en suivaient ont également eu un impact sur l'organisation et le déroulement des procédures tant pour les particuliers que pour les professionnels.

Le retour à la normale de l'organisation judiciaire et la fixation des affaires reportées a sûrement eu des répercussions sur le nombre des victimes à assister.

Quant à la rubrique spécifique « violences domestiques », il y a lieu de préciser qu'il s'agit des personnes ayant consulté le SAV et ce chiffre a en effet augmenté. Toutefois, le SAV n'a pas pu constater une hausse importante dans le nombre des victimes prises en charge.

Interdiction des chaudières à gaz | Question **6989** (12/10/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 6417 vun den honorabelen Deputéierte Madamm Myriam Cecchetti an Nathalie Oberweis schreift den Här Logementsminister, datt vun 2023 u keng Baugeneemegunge méi fir Logementer ausgestallt ginn, déi mat Gas hëtzen. An der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek" war de 27. September 2022 souguer ze liesen, datt vum 1. Januar 2023 un iwwerhaapt keng Geneemegunge fir Heizungen op Basis vu fossille Brennstoffer ausgestallt ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Logementsminister gär dës Fro stellen:

– Verfügen d'Proprietairë vun engem Bestandsbau, dee mat fossillen Energië gehëtzt gëtt, weiderhin iwwert déi rechtlech Méiglechkeet, dës Anlagen ze erneieren, wann eng Ëmstellung op aner Energieformen technesch net méiglech oder net gewënscht ass?

Réponse (31/10/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Den éierewäerten Deputéierte stellt eng Fro, déi am Zesummenhang ass mat der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 6417 vun den honorabelen Deputéierte Madamm Myriam Cecchetti an Nathalie Oberweis, wou den Här Logementsminister schreift, datt vun 2023 u keng Baugeneemegunge méi fir Logementer ausgestallt ginn, déi mat Gas hëtzen. An der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek" war de 27. September 2022 souguer ze liesen, datt vum 1. Januar 2023 un iwwerhaapt keng Geneemegunge fir Heizungen op Basis vu fossille Brennstoffer ausgestallt ginn.

– Déi Ausso an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 6417 bezitt sech ausschliisslech op d'Ufuerderungen am Kader vun enger Ufro fir eng Baugeneemegung bei engem Neibau.

An engem Bestandsbau, dee mat enger Heizungsanlag op Basis vu fossiller Energie gehëtzt gëtt, kann opgrond vun der aktueller Reglementatioun betreffend déi energeetesch Performance vun de Gebaier (Règlement grand-ducal du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments), esou eng Anlag, am Fall wou se muss ersat ginn oder wou de Proprietaire se wëll ersetzen, duerch eng nei Heizungsanlag op Basis vu fossiller Energie ersat ginn.

Aus Grënn vun der Energietransitioun/Dekarboniséierung an net zulescht, fir vun de fossillen Energien onofhängeg ze ginn, ass d'Ersetze vun enger fossiller Heizung duerch eng fossill Heizung net ze empfeelen.

Speziell fir eng Entscheedung an een Ëmstig op eng fossillfräi Heizungsanlag ze ënnerstëtzen, gëtt et de „Klimabonus Wunnen" Programm, mat verschiddenen Hëllefe vum Staat (fir Wäermepompelen, Pelletheizungen oder Wäermenetzer, wat déi dräi heefegst Alternative sinn) an och engem „Masuttersatzbonus", wou d'Primmen zousätzlech erhéicht ginn, wann ee vun enger fossiller Heizung op eng net fossill wiesselt.

Zousätzlech dozou (a kumulativ) ginn et nach privat Hëllefen (Obligatiounsmechanismus, deem d'Stroum- a Gasliwweranten ënnerleien) an, jee no Gemeng, Hëllefe vu Gemengesäit, esou wéi een dat am Hëllefen-Simulator vun der Klima-Agence kann nokucken (https://aides.klima-agence.lu/).

Dépôt des actes notariés | Question **6990** (12/10/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

D'Notariat aus am Ament an Oprouer.

Duerch d'Gesetz vum 8. Juli 2021 gouf den elektroneschen Depot vun den Notaire-Akten ab 1. November 2022 agefouert.

Et stinn nach haut, 19 Deeg virun der Entrée en vigueur eng ganz Rei juristesch ewéi praktesch Froen op.

Heizou wollt ech follgend Froen un den Här Bausseminister, un d'Madamm Finanzminister an un d'Madamm Justizminister stellen:

1. Ass et esou, datt den Notaire selwer muss all Depot (vun enger „expédition-minute") validéieren? Wéi justifizéiert Dir dat par rapport zum Fait, datt den Notaire do ass, fir en „acte authentique" (déi wierklech an eenzeg „minute") opzehuelen, an et nach ëmmer Mataarbechter waren, déi duerno d'Formalitéite vum Enregistrement an der Transkriptioun beim Hypothéikenamt virgeholl hunn?

Ass et an Ären Aen net eng juristesch a praktesch Aberatioun, datt den Notaire muss esou administrativ Aarbechten iwwerhuelen?

2. Bis haut (!) huet nach keng Etude Zougang zu der Plattform, déi soll ab dem 1. November obligatoresch sinn. Si haten absolutt keng Geleeënheet, sech mat där Plattform vertraut ze maachen. Wéi justifizéiert Dir, datt esou eng absolutt fundamental Funktioun, fir d'Leit ewéi fir d'Gesellschaften a besonnesch och eis Finanzplaz, an esou e Chaos gestierzt gëtt?

3. Stëmmt et, datt den Notaire net automatesch vun der Administratioun soll informéiert ginn, wann en Dossier refuséiert gëtt? Ass dat an Ären Aen net och eng Aberatioun, ëmsou méi ewéi d'Gesetz gesalze Strofe virgesäit, wann den Depot iergendee Feeler opweist?

4. Sidd Dir au courant vu praktesche Problemer, déi bis dato net geléist sinn? Gouft Dir an deem Sënn vun der Chambre des Notaires kontaktéiert a wéi gedenkt Dir ze reagéieren?

5. Géift Dir der Ausso zoustëmmen, datt déi ganz Reform schlussendlech nëmmen derzou féiert, datt d'Responsabilitéit vun engem korrekten Encodage vun den Akten, déi bis elo bei der Administration de l'enregistrement louch, op den Notaire ze schubsen, an dat ënner heftegen Amendë bei all Feeler?

6. Sidd Dir net och der Meenung, datt esou eng Revolutioun vum Notariat op d'mannst hätt missen eng Transitiounsperiod virgesinn? Deelt Dir d'Meenung vum Notariat, datt dës Reform onbedéngt muss verschubst ginn, bis all déi opgeworfe Froe gekläert sinn?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Den éierbaren Deputéierten huet eng Rei Froen zum elektroneschen Depot vun den Notaire-Akten, deen am Gesetz vum 8. Juli 2021[2] virgesinn ass.

Wat déi éischt Fro ugeet, sou ass et net richteg, datt den Notaire den Depot vun der elektronescher Expédition-minute perséinlech validéieren oder och den Depot vun der Expédition-minute bei der Verwaltung perséinlech virhuele muss. D'Gesetz gesäit leedeglech vir[3], datt den Depot vum Akt ab dem 1. November 2022 op enger elektronescher Expédition-minute gemaach gëtt, an net méi, wéi bis dato, op der Minute selwer. Deemno muss den Notaire just, duerch seng elektronesch Ënnerschreft, d'Konformitéit vun der elektronescher Expédition-minute par rapport zur Minute (um Pabeier) garantéieren, well jo duerch d'Reform den Enregistrement um Pabeier-Original ewechfält. D'Mataarbechter an der Etude sinn also weiderhin habilitéiert, den Akt virzebereeden an den Depot vum Akt iwwert d'Plattform bei der Verwaltung ze maachen. Par ailleurs fält de Bordereau de transcription ewech, wat eng administrativ Vereinfachung ass.

D'Mise en place vun der informatescher Infrastruktur, fir den elektroneschen Depot vun den Akte kënnen ze maachen, ass d'Responsabilitéit op där enger Säit vum Staat, dat heescht der Enregistrementsverwaltung an dem Centre informatique de l'État, an op där anerer Säit vun den Notairen.

Zanter dass d'Gesetz vum 8. Juli 2021 gestëmmt ass, gëtt et e Comité de concertation permanent, wou all Parteien dra representéiert sinn. Dëse Comité mécht de Suivi vun der technescher Ëmsetzung, déi néideg ass, fir dass d'Akte kënnen elektronesch deposéiert ginn. De Comité huet misse feststellen, dass d'Konditiounen aktuell nach net genügend erfëllt sinn, fir déi informatesch Plattform ze benotzen. D'Membere vum Comité hunn sech dowéinst kierzlech gëeenegt, eng administrativ Transitiounsperiod virzegesinn, fir esou de Lancement vun der Plattform eréischt duerchzeféieren, wann all d'technesch Konditiounen erfëllt sinn.

Am Kader vum Comité de concertation permanent sinn och d'Problemer vum Notariat intensiv diskutéiert ginn. D'Enregistrementsverwaltung steet generell am enken a gudden Austausch a Kontakt mat der Chambre des Notaires.

Mat der neier Plattform wäerten d'Notairen eng Notifikatioun direkt iwwert de System kréien, sollt en Depot refuséiert gi sinn. Dëst geschitt an e puer Sekonnen nom Depot an d'Ursaach vum Refus gëtt iwwert de System matgedeelt.

Beim Aféiere vum elektroneschen Depot handelt et sech ëm eng Digitalisatioun vu bestoende Prozeduren. Et ännert just de Support, op deem den Akt bei der Verwaltung deposéiert gëtt. D'Responsabilitéite vun deene jeeweilegen Acteure bleiwen onverännert. Den Notaire, a senger Qualitéit als Officier public, ass weiderhi responsabel fir d'Richtegkeet vun den Angaben an Donnéeën am Akt. Duerch den direkten Zougréff op d'informatesch Informatioune vum Staat (Kadaster a Persouneregëster) gëtt seng Aarbecht erliichtert.

Zu de Strofen ass ze soen, datt se de Garant si fir d'Richtegkeet vun den Donnéeën an der Publicité foncière, dat heescht am Enregistrement, am Kadaster, an an den Hypothéiken. Den Enregistrement gëtt wéi gesot net méi op der Minute (also dem Original) gemaach, mee op enger elektronescher Expédition-minute.

Säitens dem Staat an de Verwaltunge muss also séchergestallt sinn, datt déi vum Notaire ausgestallt elektronesch Expédition-minute (ee PDF, a kee Scan vum Akt) zu 100 Prozent dem Original entsprécht.

[2] Loi du 8 juillet 2021 portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification :
1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;
2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers ;
3° de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'Administration du cadastre et de la topographie

[3] « Par dérogation à l'article 7 de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement, les actes déposés par voie électronique sont enregistrés sur les expéditions-minutes. » (article 7 de la loi du 8 juillet 2021 portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription)

Projet d'oléoduc de TotalEnergies en Ouganda | Question **6991** (12/10/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

La société TotalEnergies a l'intention de construire un nouvel oléoduc d'une longueur de 1.440 kilomètres dans le Murchison Falls National Park, situé dans le nord de l'Ouganda, et considéré comme un des plus beaux parcs naturels du monde. Ce projet, émettant annuellement 34 millions de tonnes de CO_2, nécessite également l'expropriation de plus de cent mille personnes (voir « Le Monde » du 11 octobre 2022). Dans une lettre ouverte, des personnalités politiques, scientifiques et responsables d'ONG appellent à stopper ce projet.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Compte tenu que l'Agence internationale de l'énergie a affirmé en 2021 qu'il ne fallait plus lancer de nouveaux projets d'extraction d'énergies fossiles, est-ce que le projet TotalEnergies ne devrait pas être mis en doute par la communauté internationale ?

2) Est-ce que l'Union européenne ne devrait pas soutenir davantage les pays renonçant à exploiter leurs réserves de combustions fossiles en leur accordant des crédits appropriés pour l'investissement dans les énergies renouvelables ?

3) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à ce projet ?

Réponse (14/11/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1) L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a estimé dans son rapport « Zero Net by 2050, a Roadmap for the Global Energy sector » (2021) que pour atteindre l'objectif de zéro émission en 2050, le secteur de l'approvisionnement en énergies fossiles n'avait pas besoin de nouveaux investissements.

Il se trouve que le projet en question a bien fait l'objet d'un débat public, puisqu'en date du 15 septembre 2022, le Parlement européen a adopté une résolution d'urgence sur les projets Tilenga et EACOP, développés par Total en Ouganda et en Tanzanie.

ad 2) L'Union européenne soutient un processus de partenariat pour une transition énergétique juste (« Just Energy Transition Partnerships ») avec certains pays en développement afin de les aider à appliquer des politiques de décarbonation et à mettre un terme à l'extraction et à l'utilisation d'énergies fossiles. L'UE a signé un premier partenariat de ce type en 2021 avec l'Afrique du Sud. Des discussions sont en cours pour établir des partenariats similaires avec le Sénégal, l'Indonésie et le Vietnam par exemple. Au-delà de ces partenariats, l'UE met en place une série de protocoles d'accords (« Memorandum of Understanding ») avec d'autres pays tels que l'Égypte, l'Argentine et la Namibie pour parvenir aux mêmes objectifs. Le Luxembourg a toujours soutenu de telles initiatives au niveau européen et promeut activement une transition énergétique globale fondée sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

ad 3) Au-delà de la position de principe énoncée ci-avant, le Gouvernement luxembourgeois n'a pas à commenter des projets spécifiques impliquant des sociétés privées étrangères dans des pays tiers.

Décharge pour matières inertes près de Colmar-Berg | Question **6992** (13/10/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Il me revient que la décharge pour matières inertes près de Colmar-Berg touche à sa capacité maximale si bien qu'elle serait fermée au cours de l'année 2023.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer cette information ? Dans l'affirmative, vers quel mois sera-t-elle

plus que probablement fermée ? Combien de tonnes de déchets inertes y ont alors été stockées à cette date ?

2) Combien de camions y ont été accueillis en moyenne tous les jours au cours des dernières cinq années ?

3) Quelle est l'évolution récente des réserves en matière de capacité d'accueil dans les décharges actuellement en fonction ?

4) Dans quels endroits du pays seront créées des décharges nouvelles et quelle sera leur capacité potentielle individuelle et totale ?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Mes services n'ont pas été informés de la fin d'exploitation prévisible de la décharge en question. Le volume total autorisé de cette décharge (exploitée depuis août 2013), y compris les extensions et les rehaussements, s'élève à 7.740.000 m^3. Vers fin juin 2022 la capacité restante était de 1.754.000 m^3. En considérant les quantités acceptées au cours des deux dernières années, une durée d'exploitation restante de deux à trois années est estimée.

ad 2) Selon les rapports annuels fournis à l'Administration de l'environnement par Recyfe SA, l'exploitant de la décharge régionale pour déchets inertes « Colmar-Berg », cette moyenne était de 300 camions par jour.

ad 3) L'évolution des capacités restantes dans les différentes décharges régionales pour déchets inertes depuis 2020 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4) Dans ce contexte, je renvoie à la récente réponse à la questions parlementaire n° 6889.

Les capacités demandées pour les différents projets de décharges régionales pour déchets inertes, qui sont actuellement en procédure, se présentent comme suit :

– Extension de la décharge Hosingen : environ 2.110.000 m^3 (3.798.000 t)
– Décharge Nothum : environ 1.610.000 m^3 (2.898.000 t)
– Décharge Rosswinkel : environ 397.000 m^3 (714.600 t)
– Décharge Differdange : environ 5.900.000 m^3 (10.617.000 t)

Il est important de souligner qu'il s'agit des capacités demandées par les requérants. Il est actuellement difficile pour l'Administration de l'environnement de fournir des indications précises sur les capacités qui seront finalement autorisées.

Dommages causés par un vaccin | Question **6993** (13/10/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Tout vaccin est une ingérence dans le système immunitaire et peut provoquer un effet indésirable voire un dommage.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Est-ce qu'il y a une loi couvrant les dommages causés par un vaccin ?

– Si oui, quelle est cette loi et quels dommages est-ce qu'elle couvre ?

– Toujours si une telle loi existe, qu'est-ce qu'elle prévoit pour les patient.e.s ayant subi un dommage lié à un vaccin ? Quelle est la procédure pour les patient.e.s afin de pouvoir profiter de la protection légale ?

– Si une telle loi n'existe pas, est-ce que vous ne jugez pas nécessaire de mettre en route un tel projet de loi ? Est-ce qu'une telle loi existe dans d'autres pays ?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

La loi du 4 juillet 2000 relative à la responsabilité de l'État en matière de vaccinations dispose dans son article 1er :

« Lorsqu'une vaccination imposée par une disposition légale ou réglementaire ou recommandée par l'État cause la mort de la personne vaccinée ou entraîne dans son chef une incapacité physique permanente, l'État répond du dommage, sans préjudice des actions qui pourraient être exercées conformément au droit commun, et dans la mesure où le dommage n'est pas indemnisable en vertu du Code des assurances sociales. Jusqu'à concurrence de l'indemnité qu'il a versée, l'État est, s'il y a lieu, subrogé dans les droits et actions de la victime contre les responsables du dommage. »

La demande de dédommagement, accompagnée des pièces justificatives relatives à la vaccination recommandée et au dommage (décès ou incapacité physique permanente) prétendu en lien avec la vaccination est à introduire par le demandeur ou, en cas de décès par ses ayants droit, au Ministère de la Santé qui procède à une instruction du dossier à travers une expertise médicale.

Si les conditions prévues par la loi sont remplies, à savoir le décès est en lien avec la vaccination recommandée ou les séquelles engendrent une incapacité physique permanente en lien avec la vaccination et le dommage n'est pas indemnisable en vertu du Code de la sécurité sociale, l'État indemnise le demandeur.

Piste cyclable entre Medernach et Reisdorf | Question **6994** (13/10/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Depuis des années la réalisation de la piste cyclable entre Medernach et Reisdorf semble traîner. Cette piste relierait, entre autres, les localités de Larochette et de Diekirch.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur la mise en œuvre de ce projet ? Où en est sa planification ?

2) Quelles seraient d'éventuelles contraintes qui empêcheraient une réalisation rapide de cette piste cyclable ?

Réponse (18/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le projet de piste cyclable entre Medernach et Reisdorf se compose de trois tronçons, à savoir :

1. Ermsdorf–Medernach : le dossier de soumission est en cours de finition. Les administrations communales se chargent d'acquérir les emprises manquantes. Quant aux autorisations environnementales, une nouvelle demande d'autorisation en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles a été transmise au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en mai 2022. De ce fait, les travaux pourront au mieux commencer début 2024 ;
2. Ermsdorf–Reisermühle : l'avant-projet sommaire a été approuvé en mars 2021 et j'ai demandé l'Administration des ponts et chaussées d'analyser des variantes supplémentaires le long du CR358 ;
3. Reisermühle–Reisdorf : j'ai approuvé l'avant-projet sommaire en mars 2021, dont le tracé approuvé empruntera un chemin agricole existant entre Reisermühle et Reisdorf via Moestroff.

ad 2) La réalisation du projet entre Ermsdorf et Reisermühle est tributaire de l'acquisition d'emprises et de nombreuses contraintes environnementales, comme par exemple :

– la présence de chauve-souris ;
– l'existence de deux cours d'eau dans la vallée, à savoir l'Ernz Blanche et la Brücherbaach ;
– le projet de l'Administration de la gestion de l'eau pour l'aménagement d'une échelle/passe à poisson à Neumühle ;
– la désignation d'une zone inondable ;
– l'acquisition du foncier privé ;
– le Plan d'aménagement général (PAG) de l'administration communale.

En outre, le gabarit routier du chemin CR358 se présente trop étroit à certains endroits pour y aménager une infrastructure cyclable séparée dans les espaces latéraux.

De ce fait, des tracés alternatifs sont en cours d'analyse à hauteur de la Reisermühle comme initié dans l'approbation de l'avant-projet sommaire en mars 2021.

Primes énergétiques | Question **6995** (13/10/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Zënter dem Joer 2017 kréien d'Leit zu Lëtzebuerg Bäihëllefen, wann si hir Uelegheizung ëmbauen op alternativ Energieformen. Dozou gehéieren d'Solarheizungsanlag, d'Photovoltaikanlag, d'Wäermepompel an d'Holzheizung.

Allerdéngs gouf mir zougedroen, datt d'Leit mat zum Deel extreem laange Waardezäite rechne mussen, bis si hir Bäihëllefen ausbezuelt kréien.

An deem Kontext géif ech der Madamm Ëmweltministe gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir Bäihëllefe goufen an de leschte Joren (opgeschlësselt no de Joren 2017, 2018, 2020, 2021) – och opgeschlësselt no där jeeweileger alternativer Energieform – agereecht?

2. Wéi vill vun dësen Demandë goufe validéiert a wéi vill net?

3. Wéi vill vun all dësen Demandë goufen zanter 2017 och effektiv schonn ausbezuelt?

4. Wéi vill Zäit vergeet an der Reegel tëscht der Demande an dem Ausbezuele vun der Bäihëllef – opgeschlësselt no de jeeweilegen an uewen opgezielte Forme vun alternativen Energien?

Réponse (11/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Zanter dass d'Gesetz vum 23. Dezember 2016 den 1. Januar 2017 a Kraaft getrueden ass, si bis zum 31. Dezember 2021 inklusiv 5.553 Demandë fir Bäihëllefen am Kader vun der Installatioun vun engem vun deene 4 Anlagentypen (Solaranlagen, Photovoltaikanlagen, Wäermepompelen an Holzheizungen) erakomm. Se deelen sech ewéi follegt pro Joer op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Vun deene 5.553 Demandë sinn der 4.230 accordéiert ginn, 271 sinn der refuséiert ginn, well se déi Konditiounen, déi vun der Legislatioun virgeschriwwe

sinn, net respektéiert hunn. 1.004 Demandë sinn nach net komplett, well elementar Pièce net mam Dossier agereecht goufen an dofir hu missen nogefrot ginn. 48 Dossiere sinn nach net traitéiert ginn.

ad 3. Vun deene 4.230 Demanden, déi zanter 2017 accordéiert goufen, sinn der 3.978 schonns ausbezuelt, 252 Demandë sinn an der Prozedur fir ausbezuelt ze ginn.

ad 4. D'Delaien (an Deeg) fir déi eenzel Bäihëllefe sinn am follgenden Tableau:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Sanctions administratives communales et élargissement des compétences des agents municipaux | Question **6996** (13/10/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

No der Publikatioun am Memorial A den 28. Juli 2022 soll d'Gesetz sechs Méint duerno, also den 1. Februar 2023, a Kraaft trieden. Am Gesetz ass virgesinn, dass nach verschidde groussherzoglech Reglementer musse geholl ginn. Weiderhi baséieren sech d'Sanktiounen op d'Policereglementer vun de Gemengen. Doniewent sollen och all d'Agente spezifesch Formatioune maachen. Et kommen duerch dëst d'Gesetz och weider Aufgaben a Kompetenzen op d'Agenten duer.

Virun dësem Hannergrond wéilt ech der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

– Bis wéini gedenkt d'Madamm Ministesch, déi groussherzoglech Reglementer zum Gesetz ze publizéieren?

– D'Sanktioune kënne vun de Bierger direkt op de Gemenge bezuelt ginn. Sinn d'Gemenge schonn iwwer d'Detailer heizou informéiert ginn?

– Mussen d'Gemengen, wann dat neit Gesetz en vigueur trëtt, och hiert Policereglement adaptéieren? Gëtt de Gemengen do ee Règlement type zur Verfügung gestallt?

– Kann d'Madamm Ministesch mir confirméieren, dass bis zum Akraafttriede vum Gesetz all Agent muss sämtlech Formatioune maachen? Wéi ass den Oflaf vun dëse Formatiounen?

– Am Fall wou si déi Formatiounen net gemaach hunn – däerfen si d'Gesetz trotzdeem applizéieren? Gëtt et ee spezielle Formatiounskatalog fir d'Agents municipaux?

– Wéi vill Agenten hei am Land mussen dës Formatioune maachen? Vu wéi vill insgesamt?

– Mussen d'Agenten, fir hiren aktuelle Statut bäizebehalen, sämtlech Formatiounen duerchlafen? Ginn et hei schonn Delaien?

– Wéi gedenkt d'Madamm Ministesch d'Gemenge respektiv hiert d'Personal iwwert déi nei Aufgaben (z. B. Recetten) ze informéieren oder souguer ze forméieren?

– Kann d'Madamm Ministesch mir Informatioune ginn, ab wéini de Service vum Fonctionnaire sanctionnateur en place ass?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Fir op déi verschidde Froe vum Deputéierten ze äntweren, erlaben ech mir, op d'Circulaire N° 4191(1) ze verweisen, déi ech den 2. November un d'Gemenge verschéckt hunn.

D'Circulaire ass ënner follgendem Lien ze fannen : https://mint.gouvernement.lu/dam-assets/circulaires/2022/juillet-decembre/41911.pdf.

Rupture de stock de certains médicaments | Question **6997** (13/10/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Lëtzebuerg koum et an der Vergaangenheet schonn zu Enkpäss bei der Liwwerung vu verschiddene Medikamenter. Aktuell soll dëse Problem sech widderhuelen. D'Ruptures de stock kënnen dozou féieren, dass Dokteren hire Patienten Alternative musse verschreiwen. Alternativen, déi se de Patiente jo an enger éischter Phas net wollten als Behandlungsmethod virschloen.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Sinn dem Gesondheetsministère Fäll vu Ruptures de stock an den Apdikte bekannt? Falls jo, ëm wéi vill Zorte vu Medikamenter handelt et sech momentan?

2. Bei wéi ville Medikamenter koum et an deene leschte 6 Méint zu Ruptures de stock?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Fall vun engem Enkpass fir e gewëssent Medikament, gëtt de Gesondheetsministère ëmmer doriwwer informéiert. Dës Rupturë kënnen all Zort vu Medikament betreffen, mee generell bleiwen awer ëmmer aner Alternativen disponibel.

An der zweeter Hallschecht vum Mount Oktober sinn dem Gesondheetsministère temporaire Indisponibilitéite vun 13 Medikamentefamillen, déi an Officinë verkaf ginn, notifiéiert ginn.

ad 2. Zwëschent Abrëll a September 2022 sinn dem Gesondheetsministère Ruptures de stock vun 173 Medikamenter notifiéiert ginn.

Statistiques sur le nombre d'électeurs non résidents dans le cadre des élections communales | Question **6998** (13/10/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 22 juillet 2022 portant modification : 1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; 2° de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, le droit de vote aux élections communales a été ouvert à tous les résidents en âge de voter peu importe leur nationalité et la durée de leur résidence au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes :

– Combien de résidents non luxembourgeois pourront désormais jouir du droit de vote alors qu'ils résident au Luxembourg depuis une durée inférieure à cinq années ? Ces statistiques sont-elles disponibles ventilées par commune, nationalité, âge et genre ?

Réponse (10/11/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Selon les statistiques produites à partir des données extraites du Registre national des personnes physiques (RNPP), 68.173 personnes, dont 32.105 femmes et 36.068 hommes, résidents non luxembourgeois jouissent désormais du droit de vote alors qu'ils ne résident pas encore au Luxembourg depuis cinq ans.

Ces statistiques sont à disposition de chaque commune, ventilées par nationalités, âge et sexe.

Transport de mazout | Question **6999** (13/10/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Den Ausbau vun den erneierbaren Energien ass essenziell, fir dass ons d'Energietransitioun geléngt, souwéi dass mir méi onofhängeg vun de fossillen Energië ginn. Dobäi spillt de Wiessel vun enger Mazoutsheizung op eng Wärmepompel eng zentral Roll, fir de Wärmesektor ze dekarboniséieren. Leider kënnen d'Leit, déi sech fir dee Choix entscheet hunn, awer mam Problem konfrontéiert sinn, dass hire Mazout am Tank nëmmen nach ka vun der Superdreckskëscht entsuergt ginn. D'Käschte sinn dobäi déi selwecht wéi fir verschmotzte Mazout. Et ass zum Beispill net méiglech, dass Transportfirmaen zu Lëtzebuerg de Mazout zréckhuelen, well se dofir keng Autorisatioun hunn. D'Installateuren zu Lëtzebuerg däerfen nëmmen d'Entsuergung vum Mazout mat organiséieren an net, wéi zum Beispill an Däitschland, den Transport bzw. d'Zréckhuele vum Mazout mat ubidden.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Ëmweltministesch stellen:

1. Wat sinn d'Grënn, firwat Transportfirmae fir Mazout hei zu Lëtzebuerg keng Autorisatioun hunn, fir de Mazout erëm zeréckzehuelen?

2. Gesäit d'Ministesch net an, dass een de Wiessel vum Mazout op eng erneierbar Heizungsform an deem Sënn kéint vereinfachen an ënnerstëtzen?

3. Wa jo, wéi kéint eng méiglech Léisung ausgesinn?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Wann ee säi Mazoutstank zréckbaut, well een en net méi brauch, an et ass nach proppere Reschtmazout dran, da kann een dee weider notzen (selwer oder andeems een en engem aneren zur Verwendung zur Verfügung stellt) oder en entsuerge loossen. Et ass recommandéiert, de Mazout vu Fachleit ofpompelen ze loossen, fir dass déi waassergefäerdend Flëssegkeet net an d'Ëmwelt geréit. Den Transport vun esou Flëssegkeeten op der Strooss ass dohier och reglementéiert (z. B. Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route).

Well de Mazout an engem Tank altert an sech Oflagerungen am Tank bilden, Uelegschlamm genannt, ass net all Reschtmazout ouni Gefor fir déi Installatiounen, wou e géif weider agesat ginn, weider verwendbar. D'Quantitéit vun deem Uelegschlamm hänkt ë. a. vum Alter a vun der Geometrie vum Tank of. Dëse muss een dohier fachgerecht entsuerge loossen. Dee Moment ass deen Uelegschlamm/Reschtmazout, nom Artikel 4 Punkt 6, vum ëmgeännerten Offallgesetz vum 21. Määrz 2012, een Offall.

Wann een deen Offall wëll bei sech ewechhuele loossen, muss dat vun engem geneemegten Transporteur gemaach ginn. All Firma, also och Transportfirmae fir Mazout oder Installateure mam entspriechenden Equipement, kënnen déi entspriechend Geneemegunge bei der Ëmweltverwaltung ufroen. Den Transport vun deem Offall ka geneemegt ginn, wann den Offall bei eng Anlag geet, déi geneemegt ass, fir en ze valoriséieren oder ze eliminéieren. An der Reegel schaffen d'Installateure mat engem Transporteur zesummen, deen esou eng Geneemegung huet, a bidden dee Service an hirer Prestatioun dofir mat un. Wann déi Tranporteuren de proppere Reschtmazout zesumme mam Uelegschlamm ofpompelen, gëtt dat Ganzt zum Offall. Et ass och déi Vermëschung, déi de Reschtmazout zu engem net méi weiderverwendbare Produit mécht. Et gëtt aktuell 17 Firmaen am Land, déi dëse Service ubidden. Am Kader vun der Superdreckskëscht fir Bierger gëtt ee Service ugebueden, fir kleng Volumë Reschtmazout, z. B. am Kanister, ofzeginn.

Et ass net gewosst, firwat d'Transportfirmae fir Mazout bis ewell keng Geneemegung fir d'Récknam vun Ofallmazout ugefrot hunn, et ass awer unzehuelen, dass et och dorunner läit, dass et sech fir si net lount, fir eng relativ kléng Part de marché dat néidegt Equipement unzeschafen, well si kënne jo net verschmotzte Reschtmazout an deem selwechten Tank transportéieren ewéi de proppere Mazout, deen si ausliwweren.

D'Méiglechkeete fir de Secteur, fir sech anescht opzestellen, sinn also haut scho ginn; eng Ännerung vum bestoende System vun den Offalltransporter, deen op europäesche Virgabe baséiert, ass net virgesinn.

Utilisation de produits de la société « Protelion GmbH » | Question **7000** (14/10/2022) de **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Vendredi dernier, la chaine de télévision allemande publique ZDF a publié les résultats d'investigations portant sur les liens entre une société de droit privé appartenant à une association de cybersécurité allemande de haut niveau (« Cyber-Sicherheitsrat Deutschland e. V. ») et des personnes liées aux services de renseignement russes. La société « Protelion GmbH » en question fournit notamment des solutions de sécurité informatique utilisées entre autres par les opérateurs d'infrastructures critiques en Allemagne.

Dans le contexte actuel de guerre en Ukraine ainsi que d'attaques contre les pipelines et autres infrastructures sensibles, ces révélations n'ont pas tardé à interpeller la sphère médiatique et politique. Aussi semble-t-il que le Gouvernement allemand s'apprête à limoger le chef de son agence de cybersécurité (« Bundesamt für Sicherheit in der Informationstechnik »).[4]

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre d'État et de Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

– Les ministères ou administrations publiques luxembourgeoises utilisent-elles actuellement, ou ont-elles par le passé utilisé, des produits ou services développés par « Protelion GmbH » ? Dans l'affirmative, quels sont les domaines dans lesquels ils sont ou ont été utilisés ?

Réponse (27/10/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation

Le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) n'est jamais entré en relation avec l'entreprise « Protelion GmbH » et n'utilise aucun de ses services ou produits.

Reconnaissance des diplômes ukrainiens | Question **7001** (14/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Honnerte vu Mënschen aus der Ukrain hunn am Moment hei zu Lëtzebuerg een Ënnerdaach misse fanne wéinst dem russeschen Ugréffskrich. Dës Leit hu sech hiert Liewen an der Ukrain opgebaut a sinn do an d'Schoul an/oder op d'Uni gaangen. D'ukrainesch Schüler wëllen hire schoulesche Parcours zu Lëtzebuerg dann och weiderféieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi sinn d'Virgabe fir d'Unerkennung vun ukrainesche Grond- a Lycéesdiplomer?

2. Wéi sinn d'Virgabe fir d'Unerkennung vun den Diplomer vun ukraineschen Universitéiten?

3. Wéi laang sinn d'Delaie fir d'Äntwert op Demandë fir eng Unerkennung vun den Diplomen am Moment?

4. Wéi vill Demandë vun ukrainesche Staatsbierger no enger Unerkennung goufe bis ewell ofgeleent oder net am ganze Mooss unerkannt?

5. Si Méiglechkeete virgesinn, fir zum Beispill iwwert Tester fräiwëlleg kënnen nozeweisen, dass eng Persoun ee gewësse schouleschen Niveau huet?

Réponse (14/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

ad 1. D'Ukrain huet d'Konventioun vu Lissabon (Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne) ënnerschriwwen. Soumat ënnerläit e Lycéesdiplom aus der Ukrain deene selwechten Unerkennungscritèrë wéi déi aus all deenen anere Länner, déi dës Konventioun ënnerschriwwen hunn. Dëst sinn:

a) den Diplom muss e Parcours scolaire vun 12 konsekutive Jore sanktionéieren, an
b) den Diplom muss am Pays d'origine Zougang zu Héichschoulstudie ginn.

Bei Länner, wou de Parcours bis zum Baccalaureat just 11 Joer dauert, sou wéi och an der Ukrain, kann eng Unerkennung par rapport zu engem lëtzebuergesche Premièresdiplom nëmmen ausgesprach ginn ënnert der Konditioun, datt d'Persoun ee gepacktent Joer op enger Universitéit respektiv Héichschoul noweise kann (11 Joer + 1 Joer = 12 Joer).

ad 2. D'Unerkennung vun Héichschouldiplomer hëlt zu Lëtzebuerg d'Form u vun der Aschreiwung an de Registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur. Fir kënnen iwwert dëse Wee unerkannt ze ginn, muss een Diplom ee komplette Studienzyklus ofschléissen an entspriechend de Gesetzer a Reglementer ausgestallt gi sinn, déi d'Héichschoulwiesen am Ausstellungsland encadréieren. Dëst gëllt gläichermoosse fir all auslännesch Diplomer, onofhängeg vun der Origine.

ad 3. De legalen Delai ass bei dräi Méint, vun deem Moment un, wou den Dossier komplett ass. Aktuell leien d'Delaie fir eng Äntwert op Demandë fir eng Unerkennung duerch de Service de la reconnaissance des diplômes vum Educatiounsministère tëschent zwou a véier Wochen.

Wat d'Unerkennung vun Héichschouldiplomer ubelaangt, läit den Duerchschnëttsdelai iwwert d'Joer gesi bei véier bis sechs Wochen, woubäi deen Delai a Funktioun vun der Unzuel an der Komplexitéit vun den Demanden, déi dem concernéierte Service vum Héichschoulministère virleien, liicht variéiere kann.

ad 4. Et goufen 23 ukrainesch Premièresdiplomer an een Technikerdiplom unerkannt. Bei just engem Dossier konnt keng Unerkennung ausgestallt ginn.

Bis zum Stéchdatum vum 30. September 2022 goufen zanter 2017 am Ganzen 286 ukrainesch Héichschouldiplomer unerkannt. Dobäi sief betount, datt negativ Äntwerte rar sinn: Nëmmen a sechs Fäll huet d'Aschreiwung an de Registre des titres misse refuséiert ginn. Den Tableau ënnendrënner gëtt en Iwwerbléck iwwer d'Unzuel vun den Unerkennungsdecisiounen, opgefächert no de Joren:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 5. Falls eng Unerkennung vun engem Lycéesdiplom net kann ausgestallt ginn, gëtt de Schoulniveau mat enger Attestation du niveau d'études festgehal, déi an deem Fall eng Reussite vun enger 3e certifiéiert. Zudeem kann déi betraffe Persoun iwwer den zweete Bildungswee, zum Beispill andeems si ee Joer bei der École nationale pour adultes (ENAD) suivéiert, e lëtzebuergesche Premièresdiplom ausgestallt kréien.

Betreffend d'Héichschouldiplomer ass et opgrond vun den uewe genannten Unerkennungscritèren an och vun der Form vun der Prozedur dem Ministère fir Héichschoul a Fuerschung net méiglech, Unerkennunge mëttels Tester ze maachen. Allerdéngs steet de Persounen, déi hiert Studium net konnten ofschléissen, d'Méiglechkeet op, fir um direkte Wee d'Héichschouletablissement vun hirem Choix ze kontaktéieren en vue vun enger Validation des acquis de l'expérience (VAE). Dës, falls vum concernéierten Etablissement accordéiert, erméiglecht mëttels Dispens vun eenzele Modüllen een ofgekierzte Wee zu engem formale Studienofschloss.

Zudeem sief ugemierkt, datt kee vun de rezente Refuse vun ukraineschen Héichschouldiplomer zeréckzeféieren ass op eng mangelhaft Dokumentatioun. An esou engem Fall awer, an deem Diploméierter keng Méiglechkeet haten, fir all hir Dokumenter mat op Lëtzebuerg ze bréngen, géif fir déi concernéiert Persounen d'Méiglechkeet bestoen, fir op eng Onlinedatebank vun den ukraineschen Autoritéiten zouzegräifen an déi feelend Dokumentatioun ze komplettéieren.

Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) | Question **7002** (17/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) gouf am Joer 2019 duerch dat entspriechend Gesetz agefouert. Dëse Register erlaabt et de Verwaltungen an der Zivillgesellschaft fir ze kontrolléieren, wien als Privatpersoun als leschten Notznéisser vun enger Firma profitéiert. Grad bei groussen Holdingen, déi aus Honnerte vun Ënnerfirme bestinn, ass et aus Transparenzgrënn wichteg nozevollzéien, wien um Enn vun der Lieder d'Fiedem an der Hand huet. Esou kënnen, zum Beispill, Interessekonflikter opgedeckt ginn oder Persounen, déi international Sanktiounen ausgesat sinn, méi liicht identifizéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a Wirtschaft dës Fro stellen:

– Firwat existéiert am RBE keen Historique, deen et erlaabt fir nozevollzéien, wéini de Bénéficiaire effectif vun enger Organisatioun gewiesselt huet?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

D'Äntwert op d'Fro ass, dass esou een Historique wuel besteet, mee dass deen nëmme fir d'national Autoritéiten accessibel ass (cf. Artikel 8 vum Reglement vum 15. Februar 20191).

De Grond, fir een Ënnerscheed zwëschent dem Zougang vun den nationalen Autoritéiten an deem vum Public ze maachen, hänkt mam Règlement général sur la protection des données zesummen, well et sech jo hei um perséinlech Donnéeën handelt. De Gesetzgeeber huet sech deemno bei der Fro vum Zougang vum Public op dat limitéiert, wat vun der Direktiv 2018/843 virgesi war, déi mam Gesetz vum 13. Januar 2019 iwwer den RBE transposéiert ginn ass, an déi Direktiv huet keen Zougang op den Historique fir de Public virgesinn.

Et ass awer och ze notéieren, dass de Gesetzgeeber net esou wäit gaangen ass, fir een Accès payant

[4] https://www.dw.com/en/germany-cybersecurity-chief-faces-sacking-over-russia-ties-reports/a-63387771

virzegesinn, wat am Endeffekt zu manner Transparenz gefouert hätt.

Facturation électronique | Question **7003** (17/10/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Le 18 décembre 2021, la loi relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics est entrée en vigueur. Cette loi crée pour tous les opérateurs économiques l'obligation d'émettre et de transmettre uniquement des factures électroniques (des fichiers XML ou qui contiennent de l'XML) conformes dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession. Cette obligation est échelonnée dans le temps – ainsi les entreprises de grande taille sont concernées depuis le 18 mai 2022, celles de taille moyenne depuis le 18 octobre 2022 et les entreprises de petite taille ont jusqu'au 18 mars 2023 pour se conformer aux obligations.

Six mois après l'entrée en vigueur des obligations pour les grandes entreprises, force est cependant de constater qu'il existe un manque de clarté tant au niveau des entreprises qu'au niveau des organismes du secteur public concernés pour se conformer à cette loi. Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à la Digitalisation :

– Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur le nombre de factures électroniques reçues par les pouvoirs adjudicateurs et organismes du secteur public depuis la date du 18 mai 2022 et s'il y a eu des problèmes récurrents lors de ces envois, tant au niveau des émetteurs qu'au niveau des destinataires ? Combien de ces factures ont été transférées via les solutions alternatives proposées par l'article 2 du règlement grand-ducal du 13 décembre 2021 portant fixation du réseau de livraison commun et des solutions techniques alternatives utilisées pour la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession ?

– Monsieur le Ministre peut-il me confirmer si tous les pouvoirs adjudicateurs et organismes du secteur public, y compris les communes, les syndicats, les GIE et les ASBL tombant sous le champ de la loi précitée, ont été identifiés par le Ministère de la Digitalisation et s'ils sont en mesure d'accepter les factures électroniques conformes ?
• Si tel n'est pas le cas, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer s'il existe un plan d'implémentation auprès des organismes du secteur public qui ne sont pas encore en conformité avec la loi ?

– Monsieur le Ministre peut-il ensuite m'expliquer pourquoi les deux solutions alternatives proposées par l'article 2 du règlement grand-ducal du 13 décembre 2021 portant fixation du réseau de livraison commun et des solutions techniques alternatives utilisées pour la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession n'ont pas été proposées dès l'entrée en vigueur de la loi ?

– Monsieur le Ministre peut-il me confirmer si le Ministère de la Digitalisation est en train d'élaborer une solution uniforme pour la prise en compte de la retenue de garantie demandée lors des marchés publics de travaux ? Cette éventualité ne semble pas être couverte par la norme EN 16931–1:2017.

– Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Ministère de la Digitalisation organisera des formations destinées d'un côté aux petites et moyennes entreprises et d'un autre côté aux pouvoirs adjudicateurs et organismes du secteur public de petite taille ? Un tel cycle de formation a été prévu par la directive 2014/55/UE du 16 avril 2014 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics.

Réponse (18/11/2022) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation

Le nombre de factures électroniques reçues par les organismes du secteur public (OSP) depuis le 18 mai 2022 via le point d'accès Peppol du Gouvernement s'élevait, début novembre, à plus de 27.000 factures. Parmi celles-ci, plus de 2.000 factures ont été envoyées via les solutions techniques alternatives non automatisées sur MyGuichet.lu, définies dans le règlement grand-ducal du 13 décembre 2021. Les factures des OSP qui disposent de leur propre point d'accès ne sont pas reprises dans les statistiques ci-dessus. Quelques erreurs au niveau des factures reçues ont pu être constatées. Dès détection de ces problèmes, les émetteurs des factures ont été informés pour qu'ils puissent faire les corrections nécessaires.

Bien que la législation sur les marchés publics existe déjà depuis des dizaines d'années, une liste exhaustive des pouvoirs adjudicateurs tombant sous le champ d'application des différentes lois sur les marchés publics n'a jamais été établie. Dans le cadre de la législation relative à la facturation électronique, le Ministère de la Digitalisation a commencé à recenser pour la première fois les OSP concernés. À cet effet, le Ministère de la Digitalisation s'est adressé régulièrement à tous les ministères pour qu'ils informent les OSP sous leur tutelle de leurs obligations légales. En outre, des échanges étroits ont eu lieu avec le SIGI qui gère un point d'accès Peppol pour la quasi-totalité des communes, syndicats communaux et autres organisations au niveau communal. Ces efforts sont déployés en continu. Dès que le ministère identifie, en collaboration avec d'autres ministères ou organismes, un organisme nouveau tombant sous le champ d'application de la législation sur les marchés publics, il le conseille afin de le mettre en mesure d'accepter des factures électroniques via Peppol.

Une liste d'environ 500 organismes du secteur public a ainsi pu être établie. Les organismes identifiés peuvent recevoir des factures électroniques via Peppol. Cette liste est consultable dans le dossier sur la facturation électronique du Ministère de la Digitalisation : https://digital.gouvernement.lu/fr/dossiers/2021/facturation-electronique.html.

Les solutions techniques alternatives non automatisées définies dans le règlement grand-ducal du 13 décembre 2021 ont été rendues disponibles aussi rapidement que possible, en priorisant la mise en place du formulaire de saisie manuelle d'une facture, qui est de très loin celui dont les opérateurs économiques ont le plus besoin.

La norme européenne EN 16931-1:2017 ne prévoit pas de champs dédiés à la gestion d'une retenue de garantie. Cependant une solution uniforme, connue des acteurs clés comme la Chambre de Commerce ou la Chambre des Métiers, est proposée systématiquement aux organismes concernés. Cette solution prévoit d'utiliser le champ de texte libre « PaymentTerms » (Modalités de paiement) du standard Peppol BIS Billing 3.0 pour indiquer les informations liées à la retenue de garantie.

Des formations destinées aux opérateurs économiques et notamment aussi aux petites et moyennes entreprises ont été dispensées par le Ministère de la Digitalisation dès 2021 :

– via de nombreuses conférences ou workshops organisés par la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers à destination de leurs adhérents ;
– via des formations régulièrement organisées par la House of Training sur base d'une formation initiale dispensée par le ministère.

Un nombre conséquent d'informations et du matériel de formation sont également disponibles en ligne auprès du ministère, de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers.

Considérant que les OSP ne sont pas des utilisateurs directs de la plateforme de facturation, une formation technique sur le fonctionnement de la plateforme ne semble dès lors pas opportune. Les processus usuels de traitement des factures reçues ne sont a priori pas impactés par la transmission des factures via la plateforme électronique.

Représentation diplomatique du Luxembourg en Argentine | Question **7004** (17/10/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Brasilien an Argentinien si politesch a wirtschaftlech gesi ganz wichteg Länner a Südamerika. Och hir global Bedeitung hëlt rasant zou.

An Argentinien ass Lëtzebuerg op diplomateschem Niveau just indirekt vertrueden duerch déi hollännesch Ambassade an – op konsulareschem Niveau – duerch d'Belsch. Argentinesch Staatsbierger, déi e Visa fir op Lëtzebuerg ufroen, mussen dëse bei der belscher Ambassade oder engem belsche Konsulat ufroen. Bis elo huet Lëtzebuerg am ganze südamerikanesche Raum nëmmen eng eenzeg Ambassade.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

– Gëtt et Pläng vun der Regierung, fir eng Lëtzebuerger Ambassade an Argentinien opzemaachen? Wann nee, wat schwätzt géint dës Initiativ?

Réponse (16/11/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Regierung ass sech der Wichtegkeet vum südamerikanesche Raum bewosst. Den Ausseministère evaluéiert konstant d'Configuratioun vun sengem Reseau vu Vertriedungen uechtert d'Welt, och a Lätäinamerika, fir de lëtzebuergesche Prioritéite Rechnung ze droen, mat Berécksiichtegung vun de Ressourcen, déi zur Verfügung stinn.

Am Moment gëtt et keng Pläng, fir an Argentinien eng Ambassade opzemaachen.

Semaine de la santé mentale | Question **7005** (17/10/2022) de **M. Paul Galles** | **M. Max Hengel** (CSV)

D'Semaine de la santé mentale stoung dëst Joer ënnert dem Motto « Ma santé, c'est aussi ma santé mentale ». Zil vun de villen Aktiounen ass et, drop hinzeweisen, wéi wichteg d'mental Gesondheet ass. D'Leit sollen och fir dës Problematik sensibiliséiert ginn, fir esou ze verhënneren, datt Patiente mat psycheschen a mentale Krankheete stigmatiséiert ginn. An deem Kontext géife mir gär follgend Froen d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wien huet d'Semaine de la santé mentale an d'Liewe geruff a vu wiem gëtt se aktuell organiséiert?

2. Wéi ënnerstëtzt de Gesondheetsministère d'Semaine de la santé mentale?

3. Wéi steet d'Regierung zur Aféierung vun enger offizieller Journée nationale de la santé mentale?

Réponse (17/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Säit 2005 gouf reegelméisseg Sensibiliséierungs- an Informatiounsaarbecht zur Suizidpreventioun geleescht. Dës gouf vun ënnerschiddleche

Fachberuffer aus dem Beräich vun der psychescher Gesondheetsversuergung initiéiert a spéider integréiert an d'„Vernetzungsinitiativ fir Suizidpreventioun"; déi haiteg Organisatioun „Ligue luxembougeoise d'hygiène mentale". Dëst huet zur Ausaarbechtung vum nationale Suizidplang gefouert. D'„Semaine de la santé mentale" ass eng vun den Aktiounen aus Suizidplang, deen am Joer 2015 vum Gesondheetsministère an d'Liewe geruff gouf, an ass ee vun den zentralen Instrumenter, wat d'Suizidpreventioun betrëfft.

Säit 2018 gëtt all zwee Joer d'„Semaine de la santé mentale" organiséiert. An de Joren dotëschent gouf et jeeweils ee spezifeschen Theemendag am Zesummenhang mat der psychescher Gesondheet. Déi éischt Editioun am Joer 2018 stoung am Zeechen „Depressioun, looss eis doriwwer schwätzen" an déi zweet Editioun 2020 stoung ënnert dem Motto „Alleguer verbonnen". An der drëtter an aktueller Editioun gouf et e puer verschidden Aktiounen, déi iwwert d'ganz Land verdeelt waren ënnert dem Motto „Meng Gesondheet ass och meng psychesch Gesondheet".

De Centre d'information et de prévention (CIP) vun der Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale ASBL (LLHM) (https://www.prevention-psy.lu/) ass fir d'Ausschaffen an d'Organisatioun ëm d'„Semaine de la santé mentale" zoustänneg.

ad 2. De Gesondheetsministère ënnerstëtzt d'Aktivitéite vun der Semaine de la santé mentale am Kader vun enger Konventioun mat der „Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale ASBL". Beim Ausschaffe vum Programm vun der Semaine de la santé mentale stoung de Gesondheetsministère an enkem Kontakt mat der Ligue.

ad 3. Den 10. Oktober gëllt weltwäit als internationalen Dag vun der psychescher Gesondheet. Lëtzebuerg schléisst sech esou enger internationaler Dynamik un, wou op nationalem Niveau een ofwiesslungsräiche Programm vun Informatioun, Sensibiliséierung a Weiderbildung fir d'Gesellschaft organiséiert gëtt.

Dee groussen Interessi an déi positiv Dynamik, déi sech an all de Joren am Kader vun den Theemendeeg an Theemewochen ofgezeechent hunn, brénge vill nei Iddie mat sech. Déi zukënfteg Entwécklungen am Kader vun der Ëmsetzung vum nationale Plang fir psychesch Gesondheet wäerte weisen, wéi wäit d'Aféierung vun engem offiziellen nationalen Dag vun der psychescher Gesondheet sech als nëtzlech erweise kéint.

Équité fiscale | Question **7006** (18/10/2022) de **M. Dan Kersch** (LSAP)

Dans toute démocratie, le système fiscal se doit de répondre au principe d'équité afin qu'il puisse reposer sur une adhésion large au sein de la société. Afin de veiller au respect du principe d'équité, il faut disposer d'un certain nombre de données fiscales.

Dès lors, j'aimerais savoir de Madame la Ministre des Finances :

1) Combien de contribuables existe-t-il au Luxembourg ? Parmi ces contribuables, combien de personnes physiques respectivement de personnes morales existe-t-il ?

2) Quelle est la part des personnes morales qui ne s'acquittent pas d'impôt au titre de l'IRC ?

3) Quelle est la part des personnes morales qui ne paient que l'impôt minimum portant sur l'impôt sur la fortune ? Quelle est la recette annuelle générée par l'impôt minimum s'appliquant aux entreprises opérationnelles et financières ?

4) Combien de personnes morales paient plus de 100.000 respectivement plus d'un million d'euros d'impôts au titre de l'IRC ?

5) Combien de contribuables – personnes physiques respectivement personnes morales – disposent d'un revenu imposable compris entre :

– 20.000 et 30.000 euros,
– 30.000 et 40.000 euros,
– 40.000 et 50.000 euros,
– 50.000 et 60.000 euros,
– 60.000 et 70.000 euros,
– 70.000 et 80.000 euros,
– 80.000 et 90.000 euros,
– 100.000 et 200.000 euros,
– 200.000 et 300.000 euros,
– 300.000 et 400.000 euros,
– 400.000 et 500.000 euros,
– plus de 500.000 euros ?

Réponse (18/11/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député se renseigne sur un certain nombre de données fiscales ayant un lien avec le respect du principe d'équité du système fiscal luxembourgeois.

Pour des raisons de représentativité, les données reprises ci-après sont celles relatives à l'année d'imposition 2020, année correspondant à un pourcentage d'imposition d'environ 86 % fin septembre 2022.

En 2020, le Luxembourg comptait 655.815 ménages personnes physiques soumis à l'Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) respectivement à la Retenue d'impôt sur traitements et salaires (RTS). S'y ajoute 84.706 contribuables personnes morales qui ont été imposés au niveau de l'Impôt sur le revenu des collectivités (IRC).

65.164 contribuables personnes morales avaient un revenu imposable négatif ou nul et ne payaient pas d'impôt en 2020.

Le montant de l'Impôt sur la fortune (IF) minimum au sens du paragraphe 8, alinéa 2, lettre b) VStG est déterminé sur la base d'un tarif structuré en fonction de plusieurs paliers qui se réfèrent au total du bilan, à savoir 535 euros, 1.605 euros, 5.350 euros, 10.700 euros, 16.050 euros, 21.400 euros et 32.100 euros. S'y ajoute le tarif de 4.815 euros s'appliquant uniquement aux sociétés dites « SOPARFI ».

Au total, 50.705 sociétés payaient l'IF minimum en 2020 et ne payaient ni IRC ni ICC, dont 18.803 « SOPARFI ». Le montant de l'IF minimum payé par ces 50.705 sociétés s'élève à 141,4 millions d'euros, dont 90,5 millions d'euros par les sociétés dites « SOPARFI ».

1.491 contribuables personnes morales avaient une cote d'IRC supérieure à 100.000 euros, parmi lesquels 158 avaient une cote supérieure à 1 million d'euros.

Ci-joint, vous trouverez la distribution des ménages par classe de revenu imposable pour l'année d'imposition 2020 (IRPP + RTS), sans prise en compte des revenus nets divers :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dans ce contexte, il est aussi référé à l'avis du Conseil économique et social dénommé « Analyse des données fiscales au Luxembourg 2021 » qui a mis en exergue que 0,7 % des contribuables payent 50 % des recettes totales de l'IRPP en 2020. Il a souligné que le phénomène, suivant lequel la majorité des recettes IRPP proviennent d'une part réduite de contribuables, s'explique par le système d'imposition progressif (les hauts salaires payent plus d'impôts que les faibles salaires).

Au niveau des personnes morales, 11.269 contribuables avaient un montant soumis à l'impôt compris entre 0-50.000 euros, 2.577 en avaient un compris entre 50.000-100.000 euros et 5.696 contribuables un montant soumis à l'impôt qui dépassait les 100.000 euros.

Modalités d'inscription et de prêt dans les bibliothèques au Luxembourg | Question **7008** (18/10/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Au courant du mois de novembre prochain la Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL) mettra en place un nouveau programme informatique de gestion, Alma, qui entraînera des adaptations des modalités d'inscription et de prêt pour les usagers et usagères. Selon nos informations ce nouveau système informatique nécessiterait l'enregistrement obligatoire d'une adresse e-mail pour chaque usager.ère, faute de quoi ils/elles ne pourront plus s'inscrire à la bibliothèque et ne pourront plus avoir accès aux prêts.

Toujours d'après nos informations, toutes les autres bibliothèques et notamment les bibliothèques communales qui souhaitent continuer à faire partie du réseau géré par la BnL devraient obligatoirement adopter le même programme informatique Alma, et par conséquent passer aux mêmes contraintes concernant les inscriptions et les prêts.

Vu que ces adaptations pourraient avoir des effets d'exclusion pour une partie de la population, notamment les enfants, les personnes âgées, les personnes avec un handicap ainsi que toutes les autres personnes qui pour une raison ou une autre souhaitent ne pas avoir d'adresse e-mail, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que tous les usagers et toutes les usagères auront désormais besoin d'une adresse e-mail pour s'inscrire à la BnL et pour avoir accès aux prêts de livres ?

2) Dans l'affirmative, les autres bibliothèques dont notamment les bibliothèques communales, seront-elles obligées d'adopter le même système afin de pouvoir continuer à fonctionner en réseau avec la BnL et les autres bibliothèques ?

3) Madame la Ministre est-elle d'avis que la nécessité de disposer d'une adresse e-mail pour s'inscrire à la bibliothèque et avoir accès aux prêts constitue une restriction justifiée de l'accès à un service public tel qu'une bibliothèque publique, sachant qu'un tel critère n'est pas prévu pour l'accès à d'autres services publics comme les soins de santé, l'éducation ou la fourniture d'eau potable ?

4) Madame la Ministre envisage-t-elle de demander aux bibliothèques de procéder aux adaptations nécessaires des modalités d'inscription et de prêt dans les bibliothèques afin d'y garantir un accès sans barrières pour tou.te.s les usager.ère.s, même après qu'elles auront mis en place le nouveau système informatique Alma ?

Réponse (18/11/2022) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

Conformément à l'article 9 de la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État, la Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL) a pour mission d'assurer des tâches de coordination du réseau national des bibliothèques luxembourgeoises bibnet.lu en vue de gérer le catalogue collectif de ses 83 institutions membres. Afin de pouvoir proposer une

solution de gestion de bibliothèque adaptée aux besoins et attentes des multiples types de bibliothèques appartenant au réseau, et suite à une soumission internationale, la BnL a opté, en collaboration avec le CTIE, pour la plateforme de services de bibliothèque unifiée, capable de gérer les ressources imprimées, électroniques et numériques via une interface unique : Alma de la société ExLibris, qui sert d'outil de travail au quotidien à plus de 2.200 bibliothèques en Europe et dans le monde.

La plateforme Alma, déployée dans un cloud, nécessite effectivement une adresse courriel tant pour l'authentification que pour l'échange au quotidien de l'utilisateur avec les différentes bibliothèques concernant l'accès, la réservation et le prêt de documents et les services gratuits associés.

Ceci s'applique à toutes les bibliothèques ayant adhéré au réseau bibnet.lu. Il est à souligner que mises à part les 12 bibliothèques publiques au sens de la loi du 24 juin 2010, l'adhésion des bibliothèques au réseau bibnet.lu résulte d'un acte volontaire.

À l'heure actuelle, aucun effet d'exclusion n'est à constater. Au contraire, l'expérience en bibliothèque montre que les démarches et offres numériques (publications numériques, emprunt d'e-books ou d'audiobooks à distance) rendues possibles par les nouvelles technologies s'avèrent être des facilitateurs de l'inclusion pour les personnes à mobilité réduite ou qui, pour une raison ou une autre ne sauraient se déplacer en personne à une bibliothèque de leur choix.

Au 25 octobre 2022, le réseau bibnet.lu compte 104.891 utilisateurs, dont 2,17 % n'ont pas fourni d'adresse e-mail lors de leur inscription dans une bibliothèque. Lors d'une récente campagne de sensibilisation adressée à ces utilisateurs afin de les informer sur les nouvelles modalités d'authentification, la BnL et les bibliothèques publiques ont fait l'expérience que la plupart de ces usagers disposent tout de même bel et bien d'une adresse courriel qu'ils souhaitent utiliser. Pour les utilisateurs sans adresse courriel inscrits auprès d'une des bibliothèques réseau bibnet.lu, les bibliothèques impliquées ont convenu de mettre en place une solution qui permettra aux utilisateurs concernés de continuer à avoir recours aux services de leur bibliothèque. Cette solution sera mise en place après la mise en service de la plateforme Alma, le 30 novembre 2022.

Mutualité des employeurs | Question **7009** (18/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Déi véier Klasse bei der Mutualité des employeurs leeë fest, wéi vill Prozent de Patron muss fir seng Aarbechter cotiséieren. Jee no Taux d'absentéisme gëtt d'Klass méi héich oder manner héich festgeluecht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech den Taux d'absentéisme säit 2017 entwéckelt (opgelëscht no Joer an no Secteur)?

2. Wéi huet sech d'Klasséierung vun de Betriber zu Lëtzebuerg säit 2017 verännert:
– Wéi vill Betriber si mindestens eng Klass geklommen?
– Wéi vill si mindestens eng Klass gefall?

3. Wéi huet sech d'Unzuel u Betriber an deenen eenzelne Klasse säit 2017 verännert (opgelëscht no Joer)?

Réponse (15/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Laut dem Artikel 4 vun de Statute vun der Mutualité des employeurs (MDE) sinn d'Societéiten, déi obligatoresch affiliéiert sinn, wéi och d'Persounen, déi fir hiren eegene Kont schaffen a fräiwëlleg affiliéiert sinn, a véier Cotisatiounsklassen opgedeelt no engem finanziellen Absenteismustaux wärend enger definéierter Observatiounsperiod.

Ënnert finanziellen Absenteismustaux vun enger Societéit oder enger Persoun, déi fir hiren eegene Kont schafft, si follgend definéiert Fraktioune gemengt:

– um Numerator duerch d'Montanten, déi e rembourséiert krut fir d'Aarbechtsonfäegkeet vu senge Mataarbechter respektiv fir seng eegen Aarbechtsonfäegkeet wärend der Observatiounsperiod;
– um Nenner duerch d'Cotisatiounsassiette vun all de Mataarbechter vun der Societéit respektiv vu sengem eegenen Akommes fir déi selwecht Period.

Net berécksiichtegt ginn:

– d'Aarbechtsonfäegkeet wéinst Krankheet wärend der Proufzäit bis maximal dräi Méint;
– d'Aarbechtsonfäegkeet wéinst engem Aarbechtsaccident oder enger Beruffskrankheet;
– d'Absencë wéinst enger Quarantänmoossnam oder enger Isolatiounsmoossnam op Basis vun enger Decisioun vum Gesondheetsdirekter oder sengem Delegéierten;
– d'Absencë wéinst engem Congé de maternité oder enger Adoptioun;
– d'Absencë wéinst dem Congé aus familiäre Grënn;
– d'Absencë wéinst dem Congé d'accompagnement.

D'Observatiounszäit entsprécht den dräi Exercicer virum Joer vum Cotisatiounsexercice, souwäit eng Affiliatioun un d'Mutualitéit besteet.

D'Statuten definéieren also de finanziellen Absenteismustaux, deen duerch d'Statutenännerunge vum 18. Dezember 2020 geännert gouf. Déi Ännerung huet sech dorop bezunn, datt fir all Employeur d'Absencen, déi op enger Quarantänmoossnam oder enger Isolatiounsmoossnam baséieren, net mat an d'Berechnung vum finanziellen Absenteismustaux mat erageholl gi fir de Klassement an eng vun de véier Klassen.

D'Mutualité rembourséiert awer 100 % vun den Absencë wéinst enger Quarantänmoossnam oder enger Isolatiounsmoossnam op Basis vun enger Decisioun vum Gesondheetsdirekter oder sengem Delegéierte fir d'Perioden zënter Juli 2020. Dës Prestatioune ginn also net berécksiichtegt fir d'Berechnung vum Klassement, och wann se eng Charge fir d'Mutualité des employeurs duerstellen, a fléisst och an déi allgemengen Absenteismus vun de Societéite bäi. Dëse kann awer statistesch erausgerechent ginn, fir vergläichbar Zuelen ze hu vum Niveau vum Absenteismus.

Heidrënner den Tableau mat den Donnéeën zënter 2017 a Secteur.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Déi nächst Tableaue preziséieren d'Evolutioun tëschent de Klassen am Verglach mat 2017 an d'Unzuel vun de Societéite pro Klass.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Graphik heidrënner weist d'Evolutioun vun de Montante vun der MDE un d'Beneficiairen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Et ass festzestellen, datt wärend den éischten dräi Méint vum État de crise (Abrëll 2020–Juni 2020) keng Prestatiounen en charge geholl goufen, well zu dëser Zäit d'Krankegeld vun der Gesondheetskeess bezuelt gouf. D'Remboursementer, déi ab Juli 2020 gemaach goufen, bestinn aus Remboursementer zum Taux vun 80 % fir déi gewéinlech Krankheetsperioden an aus Remboursementer zu 100 % fir d'Periode wéinst enger Quarantänmoossnam oder enger Isolatiounsmoossnam op Basis vun enger Decisioun vum Gesondheetsdirekter oder sengem Delegéierten.

Accord avec la Belgique sur les études en médecine | Question **7010** (18/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den Accord vum 17. Juli 2017 tëscht Lëtzebuerg an der Belsch iwwert d'Medezinnstudium, deen de Lëtzebuerger Studenten nom éischte Joer hei am Land eng Weiderféierung vun hire Studien an der Belsch erméiglecht, gëllt nëmme fir Persounen, déi hire Lycée zu Lëtzebuerg gemaach hunn. Residenten, déi sech entscheet hunn, net zu Lëtzebuerg an ee Lycée ze goen, kënne vun dësem Accord net profitéieren, an domat net, no engem Joer hei am Land, an d'Belsch wiesselen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, dass den Accord fir Medezinnstudente vum Juli 2017 misst an der Hisiicht nogebessert ginn, esou dass all Lëtzebuerger Resident, deen zu Lëtzebuerg ugemellt ass, vun dësem Accord ka profitéieren? Firwat gouf decidéiert, dëst net esou am Accord vun 2017 festzehalen?

2. Wäert de Minister sech mat sengem belschen Homolog a Kontakt setzen, fir iwwert dës Problematik ze beroden, fir sécherzestellen, dass kee Resident opgrond vu sengem viregte schoulesche Parcours hei eng Chance verléiert, fir Medezinn ze studéieren?

Réponse (10/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen.

Den Accord vum 17. Juli 2017 iwwert déi universitär Kooperatioun am Beräich vum Medezinnstudium mat der Communauté française de Belgique gesäit vir, dass all Joer e Maximum vu 15 Studenten, déi dat éischt Joer vum Bachelor an der Medezinn op der Universitéit Lëtzebuerg gepackt hunn a sech en rang utile klasséiert hunn an déi e Lëtzebuerger Secondaire-Ofschloss hunn, kënnen an dat zweet Joer vum Medezinnstudium op enger vun den Universitéite vun der franséischsproocheger Communautéit vun der Belsch zougelooss ginn. D'Konditioun, dass déi betreffend Studenten e Lëtzebuerger Secondaire-Ofschloss mussen hunn, ergëtt sech aus dem belschen Arrêté vum 12. Juni 2008 iwwert d'Plange vun der medezinnescher Offer an ziilt dorop of, ze evitéieren, dass belsch Studente via en éischt Joer op der Universitéit Lëtzebuerg den Entréesexame vun der franséischsproocheger Communautéit géifen ëmgoen. Dës Konditioun gëtt och am neien Accord vum 4. Januar 2022 bäibehalen, deen, zousätzlech zu den Dispositioune vum Accord vun 2017, ab dem akadeemesche Joer 2023/2024 e Maximum vun 8 Plazen am zweeten Zyklus vum Medezinnstudium an der franséischsproocheger Communautéit fir Absolvente vum Bachelor an der Medezinn op der Universitéit Lëtzebuerg virgesäit.

Et ass heizou nach ze bemierken, dass en änlechen Accord mat Frankräich besteet, dee 34 Plazen am 2. Joer vum Medezinnstudium op dräi franséischen Universitéite fir Absolvente vum éischte Joer vum Bachelor an der Medezinn op der Universitéit Lëtzebuerg a

25 Plazen am zweeten Zyklus vum Medezinnstudium op deene selwechte franséischen Universitéite fir Absolvente vum komplette Bachelor-Programm op der Universitéit Lëtzebuerg virgesäit. Dësen Accord ass net mat enger Konditioun vun engem Lëtzebuerger Secondaire-Ofschloss verbonnen. Studenten op der Uni Lëtzebuerg, déi kee Lëtzebuerger Secondaire-Ofschloss hunn, hunn also d'Méiglechkeet, hire Medezinnstudium op enger franséischer Universitéit weiderzeféieren.

Prolongation de la coopération entre Luxair et German Airways | Question **7012** (18/10/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

D'Fluchgesellschafte Luxair an German Airways hu bekannt ginn, hir Zesummenaarbecht bis November 2023 ze verlängeren. Konkreet bedeit dat, dass d'Luxair vu Mäerz 2023 un net méi just een, mee dann zwee Fligere vun German Airways wäert am Asaz hunn. Et handelt sech dobäi ëm e sougenannte „Wet-lease"- Kontrakt, wat bedeit, dass och den Equipage mat iwwerholl gëtt.

Béid Maschinne wäerten an de Luxair-Faarwen ënnerwee sinn. D'Kooperatioun mat German Airways soll der Luxair hëllefen, d'Passagéierspëtzten an de Summerméint opzefänken.

An deem Kontext wéilt ech follgend Fro un den Här Minister fir Mobilitéit stellen:

– Kann den Här Minister mech driwwer informéieren, no wéi engem Statut d'Equipagë behandelt ginn, no deem lëtzebuergeschen oder no deem däitschen?

Réponse (22/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5846 vum 2. Mäerz 2022 erkläert, agéiert Luxair hei a kommerzieller Autonomie.

Bei der Kooperatioun mat German Airways handelt et sech ëm e klassesche „Aircraft, Crew, Maintenance and Insurance (ACMI)"-Kontrakt, bei deem de Fliger um däitschen Air Operator Certificate (AOC) bleift an d'Equipagen och no de Konditioune vun German Airways engagéiert sinn.

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7013** (18/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droit.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances quels sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous leurs responsabilités.

2) Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

3) Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

4) Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

5) Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

6) Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Étant donné qu'aucune des aides sociales n'est directement octroyée par le Ministère des Finances, il convient de renvoyer dans ce contexte aux détails fournis par les ministères en charge dans leurs réponses respectives aux questions posées par les honorables Députés.

Services automatisés de l'Administration des contributions directes | Question **7014** (18/10/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Dem digitalen Zäitalter entspriechend bitt d'Steierverwaltung zu Lëtzebuerg mëttlerweil vill vun hire Servicer am Beräich vun den direkte Steieren, der Grondsteier oder aneren Ausgaben automatiséiert un. Deemno huet de Bierger an Eenzelfäll keen direkten Uspriechpartner bei der Steierverwaltung méi a ka säi perséinlecht Uleies net ëmmer an dem gewënschten Zäitraum oder ënnert deene gewënschte Konditioune matdeelen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Finanzministesch stellen:

1. Bitt d'Steierverwaltung deen néidegen telefonesche Support fir d'Bierger, wann se konkreet Froen hunn?

2. Ass Demande vun de Bierger no méi automatiséierte Servicer vun der Steierverwaltung do?
– Ass Demande vun de Bierger no méi perséinlechem Support do?
– Wéi gesäit d'Madamm Ministesch dës Entwécklung an der Zukunft?

Réponse (18/11/2022) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Fir jidder Bierger besteet zu all Zäitpunkt d'Méiglechkeet, d'Steierverwaltung, den zoustännege Büro, respektiv de Gestionnaire vu sengem Dossier ze kontaktéieren, oder perséinlech e Rendez-vous ze huelen. Dat kann iwwert déi traditionell Kanäl, wéi per Bréif oder Telefon oder awer iwwert den elektronesche Schrëftverkéier geschéien. An dësem Kontext ass awer ervirzehiewen datt, duerch d'Steiergeheimnis bedéngt, nëmme begrenzt Informatioune kënne mëndlech oder iwwert den elektronesche Schrëftverkéier matgedeelt ginn. De Bierger kritt esou vun der Steierverwaltung a sengen Agenten déi néideg perséinlech Ënnerstëtzung bei konkreete fiskalesche Froen ugebueden.

Déi vun der Steierverwaltung ugebueden digital Servicer, wéi zum Beispill den neien dynameschen Assistent MyGuichet.lu fir d'Steiererklärung vun de physesche Persounen, si fir de Steierflichtegen eng grouss Hëllef an ënnerstëtzen dëse beim Erfëlle vu senge steierleche Flichten. Dat ass e Schratt a Richtung eGovernment a Vereinfachung vun den Echangen tëschent dem Bierger an de Verwaltungen.

Stand Enn Oktober hate ronn eng 5 % vun den immatrikuléierte Steierflichtegen den Assistent benotzt, fir d'Steiererklärung vum Joer 2021 eranzereechen. An deem Zesummenhang konnt awer nëmmen eng marginal Demande vu méi perséinlechem Support festgestallt ginn, dëst well den Assistent de Benotzer beim Ausfëllen dynamesch begleet a Froen imminent duerch integréiert Erklärunge beäntwert ginn. Wat also weist, datt dësen Outil op de Gros vun eventuelle Froe vum Contribuabel schonn eng Äntwert ka liwweren.

Den Taux vun den automatiséierten Demandë fir e Lounsteierjoresausgläich (Décompte annuel) vum Steierjoer 2021 beleeft sech op ronn 17 % vu sämtlechen Ufroen.

D'Steierverwaltung verbessert an entwéckelt hir digital Servicer permanent weider, fir dem Bierger seng Ufuerderungen ëmmer besser kënnen ze erfëllen an och weiderhin en ëmfaassende Support kënnen ze garantéieren.

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7015** (18/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droits.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire quelles sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

2) Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

3) Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

4) Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

5) Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

6) Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues pour à l'avenir ?

Réponse (21/11/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Les principales « aides » financières destinées aux personnes physiques sont l'indemnité professionnelle d'attente (IPA) et l'indemnité compensatoire (IC) pour les personnes en reclassement professionnel ainsi que l'aide au réemploi (AR) et évidemment les indemnités de chômage.

À noter néanmoins que ce sont des « aides » financières non liées à la crise.

Tableau 1 : Dépenses par mesure pour les exercices 2020 à 2023

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Tableau 2 : Nombre de bénéficiaires par mesure pour les exercices 2020 et 2021

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Aide à la formation professionnelle :

En 2021, 327 demandes pour une aide à la formation professionnelle ont été traitées. Parmi ces 327 demandes, 1 demande a été refusée. 6 personnes ont retrouvé un emploi endéans les trois mois suivant leur formation et ont été remboursées à hauteur de 100 % du coût de leur formation. 88 personnes ont réussi la formation choisie et ont été remboursées à hauteur de 75 %. Un montant total de 188.299,57 € a été versé à 94 demandeurs d'emploi qui ont suivi une aide à la formation professionnelle pendant l'année 2021.

Tableau 3 : Dépenses pour l'aide à la formation professionnelle pour les exercices 2020 à 2023

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) cf. ad 1)

ad 3) cf. ad 1)

ad 4) Les refus sont liés au fait que les conditions d'octroi ne sont pas remplies – à titre d'exemples :

– Pour l'IPA : pas d'aptitude de 5 ans au dernier poste de travail ou d'ancienneté de service d'au moins 5 ans
– Pour l'IC : pas d'assignation émise par l'ADEM
– Aide au réemploi : pas de perte de salaire, pas de licenciement économique, condition d'âge non remplie pour les chômeurs indemnisés et autres
– Indemnités de chômage : pas chômeur involontaire, pas domicilié au Luxembourg, condition de stage non remplie et autres

ad 5) Les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM signent une convention de collaboration où un certain nombre des aides auxquelles ils peuvent le cas échéant prétendre sont reprises, respectivement ils y sont invités à consulter le site Internet de l'ADEM où toutes les mesures sont reprises.

ad 6) Dans le cadre de la « formation spéciale », les agents de l'ADEM participent au module 3 « Droit du travail et prestations de l'ADEM » de cette formation qui couvre les matières suivantes :

– Droit du travail
– Prestations de l'ADEM
– Indemnisation et aides financières

Concrètement le chapitre « Prestations de l'ADEM » contient les matières suivantes :

– Prestations pour demandeur d'emploi
– Prestations pour employeur
– Prestations pour élève
– Les offres des formations pour demandeur d'emploi
– Encadrement de la population à besoin spécifique (statut handicapé et reclassement professionnel).

Police administrative | Question **7016** (18/10/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale confère au bourgmestre des attributions en matière de police administrative et il lui appartient d'ordonner des mesures individuelles destinées au maintien et au rétablissement de l'ordre public et de la prévention d'infractions.

Parmi ces mesures, dont la mise en œuvre est réservée à des situations précises et qui sont assorties de conditions strictes, se retrouvent l'instauration de périmètres de sécurité, l'entrée dans des bâtiments, la fermeture temporaire d'établissements commerciaux ou d'établissements accessibles au public, la saisie administrative d'objets et l'hospitalisation, sans leur consentement, de personnes atteintes de troubles mentaux.

Dans ce contexte, le bourgmestre est l'autorité de police et se concerte avec la Police grand-ducale. Le bourgmestre doit également veiller au respect du principe de proportionnalité.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes au Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

– Depuis l'entrée en vigueur de la loi en 2018, à combien de reprises :

• un périmètre de sécurité a-t-il été ordonné et pour quels types de situations ?
• l'entrée dans des bâtiments a-t-elle été autorisée et pour quels types de situations respectivement pour quels motifs ?
• la fermeture temporaire d'établissements commerciaux ou de cabaretage a-t-elle été ordonnée et pour quels motifs ?
• la saisie administrative d'objets ou de substances a-t-elle été opérée ? Quels furent les objets et substances saisis ?
• une hospitalisation de personnes atteintes de troubles mentaux a-t-elle été effectuée ?

– Monsieur le Ministre peut-il dresser un relevé de ces statistiques de police administrative par région, par commune et par année ?

Réponse (11/11/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Avant de répondre à la question de l'honorable Député il y a lieu de fournir quelques renseignements préalables :

Bon nombre de mesures de police administrative ne sont pas prises par les bourgmestres, mais directement par la police. Par exemple, la décision d'instituer dans l'urgence un périmètre de sécurité pour garantir les interventions policières et celles des services de secours (cf. article 6, paragraphe 2 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale). Comme ces mesures ne nécessitent pas de formalismes particuliers (rédaction d'un rapport, etc.), elles ne peuvent pas être quantifiées statistiquement.

Les mesures prises ou ordonnées par les différents bourgmestres ne sont pas enregistrées statistiquement auprès de la Police grand-ducale vu qu'elles ne nécessitent pas nécessairement la rédaction d'un rapport afférent. Par exemple, la saisie administrative ordonnée « préventivement » par un bourgmestre sous la forme écrite prévue (cf. article 13 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale) est bien communiquée à la Police grand-ducale, mais s'il s'avère sur le terrain par après que la mesure ne doit pas être suivie d'effets réels, aucun rapport policier ne doit être rédigé et donc la mesure n'est pas répertoriée statistiquement auprès de la Police grand-ducale. Ce sont alors uniquement les rapports effectivement rédigés par les policiers suite aux mesures prises par les bourgmestres qui peuvent être quantifiés statistiquement par la Police grand-ducale.

Par conséquent, la Police grand-ducale ne dispose que de chiffres pour les rapports effectivement rédigés par les policiers suite à une mesure prise par un bourgmestre, tel que prévu aux articles 10 (entrée dans les bâtiments), 12 (fermeture temporaire), 13 (saisie administrative) et 15 (hospitalisation de personnes atteintes de troubles mentaux).

Concernant l'article 15, les banques de données statistiques de la Police grand-ducale ne permettent cependant pas de déterminer l'autorité requérante en cas d'hospitalisation de personnes atteintes de troubles mentaux. Toutes les mesures reprises pour l'article 15 au tableau suivant ne découlent donc pas obligatoirement d'une réquisition d'un bourgmestre.

Les chiffres correspondants pour les années 2019 à 2022 sont repris dans les 4 tableaux ci-dessous :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Postes offerts au Premier Ministre | Question **7017** (18/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Premierminister gëtt no sengem Interview vum 15. Oktober follgendermoossen um RTL zitéiert: „De Xavier Bettel hätt op alle Fall nach Motivatioun an Energie, fir weider fir d'Bierger ze schaffen. Dofir hätt hien och schonn eng Rei Poste refuséiert, déi him offréiert gi wieren. An dëse Krisenzäite wier et a sengen Aen och net responsabel, einfach esou fortzegoen."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Wat fir Poste krut de Premier an deene leschte fënnef Joer offréiert?

2. Mat wat fir enger Begrënnung huet de Premier dës Poste refuséiert?

3. Krut de Premier dës Posten aus perséinleche Grënn ugebueden oder goufen dës Posten dem Land Lëtzebuerg ugebueden?

Réponse (20/10/2022) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

E Regierungsmember ka just déi Poste perséinlech akzeptéieren oder refuséieren, déi him perséinlech ugebuede ginn. Well dës Offeren net un den Exercice vum Ministermandat gebonne sinn a well si an dëse Fäll net akzeptéiert goufen, kommentéiert d'Regierung weeder d'Natur nach d'Detailer vun dësen Offeren. Posten, déi dem Land Lëtzebuerg zoustinn, ginn no de jeeweilege Krittären a Prozedure besat.

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7019** (19/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droits.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement quels sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

– Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

– Combien d'ayants droits bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

– Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

– Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

– Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (02/11/2022) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Les honorables Députés sollicitent une série d'informations quant aux subventions, aides ou primes destinées aux personnes physiques et qui relèvent de la compétence du Ministère du Logement.

À cet égard, je renvoie les honorables Députés au rapport annuel du ministère qui offre au chapitre 2 notamment les informations suivantes aux personnes intéressées. Le dernier rapport annuel est celui qui a été publié en février 2022, les extraits reproduits cidessous se rapportent dès lors aux derniers chiffres disponibles.

En outre, je me permets de rappeler le projet de loi 7938 déposé en décembre 2021 et qui prévoit une révision complète des différentes aides individuelles au logement destinées aux actuels et futurs locataires et propriétaires du marché privé, ainsi qu'une panoplie de mesures visant la simplification et la transparence de ces aides. Le document parlementaire permet de mieux comprendre les adaptations proposées par le Gouvernement afin de rendre cette panoplie des aides plus généreuse et plus efficace.

Dès lors, la réponse à la question parlementaire est structurée de la façon suivante :

A. Les aides individuelles au logement
1. Les aides en capital
2. Les aides en intérêt
3. Prêts climatiques
4. La garantie de l'État
5. Les aides à la location
6. Remboursement des différentes aides individuelles en matière de logement
7. Récapitulatif de l'ensemble des aides individuelles accordées par l'État en matière de logement
8. Le Guichet unique des aides au logement au service des citoyens
B. Typologie des bénéficiaires des aides individuelles au logement en 2021
C. Les initiatives prises pour mieux faire connaître ces aides
D. La réforme de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

A. Les aides individuelles au logement

Les aides présentées, dites « aides individuelles », sont celles introduites par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et ses règlements d'exécution.

Ces aides sont destinées aux personnes qui s'apprêtent à construire, acquérir, transformer ou améliorer ou louer leur logement.

1. Les aides en capital

Primes de construction/d'acquisition

Avec 853 unités, le nombre des primes accordées en 2021 a connu une baisse de 21,09 % comparé à 2020. Le montant total des paiements y relatif, s'élevant à 4.161 639,50 €, a baissé en 2021 de 24,01 %.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Entre 2012 et 2021, la moyenne annuelle du nombre des primes de construction/acquisition accordées était de 1.372 unités. Quant au chiffre réalisé en 2021, il se situe en dessous de cette moyenne avec 853 de primes accordées (-37,83 %).

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le montant moyen des primes accordées en 2021 pour la construction et l'acquisition d'un logement a baissé (-3,70 %) par rapport à 2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Prime d'épargne

La législation relative aux aides au logement autorise l'État à encourager l'accession à la propriété d'un logement, notamment par l'octroi de primes d'épargne. De façon générale, une telle prime est égale aux intérêts et primes bonifiés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire sur le compte d'épargne respectivement sur le compte d'épargne-logement, sans qu'elle ne puisse dépasser, dans le chef du même bénéficiaire, la somme de 5.000 €. En 2021, le nombre de primes accordées était de 31 unités, correspondant en moyenne à quelque 673 € par bénéficiaire.

Prime d'amélioration de logements anciens

Pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2021, 138 demandes de primes d'amélioration ont connu une suite favorable pour un montant total de 322.428,24 €. Depuis la création du département du logement, la moyenne des montants alloués a progressé pour passer de 1.187 € en 1989 à 2.336 € en 2021.

Complément de prime pour frais d'architecte et d'ingénieur-conseil

En 2021, 10 bénéficiaires de cette aide ont touché en moyenne un montant de 1.242 €. Depuis l'introduction de ce complément de prime en 1990, 2.265 ménages ont pu bénéficier de cette mesure.

Aides pour aménagements spéciaux revenant aux personnes handicapées physiques

Pendant l'année budgétaire 2021, 1 demande de prime pour personnes handicapées physiques a connu une suite favorable. Suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 17 juin 1991, le seuil maximal de l'aide de l'État aux coûts des travaux d'aménagements spéciaux de logements pour personnes handicapées physiques s'élève à 15.000 €.

Entre 1984 et 2021, 293 ménages ont pu bénéficier d'une participation étatique aux frais d'aménagement spéciaux pour un montant total de 1,50 millions d'euros.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Évolution des aides en capital de l'État en matière de logement entre 1992 et 2021

Le Gouvernement a continué à investir dans le domaine des aides individuelles en matière de logement, poursuivant de cette manière une politique active du logement depuis la fin des années 1980.

Entre 1992 et 2021, 335,66 millions d'euros ont été transférés aux particuliers bénéficiaires d'une ou de plusieurs aides en capital.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

2. Les aides en intérêt

Subvention d'intérêt

Le taux de la subvention d'intérêt est fixé suivant le revenu et la situation familiale du bénéficiaire. La subvention d'intérêt est calculée de façon à réduire le taux d'intérêt débiteur et peut varier entre 0,575 % et 2,45 %.

Pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2021, un montant global de 13,60 millions d'euros a été liquidé en tant que subventions d'intérêt. Le nombre des paiements relatifs à la subvention d'intérêt était de 99.017 unités en 2021, soit une diminution de 11,37 % par rapport à 2020.

Bonification d'intérêt

La bonification d'intérêt est avant tout placée dans l'optique familiale. Ainsi, les bénéficiaires de cette mesure introduite en 1991, sont tous ceux qui ont contracté auprès d'un établissement bancaire ou auprès d'un organisme de pension un prêt en vue de la construction, de l'acquisition ou de l'amélioration d'un logement sur le territoire du Grand-Duché et qui ont au moins un enfant à charge.

Pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2021, 132.309 bonifications d'intérêt ont été payées, correspondant à un montant global de 8,95 millions euros, soit quelque 745.580 euros en moyenne par mois.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Aux 22.550.940,00 € accordés en 2021 comme subventions et bonifications d'intérêt correspondent 231.326 paiements.

(Graphique et tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Quant à l'ensemble des aides en intérêt définies sous le point 2., l'État a accordé quelque 983,10 millions d'euros entre 1998 et 2021.

Pour l'année 2021, on peut constater une baisse du montant des subventions d'intérêt (-13,65 %) ainsi qu'une baisse du montant des bonifications d'intérêt (-12,18 %). À noter que la baisse considérable du montant de la bonification de l'année 2013 est due au fait que par règlement grand-ducal du 22 février 2013 le taux de la bonification a été amené de 0,75 % à 0,50 % par enfant à charge.

3. Prêts climatiques

Le KlimaPrêt (prêt climatique), mis en place dans le cadre du paquet « Klimabank an nohaltegt Wunnen » en 2016, constituait un régime d'aides financières destiné à promouvoir la rénovation énergétique durable des logements.

Il a été remplacé en juillet 2022 par les nouvelles dispositions de la loi du 8 juin 2022 relative aux aides à des prêts climatiques. Dès lors, les informations ci-dessous se rapportent à la situation ayant prévalu jusqu'en juin 2022.

Le Gouvernement identifie l'assainissement des bâtiments existants comme une priorité, tant pour réduire la consommation d'énergie nationale, que pour éviter une paupérisation des populations fragilisées par une augmentation des coûts consacrés au chauffage.

C'est dans ce contexte que le paquet « Klimabank an nohaltegt Wunnen » a été développé en 2016, ainsi il vise à promouvoir à la fois la construction durable, l'assainissement énergétique durable des bâtiments d'habitation et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement.

Un des éléments du paquet « Klimabank an nohaltegt Wunnen » est le prêt climatique, qui existait jusqu'en juin 2022 en deux versions :

Le paquet KlimaPrêt à taux zéro

Le prêt climatique à taux zéro est accessible aux ménages à revenu faible ou modéré et est entièrement garanti par l'État afin de faciliter l'accessibilité à un prêt bancaire et de réduire les frais liés aux garanties exigées par les établissements financiers.

En outre, le Ministère du Logement prend en charge (jusqu'à concurrence d'un montant de 1.500 €) les honoraires liés au service d'un conseil en énergie, prérequis pour pouvoir bénéficier du prêt.

En cas de réalisation des travaux, des aides financières sont accordées par le Ministère du Logement. Il peut s'agir d'une prime en capital (jusqu'à 10 % du capital emprunté), de la prise en charge de l'intégralité des intérêts échus sur le prêt (jusqu'à un montant total de 5.000 €) et des honoraires du conseiller en énergie pour l'accompagnement ponctuel de la mise en œuvre des travaux (jusqu'à 1.500 €).

Depuis l'entrée en vigueur du paquet KlimaPrêt à taux zéro, 63 demandes ont été introduites. Jusqu'à présent, 7 demandes de prise en charge des honoraires du conseiller en énergie et 4 demandes en obtention d'un prêt climatique à taux zéro ont reçu une suite favorable.

Le KlimaPrêt à taux réduit

Contrairement au prêt climatique à taux zéro, le prêt climatique à taux réduit est accessible à tout particulier ou toute entreprise. Il s'agit ici d'une subvention d'intérêts jusqu'à 1,5 % sur le prêt contracté pour le financement des travaux d'assainissement énergétique (jusqu'à un montant total de 10.000 €).

Depuis l'entrée en vigueur des prêts climatiques, 337 demandes pour un prêt climatique à taux réduit ont été introduites dont 129 ont reçu une suite favorable pour un montant total de 256.424,40 €.

4. La garantie de l'État

Au cas où un emprunteur ne peut fournir aux organismes prêteurs des garanties propres jugées suffisantes par ceux-ci, l'État est autorisé à garantir le remboursement en principal, intérêts et accessoires de prêts hypothécaires consentis à des personnes physiques en vue de l'achat, de la construction, de la transformation ou de l'amélioration d'un logement servant d'habitation principale et permanente à l'emprunteur et à son conjoint, ainsi qu'à leurs ascendants et descendants respectifs vivant dans le même ménage. Les 124 garanties de l'État accordées en 2021 s'élevaient en moyenne à 126.323 €.

5. Les aides à la location

L'aide étatique au financement d'une garantie locative

L'État peut fournir une garantie locative au candidat-locataire d'un logement issu du marché privé. Cette aide prend la forme d'un certificat par lequel l'État s'engage à payer au bailleur, en cas d'appel à la garantie, le montant exigé de la garantie locative.

16 demandes de garantie locative pour un montant global de 48.090,00 € ont connu une suite favorable en 2021.

La subvention de loyer

De nombreux ménages à revenus modestes ne peuvent pas acquérir de logement. Souvent, ils rencontrent également de grandes difficultés à trouver un logement locatif à prix abordable. Pour leur faciliter l'accès à un logement locatif sur le marché privé, les pouvoirs publics interviennent, ceci sous forme d'une subvention de loyer.

Pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2021, un montant global de 10,59 millions d'euros a été liquidé en tant que subvention de loyer (pour l'année 2020, ce montant s'élevait à 9,56 millions d'euros). Le nombre de paiements correspondant s'élève à 66.895 unités.

Depuis le 1er août 2022, une nouvelle adaptation de la subvention de loyer est en vigueur par laquelle le niveau des aides a été revu complètement de façon à porter les aides mensuelles en moyenne de 187 à 260 € par ménage bénéficiaire. Pour de plus amples informations à cet égard, je me permets de renvoyer à la question parlementaire numéro 7074.

6. Remboursement des différentes aides individuelles en matière de logement

Conformément aux dispositions de l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, le logement pour lequel une aide est accordée doit, sous peine de restitution de celle-ci, servir d'habitation principale et permanente au ménage bénéficiaire pendant un délai d'au moins dix ans.

Entre 1989 et 2021, quelque 203,61 millions d'euros ont ainsi été restitués au Trésor. Ce montant englobe également les remboursements des aides en intérêt. En 2021, le montant total des remboursements s'élevait à 7,15 millions d'euros répartis sur 4.216 dossiers.

7. Récapitulatif de l'ensemble des aides individuelles accordées par l'État en matière de logement

Les chiffres-clés de l'année 2021

En 2021, l'État a accordé 37,812 millions d'euros d'aides individuelles directes en matière de logement.

(Tableaux et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

8. Le Guichet unique des aides au logement au service des citoyens

Guider les usagers dans leurs démarches administratives, financières, techniques et juridiques en matière de logement constitue l'objectif principal du Guichet unique des aides au logement. Les usagers peuvent y obtenir des informations utiles en relation avec la construction ou l'acquisition d'un logement (avec ou sans transformations), mais aussi sur l'amélioration et l'assainissement énergétique de leur logement actuel.

Plus précisément, les renseignements fournis par ce service portent sur :

1) les aides financières :
– prévues par la législation en matière d'aides individuelles au logement, avec la possibilité de recueillir toutes sortes d'informations concernant les dossiers individuels traités,
– prévues par la législation des communes et des autres services publics ;

2) les adresses utiles de toutes les institutions et organismes œuvrant dans le domaine du logement ;

3) les logements destinés à la location ou à la vente, réalisés par les promoteurs publics (communes, Fonds du logement, SNHBM), constituant un moyen privilégié pour devenir propriétaire d'une place à bâtir à coût modéré ou d'un logement vendu au prix coûtant, respectivement locataire d'un logement à coût modéré ;

4) les questions relatives à la construction écologique et performante sur le plan énergétique ;

5) la législation en matière de bail à loyer et de la copropriété des immeubles bâtis.

Consultation en matière d'aides individuelles et renseignements généraux concernant l'habitat

En 2021, un total de 15.212 citoyens se sont présentés au Guichet unique des aides au logement afin d'obtenir soit des informations en rapport avec les aides individuelles au logement, soit des renseignements généraux concernant l'habitat.

Depuis le 16 octobre 2017, un call center a été mis en place, afin d'augmenter la qualité du service pour les administrés. Avec le numéro d'appel gratuit 80021010, les usagers peuvent joindre l'équipe du call center du lundi au vendredi sans interruption entre 08.00 heures et 16.00 heures.

En 2021, le call center était ouvert 253 jours au cours desquels un total de 78.033 appels ont été reçus.

Quant aux appels téléphoniques et aux demandes d'informations via adresse e-mail à partir du site Internet du ministère, la grande majorité concernait les différentes aides individuelles, telles que les primes de construction, d'acquisition, d'amélioration ou d'épargne, subvention d'intérêt, bonification, etc.

B. Typologie des bénéficiaires des aides individuelles au logement en 2021

Typologie des bénéficiaires d'une prime de construction/d'acquisition (situation familiale, état civil et revenu)

– État civil :
Avec 37,98 % des bénéficiaires, la catégorie des personnes mariées est la catégorie la plus importante, suivie par celle des célibataires et personnes divorcées (37,16 %).

– Situation familiale :
En 2021, la part des ménages ayant un ou plusieurs enfants à charge constitue la moitié, soit 54,58 %, des bénéficiaires d'une prime de construction/d'acquisition, alors que le groupe des ménages constitués d'une seule personne représente 28,40 % des bénéficiaires.

– Revenu :
Les bénéficiaires d'une prime, disposant d'un revenu imposable annuel inférieur à 37.799,10 €, sont proportionnellement beaucoup plus représentés (52,17 %) que ceux disposant d'un revenu moyen plus élevé.

Typologie des bénéficiaires d'une prime d'amélioration en 2021

En 2021, 86,23 % des bénéficiaires d'une prime d'amélioration se situaient dans la catégorie d'âge comprise entre 26 et 50 ans.

À noter également que 47,10 % des bénéficiaires habitaient le canton d'Esch-sur-Alzette. Ce pourcentage est inférieur à celui de 2020.

Typologie des bénéficiaires d'une subvention d'intérêt en 2021

– État civil :
La catégorie des personnes mariées ou en partenariat déclaré est de loin la catégorie la plus importante (57,35 %) à bénéficier en 2021 d'une subvention d'intérêt. De façon générale, les résultats obtenus en 2021 dans cette catégorie sont quasiment identiques à ceux constatés en 2020.

– Situation familiale :
Par rapport à 2020, le pourcentage des ménages ayant un enfant et plus à charge est resté stable avec 68,03 % en 2021.

– Revenu :
En 2021, 23,91 % des bénéficiaires d'une subvention d'intérêt disposaient d'un revenu annuel inférieur à 27.299,35 €, alors que 24,32 % des bénéficiaires se situaient dans la catégorie de revenu compris entre 27.299,35 € et 33.599,20 €.

Typologie des bénéficiaires d'une bonification d'intérêt en 2021 (état civil, nombre d'enfants, revenu et âge)

– État civil :
Tout comme en 2020, la catégorie des personnes mariées ou en partenariat déclaré est de loin la catégorie la plus importante (82,30 %) à bénéficier d'une bonification d'intérêt en 2021.

– Situation familiale :
Les ménages ayant 1 ou 2 enfants à charge sont de loin les plus nombreux à bénéficier de la bonification d'intérêt en 2021 : 78,90 % contre 78,98 % en 2020.

– Âge :
28,73 % des bénéficiaires se trouvaient dans la catégorie d'âge comprise entre 26 et 40 ans et 76,45 % dans celle comprise entre 26 et 50 ans.

C. Les initiatives prises pour mieux faire connaître ces aides

Pour mieux faire connaître les aides individuelles en matière de logement, depuis 2018, le Ministère du Logement a lancé 11 campagnes médias. Elles visaient en grande majorité les locataires du marché privé.

Les campagnes de sensibilisation depuis 2018 :

– Subvention loyer : 03.09.-30.09.2022
– Subvention loyer et garantie locative : 28.06.-19.07.2021
– Subvention loyer et garantie locative : 18.01.-07.02.2021
– Subvention loyer : 28.04.-21.05.2020
– Subvention loyer : 16.09.-30.09. 2019
– Klimabank : avril/septembre/novembre 2018
– Subvention loyer : février/octobre/mai 2018

Ces campagnes étaient d'envergure diverses et utilisaient différents canaux de communication (presse écrite, radio, télévision, médias sociaux).

Par ailleurs, les adaptations de la subvention loyer, décidées par le comité de coordination tripartite le 31 mars 2022, ont été communiquées à la presse par communiqué.

Comme évoqué au point 9, durant toute l'année, le Guichet unique des aides au logement accueille dans ses bureaux, au 11, rue de Hollerich, L-1741 Luxembourg, les citoyens pour les informer sur les aides financières à la location ou à la propriété dont ils peuvent éventuellement bénéficier. Pour toutes les aides financières dispensées par le Ministère du Logement existent des brochures distribuées dans les communes, les offices sociaux et dans certaines banques. Elles sont aussi disponibles sur le site Internet www.logement.lu du Ministère du Logement. Ces informations, avec les formulaires correspondant, peuvent aussi être consultées et remplies sur www.guichet.lu.

En outre, chaque année en octobre, est organisé la Semaine nationale du logement, où le Guichet unique des aides au logement est présent avec un stand d'informations. Dans le cadre de cette foire nationale du logement est organisée une large campagne de publicité.

D. La réforme de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Vue d'ensemble

En décembre 2021, le Gouvernement a déposé le projet de loi n° 7938 qui prévoit une révision complète des différentes aides individuelles au logement destinées aux actuels et futurs locataires et propriétaires du marché privé ainsi qu'une panoplie de mesures visant la simplification et la transparence de ces aides.

L'accès aux aides destinées aux locataires est élargi et facilité. À l'avenir, le taux d'effort maximal pour bénéficier de la garantie locative sera augmentée de 40 % à 50 %. Pour la subvention de loyer, la notion de loyer de référence ainsi que la condition de fournir au moins 3 mois de revenu seront abolies.

Quant à la garantie de l'État pour l'acquisition ou la construction d'un logement, le projet de loi introduit dorénavant des plafonds de revenu. Ces plafonds seront fixés de manière à ce que 75-80 % de la population y soit éligible. Le montant maximal de la garantie sera augmenté d'un tiers.

Les conditions d'octroi des aides à la propriété ont été harmonisées afin de les rendre plus accessibles, par exemple avec une réduction de la durée minimale d'habitation de dix à deux ans ou encore avec l'abolition des conditions de surfaces des logements. Les montants des aides ont également été adaptés et le cercle des bénéficiaires potentiels a été élargi.

La prime d'épargne a complètement été revue. Afin d'inciter les futurs propriétaires à faire un effort indispensable d'épargne pour se constituer un capital de départ, leur épargne annuelle sera soutenue par une prime représentant 10 % de leur épargne. Sur dix ans d'épargne cette prime peut atteindre jusqu'à 5.000 €.

Finalement, le projet de loi enrichit le bouquet des aides individuelles de deux nouvelles aides :

Ainsi, une prime pour la création d'un logement intégré s'élevant à 10.000 € sera introduite. Le logement intégré consiste en un deuxième logement dans une maison unifamiliale. Chacune des deux unités d'habitation doit disposer de sa propre porte d'entrée (soit de l'extérieur, soit à partir d'un espace de circulation collectif) et le propriétaire qui en fait la demande doit habiter une des deux unités après la fin des travaux.

Les primes pour rénovations énergétiques seront complétées par la prime d'amélioration pour rénovation énergétiques, le « Topup Klimabonus ». Il s'agit d'une aide pour les ménages à revenus modestes qui peuvent percevoir une prime supplémentaire allant jusqu'à 40 % du Klimabonus accordée par le Ministère de l'Environnement.

L'introduction d'un forfait d'aides individualisé de 35.000 € est un autre élément novateur de la réforme des aides individuelles. Quatre primes en capital (d'accession, d'épargne, d'amélioration et le « Topup Klimabonus ») sont regroupées en une cagnotte d'aide en capital plafonnée. Ainsi un bénéficiaire peut toucher une ou plusieurs de ces primes pour plusieurs logements successifs au cours de sa vie dépendamment de son revenu et de sa situation familiale au moment de la demande.

Ces aides ne sont attribuées que sous conditions que le bénéficiaire occupe personnellement le logement pour lequel il en bénéficie et qu'il s'agisse de son logement unique

Les aides individuelles en détail :

Les aides individuelles promouvant l'accès à la location et à la propriété sont subdivisées en cinq catégories :

a. Aides à la location :

– Garantie Locative
• Augmentation du taux d'effort maximal de 40 % à 50 %
• Nouvelle garantie possible en cas de dispense de remboursement d'une première aide
• Élargissement du cercle des locataires éligibles

– Subvention de loyer[5]
• Abolition de la condition de disposer d'au moins 3 mois de revenu
• Abolition de la notion du « loyer de référence »
• Simplification du calcul de l'aide (et de la révision)
• Élargissement du cercle des locataires éligibles

b. Aides pour l'accession à la propriété :

– Garantie d'État
• Dorénavant, il y a également une limite de revenu pour cette aide
une pour les célibataires
une pour les couples
• Ces plafonds sont tels que 75-80 % de la population y est éligible
• Le montant éligible à la garantie est augmenté d'un tiers

– Prime d'accession à la propriété
• Il n'y a plus de conditions de surface pour ces logements
• Détermination des aides en fonction du revenu net
• La durée de résidence obligatoire est réduite
de 10 à 2 ans
• L'éligibilité notamment pour les couples et les familles avec enfants a été élargie substantiellement :
+33 % au moins
(En effet, le plafond du revenu se situait à un niveau de vie correspondant au décile trois, voire en-dessous. Seulement pour les célibataires, le plafond est resté celui en vigueur, étant donné qu'il était déjà très avantageux.)

– Prime d'épargne
• Nouveau mode de calcul, plus simple et plus transparent
• L'épargne est rémunérée de façon supplémentaire :
Prime = 10 % de l'épargne annuelle
max de 500 €/an
max de 5.000 €/10 ans
• Calcul sur une période d'épargne de 10 ans
• Introduction d'un délai pour investir l'épargne dans le financement du logement
2 ans après la date de l'acte

– Subvention d'intérêt
• Fusion de l'ancienne bonification d'intérêt avec la subvention d'intérêt
• Augmentation du montant maximal à subventionner
De 175.000 € à 200.000 €
• Le montant de 200.000 € est augmenté :
De 10.000 € par enfant à charge (somme plafonnée à 240.000 €)
• Limitée à 300 paiements (mensuels) par bénéficiaire
• La durée de résidence obligatoire est réduite
De 10 à 2 ans

c. La prime pour la création d'un logement intégré

• Montant : 10.000 €
Éligibilité : sans condition de revenu
• Conditions d'octroi :
Être propriétaire du logement
Ne pas être propriétaire d'un autre logement
Avoir obtenu une autorisation de bâtir de l'administration communale
Chacune des deux unités d'habitation doit disposer de sa propre porte d'entrée
(soit de l'extérieur soit à partir d'un espace de circulation collectif)
Le propriétaire/demandeur doit habiter une des deux unités après la fin des travaux

d. Les aides pour amélioration de logements

– Subvention d'intérêt pour travaux d'amélioration
• Amélioration de certains équipements et création de nouvelles pièces d'habitation

- Prime pour aménagements spéciaux pour personnes à besoins spécifiques
• Demandeur = une personne en situation de handicap (ou son représentant légal)

e. Les aides aux rénovations énergétiques

– Garantie d'État pour prêt climatique (Klimabonus)
• Logements >10 ans,
• Logement unique et résidence effective

[5] Les modifications proposées au projet de loi 7938 concernant la subvention de loyer ont été introduites de façon anticipative suite à la tripartite du printemps par la loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer.

Subvention d'intérêt pour prêt climatique (Klimabonus)
• Max 180 paiements
• Montant maximal
100.000 € par logement
Topup Klimabonus
• Supplément pouvant aller jusqu'à 100 % du Klimabonus
• Éligibilité :
jusqu'au décile 5

Heures supplémentaires des enseignants | Question **7020** (19/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'Iwwerstonnen an eise Schoulen hu sech duerch d'Pandemie, mee och allgemeng duerch de chronesche Personalmangel zu engem Dauertheema entwéckelt. Vill Léierpersounen am Fondamental an an de Lycéeë weisen drop hin, datt si ëmmer méi Iwwerstonne leeschte mussen, a sinn och net zefridden doriwwer, wéi dës Iwwerstonne bezuelt ginn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, wéi genau d'Iwwerstonnen am Enseignement fondamental an an de Lycéeë bezuelt ginn?

2. Wéi eng Mesurë gedenkt den Här Minister ze ergräifen, fir ze verhënneren, datt am lafenden an an de kommende Schouljoren d'Zuel vun den Iwwerstonnen, déi am Fondamental an an de Lycéeën ofgeleescht musse ginn, net weider an d'Luucht geet?

Réponse (22/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Enseignement fondamental gëtt ënnerscheet tëschent de Leçons supplémentaires régulières an de Leçons supplémentaires occasionnelles. An dësem Kontext sinn d'Leçons supplémentaires régulières déi Iwwerstonnen, déi an der Schoulorganisatioun am Ufank vum Joer festgehale ginn a beispillsweis dann entstinn, wann en Enseignant eng Decharge (z. B. als Schoulpresident, Coordinateur de cycle o. ä.) unhëlt a sech fir déi geleescht Aarbecht am Kontext vun dëser Decharge net fräistelle léisst. Am Géigesaz heizou sinn d'Leçons supplémentaires occasionnelles déi Iwwerstonnen, déi net previsibel am Laf vum Joer entstinn (z. B. wann en Enseignant ee Remplacement assuréiert oder eng nei Decharge iwwerhëlt). Heibäi ass wichteg ze betounen, datt all Iwwerstonn, onofhängeg ob et eng reegelméisseg oder onreegelméisseg Iwwerstonn ass, op fräiwëlleger Basis geleescht gëtt.

Am Enseignement secondaire gëtt dës Ënnerscheedung net gemaach. En Enseignant, deen Iwwerstonne leescht, huet zwou Méiglechkeeten: E kann dës entweeder ausbezuelt kréien, oder se, bis op e Maximum vun 20 % vu senger Tâche, op säi Compte épargne-temps (CET)[6] setzen.

Am Enseignement fondamental ginn d'Iwwerstonnen no den Dispositioune vum Artikel 17 vum Règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental ausbezuelt; am Enseignement secondaire applizéieren sech d'Dispositioune vum Artikel 13 (3) vum Règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques.

ad 2. Moyenne vu wéchentlechen Iwwerstonne pro Schouljoer an Ordre d'enseignement.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Souwuel am Enseignement fondamental wéi am Enseignement secondaire huet sech d'Unzuel un Iwwerstonne an de leschte Jore stabiliséiert. Den Educatiounsministère wäert awer weiderhin Efforte beim Rekrutement vu Léierpersonal maachen.

Cours « éducation à la citoyenneté » dans les écoles internationales | Question **7022** (19/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'Participatioun um „Civique"-Unterrecht („éducation à la citoyenneté" am Enseignement général) ass fir Mënschen, déi d'lëtzebuergesch Nationalitéit wëlle kréien, obligatoresch, an dëst Fach spillt eng wichteg Roll am Lëtzebuerger Schoulsystem, well et de Schüler Kenntnisser iwwer eis Demokratie an eis Institutiounen, awer och kritescht Denke bäibréngt a well et doduerch d'Integratioun vu Kanner mat Immigratiounshannergrond ënnerstëtzt. Grad fir „international" Schüler ass d'„éducation à la citoyenneté" deemno wichteg, fir Lëtzebuerg besser kennen ze léieren.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Gëtt „Civique" och an den internationale Schoulen enseignéiert? Wann nee: Firwat hunn d'Schüler an der „traditioneller" ëffentlecher Schoul „Civique", an déi an den internationale Schoulen net?

2. Wat gëtt an den internationale Schoulen ënnerholl, fir d'Schüler ze integréieren an hinnen d'Land an d'Institutioune vum Staat méi no ze bréngen?

3. Wéi eng Mesurë gedenkt d'Regierung ze ergräifen, fir och den „internationale" Schüler „Civique" unzebidden?

Réponse (22/11/2022) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Fach Éducation à la citoyenneté gëtt et an den internationale Schoulen net; allerdéngs gi souwuel an den agreéierten europäesche Schoule wéi an deenen aneren internationale Schoulen de Schülerinnen a Schüler Kenntnisser iwwer eist Land a seng Institutioune vermëttelt.

An den agreéierten europäesche Schoule gëtt d'Fach „Vie et société" ugebueden, dat de Schülerinnen a Schüler eng politesch, moral a reliéis Bildung vermëttelt. Dobäi gëtt sech komplett op de Programm mam selwechten Numm beruff, deen 2016/2017 am Enseignement secondaire agefouert gouf an zanter 2017/2018 och am Enseignement fondamental enseignéiert gëtt. De Programm vu „Vie et société" krut 2021 eng Auszeechnung vum europäesche Reseau Global Network Education Europe (GENE), dee Ministèren an Agencë regruppéiert, déi am Beräich vun der globaler Educatioun schaffen.

Den offizielle Lëtzebuergeschprogramm gesäit Follgendes vir:

– Vun S1 u kréien d'Schülerinnen an d'Schüler en Iwwerbléck iwwer d'Lëtzebuerger Geschicht, Geografie, Literatur, Sprooch, Kultur a Gesellschaft.
– Vun S2 u soll de Lëtzebuergeschcours et de Schülerinnen a Schüler erlaben, de Rôle vu Lëtzebuerg a senge Relatioune mat aneren europäesche Länner ze verstoen.
– Op S3 sollen duerch d'Etude vu Problematiken, déi mat der nationaler Politik ze dinn hunn, déi kritesch Kompetenze vun de Schülerinnen a Schüler geféierdert ginn. D'Schüler befaasse sech mat verschiddene Regierungsformen, dem Fonctionnement vun der Chamber, dem Oflaf vun de Walen a si kréien en Iwwerbléck iwwert déi verschidde Parteien, déi et zu Lëtzebuerg gëtt.

Op dës Manéier léieren d'Schülerinnen an d'Schüler d'Institutioune vum Land an hire Fonctionnement kennen.

Beim International Baccalaureate (Athénée) an dem Baccalauréat international (Lycée technique du Centre, Lycée Mathias Adam), ginn déi verschidde Volete vun der Lëtzebuerger Gesellschaft am Kader vun de Lëtzebuergeschcoursë vu 7e bis 5e abordéiert. De Walsystem an d'Lëtzebuerger Institutioune ginn an de Geschichts- a Geografiescoursen op 5e a 4e traitéiert.

Am Lycée Michel Lucius gëtt de Studiegang vun den A Levels ugebueden. Hei beschäftegen sech d'Schülerinnen an d'Schüler am Kader vun de Global perspective-Coursen, de Geschichtscoursen an de Lëtzebuergeschcoursë mat Theemen, déi mat politescher Bildung ze dinn hunn, zum Beispill mat der Verfassung, der Monarchie, dem Fonctionnement vun der Regierung a sou weider.

Ofschléissend sief nach gesot, datt den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) souwuel an den ëffentleche Lëtzebuerger Schoule wéi an den internationale Schoulen interveneiert, andeems e Journées thématiques organiséiert an de Schülerinnen a Schüler op dës Manéier Zougang zu allen Aspekter vum institutionelle Liewe vum Land bitt. D'Offer vum ZpB gëtt aktiv vun den internationale Schoule genotzt.

Donieft bedeelegen sech d'Schülerinnen an d'Schüler vun den internationale Klassen un deene selwechten Aktivitéite wéi d'Klassen aus dem nationale System, wéi zum Beispill der Visitt vun der Chamber.

Introduction de brancards électriques | Question **7023** (19/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Leit vum CGDIS sinn oft op Brancarden (Tragbahren) ugewisen. Si mussen d'Leit op de Brancard hiewen an dësen dann an hiert Gefier lueden. Béides ka mat vill Kraaftopwand verbonne sinn. Zu de klassesche Brancarde gëtt et mëttlerweil awer och elektresch Alternativen, respektiv elektresch Hëllefen, déi de Brancard elektresch an d'Ambulanz eranzéien an och erëm eraus op d'Rieder stellen. Dës hunn zum Virdeel, dass d'Rettungskräfte sech manner kierperlech mussen ustrengen a schlecht Haltunge vermeiden, déi hir kierperlech Gesondheet beanträchtegen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wat misst am Rettungswon geännert ginn, am Fall wou ee vun engem normale Brancard op een elektresche System wéilt ëmstellen? Wat wier de Käschtefaktor?

2. Kéint eng oder béid Optioune mat den aktuelle Rettungsween vum CGDIS ëmgesat ginn?
Wa jo, wäerten esou Brancarde lues a lues déi al ersetzen?
Wann nee, firwat net?

3. Wéini wäerten déi nächst Rettungsween viraussiichtlech bestallt ginn?

Wäert hei gekuckt ginn, fir Ween ze bestellen, déi mat esou elektresche Systemer equipéiert, respektiv kompatibel wieren?

4. Wéini sinn déi lescht Rettungsween bestallt ginn?

Réponse (14/11/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Beim CGDIS gëtt et en techneschen Aarbechtsgrupp, deem seng Aufgab et ass, nei Equipementer op hir

6 Artikel 5 vun der Loi modifiée du 1er août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique

Leeschtung an Notzen ze préiwen, ier se am Kader vun enger ëffentlecher Ausschreiwung ugeschaaft ginn. De CGDIS huet mech driwwer informéiert, dass d'Aféierung vu Brancarde mat elektronescher Ënnerstëtzung gepréift gëtt. No dëser Analys wäert een och eppes iwwert de Käschtepunkt kënne soen.

Déi lescht Bestellung vun Ambulanzen datéiert vum 13. Dezember 2020 a gouf rezent un d'Asazzenteren ausgeliwwert. E Marché fir den Akaf vu weidere Rettungsween leeft.

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7024** (19/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droit.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire quels sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

2) Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

3) Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

4) Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

5) Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

6) Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (22/11/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Au vu des crises sur les marchés de l'énergie dues aux circonstances géopolitiques liées à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'accord tripartite entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP prévoit une limitation de la hausse des prix du gaz à +15 % par rapport au niveau de prix moyen de septembre 2022 pour tous les clients résidentiels. Conformément à l'accord tripartite, cette mesure sera d'application du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2023 et induit un coût budgétaire de 390 millions euros. Tous les ménages en profiteront.

– La mesure de prise en charge par l'État des tarifs d'utilisation de réseau de gaz naturel des clients résidentiels, introduite par la loi du 17 mai 2022 et applicable depuis le 1er mai de cette année, sera prolongée jusque fin 2023. Le coût budgétaire global de cette aide est estimé à 115 millions euros et tous les ménages en profiteront.

– Afin d'aider les ménages qui ne se chauffent pas au gaz naturel, mais au gasoil, l'aide de 7,5 cents par litre octroyée depuis avril de cette année a été portée à 15 cents par litre à partir du 1er novembre et sera prolongée jusqu'au 31 décembre 2023. Le coût budgétaire de cette contribution financière est estimé à 45 millions euros. La mesure est du domaine de compétence de la Ministre des Finances.

– En outre, des mesures visant à atténuer la hausse du prix des granulés de bois pour les ménages, ainsi que la mise en place d'une contribution financière de l'État pour les clients résidentiels raccordés à un réseau de chauffage urbain sont en cours d'élaboration. Les coûts budgétaires pour ces deux mesures sont évalués à respectivement 6 et 45 millions euros.

– Dans le cadre de l'accord tripartite, il a en plus été décidé de stabiliser les prix de l'électricité à leur niveau de 2022 pour tous les clients résidentiels ayant une consommation annuelle inférieure à 25.000 kWh. À cet effet, le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité sera modifié afin de pouvoir définir une contribution négative au mécanisme de compensation à payer à partir du 1er janvier 2023 par les clients de la catégorie A, donc tous les clients résidentiels ayant une consommation annuelle inférieure à 25.000 kilowattheures. Le coût estimé pour cette aide, porté en partie par le budget de l'État et en partie par le Fonds climat et énergie est estimé à 150 millions euros.

– De plus, les taux de TVA seront abaissés. Le taux normal de 17 % sera réduit à 16 % à partir du 1er janvier 2023, le taux intermédiaire sera réduit de 15 % à 14 % et le taux réduit, donc celui qui est appliqué pour la consommation d'un certain nombre de produits énergétiques tels que le gaz et l'électricité, passera de 8 % à 7 %. Cette mesure est au profit de tous les assujettis à la TVA. Cette mesure est du domaine de compétence de la Ministre des Finances.

Toutes ces mesures ont été conçues de façon à ce que les ayants droit en profitent automatiquement sans avoir à faire une démarche spécifique. Le Ministère de l'Énergie ainsi que la Klima-Agence renseignent sur les mesures dans leurs stratégies de communication respectives.

– L'accord tripartite prévoit par ailleurs encore des aides supplémentaires dans le cadre du régime « Klimabonus » qui favorisent la transition des ménages vers les énergies renouvelables et la rénovation énergétique des logements, où sont visées des mesures qui ont des effets durables, contrairement aux mesures d'urgence avec effet à court terme sur le prix des énergies.

Les mesures ciblées par ces suppléments sont notamment les travaux d'assainissement énergétique durable (amélioration de l'isolation), les aides dans le cadre du remplacement d'une chaudière à énergie fossile par une installation de chauffage basée sur de l'énergie renouvelable, un supplément pour les installations solaires photovoltaïques en mode autoconsommation ou dans le cadre d'une communauté énergétique.

Les aides « Klimabonus » sont définies et gérées en coopération entre le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.

La promotion des aides Klimabonus est faite dans le cadre des activités de sensibilisation et d'information de la Klima-Agence, notamment sur base du nouveau simulateur de primes (https://aides.klima-agence.lu/), qui renseigne aussi bien sur les aides étatiques « Klimabonus » que sur les aides communales et les aides proposées par les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel (dans le cadre du mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique).

Il est à noter dans ce contexte que des aides « Klimabonus » connaissent un grand succès à l'heure actuelle et que tout un éventail de mesures sont prises par l'Administration de l'environnement afin de réduire les délais de traitement des dossiers (recrutement d'agents supplémentaires, externalisation de certains services et amélioration du service envers le citoyen à travers une digitalisation poussée).

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable va répondre dans sa contribution pour ce domaine concerné aux questions 3) et 4).

Nombre de passagers des bus RGTR | Question **7025** (19/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den 18. Oktober huet de Minister Bausch am Kader vun der Question élargie N° 161 gesot, dass d'Passagéierzuele vum RGTR-Reseau aktuell nees um Niveau vu virun der Covidpandemie sinn a schwätzt vun Zieleren an de Busser.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Zënter wéini ginn et esou Zieleren an de Busser vum RGTR-Reseau?

2. A wéi ville Busser ginn et solch Zieler?

3. Wéi hunn hir Zuelen zënter hirer Aféierung evoluéiert (opgelëscht no Joer)?

Réponse (18/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dës Zielere si beim RGTR am Joer 2016 agefouert ginn.

ad 2. Aktuell sinn 1.065 Busse mat Zieleren ausgerüst, dat si ronn 60 % vum aktive Fuerpark vun den RGTR an CFL-Bussen.

ad 3. Evolutioun zënter 2016:

(tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7026** (19/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droits.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Sports quels sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

– Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

– Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

– Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

– Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

– Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (18/11/2022) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

Le Ministère des Sports soutient les fédérations sportives et autres associations, mais aucune aide financière directe n'est actuellement versée aux personnes physiques et ménages.

Il n'en demeure pas moins que pour l'année 2021, les crédits attribués aux fédérations sportives agréées, aux clubs sportifs affiliés, ainsi qu'au Comité olympique et sportif luxembourgeois ont augmenté de 12.263.471 € à 12.815.000 €, soit une augmentation de 4,5 % par rapport à l'année 2020.

Parmi ces crédits les plus significatifs sont entre autres les 3.200.000 € pour le subside « qualité+ » et les 1.700.000 € pour les subsides de base et extraordinaires. Ces aides du Ministère des Sports sont versées à la base du mouvement sportif, c'est-à-dire pour les clubs sportifs, et ce afin de garantir une offre et un encadrement de qualité élevé.

Un autre instrument important pour soutenir le sport et ses différents acteurs reste le congé sportif. En 2021, l'octroi du congé sportif s'est élevé à 531.896 € et les bénéficiaires ont été les sportifs d'élite et leurs accompagnateurs, ainsi que les dirigeants et les arbitres.

Élections des représentants du personnel auprès de POST Luxembourg | Question **7027** (19/10/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Op Basis vun insgesamt véier Arrêtéë vum 1. August 2022 huet den Här Ekonomieminister d'Modalitéite fir d'Wale vun der Personalvertriedung am Verwaltungsrot vu POST fixéiert. Dës sollen de 25. Oktober 2022 stattfannen. Déi privat Salariéë kënne véier, d'Mataarbechter, déi ënnert dem Statut vum ëffentlechen Déngscht agestallt sinn, nëmme méi zwee Stellvertrieder an dëse Gremium wielen, nodeems déi entspriechend Mandater bis ewell paritéitesch opgedeelt waren. Dës Changementer koumen op Basis vun den aktuelle Personalzuele bei POST zustanen a sollen dem Prinzipp vun der Proportionalitéit Rechnung droen.

Dës Rechnung gëtt vum Syndicat des P&T, deen dës Zuelen als verfälscht interpretéiert, allerdéngs ugezweiwelt, well de Prinzipp vun der Proportionalitéit tëschent Mataarbechter ënnert dem ëffentlechen an dem private Statut bei POST, esou wéi en am Artikel 24 Paragraph 1 vum Postgesetz vum 10. August 1992 virgesinn ass an och am Accord de médiation vum 2. Juni 2017 festgehale gouf, säit ville Joren net méi respektéiert gëtt. Sou ginn nei Mataarbechter bei POST, contrairement zu deene lo just genannten Texter, säit Jore quasi ausschliisslech ënnert dem privatrechtleche Statut agestallt, wat zu enger Disproportioun tëschent ëffentlechem a privatem Statut beim Personal vu POST gefouert huet.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Ekonomieminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister seng allgemeng Positioun zu dëse Virgäng elaboréieren?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, ob wéi eng Manéier hien op déi systematesch Verletzung vum uewe genannte Gesetzestext beim Rekrutement vum Personal bei POST reagéiere wäert?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, ob hien sech d'Fuerderung vum Syndicat des P&T zu eege mécht, fir seng véier Arrêtéë vum 1. August zeréckzezéien, fir den Datum vun de genannte Wale vum 25. Oktober ze verréckelen an d'Mandater vun der Personalvertriedung am Verwaltungsrot vu POST zu engem spéideren Zäitpunkt nees paritéitesch wiele kënnen ze loossen? Falls net, wéi ass déi Decisioun motivéiert?

Réponse (21/11/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Zanter der Ofännerung vum POST-Gesetz am Joer 2016 gëtt d'Opdeelung vun de Personalvertrieder am Verwaltungsrot vu POST d'Proportioun rëm, wéi vill Mataarbechter ënnert dem Statut vum ëffentlechen Déngscht („agent de droit public") a wéi vill ënnert dem private Statut („salarié") do schaffen. Dëse Prinzipp ass am Artikel 8 Paragraf 4 vum POST-Gesetz festgehalen.

Den Artikel 24 Paragraf 1 vum POST-Gesetz gesäit vir, dass bei POST esouwuel Leit mam Statut vum Privatrecht wéi och mam Statut vum ëffentleche Recht kënne schaffen: « Le régime des agents de l'entreprise est soit un régime de droit public, soit un régime de droit privé. » Domadder si béid Statuten am Gesetz verankert.

Et ass wichteg dorobber hinzeweisen, datt d'POST-Gesetz am Artikel 24 Paragraf 1 grad ewéi och den Accord de médiation vum 2. Juni 2017 iwwer d'Interpretatioun vun dësem Artikel, keng chiffréiert Proportioun oder Opdeelung tëscht béide Statute beim Personal virschreiwen. An dësem Kontext gëtt verwisen op d'Ordonnance de référé N° 48045 vum Verwaltungsgeriicht vum 24. Oktober 2022: « Il appert dès lors que l'article 24, alinéa 1er, tel que modifié, ne vise a priori pas [...] à instaurer une égalité au niveau des recrutements, dans le sens que le nombre d'agents privés recrutés devrait plus ou moins équivaloir au nombre d'agents publics recrutés [...]. »

Opgrond vun där Ordonnance war et richteg, fir der Fuerderung vum Syndicat des P&T net nozekommen, fir déi 4 Arrêtéë vum 1. August 2022 zeréckzezéien, a fir den Datum vun de Wale fir d'Personalvertrieder deemno wéi ursprénglech geplangt de 25. Oktober bäizebehalen an dës ze organiséieren, esou wéi et an de genannten Arrêtéë festgehale war.

Et sief nach drop higewisen, dass d'Astellungspolitik bei POST Luxembourg ënnert d'Responsabilitéit an d'Opsiicht vum Comité exécutif a vum Verwaltungsrot vu POST falen, wéi och an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 7033 erkläert gouf.

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7028** (19/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droit.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé quels sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

2) Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

3) Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

4) Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

5) Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

6) Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Le Ministère de la Santé dispose d'un subside pour personnes indigentes qui ne peuvent pas prendre en charge leurs frais médicaux et qui ne sont pas affiliées à un régime d'assurance maladie. Il s'agit de l'article budgétaire 14.0.34.011 – Traitement des maladies sociales et d'autres affections ; prise en charge de frais d'hospitalisation et frais de traitement de personnes indigentes : subsides.

En 2021, 3.067.705,00 euros ont permis de prendre en charge 380 demandes de 262 différents patients. Des 403 demandes qui ont été introduites, 23 ont été refusées car soit une prise en charge par la Caisse nationale de la santé (CNS) a été possible, soit le dossier n'avait pas été complet ou n'avait pas été introduit dans les délais.

L'existence de ce subside est bien connue par les services sociaux des hôpitaux, les associations conventionnées et par les offices sociaux luxembourgeois qui introduisent les demandes de prise en charge auprès du Ministère de la Santé.

Le projet-pilote Couverture universelle des soins de santé (CUSS) a été lancé en avril 2022. Il permet l'accès à une assurance maladie volontaire auprès du Centre commun de la sécurité sociale. L'affiliation à l'assurance maladie volontaire permet à l'assuré de pouvoir bénéficier de toutes les prestations de soins de santé (prestations en nature) prises en charge par l'assurance maladie. Le Ministère de la Santé finance d'une part la cotisation mensuelle pour l'assurance maladie et les frais liés à la prise en charge des soins de santé et d'autre part, il finance des postes d'assistante sociale auprès d'associations conventionnées qui sont en relation avec la population cible. Il s'agit du CNDS, de Stëmm vun der Strooss, de Jugend- an Drogenhëllef, de la Croix-Rouge et de Médecins du Monde. Ces associations assurent un suivi régulier des personnes qui bénéficient de la CUSS selon un projet individualisé.

La mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier de certaines personnes a été mise en place en juin 2017 et a permis, jusqu'ici, la prise en charge de sept bénéficiaires. Cette mesure a pour but de soutenir financièrement les personnes ayant besoin d'un accompagnement et de soins de santé dont les besoins dépassent les prestations que les institutions publiques peuvent offrir ou prendre en charge. Il s'agit d'adultes et d'enfants souffrant de maladies dégénératives extrêmement invalidantes, d'affections neuromusculaires permanentes particulièrement graves, de maladies du système nerveux autonome ou de maladies métaboliques nécessitant dans la plupart des cas le suivi permanent et ininterrompu et un recours à un appareillage médical lourd indispensable au maintien des fonctions vitales. La demande est introduite via un formulaire sur Myguichet.lu et doit être renouvelée annuellement.

Actuellement, sur un total de 115 dossiers introduits auprès du Ministère de la Santé, 93 ont été acceptés, 10 sont en cours ou en attente d'informations supplémentaires, 2 ont été refusés car ces demandes étaient

incomplètes et le demandeur ne s'était plus présenté auprès de l'ASBL concernée suite au dépôt de la demande afin de les compléter. 10 demandes ont été annulées car, dans l'intervalle, les personnes ont pu bénéficier d'une ouverture de leur droit à l'aide sociale.

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7029** (19/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droit.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région quels sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

2) Quels ont été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

3) Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

4) Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

5) Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

6) Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (22/11/2022) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région est compétent en matière de gestion et de paiement d'un certain nombre d'aides destinées aux personnes physiques.

Dans le tableau ci-après, ces aides ont été classées en trois rubriques : les prestations sociales versées par le Fonds national de solidarité, les prestations familiales versées par la Caisse pour l'avenir des enfants ainsi que diverses aides financières spécifiques versées par les services du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Afin de garantir une certaine comparabilité, tous les chiffres ont trait à l'année 2021 ; pour la prime énergie ainsi que pour les équivalents crédits d'impôts REVIS et RPGH la date de référence est le 31 octobre 2022.

Le tableau ci-après reprend les aides classées en trois rubriques, avec les nombres d'attributions et les budgets totaux alloués respectifs. Le tableau renseigne aussi sur le nombre et les raisons des refus, pour les aides pour lesquelles ces données ont été recensées.

Toutes ces aides sont connues des services spécialisés – offices sociaux, services psychosociaux, services d'aide aux personnes âgées – qui les promeuvent auprès des groupes de personnes susceptibles de pouvoir en bénéficier. Par ailleurs, les administrations gestionnaires de ces aides, tels le Fonds national de solidarité et la Caisse pour l'avenir des enfants, affichent les prestations dont elles ont la charge sur leurs sites Internet respectifs. Le lancement d'une nouvelle prestation est, en règle générale, accompagné par une campagne de promotion ; ainsi, lors de l'entrée en vigueur du nouveau dispositif du REVIS au 1er janvier 2019, un site Internet spécifique ainsi qu'une vidéo d'explication ont été mis en ligne et largement diffusés, le tout accompagné de réunions d'information régionales à l'attention des offices sociaux. Plus récemment, l'introduction de la prime énergie a fait l'objet de deux campagnes de communication successives. Pour ce qui est de l'allocation de vie chère, les personnes bénéficiaires au cours de l'année « n » se voient transmettre automatiquement le formulaire de demande pour l'année « n+1 ». Enfin, pour les aides liées à des situations très spécifiques, à l'instar des aides dans des situations liées à des catastrophes naturelles, le ministère lance des campagnes d'information très ciblées qui peuvent aussi comporter des réunions de sensibilisation et d'information auprès des publics concernés et dans les régions impactées.

Les moyens pour faire connaître ces aides sont donc très divers et toujours adaptés au public cible et aux circonstances. L'élaboration et la mise en ligne d'un portail Internet des offices sociaux est à l'étude ; ce portail est pensé pour présenter l'ensemble des aides de façon claire et précise afin de permettre aux personnes elles-mêmes de déterminer les prestations dont elles pourraient bénéficier.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Ventes d'immeubles par POST Luxembourg | Question **7030** (19/10/2022) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Je fais référence à ma question parlementaire n° 6434 du 1er juillet 2022 concernant les propriétés de POST Luxembourg.

Dans sa réponse à ma question parlementaire, Monsieur le Ministre de l'Économie explique que : « Au cours des 10 dernières années, POST Luxembourg a vendu des immeubles pour un total de 18,4 millions d'euros. Ces ventes ont rapporté soit une plus-value, soit une moins-value par rapport à la valeur indiquée dans l'acte d'apport de 1992 […]. »

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Monsieur le Ministre peut-il fournir la liste des bâtiments ayant été vendus ces dix dernières années ? La liste figurant dans la réponse de Monsieur le Ministre contient toutes les propriétés qui ont été vendues depuis la création de l'entreprise.

– Pour quels bâtiments l'entreprise POST Luxembourg a-t-elle fait une moins-value ?

– Compte tenu de l'évolution du marché immobilier au Luxembourg, quelles sont les raisons expliquant ces moins-values ?

Réponse (21/11/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

En complément de la liste des propriétés vendues fournie dans la réponse à la question parlementaire 6434 du 1er juillet 2022 de l'honorable Députée, la liste ci-dessous précise les 20 propriétés vendues depuis 2012 par POST Luxembourg. Celles en rouge sont celles pour lesquelles une moins-value a été réalisée, en euros et en pourcentage sur la valeur d'apport de l'immeuble.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Comme précisé dans la réponse à la question parlementaire 6434, POST Luxembourg cède ses immeubles à la valeur du marché, celle-ci est établie au moment de la transaction grâce à une évaluation réalisée par un bureau d'expertise indépendant.

Étant donné que la valorisation initiale des immeubles effectuée en 1992, lors de la création de l'établissement public, était assez élevée, POST Luxembourg réalise occasionnellement des moins-values par rapport au prix d'apport dans les livres lors d'une cession d'immeubles.

Étiquetage de l'origine de la viande | Question **7031** (19/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Lëtzebuerger Fleesch ass bekannt fir seng gutt Qualitéit a fir gutt Haltungskonditiounen. D'Regierung wëll d'Konsumenten zum Kaf vu Lëtzebuerger Produiten animéieren. An der fräier Vente, zum Beispill beim Metzler, erkennt de Konsument awer dacks net, wou d'Fleesch hierkënnt an aus wat fir engen Haltungskonditiounen d'Fleesch kënnt, sou kéint et sech zum Beispill ëm bëllegt a qualitativ schlecht Fleesch aus auslännescher Massendéierenhaltung handelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz a Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Plangt d'Regierung eng obligatoresch Kennzeechnung fir d'Fleesch an der fräier Vente, fir dass de Konsument op den éischte Bléck erkennt, ob et sech ëm lëtzebuergescht Fleesch handelt oder ëm auslänescht? Wann nee, firwat net?

2. Plangt d'Regierung eng obligatoresch Kennzeechnung vun den Haltungskonditioune vun den Déieren, änlech wéi et dëst schonn an Däitschland gëtt? Wann nee, firwat net?

3. Huet d'Regierung eng laangfristeg Strategie, wéi si de Konsument besser iwwert déi qualitativ Ënnerscheeder an ënnerschiddlech Haltungskonditioune beim Fleesch wëll informéieren?

Réponse (15/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Déi europäesch Gesetzgebung gesäit eng obligatoresch Etikettéierung vum Fleesch vu verschiddenen Déierenaarten (Rand, Schwäin, Schof, Geess a Gefligel) vir betreffend d'Hierkonft vum Fleesch. Dës Etikettéierung muss op all agepaaktem Fleesch drop sinn, a wann d'Fleesch onverpaakt iwwert d'Théik verkaaft gëtt, kann de Konsument de Verkeefer zu all Moment no der Hierkonft vum Fleesch froen, deen dann déi Informatioun weider muss ginn.

ad 2. Wat d'obligatoresch Kennzeechnung vum Fleesch betreffend d'Haltungskonditiounen ubelaangt, ass de Moment op nationalem Niveau net virgesinn, dës anzeféieren. De Ministère ass hei en faveur vun enger europäescher Léisung a waart of, wéi eng Virschléi d'Kommissioun 2023 wäert am Kader vun der Réforme législative betreffend den Déiereschutz proposéieren, wou och d'Kennzeechnung vun den Haltungsforme soll mat ofgedeckt ginn.

Fir de Moment gëtt et op europäeschem Niveau esou eng obligatoresch Kennzeechnung vun den Haltungsforme just bei den Eeër.

ad 3. D'Regierung huet viru Kuerzem eng offiziell Agrementsdemarche (Unerkennung) vun de Labelen agefouert (loi du 3 juin 2022 relative à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles). An dësem Kontext gëtt de Kader geschaf, fir dass den interesséierte Konsument sech informéiere

kann, wéi eng Laaschtenheftkrittäre bei engem bestëmmte Label iwwert déi normal gesetzlech Obligatioune rausginn. Hei ginn et eng 30 Krittären, déi op 3 Pilieren opgedeelt sinn (Qualité-Saveur, Régional-Solidaire, Environnement–Bien-être animal). Fir eng offiziell Unerkennung als Qualitéitslabel ze kréien, muss ee Label innerhalb vun all Pilier mindestens 3 Krittären erfëllen. Nieft der Agrementsdemarche ass et och virgesinn, fir laangfristeg Informatiounscampagnen zum Theema Qualitéit vu Liewensmëttel ze maachen.

Installations photovoltaïques sur des bâtiments agricoles | Question **7032** (19/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Fotovoltaikanlage sinn e wichtege Pilier vun der energeetescher Transitioun. Vill Leit hunn eng kleng Anlag um Daach, mee virun allem grouss Diecher, wéi een se zum Beispill op Halen a landwirtschaftleche Ställ fënnt, bidden sech fir grouss Anlagen un.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Bauerenhäff hunn aktuell Fotovoltaikanlagen op den Diecher installéiert?

2. Wéi hunn dës Zuelen, op déi lescht fënnef Joer gekuckt, evoluéiert?

3. Wéi vill Stroum gouf op déi lescht fënnef Joer gekuckt vun dëse Fotovoltaikanlage produzéiert? Wéi vill Prozent vum nationale Stroum ginn esou produzéiert?

Réponse (22/11/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. Den nationale Regëster gesäit keng Ënnerdeelung an deem Sënn vir. No Recherchen unhand vun der Lëscht „Liste des établissements enregistrés au Grand-Duché du Luxembourg conformément au règlement (CE) n° 183/2005 du Parlement européen et du Conseil du 12 janvier 2005 établissant des exigences en matière d'hygiène des aliments pour animaux" an dem Verglach iwwert de Geoportail kéim een op gutt 265 Installatiounen, sief dat um Bauerenhaff oder dem Wunnsëtz vum Bauerebetrib.

ad 2. Laut den aktuellen Donnéeë si säit 2018 ronn 40 MW Leeschtung bäikomm.

Dobäi muss ee bemierken, datt tëscht 2003 an 2017 0,67 MW un d'Netz ugeschloss gi sinn. D'Mesuren, déi ergraff goufe säit der Ännerung am Joer 2016 vum Reglement iwwert d'Produktioun vun erneierbaren Energië vun 2014, déi ënnert anerem zwou Tariffkategorië virgesäit fir zum Beispill Kooperativen, hunn also hir Wierkung gewisen. Eng weider Upassung an dësen Tariffkategorien am Joer 2020 huet ab 2021 zu engem spektakuläre Sprong gefouert, ronn dräi Véierel vun de 40 MW sinn 2021 un d'Netz ugeschloss ginn.

ad 3. Déi 40 MW Leeschtung aus der Fro 2 dierfte bei ca. 1.000 Lafstonnen (Vollaststunden) 40 GWh (entsprécht ongeféier 10.000 Stéit) erneierbare Stroum produzéieren, vum national produzéierte Stroum (993,48 GWh – ILR 2021) mécht dat ongeféier 4 % aus.

Établissement public POST Luxembourg | Question **7033** (19/10/2022) de **Mme Diane Adehm** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

L'article 24 (1) de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications prévoit que « Le régime des agents de l'entreprise est soit un régime de droit public, soit un régime de droit privé ». Dans le commentaire des articles du projet de loi ayant entre autres modifié l'article 24, il est stipulé que « Le projet propose de modifier l'article 24 de la loi pour en adapter la rédaction à la réalité en plaçant les régimes de droit public et de droit du travail sur un plan d'égalité alors que plus de 40 % des effectifs de l'entreprise sont aujourd'hui employés sous un statut de droit privé. »

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Combien d'employés de POST Luxembourg sont aujourd'hui employés sous le régime de droit public ? Sous le régime de droit privé ?

– Depuis 2012, combien d'employés ont été engagés sous le régime de droit privé ?

D'après nos informations et les informations qui ont été communiquées dans la presse par le Syndicat des P&T, très peu d'agents ont été engagés sous le régime de droit privé ces dix dernières années. Cela signifie que les agents engagés plus récemment par POST Luxembourg sous le régime de droit privé ne bénéficient pas des mêmes conditions de travail que les agents engagés sous le régime de droit public, notamment en termes de salaire et d'avancement de carrière.

Dans ce contexte, nous voudrions également poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Est-ce que Monsieur le Ministre soutient cette politique d'engagement au sein de l'établissement public POST Luxembourg ?

– Est-ce que POST Luxembourg, en tant qu'entreprise d'importance capitale pour le Luxembourg, n'a pas tout intérêt à garder des conditions d'embauche concurrentielles, alors qu'il est de plus en plus difficile de trouver les bons employés dans de nombreux secteurs ?

Réponse (21/11/2022) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Au 25 octobre 2022, d'après les chiffres fournis par l'entreprise, POST Luxembourg employait 1.072 personnes tombant sous le statut du droit public et 1.819 agents tombant sous le statut du droit privé. Du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2021, POST Luxembourg a embauché 1.703 collaborateurs tombant sous le statut du droit privé.

Il y a lieu de rappeler que POST Luxembourg est une entreprise indépendante de droit public gouvernée par son conseil d'administration et son directeur général. Les interventions du ministre de tutelle se limitent aux dispositions de l'article 22 de la loi du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications telle qu'elle a été modifiée par la suite, à savoir l'exercice de la haute surveillance sur les activités d'intérêt général de l'entreprise. Partant, la politique de recrutement au sein de POST Luxembourg relève de la responsabilité du comité exécutif de POST Luxembourg sous la surveillance du conseil d'administration.

Conditions de travail au CGDIS | Question **7034** (20/10/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Léon Gloden** (CSV)

Am Moment lafe weider Rekrutementscampagnë beim CGDIS. Laut eisen Informatioune ginn et op der anerer Säit och vill Leit, déi de CGDIS, a besonnesch den 112 wéilte verloossen. Grond wiere virun allem déi schwiereg Aarbechtskonditiounen a mangelnd Karriärsperspektiven. De Responsabele vum 112 soll dës Situatioun och bewosst sinn.

Virun dësem Hannergrond wéilte mir der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch Informatiounen iwwer schwiereg Aarbechtskonditioune beim 112 confirméieren?

– Wa jo – wéi soll an Zukunft verhënnert ginn, dass weider Agente vum 112 de CGDIS wëlle verloossen?

– Wéi gesäit et um 112 mat de Karriärsperspektiven aus?

Réponse (14/11/2022) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

De CGDIS ass en autonomen Établissement public, virun allem am Beräich vum Personal. Als Inneministesch steet et mir net zou, mech direkt an d'Personalpolitik vum CGDIS anzemëschen. De CGDIS huet mir op Nofro bestätegt, datt all déi gesetzlech Reegele vum ëffentleche Statut respektéiert ginn.

Dem Personal vun der nationaler Noutruffzentral 112 stinn, wéi allen anere Mataarbechterinnen a Mataarbechter vum CGDIS, déi nämmlecht Méiglechkeete vun der interner Mobilitéit zur Verfügung, déi hire Statut virgesäit. Dozou gehéieren natierlech och verschidde Karriärsperspektiven.

Alimentation animale | Question **7035** (20/10/2022) de **M. André Bauler** (DP)

De Moment loossen nach vill Baueren d'Béischten op der Weed, well d'Fuddersituatioun op de Wisen sech zanter dem verreente September spierbar verbessert huet. Déi aktuell, bal summerlech Temperature loossen d'Gras nach effektiv e bësse wuessen. An dach riskéiert et de Wanter iwwer méi enk mam Fudder ze ginn, engersäits wéinst der laanger Dréchent an anerersäits wéinst méiglechel Liwwerengpäss.

Dofir wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister follgend Froe stellen:

1. Verfüügt den Här Minister iwwer ee gewëssenen Iwwerbléck betreffend d'Fuddersituatioun an eise Betriber? Wat sinn d'Réckmeldungen aus dem Secteur?

2. Bei wat fir enge Fuddermëttel ass am Wanter an och soss mat Liwwerengpäss ze rechnen?

3. Kann den Här Minister mer d'Entwécklung vun de Präisser an dësem Beräich zanter Juli 2022 opweisen?

Réponse (10/11/2022) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. D'Situatioun mam Grondfudder ass net op all Betrib déi selwecht. Dëst ass bedéngt duerch regional ënnerschiddlech Recolten am Gréngland, mee och am Mais. Ufank September ass am Landesduerchschnëtt eng Perte un Trockenmasseertrag vun 30 % am Gréngland ugeholl ginn. Mat regional groussen Differenzen, soudass et regional och 50 % Perten a méi konnte sinn. Betraffe Betriber hu well zum Deel reagéiert an och schonns Grondfudder a Form vun Hee oder Mais bäikaaft.

Ufank September huet de Ree geholl ef, datt sech d'Gréngland erëm séier erholl huet, soudass Ufank Oktober an Enn Oktober bal am ganze Land nach ee Schnatt op de Gréngландparzelle gemaach konnt ginn. Doduerch huet sech d'Situatioun beim Grondfuddermëttel Gras zimmlech entspaant.

Aktuell ass et och nach ëmmer méiglech, den Opwuess vum Gréngland iwwert Weedvéi ze notzen, soudass Wanterreserven agespuert kënne ginn.

Bei der Recolte vum Mais hu virun allem den Osten an de Süde vum Land méi Perten ze verzeechnen.

D'Recolte huet extreem fréi ugefaangen, an déi recoltéiert Wuer war zimmlech dréchen, well vill Bestänn verdréchent waren. D'Stäerkegehalter sinn niddreg, an déi recoltéiert Wuer huet sech schlecht am Silo verdichte gelooss, soudass eng gutt Gärung net garantéiert konnt ginn. Well vill Betriber gutt Parzellen an och méi schlechter mat Mais haten, ass et immens schwéier ze soen, wéi vill Betriber genau betraff sinn.

ad 2. Bei de Fuddermëttel, déi vun de Betriber zoukaf ginn, ass am Moment net direkt mat kritesche Liwwerenkpäss ze rechnen. Beim Sojaextraktiounsschrot ass et am Moment heiansdo e bësse méi schwiereg. D'Disponibilitéit ass am Allgemenge ginn, méi kriddeleg ass et mat dem Transport, well et Enkpäss an den Transportkapazitéite gëtt, an doduerch den Organisatiounsopwand méi grouss ass.

ad 3. D'Präisentwécklung zanter dem Mount Juli ass méi roueg verlaf, wéi dat an de Méint Februar bis Juli de Fall war. D'Grafik hei hannendru stellt déi tatsächlech Entwécklung vum Präisindex vun de Fuddermëttel fir Déiere vum Januar 2022 bis Enn September duer a gëtt och en Ausbléck op de Mount Oktober (gepunktelt Linnen). De ponderéierten Index fir d'Fuddermëttel fir Déiere läit Enn September 1,3 % méi héich wéi am Juli an 18,7 % méi héich wéi am Januar 2022. Zu Lëtzebuerg gëtt et keng vergläichbar Zuelen iwwer Präisser fir Grassilage, Hee oder aner Grondfuddermëttel, an deemno sinn dës och net am Index agerechent.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Chaudières à hydrogène | Question **7036** (20/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Lëtzebuerger Bierger, déi hire Logement energeetesch sanéiere wëllen, kënnen ënner verschiddenen Ëmstänn vun enger finanzieller Hëllef duerch de Staat profitéieren. Allerdéngs si gängeg Technologië wéi zum Beispill Wäermepompele besonnesch am Fall vun eelere Gebaier net ëmmer baulech kompatibel. Wéi et mir zougedroe gouf, si Waasserstoffanlage fir Privathaiser, déi souwuel beim Hëtze wéi beim Stroum eng Verbesserung vun der Energiebilanz géifen erlaben a sech och an deene meeschten Haiser verbaue loossen, allerdéngs net eligibel fir dës Subsiden.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister dës Virgäng bestätegen? Falls jo, kann den Här Minister matdeelen, wéi déi Decisioun motivéiert ass an iwwert wéi eng Ausweechméiglechkeete Bierger verfügen, déi dës Ënnerstëtzung opgrond vun der bautechnescher Beschafenheet vun hirem Logement net an Usproch huele kënnen?

Réponse (17/11/2022) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Den honorabelen Deputéierte Fred Keup weist dorop hin, dass Brennstoffzellenheizungen a Privathaiser, theoreetesch erneierbaren, also grénge Waasserstoff notze kéinten, fir bei Bedarf Hëtzt, mee och Stroum ze produzéieren a sech an deene meeschten Haiser verbaue loossen, mee net eligibel fir Klimabonussubsidë sinn.

Dëst kann ech confirméieren an doduerch erklären, dass et am Moment kee grénge Waasserstoff gëtt, deen duerch ee Gas- oder Waasserstoffreseau bis bei Haiser géif kommen. Also handelt et sech bei dësen Heizungen ëm hypotheetesch Léisungen, déi kuerzfristeg iwwerhaapt net dekarboniséieren, mee weiderhin op den Äerdgas ugewise sinn.

D'Klimabonus-Primme par contre fërderen exklusiv Technologien, déi direkt um Marché disponibel sinn an zur Dekarboniséierung vun de Gebaier bäidroen, d. h. aktuell sinn, dat (i) Loft/Waasser-Wärmepompelen, an (ii) Wärmepompelen, déi un eng geothermesch Buerung gekoppelt sinn, souwéi och nach (iii) Biomassanlagen, déi Wäermt generéiere kënnen an (iv) den Uschloss un ee Wärmenetz. Eng weider fir Bierger interessant Alternativ sinn Hybrid-Wärmepompelen an Hybrid-Léisungen, wou eng Wärmepompel mat enger bestoender Heizungsanlag kombinéiert gëtt, och dës Technologië ginn iwwer de Klimabonus-Programm gefërdert, well si besonnesch bei eelere Gebaier, déi nach net energeetesch sanéiert sinn (Verbesserung vun der Isolatioun) eng gutt Iwwergangsléisung kënnen duerstellen. Wéi eng vun de verschiddenen Optioune bei engem Bestandsgebai am sënnvollsten agesat gëtt, ass vu Fall zu Fall vum Expert (Installateur) ze analyséieren an d'Anlag ass entspriechend auszeleeën.

Mäin Homolog, de Wirtschafts- a Klimaminister, zoustänneg fir Energie an Däitschland, vertrëtt iwwerdeems eng ganz änlech Positioun vis-à-vis vu Firmen, déi sou Anlagen an Däitschland bauen a verdreiwe wollten. Déi éischt Quantitéiten u gréngem Waasserstoff wäerten och prioritär op anere Plaze gebraucht ginn, z. B. fir Industrieprozesser oder den Transport (Fliger oder Schëff), wou et keng elektresch Alternative gëtt fir ze dekarboniséieren.

Ech erlabe mir nach ervirzehiewen, dass et an der Lëtzebuerger Waasserstoffstrategie virgesinn ass, de Waasserstoff mëttel- a laangfristeg, also no der Industrie an dem Transport, och an dem „Wäermt"-Secteur anzesetzen. Dëst awer dann net an eenzelen Haiser, mee éischter zentral, fir Kogeneratiounsanlagen déi u Wärmenetzer hänken, ze dekarboniséieren an eng relativ flexibel Stroumproduktioun (als Nieweprodukt vun der Hëtzt) ze erlaben.

Stations de GNC | Question **7037** (20/10/2022) de **M. Fred Keup** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 6600 vun der ADR schreift d'Regierung, datt vun 2023 u keng CNG-Gas-Tankstell méi zu Lëtzebuerg géif zur Verfügung stoen. Esou wéi et eis zougedroe gouf, gräifen aktuell nach eng Rei Gemengen, notamment bei hiren technesche Gefierer a vereenzelt och bei kommunale Busservicer op dëse Brennstoff zeréck.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Gefierer op Basis vu CNG-Gas op de Stand vun der Kalennerwoch Nummer 41 beim Staat an de Gemengen agesat ginn an ëm wéi eng Zort Gefierer et sech handelt (Bussen, Camionen, Déngschtautoen, technesch Gefierer asw.)?

2. Wéi beurteelt d'Regierung d'Gefor, datt déi eenzel Institutiounen hir Gefierer opgrond vu kuerzfristegem Verkafsdrock ënner Wäert am Ausland mussen ofsetzen?

Réponse (14/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert froe Prezisiounen iwwert ee méigleche Wäertverloscht vu CNG-Gefierer an der ëffentlecher Hand.

Am Fuerpark vum Staat befannen sech am Moment nach een Auto an eng Camionette, déi reng mat CNG bedriwwe ginn. Wat d'Unzuel vun esou Gefierer bei de Gemengen oder Gemengesyndikater ubelaangt, esou sinn dës Informatiounen net fräi zougänglech, an de Staat erhieft oder suivéiert net systematesch de Fuerpark vun de Gemengen oder Syndikater.

Laut der SNCA[7] waren Ufank November 161 reng mat CNG bedriwwe Gefierer zu Lëtzebuerg op Personnes morales (ënnert anerem Gemengen) ugemellt. Dëst ware 60 Autoen (Kategorie M1), 27 Camionnetten (N1), 63 Busser (M3) an 11 Camionen (N2&N3).

Heibäi gëllt et awer ze präziséieren, datt déi uewe genannte CNG-Busser integral vum TICE bedriwwe ginn, deen op sengem Betribshaff eng eege CNG-Tankstell huet an dës nach wäert weider bedreiwen. Syndikéiert TICE-Gemenge kënnen och eng Demande stellen, fir dës CNG-Tankstell fir hir Gefierer ze notzen. Dëst awer zu definéierten Auerzäiten, fir datt d'Notanke vun der Busflott net gestéiert gëtt.

Wéi an der rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6600 präziséiert, ass et d'Decisioun vum Tankstellbedreiwer gewiescht, fir d'CNG-Tankseilen zouzemaachen, an dëst gouf 2018 scho per Pressecommuniqué a per Bréif un alleguerten déi deemoleg Besëtzer vun engem CNG-Gefier matgedeelt. Esou kann een hei net vun engem kuerzfristege Verkafsdrock schwätzen, fir d'Gefier ënner Wäert mussen ze verkafen.

Do dernieft si momentan duerch déi bestoend Liwwerproblemer vun Neiween d'Präisser vun Occasiounsgefierer och éischter héich. De Fuerpark vun an der EU ugemellte CNG-Gefierer[8] ass déi lescht Joren och konstant bliwwen an a verschiddene Länner, wéi der Belsch[9], och liicht geklommen.

Visites dans le cadre des inondations de l'été 2021 | Question **7039** (20/10/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'Madamm Ëmweltminister huet rezent zesumme mat enger Ekipp vun hire Fonctionnairen eng Rei Visitte queesch duerch d'Lëtzebuerger Land ënnerholl, fir sech am Gespréich mat de betraffene Leit op der Plaz e Bild vun den Héichwaasserschied vum Summer 2021 ze maachen a fir potenziell weider preventiv Moossnamen ze evaluéieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob d'Resultater vun dëser Tour an engem schrëftleche Rapport festgehale ginn, wéi wäit déi geäussert Doleancen a Virschléi vun de Bierger hei mat afléissen an ob si virgesäit, der Chamber eng Kopie vun dësem Rapport zoukommen ze loossen.

2. Sou wéi et mir zougedroe gouf, huet d'Madamm Minister wärend där genannter Tour och d'Méiglechkeet ugeschwat, fir op der Héicht vu Bettenduerf e Réckhaltebecke fir d'Sauer ze schafen. Kann d'Madamm Minister déi Informatioun bestätegen a falls jo, matdeelen, a wéi engem Stadium dëse Projet aktuell drun ass?

Réponse (14/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Nom Héichwaasser vum Juli 2021 huet den Ëmweltministère zesumme mat der Waasserverwaltung verschidde Gemengen besicht, déi besonnesch staark vun den Iwwerschwemmunge betraff

7 https://data.public.lu/fr/datasets/parc-automobile-du-luxembourg/

8 https://alternative-fuels-observatory.ec.europa.eu/transport-mode/road/european-union-eu27

9 https://alternative-fuels-observatory.ec.europa.eu/transport-mode/road/belgium

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

waren. Dës ware keng ëffentlech Reunioune mat Biergerbedeelegung, mee bilateral Reuniounen tëscht enger Delegatioun vum Ëmweltministère a vun der Waasserverwaltung mat de politesche Gemengeresponsabelen an hirer Verwaltung. Insgesamt goufen 10 bilateral Versammlungen a Presenz vun der Ëmweltministesch organiséiert: Rouspert-Mompech, Ierpeldeng op der Sauer, Bäerdref, Iechternach, Munneref, Miersch, d'Stad Lëtzebuerg, Beetebuerg, Hesper a Käerjeng. Bei dësen Echangen ass et dorëms gaangen, en Iwwerbléck iwwert d'Gesamtsituatioun ze kréien an ze sondéieren, wou den Ëmweltministère mat der Waasserverwaltung kuerzfristeg kéint hëllefen, a wat ee laangfristeg um jeeweilege Gemengenterritoire kéint ëmsetzen. Wärend dëse Reuniounen ass dofir och den Héichwaasserrisikomanagementplang, deen am Juni 2021 als Entworf an d'Prozedur vun der Consultation publique gaangen ass, mat sengem Moossnamekatalog beschwat ginn.

Am Kader vun der genannter Consultation publique (vum 24. Juni 2021 bis de 24. September 2021 fir d'Bierger, respektiv bis de 24. Oktober fir d'Gemengen) hat dann och all Gemeng an all Bierger d'Méiglechkeet, en eegenen Avis zum Héichwaasserrisikomanagementplang, awer och zum Moossnamekatalog ofzeginn. Dës geäussert Doleancen a Virschléi vun de Gemengen an de Bierger fléissen an de finale Plang an, deen aktuell an der Finaliséierung ass a bis Enn des Joers publizéiert wäert ginn.

ad 2. Dëst war bei deenen uewe genannten Terminer net thematiséiert ginn an ass och keng Pist, déi am Moossnamekatalog steet oder aktuell verfollegt gëtt.

Nouveau bataillon belgo-luxembourgeois | Question **7041** (21/10/2022) de **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng)

Ce jeudi 13 octobre 2022, le Gouvernement a annoncé la signature de la déclaration d'intention concernant l'implantation du bataillon de reconnaissance belgo-luxembourgeois dès l'année 2028.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Quel sera l'impact, selon Monsieur le Ministre, de ce bataillon de reconnaissance binational sur l'effort de défense du Grand-Duché du Luxembourg ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir davantage de renseignements sur l'axe de temps concernant les trois phases endéans lesquelles les différentes antennes pourront être fonctionnelles, ainsi que sur l'organigramme de ce bataillon implanté sur trois sites ?

Réponse (15/11/2022) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

ad 1) Le bataillon de reconnaissance belgo-luxembourgeois jouera un rôle central pour atteindre l'objectif du Gouvernement en matière d'effort de défense, à savoir 1 % du PIB en 2028.

Selon les prévisions, ce programme capacitaire couvrant la mise en place et l'exploitation conjointe d'un bataillon de reconnaissance médian belgo-luxembourgeois à l'horizon 2028 – en réponse à l'objectif capacitaire OTAN y afférant accepté en 2021 – aura un impact significatif en termes d'effort de défense luxembourgeois dès 2025 (d'un ordre de grandeur de 25 % au moment de la pointe de l'investissement). Alors que les investissements majeurs initiaux (équipements, munitions et infrastructures confondues) pourraient s'étendre sur une période de dix années environ, les frais d'exploitation et de soutien en découlant impacteraient l'effort de défense national pendant une trentaine d'années probablement. À ces frais s'ajouteront des frais de mise à jour tant pour les futurs équipements médians que pour les logiciels nécessaires à leur exploitation. Il est à souligner qu'une fois les investissements initiaux majeurs effectués, l'impact sur l'effort de défense sera ramené à un ordre de grandeur de 10 à 15 % de l'effort de défense.

ad 2) Des informations détaillées sur l'axe de temps concernant les trois phases endéans lesquelles les différentes antennes pourront être fonctionnelles, ainsi que sur l'organigramme de ce bataillon ne verront le jour qu'après la réalisation d'une planification détaillée qui ne sera lancée qu'après la signature de l'accord de coopération (signature visée pour mi-2023) donnant naissance au programme capacitaire pluriannuel.

Au stade préliminaire actuel, à côté d'une planification très sommaire des études binationales sont en cours pour réaliser :

– une première synchronisation des planifications capacitaires et budgétaires des deux pays,
– une ébauche de concept de mise en place et d'exploitation conjointe.

Selon la planification sommaire susmentionnée, il est prévu que la création du bataillon se fasse, en amont de 2028, en parallèle sur différents sites.

Le futur bataillon disposera en principe dans un premier temps de différentes antennes, sises à Diekirch et à Marche-en-Famenne. Dans un deuxième temps les unités et les capacités additionnelles requises par l'OTAN seront graduellement intégrées pour former un bataillon qui englobera à terme un état-major commun et quatre compagnies ou escadrons de reconnaissance, complétés de différents éléments d'appui et de soutien.

Vers 2030, le bataillon devrait avoir Arlon comme centre de gravité. S'y trouveront à ce moment au minimum l'état-major mixte belgo-luxembourgeois, une compagnie de reconnaissance belge, une compagnie de reconnaissance luxembourgeoise et des éléments d'appui et de soutien. Quelle que soit la phase d'exécution du programme, une des compagnies de reconnaissance luxembourgeoises restera en principe implantée à Diekirch.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun*   ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun*   ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

*Déi follgend Casen ausfälle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ____________ Virnumm: ____________

Societéit/Administratioun: ____________

Adress: ____________ Boîte postale: ____________

Code postal: ____________ Uertschaft: ____________ Land: ____________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799